

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE DU DOCTORAT
EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
JOCELYNE MURRAY

« LA SCOLARISATION AU QUÉBEC (1850-1900),
L'EXEMPLE DE LA MAURICIE »

DÉCEMBRE 1999

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

RÉSUMÉ DE LA THÈSE

Cette recherche porte sur l'expansion de l'école primaire catholique et française dans les comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice et de la ville de Trois-Rivières entre 1850 et 1900. À compter de 1841, les enfants des différentes couches de la société ont enfin accès à l'école grâce à la prise en charge par l'État du système de scolarisation. Cependant, la généralisation de l'instruction reposera sur une modification des comportements culturels qui exigera du temps, de l'énergie et un consentement populaire. C'est cette facette de l'histoire de l'éducation, celle qui met en cause la société et son adhésion au projet d'instruction primaire publique qui est approfondie dans cette thèse. Il est démontré que le développement du système scolaire et l'ouverture des écoles ne s'effectuent pas de la même façon partout et au même rythme dans l'ensemble du territoire de la Mauricie. Entre les villages et la ville, le décalage est marqué. Il l'est davantage entre les terres de colonisation et les paroisses bien établies. Les ressources financières des localités, le milieu géographique et les préoccupations des contribuables influencent les choix en matière d'éducation. Il s'ensuit que les collectivités appréhendent différemment le système scolaire et ses objectifs. Ce travail expose comment les communautés rurales, villageoises et urbaines dotent leur milieu respectif d'écoles qui reflètent leur mentalité, leurs moyens financiers et leur idéal.

La thèse se divise en huit chapitres qui analysent le monde scolaire local, depuis la formation des corporations jusqu'à l'évaluation des écoles en passant par le déroulement des affaires scolaires mettant en cause, selon les circonstances, commissaires, contribuables, écoliers et personnel enseignant. Le premier chapitre expose comment, dès sa fondation et tout au long de son existence, toute commission scolaire est représentative de son milieu. L'élection des commissaires, le choix d'un

président et la nomination d'un secrétaire-trésorier assurent, année après année, le maintien de cette institution au sein des localités. Comme la plupart des décisions prises par les commissaires d'écoles ont un impact pécuniaire, le deuxième chapitre présente une analyse du financement des corporations scolaires, ce qui fait ressortir les disparités régionales. Cette étude constitue une toile de fond qui permet de mieux comprendre le contexte général du fonctionnement des commissions scolaires dans les chapitres subséquents.

Le troisième chapitre met en relief la dynamique sociale qui s'établit entre commissaires et contribuables dans l'administration des affaires scolaires. Ouverture ou fermeture d'écoles, construction ou réparation, choix d'emplacement, établissement d'une école modèle, représentent les sujets habituels sur lesquels tout conseil scolaire doit statuer, tout en tenant compte de l'avis de la population. Les décisions prises par les commissaires ne font pas toujours l'unanimité parmi les contribuables. Des oppositions se manifestent, des coalitions se forment, des leaders apparaissent. Au cœur de toute cette effervescence qui rompt l'harmonie de la vie sociale et paroissiale, les curés essaient de concilier les opinions. Chefs de file de leur paroisse, ils s'intéressent grandement aux questions touchant les écoles et, entre autres, à certaines décisions du conseil des commissaires dont ils font parfois partie. Chacun, selon sa manière, veut agir sur le déroulement des affaires scolaires dans son milieu.

L'engagement des instituteurs représente une des tâches les plus complexes pour les commissaires d'écoles. Recrutement, gestion de personnel, salaires, voilà autant de décisions à prendre pour le bon fonctionnement des écoles. Le quatrième chapitre scrute les différents aspects de cette responsabilité. La signature d'un contrat d'engagement ne lie pas uniquement un individu avec une corporation scolaire, mais

avec toute une collectivité. Cette coexistence n'est pas sans anicroches, comme le relate le chapitre cinq. La pratique de cette profession permet néanmoins à certains enseignants de faire une longue carrière et de se mériter une bonne renommée dans leur localité, voire au-delà.

Les « maisons d'école » parsèment graduellement tout le territoire de la Mauricie. En pierre, en brique ou en bois, avec ou sans clocheton, des fenêtres tout autour, les écoles présentent une apparence variée et offrent un confort inégal. Tel que démontré au début de ce sixième chapitre, le chemin qui mène à l'école est tout aussi diversifié que les immeubles qui attendent les élèves. Quoi qu'il en soit, le but ultime de toute l'organisation scolaire n'est-il pas d'amener les enfants à fréquenter ces écoles? Le septième chapitre brosse un tableau de la population écolière. Garçons et filles fréquentent-ils l'école dans des proportions semblables, à quel âge quittent-ils l'école et qu'en est-il de leur assiduité? Les écoliers de la ville sont-ils davantage favorisés que les enfants de la campagne?

Le huitième et dernier chapitre propose une évaluation de l'école. Qu'apprennent donc les élèves au terme d'une scolarisation maintes fois entrecoupée et que pense-t-on du personnel enseignant responsable des apprentissages? Combien de temps faudra-t-il pour que chaque élève sorte de l'école muni de l'indispensable savoir que sont la lecture, l'écriture et l'arithmétique? Cette incursion dans l'école se termine par une esquisse de la sociabilité écolière. Règlements, corvées, célébrations diverses et récompenses contribuent à faire de l'école un lieu spécifique. Il s'établit graduellement une manière d'être et d'agir propre aux élèves et à leurs maîtres. Au fil des ans, le monde scolaire deviendra de plus en plus codifié, mais n'est-ce pas là une réponse à une plus forte affluence?

REMERCIEMENTS

Au terme de cette recherche, j'accomplis le plus bel exercice qui soit : celui de remercier tous ceux qui m'ont permis, d'une manière ou d'une autre, d'achever ce travail. J'ai apprécié la collaboration patiente des bibliothécaires de l'Université du Québec à Trois-Rivières et celle des archivistes et de leur personnel qui m'ont si bien accueillie et servie avec tant de diligence pendant une année aux Archives nationales du Québec, à Québec. Il en fut de même lors de mes visites aux archives des commissions scolaires de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, des Ursulines, des sœurs de la Providence, du Séminaire Saint-Joseph et de la ville de Trois-Rivières. Je les remercie profondément d'avoir ainsi agrémenté ma tâche.

Le soutien financier indispensable est venu de plusieurs sources : de l'Université du Québec à Trois-Rivières (Bourse *Intervention spéciale*) et du Centre interuniversitaire d'études québécoises, du fonds FCAR, de la Fondation universitaire du Centre du Québec, de la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités par l'entremise de la Bourse *Georgette Lemoyne*, et finalement du Comité de perfectionnement des chargés de cours de l'UQTR. Ces marques d'encouragement tangibles ont soutenu mes efforts et je remercie tous ces organismes. De plus, je souligne l'apport du Centre d'études québécoises dans mon cheminement grâce au contact bénéfique de ses chercheurs, voire des collègues étudiants. Les diverses activités qui y sont organisées ont, sans conteste, élargi mes horizons.

Je suis reconnaissante envers mon directeur de thèse, René Hardy et mon codirecteur, Serge Gagnon qui ont su me faire remarquer les aspérités du terrain, qui m'ont indiqué les écueils et souligné les forces et les faiblesses d'un travail qui s'élaborait

petit à petit. On ne peut trouver de meilleurs lecteurs. Pour votre rigueur et votre dévouement, je tiens à vous exprimer toute mon admiration.

Au fil des jours et des années, mes proches ont assisté à l'élaboration de ce travail. Je leur faisait part des trouvailles qui m'enthousiasmaient et des embûches qui ralentissaient la progression de cette « histoire » dont ils ont été inlassablement entretenus. À tous ceux-là et, en particulier, à Raymond, Marie-Josée et Geneviève Leblanc, trouvez ici l'expression de toute ma gratitude pour vos indéfectibles marques de soutien et d'affection. En dernier lieu, je remercie Marcel Leblanc qui, d'un œil neuf, mais expert a relu mon texte. Cette thèse a été écrite dans la solitude, mais sans l'encouragement, sous toutes ses formes, apporté par les uns et les autres, aurait-elle jamais pu se terminer?

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
REMERCIEMENTS.....	v
TABLE DES MATIÈRES	vii
Liste des cartes et des illustrations.....	xiii
Liste des tableaux.....	xiv
INTRODUCTION	1
État de la question et objectifs.....	1
Le clergé	5
La famille.....	8
L'État.....	12
Présentation de la thèse.....	15
Aperçu historiographique	20
PREMIER CHAPITRE LA COMMISSION SCOLAIRE, REFLET SOCIAL DE SON MILIEU	
Introduction	28
Établissement des corporations scolaires	29
La commission scolaire, organisme électif.....	34
L'assemblée générale et les élections	36
Les enjeux électoraux.....	40
Les commissaires	43
Le président de la corporation.....	47
Le secrétaire-trésorier	48
La réputation des commissaires.....	62
Opinion de l'élite	62
Jugements du surintendant de l'Instruction publique	65
Jugements des inspecteurs d'écoles.....	67
Conclusion.....	69
CHAPITRE 2 LE FINANCEMENT DES ÉCOLES, RESPONSABILITÉ PREMIÈRE DES CORPORATIONS LOCALES	
Introduction	72
Les sources de financement des corporations scolaires.....	74

Première partie : Les contraintes financières des corporations	77
Répartition des recettes entre les arrondissements scolaires	78
Dérogations à la loi.....	80
Création d'un nouvel arrondissement	83
Rétribution mensuelle	85
Disparité selon les arrondissements.....	88
Rétribution sous forme de bois de chauffage	89
Recours au fonds des municipalités pauvres.....	89
DEUXIÈME PARTIE : LE FINANCEMENT SCOLAIRE DANS DIX	
CORPORATIONS TÉMOINS.....	93
Comté de Champlain.....	95
Corporation scolaire de Champlain	95
Corporation de la paroisse de Champlain.....	98
Corporation du village de Champlain.....	101
Corporation de Saint-Maurice	102
Corporation de Saint-Tite	103
Corporation de la paroisse de Saint-Tite	104
Corporation du village de Saint-Tite	105
Corporation de Saint-Tite-Nord.....	107
Comparaison entre les corporations témoins du comté de Champlain.....	107
Comté de Maskinongé	110
Corporation de Maskinongé	110
Corporation de Saint-Didace	111
Corporation de Hunterstown	114
Comparaison entre les corporations témoins du comté de Maskinongé	115
Comté de Saint-Maurice	117
Corporation de Yamachiche	117
Corporation de Saint-Barnabé	119
Corporation de Saint-Sévère.....	122
Comparaison entre les corporations témoins du comté de Saint-Maurice	123
Corporation de Trois-Rivières.....	125
Conclusion	128

CHAPITRE 3 LES AFFAIRES SCOLAIRES AU NIVEAU LOCAL

Introduction	133
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCOLE SUR LA SELLETTE.....	134
Le déroulement des affaires scolaires au sein des localités.....	134
Les emplacements d'école	140
L'implantation des écoles modèles.....	150
Une école de rang particulière.....	157

DEUXIÈME PARTIE : LA PARTICIPATION DES CURÉS AUX AFFAIRES	
SCOLAIRES.....	159
Conclusion	175

CHAPITRE 4 LES COMMISSAIRES ET LA GESTION DU PERSONNEL

Introduction	180
Le recrutement.....	182
L'engagement de personnel breveté.....	183
L'engagement de personnel laïc non breveté	186
Étude comparative des instituteurs laïcs non diplômés	186
Point de vue des localités face à l'engagement des institutrices non brevetées	192
L'engagement des enseignants religieux.....	199
Les avis de non-réengagement	208
La teneur des contrats.....	210
La rémunération du personnel enseignant.....	219
Le traitement des instituteurs	220
Le traitement des institutrices	224
La question salariale au sein des corporations	230
Trois exemples de politique salariale	233
a) La corporation scolaire du village de Champlain entre 1868 et 1900	233
b) La corporation scolaire de Saint-Narcisse entre 1863 et 1898.....	234
c) La corporation scolaire de Trois-Rivières entre 1852 et 1901	236
Conclusion	238

CHAPITRE 5 LE MAÎTRE D'ÉCOLE AU CŒUR DE SON ARRONDISSEMENT

Introduction	242
PREMIÈRE PARTIE : LES CONTRIBUABLES ET LES ENSEIGNANTS	243
Le choix du titulaire de l'école.....	243
La compétence	248
La moralité	253
DEUXIÈME PARTIE : UN MÉTIER, UNE VOCATION	261
Porter plainte : un fait occasionnel.....	262
Des conditions d'emploi insatisfaisantes	264
Les congédiements.....	270
Une réputation à maintenir.....	272
La retraite	277
Quelques institutrices et instituteurs de renom	280
Conclusion	289

CHAPITRE 6 L'ÉCOLE, LE « PALAIS DU PEUPLE »

Introduction	292
Le chemin des écoliers	293
L'étendue des arrondissements scolaires	293
Des parcours variés	297
L'école, « le palais du peuple »	299
Le coût des maisons d'écoles	300
Les normes architecturales	305
L'état des écoles	311
La location d'une pièce ou d'une maison	319
Le mobilier scolaire	321
Les fournitures scolaires	331
Le matériel pédagogique	333
Conclusion	334

CHAPITRE 7 ESQUISSE DE LA POPULATION SCOLAIRE

Introduction	338
Écoles de garçons, de filles ou écoles mixtes	340
Le sexe des élèves	342
La fréquentation	349
Les élèves de 7-14 ans	357
Les élèves de 14 ans et plus	360
L'assiduité	365
Conclusion	376

CHAPITRE 8 UNE SCOLARISATION SUR MESURE

Introduction	379
L'organisation pédagogique des écoles	380
Modes d'enseignement	380
Les programmes d'études	384
Classement des élèves	386
Évaluation de l'école élémentaire	389
Évaluation des élèves	389
Évaluation par matières	391
Évaluation du personnel enseignant	400
Éléments de sociabilité écolière	410
Les règlements des écoles	411
Routine et corvées	420
Fêtes profanes et religieuses	423
Congés et récompenses	425
Conclusion	431

CONCLUSION GÉNÉRALE	434
---------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	445
ANNEXES.....	464
Premier chapitre, Annexe 1	
Érections canonique, en municipalité de paroisse et scolaire des localités de la Mauricie jusqu'en 1900.	464
Chapitre 2, Annexe 1	
Revenus des dix corporations témoins entre 1850 et 1901	466
Explications préliminaires.....	466
Corporations témoins du comté de Champlain.....	472
Tableau A – Revenus de la corporation de Champlain 1850-1869.....	472
Tableau B – Revenus de la corporation de la paroisse de Champlain, 1869-1901	473
Tableau C – Revenus de la corporation du village de Champlain, 1869-1901	474
Tableau D – Revenus de la corporation de Saint-Maurice, 1850-1901	475
Tableau E – Revenus de la corporation de Saint-Tite, 1864-1888.....	477
Tableau F – Revenus de la corporation de la paroisse de Saint-Tite, 1888-1901	478
Tableau G – Revenus de la corporation du village de Saint-Tite, 1888-1901	479
Tableau H – Revenus de la corporation de Saint-Tite-Nord, 1898-1901	479
Corporations témoins du comté de Maskinongé.....	480
Tableau I – Revenus de la corporation de Maskinongé, 1850-1901	480
Tableau J – Revenus de la corporation de Saint-Didace, 1853-1901	482
Tableau K – Revenus de la corporation de Hunterstown, 1862-1901	484
Corporations témoins du comté de Saint-Maurice.....	485
Tableau L – Revenus de la corporation de Yamachiche, 1850-1901	485
Tableau M – Revenus de la corporation de Saint-Barnabé de Gatineau, 1850-1901.....	487
Tableau N – Revenus de la corporation de Saint-Sévère.....	489
Tableau O – Revenus de la corporation de Trois-Rivières, 1850-1901	491

Chapitre 2, Annexe 2

Taux de la taxe scolaire des corporations témoins

Tableau P – Taux de la taxe scolaires des corporations
témoins du comté de Champlain entre 1884 et 1901493

Tableau Q – Taux de la taxe scolaires des corporations
témoins du comté de Maskinongé entre 1884 et 1901494

Tableau R – Taux de la taxe scolaires des corporations
témoins du comté de Saint-Maurice entre 1884 et 1901495

Chapitre 4, Annexe 1

Implantation par comté des communautés religieuses enseignantes
en Maurice entre 1850 et 1900496

Chapitre 7, Annexe 1

Tableau 7 A – Effectifs scolaires.....497

LISTE DES CARTES ET DES ILLUSTRATIONS

PREMIER CHAPITRE

Carte des corporations scolaires des comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice.....	31
---	----

CHAPITRE 4

Carte de l'implantation des communautés religieuses enseignantes en Mauricie entre 1850 et 1900	200
--	-----

CHAPITRE 6

Fig. 1, Plan de la maison d'école n° 9, Saint-Didace.....	303
Fig. 2, Couvent de Sainte-Ursule (novembre 1891).....	303
Fig. 3, Table à deux places avec banc à dossier	325
Fig. 4, Petite table et banc pour deux élèves	325
Fig. 5, Salle de classe, Couvent de Grand-Mère, 1914	327
Fig. 6, Illustration tirée de <i>Éducation Québec</i> ,.....	327
Fig. 7, Salle de classe, Externat des Ursulines de Trois-Rivières, 1914	327

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE 2

Tableau 2.1	Partage des recettes dans les corporations témoins du comté de Champlain.....	99
Tableau 2.2	Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Champlain.....	108
Tableau 2.3	Partage des recettes dans les corporations témoins du comté de Maskinongé.....	112
Tableau 2.4	Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Maskinongé.....	115
Tableau 2.5	Partage des recettes dans les corporations témoins du comté de Saint-Maurice.....	120
Tableau 2.6	Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Saint-Maurice.....	124
Tableau 2.7	Comparaison des corporations témoins en 1900-1901 d'après le poids démographique des localités	129

CHAPITRE 4

Tableau 4.1	Pourcentage des institutrices laïques non brevetées entre 1876 et 1891	188
Tableau 4.2	Pourcentage des institutrices laïques non brevetées entre 1891 et 1901	191
Tableau 4.3	Établissement des communautés religieuses enseignantes en Mauricie entre 1850 et 1900	204
Tableau 4.4	Distribution des traitements annuels des instituteurs de la Mauricie pour les années 1861, 1864, 1867, 1870 et 1873	220
Tableau 4.5	Distribution des traitements annuels des instituteurs de la Mauricie entre 1877 et 1884	222
Tableau 4.6	Traitement annuel moyen versé aux instituteurs catholiques de la Mauricie en 1893-1894 et 1900-1901.....	223
Tableau 4.7	Distribution des traitements annuels des institutrices de la Mauricie pour les années 1861, 1864, 1867, 1870 et 1873	224
Tableau 4.8	Distribution des traitements annuels des institutrices de la Mauricie entre 1877 et 1884	225
Tableau 4.9	Traitement annuel moyen versé aux institutrices catholiques de la Mauricie en 1893-1894 et 1900-1901.....	227

Tableau 4.10	Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique « Traitements et mode de paiement » pour l'année 1900-1901.....	229
Tableau 4.11	Comparaison des corporations de village et de paroisse à partir de la rubrique « Traitements et mode de paiement » pour l'année 1900-1901.....	240

CHAPITRE 6

Tableau 6.1	Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique « État des maisons d'écoles, des dépendances, etc. » pour l'année 1900-1901.....	318
Tableau 6.2	Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique « État du mobilier en général » pour l'année 1900-1901	330

CHAPITRE 7

Tableau 7.1	La répartition des élèves selon le sexe dans les trois comtés de la Mauricie entre 1856 et 1900	343
Tableau 7.2	Comparaison de la population scolaire mauricienne selon le sexe avec la population totale du Québec en 1900-1901	345
Tableau 7.3	Répartition des élèves « au cours supérieur » selon le sexe dans les trois comtés de la Mauricie entre 1856 et 1901	346
Tableau 7.4	Comparaison de la population scolaire selon le sexe et âgée de plus de 14 ans en 1900-1901	347
Tableau 7.5	Évolution de la population scolaire en Mauricie entre 1852 et 1900	351
Tableau 7.6	Évolution du nombre d'écoles publiques et indépendantes en Mauricie de 1852 à 1900	355
Tableau 7.7	Effectifs scolaires par comté et pour la ville de Trois-Rivières.....	358
Tableau 7.8	Population scolaire âgée de plus de 14 ans en 1900-1901	361
Tableau 7.9	Assistance moyenne dans les écoles élémentaires, modèles et académiques de la Mauricie entre 1873 et 1901	367
Tableau 7.10	Comparaison entre l'assistance moyenne dans les écoles de la Mauricie et de la Province de Québec entre 1873 et 1901	370

CHAPITRE 8

Tableau 8.1	Nombre d'élèves par matières d'enseignement.....	394
Tableau 8.2	Comparaison par comté des notes moyennes de la classification des municipalités scolaires pour l'année 1900-1901	408

INTRODUCTION

État de la question et objectifs

Dans la province de Québec, ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que les enfants des différentes couches de la société ont eu accès à l'école. Jusque-là l'instruction était habituellement réservée aux fils et aux filles des parents de la classe aisée. Ce résultat fut obtenu par la prise en charge par l'État d'un système public de scolarisation. La généralisation de l'instruction reposera sur une modification des comportements culturels qui exigera du temps, de l'énergie et un consentement populaire. Les historiens François Furet et Jacques Ozouf ne disent-ils pas que les mentalités s'ouvrent plus lentement que les écoles¹. C'est donc cette facette de l'histoire de l'éducation, celle qui met en cause la société et son adhésion au projet d'instruction primaire publique que nous désirons approfondir. La société étant diversifiée, nous voulons aussi montrer pourquoi le développement du système scolaire et l'ouverture d'écoles ne s'effectuent pas de la même façon partout et en même temps.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le système scolaire évolue en parallèle avec l'acceptation par la population des principes et des obligations qui sous-tendent l'implantation de la scolarisation de masse. La mise sur pied d'un réseau d'écoles résulte non seulement de la volonté des promoteurs de l'éducation, hommes politiques, notables et membres du clergé, de généraliser l'instruction mais repose sur une infrastructure gouvernementale encadrant les réformes envisagées. Comme l'État veut respecter le principe de la décentralisation des pouvoirs, cette implantation laisse une grande marge de manœuvre aux collectivités. Les idéaux des partisans de

¹ François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1977, 390 p.

l'éducation ne s'accordent pas toujours avec ceux des parents pour qui l'école n'a pas toujours la même importance. La question de l'enseignement obligatoire débattue à partir des années 1870 est un exemple de cette divergence d'opinion².

L'histoire de la scolarisation est intimement liée à l'évolution des mentalités. La lecture des rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique laisse clairement voir que l'accueil fait aux directives émanant de son département varie selon les milieux. Habiter une ville qui développe son économie ou coloniser une région éloignée exige des types d'organisation différents et, par conséquent, suscite une perception tout aussi divergente des nécessités de l'instruction. Nous pouvons supposer que les ressources financières des localités, le milieu géographique et les préoccupations des contribuables influencent les choix en matière d'éducation. Il s'ensuit que les collectivités appréhendent différemment le système scolaire et ses objectifs. La société québécoise se développe à des rythmes différents, n'en sera-t-il pas de même pour l'école? Nous émettons l'hypothèse que les citoyens ainsi que les communautés rurales, villageoises et urbaines, doteront leur milieu respectif d'écoles qui reflètent leur mentalité, leurs moyens financiers et leur idéal.

Notre recherche s'intéresse à l'école primaire catholique et française du Canada-Est (nouvelle appellation du Bas-Canada) devenue, en 1867, la province de Québec et couvre la période 1850 à 1900. Neuf ans se sont écoulés depuis l'instauration de la loi de l'Instruction publique de 1841. Les difficultés associées à sa mise en opération s'estompent peu à peu et le système commence enfin à se développer. Cette recherche se termine à la veille de la vague d'industrialisation et d'urbanisation, qui

² Louis-Philippe Audet, « La querelle de l'instruction obligatoire », dans Marcel Lajeunesse, dir., *L'éducation au Québec (19^e et 20^e siècles)*, Montréal, Boréal Express, 1971, p. 115-129.

va transformer le paysage mauricien. Rappelons brièvement quelques étapes de cette organisation scolaire.

Sous le Régime français, l'éducation des enfants était en presque totalité prise en charge par le clergé. L'État ne commence à intervenir qu'au début du XIX^e siècle. À l'Institution royale pour l'avancement des sciences (1801) s'ajoutent des écoles de Fabriques (1824) puis les écoles de syndics (1829)³. Cette dernière loi fut renouvelée et amendée en 1832⁴. Ces premières tentatives connaissent un succès mitigé, malgré la popularité des écoles de syndics⁵. Elles permettent tout de même au gouvernement de pénétrer dans un domaine considéré jusque-là comme privé. L'État vote des lois concernant l'implantation de ces écoles et prévoit des subsides pour leur fonctionnement tout en s'assurant la collaboration des citoyens qui s'initient quant à eux à l'organisation scolaire dans leur milieu respectif⁶. Cependant, il n'est pas encore question de scolarisation de masse.

³ La loi des écoles de Fabrique (1824) autorise les marguilliers à consacrer un quart de leur budget à la fondation d'écoles tandis que la loi des écoles de syndics permet à cinq syndics ou commissaires d'écoles dûment élus par les propriétaires fonciers des localités de mettre sur pied des écoles en bénéficiant de subsides gouvernementaux. Voir Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la province de Québec*, tome 5, *Les écoles élémentaires dans le Bas-Canada, 1800-1836*, Québec, Les Éditions de l'Érable, 1955. À partir de 1846, le terme « syndics » désignera les représentants d'une minorité de catholiques ou de protestants dans une localité donnée alors que le terme « commissaire » identifiera les représentants d'une majorité de catholiques ou de protestants.

⁴ Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec : 1608-1971*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971, vol. 1, p. 359.

⁵ André Dufour, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMH, 1996, p. 42 et Serge Gagnon, « L'école élémentaire québécoise au XIX^e siècle », dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 137.

⁶ Gérard Filteau précise que les commissions scolaires « doivent leur existence à la loi de 1845, bien que la loi de 1829 en eût établi le principe », voir *Le système scolaire de la Province de Québec*. Montréal, Centre de psychologie et de pédagogie, 1954, p. 141. Andrée Dufour démontre, pour sa part, le rôle primordial de ces premières lois dans le système public dans *La scolarisation au Bas-Canada, 1826-1859 : une interaction État-communautés locales*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1992, x-398 p.

À partir de mai 1836, en raison de troubles politiques, la loi des écoles de syndics devient caduque. En 1838, le gouvernement britannique dépêche lord Durham pour mener une enquête sur la situation de sa colonie. Ce dernier confie à son secrétaire Arthur Buller le mandat d'étudier la question de l'éducation⁷. Buller s'inspire, pour une part, du rapport d'une enquête parlementaire de la Chambre d'Assemblée effectuée en 1835 et 1836. Il puise aussi dans l'expérience des États-Unis et de la Prusse en ce domaine⁸. Au terme de son étude, il suggère une série de mesures qui ébauchent un véritable système d'instruction publique. Le rapport de lord Durham conduit à l'Acte d'Union, voté en 1841, créant le Canada-Est et le Canada-Ouest. Une première loi pour l'éducation élémentaire de masse est adoptée. Le principe de la confessionnalité des écoles et le droit à la dissidence y sont garantis. L'État crée un fonds commun des écoles et en parallèle instaure la taxation scolaire.

Cette législation de 1841 subira des modifications importantes, particulièrement en 1845 et 1846. C'est alors que sont créées les corporations scolaires, organismes autonomes qui se greffent sur l'organisation paroissiale. Ces corporations scolaires locales sont formées de commissaires élus qui verront, entre autres, à recueillir dans leur localité les sommes nécessaires au fonctionnement des écoles dont ils assument aussi la gestion. Avec la création, en 1851, d'un corps d'inspecteurs d'écoles sous la juridiction du surintendant de l'Instruction publique, le système étatique est désormais bien en place et le département de l'Instruction publique chapeautera le réseau des écoles primaires à travers tout le territoire québécois. Le conseil de l'Instruction

⁷ En réalité, cette enquête aurait été menée par Christopher Dunkin en 1838 et 1839. Voir Andrée Dufour, « Les institutrices rurales du Bas-Canada : incompétentes et inexpérimentées? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 4, 1998, p. 526-548.

⁸ Selon Louis-Philippe Audet, l'intervention de l'État dans le domaine scolaire s'inscrit dans un courant d'idées issu des expériences européennes et américaines, quoique le législateur canadien se soit peu inspiré de la France. Voir *L'histoire de l'éducation au Québec, 1608-1967*, tome 1, Montréal, Centre de pédagogie et de psychologie, 1966, p. 379.

publique en fonction à partir de 1860 orientera les destinées du département, confiant au surintendant l'exécution de ses politiques.

Au fil des ans, plusieurs lois sont votées en vue d'améliorer cette structure. On instaure en 1867, un ministère de l'Instruction publique en remplacement du département⁹. Cependant, après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur, en 1875, on revient à la formule antérieure du département ayant à sa tête un surintendant « libre de toutes attaches politiques ».

Cette structure du système scolaire public s'appuie sur la collaboration de trois institutions fondamentales, en l'occurrence, l'Église, la famille et l'État. Chacune poursuit des objectifs et exprime des attentes face aux écoles qui, parfois concordent et tantôt s'opposent. Voyons plus en profondeur la manière donc elles participent à l'élaboration de ce processus.

Le clergé

Lors de la prise en charge du système scolaire public par l'État, l'Église qui s'était préoccupée de l'éducation depuis les débuts de la Nouvelle-France ne perd pas toutes ses prérogatives. Au contraire, les autorités coloniales savent qu'elles peuvent compter sur le clergé et lui accordent certains privilèges. On l'assure que la moitié des membres du Bureau des examinateurs qui dispense les brevets d'enseignement sera catholique et on lui réserve le choix des livres scolaires de caractère religieux et

⁹ Louis-Philippe Audet, « Le premier ministère de l'Instruction publique au Québec, 1867-1876 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 2. 1968, p. 171-223.

moral. De plus, les congréganistes enseignants bénéficient d'une exemption du certificat de compétence¹⁰.

Le clergé, en réalité, n'a jamais abandonné sa mission éducative. Une fois les structures administratives étatiques bien en place, il a su préserver ses acquis et augmenter graduellement son influence. La confessionnalité des écoles est d'ailleurs inscrite dans la loi de 1841, grâce au principe de dissidence accordé aux catholiques ou aux protestants qui ne professent pas la religion de la majorité. En pratique, les écoles sont donc catholiques ou protestantes, les autres confessions n'étant pas touché par cette disposition¹¹. Lors de la création du conseil de l'Instruction publique (1856), il est précisé que les protestants et les catholiques travaillent respectivement en sous-comités qui deviennent autonomes en 1869.

Le gouvernement conservateur influencé par les ultramontains, à son arrivée au pouvoir en 1875, accentue le caractère confessionnel du système scolaire¹². Une loi votée cette année-là désigne les évêques membres d'office du comité catholique¹³. Il se constitue alors une sorte de concordat scolaire, pour reprendre l'expression de Ruby Heap, entre les conservateurs et le clergé qui obtient toute la latitude voulue pour

¹⁰ Au moment de la Confédération (1867), l'éducation passe sous juridiction provinciale. Le législateur augmentera, en 1869, les privilèges du clergé décrétant que les propriétés des corporations religieuses et des institutions charitables tant catholiques que protestantes sont exemptes de taxes, à l'exception des propriétés uniquement à revenus. Voir Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, *Les structures supérieures du système scolaire*, tome 1, Québec, 1963, p. 10.

¹¹ Ibid., p. 11.

¹² Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 246-253.

¹³ Louis-Philippe Audet, *Histoire du Conseil de l'instruction publique*, Montréal, Éditions Leméac, 1964. Lors de l'adoption de la loi, le nombre de laïcs ne change pas et par la suite il sera toujours équivalent à celui des évêques. Voir le tableau p. 176. Cependant, on limite aux évêques le privilège de se faire remplacer en cas d'incapacité d'assister à une réunion, p. 173.

orienter le système scolaire selon ses vues¹⁴. Cette dernière mesure assure la domination de la hiérarchie religieuse sur les structures du système scolaire jusqu'à la dissolution de cet organisme en 1963¹⁵.

Les membres du haut clergé recrutent d'abord en Europe des congréganistes qui implantent des établissements au Québec¹⁶. Des évêques québécois fondent, à leur tour, des communautés religieuses enseignantes¹⁷. C'est au niveau de la paroisse, à la fois entité religieuse et territoire civil, que se déroulent la plupart des activités reliées à la vie publique des individus. Cette vie autour du clocher amène le curé et ses vicaires à prendre part activement à la vie quotidienne des paroissiens. Étant donné l'engagement traditionnel de l'Église en matière d'éducation, les affaires scolaires

¹⁴ Ruby Heap, « Les relations Église-État dans le domaine de l'enseignement primaire public au Québec: 1867-1899 », Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, *Sessions d'étude*, 50, 1983, p. 183-199.

¹⁵ Les relations entre l'Église et l'État ont donné lieu à plusieurs études. Citons entre autres, Philippe Sylvain, « Libéralisme et ultramontanisme au Canada français: affrontement idéologique et doctrinal (1840-1865) », dans W. L. Morton, éd., *Le Bouclier d'Achille*, Toronto/Montréal, McClelland and Stewart Ltd, 1968, p. 111-137 et 220-255; Nadia Fahmy-Eid, *Le clergé et le pouvoir politique au Québec: une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978; ainsi que Ruby Heap, *L'Église, l'État et l'éducation au Québec, 1875-1898*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université McGill, 1979 et *L'État, l'Église et l'enseignement public au Québec, 1897-1920*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1987, 2 vol.

¹⁶ Louis-Philippe. Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec*, tome 2, p. 130-131. Pour sa part, l'historien Marcel Lajeunesse mentionne que c'est sous l'impulsion de Mgr Bourget, évêque de Montréal, qu'à partir de 1840 l'Église canadienne amorce un nouvel élan. Voir son article, « L'Évêque Bourget et l'instruction publique au Bas-Canada, 1840-1846 », dans Marcel Lajeunesse, dir., *L'éducation au Québec (19^e et 20^e siècles)*, p. 41-58. Ce n'est qu'à compter des années 1880 qu'un effort systématique sera fait en vue de cléricaiser l'enseignement primaire, nous rappelle André Labarrère-Paulé dans son article « L'instituteur laïque canadien français au 19^{ème} siècle », dans Marcel Lajeunesse, *op. cit.*, p. 73. Guy Laperrière retrace les circonstances entourant la venue des congrégations religieuses françaises ainsi que la fondation canadienne d'autres communautés dans *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914*, tome 1, *Les premières bourrasques, 1880-1914* et tome 2, *Au plus fort de la tourmente, 1901-1904*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996 et 1999, 228 p. et 598 p.

¹⁷ Bernard Denault et Benoît Lévesque, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal et Sherbrooke, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975. Cette initiative n'est pas nouvelle puisque l'on retrouve trois curés français à l'origine d'autant de congrégations enseignantes au XVIII^e siècle. Voir à ce sujet, Alix de Rohan-Chabot, *Les écoles de campagne au XVIII^e siècle*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1985. On peut aussi consulter Marcel Launay, *L'Église et l'École en France, XIX-XX^e siècles*, Paris, Desclée, 1988, 172 p..

intéressent au plus haut point ces ecclésiastiques et plusieurs d'entre eux travailleront au sein des corporations scolaires¹⁸.

En général, le curé possède de l'ascendant sur ses paroissiens, surtout s'il est entreprenant. Jean Peneff, dans son étude sur les écoles de trois villages de l'Ouest de la France, observe qu'un curé autoritaire et puissant peut régenter le conseil municipal. Dans l'exercice de son sacerdoce, en chaire ou au confessionnal, ce pasteur influence également ses paroissiens¹⁹. Au Québec, certains prêtres seront élus commissaires d'écoles, d'autres présideront la commission scolaire de leur municipalité ou assumeront la charge de secrétaire-trésorier. En somme, de par son ministère, le curé possède une tribune de choix pour sensibiliser ses ouailles à ses idées et à ses projets. En plus, pour faire respecter ses compétences et continuer à exercer un contrôle en matière d'éducation, l'Église catholique compte sur la famille.

La famille

L'éducation des enfants a longtemps été considérée comme étant du ressort exclusif de la famille²⁰. L'Église par ses nombreuses interventions a cherché à pénétrer ce milieu et à contrôler les orientations de ses membres. Ainsi, lorsque l'évolution de la société impose de nouveaux modèles à la famille, l'abbé Alexis Mailloux, dans son *Manuel des parents chrétiens*, trace au milieu du XIX^e siècle, les premières esquisses d'un programme d'éducation familiale où la mère se voit attribuer un rôle

¹⁸ Serge Gagnon et René Hardy, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979, 171 p.

¹⁹ Jean Peneff, *Écoles publiques, écoles privées dans l'Ouest 1880-1950*, Paris, Éditions. L'Harmattan, 1987, 262 p. On peut aussi consulter la monographie de Roger Thabault, *Mon village*, Paris, Presses de la Fondation nationale, 1982, 248 p. Cette étude concerne à la localité de Mazières-en-Gâtine dans les Deux-Sèvres située également dans l'Ouest de la France.

²⁰ Dans l'ensemble de ce travail, nous nous référerons aux individus en tant que parents et contribuables. La famille est vue ici comme institution fondamentale de la société.

déterminant²¹. Cet ouvrage propose aussi d'inculquer aux enfants certains principes de morale destinés à préserver l'ordre social. Si le père continue d'être désigné comme chef de la famille, la mère se voit confier la formation morale des enfants. Cette conception des rôles de chacun dans la société va marquer l'éducation.

L'étude des stéréotypes sexistes de cette époque démontre comment, face à l'enseignement, l'instituteur et l'institutrice doivent se référer à cette image du père et de la mère²². Imprégnés de ce rôle moral et spirituel que la société leur assigne, les enseignants pénètrent dans la classe comme substituts de l'un ou de l'autre²³. Les attentes de la société envers eux seront à la hauteur de l'idéal moral auquel ils doivent tendre. La féminisation du personnel enseignant, tout au long du XIX^e siècle, peut s'expliquer par l'attrait que représente cette profession pour de nombreuses jeunes filles instruites²⁴. Cependant, ce phénomène profite également aux corporations scolaires, puisque la faible rémunération des institutrices comparée à celle des maîtres permet aux commissaires de gérer leurs écoles à moindre coût²⁵. Par ailleurs, des

²¹ Denise Lemieux, « La socialisation des filles dans la famille », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 237-260.

²² Johanne Daigle dans *L'éducation des filles au couvent des Ursulines de Trois-Rivières, de 1840 à 1960*, manuscrit, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1983, fait l'analyse d'un ouvrage écrit par l'abbé Fr.-S.-Ph. Nouwen en 1870, acquis par les religieuses, où il est dit que la spécificité de l'éducation des filles exige de l'institutrice (...) « les qualités d'une « mère spirituelle » puisqu'elle doit initier les filles à leur futur rôle de mère. », p. 59 et 77.

Dans son manuel de pédagogie, Jean Langevin rappelle à l'instituteur qu'il est « revêtu vis-à-vis de ses élèves de l'autorité d'un père de famille, et obligé d'en remplir les devoirs à leur égard. » Voir Jean Langevin, *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, Québec, C. Darveau, Imprimeur, 1865, p. 6.

²³ Nicole Thivierge qui analyse les relations de la famille avec le système d'éducation présente d'ailleurs l'école comme une extension de la famille. Voir son ouvrage, *Histoire de l'enseignement ménager-familial au Québec, 1882-1970*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 475 p.

²⁴ Andrée Dufour, « Les institutrices rurales du Bas-Canada : incompetentes et inexpérimentées? », p. 521-548.

²⁵ Serge Gagnon, « L'école élémentaire québécoise au XIX^e siècle », *op. cit.*, p. 141 et Andrée Dufour, « Les institutrices rurales du Bas-Canada : incompetentes et inexpérimentées? », p. 529 et *Tous à l'école*, p. 210.

motifs culturels accentuent la prédominance des femmes dans l'éducation, car la répartition sexuelle des tâches veut que le caractère maternel de la jeune femme soit adapté à l'enseignement primaire. Finalement, les autorités ecclésiastiques préfèrent que la direction des classes mixtes, fort nombreuses à la campagne, soient confiées à des institutrices²⁶. Les femmes quitteront généralement la profession lorsqu'elles décident de se marier.

La fréquentation scolaire amène des répercussions au sein de la famille. Le réseau d'écoles publiques, par l'imposition de la taxe scolaire, oblige les parents à partager leur autorité avec l'école et à accepter que le gouvernement participe à la formation des enfants. L'école transmet des valeurs et des apprentissages dont ils étaient jusque-là les seuls responsables. Ils sont donc appelés à devenir partenaires de l'État²⁷ du fait que les chefs de familles élisent entre eux des représentants pour gérer les écoles. Ce partage des pouvoirs n'a pas toujours été facilement accepté et l'on comprend alors pourquoi la première réaction des parents au système public d'éducation s'est teintée, à l'occasion, d'indifférence, voire d'hostilité²⁸.

Le système d'éducation modifie également le statut social de l'enfant. Jusque-là considéré comme un travailleur au sein de l'exploitation familiale, il devient

²⁶ Rapport sur l'Instruction publique dans le Bas-Canada pour l'année 1857, p. 4.

²⁷ Voir à ce propos Nadia Fahmy-Eid et Nicole Laurin-Frenette, « Théories de la famille et rapports famille/pouvoirs dans le secteur éducatif au Québec et en France, 1850-1960 », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maitresses de maison, maitresses d'écoles*, p. 339-361. Il ressort de cet article que la famille est perçue comme « le pivot central autour duquel s'élabore l'ensemble des stratégies liées aux politiques éducatives ». Les auteurs analysent comment « le discours idéologique dominant a présenté la famille comme l'alliée naturelle de l'Église face à un État constamment suspect de vouloir déborder le cadre de ses compétences en matière d'éducation. »

²⁸ On pense ici, entre autres, à l'épisode houleux des premières années qui ont suivi l'imposition de la loi 1841 surnommé « la guerre des éteignoirs ». Voir à ce sujet, par exemple, Wendie Nelson, *The « Guerre des éteignoirs » : School Reform and Popular Resistance in Lower Canada, 1841-1850*, mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, B.C., Simon Fraser University, 1989, x-194 p. D'autres manifestations plus discrètes cette fois auront cours à l'occasion, comme nous le montrerons à l'intérieur de cette recherche.

soudainement un écolier. Il a une activité qui lui est propre ; il quitte le domicile pour se rendre en classe et doit se plier à un horaire différent de celui de la famille. Il acquiert de nouvelles pratiques de sociabilité et développe des amitiés en dehors du cadre familial. Chad Gaffield, dans ses travaux sur le comté de Prescott (Ontario), a analysé l'impact que la fréquentation de l'école a eu sur la sociabilité des jeunes. L'enfant, explique-t-il, n'est pas qu'un élément passif du processus de scolarisation, il peut avoir ses propres raisons de fréquenter l'école²⁹. Toutefois, sollicité par ses parents, il continue de participer aux travaux saisonniers propres à la vie rurale.

En milieu urbain, le travail rémunéré fera aussi concurrence à l'école. Michael Katz, par ses recherches sur Hamilton, en Ontario, et Bettina Bradbury qui s'est intéressée au travail des enfants à Montréal durant les années 1870, démontrent combien les jeunes représentent une force de travail avantageuse pour les propriétaires de manufactures ou d'industries³⁰. Cette situation entraîne une certaine irrégularité dans la fréquentation scolaire. En somme, tout au long du XIX^e siècle, l'enfant voit sa vie partagée entre la nécessité de participer à l'économie familiale et les obligations imposées par son statut d'écolier. Ce tiraillement provoque un absentéisme scolaire important. L'Église et la famille ont dû, cependant, faire place à un troisième partenaire.

²⁹ Chad Gaffield, « Schooling, the Economy and Rural Society in Nineteenth-Century Ontario », in Joy Parr, ed., *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 69-92; ainsi que « Language and the Social Structure of Schooling », in Chad Gaffield, *Language, schooling, and Cultural Conflict. The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, McGill-Queen's University Press, Kingston and Montreal, 1988, p. 99-129. Cet historien livre également ses réflexions sur l'orientation des recherches en histoire dans « Demography, Social, Structure and the History of Schooling », *Approaches to Educational History, Winnipeg: Monographs in Education*, V, Spring 1981, p. 85-111.

³⁰ Michael Katz, « The Origins of Public Education: A Reassessment », *History of Education Quarterly*, Winter 1976, p. 381-407 et Bettina Bradbury, « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870 », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, p. 287-318. Thérèse Hamel s'est intéressée à cette question pour la première moitié du XX^e siècle dans un article intitulé « Obligation scolaire et le travail des enfants au Québec : 1900-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, 1984, p. 39-58.

L'État

L'engagement de l'État dans le système scolaire peut être interprété de diverses manières. L'école publique apparaît comme une vaste entreprise d'acculturation qui cherche avant tout à inculquer des valeurs et à valoriser des modèles de conduites. Le savoir lire, écrire et compter sera imprégné de valeurs morales. Les historiens Furet et Ozouf établissent, en effet, que l'école s'inscrit dans un vaste projet d'intégration culturelle et politique qui s'appuie, dans le cas de la France, sur des valeurs chrétiennes d'abord, puis laïques par la suite³¹. Pour certains historiens, l'avènement de l'école publique est une entreprise d'homogénéisation de la culture, qui vise à former des citoyens et des travailleurs soumis à l'idéologie bourgeoise³². Par ailleurs, les promoteurs de l'éducation scolaire ont aussi cru que celle-ci serait la panacée à des maux sociaux comme la pauvreté, le vagabondage, le crime, etc. qui affectaient particulièrement les villes³³.

³¹ François Furet et Jacques. Ozouf, *Lire et écrire*, p. 143 et 286.

³² Michel Bouillé, *L'école, histoire d'une utopie? : XVII^e - début XX^e siècle*, Paris, Rivages, 1988, 248 p.; Guy Vincent, *École primaire française. Étude sociologique*, Lyon, Presses de l'Université de Lyon et MSH, 1980, 295 p. et Geneviève Heller, « Tiens-toi droit! ». *L'enfant à l'école au 19^e siècle*, Lausanne, Éditions d'en-bas, 1988, 291 p. ainsi que Bruce Curtis, *Building the Education State: Canada-West, 1836-1871*, London, Ont. The Althouse Press, 1988, 450 p.

³³ Cette parenté d'opinions sur les objectifs de l'école provient du fait que les responsables de la mise sur pied des écoles visitent les différents pays, participent aux expositions universelles qui consacrent un volet à l'éducation et adoptent des méthodes dites modernes. Il y aura tout un courant, qu'on pourrait qualifier d'occidental, qui influencera à la fois la gestion, la pédagogie, l'administration matérielle de l'école et l'hygiène personnelle de l'élève. Jean-Pierre Charland considère que ces promoteurs sont animés d'un même idéal libéral. Ne rappelle-t-il pas que P.-J.-O. Chauveau, surintendant puis ministre de l'Instruction publique, effectue un voyage d'études en Europe en 1866-1867. Voir son article « Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, 1987, p. 505-535. Le surintendant ontarien, Egerton Ryerson, partageait aussi cette conception morale de l'école. Voir à ce sujet, Susan E. Houston et Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, 418 p.

Ce qui est mis en évidence à travers ces conceptions et hypothèses, c'est la volonté de l'État de « programmer » l'avenir par l'entremise de la scolarisation des enfants. Quelles que soient les intentions des promoteurs, la réussite de ce grand projet social est entre les mains de la population qui doit changer maintes attitudes et adopter de nouveaux comportements.

*

L'école publique telle qu'elle apparaît dans cette seconde moitié du XIX^e siècle ne reçoit pas d'emblée l'assentiment de tous les citoyens. Absentéisme, courte durée de l'apprentissage scolaire, formation inadéquate des maîtres et des maîtresses, écoles inconfortables, parents et élèves plus ou moins convaincus des bienfaits de l'instruction, voilà un ensemble de particularités qui caractérisent l'éducation au XIX^e siècle. Néanmoins, les effectifs augmentent à chaque année; la nécessité de l'instruction pénètre dans les mœurs.

L'intérêt pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique dans un milieu agricole où les travaux manuels prédominent n'est certes pas le même que dans les centres urbains et villageois où l'alphabétisation devient un atout pour les travailleurs. La population québécoise, en majorité rurale au XIX^e siècle, ne présente pas pour autant un caractère homogène. Il existe des régions rurales prospères, mais aussi des territoires de colonisation pauvres. C'est pourquoi l'étude sociale de la scolarisation doit prendre en compte la diversité des physionomies de la collectivité québécoise.

Si la grande majorité des recherches historiques traitant d'éducation se situe sur un plan général, quelques études ont été menées à l'échelle régionale portant entre autres sur la fréquentation scolaire au Saguenay ou dans certains quartiers de Montréal.

C'est dans cette direction que nous orientons nos travaux. La perspective locale et régionale de notre étude permettra une meilleure compréhension de la scolarisation ainsi que du rythme de son implantation, notamment dans la Mauricie. Tout au long de ce travail, nous utilisons le terme de « scolarisation » dans une acception qui englobe, d'une part, l'évaluation des effectifs scolaires et, d'autre part, toute l'organisation mise en place au sein des localités visant à permettre à des milliers d'enfants de faire l'apprentissage, entre autres, de l'alphabet et du calcul. Ce concept s'inspire notamment de celui utilisé par Andrée Dufour³⁴.

Notre recherche porte sur trois comtés situés sur la rive nord du Saint-Laurent, soit Champlain, Maskinongé et Saint-Maurice. Elle s'appuie principalement sur la correspondance expédiée au surintendant de l'Instruction publique entre 1850 et 1901 en provenance des différentes municipalités de ces comtés. Après avoir entrepris un dépouillement systématique de cette correspondance jusqu'en 1862, nous avons dû, en raison de l'ampleur du travail, nous limiter aux années paires. Les rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique ont également été dépouillés en regard des trois comtés retenus.

Ces trois comtés de la Mauricie présentent un caractère varié. Enclavée dans une contrée agricole, une seule ville, Trois-Rivières, se caractérise comme centre diocésain et district judiciaire où l'on retrouve des maisons d'enseignement de tout genre, un hôpital, un palais de justice, des journaux. Autour de ce chef-lieu, un monde rural diversifié se déploie : des paroisses anciennes sises le long des rives du fleuve, d'autres qui s'en éloignent, plus récentes mais bien organisées auxquelles se joignent, loin dans les terres, les nouvelles paroisses du front de colonisation.

³⁴ Andrée Dufour, *Tous à l'école*, p. 23-25.

* * *

Présentation de la thèse

La thèse se divise en huit chapitres qui analysent le monde scolaire local, depuis la formation des corporations jusqu'à l'évaluation des écoles en passant par le déroulement des affaires scolaires mettant en cause, selon les circonstances, commissaires, contribuables, écoliers et personnel enseignant. Le premier chapitre expose comment, dès sa fondation et tout au long de son existence, toute commission scolaire est représentative d'un milieu et reflète la mentalité d'une collectivité face à l'instruction publique. Si en 1845, les municipalités existantes deviennent automatiquement des municipalités scolaires, par la suite, toute nouvelle création sera le produit d'une demande officielle des citoyens. La mise sur pied des écoles peut précéder ou clore l'organisation paroissiale et civile d'un territoire donné, mais une fois l'organisme en place, les contribuables éliront, année après année, des commissaires qui poursuivront le travail entrepris par leurs prédécesseurs.

Nous présentons le déroulement des élections qui mènent à la constitution du conseil et à son renouvellement graduel. Élus lors d'une assemblée générale annuelle de tous les contribuables, les commissaires doivent, le temps d'un mandat, servir leur collectivité, sans résignation possible, si ce n'est à cause d'un départ définitif de la paroisse ou d'une maladie grave. Au sein de la corporation, deux personnages prédominent : le président et le secrétaire-trésorier. Ce dernier, par la diversité de sa tâche et sa connaissance du milieu, contribue d'une manière particulière à l'évolution des affaires scolaires et parfois supplante, en notoriété, le président.

Les promoteurs de l'éducation ont parfois tendance à discréditer les commissaires d'écoles. Parmi ceux-ci, on retrouve pourtant des personnages bien en vue au sein de leur localité. Les critiques à leur endroit, en particulier quant à leur attitude face aux questions d'argent, sont-elles toujours fondées? Comme la plupart des décisions prises par les commissaires d'écoles ont un impact pécuniaire, nous analyserons, dans le deuxième chapitre, le financement des corporations scolaires, ce qui fera ressortir les disparités régionales. Cette étude constitue une toile de fond qui permet de mieux comprendre le contexte général du fonctionnement des commissions scolaires dans les chapitres subséquents. La capacité financière des corporations oriente les attitudes des individus face à la scolarisation et infléchit leurs décisions. La gestion des écoles s'évalue, en définitive, à l'aune implacable de la question financière.

L'étude du contexte financier comporte deux volets. Nous exposons, en premier lieu, la nature des difficultés financières des commissions scolaires, dont certaines ne sauraient fonctionner sans une aide gouvernementale particulière. Le partage des ressources entre les arrondissements d'une même corporation génère, quant à lui, des inégalités puisque certains sont riches et comptent peu d'enfants, d'autres sont pauvres et peuplés. Pour contrer de telles situations, les commissaires sont parfois obligés de déroger à la loi. L'attitude des contribuables face à ces clivages démontre combien est exigeant l'apprentissage de la démocratie non seulement quand il est question de finances mais aussi lors de la prise de certaines décisions qui nécessitent l'accord des contribuables.

Nous présentons, par la suite, une analyse détaillée du financement entre 1850 et 1900 de dix corporations témoins, c'est-à-dire trois localités dans chacun des trois comtés ainsi que la ville de Trois-Rivières. L'analyse comparative des montants consacrés à l'instruction par chacune de ces corporations veut démontrer l'importance de la

contribution des localités les unes par rapport aux autres et va permettre une évaluation de l'effort consenti par les différents milieux en faveur de la scolarisation. Si les inégalités sont inhérentes au mode de financement, il y a aussi lieu de constater que les montants investis illustrent l'idéologie des contribuables face à l'instruction.

Le troisième chapitre met en relief la dynamique sociale qui s'établit entre commissaires et contribuables dans l'administration des affaires scolaires. Ouverture ou fermeture d'écoles, construction ou réparation, choix d'emplacement, établissement d'une école modèle, représentent les sujets habituels sur lesquels tout conseil scolaire doit statuer tout en tenant compte de l'avis de la population. Les décisions prises par les commissaires ne font pas toujours l'unanimité parmi les contribuables. Des oppositions se manifestent, des coalitions se forment, des leaders apparaissent. Les dissensions se développent à l'intérieur même des conseils de commissaires, entre les contribuables d'un arrondissement ou s'étendent parfois à toute une paroisse.

L'étude diachronique des controverses permet d'établir un schéma d'évolution des difficultés de gestion. Lors des situations conflictuelles, les contribuables profiteront d'un droit d'appel au surintendant pour contourner soit un refus des commissaires ou leur retard à mettre une résolution à exécution. Les diverses requêtes adressées soit aux commissaires, soit au surintendant apparaissent souvent comme des révélateurs de luttes de pouvoir ou d'influence au sein des paroisses.

Au cœur de toute cette effervescence qui rompt l'harmonie de la vie sociale et paroissiale, les curés essaient de concilier les opinions. Chefs de file de leur paroisse, ils s'intéressent grandement aux questions touchant les écoles et, entre autres, à certaines décisions du conseil des commissaires dont ils font parfois partie. Plusieurs

se contentent d'avoir voix au chapitre d'une manière moins formelle et, par l'intermédiaire de leur ministère, tentent d'influencer les paroissiens. Nous exposerons comment, chacun selon sa manière, veut agir sur le déroulement des affaires scolaires dans son milieu.

L'engagement des instituteurs représente une des tâches les plus complexes pour les commissaires d'écoles. Recrutement, gestion de personnel, salaires, voilà autant de décisions à prendre pour le bon fonctionnement des écoles. Le quatrième chapitre scrute les différents aspects de cette responsabilité. À l'aide de trois exemples, nous illustrerons la diversité de la politique salariale au sein des corporations. Une étude comparative de la rémunération du personnel enseignant dans les trois comtés complétera cette analyse.

La signature d'un contrat d'engagement ne lie pas uniquement un individu avec une corporation scolaire mais avec toute une collectivité. Dès son arrivée dans « son » école, l'instituteur devient un centre d'intérêt et des relations socio-professionnelles s'amorcent avec les contribuables de « son » arrondissement. Ces derniers manifestent certaines exigences face à leur maître d'école tandis que celui-ci cherche non seulement à exercer son métier selon ses propres critères mais à s'adapter à son milieu et aux différentes contraintes qu'on lui impose. Cette coexistence n'est pas sans anicroches, comme nous le verrons dans le chapitre cinq. La pratique de cette profession permet néanmoins à certains enseignants de faire une longue carrière et de se mériter une bonne renommée au sein de leur localité, voire au-delà.

Les « maisons d'école³⁵ » parsèment graduellement tout le territoire de la Mauricie. En pierre, en brique ou en bois, avec ou sans clocheton, des fenêtres tout autour, les

³⁵ Lorsque l'on parle du bâtiment, le terme « maison d'école » est utilisé tout au long du XIX^e siècle, tant dans la correspondance que dans les rapports du surintendant de l'Instruction publique.

écoles présentent une apparence variée et offrent un confort inégal. L'école de rang a donné lieu à une étude de Jacques Dorion³⁶. Nous désirons, pour notre part, comparer les différents types de bâtiments dispersés en Mauricie, de la campagne à la ville en passant par les villages. Les descriptions tirées de la correspondance ou des rapports des inspecteurs nous donnent un aperçu de l'intérieur des classes et du matériel pédagogique en usage. Le chemin qui mène à l'école est, comme nous le verrons en début de ce sixième chapitre, tout aussi diversifié que les immeubles qui attendent les élèves. À compter du dernier quart du XIX^e siècle, les promoteurs de l'éducation veulent faire de l'école un véritable « palais du peuple ». Les corporations de la Mauricie adhéreront-elles à ce modèle? L'état des écoles peut-il être perçu comme le reflet de l'intérêt des contribuables envers l'instruction publique?

Quoi qu'il en soit, le but ultime de toute l'organisation scolaire n'est-il pas d'amener les enfants à fréquenter ces écoles? Dans le septième chapitre, nous voulons, dans un premier temps, brosser un tableau de la population écolière. Garçons et filles fréquentent-ils l'école dans des proportions semblables, à quel âge quittent-ils l'école et qu'en est-il de leur assiduité? Les écoliers de la ville seront-ils davantage favorisés que les enfants de la campagne? Différents facteurs comme la proximité de l'école ou la situation économique des parents ou des localités, influenceront la qualité des apprentissages.

La prolongation des études élémentaires, c'est-à-dire la fréquentation de l'école modèle et de l'école académique ne touche qu'un faible nombre d'élèves. Ces écoles d'abord conçues pour les garçons sont fréquentées par une majorité d'écolières durant

³⁶ Jacques Dorion, *Les écoles de rang au Québec*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1979, 428 p. Voir également Colette Moreux, *Douceville en Québec. La modernisation d'une tradition*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1982, 454 p.

le dernier quart de siècle. Nous analyserons ce phénomène tout en cherchant à savoir si cette situation est unique au Québec.

Dans le huitième et dernier chapitre, nous procéderons à l'évaluation de l'école. Qu'apprennent donc les élèves au terme d'une scolarisation maintes fois entrecoupée et que pense-t-on du personnel enseignant responsable des apprentissages? Combien de temps faudra-t-il pour que chaque élève sorte de l'école muni de l'indispensable savoir que sont la lecture, l'écriture et l'arithmétique?

Nous terminerons cette incursion dans l'école par une esquisse de la sociabilité écolière. Règlements, corvées, célébrations diverses et récompenses contribueront à faire de l'école un lieu spécifique. Il s'établira graduellement une manière d'être et d'agir propre aux élèves et à leurs maîtres. Au fil des ans, le monde scolaire deviendra de plus en plus codifié, mais n'est-ce pas là une réponse à une plus forte affluence?

* * * * *

Aperçu historiographique

Dans le vaste champ de l'histoire de l'éducation, le terrain de l'histoire locale traitant de l'enseignement élémentaire commence à peine à être défriché. Les historiens ont surtout étudié dans ses résultats globaux l'engagement de l'État et la participation du clergé en vue d'établir et de faire fonctionner le système scolaire. La commission scolaire et son rôle dans l'expansion des écoles primaires publiques ainsi que l'évolution de la volonté populaire en faveur de l'instruction, constituent un segment de l'histoire de l'éducation qui ne compte qu'un nombre restreint d'études.

La thèse de Guy Stringer intitulée *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, analyse, à l'aide des différentes lois scolaires, la perte progressive de certains pouvoirs des commissaires d'écoles notamment en ce qui touche les relations avec le personnel enseignant, l'administration pédagogique, les subventions gouvernementales et les finances scolaires³⁷. C'est dans le domaine du financement que les corporations ont pu conserver, voire augmenter, leur autonomie de gestion, de démontrer G. Stringer. Par ailleurs, d'autres recherches ont porté sur le financement des écoles privées, de collèges ou de couvent³⁸. Pour notre part, nous étudions la manière dont les commissaires s'acquittent des devoirs qui leur sont dévolus ainsi que les effets de la bureaucratisation qui transforme leurs relations avec le département de l'Instruction publique. De plus, nous désirons explorer les finances des corporations qui proviennent en grande partie des montants prélevés parmi la population. Cette approche est nouvelle et constitue la toile de fond indispensable à une compréhension du contexte socio-économique des localités et surtout des attitudes des contribuables face à la scolarisation.

Dans sa thèse de doctorat intitulée *La Scolarisation au Bas-Canada, 1826-1859 : une interaction État-communautés locales*, Andrée Dufour a enrichi récemment nos

³⁷ Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, thèse de doctorat (Faculté d'Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 1969. Mentionnons une autre étude plus ancienne (1941) qui, pour reprendre les termes de son auteur, fait le procès de l'impôt scolaire. Voir Victor Paul, *Nos institutions scolaires et l'impôt scolaire dans la province de Québec*, thèse de licence (sciences commerciales), École des Hautes Études Commerciales, Montréal, 1941. Cette recherche est axée principalement sur la fiscalité et propose des solutions afin d'aplanir le manque d'équité de ce système et d'augmenter la participation du gouvernement au financement de l'instruction publique.

³⁸ Voici quelques études sur le financement des institutions privées : Léo-Paul Hébert, *Le financement du Collège Joliette - Perspectives historiques (1846-1904)*, Cégep Joliette-De Lanaudière, Joliette, 1989, 268 p. Du même auteur, *Le financement du Séminaire de Joliette - Perspectives historiques (1904-1968)*, Cégep Joliette-De Lanaudière, Joliette, 1990, 330 p. Lucie Champagne et Micheline Dumont, « Le financement des pensionnats de jeunes filles au Québec : le modèle de la congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, 1850-1950 », Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, *Sessions d'étude*, 53, 1986, p. 63-91 ainsi que Marie-Josée Delorme, « Les rapports entre le pensionnat Sainte-Marie et la commission scolaire de Yamaskaville, 1930-1960 », *Revue d'histoire de l'éducation-Historical Studies in Education*, vol. 3, n° 1, printemps 1991, p. 49-74.

connaissances par une analyse de la genèse des différentes lois scolaires en regard des vœux exprimés par les collectivités³⁹. Elle démontre comment en matière de financement, face au personnel enseignant et à la fréquentation des élèves, l'État et les citoyens ajustent respectivement leurs attentes. Ces arrangements se concrétisent par plusieurs changements législatifs qui fixent pour une longue période le caractère du système d'instruction public. Nous poursuivons l'étude amorcée par Andrée Dufour en tentant de cerner comment les collectivités ont favorisé ou freiné l'instauration du système scolaire durant toute la deuxième moitié du XIX^e siècle. Nous voulons en plus analyser la gestion locale des écoles en mettant en lumière l'évolution de la perception populaire face au processus de scolarisation ainsi que le rôle joué par les commissaires dans cette entreprise. Nous exposons également la participation des contribuables, notables et curés dans l'expansion du réseau d'écoles. Cette façon d'aborder l'histoire locale reste à ce jour peu exploitée et originale.

D'autres études ont eu comme cadre une région particulière. Ainsi, Wendie Nelson a retracé les difficultés d'implantation du système d'instruction public symbolisées par la « guerre des éteignoirs » dans quelques municipalités sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, et en particulier, dans la paroisse de Saint-Grégoire⁴⁰. Gérard Bouchard s'est, pour sa part, penché sur l'évolution de l'alphabétisation au Saguenay⁴¹

39 Andrée Dufour, *La scolarisation au Bas-Canada, 1826-1859 : une interaction État-communautés locales*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1992, x-398 p.

40 Wendie Nelson, *op cit.*

41 Gérard Bouchard, « Évolution de l'alphabétisation masculine au Saguenay : les variables géographiques (1842-1971) », *Historical Papers/Communications historiques*, 1989, p. 13-35 ; G. Bouchard et Jeannette Larouche, « Nouvelle mesure de l'alphabétisation à l'aide de la reconstitution automatique des familles », *Histoire sociale/Social History*, vol. 22, n° 43, mai 1989, p. 91-119 ; G. Bouchard et Raymond Roy, « Fécondité et alphabétisation au Saguenay et au Québec (XIX^e et XX^e siècles), *Annales de démographie historique*, 1991, p. 173-201. Dans la même optique, il y a également l'article de Marc Saint-Hilaire, « Mobilité et alphabétisation au Saguenay, 1840-1940 », dans Serge Courville et Normand Séguin, dir., *Espace et culture, Space and culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 227-236.

et, dans la même région, Jacques Ouellet a étudié la scolarisation sous l'angle des inscriptions, de la fréquentation et de la persévérance entre 1876 et 1966⁴².

L'historiographie comporte de plus des études descriptives de l'évolution du monde de l'éducation d'une région ou d'une localité. Ces recherches ont été intégrées dans des ouvrages plus généraux. Nous pensons aux travaux d'histoire régionale qui contiennent généralement un volet scolaire, comme par exemple ceux de Camil Girard et Normand Perron portant sur l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Alain Laberge sur la Côte-du-Sud, de Pierre-Louis Lapointe sur Buckingham ou Odette Vincent pour l'Abitibi-Témiscamingue⁴³. Les monographies de paroisse fournissent habituellement quelques jalons sur les affaires scolaires. De nombreuses études retracent l'implantation des communautés religieuses enseignantes au Québec et abordent conséquemment une caractéristique de l'histoire locale de l'éducation comme par exemple l'ouvrage de Denise Robillard sur les sœurs du Bon-Conseil de Chicoutimi⁴⁴.

Par ailleurs, plusieurs études ont montré l'intérêt et le travail des prêtres en regard de la scolarisation. Il en est fait mention, entre autres, dans *L'Église et le village au Québec* de René Hardy et Serge Gagnon ou dans les deux études de René Hardy, « Ce que sacrer veut dire : à l'origine du juron religieux au Québec » et « Le greffier de la

⁴² Jacques Ouellet, *L'Instruction publique au Saguenay (1876-1966) à travers les rapports du surintendant de l'instruction publique : une étude exploratoire*, mémoire de maîtrise (études régionales), Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1984, 284 p. et « Le développement du système scolaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis 150 ans », dans *Saguenayensia*, 30, n° 1, janv.-mars 1988, p. 6-36.

⁴³ Camil Girard et Normand Perron, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1989, 672 p.; Alain Laberge, dir., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 644 p.; Pierre-Louis Lapointe, *Buckingham, Au cœur de la Basse-Lièvre. La ville de Buckingham, de ses origines à nos jours, 1824-1990*, Buckingham, Ville de Buckingham, 1990, 375 p.; Serge Laurin, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p. et Odette Vincent, dir., *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 765 p.

⁴⁴ Denise Robillard, *La traversée du Saguenay*, Montréal, Bellarmin, 1994, 648 p.

paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie » ou encore celui de Nadine-Josette Chaline, René Hardy et Jean Roy, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*⁴⁵. Normand Séguin dans son ouvrage *La conquête du sol* démontre également l'intérêt du curé d'Hébertville pour cet aspect de la vie paroissiale⁴⁶.

Quant à la gestion des écoles au niveau local, l'historiographie québécoise ne compte que quelques ouvrages. L'étude récente de Robert Gagnon portant sur la Commission des écoles catholiques de Montréal (CÉCM) apparaît comme la plus importante⁴⁷. Cette recherche rend compte de l'évolution de la CÉCM par le biais des différents acteurs qui ont donné à cette institution son caractère distinctif : commissaires, personnel enseignant, élèves et contribuables. Des travaux antérieurs avaient tracé un profil de cette corporation, comme par exemple celui de Renée Lescop-Baudoin, qui a fait la prosopographie des présidents qui se sont succédés à la tête de la CÉCM de 1846 à 1965. Ces deux études mettent en évidence, entre autres, la structure particulière de cette commission scolaire où la nomination des commissaires relève de l'autorité du gouvernement, de la ville de Montréal et de l'Église, les présidents étant tous issus du haut clergé montréalais⁴⁸. Guy Bourassa a poursuivi l'esquisse dans

⁴⁵ Serge Gagnon et René Hardy, *L'Église et le village au Québec, 1850-1900*, René Hardy, « Ce que sacrer veut dire : à l'origine du juron religieux au Québec », *Mentalités, Histoire des cultures et des sociétés*, tome 2 : *Injures et blasphèmes*, Paris, Imago, 1989, p. 99-215; Nadine-Josette Chaline, René Hardy et Jean Roy, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Boréal et Publications de l'Université de Rouen, 1987, 211 p.; René Hardy, « Le greffier de la paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie », *Les dynamismes culturels en France et au Québec*, Colloque France-Québec, Rennes, 2 et 3 juin 1988, dans *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 95, 4, 1988, p. 447-463. Voir également de René Hardy, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 1999, 284 p.

⁴⁶ Normand Séguin, *La conquête du sol au 19^e siècle*, Montréal, Boréal Express, 1977, 295 p.

⁴⁷ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p.

⁴⁸ Renée Lescop-Baudoin, *Une étude du pouvoir officiel à la CÉCM, les présidents de la Commission des écoles catholiques de Montréal, 1846 à 1965*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Montréal, Université de Montréal, 1967.

« La structure du pouvoir à Montréal : le domaine de l'éducation⁴⁹ ». Par ailleurs, Lucien Brault, dans *Un siècle d'administration scolaire : la commission des écoles catholique de Hull, 1866-1966* rappelle surtout les événements marquants dans le déroulement des affaires scolaires de cette ville et se limite à transmettre la liste des commissaires et des présidents avec la durée de leur mandat⁵⁰. Il en va de même pour Adrien Proulx qui brosse un portrait du système d'éducation publique à Trois-Rivières entre 1616 et 1998⁵¹.

En général, les monographies de paroisse donnent une simple nomenclature, le plus souvent incomplète, des commissaires ainsi que des marguilliers et des conseillers municipaux. Les commissaires, quant à eux, n'ont pas laissé de documents écrits relatant leurs expériences. Seul Gérard Filion a produit *Les Confidences d'un commissaire d'écoles*, réflexion sur le fonctionnement général des écoles rurales et urbaines à la veille de la Révolution tranquille⁵². Tout récemment, Jean-Pierre Proulx s'est intéressé au système électoral scolaire québécois⁵³.

Les historiens ontariens se sont intéressés au développement régional du système scolaire de leur province sans toutefois exposer en détail la contribution des commissaires d'écoles au processus de scolarisation. Chad Gaffield, Robert Gidney

⁴⁹ Guy Bourassa, « La structure du pouvoir à Montréal : le domaine de l'éducation », *Recherches sociographiques*, 8, n° 2, mai-août 1967, p. 125-149.

⁵⁰ Lucien Brault, *Un siècle d'administration scolaire : la commission des écoles catholiques de Hull, 1866-1966*, Hull, Commission des Écoles catholiques, 1966.

⁵¹ Adrien Proulx, *Une commission scolaire dans la Cité*, Trois-Rivières, La Commission scolaire de Trois-Rivières, 1998, 75 p.

⁵² Gérard Filion, *Les confidences d'un commissaire d'écoles*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 122 p.

⁵³ Jean-Pierre Proulx, « L'évolution de la législation relative au système électoral québécois (1829-1989) », *Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 10, n° 1 et 2, printemps-automne 1998, p. 20-47.

ou Michael Katz ont su mettre en évidence les choix socio-économiques des différentes localités lors de l'implantation des écoles tant dans les milieux urbains que ruraux. Bruce Curtis, s'est penché, quant à lui, sur les réactions populaires à la suite de la mise sur pied du système étatique⁵⁴.

La contribution des historiens français est, quant à elle, fort riche et diversifiée. Qu'il suffise de mentionner Gabriel Désert, François Furet, Jacques Ozouf, Jean Peneff et, à un degré moindre, Roger Thabault qui se sont intéressés au développement de la scolarisation, soit pour la France entière ou certaines de ses régions⁵⁵. Plus récemment, Gilles Rouet se penchait sur la demande sociale d'éducation et sur le rôle des notables dans l'organisation des écoles au nord de la Champagne entre 1820 et 1850⁵⁶. Les chercheurs anglais et américains ont produit, pour leur part, d'innombrables travaux en histoire régionale de l'éducation.

* * * * *

Cette recherche sur l'histoire sociale de l'école analyse quelques effets et résultats de la première loi de l'Instruction publique. Héritière des législations antérieures mises en place à partir de 1824, la loi de 1841 confirme la nécessité d'une structure locale

⁵⁴ Voir Bruce Curtis, *Building the Education State : Canada-West, 1836-1871*, London, Ontario, The Althouse Press, 1988, 450 p. et *True Government by Choice Men? Inspection, Education and State Formation in Canada West*, Toronto, University of Toronto Press, 1992. Voir aussi Susan E. Houston and Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, 418 p.

⁵⁵ Gabriel Désert, « Alphabétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au XIX^e siècle », dans Donald N. Baker et Patrick J. Harrigan, dir., *The making of Frenchmen : Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*, Waterloo, Ont., Historical Reflections Press, 1980, p. 143-205 ; François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Éd. de Minuit, 1977, 390 p.; Jean Peneff, *Écoles publiques, écoles privées dans l'Ouest, 1880-1950*, Paris, É. L'Harmattan, 1987, 262 p.; Roger Thabault, *Mon village : ses hommes, ses routes, son école : 1848-1914, l'ascension d'un peuple*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982.

⁵⁶ Gilles Rouet, *L'invention de l'école*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1993, 300 p.

chargée d'organiser la scolarisation massive des enfants. Les corrections apportées en 1846 implantant la taxation directe établissent de nouvelles règles. Les affaires scolaires au sein des corporations deviennent, par la force des choses, un facteur d'apprentissage de la démocratie ayant comme base l'assemblée des commissaires. La répartition des montants recueillis par les divers prélèvements, le choix d'un emplacement, la construction d'une école sont des événements qui amènent les localités à définir leurs attentes et leurs besoins. L'accroissement du nombre d'écoles résulte tout autant de l'attitude des différents milieux face à l'instruction que de l'augmentation de leur contribution financière.

Le bien-fondé de l'école n'est pas toujours compris de la même façon par les autorités gouvernementales, les commissaires et les contribuables. Chacun poursuit des objectifs particuliers, certains désirent plus d'écoles, d'autres moins mais de meilleure qualité, d'autres se satisfont des écoles élémentaires où les enfants en apprennent « juste assez ». On reconnaît généralement la nécessité de savoir lire, écrire et compter puisque la plupart des nouvelles paroisses s'empressent d'établir des écoles. Par la suite, leur maintien et l'augmentation de leur nombre seront des questions de choix et par conséquent, de mentalité.

Les « promoteurs de l'éducation » dénoncent les lacunes du système : avarice des commissaires, salaires inadéquats du personnel enseignant, fréquentation irrégulière des élèves, matériel insuffisant dans plusieurs écoles, etc. Les corporations scolaires détiennent trop de pouvoirs, déclarent-ils. L'histoire locale de la scolarisation permet de nuancer ces opinions. Commissaires, contribuables, élèves et enseignants mettent en place une institution selon un rythme et des aspirations propres à chacun des milieux.

PREMIER CHAPITRE

LA COMMISSION SCOLAIRE, REFLET SOCIAL DE SON MILIEU

Introduction

L'origine de la fonction de « commissaire d'écoles » dans la province de Québec remonte à 1801. La toute première loi scolaire créant l'Institution royale pour l'avancement des sciences prévoit la nomination par le gouverneur de deux commissaires issus des localités désireuses d'implanter une école sur leur territoire. Au gré des différentes lois votées par la suite, entre autres celle de 1829, leurs responsabilités augmenteront et le choix des candidats à ce poste se fera lors d'élections biennales. La constitution des corporations scolaires comme entités autonomes, en 1845, établissant une structure permanente ayant pour cadre la paroisse, donne de nouveaux pouvoirs à ces représentants locaux et élargit leur rôle. Nous consacrons ce premier chapitre à l'étude de cet organisme, à son implantation au sein des localités et aux membres qui le constituent.

Une fois les municipalités scolaires établies¹, les propriétaires fonciers doivent élire cinq commissaires chargés de la gestion des écoles dans leur milieu. La permanence de la corporation est assurée par un renouvellement des commissaires sortants lors d'élections annuelles. Qui sont ces représentants choisis par les contribuables ? Font-ils partie de l'élite de la société comme le souhaite le premier surintendant de

¹ Le terme « municipalité scolaire » fait référence au territoire occupé par une corporation scolaire. Quant à celui de « corporation scolaire », on le retrouve tout au long du XIX^e siècle dans les différentes versions de la loi. Ce n'est qu'en 1899 que le terme commission scolaire est introduit (62 Vict. c. 28 s. 4). Nous utiliserons l'un et l'autre indifféremment puisqu'ils désignent la même institution.

l’Instruction publique, Jean-Baptiste Meilleur² et sollicitent-ils plusieurs mandats ? Les commissaires doivent s’adjoindre obligatoirement un secrétaire-trésorier dont le travail sera rémunéré. Nous étudierons le rôle que va jouer ce fonctionnaire et l’influence qu’il va acquérir au sein de la corporation et dans son milieu.

La création de cette structure intermédiaire entre le gouvernement et la population favorise l’établissement d’un réseau d’écoles correspondant aux choix des contribuables qui assument dorénavant au moins la moitié des coûts de fonctionnement de celles-ci. Porte-parole de leur milieu, les commissaires administrent les écoles « sous leur contrôle » selon les priorités propres à chacune des localités. Leur conception de l’école et les décisions qui en découlent ne concordent pas toujours avec les idéaux des promoteurs de l’éducation, ce qui entache leur réputation auprès de ces derniers, comme nous le verrons. Cependant, le développement des écoles publiques dans les localités s’appuie sur cette diversité, comme nous le démontrerons tout au long de ce travail.

Établissement des corporations scolaires

Lors de la réforme de la loi scolaire en 1845 qui donne lieu à la création des corporations scolaires comme entités autonomes, les municipalités alors existantes deviennent automatiquement des municipalités scolaires, lesquelles partagent les mêmes limites. Par la suite, toute nouvelle corporation sera le produit d’une demande formelle des citoyens. Dans une requête au surintendant, les contribuables exprimeront leur désir d’établir une corporation scolaire dans leur localité. Ils en préciseront les limites, très souvent les mêmes que celles de la paroisse. Le

² Première circulaire du surintendant en date du 26 mai 1842 dans Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l’éducation du Bas-Canada*, Québec, Des Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, p. 414-417.

surintendant achemine cette demande au lieutenant-gouverneur en conseil qui rend officielle la création en publiant les informations pertinentes dans la *Gazette officielle*.

On trouvera, en annexe, la liste, par comté, des érections canonique, civile et scolaire pour l'ensemble des paroisses couvertes par notre recherche et, ci-après, une carte des corporations scolaires des comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice³.

Dans de nombreux cas, l'institution d'une corporation scolaire se fait en même temps que celle de l'érection civile ou religieuse d'une localité ou d'une paroisse ou la suit d'une année ou deux. Ainsi, les contribuables de Saint-Alexis, comté de Maskinongé (C^{te} M)⁴, en 1876, expriment au surintendant leur désir de former une corporation en ces termes : « Comme la paroisse de Saint-Alexis a été reconnue comme telle pour fins religieuses et civiles depuis 2 ans, elle sent plus que jamais l'opportunité d'établir des écoles pour faciliter l'éducation des enfants⁵ ». Ailleurs, comme à Saint-Boniface, comté de Saint-Maurice (C^{te} S^t-M) ou à Saint-Prosper, comté de Champlain (C^{te} C), la corporation scolaire précède les deux autres fondations. L'organisation hâtive ou tardive d'une corporation, comme le révèle la chronologie de leur implantation (voir l'annexe 1), s'explique par les contextes socio-économique et démographique des nouvelles paroisses.

³ Nous remercions François Guérard du Centre interuniversitaire d'études québécoises qui a confectionné cette carte.

⁴ Afin de situer la corporation dans son comté d'appartenance tout en simplifiant la présentation, nous utiliserons les abréviations suivantes après la première mention de la localité : comté de Champlain, C^{te} C, comté de Maskinongé, C^{te} M et comté de Saint-Maurice, C^{te} S^t-M.

⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis, document n° 2295, 1876. Cette lettre est tirée de la correspondance reçue au département de l'Instruction publique (DIP) entre 1850 et 1900 conservée aux Archives nationales du Québec (ANQ), dans le fonds E 13, Fonds du ministère de l'Éducation, localisation 1A18-2103B à 1A24-2302A, articles numérotés 311 (1850) à 935 (1900). Nous avons consulté également quelques lettres expédiées du DIP durant la même période. Pour éviter la répétition, nous omettons la référence complète aux ANQ et la localisation mais conserverons les rubriques correspondance reçue ou correspondance expédiée.



Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

Certaines localités peu peuplées, comme Saint-Mathieu (C^{té} S'-M) doivent attendre dix-huit ans avant de pouvoir organiser des écoles. Lors de la fondation, en 1874, elle ne regroupe que 275 personnes. Les contribuables n'établiront la corporation qu'en 1892; ils sont alors moins de 500. La situation est nettement meilleure à Saint-Séverin (C^{té} C), qui compte près de 950 habitants lors de sa fondation en 1889 puisqu'un an plus tard, la corporation est en mesure de prendre possession des quatre écoles provenant des deux paroisses dont elle est issue⁶. D'autres localités sont forcées de retarder la mise sur pied de leurs écoles en raison des difficultés financières. Ainsi, Saint-Élie (C^{té} S'-M), paroisse située dans une zone d'exploitation forestière, subit les retombées de la crise économique des années 1870. Fondée en 1865, ce n'est qu'en 1874 qu'elle peut organiser une école, deux ans après la création de la corporation⁷. Encore en 1888, les commissaires doivent fermer des écoles par manque de revenus suffisants. Par ailleurs, si les contribuables de Sainte-Flore (C^{té} C) attendent quatre années avant de mettre en marche leur réseau d'écoles, une fois lancée, cette localité saura tirer profit de sa situation dans une zone active de colonisation agro-forestière⁸. Pour leur part, les contribuables de Saint-Adelphe (C^{té} C), après entente avec Saint-Stanislas (C^{té} C), continuent pendant sept ans d'envoyer leurs enfants dans les écoles de cette localité-mère.

Selon la loi, toute corporation scolaire doit financer, en partie, son réseau d'écoles grâce aux revenus provenant des taxes foncières établies selon le rôle d'évaluation des propriétés. Pourtant, le département de l'Instruction publique permet aux ouvriers non-propriétaires des Forges Saint-Maurice (C^{té} S'-M) et des Forges Radnor (C^{té} C)

⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Séverin, document n° 789, 1890.

⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 960, 1874 et document n° 873, 1888.

⁸ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 150.

d'en mettre sur pied et de bénéficier du soutien de l'État. Dans ce dernier cas, la compagnie fournit la maison pour y installer l'école soutenue au moyen des contributions volontaires perçues auprès des ouvriers par les propriétaires. Ce montant joint à la subvention gouvernementale suffit pour payer l'institutrice. Ces corporations seront ensuite intégrées à d'autres avoisinantes lors de la fermeture de ces établissements industriels. Par l'entremise de missionnaires visitant les zones de colonisation éloignées, des embryons de localités, telles Wessonneau, Rivière-aux-Rats ou Vermillon, recevront, à partir des années 1872, de maigres subventions du gouvernement pour leurs écoles⁹.

Pour la grande majorité, il apparaît donc que la création d'une municipalité scolaire vient clore un processus d'implantation des structures sociopolitiques d'une nouvelle collectivité. L'enthousiasme de certaines localités à mettre très rapidement sur pied des écoles ou le délai des autres à fonder leur corporation scolaire relève des valeurs culturelles, mais dépend aussi de leur niveau de richesse. Une économie qui stagne ou même périclité, comme dans le cas de Saint-Élie ou de Saint-Mathieu, fait toute la différence dans la demande de scolarisation. Les ouvriers des Forges Saint-Maurice ou Radnor, par exemple, ou les colons des régions éloignées témoignent, par contre, d'un intérêt face à l'instruction qui les amène à établir des écoles sans la structure habituelle. En somme, cette différence entre les municipalités s'explique par des éléments tels la densité de la population et le niveau de développement des terres ou de l'économie rurale en général, quel que soit le moment de leur érection entre 1850 et 1900.

⁹ Les montants versés n'apparaissent pas dans les rapports annuels du surintendant; ils sont plutôt inscrits dans des documents intitulés : Appropriation des fonds des écoles publiques qui se trouvent aux ANQ, fonds de l'Éducation (E 13), art. 2533, 1C19 3104 A pour 1872-1873 et 1874-1881 et art. 2534, loc. 1C19 3105 A - années 1883-1888. On y fait mention par exemple de Mékinac, Bostonnais, Croche, pour le comté de Champlain ou Wessonneau, Rivière-aux-Rats, Vermillon, Manouan pour le comté de Saint-Maurice ou de «Unorganized territory» pour 1883-1888.

L'élection des commissaires d'écoles complète la mise en place officielle d'une corporation scolaire. Dès la formation du premier conseil, un processus électoral s'instaure et, chaque année, les contribuables pourvoient au remplacement d'un ou de deux commissaires. Notables et autres personnages au sein des localités sont donc appelés à prendre en charge les affaires scolaires le temps d'un mandat. Voyons comment se déroulent ces élections et quels sont ceux désignés pour occuper cette fonction.

La commission scolaire, organisme électif

Susan Houston et Alison Prentice décrivent les élections scolaires ontariennes comme des événements importants pour les collectivités. Roger Thabault rappelle, quant à lui, que tout ce qui touchait à la politique locale, en France, déclenchait les passions. Les élections scolaires, au Québec, selon deux chroniqueurs des années 1860, ne soulèveraient pas beaucoup d'animation comparativement à l'agitation qui accompagne les élections législatives. Un correspondant du *Journal de l'Instruction publique* commente ce phénomène en ces termes :

Nous n'avons point la naïveté de nous plaindre de ce qu'elles n'excitent point autant d'intérêt, de ce qu'on ne se dispute point avec autant d'acharnement l'honneur de servir sa paroisse ou sa municipalité [...] mais ne pouvons-nous pas au moins désirer de voir un peu de l'excessive ardeur manifestée d'une part remplacer l'extrême indifférence qui règne dans beaucoup de localités sur un choix dont les conséquences sont si graves et pour la génération présente et pour les générations futures¹⁰?

La revue pédagogique *La Semaine*, dans son numéro de juin 1864, souligne que les élections municipales semblent intéresser davantage les citoyens alors que « l'assemblée des commissaires ne se compose souvent que d'une dizaine d'électeurs amenés là pour la forme afin de faire l'élection et de remplir l'obligation qu'impose la

¹⁰ *Journal de l'Instruction publique*, juin 1863, p. 95. Précisons que tout au long de ce travail, l'orthographe des citations a été respectée intégralement.

loi ¹¹». En 1928, Auguste La Palme tient à peu de chose près le même discours¹². Ces généralisations résistent à l'analyse des faits.

S'il y a peu de discours enlevés, de cabales et de fiers-à-bras intimidant les électeurs du parti adverse, c'est que les enjeux électoraux ne sont pas les mêmes¹³. Le monde de la politique scolaire ne comporte pas d'organisations officielles comme pour les partis provinciaux ou fédéraux et les candidats n'ont que peu de faveurs à accorder aux électeurs. Leurs promesses électorales et les enjeux sont d'un tout autre ordre, comme nous l'exposerons ultérieurement.

En certaines circonstances les contribuables expriment un réel intérêt pour les élections scolaires; quelques-uns, emportés par « l'esprit de parti », ont aussi recours à la cabale. La correspondance donne quelques détails sur la tenue des élections et les résultats, du moins jusqu'en 1878. Les secrétaires enrichissaient leurs rapports d'élection de détails, comme le nombre d'électeurs, la nature du vote ou encore la profession du commissaire. Comme l'utilisation subséquente d'un formulaire viendra uniformiser les rapports d'élections, il ne subsistera que de rares commentaires adressés au surintendant. Nous présentons, dans un premier temps, le déroulement de l'assemblée générale et par la suite nous analyserons l'intérêt des contribuables pour ces élections scolaires.

¹¹ Propos tirés de André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, p. 252.

¹² Auguste La Palme, *Un pèlerinage à l'école de rang*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1928, p. 124.

¹³ Jean et Marcel Hamelin, *Les mœurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours*, Montréal, Éditions du jour, 1962, 124 p.

L'assemblée générale et les élections

Les contribuables d'une nouvelle commission scolaire déterminent la composition de leur premier conseil par des élections tenues lors d'une assemblée générale de tous les propriétaires de biens-fonds de la municipalité scolaire, le premier lundi de juillet ou tout autre lundi du même mois ou, passée cette période, procèdent par voie de nomination¹⁴. Cette deuxième option est choisie par le major de milice Calixte Héroux de la localité de Saint-Sévère (C^{te} S^t-M)¹⁵. Il réunit quelques personnes en vue de sa localité : vicaire, juges de paix, visiteurs d'écoles, qui désignent cinq candidats parmi les contribuables répondant aux exigences de la loi. Il soumet cette liste au surintendant qui la transmet au lieutenant-gouverneur pour approbation. Le curé N.-O. Larue de Saint-Élie recourt à ce procédé pour contrer l'opposition de contribuables qui s'objectent depuis plusieurs années à la mise sur pied d'une corporation scolaire dans sa paroisse¹⁶.

Des élections annuelles permettront, par la suite, d'assurer la permanence de la corporation. Le conseil des commissaires se renouvelle en trois ans. Deux d'entre eux viennent en élection une année, deux autres l'année suivante et le dernier la troisième année, de sorte qu'il y a toujours des commissaires d'expérience en poste. Pour le premier conseil, un tirage au sort détermine ceux ou celui qui doivent être remplacés.

¹⁴ Gérard Filteau explique en détails toutes ces procédures dans *Le système scolaire de la Province de Québec*, Montréal, Centre de Psychologie et de Pédagogie, 1954, 246 p. Nous avons aussi puisé dans les différentes lois ayant cours au XIX^e siècle ainsi que dans la correspondance au surintendant.

¹⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 1410, 1852 : lettre en date du 5 septembre.

¹⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 1601, 1872.

Un avis public donné, huit jours à l'avance, soit à la porte de l'église ou dans un endroit public de la municipalité, précise l'heure et le lieu de l'assemblée générale. Les endroits choisis pour la tenue des élections sont la salle publique de la paroisse aussi dite « salle des habitants » ou la « salle du presbytère » ou, par beau temps, le parvis de l'église. Une maison d'école, la résidence du secrétaire-trésorier, le magasin général ou l'hôtel de ville de Trois-Rivières servent aussi de lieux d'élection. Seuls les propriétaires de biens-fonds inscrits au rôle d'évaluation et ayant dûment acquitté leurs contributions scolaires peuvent voter¹⁷.

Pour occuper la charge de commissaire, il faut être majeur, résider dans la municipalité, être propriétaire ou mari de propriétaire de biens-fonds, être sous la juridiction de la corporation scolaire, c'est-à-dire, être catholique dans le cas présent¹⁸. Les membres du clergé desservant la paroisse peuvent être élus bien que non qualifiés sous le rapport de la propriété. L'obligation de savoir lire et écrire n'apparaît dans la loi qu'en 1899 pour l'ensemble des commissaires, mais deviendra impérative pour ceux qui occuperont la présidence de leur corporation en 1888¹⁹. Le mandat est de trois ans et les commissaires sont tenus d'accepter la charge qui leur est conférée²⁰. Ils ne peuvent être réélus sans leur consentement durant les quatre années qui suivent leur sortie de charge.

¹⁷ Il faut attendre la loi de 1941 pour que les femmes propriétaires aient droit de vote. En 1961, la législation permettra aux parents (père, mère ou tuteurs) d'enfants âgés de 18 ans et moins de participer aux élections et d'être à l'instar des propriétaires de biens-fonds élus commissaires à la condition de savoir lire et écrire et d'avoir acquitté les cotisations scolaires. Voir *Recueil des lois de l'éducation*. Codification administrative. Québec, 1961.

¹⁸ Paul De Cazes, *Manuel des commissaires et syndics d'écoles de la Province de Québec*, Québec, A. Proulx, Imprimeur, 1908, p. 9.

¹⁹ *Les Statuts refondus pour le Bas-Canada*, 1861 ; Mathias Chouinard, *Code de l'Instruction publique dans la Province de Québec*, Québec, Typographie de C. Darveau, 1882 et *Lois de l'Instruction publique de la Province de Québec*, 1894.

²⁰ L'obligation pour les candidats élus d'accepter la charge apparaît pour la première fois dans la loi 9 V. c. 27, s. 52 de 1846.

À chaque année, un lundi de juillet, les contribuables s'assemblent donc à dix heures du matin pour élire un ou deux commissaires, parfois un troisième s'il y a une vacance à combler à cause d'un départ ou d'un décès. Le nombre d'électeurs varie selon la densité de population de chacune des localités et la participation au scrutin. Cette dernière variable est difficile à évaluer, les rapports d'élection n'en faisant état que rarement. Nous savons toutefois qu'il y a de 80 à 100 personnes à Maskinongé (C^{te} M) en 1860. Si à Sainte-Ursule (C^{te} M) on en dénombre 58 en 1853, il n'y en a que 38 cinq ans plus tard. À Saint-Narcisse (C^{te} C), en 1892, on enregistre 103 électeurs tandis que deux ans plus tard, un tiers de ce nombre est présent. Quelques rapports indiquent laconiquement « un grand nombre de personnes ». La tranquillité d'une élection ne semble pas déplaire au secrétaire de Sainte-Geneviève (C^{te} C) qui déclare, en 1851, que les élections n'ont présenté aucun problème car seulement 12 contribuables ont assisté à l'assemblée²¹. Nous avons aussi relevé quelques annulations d'élections faute d'assistance²²!

La présidence de l'assemblée générale, selon les différents textes de lois, est habituellement confiée à un ancien commissaire d'école (1860), au président de la corporation (1888) et finalement à une personne sachant lire ou écrire, excluant un commissaire sortant de charge (1894). Ce n'est qu'en 1888 que la loi précise la procédure des élections. Inspirée de la loi qui régit les élections municipales plutôt que de celle qui régleme les élections provinciales, elle s'en distingue néanmoins car les commissaires présentent en premier lieu leur(s) candidat(s) alors que dans la loi municipale de 1881, le président, après avoir ouvert l'assemblée requiert des électeurs présents de proposer les personnes qu'ils veulent choisir comme conseillers.

²¹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève de Batiscan, document n° 1089, 1853 : lettre en date du 11 juillet.

²² ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, n° 2, document n°1572, 1864; de Dumontier, document n° 2701, 1872; de Rivière-du-Loup n° 1, document n° 1674, 1874; de Hunterstown, document n° 2030, 1878. Archives de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy : Procès-verbaux de la corporation scolaire de Saint-Narcisse, juillet 1865.

S'il y a contestation par trois ou cinq contribuables, selon les époques, le président de l'assemblée invite alors les électeurs à proposer leur(s) candidat(s) et le vote s'ensuit. Le scrutin secret n'est pas obligatoire et peut se faire « à la levée des mains », comme on le pratique à la corporation de Saint-Narcisse. Toutefois, Paul De Cazes dans *son Manuel des commissaires*, en 1908, ne mentionne plus cette façon de faire, non plus que le choix prioritaire des candidats proposés par la corporation.

Nous pouvons supposer que l'intention du législateur au XIX^e siècle était de dépolitiser les élections scolaires en favorisant un recrutement parmi des candidats préalablement sélectionnés. Cette précaution permettait, dans certains cas, d'assurer un consensus « idéologique » au sein des conseils. Ainsi, à la suite de la défaite de leur candidat, des contribuables de Saint-Stanislas perdent espoir de se voir accorder un nouvel arrondissement et, aussitôt en force, la nouvelle majorité au conseil des commissaires de la corporation Maskinongé destitue le secrétaire-trésorier, trop engagé selon eux dans les affaires paroissiales²³.

À la lecture des 804 rapports d'élection tirés de la correspondance entre 1850 et 1878, il ressort que plus du tiers des élections (308) sont déclarées être faites à l'unanimité, 32 « à la majorité des voix » et 84 sont des demandes de nomination. Les sources sont muettes sur les 380 autres scrutins. Si l'on en juge par le nombre d'élections à la majorité des voix, il semble occasionnel que plusieurs candidats s'affrontent pour remplir les postes à combler, comme nous avons pu le constater dans les registres de Saint-Narcisse, puisque entre 1862 et 1900, les contribuables n'ont eu à voter que cinq fois. En général, les réélections de commissaires ne sont pas non plus très fréquentes, elles ne représentent qu'environ 8 % de notre échantillon. C'est donc dire

²³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Stanislas, document n° 3875, 1880 : lettres de Pierre Francoeur *et al.* en date du 14 mai et du 24 mai; et de Maskinongé, document n° 2214, 1860 : lettre de Alexandre Bareil en date du 1^{er} août.

qu'une relève est toujours disponible pour occuper cette fonction. Bon nombre de rapports d'élection ne contiennent que le nom des commissaires élus sans autre mention. Il arrive aussi que dans un même rapport, le secrétaire spécifie qu'un tel a été élu à l'unanimité, alors que l'autre est déclaré simplement élu. Est-ce à dire que l'assemblée a manifesté de l'opposition face à un seul des candidats?

Dans les différentes localités, les élections scolaires se déroulent sans trop de contestation. Parmi les trente-neuf corporations dont nous avons compilé les rapports, onze ont tenu au moins un scrutin entre 1850 et 1878. L'habituelle quiétude électorale peut aussi être perturbée et prendre une tout autre allure, selon les candidats en lice ou les enjeux en cause.

Les enjeux électoraux

Les élections scolaires donnent parfois lieu à quelques démonstrations partisans où les contribuables manifestent ouvertement et bruyamment leur mécontentement contre certaines décisions prises par les commissaires ou prévisibles dans un avenir rapproché. Ils comptent sur un changement au sein du conseil qui modifiera la majorité et leur permettra d'obtenir gain de cause.

Nous avons pu constater qu'à Sainte-Ursule, par exemple, sur les cinq élections où le secrétaire a rapporté la tenue d'un scrutin, une polémique soulevait la population, comme le projet de construction d'une école (1852, 1853, 1854) ou le rétablissement de la rétribution mensuelle (1858 et 1860). À Saint-Barnabé (C^{te} S'-M), l'implantation d'une école modèle (1860) ou la manière de partager des fonds entre les arrondissements (1862) bouleversent le calme habituel des élections. Peu de temps après les élections, un contribuable de Batiscaan (C^{te} C) confie au surintendant

que le nouveau commissaire élu « après excitation des partis », symbolise le mécontentement des contribuables divisés au sujet de l'emplacement d'une école et de la destitution du secrétaire-trésorier²⁴.

Le choix des électeurs peut signifier un appui massif de la population envers le conseil scolaire. Ainsi à Sainte-Ursule, pendant près de huit ans, une majorité de contribuables soutiennent les commissaires qui refusent de prendre « sous leur contrôle » l'école modèle indépendante pour filles dirigée par des religieuses, tel que le souhaitent le curé et des villageois. En 1881, peu de temps avant la fin de ce conflit, alors que le conseil est sous l'effet d'un ordre de la cour qui l'oblige à se plier aux directives du surintendant, c'est-à-dire à prendre en charge cette institution, les contribuables élisent deux candidats illettrés²⁵. Cette élection nous apparaît comme l'ultime forme de résistance des contribuables opposés à ce projet par commissaires interposés.

Les projets d'implantation d'une école modèle au village provoquent souvent des divergences de vue entre les villageois et les autres contribuables de la paroisse. Un tel établissement, à charge de toute la corporation scolaire, représente un enjeu électoral puissant et des stratégies sont mises en place pour en retarder la création par ceux qui craignent une augmentation des impôts. C'est ainsi qu'en 1862, les choses s'aggravent à Sainte-Anne-de-la-Pérade (C^{te} C) où les élections sont le théâtre de « rixes tristes et pénibles », relate le curé. Selon le secrétaire-trésorier, les commissaires se seraient ligués avec les contribuables des arrondissements de la

²⁴.ANQ, Correspondance reçue de Batiscan, document n° 1965, 1864 : lettre « confidentielle » du notaire Louis Guillet, en date du 17 août.

²⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 727, 1878 : lettre de Pierre Lessard et P.-R. Bellerose en date du 8 juin 1881 et lettre de J. D. Comeau, prêtre-curé *et al.*, en date du 13 juillet 1881.

paroisse pour empêcher ceux du village d'élire un des leurs. Dans une requête, une vingtaine de villageois redisent, à leur tour, comment outre la cabale, les électeurs du village « ont eu à lutter avec de véritables éteignoirs et se sont vus insultés en soutenant de leur vote paisiblement le candidat de leur choix²⁶. »

Le contenu de la correspondance traitant des élections laisse entrevoir l'importance des enjeux financiers. Quelquefois, ils sont mentionnés clairement. Ainsi, en 1885, le secrétaire-trésorier de Sainte-Anne-de-la-Pérade expose que la récente élection s'est faite, sur son dos et sur celui du personnel enseignant²⁷. Il voit sa rémunération diminuer de 7 % à 4 % des recettes de la corporation. Il met en cause « deux commissaires intrigants qui font de la cabale sur l'économie. »

À la fin du siècle, des décisions importantes sont suspendues en attente des résultats de la prochaine élection . En mai 1895, le secrétaire de Saint-Barnabé suggère au surintendant de reporter l'étude d'une requête au sujet d'un emplacement d'école car l'élection de deux nouveaux commissaires pourrait remettre en cause une décision qui alimente la controverse depuis quatre ans²⁸. Pour leur part, opposés à l'implantation d'une école modèle, plusieurs contribuables de la corporation du village de Saint-Tite (C^{té} C) réclament une nouvelle corporation. Le curé, à bout d'arguments, recommande au surintendant d'attendre la nouvelle élection des commissaires où nous verrons, expose-t-il, « l'expression de la volonté de la majorité des contribuables²⁹. » Malgré l'opposition du pasteur et de certains commissaires, le

²⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2116, 1862.

²⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 684, 1885 : lettre de J.-E. Douville, en date du 15 juin. Secrétaire depuis 1868, il le sera toujours en 1900.

²⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, document n° 363, 1891.

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 827, 1897.

projet de division sera accordée donnant naissance à la corporation scolaire de Saint-Tite-Nord (C^{te} C).

Les élections scolaires apparaissent, en somme, comme des événements dont l'importance varie selon les circonstances. La priorité accordée aux candidats des commissaires épargne la mise sur pied d'une campagne électorale. Ce procédé n'a pas empêché les contribuables de contester les candidats des commissaires ou d'autres électeurs, à un moment donné, comme cela s'est produit dans près d'un tiers des municipalités. Les élections concluent la période de discussions et de concertation que d'aucuns appellent la cabale et l'esprit de parti. D'autres ont profité des élections pour manifester leur appui aux commissaires, qui sont alors élus à l'unanimité. Les élections qui déclenchent les passions sont celles où des enjeux spécifiques sont en cause, enjeux à ce point importants qu'ils mènent parfois à la division d'une corporation scolaire. Mouvementées ou paisibles, les élections scolaires assurent le remplacement régulier et diversifié des commissaires dont le mandat vient à échéance.

Les commissaires

Le dépouillement des rapports d'élection, entre 1852 et 1878, révèle un fort roulement des élus. Quinze municipalités sur trente-neuf ne présentent aucune réélection. La très grande majorité des commissaires n'effectue qu'un seul mandat de trois ans. Plusieurs curés ne semblent pas faire exception à cette règle comme ceux de Saint-Barnabé (1869-1872), de Saint-Didace (C^{te} M), (1861-1864), de Saint-Boniface (1871-1874) et de Saint-Stanislas (1869-1872). Dans la paroisse Saint-Maurice (C^{te} C), nous avons relevé 36 commissaires élus à l'unanimité, trois élus sans mention

et une nomination pour combler un départ. Seules deux réélections ont été rapportées pour cette période.

Dans les procès-verbaux de Saint-Narcisse, nous avons pu constater qu'à partir de 1869, cette municipalité parvient à renouveler constamment son conseil à l'aide de nouveaux candidats. Même les notables, comme le médecin ou le curé, ne font qu'un mandat ou moins puisque ce dernier quitte la paroisse peu après son élection. Aucun autre prêtre ne sera commissaire dans cette corporation, du moins jusqu'en 1900. La lecture des registres de la corporation du village de Champlain révèle que la vogue des réélections se situe entre 1868 et 1883. Par la suite, le remplacement des commissaires est plus fréquent de sorte que sur les 35 commissaires recensés de 1868 à 1900, 21 ne feront qu'un mandat.

Les réélections ne sont donc pas très fréquentes : 67 parmi les 804 élections recensées, soit 8 %. Elles se répartissent comme suit : 12 durant les années 1850, 14 pendant la décennie suivante et 40 dans les années 1870. Les renouvellements s'expliquent peut-être par un manque de relève notamment dans les nouvelles municipalités tandis que dans les corporations plus anciennes, les contribuables reportent au pouvoir ceux qui manifestent un intérêt particulier pour cette fonction comme ce fut le cas de Fabien Bailly, de la corporation du village de Champlain, en poste de 1868 à 1880. Deux curés, présidents de la corporation de leur village, ont eu de nombreux renouvellements de mandat : Denis Marcoux, de Champlain, siège pendant 22 ans et son confrère L.-E.-A. Dupuis, de Sainte-Anne-de-la-Pérade, 17 ans. Ce dernier sera même à la tête des deux commissions scolaires de sa paroisse simultanément de 1869 à 1872. À son tour, J.-E. Laflèche curé de Saint-Paulin et de Hunterstown cumulera deux présidences entre 1892 et 1898.

Les commissaires de la ville de Trois-Rivières (C^{té} S^t-M) présentent un profil différent de leurs collègues du monde rural. À compter de 1860 et jusqu'en 1929, il n'y aura pas d'élections scolaires étant donné que les conseillers municipaux se voient confier dorénavant les affaires scolaires. Les conseillers qui sont de foi catholique deviennent commissaires d'écoles. Ceux qui sont de foi protestante sont nommés syndics des écoles dissidentes³⁰. Le nombre des commissaires varie selon les années : 7 (1860), 9 (1867), 11 (1881), 12 (1901) et le maire (catholique) occupe *ipso facto* la présidence. Selon les registres et malgré cinq années manquantes, nous avons recensé 118 personnes ayant siégé comme commissaires d'écoles entre 1849 et 1901³¹.

Les commissaires trifluviens demeurent en poste plus longtemps que leurs collègues des campagnes. Ainsi, Sévère Dumoulin et J.-C.-H. Craig comptent 16 années, P.-B. Vanasse, 15 ans, R.-S. Cooke, 10 ans et d'autres tels J.-M. Désilets, T.-E. Normand, O. Carignan et J. Bellefeuille consacrent au moins 9 ans à cette tâche. Parmi l'ensemble des commissaires, 73 ne font qu'un mandat, soit 60 % des élus.

Malgré quelques cas de longévité, les commissaires d'écoles, tant à la ville qu'à la campagne, n'effectuent qu'un seul mandat, ce qui porte à croire que cette fonction est perçue, par la plupart d'entre eux, comme un service à rendre à la collectivité. D'ailleurs, à la lecture des monographies de paroisse, il se retrouve plusieurs commissaires parmi la liste des marguilliers, des conseillers municipaux ou des maires. La paroisse est un milieu propice pour quiconque veut participer activement à la vie des institutions et le passage par la corporation ne dépasse pas souvent la durée

³⁰ Mathias Chouinard, *Code de l'instruction publique dans la Province de Québec*, articles n° 131 à 141, p. 84-90.

³¹ Archives de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy : Procès-verbaux de la Corporation scolaire de Trois-Rivières, 1850-1901.

du mandat de trois ans fixé par la législation. Après avoir exercé la fonction de commissaires, certains citoyens continuent à s'intéresser aux questions scolaires et sont davantage en mesure d'apporter un appui éclairé à leurs successeurs. Le fait que dans la plupart des paroisses du monde rural, chacun sait que son tour viendra de participer à l'administration des écoles, pourrait-il expliquer la relative tranquillité des élections scolaires en temps ordinaire?

La fonction de commissaire regroupe des individus qui proviennent de différents milieux professionnels. Les rapports d'élection mentionnent, à l'occasion, le métier ou la profession des nouveaux commissaires. Que les agriculteurs soient les plus souvent cités ne saurait surprendre dans le milieu rural! La composition des conseils n'est cependant pas toujours homogène; membres des professions libérales, artisans et commerçants du village siègent aux côtés des cultivateurs. Lorsqu'il y a division des municipalités scolaires dans une même paroisse, ces derniers se retrouvent en minorité dans les conseils scolaires de village, alors qu'ils monopolisent ceux de la paroisse. Au village comme à la ville, les critères d'éligibilité excluent cependant les locataires. À Trois-Rivières, commerçants de tous genres, avocats et médecins, participent à la vie municipale et scolaire, personnes qualifiées d'instruites selon l'expression de l'inspecteur Petrus Hubert en 1853³². C'est un trait distinctif des commissaires de la ville ou des villages par rapport à ceux du monde rural réputés être, parfois à tort, en grande partie, illettrés.

³² ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 172, 1853 : lettre de Petrus Hubert, en date du 31 janvier.

Le président de la corporation

Lors de sa première rencontre suivant les élections, le conseil des commissaires doit se choisir un président. Représentant officiel de la commission scolaire, il dirige les réunions et oriente les débats, mais ne peut user de son droit de vote qu'en cas d'égalité des voix. C'est un poste de prestige que les commissaires s'empressent d'offrir au prêtre-commissaire ou à un des leurs qui sait lire et écrire, comme c'est la tradition à Saint-Narcisse depuis les débuts de la corporation scolaire en 1855. La présidence n'est pas qu'un poste honorifique. Il arrive que le président défende seul une position et se voit isolé du reste du conseil³³.

Les présidents dont nous avons pu retracer la carrière, grâce à la correspondance ou aux monographies de paroisse, ont exercé des mandats de durée variable. Dans plusieurs paroisses, ils restent en poste une année ou deux. Les présidents sont souvent à la fin de leur mandat de commissaires et ont acquis une certaine expérience au sein de la corporation. À partir des années 1870, le mandat des présidents tend parfois à s'allonger au-delà de deux ans. Quelques-uns conservent leur fauteuil plus de cinq ans mais que dire des états de service des curés de Champlain et de Sainte-Anne-de-la-Pérade dont nous avons parlé antérieurement. À Saint-Narcisse, une coutume semble établie, car les présidents font des mandats de trois ans. Il arrive que la tradition soit rompue et dans ce cas, les commissaires choisis pour diriger la corporation ont tous au moins deux années d'expérience. Les commissaires qui deviennent présidents dès leur première année possèdent sans doute beaucoup d'ascendant sur leurs collègues à cause de leur degré d'instruction ou de leur personnalité en général.

³³ Nous verrons cet aspect de la gestion au troisième chapitre.

La tâche de président n'est certes pas confiée à la légère. Le secrétaire de Sainte-Anne-de-la-Pérade indique, en 1861, que les commissaires ont choisi Louis Trottier « après mûres délibérations³⁴ ». Toutes ces précautions annoncent des temps difficiles puisque la question de la division de la municipalité va bientôt bouleverser les affaires scolaires. Lorsque le maire est aussi député, comme ce fut le cas pour Sévère Dumoulin de Trois-Rivières, les commissaires élisent, en 1883, un président temporaire pour la durée de la session parlementaire à Québec. Le président représente officiellement la corporation scolaire et parle au nom des commissaires. Il est un autre personnage qui assiste les commissaires dans leurs tâches et sans lequel la corporation ne saurait fonctionner : le secrétaire-trésorier.

Le secrétaire-trésorier

Indispensable à toute corporation, comme le prescrit la loi, le secrétaire-trésorier se retrouve au centre de toutes les activités scolaires. Engagé pour assister les commissaires à remplir leur mandat d'établissement et de régie des écoles primaires, il est en relation, non seulement avec ceux-ci, le personnel enseignant, les élèves et les contribuables de sa localité mais avec le département de l'Instruction publique et les inspecteurs d'écoles. Grâce à l'étendue de ses attributions, il devient le pivot de sa corporation.

Les secrétaires-trésoriers des commissions scolaires n'ont fait l'objet d'aucune étude. On possède, tout au plus, le témoignage d'un notaire qui a exercé cette fonction et qui rappelle l'intérêt des membres de sa profession pour la vie socio-économique de leur localité et en particulier pour les affaires scolaires³⁵. C'est à partir du dépouillement

³⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 1737, 1861 : lettre de D.-R. Laflèche.

de la correspondance reçue au département de l'Instruction publique entre 1850 et 1900 que nous avons pu constater l'importance du rôle joué par les secrétaires-trésoriers. Leur travail les place en situation d'influence tant au niveau du conseil et de leur milieu respectif qu'auprès du gouvernement, ce qui favorise chez eux le développement d'un sentiment d'appartenance à leur corporation. Ils s'identifient à celle-ci tout comme ils en tirent leur renommée.

Le candidat idéal au poste de secrétaire-trésorier doit savoir lire, écrire et compter en plus de posséder des notions de comptabilité, eu égard à la perception des taxes. Les commissaires s'attendent à ce qu'il rende compréhensibles les termes de la loi et les directives du gouvernement. La possibilité de fournir un local pour y tenir les réunions, le lieu central de sa résidence, ou encore la possession d'un coffre-fort pour conserver en toute sécurité les fonds provenant des cotisations orientent probablement le choix des commissaires. Dans les nouvelles paroisses, ces exigences sont parfois difficiles à satisfaire et le curé prendra, à l'occasion, la relève d'un secrétaire moins instruit ou rédigera pour lui la correspondance. Les candidats doivent, de plus, fournir un cautionnement qui sera renouvelé à la demande des commissaires³⁶.

Les titulaires du poste de secrétaire exercent une foule de professions. Cultivateurs, marchands, maîtres de poste, médecins, avocats, notaires, prêtres-curés, anciens instituteurs telles sont les professions que nous avons pu clairement identifier³⁷. En

³⁵ Louis Brunelle, « Le notaire de campagne », *La revue du notariat*, vol. XXII n°10, mai 1920, p. 289-303.

³⁶ Selon les termes de la loi de 1860, le cautionnement doit être fait devant notaire ou un juge de paix. Deux cautions solvables, à la satisfaction du président, l'engagent à être responsable de toutes les sommes appartenant au fonds des écoles qui seront entre les mains du secrétaire-trésorier. À partir de 1890, une assurance pourra être déposée en garantie. Lois 53 V., ch. 27 et 57 V., ch.22. Voir aussi ANQ, Correspondance reçue de Saint-Jacques-des-Piles, document n° 286, 1892 : lettre de Olivier Trépanier. Ce forgeron prend une assurance avec la mutuelle des comtés de Rimouski, Témiscouata et Kamouraska pour cinq années à compter du 1^{er} février 1891.

³⁷ Afin d'enrichir notre connaissance sur ces personnages, nous avons également consulté des monographies de paroisse et les biographies de ceux ayant évolué sur la scène politique tirées de J. K.

outre, nombre d'entre eux manifestent un intérêt marqué pour la politique. On ne peut cependant dresser un portrait-type de ces personnages tant les milieux d'où ils proviennent diffèrent par l'ancienneté de la paroisse, par leur richesse ou par leur contexte géographique ainsi qu'en raison des différentes personnalités en cause. Certains traits caractéristiques ressortent néanmoins.

Du groupe des secrétaires-trésoriers écrivant au département de l'Instruction publique, ce sont les notaires qui envoient les plus longues lettres et les plus explicites. Ils exposent les problèmes de leur corporation scolaire en ajoutant maints commentaires et force détails. Ce sont souvent des documents révélateurs du climat qui règne dans leur localité. Ils sont bien représentés puisque nous en avons dénombré au total 23 parmi lesquels 9 auront une carrière de plus de 20 ans au service des commissaires. Ailleurs, comme dans les comtés de Bagot, Rouville et Saint-Hyacinthe, les notaires sont nombreux à occuper cette fonction. Entre 1850 et 1875, 30 notaires ont été dénombrés comparativement à 18 pour la Mauricie durant la même période. En plus du travail au sein de la corporation, plusieurs d'entre eux cumulent d'autres fonctions : député, maire ou secrétaire du conseil municipal³⁸. La présence des notaires au sein d'organismes tels les conseils municipaux, commissions scolaires ou associations agricoles apparaît comme le prolongement naturel de leur profession. Le notaire Louis Brunelle prétendait même qu'ils en deviennent l'âme³⁹. Marcel Hamelin partage ce point de vue et démontre que, sur le plan politique, le succès des

Johnson, ed., *The Canadian Directory of Parliament, 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968 et du *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de la législature, 1980.

³⁸ Le notaire Robert Trudel, de Sainte-Geneviève en poste à la corporation de Sainte-Geneviève de 1846 à 1882, sera maire de sa localité (1868-1873) et député provincial de 1881 à 1886. Le notaire Uldoric Brunelle de Saint-Étienne est secrétaire de la corporation scolaire (1862-1877) et maire (1872-1874 et 1887-1900). Son confrère, Dieudonné Maigret (1862-1868) délaisse par contre ses fonctions de secrétaire-trésorier quand il devient maire de Saint-Didace en 1868.

³⁹ Louis Brunelle, « Le notaire de campagne », p. 284-303.

notaires est dû à ce qu'« ils sont d'abord et avant tout des figures locales qui évoluent au niveau d'une municipalité⁴⁰ ».

Parce qu'il connaît bien la mentalité des gens qui l'entourent, par son esprit d'observation, sa formation légale et l'indispensable connaissance de la comptabilité, il possède les qualités requises pour servir sa collectivité. Si ces fonctions lui reviennent presque de droit, considère le notaire Louis Brunelle, elles lui vaudront, en contrepartie, l'estime du public, si importante à la campagne où chacun de ses actes, chacune de ses opinions sera pesée et discutée dans les boutiques et les places publiques⁴¹. L'intérêt que ce professionnel portera à l'éducation le met presque sur le même pied que le curé tant cette cause est sacrée, d'observer M^e Brunelle. Le notaire est souvent le prêteur le plus important de sa localité. Les commissions scolaires ont recours aux emprunts et parfois ce sera leur secrétaire-trésorier qu'il soit notaire ou marchand qui fera un prêt à sa corporation⁴².

Les marchands de la Mauricie ont une représentation non moins importante dans l'administration de la trésorerie scolaire. Nous avons identifié 23 secrétaires-trésoriers qui exercent des activités liées au commerce. Installés au cœur des villages, d'une grande disponibilité et s'y connaissant en affaires, ils sont bien préparés pour être secrétaires. L'engagement politique en attire certains parmi lesquels deux seront députés et au moins deux autres deviendront maires en cours de mandat⁴³.

⁴⁰ Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 28-29. Il affirme que les notaires, candidats aux élections provinciales de 1867, faisaient – compte tenu des résultats électoraux – à peu près l'unanimité dans leur paroisse.

⁴¹ Louis Brunelle, « Le notaire de campagne », p. 294.

⁴² Ce rôle de prêteur est joué, entre autres, par Hyppolite Montplaisir du Cap-de-la-Madeleine tel que mentionné dans le *Rapport du ministre de l'Instruction publique pour l'année 1872-73*.

⁴³ Georges Caron de Saint-Léon de Dumontier est député sur la scène fédérale (1858-1863 et 1867-1872); il quitte le secrétariat scolaire en 1859. De la même paroisse, Hector Caron député à Québec

D'autres notables occupent cette fonction comme des médecins ou des rentiers, mais plus nombreux encore sont les secrétaires dont nous ne connaissons pas le métier. Nous croyons que ce sont, en général, des cultivateurs dont certains seront intéressés par une carrière en politique. Ainsi, P.-O. Trudel de Saint-Tite ou J.-G. Lamothe de Champlain, brigueront les suffrages mais sans succès. Par contre, nous avons retracé parmi ces agriculteurs-secrétaires, cinq maires dont un, Alexandre Bareil de la localité de Maskinongé, deviendra conseiller législatif, en 1862, mais décédera peu après. Hyppolite Montplaisir du Cap-de-la-Madeleine (C^{té} C) s'éloigne rapidement de l'agriculture pour mener une carrière politique. Tour à tour maire, député fédéral (1874-1891) et finalement sénateur, il conserve de 1860 à 1901 le secrétariat des commissaires.

Bon nombre de secrétaires-trésoriers occupent leur poste durant une longue période. Les plus longs séjours sont effectués dans les paroisses anciennes ou relativement prospères. Des cultivateurs s'illustrent par la durée de leurs services à ce poste. Elzéar Douville de Sainte-Anne-de-la-Pérade occupe cette fonction 32 ans; il deviendra plus tard huissier. Flavien Gravel, un des fondateurs de Saint-Prosper, s'acquitte de cette tâche durant 29 ans; il sera aussi conseiller municipal. Joseph-Germain Lamothe de Champlain sert ses concitoyens, entre 1851 et 1905, durant 42 ans dont 16 comme secrétaire des deux municipalités scolaires de sa paroisse simultanément. Grandement intéressé par la vie de sa localité, il cumule, à un moment donné, les fonctions de commissaire d'écoles à la corporation du village et celle de secrétaire-trésorier de la commission scolaire de la paroisse. Après un séjour

depuis 1892 devient secrétaire-trésorier à compter de 1897. Léon Lupien de Sainte-Ursule cumulera secrétariat scolaire et mairie entre 1858 et 1866 et Eugène Vadeboncoeur de Rivière-du-Loup (Louiseville) fera de même dans les années 1880. Dans la correspondance ou dans les annuaires des adresses, d'autres secrétaires-trésoriers ne mentionnent que leur statut de juge de paix, titre probablement plus prestigieux à leurs yeux.

à la mairie de Champlain, on le retrouve secrétaire du conseil municipal. Candidat défait aux élections législatives de 1875, il accomplit un mandat comme marguillier en 1878.

Les agriculteurs ne détiennent pas seuls la palme de la durée puisque les notaires de Saint-Barnabé et de Sainte-Geneviève font chacun 36 ans! Des médecins comme Charles Lemaître Auger de Rivière-du-Loup (C^{te} M), Louis-Léon-Lesieur Desaulniers de Yamachiche (C^{te} S^t-M) et Émile Lacoursière de Saint-Tite mènent de front carrière et engagement social. Ils seront en poste respectivement 45, 18 et 32 ans⁴⁴. Le Dr Desaulniers siégera au conseil de l'Instruction publique de 1869 à 1875. Son successeur à la commission scolaire, le notaire Jules Milot restera attaché à ce poste 28 ans et occupera les mêmes fonctions au conseil municipal pendant 16 ans.

Il existe, dans plusieurs municipalités, des individus qui font une profession de ce travail d'écriture et de comptabilité. Les auteurs de monographies de paroisse les qualifient de « secrétaires universels, perpétuels ou inamovibles », tant on les retrouve au sein de plusieurs organismes de leur localité. Le notaire Antoine Garceau de Pointe-du-Lac et son confrère Louis-Joseph Bourret de Rivière-du-Loup assumeront longtemps la charge de divers secrétariats⁴⁵.

Le changement fréquent de titulaires se remarque dans les paroisses en voie de colonisation, comme Saint-Didace, Saint-Élie, Saint-Étienne (C^{te} S^t-M) et surtout Peterborough (C^{te} M). Saint-Alexis, par contre, se distingue grâce à son curé qui

⁴⁴ La carrière de Charles Lemaître-Auger comme secrétaire va de 1863 à 1908. Celle d'Émile Lacoursière commence en 1892 et se poursuivra jusqu'en 1924. À partir de 1900, il sera secrétaire pour la paroisse de Saint-Tite, le village de Saint-Tite et pour la corporation de Saint-Tite-Nord. Dès les débuts (1892), il compte sur les services d'un adjoint.

⁴⁵ A. Garceau sera 26 ans secrétaire de sa commission scolaire et 41 ans secrétaire du conseil municipal; L.-J. Bourret de la Rivière-du-Loup, en plus de cumuler ces deux fonctions sera greffier de la cour de circuit.

conserve le secrétariat pendant 16 ans. Les paroisses pauvres affrontent certaines difficultés qui paraissent inéluctables. Le choix d'un secrétaire est rendu difficile par le peu de personnes compétentes pour ce genre de fonction. Devant la rareté des candidats, Frédéric Pellerin, président de la corporation de Saint-Élie, demande en vain au surintendant d'accepter la résignation d'un commissaire qui serait en mesure d'occuper ce poste⁴⁶. À Saint-Didace, après le départ du curé au terme d'un mandat de 9 ans, c'est l'instituteur qui prend la relève comme adjoint du secrétaire. Un secrétaire en titre fournit les cautions mais tout le travail est accompli par Edmond Delorme. C'est un moyen de contourner la loi car les instituteurs au service d'une corporation ne peuvent occuper de telles fonctions.

Contrairement aux commissaires d'écoles, les secrétaires-trésoriers reçoivent une rémunération⁴⁷. La loi de 1860 la fixe à un maximum de sept pour cent des montants perçus : taxes scolaires, subventions gouvernementales, répartition extraordinaire pour construction ou réparation d'écoles, etc. La rémunération annuelle ne peut excéder 120 \$. Cette dernière prescription disparaît en 1888 mais le taux n'excède jamais sept pour cent au XIX^e siècle. Établie de cette façon, la rétribution des secrétaires est par conséquent très variable.

Elle est habituellement plus élevée dans une ancienne paroisse populeuse que dans une localité en voie de colonisation et, par conséquent, moins prospère et moins peuplée. Les revenus peuvent aussi varier d'une année à l'autre : à la hausse s'il y a une construction d'école, ce qui entraîne un surplus de travail ou à la baisse lorsqu'il

⁴⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 178, 1878 : lettre de Frédéric. Pellerin.

⁴⁷ La rémunération des commissaires est une chose assez récente. Elle apparaît comme telle dans la loi en 1973 (Chapitre 41, article 205) à titre de dédommagement « d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction ». Quelques années auparavant, en 1961, la loi permettait le versement de frais de représentation pour dépenses occasionnées par l'exercice de leurs fonctions (article 223a) avec l'autorisation du surintendant et de la Commission municipale de Québec.

y a une diminution de la subvention gouvernementale ou une baisse de population. Ainsi, Robert Trudel de Sainte-Geneviève reçoit entre 36 \$ et 40 \$ dans les années 1860⁴⁸ selon un taux de 6 %. Pour sa part, le secrétaire de la corporation du village de Champlain, avec un taux de 7 %, tire de sa charge en moyenne 40 \$ entre 1876 et 1891⁴⁹. L'adjoint du secrétaire-trésorier de Saint-Didace touche un salaire de 65 \$ durant l'année 1894.

Selon plusieurs secrétaires, cette fonction est mal rétribuée. Joseph Lor de Mont-Carmel (C^{te} C) juge insuffisante sa rémunération établie à 7 % des recettes annuelles lui rapportant 20 \$ en 1861 et 15,48 \$ l'année suivante⁵⁰. Antoine Garceau de la corporation de Pointe-du-Lac (C^{te} S^t-M), en 1884, n'est pas plus satisfait de son salaire de 50 \$, alors que le notaire Brunelle de Saint-Étienne demande l'autorisation de recevoir un montant additionnel de 15 \$. Après avoir expliqué dans un premier temps que ce montant constitue un remboursement pour des réparations effectuées à une école, il expose, par la suite, qu'il s'agit plutôt d'un cachet : « MM. les commissaires me l'ont accordé vu que les ouvrages du secrétaire-trésorier sont considérables dans une grande mais pauvre paroisse comme la nôtre et que le pourcentage [...] [ne] s'élève qu'à une somme bien médiocre pour le trouble⁵¹ ». D'autres reçoivent un supplément pour effectuer le recensement annuel des enfants si la corporation couvre une étendue de plus de trois lieues (12 km). Le secrétaire de Saint-Étienne obtient

⁴⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 1843, 1866 : lettre de Robert Trudel en date du 5 septembre.

⁴⁹ Archives de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy, Registres de la corporation du village de Champlain.

⁵⁰ ANQ, Correspondance reçue de Mont-Carmel, documents n° 1889, 1861 et n° 2791, 1861.

⁵¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 856, 1866 : lettre de Uldoric Brunelle, en date du 11 juin.

10 \$ de plus à compter de 1872; il consacre de quatre jours à cinq jours⁵² pour effectuer sa tournée.

Porte-parole des commissaires auprès du département de l'Instruction publique, le secrétaire-trésorier est normalement le premier informé de la corporation. En contrepartie, il doit se plier à la bureaucratie administrative, remplir des formulaires et des rapports qui exigent concision et précision, tout en respectant les délais. Cet exercice peut paraître assez facile pour les secrétaires qui ont reçu une bonne instruction, mais c'est autre chose pour les personnes moins instruites.

Les fonctions de secrétaire comportent plusieurs tâches. Il envoie les convocations des réunions des commissaires, consigne les délibérations et rédige la correspondance. Il organise les élections, émet les avis publics, prépare les contrats d'engagement et effectue les achats de matériel scolaire. Chaque année, il fait un recensement durant le mois de septembre. Il accueille l'inspecteur des écoles lors de sa tournée semestrielle. En l'absence du président, c'est encore le secrétaire qui lui fournira les informations sur le fonctionnement des écoles de sa municipalité.

Les responsabilités financières du secrétaire-trésorier surpassent toutes les autres. La gestion des finances, le paiement régulier des salaires, les achats de manuels et autres fournitures indispensables dépendent souvent de la bonne volonté du secrétaire-trésorier. Il ne peut échapper cependant à la perception des impôts et surtout des arrérages, une des tâches les plus ardues pour celui-ci. À chaque année, au terme de l'exercice financier (30 juin), il affiche à la porte de l'église les états financiers de la

⁵² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, documents n° 3309, 1872 et n° 2387, 1874 : lettres de Augustin. Millette, président.

commission scolaire. Une assemblée publique est convoquée pour approbation de ceux-ci.

La tenue des livres de comptes pose de nombreux problèmes à quiconque n'est pas méthodique et ordonné. Les inspecteurs d'écoles, à chacune de leur tournée, procèdent à leur examen. L'appréciation des finances des corporations, du travail, voire des aptitudes des secrétaires-trésoriers, est connue du public comme on peut le constater en lisant les rapports annuels du surintendant. On y apprend qu'un tel tient bien les comptes, qu'un autre fait des erreurs notables. Ici les affaires sont tenues plus honnêtement qu'habilement alors que les avis de tel autre secrétaire seraient d'un grand secours aux commissaires s'ils étaient disposés à les suivre. La plupart des reproches adressés aux secrétaires-trésoriers, par les fonctionnaires ou les contribuables, résultent davantage d'un certain désordre dans leur comptabilité que de malversations graves, même s'il s'en trouve.

L'examen des bilans qui posent problème concerne le plus fréquemment un secrétaire-trésorier débiteur envers la corporation. C'est parfois plus de dix ans d'une gestion négligée qu'il faut revoir. La vérification des comptes peut dégénérer en dispute de village, comme à la Banlieue de Trois-Rivières (C^{te} S'-M) en 1860⁵³. Cependant, toutes les raisons semblent bonnes pour contester les comptes d'un secrétaire. Des contribuables mécontents d'une « cotisation spéciale » ou d'une augmentation des dettes de la corporation blâmeront le secrétaire-trésorier même si ses livres paraissent bien tenus.

⁵³ ANQ, Correspondance reçue de la Banlieue de Trois-Rivières, documents n° 2546, 1860 et n° 2210, 1862.

D'abord au service de la commission scolaire, le secrétaire-trésorier est appelé, il va sans dire, à rencontrer le personnel enseignant en maintes occasions. Lors de la période des engagements des instituteurs et des institutrices, fin juin, début juillet, il reçoit les demandes d'emploi et s'entretient avec les candidats en compagnie du président ou du commissaire de l'arrondissement concerné. La majorité des commissaires compte sur lui pour juger de la qualité des maîtres et des maîtresses offrant leurs services parce qu'il est souvent plus instruit qu'eux ou en raison de son expérience. On s'en réfère également au curé de la paroisse qui, sur ce point, compte affirmer son autorité.

Tout au long de l'année scolaire, le secrétaire reste en contact avec les membres du personnel enseignant. Ces derniers ont recours à lui pour obtenir le matériel nécessaire au bon fonctionnement de leurs classes et lui transmettent, au moment de la rédaction des rapports semestriels, les renseignements requis par le gouvernement : nombre d'élèves, assiduité, manuels utilisés, etc. C'est à lui toujours qu'ils s'adresseront pour obtenir leur salaire, point litigieux s'il en est.

Le secrétaire est aussi en mesure de leur rendre plusieurs services. On le voit prendre en leur nom des abonnements au *Journal de l'Instruction publique* ou demander des renseignements concernant la pension versée aux instituteurs âgés et malades. C'est à lui encore qu'on demande copie des commentaires inscrits aux registres lors des examens publics ou de la visite de l'école par les commissaires ou l'inspecteur quand il s'avère nécessaire de défendre sa cause auprès du département de l'Instruction publique ou de chercher un poste ailleurs.

La participation du secrétaire aux affaires scolaires serait incomplète si on ne le voyait prendre part à la visite des écoles. Deux fois par année, à la fin du premier semestre,

en décembre, ou lors des examens publics, fin juin début juillet, devant toute l'assistance rassemblée pour l'occasion, il notera dans le registre de l'école, tout comme l'inspecteur, s'il est présent, les commentaires touchant la manière dont l'instituteur ou l'institutrice accomplit sa tâche et la qualité des progrès des élèves. Il lui arrivera même de poser des questions aux écoliers afin d'évaluer leurs connaissances, comme le raconte le notaire Louis Brunelle⁵⁴.

Le secrétaire entretient des relations étroites avec la population. Les contribuables viennent à sa résidence, ou encore, à son bureau ou à son magasin consulter le rôle de cotisation. Ils retourneront chez le secrétaire acquitter leurs taxes et payer la rétribution mensuelle. Ils en profiteront pour discuter avec lui des questions touchant la vie de leurs enfants à l'école, leurs relations avec le personnel enseignant, la discipline, le matériel scolaire, le chauffage ou l'état des locaux. Ses concitoyens lui demanderont d'acheminer en leur nom diverses requêtes au département. Avant d'en arriver à la formulation définitive d'une lettre ou d'une requête, il a dû en discuter avec ses interlocuteurs de manière à cerner adéquatement la nature du problème. Ces échanges permettent au secrétaire de bien connaître les préoccupations des gens de son milieu. À son tour, le secrétaire se rend au domicile des contribuables lors du recensement et pour la perception des arrérages au moment de la transmission du rapport semestriel, s'il lui manque de l'argent pour équivaloir la subvention.

L'intérêt et le temps que les secrétaires consacrent aux affaires scolaires, leur connaissance des problèmes ainsi que les nombreux contacts sociaux qu'ils établissent au fil des ans, leur permettent d'acquérir une expérience telle que leur jugement ou leur opinion peuvent orienter le cours des événements. Nous les voyons intervenir avec assurance tant au niveau de la commission scolaire qu'à celui du département de

⁵⁴ Louis Brunelle, « Le notaire de campagne », p. 296.

l'Instruction publique où ils comptent sur leur crédibilité pour faire valoir leur point de vue. Ils expédient des lettres « confidentielles » ou à titre personnel afin de transmettre certains renseignements visant à éclairer une situation problématique ou encore influencer, dans la mesure de leur position, une décision du surintendant. Ils écrivent aussi dans l'espoir de rencontrer une oreille attentive à leurs préoccupations, sollicitant soit un conseil ou mieux une confirmation qu'ils ont agi selon la loi.

L'analyse de la correspondance de Jean-Pascal Trudel de Sainte-Ursule (1846-1858) laisse entrevoir un personnage haut en couleurs. Ses lettres, riches d'informations, présentent le plus souvent un exposé de la situation scolaire de sa localité et du rôle polyvalent qu'un secrétaire est appelé à jouer. Ses rapports d'élection sont solennels et élaborés. Le notaire Trudel écrit toujours longuement et à son style ampoulé, on le devine maniéré. Pour sa part, c'est dans des moments difficiles qu'André-Joseph Martineau, notaire de Champlain, livre des détails sur le comportement des commissaires ou de la collectivité. Cette localité contestataire au début des années cinquante deviendra une paroisse « exemplaire » sur le plan de l'éducation. Le travail du secrétaire-trésorier a sûrement contribué à ce succès dont il s'attribue en partie le mérite, parce qu'il a « la présomption de croire que sans un secrétaire-trésorier à Champlain qui n'aurait à cœur l'éducation, le corps actuel des commissaires (...) ferait non seulement le moins possible mais rien du tout⁵⁵ ». A.-J. Martineau, apparaît en maintes occasions comme un conseiller et un maître d'œuvre dans les affaires scolaires de sa localité. Quant à la correspondance de David-R. Laflèche de Sainte-Anne-de-la-Pérade, relatant les nombreuses dissensions à propos de l'école modèle de

⁵⁵ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 1058, 1858 : lettre de André-Joseph Martineau, en date du 21 mai.

sa localité, elle laisse facilement pressentir que la division de la corporation est inévitable⁵⁶.

En définitive, la charge de secrétaire-trésorier, si elle n'est pas soumise à l'électorat, reste liée à la satisfaction des commissaires ou, à tout le moins, de la majorité du conseil. Ceux-ci peuvent manifester leur réprobation envers leur secrétaire pour des prises de position n'ayant pas toujours rapport avec les affaires scolaires. En effet, la sociabilité villageoise connaît des moments intenses lors des divisions territoriales qui bouleversent la vie d'une collectivité tant au niveau des écoles qu'à celui de la fabrique. Ces questions éveillent les rivalités. Les individus prennent position et se rangent dans un camp ou dans l'autre. Les positions divergentes entre un secrétaire et certains commissaires sur ces questions peuvent créer des dissensions irréconciliables et lui faire perdre sa charge⁵⁷. Bien que la tâche de secrétaire-trésorier soit à l'occasion difficile ou délicate et que, découragés, certains soient tentés de tout laisser tomber, il demeure qu'une destitution est toujours considérée comme humiliante et injuste⁵⁸. Par leur longue présence au sein des conseils et la connaissance qu'ils acquièrent des gens et des choses, les secrétaires garantissent la stabilité de l'institution.

⁵⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2116, 1862 : lettre « confidentielle » de David-R. Laflèche, en date du 26 août.

⁵⁷ C'est ainsi qu'Alexandre Bareil de Maskinongé sera destitué en 1860 en raison de son trop grand engagement dans les affaires publiques de sa paroisse. Tel sera aussi le cas de Laurent Moreau de Batiscan en 1864. D'autres seront destitués pour avoir soutenu des contribuables dans leurs revendications auprès des commissaires, comme G.-A.-F. Fusey, de Sainte-Ursule, en 1881, ou Joseph Carle de Shawinigan, en 1900.

⁵⁸ C'est probablement un sentiment d'humiliation qui incite A.-N. Dostaler, secrétaire de Saint-Narcisse, à prétendre qu'une « différence de parti politique » a justifié sa destitution alors que les motifs qu'il inscrit lui-même dans les registres des procès-verbaux, font état de son âge avancé. ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 1252, 1890 : lettre en date du 28 juillet.

Le portrait des corporations scolaires étant dressé, il y a lieu d'analyser l'image que les commissaires projettent dans l'opinion publique. Disons d'emblée qu'ils sont jugés plutôt sévèrement. Les commentaires élogieux sont beaucoup moins nombreux que les critiques malveillantes. L'opinion des observateurs permet d'évaluer toute la distance qui sépare les promoteurs de l'éducation des commissaires qui doivent « faire la part des circonstances locales » pour reprendre une expression de Petrus Hubert émise quelque temps après son entrée en fonction comme inspecteur en 1852⁵⁹.

La réputation des commissaires

L'expansion des écoles ne se fait jamais assez vite ni assez bien au jugement des promoteurs de l'éducation. Surintendants, inspecteurs et autres commentateurs déplorent le manque d'instruction ou le mode de gestion des commissaires. D'aucuns s'élèvent non seulement contre l'étendue de leurs pouvoirs mais se plaignent de leur esprit d'économie et de leur incapacité à exercer ces fonctions. Quelques textes publiés présentent l'opinion d'une certaine élite sur ces élus locaux.

Opinion de l'élite

En 1853, après sept années de fonctionnement, la loi de l'Instruction publique est scrutée à la loupe par un comité de l'Assemblée législative : la moitié des commissaires en poste ne savent ni lire ni écrire⁶⁰. Un des répondants à cette enquête,

⁵⁹ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 1572, 1852 : lettre de Petrus Hubert en date du 6 octobre.

⁶⁰ « Comité spécial pour s'enquérir de l'état de l'éducation dans le Bas-Canada, du fonctionnement de la loi des écoles, de l'efficacité du département de l'éducation et des moyens de rendre plus effectives les dispositions législatives adoptées pour l'avancement de l'éducation ». Voir Louis-Philippe Audet, *Histoire du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec, 1856-1964*, Montréal, Leméac, 1964, p. 18.

Jacques Crémazie, taxe les commissaires de despotes ignorants et entêtés⁶¹. Dix ans plus tard, le temps des élections scolaires approchant, un article du *Journal de l'Instruction publique* intitulé « Du choix des commissaires d'école » reconnaît que certaines localités ont su élire de bons candidats, mais d'autres choisissent des « commissaires incapables et animés d'un sordide esprit d'avarice ». Le critique s'attarde ensuite longuement aux effets néfastes d'une gestion des « écoles à bon marché⁶² ». L'insistance sur cette lacune estompe la note positive sur la compétence de quelques-uns et fait de l'article un réquisitoire contre les commissaires.

Les deux thèmes, ignorance et avarice, sont repris par *La Semaine*, revue pédagogique publiée par trois instituteurs. On peut y lire que l'avarice dont font preuve les commissaires est la principale cause des bas salaires versés au personnel enseignant. Les rédacteurs déplorent également l'étendue des pouvoirs confiés à ces « personnes en majorité incapables⁶³ ».

La renommée des commissaires n'est pas meilleure en 1880. Un pamphlétaire du *Journal de l'Éducation* suggère leur suppression⁶⁴. « En pratique – dans les trois quarts des cas – le commissaire d'écoles est un honnête homme qui a accepté ses fonctions non comme un honneur, mais comme une corvée, qui ne s'intéresse pas du tout à sa mission et qui la remplit mal [...] ». L'auteur ironise sur ses aptitudes à la lecture et sur son unique tâche, « la surveillance jalouse des impôts ». Il use de

⁶¹ Voir André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 159.

⁶² *Journal de l'Instruction publique*, 1863, p. 95.

⁶³ Voir André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 252 et son ouvrage *Les laïques et la presse pédagogique au Canada français au 19^e siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1963. Lorsque cet auteur traite des commissaires, il reprend les thèmes énoncés par ces chroniqueurs.

⁶⁴ « Réformes. Commissaires et Inspecteurs », *Le Journal de l'Éducation*, Montréal, 1^{er} mars 1880, p. 34-35.

sarcasme quand il compare désavantageusement le commissaire au marguillier qui siège « au banc de l'œuvre tous les dimanches », construit des églises, reçoit l'évêque alors que le conseiller municipal que « chacun ambitionne de [...] devenir » peut rêver à la mairie, au conseil de comté, voire même au parlement. Le commissaire ne fait qu'instruire des enfants. Il se demande alors « Qu'est-ce que cela donne? rien. Qui est-ce qui désire cela? personne. » Devant le peu d'attrait qu'exerce cette fonction, le désintérêt que manifestent leurs titulaires et leur manque de formation, il propose d'abolir ce poste.

Les mêmes critiques circulent dans les premières années du XX^e siècle. Dans un court article de *L'Enseignement primaire*, un commentateur partage en trois catégories les commissaires. Un petit nombre prennent leur rôle au sérieux, le plus grand nombre joue un rôle passif et une dernière catégorie regroupe les commissaires qui n'ont qu'un objectif : « faire le moins possible et, surtout, payer le moins possible. » J.-G. Paradis conclut en affirmant qu'il ne doit plus y avoir de place pour « ces êtres passifs et faiseurs d'embarras⁶⁵. »

Ce dernier article, quoique sévère pour la majorité des commissaires, nous permet de saisir un changement dans l'opinion publique. Il n'est pas fait mention de leur ignorance, l'accent étant plutôt mis sur leur apathie et leur gestion parcimonieuse. Le reproche persistant demeure lié aux questions financières comme si les commissaires portaient seuls le fardeau des problèmes économiques du système scolaire. Auguste La Palme, dans son *Pèlerinage à l'école de rang* (1928) se fait plus nuancé en soulignant que les commissions scolaires aussi bien que les conseils municipaux sont dans une continuelle impasse, faute de ressources⁶⁶.

⁶⁵ J.-G. Paradis, m.d., « Le rôle du commissaire d'école », *L'Enseignement primaire*, 38^e année, n° 3, novembre 1916, p. 136-137.

⁶⁶ Auguste La Palme, p. 122.

Le surintendant de l'Instruction publique, en contact régulier avec les commissaires, saura-t-il mieux considérer les représentants locaux? De 1850 à 1901, les rapports, dans une certaine mesure, peuvent se lire comme une évaluation de la gestion des commissaires étant donné qu'ils ont la responsabilité de l'expansion du réseau d'écoles et de la qualité de celles-ci dans chacune de leur localité.

Jugements du surintendant de l'Instruction publique

Les gestionnaires locaux sont jugés plutôt sévèrement par les deux premiers surintendants. Jean-Baptiste Meilleur, en poste de 1842 à 1855, constate que le législateur confie à des incompetents la gestion des écoles publiques. Il attribue au manque de connaissances des commissaires et au manque de surveillance des écoles le trop grand nombre de mauvaises écoles. Ce jugement sévère cache, il est vrai, son projet d'instituer l'inspection qui lui sera accordé en 1852. Il n'en pense pas moins que les difficultés qui freinent l'expansion des écoles résulteraient de l'incapacité et de l'incurie des commissaires. Meilleur tâche d'atténuer la sévérité de ses propos en admettant combien il est difficile de trouver dans des municipalités nouvellement érigées cinq hommes instruits possédant une valeur de 250 £ (1 000 \$)⁶⁷.

Pierre-Joseph Olivier Chauveau, surintendant de 1855 à 1873, partage ses idées. Il concède que « partout où le bureau des commissaires est composé d'hommes zélés et instruits, les plus grands progrès se font remarquer⁶⁸ » mais il souhaite que la loi exige des commissaires un minimum d'instruction, tout en convenant qu'une telle

⁶⁷ *Rapport du surintendant de l'Instruction publique* pour l'année 1850-1851, p. 5. Par souci de simplification, nous emploierons désormais le sigle *RSIP* suivi de l'année.

⁶⁸ *RSIP* 1855, p. 16.

prescription risquerait de compromettre le fonctionnement de la loi dans quelques localités. Chauveau déplore que l'engagement des instituteurs ainsi que leur rémunération soient du ressort exclusif des élus locaux. Comme surintendant ou ministre de l'Instruction publique, il réclamera inlassablement des restrictions aux pouvoirs de ces derniers.

Le surintendant Gédéon Ouimet (1873-1874 et 1876-1895) a une tout autre approche face aux commissaires. Il cherche à s'allier les élus locaux, attitude qu'il voit comme une garantie de l'amélioration des écoles. Ainsi, il veut les sensibiliser aux nouveaux règlements du conseil de l'Instruction publique et apprécie leur collaboration lors de l'implantation de nouvelles normes de construction (1878). Ouimet évite les affrontements et s'il ne fait pas référence directement à leur compétence, il indique tout de même que si les commissaires étaient plus instruits, ils sauraient convaincre la population de mieux payer les instituteurs. Le surintendant affiche néanmoins une compréhension quant à la diversité des milieux. Au fil du temps, ses critiques formulées à l'égard des commissaires disparaissent presque totalement des rapports annuels. Entre 1895 et 1900, Pierre Boucher de la Bruère, pour sa part, n'accorde que peu d'attention aux commissaires d'écoles.

L'opinion du surintendant s'appuie sur les commentaires formulés par les inspecteurs d'écoles reproduits, pour une large part, à la suite de son rapport annuel. Deux visites semestrielles permettent à ces fonctionnaires de bien connaître l'état général de l'éducation dans leur district respectif et d'avoir des contacts personnels avec les commissaires. Voyons de quelle manière ils considèrent les élus locaux.

Jugements des inspecteurs d'écoles

Les jugements que portent sur les commissaires les inspecteurs d'écoles des trois comtés étudiés reposent sur une longue pratique de leur fonction et non sur des impressions passagères. Durant près de vingt-cinq ans, le notaire Petrus Hubert (1852-1876) arpentera son district composé des trois comtés⁶⁹. Il sera remplacé par deux instituteurs qui consacrent près de vingt ans chacun à l'inspection : David Lefebvre (1876-1897) a la responsabilité du comté de Champlain et Ambroise Tétreault (1877-1895) visite les comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice. Deux autres instituteurs prendront la relève, Évariste Béland à compter de 1895 et Joseph-Onésime Thibault en 1897. Cette stabilité permet aux titulaires d'acquérir une connaissance approfondie du milieu.

Apathie, indolence, indifférence sont les qualificatifs que Petrus Hubert utilise au début de son inspectorat à l'endroit des élus. Puis, il se montre plus satisfait de l'administration des commissaires dotés, selon lui, de trop d'autorité discrétionnaire sur la gestion des finances. Son éternelle remarque concerne « leur manque de jugement » en ce qui touche l'engagement du personnel enseignant⁷⁰. En contrepartie, il identifie, la plupart du temps, les conseils de commissaires qui manifestent un certain dynamisme. Idéaliste, il souhaiterait que tous s'assemblent le dimanche chez leur secrétaire-trésorier pour s'instruire davantage sur la loi, leurs devoirs et leurs droits⁷¹.

⁶⁹ Petrus Hubert (1810-1882) est notaire à Yamachiche au moment de sa nomination en 1852. Reçu notaire en 1834, il sera secrétaire-trésorier de la commission scolaire de sa paroisse. Parallèlement à son inspectorat, il continuera à exercer sa profession notariale et publiera, entre autres, le *Manuel du notaire* en 1877.

⁷⁰ RSIP 1864, p. 53.

⁷¹ RSIP 1874-1875, p. 31.

Ambroise Tétreault et David Lefebvre adoptent, peu après leur entrée en fonction, la politique du surintendant Ouimet à l'égard des commissaires d'écoles et ne font jamais allusion à leurs « capacités ». En général, les inspecteurs commentent indirectement leur gestion par le biais d'une description détaillée de la vie scolaire : élèves, matières, personnel enseignant et sa rémunération, confort des écoles. Dans la mesure du possible, ils évitent toute généralisation au sujet des commissaires quoique l'inspecteur Lefebvre y ait recours quelquefois. Ses relations avec eux semblent plutôt harmonieuses. Lorsque son confrère Tétreault adresse des reproches ou de rares félicitations aux élus, il précise les localités concernées et en donne les raisons. Fait exceptionnel, il mène une inlassable campagne pour dénoncer l'incompétence du personnel enseignant. Il juge les commissaires responsables des engagements à rabais parce qu'ils affichent un « esprit d'économie mal entendue ». Il s'insurge également contre la coutume de plusieurs corporations scolaires de laisser à un seul commissaire la conduite de l'école de son arrondissement, ce qui représente à ses yeux un abus d'autorité. À la fin des années 1890, les inspecteurs Évariste Béland et Joseph Onésime Thibault soulignent sobrement, en conclusion de leurs rapports, le travail des commissaires tout en déplorant parfois une certaine apathie chez quelques-uns d'entre eux.

Les propos tenus à l'égard des commissaires d'écoles québécois se retrouvent également dans la province voisine. L'historiographie ontarienne démontre que les commissaires d'écoles ont une piètre réputation. Les commissaires ne dépensent qu'avec parcimonie; leur pingrerie serait notoire, attitude qui se manifeste surtout lors de l'engagement du personnel enseignant⁷²; certains d'entre eux sont illettrés⁷³. Ces caractéristiques se retrouvent à la ville comme dans le monde rural⁷⁴.

⁷² Susan E. Houston and Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, p.147.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, les commissaires en tant qu'administrateurs des écoles se sont améliorés. La plupart savent lire et écrire et leur gestion s'appuie sur un savoir-faire développé au fil des ans. Mais, ils sont encore loin de répondre aux exigences et aux attentes des promoteurs de l'éducation. Les discours nuancent, à partir des années 1860, les commentaires sur leur ignorance. On les dira peu instruits mais le vocable ignorant disparaît. Par contre, les blâmes contre leur « esprit d'économie » et l'apathie que certains manifestent envers leur fonction s'avèrent tenaces. Ces jugements sont révélateurs des ambivalences et des oppositions qu'entraîne le partage des responsabilités au sein du système scolaire public.

Conclusion

Les corporations scolaires, à l'exclusion des toutes premières mises en place en 1845, sont l'expression de la volonté d'une majorité de contribuables d'établir des écoles dans leur localité. Tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle, de nouvelles paroisses sont fondées mais dans des contextes fort différents. Certaines proviennent d'un démembrement d'anciennes paroisses; ce sont les plus favorisées. Quelques-unes héritent même d'une école ou deux. D'autres localités, les plus démunies, sont érigées sur un front pionnier où tout est à faire. La volonté de mettre sur pied des écoles s'exprime différemment selon les localités. Ici, les contribuables en organisent rapidement, avant même l'érection civile, alors qu'ailleurs, les citoyens attendent plusieurs années invoquant des difficultés économiques pour en retarder

⁷³ Bruce Curtis, *Building the Education State : Canada-West, 1836-1871*, London, Ont., The Althouse Press, 1988, 450 p.

⁷⁴ Chad Gaffield, *Language schooling, and cultural conflict*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 115.

l'implantation. Avec l'élection annuelle des commissaires, les corporations s'enracinent dans leur milieu et se développent au rythme des individus qui les composent.

La commission scolaire est une institution démocratique qui a un caractère distinct du conseil municipal ou de l'assemblée législative. La fièvre électorale qui frappe souvent la population lors des élections municipales ou provinciales est absente lorsque vient le temps d'élire les commissaires, selon les chroniqueurs de l'époque. Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient sans intérêt pour les contribuables. Les enjeux électoraux existent, mais ils se limitent à des impératifs financiers ou à des choix en matière d'instruction. Le loi donnant la priorité aux candidats des commissaires place les questions d'éducation sur une autre échelle, en dehors des jeux politiques. Cette préséance peut être vue comme une précaution du législateur en vue d'assurer une certaine continuité idéologique au sein des conseils. Cette prudence s'est avérée néfaste pour la paroisse Sainte-Ursule, mais peut-être est-ce là une rare exception. En général, le roulement des commissaires nous apparaît comme un élément dynamique puisque de nombreux contribuables sont ainsi sensibilisés aux affaires scolaires et que les conseils risquent moins d'être contrôlés par les mêmes personnes durant de longues périodes.

Au cœur des affaires scolaires locales, les secrétaires-trésoriers, indispensables, deviennent vite, s'ils sont compétents, presque irremplaçables. S'ils trouvent quelque bénéfice à travailler pour leur corporation, certains profitent de leur notoriété pour se faire un capital politique. Toutefois, le recrutement peut devenir problématique dans les paroisses en voie de développement où les changements fréquents de titulaires contrastent avec la permanence de leurs homologues exerçant dans les paroisses plus

prospères. Hommes-orchestres au sein des corporations, ils assument un certain pouvoir et leur prestige surpasse parfois celui des commissaires.

La corporation scolaire joue un rôle essentiel dans le système d’instruction publique. Le législateur a voulu compenser l’imposition des taxes par une décentralisation de la gestion des écoles confiée aux commissaires. Très tôt, ces pouvoirs ont été convoités par les surintendants qui véhiculaient d’autres idéaux et qui jugeaient sévèrement le travail accompli, en général, par les « municipaux ». L’insistance des fonctionnaires à recommander aux commissaires de se faire accompagner dans leurs visites des écoles par des gens instruits peut être vue comme une compensation de leur difficulté à évaluer les questions pédagogiques mais aussi comme un moyen de les sensibiliser aux valeurs véhiculées par l’élite face à l’importance de l’école, voire son utilité.

À la fin du XIX^e siècle, les propos sur les commissaires ne sont plus aussi péjoratifs qu’en 1855. Après 1884, il y a de moins en moins de remarques directes sur ces derniers. On cesse graduellement de personnaliser les difficultés qui ont cours dans le système d’éducation et l’on ne tient plus les commissaires responsables de toutes ses lacunes. La diversité socio-économique des localités échappe totalement à l’analyse des commentateurs des affaires scolaires. La réputation des commissaires tient davantage à des stéréotypes qu’elle ne reflète la situation réelle. Si les commissaires d’écoles sont le point d’ancrage du système d’instruction publique au niveau local, ils en sont aussi les boucs émissaires.

CHAPITRE 2

LE FINANCEMENT DES ÉCOLES, RESPONSABILITÉ PREMIÈRE DES CORPORATIONS SCOLAIRES

Introduction

Les principales fonctions dévolues aux commissaires d'écoles par la loi de 1841 concernent la gestion courante des écoles tels l'engagement des maîtres, le choix des matières et des manuels¹. Le prélèvement des taxes et la répartition de la subvention gouvernementale reviennent aux Conseils de districts municipaux, ce qui suscite méfiance et mécontentement parmi la population. Pour venir à bout des difficultés persistantes, le gouvernement décide, cinq ans plus tard, de donner un coup de barre décisif en confiant aux corporations scolaires la perception des impôts et l'administration des fonds publics. Les commissaires deviennent alors la cheville ouvrière du financement des écoles au sein des localités.

Le prélèvement de cotisations en faveur des écoles n'est pas une tâche nouvelle puisque, de 1801 à 1836, les commissaires ou les syndics en étaient officiellement chargés pour acheter des terrains ou acquitter la moitié des coûts de construction des écoles sur leur territoire. Dorénavant, ils auront à percevoir des montants beaucoup plus importants. Les contribuables assument, en 1846, un peu plus de la moitié des dépenses scolaires, proportion qui atteint les quatre-vingt-dix pour cent, cinquante ans plus tard. La contribution substantielle des localités apparaît comme une mesure

¹ Andrée Dufour, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMH, 1996, p. 99-100.

décentralisatrice déjà pressentie cependant par un comité spécial du Conseil législatif dans les années 1830².

Une fois abolie la restriction de ne prélever qu'une somme équivalente à la subvention gouvernementale, en 1856, chacune des corporations établit le niveau de la taxation jugé acceptable par les contribuables afin de répondre aux besoins de scolarisation de son territoire. Les montants recueillis deviennent, par conséquent, des révélateurs de l'importance que chacun accorde à l'école. Villageois et paysans ne prônent pas les mêmes idéaux face à l'école. La création, dans une même localité, de deux corporations scolaires distinctes, de village et de paroisse, concrétise ces divergences. Elles se reflètent dans le taux de capitation qui varie selon les populations : artisans, cultivateurs ou colons.

Mais, il y a plus encore, car les affaires scolaires sont, en tout premier lieu, affaires d'arrondissement. La répartition des montants octroyés et prélevés se fait en fonction du nombre d'arrondissements et en proportion de la population des enfants d'âge scolaire y résidant. Chaque arrondissement est différent par la valeur des propriétés et par le nombre d'enfants. Cette diversité engendre mille contraintes pour les commissaires qui doivent souvent défier la loi afin de maintenir le plus d'écoles possible en opération.

Nous exposons ces difficultés en première partie de ce chapitre en étudiant le mode de partage des revenus entre les arrondissements et les différentes stratégies qu'adoptent les commissaires pour faire face aux contraintes économiques. En

² Voir Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la Province de Québec*, tome V, *Les écoles élémentaires dans le Bas-Canada, 1800-1836*, Québec, Les Éditions de l'Érable, 1955, p. 277-279 et Andrée Dufour, « Financement des écoles et scolarisation au Bas-Canada : une interaction État-communautés locales (1828-1859) », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 6, n° 2, automne 1994, p. 227.

deuxième lieu, nous analysons, à l'aide des revenus de dix corporations témoins, la gestion financière des commissaires entre 1850 et 1900. Il s'agit d'illustrer la manière dont les corporations vont faire face à l'augmentation des dépenses durant cette période. Compte tenu des éléments socio-économiques variables dans chacune des localités, comment s'effectue le partage des fonds entre les écoles sur leur territoire? Quel impact aura l'implantation d'une nouvelle école élémentaire ou d'une école modèle au village sur les budgets des corporations? Les finances apparaissent comme la pierre d'achoppement des affaires scolaires.

L'étude de ces deux aspects du financement local des écoles permettra, en dernier lieu, d'évaluer, dans une certaine mesure, l'intérêt des contribuables envers l'école. Ce volet des finances publiques est essentiel à la compréhension du développement de la scolarisation tout comme il représente un exemple de l'apprentissage de la démocratie au cœur des localités.

Les sources de financement des corporations scolaires

Les corporations scolaires peuvent, en général, compter sur un financement tripartite constitué de la subvention gouvernementale, de la cotisation et de la rétribution mensuelle. Avant d'expliquer brièvement chacune de ces sources, précisons que les commissaires peuvent aussi recourir à une aide additionnelle provenant du fonds des municipalités pauvres ou prélever une cotisation extraordinaire, généralement appelée « cotisation spéciale³ » afin de construire une école, effectuer des réparations majeures ou rembourser des dettes, etc. Elle peut alors toucher un arrondissement en particulier ou toute la corporation.

³ Le terme « cotisation spéciale » est un anglicisme mais comme on le retrouve dans les tableaux statistiques des rapports du surintendant, nous le préférons, la plupart du temps, à « cotisation extraordinaire ».

La subvention gouvernementale annuelle provient d'une allocation gouvernementale créée en 1841 et appelée « fonds commun des écoles du Bas-Canada⁴ ». Elle est destinée uniquement au financement des écoles publiques de niveau élémentaire qui sont sous le contrôle des commissaires d'écoles. Distribuée à chacune des corporations scolaires au prorata de la population, celle-ci est payée en deux versements, sur réception du rapport semestriel des secrétaires-trésoriers⁵. La subvention ne sera jamais proportionnelle à l'augmentation des coûts réels. Au contraire elle diminuera au fil des ans. Comme l'a d'ailleurs remarqué l'historien Serge Gagnon, l'État « faisait porter l'essentiel du financement par les collectivités locales⁶ ». Le montant global de la subvention gouvernementale a peu augmenté durant la période considérée, comparativement aux dépenses scolaires. Aux nouvelles corporations scolaires s'ajoutent les instituts spécialisés dispensant l'enseignement élémentaire aux enfants sourds-muets et aux jeunes aveugles de même que le fonds de pension du personnel enseignant. Ainsi, en 1884-1885, une retenue de 8 % vient diminuer la part revenant à chacune des corporations scolaires⁷. En 1875, la subvention représentait un peu plus de 13 cents par personne alors qu'en

⁴ *Les Statuts refondus pour le Bas-Canada, Proclamés et publiés en vertu de l'acte 23 Vic. CAP. 56, A.D. 1860*, Québec, Imprimés par Stewart Derbishire et George Desbarats, 1861, art. 88, p. 91.

⁵ Ce calcul - au prorata de la population locale - sera en vigueur de 1845 à 1912. À partir de 1912, la subvention gouvernementale sera versée au prorata du nombre d'enfants inscrits aux registres des écoles de chacune des commissions scolaires tels que transmis dans leurs rapports annuels, comme ce fut déjà le cas avant 1845. Voir Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, thèse de doctorat (Faculté d'Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 1969, p.130.

⁶ Serge Gagnon, « L'école élémentaire québécoise au XIX^e siècle », dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 147. Voir également André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, p. 423-425.

⁷ *Rapport annuel du surintendant de l'instruction publique* pour l'année 1884-1885 : p. xiii et xiv (dorénavant RSIP). Les déductions de l'octroi sont les suivantes : 5 % pour les instituts des sourds-muets et des aveugles, 2 % sur le traitement des instituteurs pour leur fonds de pension et 1% pour le fonds de pension. Le montant reçu par les corporations est amputé d'autant comme nous avons pu le constater dans les registres de la corporation du village de Champlain.

1885, elle n'est plus que de 10,50 cents environ, comme l'explique d'ailleurs le surintendant dans son rapport de 1884-1885⁸.

La cotisation, synonyme de taxe scolaire, est un impôt sur les biens fonciers tels qu'évalués par le conseil municipal de chacune des localités. Les commissaires d'écoles en fixent le taux qui s'avère fort variable entre les différentes corporations, comme nous avons pu le constater dans la correspondance et dans les *RSIP* à partir des années 1884-1885. La loi oblige les corporations à percevoir un montant équivalent à la subvention gouvernementale. Puis, entre 1856 et 1899, celle-ci devient plutôt un plancher afin de donner aux localités la possibilité d'investir davantage. Au tournant du siècle, la loi ne fait plus référence à la subvention gouvernementale et les corporations sont entièrement libres de décider des montants à percevoir des contribuables par le biais de l'impôt foncier.

La rétribution mensuelle⁹ est une autre forme de taxation payable durant les mois scolaires pour tous les « élèves » âgés de cinq à seize ans, mais elle est obligatoire pour tous les « enfants » de sept à quatorze ans qu'ils aillent ou non à l'école. Son produit revient exclusivement à l'arrondissement où il est perçu. Pour Jean-Baptiste Meilleur, le premier surintendant, il est normal que les parents contribuent davantage à l'instruction de leurs enfants que les contribuables qui n'en ont pas. Son successeur, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, voit dans cette taxe non seulement une forme d'obligation pour les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, mais aussi une source de revenus visant à augmenter le salaire des maîtres. Les commissaires ont cependant

⁸ Dans son rapport annuel pour l'année 1899-1900, le surintendant Boucher de la Bruère estime que la contribution de l'État est passée entre 1843 et 1899-1900 de 1,74 \$ par élève à 0,56 \$, voir p. xxiii.

⁹ Nous utiliserons deux synonymes pour qualifier la rétribution mensuelle : frais mensuels et mensualités.

le pouvoir d'en exempter les familles pauvres. La loi prescrit un tarif minimum mensuel de 0,05\$ et un maximum de 0,40\$ ou de 0,50 \$ selon les époques pour les huit mois de l'année scolaire (loi de 1860) et « les autres mois pendant lesquels l'école sera en activité » (loi de 1892). Un taux uniforme dans chacune des localités est prescrit en 1899.

La subvention aux municipalités pauvres est distribuée à partir de 1856 afin d'aider les municipalités dont la part de la subvention gouvernementale est inférieure à 50 £ (200 \$). Plus tard, cette subvention sera accordée « aux municipalités les plus indigentes » par le conseil de l'Instruction publique sur la recommandation du surintendant.

PREMIÈRE PARTIE : LES CONTRAINTES FINANCIÈRES DES CORPORATIONS

Une des tâches les plus pressantes pour une nouvelle corporation scolaire est celle de diviser son territoire en arrondissements d'école de façon à ce que le plus grand nombre d'enfants d'âge scolaire puisse fréquenter une école à proximité de son domicile. Suivant le nombre d'arrondissements et selon la population des enfants, les commissaires partagent les sommes d'argent à leur disposition. De prime abord, tout paraît simple et pourtant, cette subdivision de la localité, mais surtout le partage des ressources, en favorisent certains et en pénalisent d'autres.

Le dépouillement de la correspondance laisse entrevoir combien le mode de répartition des recettes, tel que voulu par la législation, peut affecter le développement des écoles dans une localité. Il suscite même parfois une impression d'iniquité chez les contribuables et oriente certaines décisions des commissaires d'écoles. Les problèmes financiers des corporations apparaissent comme la

manifestation de la disparité économique des arrondissements au sein d'une même localité, voire de certaines commissions scolaires tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Répartition des recettes entre les arrondissements scolaires

Pour effectuer la division de leur municipalité en arrondissements scolaires, les commissaires prennent en compte la configuration géographique de leur territoire ainsi que la répartition de la population à l'intérieur de ses limites¹⁰. Les dimensions d'un arrondissement ne peuvent dépasser cinq milles en longueur ou en largeur. On doit y dénombrer au moins vingt enfants âgés de cinq à seize ans. La législation précise cependant que pour des raisons spéciales, les commissaires peuvent établir un arrondissement comprenant un nombre d'enfants moindre. Jusqu'en 1888, la loi prescrit que les montants provenant de la subvention gouvernementale et de la taxe scolaire doivent être partagés « en proportion du nombre d'enfants de sept à quatorze ans de chaque arrondissement scolaire ». Par la suite, le législateur donne aux corporations la possibilité de créer un « fonds commun » permettant de défrayer toutes les dépenses de la corporation¹¹. Dans les corporations où il y a une école modèle au village, quelle que soit la forme de répartition choisie, une somme de 80 \$ est automatiquement réservée à cet établissement. De plus, chacune des écoles doit encore satisfaire à quelques dispositions de la loi, par exemple avoir été en opération pendant huit mois et avoir été fréquentée par au moins quinze enfants. Par ailleurs, la rétribution mensuelle appartient à l'arrondissement.

¹⁰ Cette analyse touche uniquement les localités rurales. Pour son financement, la corporation de Trois-Rivières ne partage pas son territoire en arrondissements.

¹¹ *Les Statuts refondus de la province de Québec*, Québec, Imprimés par Charles-François Langlois, 1888, article 2180, p. 633-634.

Dans une même corporation, des arrondissements riches côtoient des arrondissements pauvres. Les « arrondissements riches », habituellement constitués de rangs dont les terres sont en exploitation depuis longtemps, jouissent d'une évaluation foncière élevée. Les « arrondissements pauvres » représentent, le plus souvent, des espaces en phase de développement, que l'on appelle familièrement les concessions¹². La valeur des propriétés détermine le fardeau fiscal des contribuables, qui diffère en conséquence.

L'arrondissement apparaît non seulement comme une division territoriale mais aussi comme un microcosme qui favorise le développement d'un sentiment d'appartenance chez les contribuables. Cette solidarité est renforcée par le fait que dans plusieurs corporations, le coût de construction de la maison d'école incombe entièrement aux habitants de chacun des arrondissements. Dès lors, ceux-ci tiendront à ce que « leur école » bénéficie pleinement des contributions qu'ils versent à la corporation et n'aimeront pas à les partager avec d'autres arrondissements. Le cas échéant, ils croient alors que ceux-là profitent d'un service qu'ils n'ont pas entièrement payé.

Ainsi, des contribuables de la paroisse de Sainte-Ursule, en 1857, s'objectent à ce qu'une partie de leurs cotisations soit employée au soutien des écoles des autres arrondissements. Ils voudraient abandonner le mode de partage de la cotisation suivant la population d'âge légal, soit les enfants âgés entre sept et quatorze ans et laisser à l'arrondissement le montant qu'ils paient selon l'évaluation de ses propriétés. Seule la subvention serait attribuée d'après le nombre d'enfants d'âge légal¹³. Le mécontentement persiste puisqu'en 1882 deux contribuables protestent auprès du

¹² Louis-Edmond Hamelin, *Le rang d'habitat. Le réel et l'imaginaire*, Montréal, Cahiers du Québec, HMH, 1993, p. 177.

¹³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 664, 1857 : lettre en date du 27 février.

surintendant contre le fait que le surplus de leur arrondissement serve à combler le déficit d'autres arrondissements. Le chef du département de l'Instruction publique ne peut imposer de solution, mais indique néanmoins que l'argent fourni par le gouvernement peut servir à aider les arrondissements moins riches. La suggestion démontre l'embarras du surintendant qui ne peut manifestement rien devant une telle situation. Finalement, les commissaires arriveront à un compromis et décideront que tout surplus qui n'aura pas été utilisé dans un arrondissement reviendra à un fonds commun et servira à payer les dépenses des autres arrondissements. Il en va de même pour certains contribuables de la localité Maskinongé qui demandent en vain, en 1882, la division de la corporation afin « [d]'employer le surplus de leurs revenus en contributions scolaires à l'avantage de leurs propres écoles [...] [car] ils n'ont pas sur les deniers qu'ils versent dans la caisse commune le juste contrôle qu'ils ont réellement le droit d'avoir¹⁴. »

Dérogations à la loi

Entre 1850 et 1888, plusieurs corporations, aux prises avec les disparités économiques et démographiques des différents arrondissements sur leur territoire, décident de contourner la loi et partagent les revenus non pas en tenant compte du nombre d'enfants âgés entre sept et quatorze ans dans chacun des arrondissements mais bien en fonction des dépenses de chacun d'eux. Ils préfèrent constituer un fonds commun qui répond davantage à leurs besoins sachant bien qu'ils dérogent ainsi à la loi. Les commissaires hésitent à augmenter le taux de la taxe foncière pour répondre aux besoins de toute la population. Parfois, une corporation optera pour un taux de taxe foncière variable, mais c'est un fait plutôt rare.

¹⁴ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 395, 1882 : requête en date du 26 avril.

L'inspecteur des écoles dénonce fréquemment au surintendant les corporations qui contreviennent à la loi. Parfois, un mode de fonctionnement illégal est préjudiciable aux arrondissements pauvres, comme le constate Petrus Hubert après sa visite à la corporation de Maskinongé en 1862¹⁵. Les commissaires de Saint-Étienne dans le comté de Saint-Maurice plaideront qu'ils n'auraient jamais pu soutenir autant d'écoles s'ils avaient partagé les revenus selon le nombre d'enfants d'âge légal par arrondissement, leur paroisse étant pauvre et comprenant peu d'enfants¹⁶. L'ouverture prochaine d'un chemin de colonisation leur permettra enfin de régulariser leur situation car ils pourront compter sur un plus grand nombre de contribuables.

Les commissaires de Dumontier (comté de Maskinongé) exposent, en 1878, qu'ils parviennent à administrer une école modèle et quatre écoles élémentaires grâce à un partage qui tient compte des besoins de la corporation plutôt que du nombre d'enfants par arrondissement, comme le veut la loi, car ils veulent être équitables envers tout le monde, disent-ils. Autrement, ils sont prêts à fermer leur école modèle afin de maintenir l'enseignement élémentaire dans toute la paroisse¹⁷. Nous pourrions qualifier de chantage leurs propos car l'implantation et le maintien d'une école modèle sont hautement encouragés par le département. En réalité, cette situation met surtout en évidence une faiblesse de la loi.

En 1886, la corporation de Dumontier revient à la charge et déplore que le partage des recettes pénalise les arrondissements riches qui ont peu d'enfants et favorisent les plus

¹⁵ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 241, 1862 : lettres en date du 20 janvier et du 4 février.

¹⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 569, 1864 : lettre en date du 12 mars.

¹⁷ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 1153, 1878 : lettre en date du 1^{er} juillet.

pauvres qui en ont beaucoup¹⁸. Les commissaires qualifient d'injuste une telle situation. Un an plus tard, la question demeure à l'ordre du jour puisque les commissaires soumettent au conseil de l'Instruction publique, par l'entremise du surintendant, une résolution dans laquelle ils exposent comment :

[...] cette loi met les commissaires de la plupart des municipalités, notamment ceux de cette municipalité, dans une position très difficile pour ne pas dire très fautive pour faire tenir les écoles dans tous les arrondissements. Car il y a des arrondissements qui paient un fort montant de cotisation, plus même qui leur faudrait d'argent pour payer à une institutrice un salaire raisonnable. Mais par contre il y a peu d'enfants dans ces arrondissements pour partager dans le fonds commun. En sorte que ces arrondissements après avoir payé une forte cotisation, les contribuables y demeurant sont obligés de se cotiser de nouveau pour pouvoir avoir une école. Et l'argent de ces arrondissements s'en va dans des arrondissements plus pauvres mais bien peuplés. Cela est une injustice criante car le principe qui ordonne de faire la charité établit qu'il faut d'abord se servir soi-même.

Les commissaires demandent alors que la loi soit amendée de manière à leur permettre de faire une distribution suivant les besoins et l'emplacement des arrondissements de chaque municipalité. Ils résument le problème ainsi : « Voici en deux mots le mauvais côté de la question. Pierre paie une forte cotisation, et Paul en paie une bien faible, Paul a de l'argent de reste et Pierre n'en a pas assez et est obligé de souscrire de nouveau ».

Les commissaires de Dumontier auront gain de cause puisque la loi sera modifiée en 1888. Les corporations pourront dès lors partager le fonds commun en fonction des dépenses totales de la corporation et non plus seulement en fonction de la population d'âge scolaire des arrondissements. À partir de 1899 (la loi 62^e Vict.), ce dernier mode de financement sera le seul prescrit et le partage sera fait dorénavant sans égard à la population d'enfants d'âge légal de chacun des arrondissements.

¹⁸ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 308, 1886 : lettres en date du 26 mars et du 22 décembre; résolution du 2 novembre 1887.

Création d'un nouvel arrondissement

La création d'un nouvel arrondissement dans une corporation scolaire amène souvent des réticences de la part des commissaires ou des contribuables. Tout « redécoupage » du territoire implique un nouveau partage des recettes, voire une augmentation du taux de la taxe scolaire et une nouvelle répartition des élèves. En pratique, un arrondissement populeux perd un certain nombre d'enfants et voit ainsi sa part de revenus diminuer.

La mise sur pied d'un nouvel arrondissement nécessite un revenu de base suffisant pour absorber un salaire additionnel et, dans un avenir rapproché, des ressources adéquates pour assurer la construction d'une école. Il n'est pas toujours facile de recueillir les fonds nécessaires. Afin de venir en aide au nouvel arrondissement, la loi permet aux commissaires d'accumuler, en son nom, les produits des taxes et de la rétribution mensuelle pendant quatre ans sans qu'il y soit implanté d'école.

Les commissaires de Sainte-Ursule désirent se prévaloir de cette disposition car des contribuables souhaitant former un nouvel arrondissement sont incapables financièrement de mettre sur pied l'école qu'ils réclament. Après trois années, ils n'ont toujours pas réussi à amasser assez d'argent « pour faire vivre une maîtresse » étant donné le trop faible nombre d'enfants d'âge scolaire dans l'arrondissement. Comme le mode de partage des ressources s'appuie sur ce critère, leur part de la subvention et de la cotisation ne rapporte que 40 \$. Forcés d'abandonner leur projet, ils réintègrent l'arrondissement qu'ils avaient quitté¹⁹.

¹⁹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1366, 1860 : lettre du secrétaire-trésorier Léon Lupien, en date du 2 juin et document n° 1303, 1864 : lettre de L. Lupien en date du 5 juillet.

Des contribuables de Saint-Didace, en 1878, réussissent par contre à établir un nouvel arrondissement. Il est vrai que depuis quinze ans, ils paient la taxe scolaire mais ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école étant donné leur éloignement du reste de la paroisse. Pour cette raison, la corporation les avait exemptés de la rétribution mensuelle. Les commissaires sont d'abord réticents à accepter leur requête, « la misère est si grande dans notre paroisse que nous croyons qu'il vaudrait mieux en fermer quelques-uns que d'ouvrir de nouveaux arrondissements », précisent-ils au surintendant. Néanmoins, ils consentent à créer cet arrondissement à condition que les contribuables construisent leur école. Cette position reflète un changement dans la politique de la localité puisque les autres écoles, érigées plusieurs années auparavant, avaient été construites grâce au fonds commun de la corporation²⁰.

La gestion des commissaires ne s'appuie pas sur des principes immuables. Cinq ans plus tard, des contribuables de cette même municipalité habitant une autre extrémité de la paroisse réclament, à leur tour, la formation d'un arrondissement. Naturellement, ils sollicitent l'aide de la corporation puisqu'ils paient des taxes scolaires depuis 25 ans. Cette fois, la corporation accepte de verser 100 \$ pour les aider à construire une école. Des contribuables d'un autre arrondissement voient aussitôt dans cette assistance une injustice puisqu'ils viennent de reconstruire, sans subside, leur école.

L'ouverture d'un nouvel arrondissement, surtout dans une paroisse récente, peut entrer en conflit avec d'autres projets comme la construction de l'église. Ainsi, le curé de Saint-Tite manifeste son opposition à l'addition d'une école tandis que l'inspecteur croit la chose utile. Petrus Hubert effectue une analyse financière de la corporation afin de démontrer qu'avec les mêmes ressources provenant de la subvention et de la

²⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 2998, 1878 : lettre du 10 janvier 1879 de Rémi Barrette, prés. et Elzéar Germain, sec.-trés.

taxe, il est possible de faire fonctionner une septième école²¹. Il expose pourtant que deux arrondissements subiraient une baisse de revenus puisqu'une diminution d'élèves les affecterait particulièrement. L'inspecteur utilise ici un principe qui nous est apparu assez coutumier, à savoir augmenter le nombre d'écoles sans juste compensation des ressources. Il suggère toutefois d'accroître la taxe de 0,16 \$ du 100 \$ à 0,25 \$ car il considère que les contribuables peuvent assumer aisément cette augmentation. Pour faire valoir son point de vue, il énumère les montants de la taxe scolaire payés par ces derniers :

Cie du poste des Forges Saint-Joseph : entre 16 \$ et 17 \$
 2 contribuables paient entre 4 \$ et 5 \$
 8 contribuables paient entre 2 \$ et 3 \$
 86 paient entre 1 \$ et 2 \$
 Les trois-quarts paient moins de 1 \$

Si on y ajoute la rétribution mensuelle versée par les citoyens à l'aise, Petrus Hubert se dit convaincu de la faisabilité d'un tel ajout. Cette remarque nous semble fort révélatrice du rôle joué par la rétribution mensuelle. Dans ce cas-ci, la rétribution payée uniquement par les parents qui en ont les moyens permettra d'atteindre un équilibre budgétaire. Nous sommes loin de l'esprit de la loi qui voit dans cet impôt une mesure incitative à la fréquentation scolaire de tous les enfants.

Rétribution mensuelle

Les commissaires et les contribuables ne conçoivent pas toujours la rétribution mensuelle dans la même perspective que les autorités gouvernementales qui espéraient que cet impôt contraigne les parents à envoyer leurs enfants à l'école et bonifie le salaire de l'instituteur. En réalité, durant la décennie 1850, cette forme

²¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 3089, 1873 : lettre de Petrus Hubert en date du 10 février.

d'imposition n'obtient pas la faveur populaire. Andrée Dufour affirme que « la suppression de la rétribution mensuelle [...] devient l'objectif premier des communautés locales. De nombreuses communautés rurales y étaient opposées, car cette autre contribution obligatoire leur paraissait particulièrement injuste et éliminait la gratuité scolaire²² ». Une modification à la loi, en 1859, sans abolir cet impôt autorise néanmoins les corporations qui le désirent à ne pas le prélever. Ainsi, de nombreuses corporations sollicitent auprès du surintendant une exemption de la rétribution. Certaines prétendent que les parents ne veulent pas envoyer leurs enfants à l'école justement à cause de cette taxe, d'autres soutiennent que l'achat des livres constitue déjà un fardeau particulièrement lourd pour les familles nombreuses.

À Sainte-Geneviève en 1853, le secrétaire rappelle que « la plus grande partie du Comté de Champlain n'ayant pas encore imposé la rétribution mensuelle, il est très difficile de commencer par Sainte-Geneviève qui est une des localités les plus pauvres et qui est bien loin d'être en faveur du bill d'éducation actuel. » Cependant, trois ans plus tard, dans une demande semblable, les commissaires ne réclament l'exemption que pour deux concessions vu la pauvreté de leurs habitants. Le temps fait donc son œuvre et la population accepte graduellement cette taxe. Les commissaires de Sainte-Ursule décident, quant à eux, voyant la modicité des moyens des contribuables, que tant qu'ils pourraient soutenir les écoles par la cotisation uniquement, ils ne prélèveraient pas de rétribution, sauf dans l'arrondissement n°1²³. Quelques années plus tard, cette corporation limite sa demande d'exemption à deux arrondissements. Dans un cas, les commissaires invoquent la pauvreté des résidents et l'éloignement de l'école qui empêchent plusieurs enfants d'être présents en classe.

²² Andrée Dufour, « Financement des écoles et scolarisation au Bas-Canada : une interaction État-communautés locales (1828-1859) », p. 251.

²³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 2206, 1857 : lettre en date du 26 août.

Dans l'autre, ils reportent l'ouverture de l'école dans le but d'accumuler des fonds. Pour ces motifs, les commissaires ne jugent pas nécessaire de prélever la rétribution.

Lorsqu'une corporation fait la preuve, à la satisfaction du surintendant, qu'elle recueille assez d'argent pour acquitter toutes ses dépenses, celui-ci sanctionne habituellement la décision des commissaires. Cette permission est cependant révoquée à la première plainte formulée par un contribuable. Le surintendant a dû se montrer conciliant plus d'une fois envers les corporations. Cependant, il ne perd pas de vue l'objectif de cet impôt touchant les parents d'enfants d'âge légal et n'hésite pas à le remémorer lors d'une mise au point dans son rapport annuel de 1864 : « L'indulgence qu'on avait eue envers quelques municipalités, qui prélevaient par voie de cotisation une somme additionnelle pour suppléer à la rétribution mensuelle, devra cesser, si la fréquentation des écoles n'y devient point plus générale²⁴. »

Au fil des ans, des corporations réitérent une demande d'exemption. Certaines la sollicitent sans indiquer de raison particulière comme Pointe-du-Lac (1870) ou Saint-Narcisse (1880), alors que d'autres invoquent un motif spécifique comme la construction d'une église à Saint-Tite (1878) ou à Saint-Barnabé (1881) en raison de l'éloignement de certains habitants de l'école.

En 1890, nous décelons plus de fermeté chez le surintendant. Il retire aux commissaires de Saint-Tite l'exemption de prélèvement de la rétribution qu'il leur avait antérieurement accordée afin de forcer les parents à envoyer les enfants à l'école. Finalement, en 1896, le département n'accorde plus ce privilège. Dorénavant toutes les corporations devront prélever la rétribution mensuelle et il hausse le maximum à

²⁴ *RSIP* 1864, p. xv.

0,50 \$ par mois. En 1900, la corporation de Yamachiche, pour des raisons inconnues, ne déclare toujours pas de revenus à ce poste.

Disparité selon les arrondissements

Dans plusieurs localités, les taux de la rétribution mensuelle varient d'un arrondissement à un autre. Certains équivalent au double ou au triple du taux le plus bas. Parfois, la différence n'est pas plus élevée que du tiers. Voici quelques exemples de la diversité des taux en vigueur : en 1883, trois taux ont cours à Sainte-Ursule, le plus riche arrondissement paie 0,40 \$ par an, trois arrondissements paient 0,75 \$ et un dernier 0,50 \$²⁵. À Hunterstown (1890), un arrondissement paiera 1,00 \$ et l'autre 0,70 \$.

Cette diversité n'est pas sans causer quelque animosité comme à Saint-Prosper par exemple. En 1856, des contribuables de l'arrondissement n°3 protestent auprès du surintendant parce que le taux dans leur arrondissement est trois fois plus élevé que dans l'arrondissement n°1. Ils acceptent mal cette décision des commissaires car leurs dépenses sont moins grandes que dans l'arrondissement n°1 « puisque dans ce dernier l'Institutrice coûte douze louis plus cher que dans celui n°3²⁶ ». Mais que peut faire le surintendant quand le nombre d'enfants d'âge légal est moindre et légitime une telle décision ? Par ailleurs, les commissaires de Saint-Barnabé (1862) trouvent injuste d'avoir à prélever la rétribution mensuelle selon un taux différent²⁷. Ailleurs, plutôt

²⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1796, 1883 : lettre en date du 2 février.

²⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Prosper, document n° 1059, 1856 : requête en date du 18 décembre signée par 21 contribuables.

²⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, document n° 1429, 1862 : lettre en date du 8 juillet.

que d'imposer différents taux, les commissaires exemptent tout simplement un arrondissement pauvre.

Rétribution sous forme de bois de chauffage

Dans plusieurs localités, les commissaires acceptent que la rétribution soit payée sous forme de bois de chauffage. Cependant, les commissaires abandonneront graduellement cette pratique car elle leur cause des problèmes. En effet, les contribuables fournissent parfois du bois de mauvaise qualité ou ne viennent pas le porter à l'école. Certains, comme à Saint-Élie, refusent que le surplus de bois de leur arrondissement serve à d'autres qui en manquent. Dans les nouvelles localités, cette forme de paiement reçoit encore la faveur des commissaires et des contribuables comme nous pouvons encore le constater à Saint-Jean-des-Piles en 1900.

Recours au fonds des municipalités pauvres

À l'occasion, les difficultés financières des corporations sont telles que certaines sollicitent une aide additionnelle du gouvernement qui dispose d'un fonds d'aide aux municipalités pauvres. Les demandes ne sont pas toutes reçues mais elles révèlent néanmoins les situations auxquelles ont à faire face les corporations et les moyens mis en œuvre pour influencer le gouvernement.

Toute municipalité qui veut bénéficier de l'aide financière accordée aux municipalités pauvres doit justifier sa requête en prouvant, non seulement sa pauvreté comme l'exige la législation, jusqu'en 1919, mais également sa bonne administration scolaire. Un certificat de l'inspecteur doit accompagner cette demande. À partir des années 1890, les municipalités chercheront un appui additionnel auprès de leur évêque,

membre d'office du conseil de l'Instruction publique, organisme octroyant les subventions.

Pour attester de leur bonne administration, les corporations exposent les efforts particuliers des contribuables pour maintenir leurs écoles. Ici, « les amis de l'éducation » ont fabriqué l'ameublement des deux nouvelles écoles. Là, un secrétaire se propose de faire gratuitement le recensement. Si, par malheur, la subvention n'est pas renouvelée, un véritable plaidoyer sera expédié au département de l'Instruction publique. Le député Dominique Saint-Cyr s'emploie, quant à lui, à recommander certaines localités du comté de Champlain et souligne les difficultés auxquelles sont confrontés les colons.

Les menaces, réelles ou feintes, de fermeture d'écoles sont maintes fois mises de l'avant. Le curé F. Verville de Saint-Élie écrit que « l'indulgence des pauvres dont vous nous avez privée cette année nous force à discontinuer les écoles²⁸ ». Si l'appui financier supplémentaire de 40 \$ ou 35 \$ est essentiel pour ces nouvelles localités, le soutien moral de cette aide est sans nul doute plus important encore. La corporation de Saint-Élie a toujours besoin, douze ans plus tard, de cette aide. En 1888, les commissaires qualifient leur paroisse d'une des plus pauvres de la province et présentent en preuve que des vingt-sept propriétés mises en vente pour arrérages de taxes scolaires, aucune de celles-ci n'a eu d'enchérisseur. En 1900, cette paroisse sollicite toujours cette assistance.

La conjoncture économique a eu un impact sur les localités mauriciennes. La récession qui s'amorce au milieu des années 1870, puis celle de la dernière décennie, se répercutent longtemps après leur résorption. Les commissaires de Saint-Paulin,

²⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 1110, 1876 : lettre en date du 10 juin.

exposent en 1885 et en 1886 que, depuis la fermeture des chantiers dix ans plus tôt, cette paroisse s'appauvrit plutôt qu'elle ne s'enrichit. Un tiers de sa population s'est expatriée aux États-Unis. Depuis qu'ils n'ont plus la subvention, ils sont obligés de s'endetter malgré la hausse des cotisations. Pour étayer leur demande, ils annoncent alors qu'ils doivent ouvrir une nouvelle école dans un secteur isolé de la paroisse espérant ainsi accroître leurs chances auprès du gouvernement.

Plusieurs demandes d'aide sont rejetées, même si elles sont bien présentées. À Saint-Narcisse, en 1857, la population s'enthousiasme en faveur de la scolarisation et réclame de nouveaux établissements. Les commissaires obtempèrent à la demande des contribuables et ouvrent deux nouvelles écoles. Bientôt, la dépense paraît exorbitante : on a mal évalué les ressources du milieu. L'inspecteur expose la situation en ces termes : « [...] Quand il s'est agi de payer, les gens ont ouvert des yeux étonnés sur le chiffre effrayant d'argent qu'ils avaient à rencontrer et qui leur semblait, et c'était réel, au-dessus de leurs forces. » La subvention sera refusée, le surintendant leur suggérant plutôt de fermer les deux nouvelles écoles pendant quelque temps.

La corporation de Saint-Didace, en 1886, soumet une requête, les commissaires jugeant trop lourd le fardeau fiscal depuis la construction de cinq maisons d'école en trois ans. Ils ont même été forcés par l'inspecteur, disent-ils, de refaire le mobilier à neuf. Selon eux, ils paient aux institutrices un salaire plus élevé que plusieurs municipalités riches. Cette corporation assez populeuse reçoit déjà une subvention de 253.30 \$ et il n'est pas d'usage, de rétorquer le surintendant, d'accorder une aide supplémentaire à de telles municipalités, ce qui démontre que la notion de pauvreté est bien relative.

La dernière décennie du XIX^e siècle amène la création de nouvelles municipalités qui nécessitent à leur tour quelques ressources additionnelles. Ainsi, la nouvelle corporation de Saint-Mathieu sollicite, en 1892, l'aide financière du département car l'évaluation des terres, encore à leur début d'exploitation, ne permet pas de recueillir une somme suffisante pour faire fonctionner trois écoles. Dans leur démarche qui sera couronnée de succès, les commissaires s'assurent de l'appui de Mgr Laflèche.

Les corporations scolaires ne semblent pas disposer de réserve pour faire face aux imprévus. Une paroisse qui n'aurait jamais pensé solliciter l'aide pour municipalités pauvres fait pourtant une telle démarche en 1898. Après un incendie majeur, les commissaires de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade voient le rôle d'évaluation tellement diminué qu'ils se retrouvent dans l'obligation de contracter des dettes. Pour faire face à cette nouvelle situation, ils s'adressent, en vain, au gouvernement afin de recevoir un apport du fonds des municipalités pauvres.

Nous pouvons dire, au terme de cette première partie, que le mode de partage des revenus établi sur le nombre d'enfants d'âge légal dans les arrondissements amène d'inévitables discussions, voire des discordes et des déceptions parmi les contribuables. La possibilité de constituer un fonds commun après 1888 ne règle pas tous les problèmes puisque les arrondissements riches ne sont pas toujours enclins à aider les arrondissements pauvres. De même, un détachement de territoire ou l'implantation d'une nouvelle école suscitent souvent quelques remous au sein de la population. La conjoncture économique parfois difficile et l'aide financière gouvernementale de moins en moins importante ne permettent pas toujours de répondre aux demandes de création de nouvelles écoles. Voyons maintenant, à l'aide de dix corporations témoins, comment s'élabore le financement local des écoles.

DEUXIÈME PARTIE : LE FINANCEMENT SCOLAIRE DANS DIX CORPORATIONS

TÉMOINS

L'importance des revenus des corporations et l'ampleur des dépenses dépendent à la fois de la démographie, des ressources économiques et du nombre des écoles. Variables d'une localité à l'autre, les budgets des corporations déterminent cependant les choix des commissaires en matière de scolarisation puisque la plupart de leurs décisions ont une incidence financière : de l'engagement de personnel à la construction d'écoles en passant par l'achat de matériel pédagogique ou de mobilier. D'autres facteurs, indépendants de la volonté des commissaires, viennent influencer sur les rentrées de fonds comme les démembrements de paroisses ou les migrations de population lors de crises économiques, par exemple.

L'analyse du financement des corporations vise surtout à illustrer l'effort consenti par les localités pour le développement de l'enseignement élémentaire. Quelles sont les sommes investies à l'instruction publique pour chacune des localités compte tenu du nombre d'écoles? Y a-t-il des différences appréciables? Quelle influence peut avoir sur le budget d'une corporation l'ajout d'une nouvelle école ou encore l'implantation d'une école modèle et, par conséquent, quel en sera l'effet sur la quote-part de chacun des contribuables?

Pour répondre à ces questions, et pour mener une étude comparative, nous avons constitué un échantillon de dix corporations témoins de la manière suivante : pour chacun des trois comtés étudiés, nous avons sélectionné une de ses plus anciennes paroisses, en second lieu, une paroisse ayant été créée entre les années 1830 et 1850 et troisièmement, une paroisse fondée dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. La ville de Trois-Rivières complète la sélection.

L'élaboration des profils financiers de ces corporations s'appuie sur les rapports annuels du surintendant entre 1850 et 1901. À l'aide des données ayant trait « aux sommes prélevées pour l'instruction publique », il a été possible de reconstituer les finances de chacune des corporations témoins pour cette période. On trouvera, en annexe, une série de tableaux présentant les revenus des dix corporations précédée d'une explication sur chacun des éléments retenus. Rappelons brièvement que le taux de la taxe foncière est fixé par chacune des corporations selon leurs besoins et à partir, généralement, du rôle d'évaluation foncière établi par la municipalité locale. Les revenus de cette taxe doivent évaluer, au minimum, la subvention gouvernementale. La loi prescrit également que la rétribution mensuelle ne peut être inférieure à 0,05 \$ et ne pas dépasser 0,40 \$ ou 0,50 \$ selon les époques.

Étant donné que les rôles d'évaluation sont propres à chacune des localités de même que les montants de la rétribution mensuelle, il a fallu trouver un élément de comparaison, abstraction faite du taux de la taxe foncière et de celui de la rétribution mensuelle peu souvent précisés par ailleurs. En raison de ces contraintes, nous avons choisi d'établir notre analyse comparative sur « la part moyenne des recettes » qui revient à chacune des écoles des corporations témoins, à trois périodes différentes.

Dans le cas des plus anciennes localités, l'année 1858 a été retenue puisque les statistiques gouvernementales utilisent, pour la première fois, les dollars et les cents, ce qui facilite la comparaison. Les deux autres années périodes sont : 1900-1901 et une année intermédiaire, 1875-1876. Une crise économique sévit à cette époque, il est vrai, mais étant donné que les localités se ressentent longtemps de ses effets, ce choix n'illustre que la situation réelle affrontée par les corporations. Pour les localités créées après 1858, la première année de fonctionnement a été retenue ainsi qu'une

année intermédiaire avant la fin du siècle. En conclusion de cette deuxième partie, nous ferons une analyse comparative entre les corporations des trois comtés.

Comté de Champlain

Les trois corporations témoins du comté de Champlain retenues émanent des paroisses suivantes : Champlain fondée en 1684, Saint-Maurice érigée en 1837 et Saint-Tite créée en 1863.

Corporation scolaire de Champlain

Avant d'aborder le volet financier de cette corporation, il est bon de rappeler le contexte social dans lequel se déroulent les affaires scolaires de cette localité. Les discussions au sujet de l'implantation d'une école modèle au village qui mèneront à la division de la corporation illustrent à la fois la situation particulière de cette corporation, mais exposent d'une manière plus générale la nature des enjeux touchant l'instruction publique ailleurs en Mauricie.

En 1850, la corporation de Champlain compte quatre écoles en opération. Les commissaires affirment au surintendant, cette année-là, que « les écoles sont bien encouragées²⁹ » malgré la perte d'un procès concernant le remboursement d'un billet « venu jeter la discorde » parmi la population. Le dynamisme et l'influence du curé de la paroisse, Denis Marcoux, nommé en 1848, y sont sûrement pour quelque chose puisque depuis deux ans la corporation compte deux écoles de plus. Ce prêtre s'intéresse de très près à la scolarisation, comme le démontre une étude de Guy

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 32, 1851 : lettre en date du 30 décembre 1850.

Trépanier parue dans *L'Église et le village au Québec*³⁰. Il prend la direction d'un groupe de contribuables favorables à la création d'une école modèle au village et, en conformité avec les directives de son évêque, il suscite la venue des sœurs du Bon Pasteur dans sa paroisse.

Il faudra cependant onze années avant que ses vœux ne se réalisent. Grâce à la correspondance expédiée au surintendant, on constate qu'en 1857 les projets scolaires du curé Marcoux ne rallient pas l'ensemble des paroissiens. Lors des élections, sa candidature n'est pas retenue ni celle d'un autre villageois, Joseph Germain Lamothe, aussi promoteur d'une école modèle au village. On leur préfère deux contribuables « parfaitement honnêtes mais sans aucune éducation ». Aussitôt, la corporation diminue la rémunération de l'institutrice de l'école du village, titulaire d'un brevet modèle. Quelques villageois verseront à Agnès Hamel une somme de 20 \$ afin qu'elle renonce à mettre fin à son engagement. L'année suivante, les commissaires reprennent le même manège. Certains contribuables décident alors d'ouvrir une école privée au village sous sa direction.

En 1860, le curé expose au surintendant qu'il espérait obtenir deux écoles séparées mais que les commissaires ne partagent pas ses vues. Il ne voit d'autre solution qu'une division de la corporation « pour nous donner le moyen de conserver une bonne école dans notre paroisse³¹. » En 1868, devant les positions inébranlables de la majorité des contribuables de la localité opposés à l'implantation d'une école modèle au village et probablement d'une deuxième, et des demandes répétées des villageois,

³⁰ Guy Trépanier, « Contrôle social et vécu religieux dans la paroisse de Champlain, 1850 et 1900 », dans Serge Gagnon et René Hardy, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979, p. 71-109.

³¹ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 1744, 1860 : lettre de Denis Marcoux, en date du 14 août.

curé en tête, en faveur d'une telle école, le surintendant accepte enfin la division de la corporation.

Deux éléments opposent les cultivateurs et les villageois. Il y a d'abord le refus de la part des paysans d'assumer à chaque année une somme additionnelle de 80 \$ pour l'école modèle qui, selon la loi, doit être soutenue par toute la localité. Compte tenu du rôle d'évaluation, les « terres » des cultivateurs valent davantage que les « emplacements » des villageois, d'où leurs réticences à voir augmenter la taxe foncière. D'un autre côté, la plupart des agriculteurs n'envisagent pas la prolongation des études de leurs enfants au-delà de l'école élémentaire. Les villageois, quant à eux, souhaitent un cours supérieur pour les leurs et sont prêts à contribuer davantage d'autant plus que la proximité de cette école favorise l'assiduité de leurs enfants. De telles divergences de vue vont se rencontrer dans plusieurs corporations aussitôt qu'il sera question d'établir une école modèle. Dans certaines localités, cette implantation ne cause aucun problème alors qu'ailleurs seule une scission vient mettre un terme aux discussions interminables.

Le curé Marcoux devient président de la nouvelle corporation. En 1870, les sœurs du Bon Pasteur prennent la direction de l'école modèle du village fréquentée par des élèves des deux sexes. Deux ans plus tard, la corporation administre deux écoles modèles, une pour les garçons confiée à un instituteur et un couvent pour les filles.

Abordons maintenant l'analyse de la gestion financière de cette localité avant la division. En 1861, la population atteint son plus haut sommet soit 2 177 habitants. Sept ans plus tard, la paroisse accuse une perte de 666 personnes. Cette décroissance s'explique par un démembrement de la paroisse au profit d'une nouvelle localité (Saint-Luc, 1864) et un manque de terres disponibles pour la nouvelle génération

obligeant les jeunes à trouver ailleurs travail ou espace à cultiver³². En 1868, la corporation n'administre plus que trois écoles élémentaires au lieu de cinq.

Les revenus de la cotisation illustrent ces changements. À compter de 1862, ils fluctuent puis diminuent fortement à la suite de la mise sur pied de la corporation scolaire de Saint-Luc en 1866. L'année suivante, ils ne totalisent plus que 600 \$ comparativement à 1 293 \$ en 1861. Le pourcentage de la rétribution mensuelle par rapport à la cotisation passe de 42 % (1859) à 37 % en 1868. Ces baisses de revenus affectent la « part moyenne » revenant à chacune des écoles tel qu'illustré au tableau 2.1.

De 1858 à 1868, la part moyenne revenant à chacune des écoles de la corporation de Champlain accuse une diminution de plus de 120 \$. Que dire de la contribution au prorata de la population! Force est de constater qu'à la suite des bouleversements démographiques et des controverses, l'effort des contribuables de Champlain en faveur des écoles diminue d'année en année. En 1869, à la suite de la division de la corporation, chaque groupe de contribuables est en mesure de se doter d'écoles correspondant à leurs désirs. Examinons maintenant les effets de cette division en commençant par la corporation de la paroisse.

Corporation de la paroisse de Champlain

La corporation de la paroisse administre trois écoles. Conséquemment, les taxes au prorata de la population sont augmentées, mais la part moyenne par école n'est plus aussi élevée qu'avant la division. En 1875-1876, les recettes diminuent légèrement et chacune des écoles reçoit 8 % de moins que lors de la fondation. L'année suivante,

³² Serge Gagnon et René Hardy, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, p. 74.

TABLEAU 2.1

Partage des recettes dans les corporations témoins
du comté de Champlain

Corporation	Population	Nombre d'écoles publiques	Recettes ¹	Part moyenne par école ²	Taxes au prorata de la population ³	Subvention au prorata de la population ⁴
Champlain						
1858	[2050] ⁵	5	1 605,13 \$	321,03 \$	0,65 \$	0,13 \$
1863	[1987]	5	1 058,04	211,61	0,41	0,12
1868-69	1511	3	601,41	200,47	0,29	0,11
Champlain paroisse						
1869-70	1006	3	558,79	186,26	0,44	0,11
1875-76	[1062]	3	512,70	170,90	0,35	0,13
1900-01	923	5	625,71	125,14	0,57	0,11
Champlain village						
1869-70	505	1 (1 m) ⁶	274,26	274,26	0,43	0,11
1875-76	[576]	2 (1 m)(1c) ⁷	505,76	252,88	0,77	0,13
1900-01	[616]	1 (1 m)	608,08	608,08	0,88	0,11
Saint-Maurice						
1858	[2473]	5	1 041,25	208,25	0,33	0,09
1875-76	[3154]	8 (1m)	1 420,83	177,60	0,34	0,12
1900-01	2210	12 (1m)(1c)	1 853,81	154,48	0,70	0,14
Saint-Tite						
1865-66	[980]	1	256,16	256,16	0,20	0,05
1875-76	[1886]	[6]	928,48	154,75	0,37	0,11
1887-88	[2249]	10	1 274,60	127,46	0,41	0,11
Saint-Tite paroisse						
1888-89	[1836]	9	955,96	106,22	0,41	0,10
1894-95	[1867]	8	1302,51	162,81	0,59	0,10
1900-01	[2054]	8	1303,00	162,88	0,54	0,10
Saint-Tite village						
1888-89	[613]	1	313,64	313,64	0,40	0,10
1894-95	[803]	2 (1 m)	465,86	234,93	0,48	0,10
1900-01	[895]	2 (1 m)(1c)	850,38	425,19	0,86	0,09
Saint-Tite-Nord						
1898-99	[355]	1	252,66	252,66	0,62	0,09
1900-01	[364]	2	265,66	132,83	0,64	0,09

Source : Rapport du surintendant de l'Instruction publique, Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...).

¹ Les recettes comprennent : la subvention gouvernementale, la cotisation, la rémunération mensuelle et la subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

² La part moyenne par école est obtenue en divisant les recettes par le nombre total des écoles d'une corporation scolaire donnée.

³ Le calcul des taxes au prorata de la population, comprend l'addition des montants versés uniquement par la population : cotisation et rétribution mensuelle divisée par la population totale de la localité.

⁴ La subvention au prorata de la population provient de la division de la subvention gouvernementale par la population.

⁵ Les chiffres entre crochets indiquent que ce sont des estimations soit de population soit du nombre des écoles.

⁶ Le chiffre entre parenthèses suivi d'un « m » souligne la présence d'une ou deux écoles modèles. Cependant, bien que les écoles modèles reçoivent 80 \$ de plus, comme le veut la loi, nous n'en tenons pas compte dans ces calculs. En pratique, la part moyenne des écoles élémentaires en serait affectée à la baisse.

⁷ Le « c » indique la présence d'un couvent indépendant mais dont l'externat est défrayé par les fonds publics. Nous supposons que le cours modèle est aussi donné à l'externat étant donné que les tableaux statistiques pour l'enseignement supérieur mentionnent « externat et pensionnat » à la fois.

une quatrième école s'ajoute sans que les recettes soient haussées en proportion (voir le tableau B, en annexe) et la part moyenne par école chute alors de 15 %. Cette pratique semble ancrée dans la gestion des commissaires puisque en 1900, la corporation compte cinq écoles dont la « part moyenne » s'est encore érodée. Comparativement à 1875-1876, la diminution équivaut à 27 % (voir le tableau 2.1). Quant aux revenus de la rétribution mensuelle, s'ils représentaient 38 % de la cotisation en 1869, ils n'équivalent plus qu'à 8 % de l'impôt foncier à la fin du siècle. Cette gestion financière est pour le moins surprenante. Les commissaires n'augmentent pas les taxes foncières ni les revenus de la rétribution mensuelle en proportion des dépenses. Il s'ensuit que la qualité des écoles en souffre grandement comme on peut le constater dans l'évaluation des écoles faite par l'inspecteur en 1900-1901³³.

Dans son rapport annuel, l'inspecteur produit une classification par ordre de mérite des écoles de son district. Il prend en compte plusieurs éléments, entre autres : l'état des maisons d'écoles, du mobilier et des traitements versés au personnel. Cette année-là, par rapport aux autres corporations du comté, la corporation de la paroisse de Champlain se classe au 16^e rang sur 21³⁴. Il va sans dire que tout laisse à désirer et que les revenus de la corporation sont nettement insuffisants.

³³ *RSIP* 1900-1901, Rapport de J.-O. Goulet, p. 51.

³⁴ Nous avons exclu les localités du comté de Portneuf comprises dans le district de l'inspecteur Goulet. Nous incluons Grand-Mère et Sainte-Flore évaluées par son confrère Év. Béland et les plaçons selon la note octroyée par ce dernier. Nous considérons le total des points accordés pour les six éléments du tableau.

Corporation du village de Champlain

Le profil financier de la corporation du village de Champlain ne suit pas la même trajectoire que sa voisine. Aussitôt la division accordée, les contribuables du village investissent dans une maison d'école transformée plus tard en couvent. Exception faite d'une « cotisation spéciale » pour l'achat de cet édifice, les sommes recueillies pour l'école modèle totalisent environ 275 \$. À compter de 1871-1872, l'écart entre les cotisations et la subvention gouvernementale ne cessera de s'élargir (voir le tableau C, en annexe). La rétribution mensuelle représente 42 % des cotisations, en 1869; elle ne compte plus que pour 8 % à la fin du siècle.

En 1872, les commissaires achètent une maison pour loger l'école modèle de garçons. Cet effort dépasse un peu leurs moyens et amène la corporation à demander la subvention aux municipalités pauvres qui leur sera accordée pendant quatre ans. Par mesure d'économie, le couvent sera alors cédé aux religieuses. Il s'ensuit, malgré tout, une augmentation du fardeau fiscal tandis que fléchit la part moyenne revenant à chacune des écoles. Une fois le couvent devenu indépendant (1894), le fardeau des contribuables s'allège quelque peu, sauf pour les parents dont les filles fréquentent l'académie des sœurs du Bon Pasteur.

Le budget scolaire de la corporation du village progresse continuellement; entre 1869 et 1894, il fait plus que doubler. Mais comparativement avec la situation ayant cours dans la corporation de la paroisse, le taux des taxes y est nettement plus élevé de même que les montants consentis à la construction de maisons d'école. Manifestement, les contribuables du village investissent davantage dans l'instruction publique que ceux de la paroisse. Leurs efforts sont récompensés puisque en 1900-

1901, la corporation du village se classe au premier rang des municipalités scolaires du district de l'inspecteur J.-O. Goulet.

Par ailleurs, des écoliers de l'extérieur du village peuvent fréquenter les écoles modèles moyennant le paiement de la rétribution mensuelle.

Corporation de Saint-Maurice

La paroisse de Saint-Maurice est située à environ 15 kilomètres au nord-ouest de la paroisse de Champlain. Cette localité assez populeuse ne souffrira pas des deux détachements de son territoire dans les années 1850 puisque sa population a presque doublé vingt ans plus tard. Le sommet est atteint en 1861 puisqu'on y dénombre 3 300 personnes. Au tournant du siècle, après des départs et une amputation au profit de Saint-Narcisse (1896), on y compte 2 210 individus. Durant la dernière décennie, la corporation doit compenser la baisse de sa population, le nombre de ses écoles fluctue; il s'en trouve 12 en 1901.

Les revenus de la taxe foncière et de la rétribution mensuelle s'élèvent lentement mais, en 1901, cette dernière n'équivaut plus qu'à 12 % de la cotisation, soit trois fois moins qu'en 1858. Dès le début, la corporation engage régulièrement des dépenses d'immobilisation pour la construction ou la réparation d'écoles (voir le tableau D, en annexe). Toutefois, entre 1875 et 1882, en raison de la crise économique, elle n'affecte qu'une somme de 54 \$ à ce poste, vraisemblablement pour des réparations. Une fois la reprise amorcée, elle consacre à nouveau une part du budget aux investissements immobiliers dont 3 000 \$ (en 1900) pour la reconstruction de l'école modèle de garçons³⁵. Implantée en 1868, cette école sera réservée aux garçons dès la

³⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Maurice, document n° 2423, 1900 : lettre en date du 16 août.

fondation d'un couvent indépendant (1880) dont l'externat est pris en charge par les commissaires.

Ces transformations s'effectuent sans susciter de problèmes majeurs. Cependant, cette localité plutôt prospère affronte, à son tour, des contraintes budgétaires. En effet, bien que les taxes au prorata de la population aient doublé depuis 1858, la part moyenne revenant à chacune des écoles, en 1901, affiche une diminution de 26 %, comme on peut le voir dans le tableau 2.1. Cette corporation administre douze écoles dont deux écoles modèles, mais la hausse des recettes ne suffit pas à maintenir la part moyenne de chacune d'elles comme antérieurement.

Corporation de Saint-Tite

Saint-Tite, la troisième et dernière corporation témoin du comté de Champlain est située à une quarantaine de kilomètres au nord de la paroisse de Champlain. D'entrée de jeu, précisons que l'étude du profil financier de cette localité doit se faire en quatre temps car il y a, au cours de cette période, une division en deux de la corporation et la création d'une troisième corporation. Fondée en 1863, cette localité profite de trois annexions et ne subit qu'une amputation au XIX^e siècle. Sa population croît régulièrement durant cette période.

La corporation de Saint-Tite connaît des débuts difficiles. Elle bénéficie à dix reprises de la subvention aux municipalités pauvres entre 1864 et 1877 (voir le tableau E, en annexe). Grâce à un accroissement de sa population et au développement de son économie, les revenus de la corporation augmentent à un rythme régulier. Les commissaires perçoivent des « cotisations spéciales » pour la construction d'écoles. La rétribution mensuelle plutôt instable n'est plus prélevée à

compter de 1878, un an après l'arrêt de la subvention aux municipalités pauvres. À ce moment, la corporation est parvenue à tripler son budget total et administre sept écoles. Les commissaires font également des investissements pour la construction d'écoles. Dix ans plus tard, en 1888, au moment de la division, on y dénombre dix écoles.

Au plan scolaire, presque tout semble aller sur une voie ascendante : population, nombre d'écoles et, dans une proportion moindre, le taux des taxes. Cependant, l'ajout de nouvelles écoles entraîne une diminution de la part moyenne de chacune d'entre elles, comme on peut le constater dans le tableau 2.1. En vingt-trois ans, le nombre d'écoles a décuplé, mais les taxes au prorata ne font que doubler. De plus, derrière l'expansion de ce réseau d'écoles se cachent des dissensions insurmontables entourant l'implantation d'une école modèle au village. En juillet 1888, la localité se divise en deux corporations scolaires, les contribuables de la paroisse refusant de participer au financement d'une telle école.

Corporation de la paroisse de Saint-Tite

La population de la corporation de la paroisse de Saint-Tite comprend à ses débuts 1 836 personnes. Après une légère fluctuation, à la fin du siècle, sa population a augmenté de 218 individus. Dès la première année, les commissaires administrent neuf écoles élémentaires, entreprennent des constructions tout en maintenant le taux de taxation antérieur, ce qui a pour effet de diminuer la part revenant à chacune des écoles. Trois ans plus tard (1892-1893), la cotisation augmente mais le nombre des écoles est réduit à huit tandis que l'on commence à prélever la rétribution mensuelle. Les revenus de la rétribution mensuelle ne représentent jamais plus de 10 % de la cotisation.

Comme on peut le constater dans le tableau 2.1, les effets de la scission transparaissent dès la première année. La diminution de la population de quatre cents personnes provoque un abaissement de la « la part moyenne par école » parce qu'on maintient le même taux de taxe au prorata. Par la suite, la fermeture d'une école et une hausse des taxes permettent d'améliorer sensiblement la situation. En 1900-1901, les commissaires maintiennent la part moyenne de chacune des écoles élémentaires et réduisent légèrement les taxes au prorata de la population qui s'est accrue.

Corporation du village de Saint-Tite

La corporation du village de Saint-Tite administre d'abord une seule école regroupant garçons et filles. Il est difficile de connaître le statut de celle-ci, mais si on y enseigne le cours modèle, le nombre d'élèves n'est pas assez élevé pour qu'elle puisse bénéficier de la subvention pour l'éducation supérieure. À compter de 1891, la corporation du village réalise un de ses objectifs : l'implantation d'un couvent. Dès l'année suivante, l'école modèle de filles reçoit la subvention statutaire pour ce genre d'institution. Une fois le couvent construit, seul l'externat demeure sous la responsabilité des commissaires. L'ajout d'une deuxième école ne modifie pas la cotisation habituelle mais les villageois doivent assumer durant trois ans une « cotisation spéciale » pour acquitter les coûts de construction du couvent (voir le tableau G, en annexe).

À partir de 1894-1895, la corporation hausse les cotisations peu à peu. L'année suivante, une troisième école est mise sur pied dans un arrondissement situé à la

limite nord du village, embryon de la future corporation créée trois ans plus tard. Une autre construction, l'école des frères, est entreprise en 1898.

Une résolution des commissaires en date du 21 juillet 1897 stipule qu'ils autorisent leur curé, Jean-Baptiste Grenier, à négocier la venue d'une communauté de frères enseignants et que la corporation s'engage à verser 3 des 4 000 \$ prévus pour la construction de la bâtisse³⁶ dont le pasteur esquisse les plans préliminaires. Il est aussi précisé que les frères « auront la juste moitié des revenus de la municipalité et la moitié de l'octroi gouvernemental, l'autre moitié étant affecté à l'enseignement des filles. » Il est entendu que les frères assumeront les dépenses comme « l'entretien, l'assurance, le chauffage, le lavage et autres réparations à la bâtisse. » L'installation des frères vient clore les investissements majeurs de la corporation qui disposent maintenant de deux écoles séparées dirigées par des communautés enseignantes.

La corporation du village de Saint-Tite, a tôt fait de se démarquer de la corporation de la paroisse. En douze ans, elle fait plus que doubler ses revenus et elle offre, dans ses deux écoles, un enseignement supérieur. Elle prend des mesures avec les communautés pour un partage des dépenses tout en assumant la presque totalité du coût de construction des immeubles. La rétribution mensuelle fait un bond spectaculaire à compter de 1899. Elle représente 32 % de la cotisation en 1900. Les taxes au prorata de la population sont beaucoup plus élevées au village que dans la paroisse.

En 1898-1899, le village doit faire face à une autre division. La demande de séparation provient d'un certain nombre de contribuables installés à la limite nord du

³⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 827, 1897 : Extrait du procès-verbal de la réunion en date du 21 juillet 1897.

village. Bien qu'ils aient obtenu une école élémentaire, en 1895, en raison de leur éloignement, le principal motif de la scission, trois ans plus tard, repose sur leur refus de contribuer aux « entreprises » de la corporation qui leur paraissent « extravagantes³⁷ ». Leur démarche reçoit l'appui d'une dizaine de villageois qui disent comprendre « les difficultés insurmontables qu'ils rencontrent à fréquenter l'école du village³⁸ » d'autant plus que la corporation « est assez forte pour ne pas [se] fatiguer de ce démembrement ».

Corporation de Saint-Tite-Nord

La corporation de Saint-Tite-Nord, administre, en 1898, l'école élémentaire obtenue lors du détachement. L'année suivante, la corporation établit une deuxième école en suivant la pratique comptable rencontrée jusqu'ici. Les taxes sont augmentées mais d'une manière insuffisante pour maintenir le revenu initial des deux écoles, comme on peut le voir dans le tableau 2.1. Au tournant du siècle, le taux des taxes au prorata de la population à Saint-Tite-Nord se rapproche davantage de celui en vigueur dans la corporation de la paroisse, mais reste plus élevé étant donné la petite taille de la population. Le montant des taxes au prorata de la population demeure cependant inférieur à celui payé par les villageois.

Comparaison entre les corporations témoins du comté de Champlain

L'analyse du profil financier des corporations témoins du comté de Champlain établit clairement qu'entre 1850 et 1900 le financement des écoles élémentaires repose principalement sur la contribution des localités. En effet, les recettes de la taxe

³⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 375, 1898 : requête en date du 30 janvier.

³⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 827, 1897 : lettre en date du 22 juin.

scolaire comparativement à la subvention octroyée par le gouvernement atteignent en cinquante ans, un ratio de plus de quatre dans toutes les corporations témoins du comté. Les villages de Champlain et Saint-Tite perçoivent des contribuables plus de sept fois la part de l'État comme l'illustre le tableau 2.2.

TABLEAU 2.2			
Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Champlain¹			
Corporations scolaires	1858	1875-1876	1900-1901
Champlain	2,9		
Paroisse de Champlain		2,3	4,9
Village de Champlain		5,1	7,6
Saint-Maurice	2,5	1,8	4,4
Saint-Tite	3,1		
Paroisse de Saint-Tite			5,3
Village de Saint-Tite			7
Saint-Tite-Nord			6,5

¹ Le ratio est obtenu en divisant le montant de la cotisation par la subvention gouvernementale d'après les données des tableaux placés en annexe.

Nous constatons également la baisse des revenus provenant de la rétribution mensuelle, mais selon un rythme qui varie d'une corporation à l'autre. La diminution a été compensée par des hausses de la taxe foncière dans toutes les corporations. La rétribution mensuelle qui représente d'abord plus de 30 % de la cotisation, se situe, en général, autour de 10 % à la fin du XIX^e siècle.

Les corporations témoins de Champlain et de Saint-Maurice dont la part moyenne par école va en diminuant ne sont toutefois pas représentatives du comté de Champlain. Entre 1850 et 1900, les montants versés en moyenne aux écoles de ce comté augmentent : ils passent de 179 \$ en 1858 à près de 200\$ à la fin du siècle tout en affichant une diminution en 1875. Ces deux cas exceptionnels illustrent la portée des décisions prises dans ces localités. Le refus d'une hausse substantielle des taxes dans la paroisse de Champlain ou l'ouverture d'un grand nombre d'écoles sans un

accroissement suffisant des recettes dans celle de Saint-Maurice désavantagent toutes les écoles de ces corporations.

Les choix des contribuables se répercutent sur la qualité de l'enseignement et des écoles comme nous pouvons le constater dans le tableau de classification des municipalités scolaires préparé par l'inspecteur d'écoles. À la demande du conseil de l'Instruction publique, il évalue « par ordre de mérite » les corporations sur cinq ou six aspects selon les années : état des écoles, du mobilier, mise en opération du cours d'études, emploi des livres approuvés, traitements et mode de paiement et finalement succès remportés dans l'enseignement par le titulaire de l'école. La position occupée par les corporations témoins du comté de Champlain, en 1900-1901, est révélatrice des montants consentis aux écoles³⁹. Ainsi, les deux corporations de village de Champlain et de Saint-Tite se classent à la tête de toutes les corporations scolaires du comté de Champlain tandis que les corporations de paroisse de ces mêmes localités n'arrivent qu'au 16^e et 14^e rang respectivement. De semblables écarts séparent la corporation du village de Sainte-Anne-de-la-Pérade, au troisième rang, tandis que celle de la paroisse arrive en 15^e position. Pour sa part, la corporation de Saint-Maurice se place au 10^e rang. Il est fort probable que l'école modèle du village et le couvent obtiennent de meilleurs résultats que les dix autres écoles de rang de la localité mais étant donné que le fonctionnaire établit une note globale pour la corporation, il est impossible de nuancer davantage.

Grâce à la division des corporations scolaires, on est en mesure de comprendre l'écart qui sépare non seulement les écoles de village des écoles de rang en ce qui touche la

³⁹ *RSIP* 1900-1901, Rapport de J.-O. Goulet, p. 50-51. La classification de l'inspecteur touche toutes les corporations du district Champlain-Portneuf. Pour les besoins de cette comparaison, nous n'avons tenu compte que des corporations du comté de Champlain.

qualité de ces établissements mais également en regard de la taxation puisque les taux diffèrent sensiblement entre les corporations en question.

Chacune des trois localités témoins compte en 1875-1876 une école modèle. La corporation de Saint-Maurice réussit l'implantation de cette institution sans provoquer une rupture entre les villageois et les cultivateurs. À la fin du siècle, on note la présence, au sein des trois villages, d'un couvent indépendant qui dispense le cours modèle aux filles. Seul l'externat reste sous le contrôle des commissaires.

Comté de Maskinongé

Le groupe de corporations témoins du comté de Maskinongé est composé de : Maskinongé, une des plus anciennes paroisses de ce comté érigée en 1833, Saint-Didace, localité constituée en 1853 et Hunterstown, une municipalité de canton, fondée en 1861.

Corporation de Maskinongé

Maskinongé est déjà, en 1850, une paroisse très peuplée. Huit ans plus tard, un démembrement en faveur de Saint-Justin l'affecte particulièrement, suivi par d'autres amputations moins importantes qui lui font perdre entre 1850 et 1900 plus de 1 700 personnes. Les fluctuations de la population se répercutent sur le nombre des écoles élémentaires : on en dénombre neuf en 1850, cinq onze ans plus tard et huit à la fin du siècle.

Cette corporation qui a prélevé quatre cotisations « spéciales » dont une de plus de 700 \$ en 1874-1875 n'échappe pas aux effets de la crise économique frappant la

région. Après trois années de récession entre 1876 et 1879, la corporation redresse ses finances. Elle implante une école modèle pour garçons et filles, en 1881-1882, logée dans un nouvel édifice deux ans plus tard. D'autres immobilisations suivront car la corporation construit deux nouvelles écoles avant la fin du siècle.

Le montant de la rétribution mensuelle varie beaucoup. En 1858, il équivaut à 20 % de la taxe foncière. À la fin des années soixante, les recettes de cette taxe affichent un sommet, les commissaires ayant probablement exigé le paiement d'arrérages. Légèrement à la hausse par la suite, les frais mensuels font un bond durant les années de crise où ils atteignent 39 % de la cotisation en 1876-1877. Après 1885, ils ne représentent que 7 % de la taxe foncière.

Le démembrement de la paroisse (1858) n'affecte pas trop la corporation scolaire si l'on en juge par la « part moyenne par école » qui a légèrement fléchi en 1875-1876, comme on peut le voir dans le tableau 2.3. Cette année-là, la corporation compte mille personnes en moins et réduit de deux ses écoles. Les commissaires diminuent légèrement les taxes au prorata de la population, peut-être en raison des difficultés économiques, mais la part moyenne de chacune de ses écoles n'en souffre pas trop. La situation à la fin du siècle est nettement meilleure. Grâce à un taux de taxes au prorata qui s'est élevé sensiblement, chacune des huit écoles touche en moyenne 34 % de plus qu'en 1875-1876.

Corporation de Saint-Didace

Saint-Didace se trouve à l'ouest et à mi-chemin des localités de Maskinongé et de Hunterstown. C'est une paroisse dont la population augmente sensiblement de 1853 à 1880. Cependant, durant les deux dernières décennies, elle accuse une perte de près

TABLEAU 2.3

Partage des recettes dans les corporations témoins
du comté de Maskinongé

Corporation	Population	Nombre d'écoles publiques	Recettes ¹	Part moyenne par école ²	Taxes au prorata de la population ³	Subvention au prorata de la population ⁴
Maskinongé						
1858	[3103] ⁵	8	1 315,31 \$	164,41 \$	0,33 \$	0,09 \$
1875-76	[2135]	6	939,00	156,50	0,31	0,13
1900-01	2060	8 (1m) ⁶	1 673,84	209,23	0,71	0,11
Saint-Didace						
1858	[882]	[3]	465,92	155,31	0,42	0,11
1875-76	[2230]	[5]	644,31	128,86	0,17	0,11
1900-01	1499	7	1 152,31	164,62	0,64	0,12
Hunterstown						
1862	711	1	160,76	160,76	0,11	0,11
1875-76	[994]	3	474,38	158,13	0,29	0,16
1900-01	553	2	382,11	191,06	0,55	0,14

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique, Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec* (...).

¹ Les recettes comprennent : la subvention gouvernementale, la cotisation, la rémunération mensuelle et la subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

² La part moyenne par école est obtenue en divisant les recettes par le nombre total des écoles d'une corporation scolaire donnée.

³ Le calcul des taxes au prorata de la population, comprend l'addition des montants versés uniquement par la population : cotisation et rétribution mensuelle divisée par la population totale de la localité.

⁴ La subvention au prorata de la population provient de la division de la subvention gouvernementale par la population.

⁵ Les chiffres entre crochets indiquent que ce sont des estimations soit de population soit du nombre des écoles.

⁶ Le chiffre entre parenthèses suivi d'un « m » souligne la présence d'une ou deux écoles modèles. Cependant, bien que les écoles modèles reçoivent 80 \$ de plus, comme le veut la loi, nous n'en tenons pas compte dans ces calculs. En pratique, la part moyenne des écoles élémentaires en serait affectée à la baisse.

de 1 000 personnes, conséquence probable de la crise économique qui affecte le commerce du bois dans ce milieu vivant surtout d'exploitation forestière. Une annexion de territoire en 1893 ne suffit pas à compenser le démembrement de la paroisse survenu en 1882 ni à combler l'exode vers d'autres régions.

La corporation de Saint-Didace bénéficie pendant quatorze ans de la subvention aux municipalités pauvres (voir le tableau J, en annexe). Malgré une augmentation de la

population, les cotisations reflètent la situation économique d'une paroisse en développement. Pour répondre aux besoins de sa population croissante, elle administre six écoles en 1875-1876. Selon les besoins et ses moyens, ce nombre oscille entre sept et huit et revient à sept en 1900. Les investissements pour les constructions d'écoles sont plutôt modestes comparativement à d'autres localités étudiées jusqu'ici.

La rétribution mensuelle présente des hauts et des bas. En 1857 et en 1858, les revenus de cet impôt dépassent ceux de la taxe scolaire. Ce sont d'ailleurs les seuls cas d'un si haut niveau de rétribution que nous ayons relevés. L'année suivante, le pourcentage chute à 63 % de la cotisation puis baisse graduellement. Par rapport à la cotisation, la rétribution représente 30 % dans les années 1870. Elle continuera de fluctuer beaucoup diminuant, en général, les années où une « cotisation spéciale » est imposée comme entre 1886 et 1894. À la fin du siècle, la rétribution équivaut à 11 % de la cotisation.

La corporation administre, en 1858, trois écoles élémentaires et verse en moyenne à chacune d'elles un montant de 155 \$ (voir le tableau 2.3). En 1875-1876, la population beaucoup plus nombreuse nécessite la mise en opération de cinq écoles. Toutefois, le taux de la taxe au prorata de la population, probablement en raison de la situation économique difficile, baisse de plus de la moitié diminuant la part moyenne par école de 17 %. En 1900-1901, le nombre des écoles augmente à sept. La corporation grâce à une hausse substantielle de la cotisation réussit à verser à chacune de ses écoles une part moyenne inégalée jusque-là. On peut y percevoir un intérêt croissant pour l'enseignement élémentaire mais l'ancien projet de transformer l'école du village en école modèle, élaboré dès 1854, reste encore à réaliser.

Corporation de Hunterstown

Hunterstown est une municipalité de canton située à 27 kilomètres au nord de Maskinongé. Constituée en 1861, elle instaure une corporation scolaire dès l'année suivante. Cette petite agglomération connaît une hausse de population jusqu'au milieu des années 1870. Elle administre alors trois écoles. Son élan est freiné par les différentes crises économiques successives dont nous avons déjà parlé. Il s'ensuit une baisse constante du nombre de ses habitants jusqu'à la fin du siècle amenant la corporation à réduire à deux le nombre de ses écoles. Pendant quinze ans, cette localité reçoit la subvention aux municipalités pauvres. L'examen de son profil financier (voir le tableau K, en annexe) n'indique qu'une « cotisation spéciale » probablement pour une construction.

La rétribution mensuelle constitue un revenu important pour cette petite corporation surtout lors des périodes de ralentissement majeur de l'économie. Entre 1881 et 1884, à une époque où la cotisation atteint son plus bas niveau, les frais mensuels sont proportionnellement élevés, correspondant à 61 % de l'impôt foncier en 1882-1883. Deux ans plus tard, la mensualité équivaut à 30 % et peu à peu ce pourcentage va décroître jusqu'à 19 % au tournant du siècle. Peu de temps après la fin de la subvention aux municipalités pauvres, la cotisation augmente du même montant. Durant la dernière décennie, les commissaires haussent peu à peu la cotisation afin de compenser la perte démographique et la diminution de la subvention gouvernementale.

Au fil des ans, cette corporation essaie de maintenir sinon d'augmenter la part moyenne par école établie dès la première année de fonctionnement, (voir le tableau 2.3). En 1875, les taxes au prorata de la population ont presque triplé faisant en sorte

que les trois écoles élémentaires reçoivent une part moyenne presque identique à celle de 1862. Au tournant du siècle, si la part moyenne par école a pu augmenter de 21 %, c'est grâce, d'une part, à la forte augmentation des taxes au prorata de la population étant donné le faible nombre de contribuables et, d'autre part, à la fermeture d'une école.

Comparaison entre les corporations témoins du comté de Maskinongé

Les trois corporations témoins du comté de Maskinongé présentent, de prime abord, des éléments communs. Toutes connaissent des baisses de population dans le dernier quart de siècle, mais versent à chacune de leurs écoles, en 1900-1901, une part moyenne supérieure à celle de 1858 ou 1861 dans le cas de Hunterstown. Durant les périodes de récession économique, toutes les corporations de ce comté optent pour une augmentation de la rétribution mensuelle et une diminution de la taxe foncière. Les parents d'enfants d'âge scolaire assument alors une plus grande part du financement des écoles. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, l'aisance financière de la corporation de Maskinongé transparaît comparativement aux deux autres localités. Mais toutes augmentent sensiblement leur contribution en regard de l'investissement étatique.

TABLEAU 2.4

Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Maskinongé¹

Corporation scolaire de	1858	1875-1876	1900-1901
Maskinongé	2,9	2,1	6,2
Saint-Didace	1,6	1,2	4,7
Hunterstown		1,2	3,3

¹ Le ratio est obtenu en divisant le montant de la cotisation par la subvention gouvernementale d'après les données des tableaux placés en annexe.

Les corporations de Saint-Didace et de Hunterstown bénéficient respectivement de la subvention aux municipalités pauvres pendant quatorze et quinze ans. À la fin du siècle, Hunterstown, la plus petite localité, doit compter davantage sur les revenus de la rétribution mensuelle que les deux autres corporations. Dans cette dernière localité, le fait qu'il y ait moins d'écoles en opération compte tenu de la densité démographique permet de répartir un montant plus élevé entre chacune d'elles à un moindre coût pour les contribuables.

La corporation de Maskinongé, quant à elle, implante une école modèle, bien que tardivement en 1881-1882. À Saint-Didace, selon le rapport de l'inspecteur Ambroise Tétreault, des mésententes entre les contribuables retarderaient l'établissement d'une telle école qui n'en a toujours pas en 1901⁴⁰. Entre 1858 et 1901, si toutes ces localités parviennent à augmenter la part moyenne de chacune de leurs écoles, elles se distinguent néanmoins les unes des autres par leurs choix en matière d'éducation.

Si l'on se réfère à la classification des municipalités scolaires préparée par l'inspecteur des écoles pour l'année 1900-1901, on observe que la corporation de Maskinongé occupe le 5^e rang parmi les douze localités de comté de Maskinongé⁴¹. La corporation de Saint-Didace arrive 9^e tandis que Hunterstown ferme la marche. Cette dernière corporation a pourtant une part moyenne par école supérieure à celle de Saint-Didace mais sur d'autres plans : mobilier ou mise en opération du cours d'études, elle obtient des scores inférieurs. L'importance du financement joue un rôle

⁴⁰ *RSIP* 1886-1887 : Rapport de Ambroise Tétreault, p. 123.

⁴¹ *RSIP*, 1900-1901, Rapport de Év. Béland, p. 8-10. La classification de l'inspecteur touche toutes les corporations du district Maskinongé-Saint-Maurice. Pour les besoins de cette comparaison, nous n'avons tenu compte que des corporations du comté de Maskinongé.

majeur mais, d'autres éléments peuvent aussi modifier la qualité de l'enseignement et des écoles.

Comté de Saint-Maurice

Nous terminons cette analyse par les trois corporations témoins du comté de Saint-Maurice, soit Yamachiche paroisse fondée en 1718, Saint-Barnabé établie depuis 1832 et Saint-Sévère créée en 1850. La ville de Trois-Rivières, aussi comprise dans ce comté, complète l'échantillon.

Corporation de Yamachiche

Située en bordure du lac Saint-Pierre, Yamachiche, la plus ancienne paroisse du comté, à l'exclusion de Trois-Rivières, se trouve à vingt kilomètres de cette ville. Son territoire sera amputé au profit d'autres paroisses et cette localité devra assumer des pertes de population consécutives aux démembrements. Ainsi, le recensement de 1851 dénombre 4 123 personnes et celui de 1901, 3 295.

La corporation scolaire de Yamachiche administre une douzaine d'écoles en moyenne chaque année. Selon le secrétaire-trésorier, en 1886, ce nombre élevé ne peut être réduit étant donné la disposition des rangs de cette paroisse, de sorte qu'il y a des arrondissements « inégaux en grandeur et en population d'enfants⁴². » Le village possède deux écoles comptant chacune pour un arrondissement. Il s'agit de l'école des frères entièrement sous la responsabilité de la corporation et d'un couvent dont seul l'externat est pris en charge par les commissaires.

⁴² ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 709, 1886 : lettre en date du 23 juin.

Les revenus de la cotisation fluctuent au rythme de la démographie (voir le tableau L, en annexe). Cependant, en 1887-1888, la cotisation fait un bond spectaculaire de 1 000 \$. L'inspecteur des écoles explique cette hausse par l'élection de nouveaux commissaires, « hommes instruits estimant l'instruction à sa juste valeur, et bien décidés à relever leurs écoles élémentaires de la position inférieure qui les a distinguées entre toutes jusqu'à l'an dernier⁴³. » Pourtant, sur le plan des immobilisations, des investissements majeurs avaient déjà été effectués entre 1873 et 1875 et plusieurs autres dans la décennie des années 1880.

La corporation cesse de percevoir la rétribution mensuelle à compter de 1891-1892, mais elle était pratiquement supprimée depuis trois ans. Pendant une vingtaine d'années, de 1862 à 1882, les frais mensuels oscillent entre 20 et 30 % de la cotisation. L'abolition de cette taxe permet peut-être aux commissaires de régler les difficultés suscitées par le partage des fonds entre les arrondissements disparates dont le plus grand nombre manquait de ressources, comme l'expliquait le secrétaire-trésorier.

Sur plusieurs plans, l'année 1887-1888 marque un tournant dans les finances de la corporation. Les changements créent de l'insatisfaction chez certains. Des contribuables réfractaires à ce virage mettent en marche un projet de division qui ne se concrétisera pas⁴⁴. En 1892, les revenus de la taxe scolaire augmentent encore de près de 1 000 \$. Mais, à partir de 1896, ils affichent une décroissance qui se poursuit

⁴³ RSIP 1887-1888, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 80.

⁴⁴ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 727, 1892 : lettre en date du 3 mai 1892 dans laquelle Antoine Vaillancourt présente une facture au montant de 464,92 \$ représentant les dépenses occasionnées par la division en deux de la corporation scolaire. Le 5 avril 1913, A. Vaillancourt en attend toujours le paiement.

jusqu'au tournant du siècle, même si la population s'accroît de 300 personnes durant la dernière décennie.

En 1858, la corporation de Yamachiche, populeuse et comptant un grand nombre d'écoles, consacre 114 \$ en moyenne à chacune d'entre elles, comme on peut le constater dans le tableau 2.5. En 1875-1876, le nombre de contribuables a diminué, mais grâce à une hausse des taxes au prorata de la population et à la fermeture d'une école, la corporation augmente de 5 \$ la part moyenne des écoles. La crise économique ne semble pas affecter outre mesure cette corporation puisque les cotisations croissent à chaque année. Vingt-cinq ans plus tard, la localité en hausse démographique administre deux écoles de plus et elle consacre en moyenne 150 \$ à chacune de ses treize écoles.

Corporation de Saint-Barnabé

Initialement identifiée dans les rapports annuels du surintendant sous le nom de Gatineau, appellation de la seigneurie dont cette localité est issue, la corporation prend le nom de Saint-Barnabé à compter de 1860. Située à environ quinze kilomètres au nord de Yamachiche, cette paroisse subit durant la deuxième moitié du XIX^e siècle trois démembrements, profite d'une annexion et maintient sa progression démographique. En 1851, on y dénombre 1 490 personnes et au tournant du siècle, 2 291.

La corporation de Saint-Barnabé administre, en 1850, six écoles, nombre qu'elle réduit à cinq pendant quelques années. Elle reçoit la subvention aux municipalités pauvres une seule fois, en 1860, vraisemblablement pour aider à la réouverture de la sixième école. Les revenus de la rétribution mensuelle sont assez élevés (voir le

TABLEAU 2.5

**Partage des recettes dans les corporations témoins
du comté de Saint-Maurice**

Corporation	Population	Nombres d'écoles publiques	Recettes ¹	Part moyenne par école ²	Taxes au prorata de la population ³	Subvention au prorata de la population ⁴
Yamachiche						
1858	[3182] ⁵	[11] (1 m) ⁶	1 214,50 \$	110,41 \$	0,24 \$	0,14 \$
1875-76	[2555]	[10] (1 m)	1 195,69	119,57	0,34	0,12
1900-01	3295	13 (1 m)(1c)	1 960,15	150,78	0,50	0,10
Saint-Barnabé						
1858	[1574]	5	528,48	105,70	0,20	0,13
1875-76	[1809]	6	895,48	149,25	0,38	0,11
1900-01	2291	8	1 216,40	152,05	0,44	0,09
Saint-Sévère						
1858	[956]	4 (1 m)	401,22	100,31	0,23	0,15
1875-76	[867]	4 (1 m)	360,75	90,19	0,26	0,12
1900-01	864	4	497,44	124,36	0,45	0,12
Trois-Rivières						
1858	[5260]	3 (1 m)(c)	1 528,29	509,43	0,16	0,13
1875-76	[8120]	5 (2 m)(c)	5 428,87	1 085,77	0,55	0,12
1899-1900 ⁷	[9540]	7 (3m)(c)	8 582,94	1 226,13	0,81	0,09
1900-01	9762c.	7 (3 m)(c)	10 389,07	1 484,15	0,98	0,09

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique, Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

¹ Les recettes comprennent : la subvention gouvernementale, la cotisation, la rémunération mensuelle et la subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

² La *part moyenne par école* est obtenue en divisant les recettes : subvention gouvernementale, cotisation, rémunération mensuelle et subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues, par le nombre total des écoles d'une corporation scolaire donnée. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

³ Le calcul des *taxes au prorata de la population*, comprend l'addition des montants versés uniquement par la population : cotisation et rétribution mensuelle divisée par la population totale de la localité.

⁴ La *subvention au prorata de la population* provient de la division de la subvention gouvernementale par la population.

⁵ Les chiffres entre crochets indiquent que ce sont des estimations de population.

⁶ Le chiffre entre parenthèses suivi d'un « m » souligne la présence d'une école modèle. Cependant, bien que les écoles modèles reçoivent 80\$ de plus, comme le veut la loi, nous n'en tenons pas compte dans ces calculs. En pratique, la part moyenne des écoles élémentaires en serait affectée à la baisse. Le « c » indique la présence d'un couvent indépendant mais dont l'externat est public. Nous supposons que le cours modèle est aussi donné à l'externat étant donné que les tableaux statistiques pour l'enseignement supérieur mentionnent « externat et pensionnat » à la fois.

⁷ Étant donné que les revenus pour l'année 1900-1901 comprennent des immobilisations, ceux de l'année 1899-1900 assurent une meilleure comparaison.

tableau M, en annexe). Ils représentent 33 % de la cotisation en 1858; ce pourcentage grimpe à 61 % en 1872-1873, probablement en raison du prélèvement d'arrérages. Les frais mensuels sont instables oscillant entre 36 et 17 % par la suite. À la fin du siècle, la rétribution équivaut à 18 % de la cotisation. Une augmentation des revenus de cette dernière est perceptible à compter de 1897.

Cette corporation n'impose de « cotisations spéciales » pour la construction qu'à partir de 1875. Avant cette date, le profil général des recettes totales laisse voir certaines fluctuations qui sont peut-être dues à des dépenses pour réparations ou constructions d'écoles. La corporation affiche, entre 1877 et 1882, une baisse de revenus liée vraisemblablement aux difficultés économiques dont nous avons parlé. Quelques investissements sont faits les années subséquentes. Entre 1858 et 1900, les recettes totales même si elles fluctuent vont plus que doubler et permettre l'ouverture de deux nouvelles écoles. En 1881, un couvent indépendant s'installe au village, mais comme on n'ouvre pas d'externat, le budget de la corporation n'est pas affecté. Si cette dernière n'implante pas d'école modèle, c'est uniquement, d'après l'inspecteur des écoles, par manque d'entente entre les contribuables⁴⁵.

En 1858, les commissaires de Saint-Barnabé distribuent en moyenne 105 \$ à chacune des cinq écoles de la corporation, comme on peut le voir dans le tableau 2.5. Vingt ans plus tard, on observe l'ouverture d'une autre école, à la faveur d'une augmentation démographique. Une hausse des cotisations permet d'accroître les montants alloués à chacune d'elles. En 1900, deux nouvelles écoles se sont ajoutées et comme la corporation n'augmente pas d'une manière proportionnelle les cotisations, la part moyenne par école diminue quelque peu comparativement à 1875.

⁴⁵ *RSIP* 1886-1887, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 123.

Corporation de Saint-Sévère

La paroisse de Saint-Sévère se trouve à mi-chemin entre Yamachiche et Saint-Barnabé. Cette localité approche les mille habitants à ses débuts. Elle subit une légère baisse démographique équivalant à 10 % de sa population à la suite de deux amputations de territoire (1886 et 1893). Elle maintient toutefois ses quatre écoles.

Les revenus provenant de la taxe scolaire sont stables puisqu'entre 1858 et 1878, la moyenne annuelle du produit de cet impôt s'établit à 175 \$ (voir le tableau N, en annexe). En 1884-1885 et l'année suivante, la cotisation grimpe de 31 et 39 %. Ces augmentations ne seront suivies que de hausses minimales par la suite. De 1858 à la fin du siècle, les recettes, exception faite des « cotisations spéciales », n'ont augmenté que de 90 \$.

Par ailleurs, une diminution de population ne semble pas influencer sur la subvention gouvernementale. Étant donné que la corporation bénéficie pendant vingt et un ans de la subvention aux municipalités pauvres, on peut y voir une forme d'encouragement envers cette corporation qui implante une école modèle cinq ans après sa création. Le principal artisan de ce projet est l'instituteur Adolphe Lamy, originaire de cette paroisse, qui aménage une pièce de sa résidence en salle de classe, sans jamais réclamer de loyer aux commissaires.

La rétribution mensuelle, élevée et variable, conserve, en moyenne, la proportion de 31 % par rapport à la cotisation, entre 1858 et 1900. Quelques fluctuations dues probablement à des rentrées d'arrérages compensent des baisses de revenus antérieures et viennent rééquilibrer ce poste de temps à autre. Cette corporation ne

recourt qu'occasionnellement aux « cotisations spéciales ». Derrière cette apparente stabilité, on constate (tableau 2.5) que la part moyenne par école connaît malgré tout quelques variations.

En 1875-1876, pour contrer une baisse de la population et les effets de la crise économique, la corporation monte légèrement les taxes mais pas suffisamment car la part moyenne des quatre écoles diminue de 10 %. Au tournant du siècle, une assez forte augmentation du taux des taxes au prorata de la population (voir le tableau 2.5) permet alors d'accroître la part moyenne de chacune des écoles élémentaires de 38 %. En réalité, cette portion croît davantage à cause de la fermeture de l'école modèle peu de temps après la mort de Adolphe Lamy en 1881.

Comparaison entre les corporations témoins du comté de Saint-Maurice

Parmi ces trois corporations témoins, Yamachiche se présente comme un chef de file. Cette localité populeuse mais diversifiée sur le plan socio-économique administre à la fin du siècle onze écoles élémentaires dispersées dans la paroisse et possède au cœur du village, deux écoles offrant un enseignement « supérieur ». Son taux de taxes au prorata de la population demeure toujours le plus élevé. En 1900-1901, Yamachiche percevait de la taxe scolaire un montant cinq fois plus élevé que la subvention gouvernementale, comme on peut le constater au tableau 2.6.

Les deux autres localités témoins parviennent à quadrupler ou tripler les montants versés par le gouvernement. Cependant, ces dernières comptent davantage sur la contribution des parents que la corporation de Yamachiche. En 1901, celle-ci ne percevait pas la rétribution mensuelle et ce, depuis plusieurs années déjà, tandis qu'à

TABLEAU 2.6

Ratio de la taxe scolaire comparativement à la subvention gouvernementale entre 1858 et 1901 pour les corporations témoins du comté de Saint-Maurice¹

Corporation scolaire de	1858	1875-1876	1900-1901
Yamachiche	1,5	2,2	5,2
Saint-Barnabé	1,1	2,5	3,9
Saint-Sévère	1,3	1,6	2,9
Trois-Rivières	1,1	4,2	9,5²

¹ Le ratio est obtenu en divisant le montant de la cotisation par la subvention gouvernementale d'après les données des tableaux placés en annexe.

² Il faut plutôt considérer le ratio de 1899-1900 qui est de 6,9 la corporation ne prélevant pas de « cotisation spéciale » pour l'immobilisation comme en 1900-1901.

Saint-Sévère et à Saint-Barnabé, elle équivaut respectivement à 32 % et 18 % de la cotisation. À Saint-Barnabé, l'implantation d'un couvent indépendant augmente la contribution des parents qui désirent une instruction supérieure pour leurs filles. La corporation rejette l'idée d'établir une école modèle tandis que les rapports de l'inspecteur soulignent à maintes reprises l'entêtement des commissaires à engager des institutrices non diplômées. Selon Ambroise Tétreault, les commissaires de Saint-Barnabé n'encouragent pas suffisamment la scolarisation.

La corporation de Saint-Sévère, plus petite et moins riche, s'est pourtant dotée d'une école modèle à la suite des pressions exercées par l'instituteur Lamy. Ce projet pèse lourd sur les finances de la corporation qui sollicite pendant plus de vingt ans la subvention aux municipalités pauvres. Ce n'est d'ailleurs qu'après la disparition de l'école modèle que la part moyenne de toutes les écoles élémentaires augmente sensiblement.

La crise économique ne semble pas toucher les corporations de la même manière ou au même moment. En 1879-1880, les revenus fléchissent légèrement à Yamachiche,

tandis que la récession atteint Saint-Barnabé dès 1877 et pendant cinq ans la corporation affiche des baisses de revenus. À Saint-Sévère, la diminution de la rétribution mensuelle reflète davantage les difficultés financières des contribuables.

Si le tableau de la classification des municipalités scolaires pour l'année 1900-1901 établi par l'inspecteur permet de connaître le rang de chacune des corporations témoins par rapport aux onze corporations rurales du comté (Yamachiche se place au 3^e rang, Saint-Barnabé et Saint-Sévère sont classées à la 6^e et 9^e position), il révèle surtout les difficultés économiques de ce comté, en général⁴⁶. En effet, d'après l'évaluation de Év. Béland pour le district de Maskinongé-Saint-Maurice, les corporations du comté de Saint-Maurice se classent, pour la plupart, derrière les corporations du comté de Maskinongé. Non seulement le poids démographique des localités témoins jumelé aux conditions économiques des contribuables mais également le nombre et la qualité des écoles imposent leurs contraintes. L'impossibilité de diminuer le nombre des écoles dans Yamachiche, des commissaires moins favorables à l'instruction à Saint-Barnabé et une école modèle dans une localité pauvre comme Saint-Sévère illustrent la diversité des corporations. Elles n'ont pas les mêmes ressources financières et ont des conceptions différentes de l'école.

Corporation de Trois-Rivières

D'un point de vue démographique, la ville de Trois-Rivières accroît sa population de façon assez constante durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, à l'exception d'un déclin dans les années 1880 à la suite de la crise internationale du bois. La dernière

⁴⁶ RSIP, 1900-1901, Rapport de Év. Béland, p. 8-10. La classification de l'inspecteur touche toutes les corporations du district Maskinongé-Saint-Maurice. Pour les besoins de cette comparaison, nous n'avons tenu compte que des corporations rurales du comté de Saint-Maurice, excluant Trois-Rivières.

décennie affiche une remontée. Trois-Rivières doublera sa population entre 1850 et 1900. Trois écoles publiques catholiques accueillent les petits Trifluviens en 1850 et, à la fin du siècle, on en dénombre sept. La corporation administre, en 1901, une académie de garçons qui dispense le cours modèle et deux écoles modèles de filles « sous contrôle », c'est-à-dire sous la responsabilité des commissaires d'écoles. La ville compte également un couvent indépendant et un collège classique qui ne font pas l'objet de cette étude.

En 1860, des dispositions spéciales de la loi de l'instruction publique font en sorte que le maire et les conseillers catholiques de la ville de Trois-Rivières sont désormais membres *ex officio* de la corporation scolaire de Trois-Rivières. Sur le plan financier, la corporation urbaine se distingue encore en obligeant les locataires, à compter de 1893, à payer l'impôt foncier fixé cette année-là à « 4 centins pour chaque piastre du montant du loyer ou valeur annuelle de telle propriété immobilière tel que fixé par le rôle d'évaluation⁴⁷ .»

La corporation affiche des « cotisations spéciales » entre 1869 et 1875 (voir le tableau O, en annexe). Par la suite, les dépenses d'immobilisation sont probablement incluses dans les cotisations car aucun montant n'est indiqué comme tel, ce qui peut fausser l'analyse des finances. Pendant plus de vingt ans (1862-1884), les montants apparaissant dans les tableaux statistiques incluent les revenus des corporations catholique et protestante.

Durant la décennie soixante, les revenus de la rétribution mensuelle augmentent sensiblement. Comparativement à la cotisation, les frais mensuels oscillent entre 80 et 40 %. À compter de 1886-1887, ils évoluent en dents de scie jusqu'en 1901. Rien

⁴⁷ *Procès-verbaux de la corporation de Trois-Rivières*, résolution en date du 23 mars 1893.

dans les procès-verbaux n'explique ces fluctuations. Compte tenu du nombre des locataires, la corporation assure probablement son équilibre budgétaire grâce aux revenus de la rétribution mensuelle.

Étant donné que la corporation administre peu d'écoles dont quelques-unes sont fréquentées par un grand nombre d'enfants, la part moyenne qui revient à chacune d'entre elles reflète ces caractéristiques, comme on peut le constater dans le tableau 2.5. La corporation augmente la part moyenne des écoles d'une manière substantielle.

Le financement des écoles à Trois-Rivières se compare difficilement avec celui des autres corporations rurales du comté. En 1858, si la corporation n'augmente pas tellement les revenus de sa cotisation au-delà de la subvention gouvernementale, à l'instar des autres corporations témoins du comté de Saint-Maurice, la situation se modifie par la suite (voir le tableau 2.6). Dix-sept ans plus tard, Trois-Rivières quadruple le montant de la subvention, ratio très élevé comparativement aux autres corporations témoins. En 1899-1900, les Trifluviens contribuent près de sept fois plus que l'État pour leurs écoles, coefficient inégalé parmi les corporations témoins du comté de Saint-Maurice. Dans le classement des municipalités scolaires effectué par l'inspecteur du district de Maskinongé-Saint-Maurice, la corporation de Trois-Rivières détient la première place. Elle est la seule à se mériter la note générale « excellent ».

En cinquante ans, la population de la ville a doublé et, en 1901, la clientèle scolaire totalise 1 451 élèves, ce qui représente la moitié des écoliers du monde rural de tout le comté de Saint-Maurice. Une population de près de dix mille habitants, une taxe foncière prélevée non seulement chez les propriétaires mais aussi chez les locataires,

une rétribution mensuelle équivalant à 30 % de la cotisation en 1899-1900, distinguent particulièrement la corporation de Trois-Rivières des autres localités de la Mauricie.

Conclusion

L'étude à la fois du financement des écoles dans les dix corporations témoins et de la répartition des fonds au sein des corporations démontre que chacune des localités adopte une ligne de conduite dictée à la fois par son poids démographique, ses ressources financières et le nombre d'écoles en opération. La combinaison de ces éléments apparaît fort diversifiée puisqu'ils sont tributaires non seulement de la vie économique du milieu, de la mobilité de la population et de la superficie du territoire sur lequel les commissaires établissent les écoles, mais également de l'attitude de la population face à la taxation et aux services scolaires.

Une comparaison des corporations témoins à partir du poids démographique des localités, tel qu'illustré au tableau 2.7, met en lumière la diversité des situations. Nous avons cependant isolé les corporations de village puisqu'elles se distinguent nettement des autres corporations. Il est possible de dégager quelques similitudes entre les corporations de moins de 1 000 habitants. Quel que soit le nombre des écoles, la part moyenne par école demeure assez semblable mais les taxes au prorata de la population varient sensiblement. Quant aux localités de plus de 1 500 habitants, exception faite de Trois-Rivières, seule la corporation de Maskinongé présente une part moyenne par école nettement plus élevée qu'ailleurs en raison des taxes au prorata parmi les plus fortes, ce qui peut signifier un intérêt plus grand envers l'école. Pour les corporations ayant un grand nombre d'écoles, le poids démographique joue

TABLEAU 2.7
Comparaison des corporations témoins en 1900-1901 d'après le poids démographique des localités

LOCALITÉS DE MOINS DE 1 000 HABITANTS

Corporation	Population	Nbre d'écoles publiques	Recettes ¹	Part moyenne par école ²	Taxes au prorata de la population ³
Champlain village (Cté C) [616]		1 (1 m)	608,08 \$	608,08 \$	0,88 \$
Saint-Tite village (Cté C) [895]		2 (1 m)(1c)	850,38	425,19	0,86
Saint-Tite-Nord (Cté C) [364]		2	265,66	132,83	0,64
Hunterstown (Cté M) 553		2	382,11	191,06	0,55
Saint-Sévère (Cté St-M) 864		4	497,44	124,36	0,45
Champlain paroisse (Cté C) 923		5	625,71	125,14	0,57

LOCALITÉS DE PLUS DE 1 500 HABITANTS

Saint-Didace (Cté M) 1499		7	1 152,31 \$	164,62 \$	0,64 \$
Saint-Tite paroisse (Cté C) [2054]		8	1 303,00	162,88	0,54
Maskinongé (Cté M) 2060		8 (1m) ⁶	1 673,84	209,23	0,71
Saint-Maurice (Cté C) 2210		12 (1m)(1c)	1 853,81	154,48	0,70
Saint-Barnabé (Cté St-M) 2291		8	1 216,40	152,05	0,44
Yamachiche (Cté St-M) 3295		13 (1 m)(1c)	1 960,15	150,78	0,50
Trois-Rivières (Cté St-M) 9762c.		7 (3 m)(c)	10 389,07	1 484,15	0,98

¹ Les *recettes* comprennent : la subvention gouvernementale, la cotisation, la rémunération mensuelle et la subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

² La *part moyenne par école* est obtenue en divisant les recettes : subvention gouvernementale, cotisation, rémunération mensuelle et subvention aux municipalités pauvres, s'il y a lieu, exception faite des « cotisations spéciales » lorsqu'elles sont connues, par le nombre total des écoles d'une corporation scolaire donnée. Ces montants sont tirés des tableaux détaillés placés en annexe.

³ Le calcul des *taxes au prorata de la population*, comprend l'addition des montants versés uniquement par la population : cotisation et rétribution mensuelle divisée par la population totale de la localité.

en faveur des contribuables de Yamachiche moins taxés que ceux de Saint-Maurice. Chacune de ces corporations verse une part moyenne par école assez semblable.

Étant donné le nombre limité des corporations témoins, il est difficile de faire une projection pour les trois comtés en général. Il ressort néanmoins de cette comparaison que, mises à part les corporations de village, les contribuables des trois corporations du comté de Maskinongé sont les plus généreux pour leurs écoles. Mais l'aspect monétaire ne représente qu'une facette de la situation réelle des écoles comme nous avons pu le constater à l'examen des tableaux de classification des municipalités scolaires.

L'intérêt pour l'instruction est également perceptible dans le choix que font les localités d'implanter une école modèle. Celle-ci exige un plus grand investissement financier mais procure par le fait même un enseignement « supérieur ». Les divergences de vue entre les cultivateurs et les villageois symbolisent-elles, comme au temps de la « Guerre des éteignoirs », le refus de payer plus pour une instruction jugée inutilement trop poussée et, la plupart du temps, moins accessible pour les premiers en raison des distances? À la suite de la division de la corporation de Champlain suscitée par le projet d'implantation d'une école modèle, une minorité de cultivateurs de la paroisse inscriront tout de même leurs enfants à la corporation du village. Ce sera également le cas d'autres localités. N'est-ce pas là une preuve que pour de nombreux contribuables de la campagne la dépense paraît exorbitante pour ce genre d'école fréquentée par un groupe limité d'élèves? Dans l'évaluation de l'inspecteur, le 16^e rang occupé par la paroisse de Champlain dénote un certain désintérêt des contribuables face à l'éducation en général.

Pour une très large part, le financement de l'enseignement public repose sur les corporations scolaires. On comprend, dès lors, que les commissaires aient pu obtenir plus d'autonomie de gestion dans ce domaine particulier⁴⁸. L'État s'éclipse : la subvention gouvernementale s'amointrit constamment par rapport aux revenus de la cotisation. Comparativement à l'Ontario, le Québec investit beaucoup moins dans l'instruction publique.

Selon l'annuaire statistique du Canada pour l'année 1901, il appert que les coûts de l'instruction publique comptent pour 10 % des dépenses totales de la province de Québec en 1901, le plus faible pourcentage canadien. Limitons-nous à la seule comparaison avec l'Ontario, car les recettes et dépenses sont presque identiques. Au prorata de la population, le Québec dépense 0,27 \$ par habitant pour l'éducation, ce poste budgétaire n'étant devancé que par l'administration de la justice, exception faite des intérêts sur la dette. En Ontario, 19 % des dépenses totales sont consacrées à l'éducation, soit 0,36 \$ par habitant. C'est aussi la deuxième charge en importance pour cette province. Pouvons-nous en déduire que l'instruction est davantage une priorité en Ontario qu'au Québec? De prime abord, il apparaît que l'État ontarien lui accorde plus d'importance.

La grande majorité des corporations scolaires choisit de faire reposer la part substantielle du financement des écoles sur l'impôt foncier, comptant de moins en moins sur la subvention gouvernementale et la rétribution mensuelle. Alors que le gouvernement voit dans cette dernière taxe une mesure incitative à la fréquentation scolaire, la plupart des corporations en réduisent graduellement le montant. Ce revenu semble agir davantage comme une soupape de sécurité qui permet de

⁴⁸ Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*.

transférer une partie plus forte du fardeau fiscal sur les parents qui ont des enfants à l'école au moment des crises économiques ou lorsque des constructions d'écoles requièrent des fonds substantiels. Ainsi, à la fin du siècle, dans les corporations assez prospères, la rétribution ne correspond plus qu'à 10 % de l'impôt foncier tandis que des localités moins bien nanties comme Saint-Barnabé, Saint-Sévère ou Hunterstown comptent davantage sur cette source de revenus. Pour leur part, les corporations de Trois-Rivières et du village de Saint-Tite, faisant face à de fortes dépenses en matière d'immobilisation durant la dernière décennie haussent leurs revenus à ce poste.

La rétribution mensuelle apparaît comme une taxe éminemment régressive. Elle empêche une redistribution des ressources des ménages riches vers les familles nombreuses. C'est probablement dans une telle optique que la corporation de Yamachiche abolit cette taxe et que la plupart des corporations tendent à la réduire. Dans les milieux pauvres, la persistance de cette iniquité traduit la difficulté qu'il y a pour les contribuables d'adhérer à des principes plus démocratiques et à voir dans l'instruction publique une entreprise sociale et non plus uniquement familiale.

Les localités ou les arrondissements moins peuplés doivent, tout au long de la période, assumer un fardeau fiscal plus lourd pour maintenir leurs écoles. D'où les réticences à créer de nouveaux arrondissements qui viennent perturber l'ordre des choses. Les municipalités scolaires font aussi appel au gouvernement pour obtenir une aide financière supplémentaire. Ces demandes illustrent les difficultés inhérentes à toute nouvelle corporation quel que soit le moment de son implantation. Il demeure que certains problèmes financiers s'estompent à la faveur d'une augmentation du nombre de contribuables et de la prospérité économique. Néanmoins, des localités comme Sainte-Élie semblent incapables d'atteindre un certain seuil de prospérité. Pour les commissaires, aucune décision n'est aussi délicate qu'une hausse d'impôt.

CHAPITRE 3

LES AFFAIRES SCOLAIRES AU NIVEAU LOCAL

Introduction

S'il est vrai que l'administration des écoles relève en tout premier lieu du conseil de la corporation, l'assentiment des contribuables et des parents demeure cependant un élément essentiel pour les commissaires lors de leurs prises de décisions. Initiateurs de projets, simples porte-parole de leur milieu ou pondérateurs, ils accomplissent leur tâche sous l'œil vigilant des citoyens. Dans ce troisième chapitre, nous voulons explorer la dynamique sociale qui s'établit entre les commissaires d'écoles et la population face à la scolarisation. Dans ce monde rural du XIX^e siècle, nous avons pu observer combien les gens étaient proches des institutions de telle sorte que chacun peut exercer une influence réelle sur le déroulement des affaires scolaires de sa localité.

L'effervescence que certains projets pouvaient susciter dans les différents milieux, entre autres, le choix de l'emplacement d'une école ou l'établissement d'une école modèle au village transparaît dans les nombreuses requêtes et contre-requêtes adressées au surintendant de l'Instruction publique. On sent également cette fièvre dans les notes prises par ce dernier lors du passage à son bureau d'une députation de commissaires ou de contribuables. L'analyse de ces documents révèle non seulement l'idéologie soutenant ces demandes, mais les stratégies déployées par les protagonistes pour défendre leur point de vue. Chefs de file, curé, contribuables d'un arrondissement ou de toute une localité entrent en scène pour défendre une décision des commissaires ou s'y opposer. L'école est alors mise sur la sellette.

Ce chapitre se divise en deux parties. La première traite des deux principales questions conflictuelles des corporations, le choix des emplacements d'écoles et l'implantation d'une école modèle au village. Elle est précédée d'une revue du déroulement des affaires scolaires au sein des localités. La seconde partie s'intéresse au rôle joué par les curés des paroisses en regard de l'éducation et de l'administration des écoles. Autour de ces différents éléments, nous verrons la population se mobiliser et manifester parfois des divergences d'opinions qui sont, en définitive, l'expression de la diversité des attentes face à l'école et par là même permettent de saisir la nature de l'intérêt des contribuables pour la scolarisation dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCOLE SUR LA SELLETTE

Le déroulement des affaires scolaires au sein des localités

À la lecture des lettres expédiées au département de l'Instruction publique, il nous est apparu que les commissaires essaient dans la mesure du possible de satisfaire leurs commettants. Élus pour remplir une fonction spécifique, la gestion courante des écoles, ils restent attentifs à la réaction des contribuables surtout s'ils savent ou pressentent que certaines décisions susciteront quelques controverses. Dans ces localités où les gens vivent relativement près les uns des autres, les choses se discutent, les opinions circulent et alimentent les conversations parfois bien avant que les décisions ne soient prises formellement. Dans un de ses rapports d'enquête, l'inspecteur David Lefebvre précise au surintendant qu'à Sainte-Flore :

[...] Il y avait déjà assez longtemps que les contribuables et les commissaires ainsi que Monsieur le Curé m'attendaient, car plusieurs difficultés scolaires existaient; plusieurs députations de chaque parti s'étaient rendues chez-moi, à diverses reprises, pour conférer avec moi, de ces difficultés, et prendre mes avis¹.

Cette réflexion caractérise un mode de gestion locale où la plupart des décisions importantes nous ont semblé prises après une série de consultations sans caractère officiel. En général, quelle que soit l'importance de la question, les commissaires orientent leurs décisions selon les vœux de la majorité des contribuables concernés. Toutefois, la gestion des affaires scolaires n'exige pas l'unanimité au conseil de la corporation. La loi stipule plutôt que toutes les décisions des commissaires sont adoptées à la majorité des voix. Dans le cours normal du travail des commissaires, c'est une manière efficace de procéder. Cependant, dans le cadre d'une analyse des affaires scolaires, l'absence d'unanimité peut être révélatrice de divergences de vues non seulement entre les commissaires eux-mêmes mais avec une partie des contribuables, voire avec toute la localité.

Malgré leur bonne volonté, les commissaires ne prennent pas toujours des décisions qui obtiennent l'appui de tous les citoyens. S'il est plutôt rare qu'une décision adoptée à l'unanimité suscite une longue controverse dans la population, par contre une décision prise à la majorité des voix – parce qu'elle est souvent le reflet d'antagonismes profonds au sein de la municipalité ou dans un arrondissement – pourra engager une polémique. Les opposants pourront alors se manifester officiellement. Selon la nature ou la gravité du problème, la solution sera cherchée à divers niveaux.

¹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 130, 1889 : lettre de l'inspecteur David Lefebvre, concernant Sainte-Flore, en date du 25 janvier.

Si, par exemple, la question touche un arrondissement en particulier, les citoyens vont entreprendre leurs démarches auprès du commissaire qui y habite ou qui demeure à proximité. Même si les commissaires ne représentent pas un arrondissement en particulier, dans les faits, il en va autrement. Le conseil répartit les responsabilités. On voit tel commissaire chargé de trouver un emplacement pour « sa » nouvelle école ou procéder à l'engagement de l'instituteur de « son » arrondissement. Dans quelques situations, tel autre prend des initiatives ou fait des promesses qui engagent le conseil. Le commissaire est donc amené à agir individuellement comme porte-parole du conseil ou des contribuables. Très souvent, c'est à ce niveau qu'on trouve la solution.

Mais des problèmes plus graves agitent les localités. Les conflits majeurs surgissent lorsque le conseil veut établir une taxe extraordinaire qui touche tous les contribuables, augmenter les taxes ou implanter une école modèle. Les rivalités vont opposer souvent des cultivateurs payant les plus fortes taxes à ceux contribuant pour une moindre part : colons de fraîche date, propriétaires d'un petit lot ou travailleurs installés à proximité d'une industrie. Si on ne réussit pas à résoudre ce type de problème dans la localité, on porte la cause au département de l'Instruction publique en demandant au surintendant d'intervenir.

Pour ce faire, on entreprend différentes démarches. Les questions litigieuses amènent les contribuables à se réunir, à discuter et à se regrouper. Si le conseil des commissaires dispose d'un secrétaire capable de formuler et de transmettre la position qu'il a arrêtée, les contribuables doivent à leur tour s'organiser. Les contestataires cherchent appui auprès de l'élite. Apparaissent alors les chefs de file qui prendront en main les affaires du groupe et représenteront les intérêts de leur parti. Ces personnes que nous appelons les notables jouissent d'un certain ascendant sur leur entourage. Plus instruits que leurs concitoyens, ils rédigent souvent eux-mêmes leurs lettres. Les

commentaires à leur sujet retrouvés dans la correspondance font état de personnes influentes dans leur milieu. Gens d'affaires, professionnels, juges de paix, majors de milice, maires, organisateurs politiques se retrouvent parmi ces leaders. Certains d'entre eux possèdent le statut légal de visiteurs des écoles qui les autorise à agir comme médiateurs lors de conflits et « prendre connaissance des contestations qui s'élèvent » au sein des corporations. Cependant, afin de répondre aux exigences de la loi, un avis fourni par les visiteurs d'écoles doit obligatoirement être contresigné par trois d'entre eux. Au plus fort de la mêlée, ces chefs de file sont tantôt qualifiés « de braves hommes digne de foi » ou de « chicaniers ou de brandons de discorde » par leurs opposants.

Pour atteindre leurs fins, les deux camps vont non seulement expédier des lettres à Québec mais également envoyer des délégations plaider leur cause. Le surintendant va être soumis à de nombreuses représentations de la part des mandataires officiels des commissaires ou d'un parti des contribuables. Parfois même de simples citoyens de passage à Québec pour leurs affaires font chercher à le rencontrer pour lui faire part de leur opinion. Il arrive que les personnes qui interviennent apportent des lettres de recommandation du député, du maire ou même du curé.

C'est ainsi qu'en 1880, les cultivateurs de vieille souche de Saint-Narcisse résidant dans la partie sud du rang Saint-Pierre défendent l'idée qu'ils ont priorité sur le choix de l'emplacement de l'école « vu qu'ils ont à payer beaucoup plus que les habitants du haut de la concession pour la construction de la bâtisse². » Ils transmettent un plan de leur arrondissement scolaire avec la valeur des propriétés des deux parties en

² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 1832, 1880 : requête du 7 novembre.

opposition. Condescendants, ils proposeront, dans une autre requête, de payer les deux tiers du coût du déménagement de l'école lorsque l'autre partie de l'arrondissement, constituée de nouveaux colons, comprendra le plus grand nombre d'enfants. Seulement alors, prétendent-ils, un changement d'emplacement sera justifié.

Les demandes d'intervention viennent aussi de groupes plus vulnérables à cause de leur situation financière. Dans les paroisses en développement, les nouveaux arrivants affrontent des situations difficiles. L'éloignement de l'école empêche les enfants, par exemple, de se présenter assidûment en classe, au point que les commissaires les exemptent de payer la rétribution mensuelle ou la « répartition spéciale » pour la construction d'une nouvelle école. Cette exemption les place toutefois en état d'infériorité dans les discussions au sujet d'un emplacement d'école. Certains d'entre eux protestent soutenant que leur pauvreté n'est pas une raison de les éloigner davantage de l'école³. Les ouvriers installés à proximité des industries rurales connaissent les mêmes difficultés auxquelles s'ajoute leur mobilité qui en fait une population instable et fragile par rapport aux cultivateurs enracinés dans leur milieu.

Les personnes ou les groupes qui se sentent lésés demandent au surintendant d'intervenir pour qu'ils obtiennent justice. De façon générale, les protagonistes appuient leurs revendications sur un principe d'équité. N'est-il pas juste que chacun des contribuables puisse avoir un accès facile et sécuritaire à l'école, peut-on lire dans la plupart des requêtes. À l'occasion, des contribuables associent l'école au combat

³ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières concernant Saint-Narcisse, document n° 1062, 1861 : lettre de l'inspecteur Petrus Hubert en date du 14 mai.

contre l'ignorance⁴ ou font le lien avec la nécessité d'acquérir, par le biais de l'école, une formation religieuse⁵.

Les difficultés scolaires soumisees en bonne et due forme reçoivent aussitôt l'attention du surintendant qui a parfois rencontré les deux parties d'une manière informelle. Il délègue, la plupart du temps, l'inspecteur des écoles qui doit enquêter, étudier la question sous tous ses angles afin qu'il puisse conseiller les gens en toute connaissance de cause. Ces rencontres de l'inspecteur sont annoncées à la sortie de la grand-messe et, le jour fixé, tous les contribuables concernés se réunissent avec les commissaires accompagnés du secrétaire-trésorier.

L'inspecteur commence habituellement la séance par une revue de la question. Une visite des lieux, dans le cas du choix d'un emplacement d'école ou de la division d'un arrondissement précède la rencontre. Le cortège ainsi formé ne passe sûrement pas inaperçu. De retour au lieu de la rencontre, l'inspecteur, à l'aide des différentes requêtes envoyées au surintendant, résume la situation, puis cède la parole aux protagonistes. Par l'intermédiaire d'un représentant, les parties en cause expriment leur point de vue. Cet exercice est primordial, car il permet à l'inspecteur de bien saisir toutes les nuances du différend. Dans son rapport, il prendra même en compte l'assurance des intervenants, leur éloquence parfois et le soutien accordé par les contribuables à leur représentant. Il lui est alors facile de connaître la position de la majorité.

Quels que soient les mérites d'une demande, les vœux du plus grand nombre ont priorité. Ces enquêtes dirigées par les inspecteurs vont perdre un peu de leur

⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 1233, 1890 : requête de juillet.

⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 290, 1893 : requête des habitants du rang Saint-Thomas, s.d.

importance à partir des années 1880. Le surintendant préférera rencontrer les parties à Québec. Il utilisera l'inspecteur davantage à titre de modérateur et dans le cas où le conflit n'est pas résolu, le droit d'appel sera appliqué. Il tiendra une audience à la salle du conseil de l'Instruction publique pour entendre officiellement les commissaires et leurs opposants. Après un court délai, il rendra une décision, à la manière des tribunaux.

Les emplacements d'école

À l'examen de la correspondance expédiée au surintendant, on peut se demander s'il existe une question plus conflictuelle que celle du choix d'un emplacement pour l'école. Moins nombreuses dans la première partie de la période étudiée, les lettres sur ce point prolifèrent après 1875. La plupart des corporations scolaires de la Mauricie sont alors établies depuis un certain nombre d'années et voici le moment venu de construire ou reconstruire les écoles. Lors de la création des corporations, les commissaires situent les écoles pour accommoder le plus grand nombre. Au fil du temps, les localités changent d'aspect, la colonisation d'une partie de la paroisse ou le démembrement du territoire nécessitent la redéfinition des limites des arrondissements et obligent les commissaires à les déménager.

Lorsque l'école est située dans une maison louée ou qu'une pièce est mise à la disposition de la corporation dans une maison habitée par une famille, sa localisation pose moins de problème. Son statut provisoire est accepté. Il en va de même pour une vieille école sise depuis longtemps au même endroit et qui s'avère moins centrale à la suite du développement de l'arrondissement. Si au moment de la construction d'une école ou de sa reconstruction, le choix de l'emplacement devient problématique, l'alternative suivante se présente aux commissaires et aux contribuables : l'école peut

être placée au centre géographique de l'arrondissement, c'est-à-dire à égale distance des extrémités ou au centre de la population, c'est-à-dire dans la partie la plus habitée de l'arrondissement.

Une école sise au centre géographique de l'arrondissement peut sembler, de prime abord, aller de soi. Rappelons toutefois que l'arrondissement n'est pas toujours constitué d'un seul rang, il en regroupe parfois deux ou trois. Le développement d'un rang ne se fait pas d'une manière uniforme et homogène. Une extrémité ou une section de rang peut être depuis longtemps en exploitation, une autre partie inhabitée, voire inhabitable. Le nombre des enfants augmente dans une section et diminue dans une autre; une industrie s'installe créant un « petit village » d'ouvriers qui modifie la répartition des individus sur un territoire donné. On peut insister aussi pour installer l'école au centre géographique en prévision du développement projeté d'une partie de territoire jusque-là inoccupée. Il arrive aussi que les commissaires préfèrent placer l'école au cœur de la population afin de faciliter une meilleure fréquentation du plus grand nombre. Ce choix défavorise les enfants les plus éloignés de l'école, mais les solutions idéales n'existent pas toujours.

En premier lieu, l'objectif est de rendre l'école accessible au plus grand nombre. Cependant, la fréquentation des élèves reste liée à la distance à parcourir pour se rendre à l'école, à la route elle-même et aux saisons. Quelques arpents de plus ou de moins peuvent faire une grande différence surtout s'il s'agit de déplacer une école installée au même endroit depuis de très nombreuses années. Les disparités socio-économiques se transforment alors en arguments. Chaque groupe étant persuadé de l'iniquité de sa situation n'est pas prêt à céder facilement à son opposant. Alliances, tractations, enjeux électoraux font en sorte que des conflits à propos d'un

emplacement persisteront jusqu'à trois ans comme ce fut le cas à Sainte-Geneviève au début des années 1890⁶.

Nous avons pu constater à la lecture de la correspondance que les commissaires prennent leurs décisions en appréciant plusieurs paramètres : le nombre d'enfants d'âge scolaire et le nombre de contribuables de part et d'autre du centre de l'arrondissement. Ils considèrent aussi la qualité du terrain sur lequel sera érigée la nouvelle école, la possibilité d'obtenir facilement de l'eau potable et la nature du chemin à parcourir. Ils prennent en compte la dimension de l'arrondissement et calculent la distance qui sépare les élèves les plus éloignés de l'endroit envisagé. Parfois la tradition prévaut et l'on conserve le même emplacement mais la nécessité de changer de localisation doit aussi être envisagée.

À la suite d'une requête, les commissaires de Saint-Barnabé, en 1882, acceptent de déplacer une école de 27 arpents (environ 1,5 km) afin de favoriser un certain nombre d'enfants qui ont toujours été très éloignés de l'école⁷. Il s'agit d'un arrondissement constitué du 2^e rang long de 120 arpents et d'une portion du 3^e rang. Dans cet arrondissement qui comprend une population d'âge scolaire de 118 enfants, seule une trentaine d'entre eux fréquente l'école située près de « la masse des enfants ». Requête et contre-requête, appui du député, enquête par une personne extérieure à la paroisse, la question est étudiée sous plusieurs angles. Diverses propositions sont soumises, dont celle de construire une deuxième école pour le 3^e rang, idée qui est abandonnée faute de moyens financiers. L'inspecteur écrit avoir « hasardé [...] quelques suggestions dans [ce] sens [...] mais l'échauffement des esprits m'a fait vite

⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 358, 1890.

⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, document n° 1474, 1881.

comprendre que c'était peine perdue, et j'ai dû m'en tenir à décider sur le point qui m'était soumis. » Le conseil des commissaires est divisé et la suggestion d'une deuxième école refait surface mais toutes deux seraient construites dans le 2^e rang. En février 1883, des contribuables signalent au surintendant qu'ils ne disposent toujours pas de la nouvelle école. Le secrétaire soutient qu'il est impossible financièrement de faire fonctionner deux écoles, en même temps, tous les ans. La situation semble insoluble. La trop longue distance à parcourir par les enfants et l'incapacité financière des contribuables sont deux obstacles majeurs parfois insurmontables.

Les contribuables déçus de la tournure d'une affaire expriment de différentes manières leur insatisfaction. Certains attendent les élections pour souligner leur mécontentement, d'autres contestent le rôle de perception de la répartition extraordinaire prévue pour la construction de la nouvelle école ou manifestent leur désapprobation lors de la vente de la vieille maison. Quelques-uns demandent l'annexion à un autre arrondissement quand ce n'est pas à une autre corporation. D'autres clament qu'il vaudrait mieux diviser l'arrondissement en deux que de céder à l'autre partie. Durant la période de contestation, des parents retiennent les enfants à la maison en guise de protestation ou se précipitent – devançant les commissaires – pour exécuter eux-mêmes une sentence, vidant une classe de tout son contenu pour la loger ailleurs. Des contribuables dénoncent la lenteur des commissaires à obtempérer à une sentence du surintendant ou, cas très rare, un protagoniste invective ce dernier à propos d'une décision rendue à la suite d'un litige.

Cléophas Lanouette de Sainte-Anne-de-la-Pérade adresse des reproches à Gédéon Ouimet, insinuant, entre autres, que le chef du département a fait preuve de parti-pris en faveur de la majorité et qu'il a, somme toute, rendu un jugement inéquitable. « La

chose n'est pas juste ce n'est pas beaucoup encourager l'instruction que d'auté les avantages qui nous appartient pour les donner a des personnes qui n'en profite pas [...]. Cette affaire la ne regarde pas la majorité ce n'est pas un intérêt public c'est un intérêt particuliere [...] ». C. Lanouette, tient aussi d'autres propos accusateurs allant jusqu'à mettre en doute l'impartialité du surintendant. Une telle lettre recrée probablement l'atmosphère surchauffée de quelques assemblées et laisse entrevoir l'âpreté de certains conflits interminables⁸.

Le choix des emplacements d'école nous est apparu comme une question cruciale pour les contribuables. Il y a lieu d'approfondir le cas de deux autres corporations situées dans le comté de Saint-Maurice. Par l'ampleur exceptionnelle et la durée des conflits, la nature des coalitions et les personnalités en cause, ces exemples sont caractéristiques du déroulement des affaires scolaires locales mais aussi de l'expression plus fluide de la demande sociale d'instruction.

La corporation de Saint-Élie est longtemps affectée par des difficultés économiques qui mettront beaucoup de temps à se résorber. La mise sur pied des écoles et le fonctionnement des affaires scolaires se ressentent de cette situation. Une forte rivalité entre le curé, Ferdinand Verville et Frédéric Pellerin, le président de la corporation scolaire, futur secrétaire-trésorier, n'est pas étrangère aux polémiques qui ont eu cours dans cette corporation entre 1878 et 1894.

Ces deux leaders polarisent chacun une partie de la population qui se regroupe aussi en fonction des allégeances politiques. Le curé, partisan conservateur, présente le président comme « un libéral qui a pour écrivain un rouge de première force » et qui,

⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 131, 1888 : lettre de Cléophas Lanouette en date du 15 mars.

selon lui, se plaît à semer la division parmi les contribuables. Le conseil des commissaires compte des adeptes des deux partis et certaines de ses décisions exacerbent les passions politiques. Le choix des emplacements d'école deviendra l'occasion d'affrontements, d'assemblées houleuses, de lettres au chef du département de l'Instruction publique suivies de visites à Québec, d'enquêtes de l'inspecteur, et finalement de la venue du surintendant dans cette localité, en 1887, fait assez rare, faut-il le souligner.

En 1878, le président Pellerin n'est plus en accord avec le choix d'un emplacement fait antérieurement par le conseil. Cette volte-face mécontente le curé ainsi que trois commissaires. Une lettre lapidaire du curé Verville, dans laquelle il mentionne l'action politique partisane du président, amène le surintendant à déléguer un inspecteur pour enquête. David Lefebvre, après la visite des lieux accompagné du maire, du curé, des contribuables et des commissaires, choisit un endroit qui rallie tout le monde. Il décrit l'atmosphère qui régnait alors dans la corporation en ces termes : « par ce que j'ai vu et par ce que j'ai entendu, il appert que toutes les difficultés survenues au sujet du site de l'école n° 2, [...] n'ont été produites que par esprit de parti⁹. »

Il en va de même en 1886 où deux emplacements sont à choisir cette fois. Dans le premier cas, les contribuables du village n'arrivent pas à s'entendre. Le surintendant tranche le litige et sa décision favorise le choix du curé. Quelque mois plus tard, en visite à Saint-Élie, il la modifie préférant l'emplacement choisi antérieurement par le président des commissaires. Profitant de sa présence, on lui soumet le cas d'un autre arrondissement qui regroupe trois rangs. Devant la configuration géographique et la

⁹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 373, 1878 : lettre de David Lefebvre en date du 21 mars.

distribution de la population sur ce territoire, le surintendant se prononce en faveur de deux emplacements et l'établissement d'une école en alternance – tel que demandé par trois visiteurs d'école – puisque la corporation n'a pas les moyens d'entretenir une école supplémentaire. Les contribuables refusent de se plier à cette ordonnance. Ils exigent plutôt la création d'un nouvel arrondissement.

Mais quelles que soient les suggestions du surintendant et les tentatives des commissaires de satisfaire les contribuables, les écoles ne fonctionnent pas avec régularité. La corporation doit même fermer temporairement quelques écoles pour éponger des dettes. Les difficultés financières de cette corporation enveniment les rapports entre les contribuables. Les rivalités n'ont de cesse et divisent le conseil des commissaires. Frédéric Pellerin, devenu secrétaire-trésorier, jouit toujours d'une grande influence au sein de la corporation. Une des parties ira jusqu'à solliciter l'appui de l'évêque de Trois-Rivières. L'intervention de ce dernier tournera court, le surintendant Ouimet laissant entendre à Mgr Laflèche que des arguments fallacieux l'auraient mystifié. En 1894, un des emplacements fixés par le surintendant lors de sa visite en 1887 est abandonné. On doit revenir à l'emplacement original car la fermeture d'une scierie vide cet arrondissement d'une partie de sa population. Un protagoniste des premières heures continuera à s'opposer encore au déménagement de l'école¹⁰.

La corporation scolaire de Yamachiche, en raison de son étendue, des disparités socio-économiques entre les contribuables et de la pauvreté de certains rangs, connaît plusieurs perturbations tout au long de la période. Prenons en exemple le cas de l'arrondissement n° 13. En 1866, le choix d'un emplacement s'avère problématique,

¹⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, documents n° 373, 1878; n° 933, 1886; n° 987, 1886; n° 2107, 1894.

l'arrondissement étant composé de deux rangs parallèles. Les contribuables ne parviennent pas à s'entendre. Le litige, une fois tranché par le surintendant, n'est pourtant pas terminé car aussitôt la « sentence » rendue, la voilà contestée. Une lettre confidentielle du secrétaire-trésorier Léon-L.-L. Desaulniers à Louis Giard, secrétaire du département, suggérant d'attendre un peu avant d'accorder aux contribuables la révision de la décision, révèle l'effervescence soulevée par ce différend. « Pendant ce temps de repos, les esprits se calmeront, les rancunes s'effaceront et les gens deviendront plus raisonnables. [...] Je ne peux vous cacher qu'il y a des deux côtés manque de bonne foi et beaucoup d'esprit de parti. » Desaulniers s'engage à étudier la question et à observer les choses. Par la suite, il compte être en mesure de donner son opinion. Il démontre beaucoup de prudence et exige que sa lettre reste confidentielle pour « la bonne raison que l'homme public qui s'engage dans ces misérables et petites questions de localités en sort presque toujours tout blessé¹¹ [le souligné est de l'auteur]. »

Treize ans plus tard, le surintendant refuse toujours de modifier sa décision malgré les transformations qui affectent cet arrondissement. Des commissaires et des contribuables demandent sa subdivision alléguant que sa trop grande étendue constitue un obstacle à la fréquentation scolaire. Cependant, le député, le maire, des juges de paix et une partie du conseil des commissaires se prononcent en faveur du statu quo. Selon eux, l'emplacement de l'école sert bien la population. En place depuis 14 ans, elle doit rester où elle est¹². La question refait surface en 1888. C'est seulement à la faveur de l'unanimité des contribuables que Gédéon Ouimet autorise la division de l'arrondissement si longtemps demandée.

¹¹ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 2243, 1866 : lettre du D^r L.-L.-L. Desaulniers en date du 1^{er} mars 1867.

¹² ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, documents n° 2243, 1866; n° 971, 1880; n° 1197, 1881; n° 611, 1888.

Dans une si vaste corporation scolaire comme Yamachiche, il va sans dire qu'il existe d'autres arrondissements problématiques. Des difficultés financières – les hausses de cotisations étant sans cesse reportées – forcent les commissaires à retoucher les limites des arrondissements scolaires. Trois arrondissements réduits à deux en 1871, reprennent leurs anciennes limites en 1874. Avec le début des années 1890, il faut les redéfinir. Les emplacements des écoles sont alors remis en cause, on parle de droits acquis et même d'annexion à une autre corporation pour quelques contribuables.

Dans l'arrondissement n° 4, cultivateurs et ouvriers s'opposent. Un agriculteur, Antoine Vaillancourt, régisseur¹³ depuis les années 1870 ainsi que le propriétaire d'une fabrique de laine, Georges Delisle, futur commissaire d'école (1894) avant de devenir député du comté (1908), en seront les meneurs. Le scénario habituel se déploie : requêtes, enquêtes, délégations à Québec et décision du surintendant.

Ces chefs de file mettront tout en œuvre pour faire valoir le point de vue de leurs partisans. Vaillancourt entretient une correspondance assidue avec Gédéon Ouimet. Il semble même un familier du surintendant. Il a la fougue d'un partisan politique impatient que les événements tournent selon ses vues. Durant l'année 1893-1894, deux écoles fonctionnent illégalement dans le 4^e rang : une pour les enfants des cultivateurs et une pour les ouvriers. Vaillancourt veut mettre fin à cet état de choses et porter la question devant les tribunaux. Le surintendant l'invite à la patience lui

¹³ Selon la loi scolaire, un régisseur est une personne choisie par les commissaires pour les aider à « administrer, bâtir, réparer, chauffer, nettoyer leurs maisons d'école et tenir en bon ordre les biens meubles et immeubles appartenant à leur corporation. ». L'acceptation de cette charge est obligatoire; elle n'est pas rémunérée et sa durée est déterminée par les commissaires. Cette fonction apparaît en 1846. Voir *Les statuts refondus pour le Bas Canada*, Québec, Imprimés par Stewart Derbishire George Desbarats, 1861.

faisant remarquer qu'un nouveau procès serait vu d'un mauvais œil. « N'insistez pas, je vous prie » lui écrit-il en mars 1894¹⁴.

Delisle ira, quant à lui, rencontrer le surintendant en vacances à Saint-Hilaire pour discuter d'une réforme des finances de sa corporation scolaire qui pourrait avoir une incidence sur toutes les difficultés en cours. Malgré une plus forte proportion d'enfants du côté des ouvriers, les commissaires privilégient le centre géographique et décident que l'école restera sur son ancien emplacement. Le parti de Vaillancourt a finalement gain de cause et l'école s'installe à proximité des cultivateurs. Mais, en 1916, alors qu'il siège comme député libéral, Georges Delisle établira une école privée pour les enfants des ouvriers¹⁵.

Les nombreuses lettres et requêtes, les délégations et les décisions touchant ces questions d'emplacement démontrent que non seulement dans Yamachiche mais dans toutes les localités, la population n'est pas homogène ni fixe. Des changements surviennent d'où les remises en question des droits acquis et l'apparition de rivalités. On ne discute pas tous les jours d'emplacement d'écoles, mais ces problèmes illustrent la manière dont les affaires scolaires s'insèrent dans la vie sociale d'une localité et confirment à la fois l'importance de l'école et la fragilité de l'institution car, bien sûr, des enfants sont toujours empêchés de se rendre à une école trop éloignée pour eux.

L'implantation d'une école modèle est une autre question fondamentale. Elle met l'accent sur l'instruction primaire d'un degré supérieur et, cette fois, les divergences

¹⁴ ANQ, Copie d'une lettre de Gédéon Ouimet à Antoine Vaillancourt en date du 9 mars 1894 et placé dans la Correspondance reçue de Yamachiche document n° 1531, 1892.

¹⁵ J.-Alide Pellerin, *Yamachiche et son histoire [1672-1978]*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980, p. 392.

de vues opposeront les villageois au reste de la paroisse. L'école est de nouveau mise sur la sellette.

L'implantation des écoles modèles

Dans les corporations scolaires rurales, l'école modèle – toujours située dans le village – accueille tous les élèves d'une corporation scolaire ayant terminé leur instruction « primaire élémentaire » acquise dans les écoles de rang. Les petits villageois la fréquentent quel que soit leur degré d'apprentissage. Le programme d'études du cours modèle et académique complète celui du cours élémentaire tout en enrichissant les matières de base. Ainsi, l'enseignement de la géographie auparavant limité à sa région immédiate puis au Canada s'étend à l'Europe et à l'Asie; l'histoire du Canada approfondit les principaux événements entrevus à l'élémentaire et présente les différents régimes sous la domination anglaise; finalement, la tenue des livres en partie double ou comptabilité commerciale va bien au-delà de la comptabilité domestique enseignée aux élèves de l'élémentaire. L'école modèle est présentée comme le fleuron du système de l'instruction publique au sein des localités. Le surintendant Jean-Baptiste Meilleur en fait la promotion dans sa circulaire du 15 juin 1846 et surtout dans son rapport annuel en date du 20 avril 1853 :

Il nous faut donc des écoles intermédiaires, des écoles académiques, dans lesquelles nos enfants pourront acquérir facilement toutes les connaissances nécessaires au développement général de nos ressources agricoles, – industrielles et commerciales.

Oui, je regarde l'éducation qu'on reçoit dans nos écoles-modèles et académiques comme la plus utile et la plus désirable : c'est elle qui, convenablement associée à l'éducation morale et religieuse, répond le mieux aux besoins de nos jeunes sociétés.

En l'absence d'écoles normales, Jean-Baptiste Meilleur souhaite que ces écoles soient une pépinière de futurs maîtres¹⁶. Dans l'avant-propos de son *Guide de l'instituteur*,

¹⁶ André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 39.

François-Xavier Valade souligne que « chaque école-modèle sera comme une institution normale où les élèves pourront, avec facilité, se former à l'enseignement¹⁷. » On désigne parfois ces écoles sous le terme « école primaire supérieure¹⁸ », mais celui-ci peut englober l'école académique, le degré le plus élevé de l'enseignement élémentaire.

Tous les contribuables participent au financement de l'école modèle puisqu'un montant de 80 \$ lui est automatiquement réservé à même les revenus de la corporation. La demande d'implantation de ce type d'école émane du milieu : commissaires, contribuables, curés et instituteurs de village. Les inspecteurs d'écoles sont parmi les plus ardents promoteurs de cette institution.

Le projet se réalise généralement après plusieurs années de mûrissement. L'idée chemine puis la nécessité d'une meilleure formation devient de plus en plus évidente. Si l'implantation de cette école rallie la majorité, comme c'est le cas pour la corporation de Saint-Maurice, tous les contribuables de la municipalité scolaire pourvoient alors à son financement. Autrement, la minorité des contribuables, souvent regroupés au village, demandent la constitution d'une corporation indépendante de village, à l'exemple des villageois de Champlain ou de Saint-Tite, comme on a pu le voir au chapitre 2. Il faut parfois attendre dix ans avant d'implanter une école modèle. Institution fragile, sa survie ne dépend pas que du bon vouloir des individus, mais de son financement et surtout du nombre d'élèves. En raison d'une

¹⁷ François-Xavier Valade, *Guide de l'Instituteur*, Montréal, J. B. Rolland, Imprimeur-libraire, 3^e édition, 1853, p. v. Cet ouvrage a été édité pour la première fois en 1850 et connaîtra plusieurs rééditions.

¹⁸ Le surintendant P.-J.-O. Chauveau après son retour d'un voyage en Europe et aux États-Unis emploie la terminologie française d'école primaire supérieure lorsqu'il parle de l'école modèle dans son rapport annuel de 1855, p. 29. Paul de Cazes, secrétaire au département de l'Instruction publique reprend cette expression accolée de « école modèle » dans *L'instruction publique dans la Province de Québec*, Québec, Imprimerie Côté, 1884.

incapacité financière insurmontable ou par un refus inébranlable de la majorité, plusieurs localités n'implantent jamais une telle école sur leur territoire, du moins au XIX^e siècle.

L'établissement d'une école modèle donne souvent lieu à de longs débats. Généralement, les contribuables du village lui sont favorables voulant assurer à leurs enfants une formation plus poussée alors que la majorité des cultivateurs du reste de la paroisse n'y trouvent pas le même avantage. Pourquoi payer pour une école à laquelle ils n'enverront pas leurs enfants? Ils y voient une perte d'argent pour l'école de leur arrondissement et même pour les nouveaux arrondissements qui pourraient être éventuellement créés. Cette résistance divise, à son tour, le conseil des commissaires.

Parmi les nombreux exemples retracés, le cas de Hunterstown a retenu notre attention. En 1884, cette municipalité de canton du comté de Maskinongé n'a que deux écoles élémentaires. Le village qualifié de « très populeux » est constitué de journaliers et de cultivateurs. Trois commissaires et vingt et un contribuables, visiblement du premier groupe, envoient au surintendant une requête demandant la transformation de leur école du village en école modèle. Ils exposent que leurs enfants « devront chercher un établissement dans les arts et métiers et, par conséquent, ont plus besoin de recevoir une bonne éducation que les autres enfants des cultivateurs à l'aise qui ne songent qu'à continuer les travaux de leurs pères. » De plus, un certain nombre d'entre eux envoient leurs filles au couvent pour leur donner une éducation supérieure. De telles dépenses, précisent-ils encore, n'auraient pas lieu si une école modèle pouvait les accueillir.

Un autre argument moins explicite souligne la nécessité d'assurer aux élèves une formation morale et religieuse. L'éclaircissement de ce point est fourni par la lettre « confidentielle » du curé de la paroisse voisine de Saint-Paulin au député chargé de présenter la requête au surintendant, dans laquelle C. A. Barolet précise vouloir confier cette école modèle à deux religieuses¹⁹. Puisque les enfants de cette localité ne reçoivent leur éducation religieuse qu'à l'école et ne fréquentent l'église qu'au moment de leur première communion, le pasteur se fait aussi le promoteur de l'école modèle mais avec une optique qui lui est propre.

Cette demande illustre la diversité des attentes face à l'école modèle au sein d'une même localité. Les arguments des requérants de Hunterstown se retrouvent fréquemment dans la correspondance. De même, l'intérêt du curé cherchant à encadrer davantage ses fidèles éloignés de l'église n'est pas sans rappeler le désir du clergé de confier les écoles des villages aux communautés religieuses enseignantes.

La majorité de la population de Hunterstown n'approuve cependant pas le projet d'école modèle, ni même l'inspecteur d'après une remarque du curé dans sa lettre au député. Un tel projet ne verra jamais le jour, non plus qu'à Saint-Barnabé, à Saint-Élie et dans la Banlieue de Trois-Rivières. Dans cette dernière corporation, un pas dans cette direction est franchi lorsque les commissaires engagent, en 1860, une normalienne et réunissent deux arrondissements en prévision d'ouvrir une école modèle. En 1879-1880, la division en deux de la corporation et l'engagement d'une institutrice porteuse d'un diplôme d'école modèle laisse présager l'implantation prochaine d'une telle institution. Par la suite, on défait et refait la division de l'arrondissement mais jamais le projet n'aboutit, du moins pas durant ce siècle.

¹⁹ ANQ, Correspondance reçue de Hunterstown, document n° 542, 1884 : lettre « confidentielle » du curé C. A. Barolet à Ed. Caron, M.P.P. en date du 2 juillet.

À Saint-Barnabé, l'idée fait son chemin à partir de 1859. Deux ans plus tard, vingt-quatre contribuables voient leur requête rejetée par la corporation. « Quoique le mérite d'une telle école soit apprécié de tout le monde, nous y rencontrons cependant une opposition de 6 contre 1 », exposent les commissaires. Les opposants sont des cultivateurs dont les plus pauvres paient déjà 30 \$ à 40 \$ de cotisations pour l'église, les écoles et la municipalité, tandis que les requérants, commerçants et ouvriers n'ont que des emplacements et ne paient que quelques « chelins » par année, ajoutent-ils encore. Le conseil n'ose aller contre l'opinion générale des cultivateurs dont ils « tirent le soutien des écoles ». Les villageois seuls sont incapables de poursuivre ce projet qui échouera à nouveau en 1884²⁰. Un couvent offrant le cours modèle s'y installe néanmoins en 1881 mais cette institution indépendante à l'origine ne sera jamais sous la juridiction des commissaires.

Dans plusieurs paroisses, après une attente plus ou moins longue, le projet d'établir une telle école peut enfin voir le jour. Prenons l'exemple de la corporation de Saint-Boniface-de-Shawinigan, qui, jeune encore en 1860, soumet son intention d'en ouvrir une. Neuf ans plus tard, son président revient à la charge dans une lettre dont les propos tiennent presque du discours électoral. Joseph Lemai expose au surintendant qu'après avoir reçu de l'aide du département des Terres pour l'établissement des colons, le temps est venu pour le département de l'Instruction publique de faire sa part et d'aider sa municipalité scolaire à se doter d'une école modèle afin, dit-il, « que la colonisation et l'instruction marchent de pair ». L'enthousiaste promoteur réussit son entreprise malgré la réponse laconique de Chauveau²¹.

²⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, documents n° 979, 1859 : lettre du 13 septembre; n° 1038, 1861 : lettres du 12 avril et du 10 mai; n° 233, 1884 : lettre du 8 mars.

²¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Boniface-de-Shawinigan, document n° 2019, 1860 : lettre de Joseph Lemai en date du 20 juillet.

Le maintien d'une école modèle repose non seulement sur l'accord de la population et la capacité financière des corporations, mais sur le nombre minimal d'élèves assurant la subvention gouvernementale. Nombreuses sont les corporations à être rappelées à l'ordre par le surintendant et même à perdre la subvention. À Saint-Prosper, l'école modèle établie en 1878, n'est plus qu'une école élémentaire quatre ans plus tard. Par manque d'élèves assez avancés ou du fait de l'engagement d'un enseignant insuffisamment qualifié, cette école ne figure plus sur la liste des établissements subventionnés, du moins au XIX^e siècle.

Les divergences de vue à propos de l'implantation d'une école modèle mènent quelquefois à la séparation de la municipalité scolaire en deux, le village se scindant du reste de la paroisse. Dans le comté de Champlain, on l'a vu, trois localités en font l'expérience : Champlain, Sainte-Anne-de-la-Pérade, et Saint-Tite. Dans celui de Maskinongé, seule Rivière-du-Loup (Louiseville) se distingue. Deux corporations, Maskinongé et Yamachiche viennent cependant près de se diviser. La première au début des années 1880, peu de temps après la transformation de l'école du village en école modèle et la deuxième au début des années 1890. Il semble que des rivalités économiques ou l'immensité du territoire aient dominé les discussions sans ouvertement remettre en cause les établissements. Dans ces deux cas, l'idée de partition a été abandonnée. Dans le comté de Saint-Maurice, deux corporations optent pour la scission : la Banlieue de Trois-Rivières et Pointe-du-Lac. La division de corporation n'a pas cours uniquement en Mauricie puisque, dans son rapport de 1860, le surintendant prône une telle solution pour régler les conflits interminables dans certains milieux.

Le scénario habituel pour se voir accorder par le département la permission de se séparer se présente sous la menace de fermeture de l'école modèle et de la réduction du salaire de son instituteur compensée aussitôt par les contributions volontaires des parents d'élèves. La création d'une école privée peut venir témoigner de la résolution des villageois en faveur d'une telle institution, comme ce fut le cas dans Champlain. L'attitude ambivalente du conseil, la division en deux camps des contribuables, l'élection de commissaires de la campagne favorables à l'abolition de l'école modèle ou contre son implantation complètent la stratégie.

Il en est ainsi des différentes tactiques adoptées à la fois par les commissaires et les contribuables de Sainte-Anne-de-la-Pérade et de Champlain. Discussions et assemblées houleuses s'échelonnent sur quatre ans pour la première et dix ans pour la seconde. Déjà en 1860, le maire de Champlain, partisan de l'école modèle, excédé par les événements en cours depuis deux ans, revient à la charge auprès du surintendant. « Nous ne pouvons croire que vous nous laisserez plus longtemps en butte aux railleries de nos adversaires²². » Sa patience sera mise à rude épreuve puisque la scission ne sera concédée qu'en 1868. La richesse du village de Sainte-Anne-de-la-Pérade raccourcit sûrement le processus. Les villageois de Champlain, moins nombreux et par conséquent moins prospères, ont vu leur projet traîner en longueur. D'ailleurs, une fois séparée, la corporation du village connaît des difficultés nécessitant l'assistance financière du gouvernement.

²² ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 2033, 1860 : lettre de Germain Lamothe en date du 17 septembre.

Une école de rang particulière

Nous voulons, en terminant, illustrer la diversité des attentes des contribuables envers l'école par un fait assez exceptionnel de la dernière décennie du siècle. Il ne s'agit pas de l'établissement d'une école modèle mais plutôt de la possibilité de dispenser un enseignement supérieur aux normes habituelles dans une école de rang. Ainsi, des contribuables de la corporation de Saint-Didace veulent faire enseigner l'anglais à leurs enfants « afin de leur ouvrir, pour ceux qui en auraient les dispositions, une carrière autre que celle d'agriculteur²³. » Cette exigence des parents de l'arrondissement n° 2 mérite une analyse, car elle remet en cause l'organisation locale des écoles de cette paroisse du comté de Maskinongé.

Pour satisfaire à leur demande, le conseil devrait payer un salaire plus élevé au titulaire de l'école, ce qui en ferait « une école supérieure aux autres écoles de la paroisse », à l'exception de celle du village. Les commissaires semblent s'objecter à l'idée de privilégier une école de rang en particulier. Face à ce refus, les contribuables de cet arrondissement en appellent au surintendant et demandent à être détachés de Saint-Didace pour former une corporation séparée.

La position des commissaires, forte de l'appui du curé aussi secrétaire-trésorier, apparaît plutôt ambiguë. Ils refusent de répondre à la demande de l'arrondissement n°2 qui contribue pour une large part au fonds des écoles de cette localité, tout en craignant que la division n'entraîne aussi l'arrondissement du village à se séparer devant l'inévitable augmentation de taxes qui s'ensuivrait. Ils entrevoient ainsi la fermeture subséquente de cinq écoles trop pauvres pour « se soutenir ».

²³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 258, 1893 : lettre de l'inspecteur Ambroise Tétreault en date du 29 mars 1894.

Appelé à enquêter sur cette question, l'inspecteur Ambroise Tétreault croit dans un premier temps qu'une division est prématurée, car les commissaires lui paraissent disposés à donner satisfaction à l'arrondissement n° 2. Un an plus tard, il constate que rien n'a vraiment changé; étant donné les positions inébranlables des protagonistes, il recommande la scission. « La raison du plus riche a donc été trouvée la meilleure », s'empresse d'écrire le président au surintendant aussitôt que circule la rumeur de la division. Cet arrondissement se joint donc à la desserte voisine, Saint-Edmond.

Il y a cependant un épilogue à cette question. En 1900, les difficultés financières de Saint-Didace forcent les commissaires à diminuer de deux le nombre des arrondissements; ceux-ci s'engagent à maintenir une autre école à la seule condition qu'elle soit fréquentée en moyenne par douze élèves. Le curé Euchariste Héroux, président de la corporation, explique qu'il ne sert à rien de maintenir des écoles peu fréquentées, « l'arrondissement du village qui fournit la large part des cotisations en serait mécontent et pourrait bien demander à former une municipalité séparée au grand détriment des arrond. [arrondissements] pauvres qui, au nombre de quatre, sont incapables de subvenir aux frais d'instruction de leurs enfants. » La division récente de la corporation est toujours présente à l'esprit des contribuables et met en évidence la précarité des moyens de cette paroisse²⁴.

La situation de Saint-Didace nous amène à constater de nouveau combien l'expansion du réseau d'écoles repose à la fois sur le potentiel fiscal et la répartition des ressources entre les arrondissements ainsi que sur les attentes des contribuables face à l'école. D'un côté, il y a la répartition « équitable » des fonds publics et de l'autre les exigences particulières de certaines contribuables qui désirent un enseignement de

²⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 2907, 1900.

meilleure qualité pour leurs enfants. Jamais ces derniers n'émettent l'idée de contribuer volontairement au salaire d'un instituteur plus qualifié, préférant la division. Les commissaires refusent de créer un précédent en favorisant une école de rang. Devant ces positions irréconciliables, le surintendant ne peut qu'accepter la partition de cette corporation.

Il ne fait pas de doute que les besoins en matière de scolarisation évoluent tout au long de cette période. Parmi les initiateurs de cette transformation, la contribution particulière du curé est décisive. Intéressé au déroulement des affaires scolaires, grand défenseur de la paix sociale, il apparaît maintes fois comme un personnage clé dans plusieurs questions importantes concernant l'avenir des écoles. S'il n'est pas toujours sur le devant de la scène, il est quand même là attentif et vigilant.

DEUXIÈME PARTIE : LA PARTICIPATION DES CURÉS AUX AFFAIRES SCOLAIRES

Nombreux sont les historiens à avoir étudié ce prêtre bâtisseur, rassembleur, autoritaire, garant de la moralité, guérisseur des âmes mais aussi promoteur de la vie socio-économique et culturelle de son milieu. C'est à ce dernier aspect que nous nous arrêtons pour notre part. En ce qui touche les affaires scolaires, le curé est sollicité de toutes parts. Rien d'étonnant à cela puisque le prêtre est une personne instruite, très souvent parmi les plus savantes de sa localité. On le consulte surtout en raison de ce que l'on attend de lui : son objectivité, sa clairvoyance et son dévouement pour l'éducation. Avoir le curé « de son côté » s'avère un atout.

À l'instar de ses paroissiens, le curé prend part de multiples façons au débat éducatif, d'abord en tant que membre du clergé puis, d'une manière plus profane, en détenant un poste au sein de la corporation scolaire. Mais son rôle comme conseiller auprès

des commissaires, des enseignants et du surintendant est, de loin, le plus remarquable. À divers titres, nous le voyons donc intervenir plus ou moins discrètement selon l'importance des enjeux pour la vie de la paroisse. Neutre ou engagé, il participe aux affaires scolaires d'une manière toute spéciale et, parfois, avec une énergie remarquable.

Au moment de la prise en charge par l'État de la scolarisation de masse, en 1841, le clergé jouit déjà d'une longue expérience en matière d'éducation. Cette législation scolaire est la première à instaurer l'enseignement confessionnel puisque l'on accorde le privilège de la dissidence aux groupes professant une religion différente de celle de la majorité²⁵. Les écoles deviennent donc catholiques ou protestantes. Tout au long du XIX^e siècle, les membres du haut et du bas clergé sont appelés à participer de plus en plus activement au fonctionnement du système scolaire lors des modifications subséquentes de la loi.

L'Église devient un partenaire du gouvernement. Les évêques siègent de droit au conseil de l'Instruction publique, organisme fixant les grandes orientations pédagogiques du système scolaire, à partir de 1876. Depuis vingt ans, quelques-uns d'entre eux participaient aux travaux du conseil et de ses comités²⁶. Dès la constitution des Bureaux d'examineurs (1846), dispensateurs des brevets d'enseignement, des prêtres y travaillent. L'intervention du clergé ne se limite pas à la haute administration, elle s'étend au cœur des localités grâce aux curés de paroisse. D'ailleurs, la loi les nomme visiteurs d'école et leur permet de faire le choix des livres ayant rapport à la religion et à la morale. Ils veillent surtout à la formation chrétienne des écoliers. On sollicite encore les pasteurs pour l'émission de certificats de moralité

²⁵ *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec*, Québec, 1963, deuxième tirage – mars 1965, p. 11.

²⁶ Louis-Philippe Audet, *Histoire du Conseil de l'Instruction publique*.

indispensables pour les candidats au brevet d'enseignement ou lors des demandes d'autorisation d'engagement des instituteurs non diplômés. Quelques curés, soucieux d'obéir aux directives épiscopales, travailleront à doter leur village d'écoles séparées selon le sexe et, de préférence, confiées à des congrégations enseignantes.

En plus de ces devoirs inhérents à leurs tâches pastorales, les curés peuvent encore être élus commissaires d'écoles ou nommés secrétaires-trésoriers de leur corporation scolaire. Tous cependant ne deviennent pas commissaires d'écoles, loin de là. Sur plus de huit cents désignations recensées, nous n'avons trouvé que dix-sept prêtres entre 1850 et 1900. Peu d'entre eux suivent les traces de Denis Marcoux (Champlain) ou L.-E.-A. Dupuis (Sainte-Anne-de-la-Pérade) qui président leur corporation du village 17 et 22 ans respectivement. Ce sont des exceptions.

Quelques-uns veulent démissionner en cours de mandat invoquant une incompatibilité entre leurs fonctions sacerdotale et scolaire. Deux curés de Saint-Didace, à deux époques différentes, demandent, en vain, à être libérés de cette obligation. A.-J.-P. Bellemare explique, en 1864, que son ministère et le salut des âmes en souffrent, alors que J.-E. Héroux ne se décide pas, en 1900, à signer des mandats de saisie contre des contribuables²⁷. L.-E.-A. Dupuis, curé de Sainte-Anne-de-la-Pérade, invoque une raison plus personnelle, froissé que l'inspecteur et certains contribuables de la corporation de la paroisse aient repris une vérification des comptes qu'il avait effectuée. Ayant accepté ce travail dans l'intention d'être utile, il démissionne néanmoins de ses fonctions, explique-t-il au surintendant, cachant mal son dépit²⁸.

²⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1282, 1864 : lettre en date du 3 juillet et document n° 3644, 1900 : lettre en date du 17 novembre.

²⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2589, 1870 : lettre en date du 12 décembre.

Habituellement, un manque de candidats oblige les curés à accepter une fonction officielle. A.-O. Savoie, curé de Saint-Alexis, est secrétaire-trésorier pendant seize ans (1878-1894) et devient, à compter de 1898, président de sa corporation. À Saint-Didace, Théophile Joyal s'occupe pendant neuf ans du secrétariat (1884-1893). Deux de ses prédécesseurs ont aussi occupé une fonction : C.-F. Turgeon, secrétaire (1853-1856) et A.-J.-P. Bellemare, commissaire (1863-1866). Si les curés ne peuvent se dérober à une élection, la plupart limitent leur mandat à trois ans, préférant agir d'une manière moins officielle. Leur influence n'en sera pas moins grande.

Les commissaires d'écoles cherchent auprès de leur pasteur un conseiller et, le cas échéant, un défenseur de leurs actions auprès des contribuables ou du surintendant. Le curé n'est pas un correspondant assidu du département de l'Instruction publique. En général, il laisse aux commissaires et aux secrétaires-trésoriers le soin de s'expliquer et faire valoir leur point de vue. Il n'intervient qu'au moment opportun, c'est-à-dire lorsqu'une affaire s'éternise et qu'il croit son opinion utile pour faire avancer les choses. Alors, on le voit plaider en faveur des commissaires et réitérer leur désir de faire progresser la scolarisation dans la paroisse. Il ira jusqu'à se faire le défenseur d'une action illégale du conseil exposant les « bonnes intentions des “ses” commissaires ». En de rares occasions, il lui arrivera de se plaindre ouvertement de leur inaction. Il traite des choses scolaires comme des questions relevant de son ministère, sollicitant la compréhension et l'indulgence des uns, souhaitant la paix sociale pour tous.

Certains poussent leur zèle jusqu'à prendre l'engagement de s'intéresser de plus près aux écoles comme L.-E.-A. Dupuis de Sainte-Anne-de-la-Pérade en 1860. À cette occasion, il explique les raisons de l'embauche de deux institutrices non diplômées et

se rend, en même temps, non seulement responsable de ces écoles mais également des actions des commissaires. Il précise ainsi sa décision : « Je ne me contenterai plus désormais malgré mes trop nombreuses occupations de visiter les enfants dans les écoles mais encore j'aiderai de mes conseils les commissaires, qui, je sais, sont bien disposés à les goûter²⁹. »

Qui mieux que lui peut prendre la défense des commissaires quand il partage leur point de vue? Il se fait éloquent et persuasif utilisant des figures de rhétorique, comme il en a l'habitude. Il déploie ses connaissances politico-éducatives afin de donner plus de crédibilité à son intervention. Le curé A. Noiseux ne croit pas qu'il faille donner raison à des contribuables, revendicateurs d'une école, « qui se gonflent comme la grenouille de la fable parce qu'au bout de leur nom ils peuvent ajouter le vocable de cap. [capitaine] et magistrat », alors que lui, qui ne se prend ni pour Villemain ou Guizot, est pourtant « aussi bon juge dans ce qui a rapport aux besoins de [sa] paroisse que ces messieurs dont [il a] refusé de signer la requête, il y a trois ou quatre semaines³⁰. »

Cette réponse est typique de celles des pasteurs tout aussi colorés qui n'hésitent pas à caricaturer leurs paroissiens. Leurs lettres témoignent des luttes de pouvoir qui se jouaient entre le curé et les fidèles, surtout si le premier y voit une atteinte au principe d'autorité. Le curé de Saint-Tite cherche à convaincre le surintendant du bien-fondé de sa position en ces termes : « car je suis sur les lieux, je suis leur curé et je connais les gens et les choses. » Moïse Proulx est formel : « il faut que l'autorité soit gagnante » surtout lorsque les contribuables défient les commissaires et commencent

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 286, 1860 : lettre en date du 22 janvier.

³⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Boniface-Shawinigan, document n° 594,1859 : lettre en date du 18 août.

la construction de leur école sur un autre emplacement que celui choisi par le conseil. Une telle situation est un mauvais antécédent, souligne-t-il, craignant d'autres événements du même genre³¹.

Moïse Proulx expose quelques années plus tard les difficultés financières d'une paroisse en train de bâtir une église, entraînant l'impossibilité d'ouvrir un arrondissement d'école. Il parle alors de « ses » commissaires qui partagent son point de vue. Cette fois, il plaide le bien général plutôt que le bien particulier. Les contribuables sont partagés et malgré l'avis favorable de l'inspecteur en faveur d'une école, le chef du département invite à la patience les trente-six requérants. L'école doit céder le pas à l'église. Le surintendant pouvait-il déplaire à un allié? Le curé d'une paroisse est donc parfois en conflit d'intérêts. La construction du temple semble toujours avoir préséance sur celle de l'école. Les paroissiens ne sont peut-être pas toujours en accord avec cette priorité, mais le fardeau fiscal à supporter vient tempérer l'action des plus revendicateurs. Une fois l'église terminée, le curé n'acquiesce pas, pour autant, à tous les projets de la corporation scolaire.

Les sujets de mésententes entre le curé et les commissaires, voire les contribuables, touchent tous les aspects des affaires scolaires. Le curé de la paroisse semble tenir à donner son opinion sur l'emplacement des maisons d'école du village, plus rarement pour les autres arrondissements. Il peut contester le choix d'un emplacement d'école s'il trouve que son voisinage immédiat présente pour les enfants un danger moral comme la proximité d'un hôtel, de quais achalandés ou d'une maison qu'il évite de visiter. Que dire d'une cour d'école jouxtant de trop près l'église, risquant de déranger durant les offices, comme l'expose J.-T. Gravel, curé de la paroisse Saint-Boniface³²!

³¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 1963, 1866 : lettre en date du 18 novembre.

³² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Boniface, document n° 1452, 1900 : lettre en date du 14 juin.

Jaloux de son autorité, le curé dénonce parfois « ses » commissaires au surintendant à propos d'un taux de rétribution mensuelle non conforme à la loi ou de l'engagement d'une institutrice non diplômée effectué sans son consentement. Les commissaires, à leur tour, se soucient de leurs prérogatives.

Une sorte de contrat social s'établit entre le curé et ses paroissiens. Si le premier exige des seconds un respect des conventions religieuses et morales, la réciproque est aussi vraie. Les paroissiens s'attendent à ce que leur curé ne modifie pas ses ententes avec eux. Ainsi, lorsque le curé de Sainte-Ursule propose la réorganisation des écoles du village, les contribuables s'objectent majoritairement à ses projets scolaires pendant neuf années. Attardons-nous quelque peu aux difficultés de cette localité mettant en cause les prêtres-curés J.-A. Mayrand et J.-D. Comeau, son successeur.

En 1870, le curé Mayrand fonde un couvent servant aussi d'hôpital et d'hospice, pour lequel il fait un legs aux sœurs de la Providence. Le couvent, indépendant de la juridiction des commissaires, accueille une centaine d'élèves. Les revenus de cet établissement s'avèrent vite insuffisants et, deux ans plus tard, le fondateur projette une restructuration des arrondissements de sa paroisse afin de doter le village de deux écoles modèles séparées, dont l'une serait le couvent. Toutes deux seraient à la charge de la corporation. Une école modèle mixte existait déjà depuis sept ans grâce à l'initiative de l'instituteur David Lefebvre. Elle est située à environ 700 mètres environ (douze arpents) du village.

Les projets du curé sont en réalité assez complexes. Ils supposent la construction d'une école modèle de garçons au village, sur un terrain donné par la fabrique, la création d'un nouvel arrondissement et le déplacement de la maison d'école actuelle

sur un nouvel emplacement, étant donné les changements de limites des arrondissements du village et de la concession Fontarabie. En juillet 1878, une décision du surintendant oblige la corporation à effectuer les changements préconisés par le pasteur.

Cependant, entre 1872 et 1881, les commissaires d'écoles font unanimement obstacle aux plans de leur curé, soutenus en cela par une majorité de contribuables³³. Cette résistance semble dirigée davantage contre les projets du clergé que contre l'éducation supérieure. Même si cette localité possède une école modèle mixte depuis longtemps, le curé voit dans cette affaire « la révolte de l'ignorance contre l'esprit de lumière³⁴ ». Il adhère aux prescriptions de Mgr Laflèche prônant des écoles séparées dans les villages sous la direction de communautés religieuses enseignantes. Dans ce but, en 1872, l'évêque a déjà versé une somme de 500 \$, provenant d'un don d'un paroissien et accepte la donation d'un terrain de la fabrique pour y construire l'école des garçons. Le curé Mayrand offre, pour sa part, une somme de 300 \$.

Le curé n'arrive pourtant pas à convaincre la majorité de ses paroissiens qu'une école modèle de garçons au cœur du village favoriserait la fréquentation d'un plus grand nombre d'élèves et qu'un couvent public inciterait plus de filles à venir y étudier. Son désir de confier l'enseignement à deux communautés religieuses ne rallie qu'une trentaine de villageois. En décembre 1878, un petit groupe de contribuables autorise le surintendant à intenter, en leur nom, un procès aux commissaires afin de faire exécuter sa décision émise quelque temps auparavant et restée lettre morte.

³³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, documents n° 3138, 1872; n° 727, 1878.

³⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 727, 1878 : lettre J. A. Mayrand, en date du 2 octobre.

Cette question a des retombées jusqu'au conseil de fabrique. Les commissaires qui sont en même temps d'anciens marguilliers en profitent pour influencer les marguilliers anciens et nouveaux. Ces derniers s'opposent au projet du curé et refusent de voter les 500 \$ prévus pour cette école. Les paroissiens sont à ce point opposés au projet que l'évêque est persuadé, à un certain moment, que l'assemblée des francs-tenanciers s'objecterait même à la cession d'un terrain de la fabrique pour y construire l'école.

En 1878, la tension est à ce point forte que le nouveau curé J.-D. Comeau demande au surintendant de ne pas divulguer aux commissaires une lettre qu'il lui a écrite récemment donnant des informations sur les problèmes scolaires. « Si malheureusement, ils savaient que je me suis mêlé de l'affaire, je serais perdu dans ma paroisse³⁵. » J.-A. Mayrand, qui habite toujours au presbytère de Sainte-Ursule, craint quelques mois plus tard qu'on en arrive « à des voies de fait ».

C'est seulement devant la menace d'un autre procès intenté cette fois par l'assemblée de fabrique contre le curé et l'évêque au sujet du terrain de la fabrique pour y construire l'école de garçons que la majorité des contribuables – craignant d'en assumer les frais juridiques – retirent leur appui aux commissaires en mars 1881. Isolée, la corporation scolaire obtempère. À la suite d'un ordre de la cour en date du 27 mai 1881, elle met en marche la réorganisation de ses écoles telle qu'exigée par la décision du surintendant de juillet 1878.

Les commissaires, à bout d'arguments et de feintes, ayant perdu l'appui de la majorité des contribuables, prennent en charge le couvent, l'école modèle de garçons et effectuent le déménagement de l'école du rang Fontarabie. L'école modèle de

³⁵ *Ibid.*, lettre de J.-D. Comeau, en date du 2 août.

garçons est sous une direction laïque du moins jusqu'en 1900, avons-nous pu constater. On ne demande pas aux frères de venir la diriger. C'est peut-être l'ultime concession du curé. Notons, par ailleurs, qu'il est plutôt rare qu'un couvent soit pris en charge par une corporation scolaire. Dans cette affaire, somme toute, sans l'appui du surintendant, le curé et ses quelques sympathisants n'auraient jamais pu réussir leur entreprise.

Néanmoins, l'abbé Mayrand a dû renoncer à sa cure et son successeur J.-D. Comeau cède sa place à la fin du conflit. C'est par l'entremise d'une lettre à leur successeur, E. Béliveau, que le surintendant leur rend hommage alors que se règle un dernier différend entre les commissaires et le notaire Fusey, démis de ses fonctions de secrétaire-trésorier en 1881, autre victime du conflit. Le surintendant Gédéon Ouimet écrit :

Il est de mon devoir de vous dire que votre curé a manifesté pour vous un bon vouloir et un zèle que les éloges ne suffisent pas à reconnaître et à proclamer. Il y a mis cet esprit de conciliation qui se rencontre chez nos bons prêtres et animé d'un zèle éclairé il a travaillé sans relâche pour arriver au but désiré. Vous pouvez l'en remercier, comme je le fais moi-même³⁶.

Ces remerciements marquent la fin d'un épisode mouvementé à la paroisse Sainte-Ursule.

De telles dissensions entre le curé et les commissaires d'écoles ne prennent certes pas toujours cette envergure. Dans le cas présent, le curé obtient gain de cause sauf sur la venue des frères. Dans d'autres circonstances, comme à Shawinigan, en 1900, un pasteur échouera dans ses tentatives de faire reconstruire l'école de garçons sur un emplacement de son choix. Au terme d'un conflit de plus d'un an et malgré l'appui du surintendant, il ne verra pas ses idées prises en compte par les commissaires. Ces

³⁶ ANQ, Correspondance expédiée du DIP, document n° 1796, 1882 : lettre en date du 5 juin 1883.

derniers, avec l'appui de la majorité des contribuables, construiront cette école sur un autre emplacement.

En général, les contribuables tiennent en haute estime l'opinion de leur curé. Obtenir sa signature en tête d'une requête revêt une importance certaine. C'est une sorte de garantie de succès. Sa signature a d'autant plus de poids qu'elle avoisine parfois une série de cinq croix : sur une requête en provenance de Mont-Carmel, en 1868, aucun des commissaires ne sait écrire³⁷. Cosignataire d'une requête, le curé de Saint-Alexis peut mieux s'enquérir des suites de la démarche des contribuables demandant à être constitués en corporation scolaire tout en rappelant du même coup l'urgence de cette création : « Il y a dans la paroisse 245 enfants qui n'ont pas communiqué et parmi ceux qui l'ont fait, il y a encore un bon nombre d'âge à fréquenter l'école encore quelques années³⁸. »

Un curé peut aussi approuver des requêtes qui en appellent d'une décision des commissaires pour autant que l'unanimité des contribuables soit évidente. Ayant toujours en tête la paix sociale et tenant à sa réputation de neutralité, le curé de Saint-Paulin s'abstient de signer une requête de Saint-Élie en faveur de l'érection d'une corporation scolaire parce qu'il subsiste de l'opposition. Favorable à cette création, il préfère expédier, quelques jours plus tard, une lettre personnelle en appui à leur démarche.

Le curé doit s'acquitter de certaines obligations ayant trait au personnel enseignant. Il émet, bien sûr, les certificats de moralité pour les candidats à l'enseignement, mais il

³⁷ ANQ, Correspondance reçue de Mont-Carmel, document n° 3042, 1868 : requête en date du 6 octobre.

³⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis, document n° 2295, 1876 : lettre de A. O. Savoie, prêtre en date du 3 mars 1877.

joue parfois un rôle plus direct encore en recommandant des institutrices non diplômées, plus rarement des instituteurs, qu'il juge aptes à l'enseignement. Cette dernière responsabilité causera, tout au long du XIX^e siècle, quelques dissensions avec les inspecteurs, à commencer par le tout premier en 1852.³⁹ En effet, Petrus Hubert aura maille à partir avec Didier Paradis, le curé de Pointe-du-Lac, qu'il accuse de laxisme dans l'émission des certificats de capacité. Il est vrai qu'un certain nombre de prêtres, à l'instar des commissaires, préfèrent avoir un enseignement de moins bonne qualité plutôt que de ne pas avoir d'école du tout ou se montrent moins soucieux de la compétence.

En 1892, une lettre circulaire du département de l'Instruction publique exige l'approbation de l'évêque dans ces circonstances. Cette directive n'apparaît pas dans les règlements du conseil de l'Instruction publique, ni en 1894, non plus qu'en 1908. En réalité, il s'agit d'une résolution du Comité catholique du conseil de l'Instruction publique telle que transmise dans la lettre circulaire n° 100.91⁴⁰. Comme les évêques siègent de droit à ce conseil, nous y voyons une procédure de régulation que ces derniers imposent aux curés. Ceux-ci étaient-ils trop enclins à émettre des certificats de capacité, supplantant par le fait même les Bureaux d'examineurs, lesquels relevaient du conseil?

Les curés n'en continuent pas moins d'émettre des certificats. En 1892, P. Cloutier de Saint-Étienne se plie à la procédure et demande l'autorisation pour l'embauche de cinq institutrices non diplômées. À la question de l'évêque pour connaître son avis, le curé

³⁹ Avant l'instauration du Bureau d'examineurs à Trois-Rivières, en 1856, les curés émettent des certificats de compétence aux institutrices. Par la suite, ils continuent de le faire uniquement pour les institutrices non diplômées.

⁴⁰ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 7, 1892. Le département de l'Instruction publique informe le secrétaire de la nouvelle procédure concernant l'engagement du personnel non diplômé et lui transmet la lettre circulaire.

répond qu'il a lui-même procédé à l'engagement de ces cinq personnes. À Saint-Narcisse, la même année, le curé se substitue au Bureau d'examineurs faisant subir un examen à deux jeunes filles de sa paroisse âgées de 17 ans. La directive du conseil n'est pas sans causer de la confusion puisque que le curé de Saint-Paulin croit, à tort, que l'approbation du surintendant n'est plus nécessaire!

Pour leur part, les enseignants requièrent souvent les services de leur curé dans leurs rapports avec le département. Il sert d'intermédiaire pour le paiement de leur abonnement au *Journal de l'Instruction publique* ou au sujet des prestations de retraite. À ses débuts, du moins, l'administration du fonds de retraite compte sur lui pour émettre des certificats prouvant la nécessité d'une telle assistance ou encore garantissant le bon comportement des anciens instituteurs. Sa connaissance des gens et la qualité de son jugement sont mises au service des instituteurs et des institutrices. Il intercède souvent, à ces occasions, en leur faveur. Sa générosité peut même aller jusqu'à héberger une institutrice invalide ou en attente d'une allocation.

Avant tout, le curé sera le promoteur de l'école modèle et de l'enseignement congréganiste, comme cela se rencontre ailleurs au Québec et antérieurement en France⁴¹. J.-A. Mayrand de Sainte-Ursule dans une lettre confidentielle à L. Giard, un assistant du surintendant, l'exprime en ces termes : « Une école tenue par des religieuses vaut infiniment mieux que celles tenues par des jeunes filles peu instruites et sans expérience⁴². » Nous pourrions dire que c'est une manifestation de l'intérêt que porte le curé aux affaires scolaires de sa localité tout comme un élément de fierté.

⁴¹ Pour le Québec soulignons, entre autres, l'ouvrage de Denise Robillard, *La traversée du Saguenay*, Montréal, Bellarmin, 1994, 648 p. et Normand Séguin, *La conquête du sol*, Montréal, Boréal, 1977, 295 p. ou pour la France, Alix de Rohan-Chabot, *Les écoles de campagne au XVIII^e siècle*, Nancy, Presses universitaires de Nancy-Éditions Serpenoise, 1985.

⁴² ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 3128, 1872 : lettre en date du 18 novembre.

Le curé J.-H. Dorion de Yamachiche fait même la promotion des deux établissements de sa paroisse tenues par les communautés enseignantes. En 1856, elles représentent les deux seules écoles de qualité supérieure pour les comtés de Maskinongé et Saint-Maurice, rappelle-t-il au surintendant, sollicitant d'une façon discrète quelque subvention pour celles-ci. Plusieurs d'entre eux sont non seulement les initiateurs de l'établissement d'une telle école, mais ils investissent personnellement dans sa construction. Leur intérêt peut aller jusqu'à demander la division de la corporation pour assurer la survie de l'école modèle. Ce n'est pas peu dire quand on sait que le curé est le premier à désirer la bonne entente et l'harmonie dans sa paroisse.

La position du curé de Sainte-Anne-de-la-Pérade, en 1860, est sans équivoque. Les meilleures écoles de la corporation doivent être celles du village, même si cela implique l'engagement d'institutrices non diplômées dans deux arrondissements en raison des faibles ressources de la corporation. Il considère les écoles de rang « comme des écoles préparatoires de ces deux écoles de première classe⁴³. » C'est dans cet esprit que L.-O. Désilets, curé de Saint-Narcisse, contresigne une requête visant à reconstruire et à rapprocher de l'église l'école élémentaire du village. Devant la levée de boucliers d'une majorité de paroissiens contre ce qu'ils croient être un projet d'école modèle, le pasteur est forcé d'atténuer la portée de son appui. Il dira n'avoir signé la requête qu'en faveur d'un changement d'emplacement, rien de plus. Il désire même recevoir copie de cette requête « pour me justifier et par là empêcher la chicane de s'élever – la querelle ou le feu pris ne s'éteignent point facilement. Il ne faut donc point le laisser s'allumer pour ne point nuire à l'éducation surtout ici où il y en a un si grand besoin⁴⁴. » Il déclare cependant au surintendant, dans un style

⁴³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 286, 1860 : lettre du curé L.-E.-A. Dupuis en date du 22 janvier.

⁴⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 1062, 1861 : lettre en date du 27 juin.

quelque peu sibyllin : « Il me paraît contre le sens commun que la première école d'une paroisse soit éloignée de l'Église pour plusieurs raisons que vous connaissez aussi bien que moi. » Or, quel curé ne rêve pas d'une école modèle à l'ombre de son église?

Quelques curés fondateurs vont jusqu'à léguer leurs biens aux communautés invitées à prendre en charge un couvent, comme Didier Paradis de Pointe-du-Lac ou J.-A. Mayrand de Sainte-Ursule. Jean-Baptiste Grenier, curé de Saint-Tite, offre, pour sa part, de payer la moitié des coûts de construction de l'école modèle de garçons, mais assujettit sa donation d'une obligation d'ériger un édifice plus imposant que celui projeté au départ par les commissaires⁴⁵. Ces derniers, après hésitation, acceptent sa proposition. Le chef du département ne peut faire autrement que de reconnaître un interlocuteur de choix dans ce promoteur de l'éducation.

Pour le surintendant, le curé est une personne de confiance. Il recherche son avis lors de différends majeurs, lui demande des précisions et sollicite son opinion qui prévaut parfois sur celle des commissaires. En retour, il lui garantit son appui en maintes occasions. Leurs buts concordent très souvent, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait jamais divergence d'opinions. Certains curés se montrent parfois intransigeants, d'autres s'en prennent à l'inspecteur si une action de ce dernier leur a déplu. Il arrive alors au chef du département de semoncer diplomatiquement un pasteur trop bouillant dont les paroles ont blessé un inspecteur. Ainsi, P.-J.-O. Chauveau regrette la mésentente entre Didier Paradis de Pointe-du-Lac et son inspecteur. L'entente entre ses « députés » et les curés est indispensable au bon fonctionnement du système. Il prie le curé « de se montrer plus indulgent, plus conciliant à son égard car il a

⁴⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 142, 1897.

remarqué des expressions dans leur correspondance que tout chef de département ne peut permettre et en éprouve du chagrin⁴⁶. »

Les lettres « confidentielles » échangées de part et d'autre s'avèrent les plus révélatrices du pouvoir des curés dans leur paroisse et du poids de leur opinion dans les décisions du surintendant. Une complicité s'établit entre eux et les dirigeants du département puisque ceux-ci, à leur tour, bien que plus rarement, écrivent confidentiellement à ces curés. Cette collaboration rend les pasteurs indissociables du succès de l'implantation des écoles. Sans l'appui des commissaires et de la population leur action devient vite inefficace cependant. D'où la nécessité pour eux de paraître neutres et impartiaux dans toutes les affaires scolaires.

Les curés ne s'en cachent pas, ils ne veulent surtout pas être en brouille avec leurs paroissiens, aussi bien N.-O. Larue de Saint-Paulin (1862), J.-A. Mayrand de Sainte-Ursule (1872), J.-H. Thibodeau de Batiscan (1882) que B.-C. Bochet de Sainte-Anne-de-la-Pérade (1888 et 1892). Ainsi, N.-O. Larue pour calmer la population lors d'un projet de construction d'une école affirme en chaire n'avoir « écrit aucune lettre au détriment et préjudice des opposants ». J'aime mieux ne plus m'en mêler que d'être en difficulté avec eux, écrit-il au surintendant. Cette remarque illustre la position délicate des curés non seulement dans leur milieu respectif mais avec le haut clergé. Le curé Thibodeau, qui pratique la métaphore et l'humour, doit remettre plusieurs fois une rencontre avec le surintendant, mais il tient à lui exposer de vive voix et en détail le litige touchant l'institutrice de l'école indépendante et surtout lui expliquer en quoi il juge prématurée l'intervention de l'évêque du diocèse dans ce conflit.

⁴⁶ ANQ, Correspondance reçue de Pointe-du-Lac, document n° 1645, 1857.

Somme toute, la correspondance des curés avec le surintendant est riche à plus d'un point de vue. Elle nous permet d'entrevoir des curés ayant une forte personnalité qui se mêlent ouvertement des affaires scolaires comme F. Verville d'abord à Saint-Élie puis à Sainte-Flore ou encore N.-D. Marcoux de Champlain. D'autres préfèrent intervenir plus discrètement. Les pasteurs démontrent par leur attitude qu'ils favorisent l'expansion des écoles tout en préservant les meilleures : les « bonnes » écoles au village, si possible entre les mains d'une communauté religieuse. Nombreux sont les curés à attendre longtemps une telle réalisation, les contribuables ne partageant pas toujours leur enthousiasme.

Conclusion

Les affaires scolaires au niveau local, particulièrement dans le monde rural de la deuxième moitié du XIX^e siècle, sont révélatrices à plus d'un point de vue. L'école, grand projet de l'élite, devient lentement et, d'une manière quelque peu différente, celui de la population. Les contribuables se voient « imposer » les écoles d'abord par le biais de la taxe foncière puis se laissent convaincre de la nécessité du savoir scolaire. Loin d'être indifférents, ils expriment avant tout leurs préoccupations financières et la nécessité de rendre l'école accessible au plus grand nombre d'enfants possible et surtout aux plus jeunes.

Ce désir d'avoir l'école à proximité provoque maintes rencontres, discussions, mises au point de stratégies et favorise du même coup chez les contribuables une évolution de leur conception de l'école. Surtout à compter des années 1870, l'école élémentaire devient un passage obligé faisant dire à l'inspecteur David Lefebvre qu'il « n'est pas de si petit noyau de population fixé dans les défilés de nos montagnes, qui ne veuille

avoir son école⁴⁷. ». La multitude des différends sur les emplacements d'écoles est là pour le prouver. Le consensus en faveur de l'instruction n'amène-t-il pas la transformation radicale de la corporation de Sainte-Thècle qui double dans l'espace d'un an le nombre de ses écoles, passant de quatre à huit⁴⁸ ? Le débat suscité par le choix de l'emplacement confère à l'école une visibilité plus grande au sein des collectivités et par là un intérêt plus soutenu envers la scolarisation.

L'expansion du réseau d'écoles ne connaît pas un même élan dans toutes les corporations. Mettons en contraste les situations de Saint-Élie ou Saint-Didace, par exemple, où il ne fait pas de doute que toutes les questions en relation avec les écoles restent liées aux difficultés pécuniaires. Si, en certains milieux, la polémique sur les affaires scolaires ne réfère qu'au principe d'équité, « recevoir une juste part des impôts payés », ailleurs l'insuffisance des revenus viendra accaparer les discussions et les englober dans des problèmes sociopolitiques plus vastes laissant les contribuables profondément divisés. Les localités de la Mauricie apparaissent donc sur ce point très diversifiées. En général, il nous est apparu que les affaires scolaires prennent de l'ampleur tout au long de la période étudiée et engendrent, du même coup, le développement d'une gestion de plus en plus complexe.

L'étude de la législation scolaire laisse transparaître cette évolution. Au fil des ans, l'amplitude des mouvements de contestation et, par voie de conséquence, la multiplication des droits d'appel au surintendant obligent les législateurs à amender les textes de lois. Avant les années 1870, il suffisait que quelques contribuables formulent une plainte avec l'approbation de trois visiteurs d'école pour que le chef du

⁴⁷ *Rapport du surintendant de l'instruction publique pour l'année 1877-1878*, Rapport de l'inspecteur David Lefebvre, p. 59.

⁴⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 290, 1893.

département de l'Instruction publique s'intéresse à leur problème. Par la suite, la loi prescrit une requête sommaire. Finalement, au début des années 1890, une série de règles, de délais et de frais encadrent les demandes de médiation. Contribuables et commissaires vont jusqu'à engager des avocats pour défendre leur cause. Finalement, au tournant du siècle, la loi prévoit que dorénavant le droit d'appel devra être porté devant une cour de circuit pour les questions touchant l'aspect matériel des écoles : maison, arrondissement et financement. Les corporations ont-elles atteint une certaine maturité ou le département est-il tout simplement trop accaparé par ces problèmes? On peut aussi penser qu'une surveillance plus étroite eût exigé plus de ressources du trésor provincial.

Il peut paraître étonnant qu'il soit si peu question du chef-lieu des trois comtés de la Mauricie, la ville de Trois-Rivières. En effet, aucun conflit d'emplacement d'école ou d'implantation d'école modèle n'a été relevé lors de notre dépouillement. Les Trifluviens ne semblent pas connaître de regroupements de contribuables, si l'on en juge par la correspondance qui ne recèle pas de requêtes émanant des citoyens. Territoire urbain organisé de longue date, administration scolaire confiée aux conseillers municipaux et organisation de l'enseignement modèle et académique par des communautés religieuses, sans compter une tradition scolaire implantée depuis longtemps : voilà autant de paramètres pour satisfaire les contribuables.

La population du monde rural affronte, pour sa part, des problèmes particuliers qui se greffent à d'autres événements ayant une incidence sur la vie de leur collectivité : élections scolaires, choix de l'emplacement de l'église et affaires municipales. L'école apparaît aussi comme un enjeu social qui amène les notables et toute la population à s'intéresser aux affaires scolaires. Les rivalités entre les contribuables basées sur la somme des impôts payés ou sur le statut social démontrent la diversité

du monde rural et la variété des attentes face à l'instruction. Les cultivateurs majoritaires dans une société rurale qui se transforme lentement s'opposent à tous les autres, artisans, ouvriers de l'industrie rurale, professionnels des villages qui attendent déjà plus de l'école, que des rudiments de lecture, d'écriture et d'arithmétique. Pour les uns, l'école s'évalue selon son coût exorbitant, pour d'autres, elle représente un élément de promotion sociale et, pour les garçons surtout, une possibilité de gagner sa vie autrement qu'en cultivant la terre.

L'école élémentaire ou modèle est perçue, en général, comme essentiellement utilitaire et reflète les attentes des contribuables : scolarisation de base ou préparatoire à l'apprentissage des arts et métiers, sans oublier la formation religieuse et morale par l'apprentissage du catéchisme et la lecture de morceaux choisis. Les cultivateurs s'opposeront davantage à l'école modèle en raison de son coût et parce qu'elle n'intéresse qu'un petit nombre d'élèves. L'aspect financier ralentit davantage l'adhésion populaire à cette institution que le refus d'une formation plus poussée, quoi qu'en disent certains opposants. Aussitôt la division accordée, des cultivateurs de la corporation de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade ne veulent-ils pas envoyer leurs enfants à l'école modèle du village? Si l'école modèle avait été financée entièrement par les subventions gouvernementales, y aurait-il jamais eu autant de protestation ?

La vitalité des affaires scolaires se mesure également aux interventions des curés. Ils participent aux débats de multiples façons, toujours soucieux de préserver à la fois la paix sociale et le respect de l'autorité. Tous reconnaissent l'importance de leur rôle à commencer par le surintendant. Dans une circulaire de 1877, celui-ci recommande aux inspecteurs

[...] de faire une visite spéciale à messieurs les curés. Ce sont des esprits éclairés, des cœurs dévoués et des patriotes; ils sauront apprécier vos projets et ils vous accorderont leur concours avec le zèle qui leur est propre. La religion et l'instruction sont sœurs; elles se prêtent un mutuel appui. [...] Ils entreront dans vos vues, et vous pouvez tout attendre de leur intervention, car le peuple connaît par expérience la valeur de leurs avis et il aime à les suivre⁴⁹.

Nous croyons que sans l'accord des contribuables, les curés seraient incapables de promouvoir leurs idées. Les pasteurs ont, en effet, besoin de l'assentiment des paroissiens pour fonder des établissements d'enseignement « supérieur » ou encourager leur création, même si leur générosité à leur égard est remarquable. Ils doivent aussi compter sur l'aval des commissaires. La paroisse forme une entité particulière et dynamique, cimentée par les relations sociales dont le curé demeure un élément essentiel. L'hommage que lui rend le surintendant confirme que c'est un acteur important des affaires scolaires; il jouit d'un pouvoir indéniable qui dépend néanmoins du bon vouloir de la population et des instances scolaires locales.

⁴⁹ Tiré du *Journal de l'Instruction publique*, vol. 21, 1877, p. 70-77.

CHAPITRE 4

LES COMMISSAIRES ET LA GESTION DU PERSONNEL

Introduction

Pour les commissaires d'écoles, l'embauche des instituteurs apparaît comme l'une des tâches les plus complexes qui soient. Après avoir fixé les conditions d'emploi établies en tenant compte de plusieurs paramètres, ils organisent le recrutement, font la sélection et procèdent aux engagements. Nous voulons, dans ce quatrième chapitre, examiner comment les corporations scolaires de la Mauricie élaborent la gestion de leur personnel.

Nous présentons, en premier lieu, les procédures d'embauche mises au point par les commissaires d'écoles. Ils ont la possibilité de sélectionner leur personnel parmi des candidats laïcs titulaires d'un brevet ou non et des candidats religieux. L'étude de contrats d'engagements permettra, par la suite, d'illustrer les diverses conditions d'emploi offertes aux enseignants. Troisièmement, l'analyse comparative de la rémunération mettra en évidence les disparités socio-économiques des comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice. Ce volet s'appuiera sur les statistiques des rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique qui recensent par comté ou district d'inspection les traitements versés aux instituteurs. Finalement, nous examinerons comment les commissaires abordent la question salariale au sein de leur corporation.

La législation scolaire nous a semblé peu normative sur cet aspect des responsabilités locales. Dans la loi de 1841, il est simplement prescrit d'engager du personnel

enseignant qualifié. Une loi ultérieure oblige les instituteurs à la détention « d'un brevet de qualification pour le premier de juillet 1852 »¹. Les institutrices seront tenues à cette formalité à compter du 1^{er} juillet 1857², mais le surintendant accorde aux corporations une année de sursis, car « les différents bureaux d'examineurs n'[ont] pu suffire à examiner tous les candidats qui se sont présentés lors de leurs dernières séances³ ». Le brevet est accordé à la suite d'un examen d'aptitudes subi par les futurs enseignants; il en existe trois types, correspondant à chacun des niveaux du cours primaire : élémentaire, modèle ou académique. L'expression « enseignant breveté » est courante au XIX^e siècle. Elle identifie l'instituteur dûment diplômé. Afin de prévenir les congédiements arbitraires, la loi prescrit, en 1846, l'envoi d'un avis écrit de non-réengagement aux instituteurs concernés trois mois avant la fin du contrat. Ce délai est raccourci à deux mois en 1871⁴. De part et d'autre, l'absence de notification est considérée comme une tacite reconduction de l'entente. Le contrat écrit – quoique prôné par le surintendant dès 1846 – ne deviendra obligatoire qu'en 1888. Les autres conditions d'emploi : salaire, logement, chauffage, durée de l'année scolaire, restent à la discrétion des commissaires qui demeurent cependant soumis à quelques règlements du conseil de l'Instruction publique⁵.

¹ Jean-Baptiste Meilleur, « Circulaire n° 12 », en date du 4 juin 1849 dans Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, Québec, Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, p. 436-444.

² André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1965, p. 215 et André Dufour, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMH, 1996, p. 138-145 et p. 198-219.

³ Circulaire du surintendant n° 22, en date 2 juillet 1857, parue dans le *Journal de l'instruction publique*, 1857, p. 146.

⁴ Au sujet de l'évolution des lois scolaires, voir les travaux de Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, thèse de doctorat (Faculté d'Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 1969.

⁵ Voir par exemple les six articles des Règlements du conseil de l'Instruction publique annexés à la loi de 1894.

Le recrutement

Le recrutement pour les écoles élémentaires se fait souvent à partir des candidats issus de la paroisse ou des environs. L'information circule dans ce cercle assez restreint, d'autant plus que pour les écoles éloignées et isolées, les commissaires se disent incapables d'engager des personnes qui ne résident pas dans le milieu, toutes refusant « ces postes si peu alléchants ». Pour les écoles modèles, ils peuvent se rendre dans les villages où se trouvent une école modèle ou un couvent, véritables pépinières de maîtres, espérant y dénicher un titulaire. Les curés des paroisses sont de bons recruteurs et peut-être aussi le secrétaire du bureau des examinateurs de Trois-Rivières. Certains commissaires font paraître une annonce dans le *Journal de l'Instruction publique* ou écrivent au directeur d'une école normale.

Dans ce jeu d'offre et de demande, les candidats écrivent, pour leur part, aux corporations scolaires pour solliciter un poste. Par exemple, la corporation de Sainte-Geneviève reçoit, en 1878, plus de « vingt applications pour remplacer une institutrice de 60 \$ seulement », de commenter le secrétaire-trésorier⁶. À leur tour, des contribuables suggèrent un parent, comme ce forgeron de Sainte-Ursule dont les deux filles détentrices d'un brevet modèle sont à la recherche d'un emploi ou ce vicaire de Champlain faisant la promotion de la candidature d'un de ses frères⁷.

Au sein des corporations, la tradition veut que l'on confie à chacun des commissaires l'embauche du maître de «son» arrondissement⁸. Nous avons pu constater dans les

⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 2515, 1878 : lettre de Robert Trudel en date du 24 septembre 1878.

⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1417, 1894 : lettre de Charles Béland en date du 24 juillet et Registre des procès-verbaux de Champlain, année 1878.

⁸ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 1812, 1858 et de Champlain, document n° 1302, 1861.

registres de Saint-Narcisse le recours à cette façon de faire en 1874. Six ans plus tard, le secrétaire désigne l'école pour laquelle tel commissaire devra trouver une institutrice⁹. L'inspecteur Ambroise Tétreault, et déjà avant lui Petrus Hubert (1861), s'élève contre cet usage « de laisser à un seul commissaire la conduite de l'école de la concession, et le droit de vie ou de mort sur l'engagement du maître¹⁰. » C'est, selon lui, un abus d'autorité pouvant mener au renvoi injuste d'instituteurs bien méritants. Une modification de la loi, en 1908-1909, proscrira cette pratique en ces termes : « le choix doit être fait par tous les commissaires réunis en séance régulière et non par un seul d'entre eux¹¹. » Quelle que soit la manière privilégiée par les corporations pour effectuer les engagements, elles doivent surtout embaucher un personnel dont la compétence est reconnue.

L'engagement de personnel breveté

Les corporations scolaires ne peuvent se plier à la prescription de n'engager que du personnel breveté stipulée dans la loi de 1846. Elles ne pourront s'y conformer avant une dizaine d'années : le temps pour l'État d'instaurer un réseau de bureaux d'examineurs dans tous les districts judiciaires (1846-1861) et de fonder trois écoles normales (1857), deux à Montréal et une à Québec. Ces organismes émettent les brevets d'enseignement. Pour sa part, la Mauricie dispose, à compter de 1853, d'un bureau d'examineurs situé à Trois-Rivières, mais elle n'a pas d'école normale sur son territoire. Les Ursulines qui en avaient dirigé une en 1836 durent la fermer trois

⁹ Registre des procès-verbaux de la corporation scolaire de Saint-Narcisse, 1863-1901.

¹⁰ *Rapport du surintendant de l'instruction publique pour l'année 1877-1878*, Rapport de l'inspecteur Ambroise Tétreault, p. 95. Par souci de simplification, nous emploierons désormais le sigle *RSIP* suivi de l'année.

¹¹ Guy Stringer, *op. cit.*, p. 15.

ans plus tard faute de subsides gouvernementaux¹². Sa réouverture ne se fera qu'en 1908.

Le non-respect de cette disposition de la loi fait perdre la subvention gouvernementale. Cette sanction aura vite raison des corporations récalcitrantes ou négligentes à transmettre à chaque semestre le nom des membres du personnel enseignant et la date de leur diplôme. L'engagement de non-diplômés nécessite, dès lors, l'autorisation du surintendant.

Bref, durant cette période transitoire (1846-1857), les commissaires d'écoles jouissent d'une grande latitude pour juger de la compétence des candidats non munis de brevet la plupart étant des institutrices¹³. Les instituteurs ont souvent un brevet parce que le bureau des examinateurs a eu le temps de s'occuper d'eux et que la loi les y oblige à compter de 1852¹⁴. Quant aux institutrices, faute d'avoir pu passer devant les examinateurs, elles subissent un examen de la part des commissaires. Si elles n'ont pas de brevet, ce n'est pas nécessairement parce qu'elles n'ont pas la compétence requise. C'est plutôt une question de circonstances.

Procéder à l'embauche des instituteurs semble une expérience difficile pour les commissaires dont certains sont peu instruits et surtout peu habitués à ce genre d'évaluation. Ils comptent alors sur les conseils du curé ou de leur secrétaire-trésorier et sur les avis dispensés par le surintendant dans ses circulaires¹⁵. La correspondance

¹² André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 66.

¹³ Le phénomène du personnel non breveté pour cette période a été observé par André Labarrère-Paulé, *ibid.*, p. 218, et André Dufour, *Tous à l'école*, p. 210.

¹⁴ *RSIP* 1850-1851, p. 44.

¹⁵ Par exemple, la circulaire n° 9, du 15 juin 1846 dans Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, p. 418-436.

n'est pas très explicite sur la manière dont s'y prennent les corporations pour juger de la capacité des candidats. Nous savons toutefois que certains commissaires de la Mauricie embauchent des jeunes filles sur la base de leurs études effectuées au couvent des Ursulines de Trois-Rivières. D'autres réengagent leurs institutrices au seul examen de leur calligraphie¹⁶.

Avec la création de l'inspectorat (1851), les normes se resserrent. Dès son entrée en fonction, l'inspecteur Petrus Hubert s'empresse de faire subir aux institutrices des examens semblables à ceux des bureaux des examinateurs¹⁷. L'épreuve réussie, il émet des certificats de capacité, « pour un temps limité » cependant. Les commissaires ne semblent pas se formaliser de son intervention, certains craignent plutôt sa désapprobation quant aux engagements faits sans son accord¹⁸.

Malgré la généralisation du brevet chez le personnel enseignant, l'inspecteur n'en continue pas moins d'intervenir. Étant donné les exigences très variables des différents bureaux d'examineurs, le surintendant encourage les inspecteurs, en 1879, à soumettre à un test privé les enseignants présentant des défaillances notables. Les commissaires, d'après l'inspecteur David Lefebvre, « qui, pour la plupart sont illettrés ou à peu près, se sont montrés satisfaits de mes procédés à cet égard. [...] Ils se trouvent à même de décider avec connaissance de cause de l'opportunité de congédier ou de réengager une institutrice¹⁹ ». À la fin du siècle, l'inspecteur Évariste Béland écrit avec une satisfaction évidente que les commissaires lui demandent des

¹⁶ *RSIP* 1853, Rapport de Petrus Hubert en date du 6 septembre 1853.

¹⁷ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 980, 1852 : lettre de Petrus Hubert en date du 19 juillet.

¹⁸ ANQ, Correspondance reçue de Batiscan, document n° 826.5, 1852 : lettre en date du 6 juillet et de Sainte-Geneviève, document n° 1725, 1852 : lettre en date du 23 juillet.

¹⁹ *RSIP* 1878-18790, Rapport de l'inspecteur David Lefebvre, p. 66.

références pour combler des postes vacants. Il les considère « plus dévoués et plus prudents dans le choix de leurs institutrices. Lorsqu'arrive le temps des engagements, ils font des efforts pour engager des institutrices qui se sont acquis une bonne réputation dans l'enseignement²⁰. »

L'engagement de personnel laïc non breveté

Les corporations recourent parfois à du personnel non breveté. Fait plutôt rare après 1858, l'embauche d'institutrices laïques non diplômées augmente de manière soudaine au début des années 1880²¹. Comment expliquer ce genre d'engagement? Avant d'exposer les motifs invoqués par les corporations, nous illustrons tout d'abord la situation à l'aide des statistiques des rapports annuels du surintendant où l'on dénombre tous les enseignants, y compris les non-diplômés, afin de déterminer si la Mauricie se distingue du reste du Québec.

Étude comparative des instituteurs laïcs non diplômés

Précisons que nous limitons notre étude aux seuls membres laïcs du corps enseignant dans les comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice. La situation particulière des instituteurs religieux – longtemps exemptés légalement du brevet – nous amène à les considérer comme personnel diplômé. En effet, pour le département de l'Instruction publique, leur noviciat au sein des communautés religieuses enseignantes équivaut à une formation scolaire et pédagogique. La lettre d'obédience de leur congrégation témoigne de leur aptitude à enseigner dans les écoles catholiques

²⁰ RSIP 1900-1901, Rapport de l'inspecteur Évariste Béland, p. 8.

²¹ Ce phénomène a également été analysé par André Labarrère-Paulé pour l'ensemble du Québec dans son ouvrage *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 299, 356-359 et 445.

et les libère de la nécessité de subir l'examen d'un bureau des examinateurs²². La loi de 1888 les oblige à passer le brevet mais quatre années plus tard, cette prescription est modifiée, des visiteurs ecclésiastiques se substituant au bureau des examinateurs. Enfin en 1899, ils sont incités à se présenter aux examens du bureau afin d'assurer leur crédibilité, de préciser Thérèse Hamel²³.

Avant d'aborder cette analyse, précisons que les statistiques sur le personnel enseignant dans les rapports annuels du surintendant se présentent sous deux formes, ce qui explique la diversité des tableaux présentés ci-après. Entre 1876 et 1891, l'on dénombre les instituteurs selon les districts d'inspection. La Mauricie est partagée en deux districts : Champlain-Portneuf et Maskinongé-Saint-Maurice confiés respectivement à David Lefebvre et à Ambroise Tétreault²⁴. Les données sont transmises par comté dans la dernière décennie. Les chiffres fournis par les inspecteurs et ceux inscrits dans les différents tableaux varient quelquefois²⁵ ainsi que leur contenu. Il faut donc voir ces statistiques comme des indicateurs d'une situation en évolution plutôt qu'un portrait en tous points conforme à la réalité.

Ce n'est qu'à partir de 1873-1874 que les tableaux statistiques identifient spécifiquement le personnel laïc non breveté. En Mauricie, cette année-là, il n'y a qu'une institutrice qui ne possède pas de brevet. Trois ans plus tard, huit institutrices et un instituteur non brevetés sont recensés. Si l'on tient compte du sexe des

²² Marta Danylewycz, *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, p. 27-28 et Thérèse Hamel, *Un siècle de formation des maîtres au Québec, 1836-1939*, Montréal, HMH, 1995, p. 65.

²³ Thérèse Hamel, *Ibid.*, p. 66.

²⁴ Les localités du comté de Portneuf sont : Cap-Santé, Portneuf, Deschambault, Grondines, Saint-Alban, Saint-Casimir, Saint-Ubalde et Notre-Dame-des-Anges.

²⁵ Nous avons aussi relevé quelques erreurs dans la transmission de certaines données comme une inversion de chiffres entre les colonnes « religieux et non-brevetés » en 1881-1882 : p. 174-175.

enseignants, il ressort qu'entre 1876 et 1892, le nombre total des laïcs non diplômés dans le district de Champlain-Portneuf est inférieur à douze. En règle générale et selon les années, on remarque la présence d'un ou de deux maîtres d'école non brevetés. En 1879-1880, il y en a quatre sur douze enseignants. Dans le district de Maskinongé-Saint-Maurice, le nombre des instituteurs laïcs varie entre sept et douze et les non-brevetés ne sont jamais plus de trois²⁶. La région de la Mauricie comparativement à l'ensemble du Québec embauche en général moins d'instituteurs non brevetés. En 1890-1891, il n'y en a aucun en Mauricie tandis que l'on en dénombre 87 pour la province, soit 8 %²⁷.

L'analyse de la cohorte des institutrices beaucoup plus nombreuses que leurs confrères révèle que le taux des non-diplômées s'accroît à compter des années 1880, comme on peut le constater dans le tableau 4.1. Jusqu'en 1883, les non-brevetées sont moins d'une vingtaine, représentant 6 % des effectifs de la Mauricie. Le pourcentage croît à 12 % le reste de la décennie. Cette augmentation n'est pas surprenante, elle coïncide avec l'adoption d'un règlement du conseil de l'Instruction publique obligeant les corporations à engager un assistant pour les classes modèles comptant plus de quarante élèves et pour les classes élémentaires de plus de soixante²⁸. Les postes d'assistants sont généralement confiés à des non-diplômés puisqu'ils n'ont pas la responsabilité de la classe. Dans leurs rapports personnels ultérieurs, les inspecteurs distingueront parmi les non-diplômés ceux embauchés

²⁶ Parmi le nombre d'instituteurs religieux, les statistiques incluent parfois les enseignants du collège classique de Trois-Rivières. Pour notre part, nous évaluons à une dizaine les frères engagés par la corporation en 1879-1880. Les registres de la corporation de Trois-Rivières en dénombrent 13 (1889) et finalement 17 (1900).

²⁷ *RSIP* 1891-1892 : le rapport personnel du surintendant présente quelques statistiques pour l'année précédente (1890-1891), p. viii-ix.

²⁸ Commentaires des inspecteurs David Lefebvre (*RSIP*, 1882-1883, p. 61) et Ambroise Tétreault (*RSIP*, 1884-1885, p. 162). L'article 30 des Règlements refondus du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique de 1906 stipule cependant que si la présence moyenne dans une classe élémentaire dépasse cinquante d'élèves, il devient obligatoire d'engager un sous-maître.

TABLEAU 4.1

Pourcentage des institutrices laïques non brevetées entre 1876 et 1891

Année	District Champlain-Portneuf			District Maskinongé-Saint-Maurice			Mauricie			Québec		
	Total ¹	I. N. B. ²	% I. N. B. ³	Total	I. N. B.	% I. N. B.	Total	I. N. B.	% I. N. B.	Total ⁴	I. N. B.	% I. N. B.
1876-1877 ⁵	non disponible (n.d.)			n.d.			162	8	5%	4776	286	6%
1877-1878	114	1	,09%	92	1	1%	206	2	1%	4905	213	4%
1878-1879	116	0	0%	107	2	2%	223	2	1%	4930	202	4%
1879-1880	115	0	0%	131	3	2%	246	3	1%	5062	192	4%
1880-1881	129	3	2%	140	4	3%	269	7	3%	5359	204	4%
1881-1882	134	6	4%	134	6	4%	268	12	4%	5391	290	5%
1882-1883	146	14	10%	134	3	2%	280	17	6%	5594	503	9%
1883-1884	155	10	6%	136	12	9%	291	22	8%	5719	570	10%
1884-1885 ⁶	162	11	7%	173	24	14%	335	31	10%	6235	776	12%
1885-1886	210 ⁷	19	9%	157	19	12%	367	38	10%	6121	580	9%
1886-1887 ⁸	166	n.d.	n.d.	132	9	7%	298	n.d.	n.d.	6569	657	10%
1887-1888	182	16	9%	123	15	12%	305	31	10%	6766	764	11%
1888-1889	189	27	14%	143	14	9%	332	41	12%	7115	794	11%
1889-1890	194	18	9%	157	14	9%	351	32	9%	7379	971	13%
1890-1891	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	7364	1084	15%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique de 1876 à 1886 : *Grand tableau statistique préparé par MM. les inspecteurs d'écoles (...)* et de 1886 à 1890 : *Statistique générale des écoles (...)*.

¹ Le nombre total des institutrices comprend les laïques brevetées, les religieuses et les non-brevetées enseignant aux cours élémentaire, modèle et académique.

² Le nombre des institutrices non brevetées telles que recensées dans les deux sources citées plus haut ou à compter de 1886 dans les rapports des inspecteurs.

³ Pourcentage des institutrices non brevetées.

⁴ Ces chiffres sont tirés des tableaux portant sur les effectifs enseignants ou dans le rapport personnel du surintendant.

⁵ RSIP 1876-1877 : Le district de l'inspecteur P. Hubert comprend les trois comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice. En 1877, son district est divisé en deux d'où les appellations Champlain-Portneuf et Maskinongé-Saint-Maurice.

⁶ À compter de 1884-1885, les enseignantes sont recensées selon leur confessionnalité. Par souci d'uniformité, les chiffres incluent les catholiques et les protestantes.

⁷ Cette augmentation de 48 institutrices n'est pas commentée par l'inspecteur Lefebvre. Il y a sûrement une erreur typographique.

⁸ Entre 1886-1890, les institutrices non brevetées ne sont pas dénombrées dans les tableaux *Statistique générale des écoles* et seulement les religieuses brevetées semblent y apparaître. Ainsi, en 1887-1888, on comptabilise pour Champlain-Portneuf 6 religieuses tandis que l'inspecteur Lefebvre dans son rapport personnel en dénombre 23, ainsi que 27 institutrices non diplômées et 166 laïques (pour un total de 189 institutrices). L'inspecteur Tétreault revient parfois sur ses données statistiques et dans ce cas nous tenons compte de ces informations additionnelles.

comme assistants et ceux comme titulaires, cherchant peut-être à justifier le contexte de ces engagements²⁹. L'augmentation du nombre de non-diplômés témoigne d'ailleurs du respect du règlement du conseil de l'Instruction publique sur les classes nombreuses. En 1889-1890, le pourcentage des institutrices non diplômées en Mauricie (9 %) est légèrement plus faible que celui de la province (13 %).

La comparaison entre les deux districts de la Mauricie démontre que les engagements de non-diplômées commencent une année plus tôt pour Champlain-Portneuf et fluctuent par la suite. Le maximum de non-brevetées s'élève à 27 pour celui-ci (1888-1889) et à 24 pour Maskinongé-Saint-Maurice (1884-1885). Ces chiffres coïncident avec une augmentation du personnel en général.

Durant la décennie suivante, le groupe des instituteurs laïcs demeure toujours aussi restreint comparativement à celui des institutrices laïques. Le recours aux non-diplômés s'effectue d'une manière sporadique. Le comté de Saint-Maurice compte deux instituteurs non brevetés sur 27 en 1891-1892 et aucun par la suite. Les corporations des comtés de Champlain et Maskinongé engagent un ou deux non-brevetés selon les années. En 1900-1901, les 45 instituteurs de la Mauricie sont tous détenteurs du brevet.

Parmi les institutrices, dont le nombre progresse sans cesse, les non-diplômées augmentent à leur tour jusque dans les années 1894-1895, tel qu'illustré dans le tableau 4.2. Comme le recensement du personnel se fait dorénavant par comté, on peut constater la prédominance des non-brevetées dans celui de Saint-Maurice. Comparativement au reste de la province, la région mauricienne, le comté de Saint-Maurice en tête, recourt davantage à ce personnel.

²⁹ Par exemple, David Lefebvre, *RSIP* 1896-1897 et Évariste Béland, *RSIP* 1899-1900.

TABLEAU 4.2

Pourcentage des institutrices laïques non brevetées entre 1891 et 1901

Année	Comté de Champlain			Comté de Maskinongé			Comté de Saint-Maurice			Mauricie			Québec		
	Total ¹	I. N. B.	% I. N. B. ²	Total	I. N. B.	% I. N. B.	Total	I. N. B.	% I. N. B.	Total	I. N. B.	% I. N. B.	Total ³	I. N. B.	% I. N. B.
1891-1892	132	23	17%	73	13	18%	96	22	23%	301	58	19%	7449	1038	14%
1892-1893	137	25	18%	74	13	18%	91	21	23%	302	59	20%	7492	1082	14%
1893-1894	138	28	20%	75	15	20%	101	25	25%	314	68	22%	7635	1019	13%
1894-1895	133	18	14%	70	10	14%	101	25	25%	304	53	17%	7896	820	10%
1895-1896	141	6	4%	64	6	9%	107 ⁴	15	14%	312	27	9%	8028	615	8%
1896-1897	146	7	5%	76	4	5%	115	10	9%	337	21	6%	8340	420	5%
1897-1898	153	5	3%	69	0	0%	96 ⁵	7	7%	301	12	4%	8256	341	4%
1898-1899	153	9	6%	71	2	3%	104	14	13%	328	25	8%	8477	428	5%
1899-1900	154	12	8%	84	11	13%	96	18	19%	331	41	12%	8613	646	8%
1900-1901	179 ⁶	12	7%	87	9	10%	116 ⁷	24	21%	384	47	12%	9391	871	9%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Statistique générale concernant les institutrices*.

¹ Le nombre total des institutrices comprend les laïques brevetées, les religieuses et les non-brevetées enseignant aux cours élémentaire, modèle et académique dénombrées dans le tableau ci-haut mentionné.

² Pourcentage des institutrices non brevetées.

³ Ces chiffres sont tirés du rapport personnel du surintendant et comprennent les institutrices catholiques et protestantes.

⁴ Les données pour la ville de Trois-Rivières sont réunies à celles du comté de Saint-Maurice présentées séparément à compter de 1895-1896.

⁵ *RSIP* 1897-1898 : Les 19 ursulines du couvent de Trois-Rivières apparaissent dans un tableau concernant les académies, p. 185 mais ne sont pas dénombrées dans celui de la *Statistique générale des écoles*, p. 227. Nous les avons ajoutées car elles sont généralement recensées.

⁶ L'augmentation des institutrices peut paraître élevée. Cette croissance s'explique par le fait qu'il y a 673 élèves de plus dans ce comté que l'année précédente.

⁷ Cette hausse provient essentiellement d'une augmentation de dix-sept religieuses dénombrées à Trois-Rivières.

À compter de 1895, la situation semble se corriger quelque peu. Depuis un an, il est possible pour les jeunes filles âgées de seize ans d'obtenir le brevet d'enseignement et de se faire engager, légalisant ainsi une pratique répandue dans les corporations. Pour les garçons, l'obligation d'avoir dix-huit ans est maintenue. Cependant, une précision apportée l'année suivante établit que les jeunes filles ne peuvent enseigner avant d'avoir dix-huit ans³⁰. Dans les trois comtés, l'engagement des non-brevetées baisse néanmoins pendant quelques années.

Une recrudescence se manifeste à compter de 1898-1899, surtout pour le comté de Saint-Maurice. On pourrait voir dans cette augmentation une réaction des corporations scolaires qui ne peuvent suivre la recommandation du département de l'Instruction publique (1896) de garantir un salaire minimal de 100 \$ aux institutrices brevetées. C'est une nouvelle échappatoire pour les localités qui éprouvent des difficultés financières, non seulement en Mauricie mais dans le reste de la province.

Somme toute, les comtés de Champlain et de Maskinongé parviennent à limiter l'engagement des non-brevetées tandis que celui de Saint-Maurice y recourt davantage. L'analyse des lettres expédiées au département de l'Instruction publique permet d'exposer les motifs invoqués pour embaucher du personnel non diplômé.

Point de vue des localités face à l'engagement des institutrices non brevetées

L'embauche de personnel laïc non breveté suscite une importante correspondance entre les commissaires et le surintendant, étant donné l'obligation d'obtenir une autorisation annuelle pour chaque engagement. Les commissaires, amenés à justifier

³⁰ ANQ, Correspondance expédiée de Québec à MM. les commissaires et à MM. les syndics d'écoles catholiques de la Province de Québec, document n° 1920, 1897 en date du 18 septembre 1897.

leur décision, exposent un certain nombre de motifs révélateurs des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Avant 1858, malgré l'exemption pour les institutrices de détenir un brevet d'un bureau d'examineurs et la possibilité d'obtenir des certificats de compétence des inspecteurs, certaines corporations sollicitent néanmoins l'autorisation du surintendant pour embaucher du personnel n'ayant aucune aptitude « reconnue ». En appui à leurs requêtes, les commissaires doivent aussi fournir un certificat du curé de la paroisse attestant à la fois de la moralité et des compétences de la candidate. Cette caution corrobore la « capacité » de l'institutrice et peut aussi être considérée, dans une certaine mesure, comme une garantie de la bonne administration des commissaires d'écoles. Rarement verrons-nous un curé refuser d'émettre un tel certificat, une fois une demande acheminée. C'est un peu, en 1850 comme en 1900, l'histoire d'une collaboration indéfectible...

Une intervention typique pourrait être celle du curé Didier Paradis de Pointe-du-Lac, en 1852, alors qu'il relate les difficultés éprouvées par les candidates institutrices de sa paroisse devant se rendre à un bureau d'examineurs situé soit à Montréal ou à Québec afin d'y subir leur examen. Selon lui, elles ne connaissent habituellement personne dans ces villes et, de plus, elles doivent assumer des dépenses de voyage. Pour obvier à ces difficultés, il suggère la création d'un bureau à Trois-Rivières car, précise-t-il, ces jeunes filles ayant étudié au couvent de cette ville, certaines pendant six ou sept ans, obtiendraient facilement des diplômes. Autrement, il propose que des personnes instruites de sa localité émettent de tels certificats. Cette suggestion sera reprise quelquefois par d'autres curés, car ils y voient une solution efficace aux problèmes du recrutement. En terminant, le curé Paradis ajoute que les maîtresses dont il est question « sont de la paroisse et font l'école à moindre prix que des

étrangères qui seraient obligées de se déranger car il ne faut pas oublier que la paroisse est petite et pauvre, incapable d'avoir des maîtres de haut prix³¹. »

Même si le bureau d'examineurs de Trois-Rivières est en fonction depuis 1853 et même si un délai de cinq ans a été accordé avant l'entrée en vigueur de l'obligation d'engager du personnel qualifié, quelques corporations n'en continuent pas moins à recourir aux non-diplômées. Les justifications des corporations peuvent se résumer en quelques points : les candidates n'ont pas atteint l'âge requis pour l'obtention du brevet (dix-huit ans), il s'agit d'une petite école dans un lieu isolé où il n'y a que de jeunes enfants « commençants » et seule une non-diplômée peut accepter le salaire offert par tel arrondissement qualifié de pauvre.

D'autres considérations ayant trait à la personnalité des candidates viennent fortifier leurs arguments. On souligne la timidité d'une jeune fille incapable de se présenter devant le bureau, la laideur de l'une ou le « sérieux pour son âge » d'une autre ou encore une « taille propre à la faire passer pour une personne bien au-dessus de son âge ». Les correspondants, curés ou secrétaires, mentionnent aussi l'accord tacite des contribuables à l'égard de ces non-diplômées. Léon Caron, de Rivière-du-Loup, expose que malgré l'avis contraire de l'inspecteur, « tout l'arrondissement veut qu'elle continue et de plus c'est elle qui fournit la maison³². » Ch.-L. Garceau, curé de Saint-Narcisse, avant de signer un certificat, s'assure de l'assentiment des habitants de l'arrondissement. Mais dans une lettre à l'inspecteur, il proteste contre cette procédure soulignant que « ces lois sont bonnes, mais qu'elles deviennent intempestives pour

³¹ ANQ, Correspondance reçue de Pointe-du-Lac, document n° 1519, 1852 : lettre du curé Didier Paradis, en date du 27 septembre.

³² ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 910, 1852 : lettre de Léon Caron en date du 11 juillet.

certains lieux³³». Il s'objecte aussi contre l'obligation pour ces institutrices de subir durant l'année l'examen du bureau d'examineurs, au risque de perdre leur salaire. Ce sont pour lui autant d'obstacles nuisibles à la bonne marche des écoles.

À l'intérieur d'une localité prospère comme Sainte-Anne-de-la-Pérade, on a aussi recours à cette solution. La corporation engage sans permission deux maîtresses non brevetées pour deux arrondissements aux prises avec des difficultés financières. L'instituteur de l'école modèle, Dominique Saint-Cyr, se porte à la défense de sa corporation qui risque de perdre la subvention gouvernementale. Il plaide alors en sa faveur considérant

que les Commissaires d'écoles ne sont pas toujours libre de suivre la loi à la lettre et que refuser absolument d'accorder une École aux contribuables d'un arrondissement, parce que la Providence ne leur a pas donné les moyens d'engager des Instituteurs qualifiés, (qui ordinairement demandent un prix bien trop élevé) serait suivant moi bien loin d'être équitable³⁴.

Il précise en outre que les deux institutrices, même non qualifiées, sont meilleures que les diplômées qui les ont précédées.

Le curé de cette paroisse intervient à son tour et prend la défense des commissaires et de leur politique scolaire. Étant donné « les faibles ressources », ils préfèrent avoir les deux meilleures écoles au village au risque de n'avoir que des « écoles préparatoires » à celles-ci dans le reste de la paroisse. Sans la subvention, la corporation verra son budget complètement déséquilibré et sera incapable de payer les salaires de l'instituteur de l'école modèle et des religieuses de l'externat. De même, la corporation de Saint-Sévère dans le comté de Saint-Maurice ne maintient son école

³³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 2108, 1857 : lettre de Chs. L. Garceau au surintendant en date du 8 août et document n° 2202, 1857 : lettre à l'inspecteur d'écoles P. Hubert en date du 18 août.

³⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 254, 1860 : lettre de Dominique Saint-Cyr en date du 18 janvier.

modèle entre 1858 et 1866 que grâce à l'embauche d'institutrices non diplômées pour une ou deux écoles de rang, selon les années.

La recrudescence du personnel non breveté au début des années 1880 s'explique, outre l'obligation d'engager des assistants pour les classes nombreuses, par la création de nouvelles corporations et l'ajout de nouveaux arrondissements dans les localités plus anciennes. On se souviendra, par exemple, de la création de quatre nouvelles écoles dans la corporation de Sainte-Thècle en 1893. Pour faire face à tant de dépenses, les commissaires ont été contraints de procéder à l'embauche de cinq non-diplômées, dont deux âgées de 20 ans, les autres ayant entre 16 et 18 ans.

Les commissaires invoquent toujours les mêmes raisons pour justifier ces engagements : pauvreté, éloignement de tel arrondissement, remplacement en cours d'année pour éviter une fermeture d'école et, « prix raisonnable ». Les difficultés financières n'échappent pas à la vigilance du surintendant qui expose, dans son rapport de 1885-1886, sa compréhension des faits de la manière suivante :

[...] vu leur état de pauvreté, certaines municipalités, situées dans des régions encore peu colonisées, se trouvant dans l'impossibilité de payer des traitements convenables à des instituteurs ou des institutrices capables, se voient obligées d'engager de jeunes institutrices non-brevetées et possédant la plupart du temps aucunes connaissances pédagogiques³⁵.

Les commissaires mentionnent aussi, à l'occasion, un manque de personnel qualifié. Ainsi, à Saint-Didace en 1882, le secrétaire-trésorier signale une pénurie d'institutrices dans « le district de Trois-Rivières ». En démonstration, il ajoute qu'un commissaire a dû se rendre à Saint-Gabriel-de-Brandon, apprenant qu'à ce couvent

³⁵*RSIP*, 1885-1886, p. x.

« une jeune fille suffisamment instruite attendait l'âge pour aller chercher son diplôme³⁶. »

Parfois l'argument de la rareté s'explique par le refus d'institutrices brevetées de travailler pour les faibles salaires offerts, alors que dans d'autres cas, il s'agit d'un manque réel d'institutrices diplômées dans leur milieu. L'inspecteur Ambroise Tétreault affirme en 1877-1878 qu'il n'y a plus de pénurie d'institutrices mais atténue ses propos cinq ans plus tard en soulignant une « pénurie d'institutrices compétentes ». Dans son rapport de 1883-1884, il mentionne la « rareté toujours croissante des maîtres d'écoles [...] au point que plusieurs arrondissements assez importants n'ont pas eu d'école. » Il attribue ce fait à la faiblesse des salaires et à l'abandon du métier pour un emploi plus rémunérateur. Quatre ans plus tard, cette pénurie n'existe plus selon lui et il s'objecte à la présence de non-brevetées. Enfin, la compétence peut être également perçue d'une manière tout aussi relative. Ainsi, la corporation de Saint-Tite désire engager une jeune fille de 17 ans pour une école peu fréquentée, « de sorte qu'une institutrice qui pourrait enseigner les premiers éléments des sciences et le catéchisme pourrait répondre au zèle sinon aux exigences des parents », de préciser son secrétaire³⁷.

L'âge précoce des candidates est le motif le plus fréquemment invoqué. Des jeunes filles terminent leur cours modèle à l'âge de 15 ans. L'enseignement est leur seul débouché sur le marché du travail. Souvent, elles sont prêtes à prendre une école,

³⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1321, 1882 : lettre de J. A. Malo en date du 17 septembre.

³⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 945, 1890 : lettre de P.-O. Trudel en date du 22 juillet.

comme Emma Lesage de Dumontier, engagée à cet âge en 1886³⁸. Le nouveau règlement portant à 16 ans l'âge au brevet pour les filles (1894) contraint cependant les commissaires à solliciter l'approbation de l'inspecteur d'école avant d'acheminer toute demande d'autorisation d'engager du personnel non diplômé au département de l'Instruction publique³⁹.

Par ailleurs, celui-ci resserre ses exigences face aux enseignants non brevetés obligés désormais de signer une promesse de se présenter le plus tôt possible à un bureau d'examineurs, la perte du salaire demeurant la sanction ultime. Certaines institutrices, réticentes à prendre un tel engagement sous prétexte ne pas vouloir enseigner longtemps, n'y consentent qu'après l'intervention de leur curé. Les pasteurs insistent auprès de ces « filles de la paroisse », car tout comme J.-B. Chrétien, curé de Saint-Narcisse, ils y voient des avantages au point de vue économique puisque ces enseignantes se trouvent à proximité de leurs familles⁴⁰.

Pour certaines corporations, le recours aux institutrices non brevetées semble incontournable. Les difficultés financières en obligent plusieurs à embaucher celles-ci, souvent âgées de moins de dix-huit ans, mais qui répondent aux exigences des commissaires et des contribuables. Ces engagements représentent des solutions temporaires. L'implantation d'une congrégation religieuse enseignante au sein des villages s'avère, par contre, une solution permanente puisque la communauté se charge chaque année d'affecter le personnel enseignant requis.

³⁸ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 859, 1886 : lettre de L.-N. Gélinais en date du 12 juillet. Emma Lesage obtiendra son brevet à 18 ans et poursuivra sa carrière plusieurs années. En 1896, elle sera parmi les récipiendaires des gratifications de l'inspecteur.

³⁹ RSIP 1894-1895, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 88. Il précise que ces engagements ont diminué de moitié depuis l'instauration de cette mesure.

⁴⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 896, 1892 : lettre du curé J.-B. Chrétien (sans date).

L'engagement des enseignants religieux

Lorsque dans une localité on veut une éducation de meilleure qualité, les commissaires, encouragés par leur pasteur, se tournent parfois vers les communautés religieuses enseignantes. Plusieurs paroisses confieront de préférence ou uniquement l'éducation de leurs filles aux religieuses, comme nous pouvons le constater sur la carte de la page suivante.

Le curé Mayrand, dans une lettre confidentielle à P.-J.-O. Chauveau, observe « [qu']une école tenue par les religieuses vaut infiniment mieux que celles tenues par des jeunes filles peu instruites et sans expérience ». Ce commentaire reviendra fréquemment parmi les arguments en faveur d'un enseignement dispensé par les communautés religieuses⁴¹. Le surintendant, les inspecteurs et des contribuables le reprennent chacun à leur façon en de multiples occasions. Il est aussi vrai que les curés y trouvent des avantages, comptant sur les religieuses et leurs élèves pour animer certaines activités pastorales. Les communautés espèrent, quant à elles, recruter des postulantes parmi leurs couventines.

Leur installation parmi les corporations de la Mauricie débute lentement et dépend à la fois des conditions socio-économiques des localités, de la volonté des contribuables de soutenir de telles institutions et de la capacité des congrégations à répondre à leur demande⁴². Les congrégations religieuses ne s'établissent pas à l'aveuglette dans une

⁴¹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 3138, 1872 : lettre « confidentielle » du curé J.-A. Mayrand en date 18 novembre 1872.

⁴² Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, dans leur ouvrage *Les couventines*, Montréal, Boréal, 1986, p. 33-37 soulignent, en effet, que l'expansion d'un réseau d'écoles dirigées par des communautés enseignantes ne peut se faire qu'au rythme de leur propre développement.

IMPLANTATION DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ENSEIGNANTES EN MAURICIE ENTRE 1850 ET 1900



Centre interuniversitaire d'études québécoises, François Guérard

localité. Elles s'assurent, en premier lieu, d'une source régulière de revenus. Dans la plupart des cas, les religieuses dirigent des institutions indépendantes. Exceptionnellement, les pensionnats de filles de Champlain et de Sainte-Ursule sont des établissements publics pendant un certain nombre d'années. Elles comptent principalement sur les sommes recueillies grâce aux frais de scolarité et de pension, auxquelles s'ajoutent des revenus provenant des leçons spécialisées données à leurs pensionnaires. Elles s'entendent parfois avec les commissaires pour ouvrir un externat. Elles signent alors un contrat uniquement pour le salaire de l'institutrice, ce qui leur garantit une rentrée de fonds régulière et fiable. Pour les communautés féminines, les legs et dons de toutes sortes s'avèrent indispensables au maintien de leurs activités.

En effet, nous avons pu observer que la venue et le maintien des communautés enseignantes reposent en grande partie sur la ténacité et la générosité des curés. Par exemple, J.-N. Dumoulin de Yamachiche, Joseph-Arsène Mayrand de Sainte-Ursule, J.-O. Prince de Saint-Maurice, Denis Marcoux de Champlain, contribuent personnellement à l'installation des religieux d'une manière ou d'une autre. Certains font des dons en argent ou en immeuble, d'autres assurent les assises financières de ces institutions par des legs testamentaires à la fabrique ou versés directement à la communauté, comme le fait Jacques Lebourdais de Rivière-du-Loup⁴³. Ces largesses consolident leur mission pastorale, chacun étant au sein de sa paroisse un « instrument de diffusion des valeurs et d'uniformisation des conduites », tel que prôné par l'Église⁴⁴.

⁴³ Le curé Jacques Lebourdais de Rivière-du-Loup (Louiseville) lègue également ses biens en faveur de l'éducation dans sa paroisse et désigne son successeur comme légataire et administrateur exclusif de ces biens, peut-on lire dans l'ouvrage de Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960*, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961, p. 206.

⁴⁴ René Hardy et Jean Roy, « Encadrement social et mutation de la culture religieuse en Mauricie » dans *Questions de culture n° 5, Les régions culturelles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 62.

Les communautés de frères, pour leur part, dirigent des écoles qui relèvent uniquement des corporations scolaires sur le plan financier. Elles sont d'une certaine façon libérées de problèmes matériels qui absorbent une partie des énergies des communautés féminines.

Avant de s'implanter dans une localité, les communautés doivent s'assurer en outre qu'elles pourront être logées adéquatement et qu'elles disposeront de l'espace et du confort nécessaires à leurs besoins et à ceux de leurs élèves. Le couvent doit abriter souvent de cinq à sept religieuses, à l'exception des Ursulines de Trois-Rivières⁴⁵. La communauté locale des frères comprend habituellement trois religieux.

Plusieurs paroisses n'accueilleront jamais de communautés enseignantes. Les contribuables du XIX^e siècle ne sont pas toujours favorables à l'implantation d'un pensionnat ou d'une communauté de frères, comme le démontre Nive Voisine dans son ouvrage sur les frères des Écoles chrétiennes. Certaines localités, incapables ou refusant de satisfaire à leurs exigences, ou plus rarement mécontentes de leur travail, les laissent partir après quelques années d'enseignement⁴⁶. Pour leur part, les frères du Sacré-Cœur, installés à Sainte-Anne-de-la-Pérade, quittent cette paroisse après un séjour de quatre ans. Ils y reviennent, en 1887, puisque « la commission scolaire de ce village s'est enfin décidée à construire une magnifique maison de briques, à deux étages, de soixante pieds par quarante », relate l'inspecteur Lefebvre dans son rapport de 1887-1888. Celui-ci poursuit en soulignant la contribution des « amis de

⁴⁵ Les tableaux statistiques des *RSIP* sur l'éducation supérieure indiquent le nombre d'enseignants pour chacune des institutions. On dénombre une trentaine de religieuses enseignantes ursulines dans les écoles publiques mais elles sont plus d'un centaine dans leur couvent de Trois-Rivières en 1900 selon l'archiviste actuelle de la communauté que nous remercions pour cette information.

⁴⁶ Nive Voisine, *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, tome 1, *La conquête de l'Amérique*, p. 195-213 et tome 2, *Une ère de prospérité, 1880-1946*, p. 150-158, Sainte-Foy, Les Éditions Anne Sigier, 1987 et 1991, 443 et 471 p.

l'éducation, à la tête desquels se trouve le révérend monsieur Bochet, chanoine et curé de la paroisse, [qui] ont enfin trouvé les moyens de triompher des obstacles, et de mener l'entreprise à bonne fin. »

Les sœurs de la Providence de la localité de Sainte-Ursule, au cœur de la tourmente suscitée par la prise en charge de leur couvent par la corporation scolaire, subissent l'indifférence de la population envers leur école et leurs œuvres de bienfaisance. À quelques reprises, la chronique de la communauté fait état du peu de succès du pensionnat, surtout depuis l'installation, en 1875, des sœurs de l'Assomption à Rivière-du-Loup⁴⁷. Ce n'est qu'en 1887, qu'une religieuse peut enfin consigner que « la plupart des paroissiens qui jusqu'à présent s'étaient montrés très rustiques sont beaucoup mieux disposés que les années précédentes en faveur de la Supérieure et du couvent ». Cherche-t-elle ainsi à exposer la ténacité de la communauté, voire l'abnégation des sœurs? Chose certaine, le désintéret des contribuables envers leurs activités se répercutait sur les finances de la communauté, créant beaucoup d'inquiétude aux religieuses.

L'établissement des congrégations se déploie dans le temps et l'espace mauricien. (Voir le tableau 4.3). Une première période se situe à la fin du 17^e siècle et la suivante couvre les années 1844 à 1855. Au milieu du XIX^e siècle, on dénombre alors quatre institutions dans le comté de Saint-Maurice, situées dans la ville de Trois-Rivières et dans la paroisse de Yamachiche, et un pensionnat à Sainte-Anne-de-la-Pérade, village populaire et prospère du comté de Champlain⁴⁸. Entre 1870 et 1881, sept couvents et une école de frères sont fondés. De plus, la congrégation des sœurs

⁴⁷ Archives des sœurs de la Providence, Fonds Sainte-Ursule, M 42, « Chronique de la Providence Sainte-Ursule, 1870-1914 ».

⁴⁸ Voir en annexe le Tableau A donnant la répartition des communautés religieuses par comté.

TABLEAU 4.3

**Établissement des communautés religieuses enseignantes
en Mauricie entre 1850 et 1900**

Date	Localité	Communauté	Genre d'institution
Première période			
1697	Trois-Rivières	Ursulines	Pensionnat pour filles, école privée ¹
Deuxième période			
1844	Trois-Rivières	Frères des écoles chrétiennes	Académie de garçons, école publique
1852	Yamachiche	Congrégation de Notre-Dame	Pensionnat-externat pour filles ²
1853	Yamachiche	Frères des écoles chrétiennes	Pensionnat pour garçons, école publique
1855	Sainte-Anne-de-la-Pérade	Congrégation de Notre-Dame	Pensionnat pour filles, école privée
Troisième période			
1870	Champlain (village)	Srs du Bon Pasteur	Pensionnat pour filles, école publique ³
1870	Sainte-Ursule	Srs de la Providence	Pensionnat pour filles, école publique ⁴
1873	Saint-Paulin	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles
1875	Rivière-du-Loup	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles
1878	Pointe-du-Lac	Srs Grises d'Ottawa	Pensionnat pour filles, école privée
1878	Sainte-Anne-de-la-Pérade	Frères du Sacré-Coeur	Académie pour garçons, école publique
1880	Saint-Maurice	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles
1881	Saint-Barnabé	Srs de l'Assomption	Pensionnat pour filles, école privée
Quatrième période			
1891	Saint-Tite	Srs de la Providence	Pensionnat-externat pour filles
1892	Rivière-du-Loup	Frères de l'Instruction chrétienne	Académie-garçons, école publique ⁵
1894	Saint-Stanislas	Frères de Saint-Gabriel	Pensionnat pour garçons, école publique
1898	Saint-Tite	Frères de Saint-Gabriel	École modèle de garçons
1900	Grand-Mère	Ursulines	Pensionnat-externat pour filles

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique.

¹ Les Ursulines accueillent des élèves gratuitement à leur pensionnat mais l'institution reste privée.

² Le pensionnat est habituellement une école privée et l'externat est une classe publique prise en charge par la corporation scolaire. Les religieuses offrent alors les niveaux élémentaire et modèle à toutes les élèves sans distinction.

³ L'institution devient privée (indépendante) en 1894. Les filles pourront fréquenter l'école modèle de garçons qui devient mixte à la demande des parents.

⁴ À ses débuts, le couvent est privé. Il ne devient public qu'en 1881.

⁵ Cette institution est aussi un pensionnat pour garçons.

de la Providence dirige à Trois-Rivières, de 1869 à 1877, une école modèle sous le contrôle des commissaires. Elles abandonnent cet enseignement faute de personnel qualifié. Durant la dernière décennie s'ajoutent cinq nouveaux établissements. Par ailleurs, les Ursulines de Trois-Rivières se voient confier par les commissaires, en 1891, la direction de toutes les écoles publiques pour filles de la ville. Elles engagent cependant quelques institutrices laïques pour compléter leurs effectifs.

En 1900-1901, une dizaine de communautés religieuses dirigent quinze écoles modèles ou académiques, ce qui représente 60 % des établissements de ces niveaux en Mauricie, à l'exception de celles de Trois-Rivières⁴⁹ et du couvent de Grand-Mère, qui n'apparaît pas encore sur la liste des institutions « supérieures » subventionnées dans les *RSIP*. Dix-sept des quarante-six corporations scolaires rurales de la Mauricie, soit environ 40 %, accueillent des communautés enseignantes, dont cinq sont des corporations scolaires séparées de village. À l'exemple de Trois-Rivières, quatre localités comptent simultanément deux institutions de religieux destinées à l'éducation des filles et des garçons : Sainte-Anne-de-la-Pérade, Saint-Tite, Rivière-du-Loup et Yamachiche,

Par l'engagement d'enseignants religieux, ces localités expriment un consensus social qui repose à la fois sur les besoins des contribuables en matière d'éducation et sur leur volonté de financer de telles écoles. Les écoles de frères, comparativement à celles des sœurs, nécessitent des déboursés plus considérables. En effet, les établissements dirigés par des frères sont entièrement « sous le contrôle » des commissaires, c'est-à-dire à la charge des contribuables. Les couvents sont généralement indépendants. Seul l'externat et, par conséquent le salaire d'une religieuse, est défrayé par les fonds

⁴⁹ René Hardy et Jean Roy, « Encadrement social et mutation de la culture religieuse en Mauricie », p. 71.

publics, les parents des « couventines » assumant la plus grande part de l’instruction plus poussée de leurs filles.

L’attribution de la formation des filles aux religieuses et celle des garçons aux frères correspond à l’idéologie véhiculée par l’Église et la société concernant les rôles respectifs des hommes et des femmes. Le financement des établissements tenus par les frères et les sœurs illustre cette dichotomie. L’instruction des garçons apparaît comme une affaire publique tandis que celle des filles relève surtout du privé. On cherche donc à privilégier la formation des filles, mais uniquement de celles dont les parents peuvent défrayer les coûts de leur éducation. Lorsqu’une localité décide de faire venir une communauté masculine, tous y contribuent et tous les garçons ont accès à cette école. Pourtant, les couvents précèdent les collèges dans les localités, sauf à Saint-Stanislas (C^{té} C), et sont en nombre supérieur, presque le double. Le fait qu’une école de frères soit publique et nécessite une mise de fonds plus importante explique probablement la lenteur de leur implantation dans la seconde moitié du XIX^e siècle. On pourrait aussi penser qu’une meilleure formation pour les garçons ne semble pas être une priorité sociale à cette époque. L’éducation dispensée par les communautés religieuses, tant aux garçons qu’aux filles, s’adresse, en quelque sorte, à des privilégiés.

Au début du XX^e siècle, les communautés religieuses vont accroître leurs effectifs, en particulier grâce à l’accueil de nombreux religieux français dans les diocèses québécois⁵⁰. En effet, à l’invitation de M^{gr} Cloutier, évêque du diocèse de Trois-Rivières, une communauté française, les Filles de Jésus, prendra la direction, entre

⁵⁰ Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914*, tome 1, *Les premières bourrasques, 1880-1914* et tome 2, *Au plus fort de la tourmente, 1901-1904*, Sainte-Foy, Les Presses de l’Université Laval, 1996 et 1999, 228 p. et 598 p.; « «Persécution et exil» : la venue au Québec des congrégations françaises, 1900-1914 », *Revue d’histoire de l’Amérique française*, vol. 36, n°3, décembre 1982, p. 389-411.

1903 et 1912, de quatorze écoles de paroisse dans les comtés de Champlain et de Saint-Maurice. Un élément distinctif les caractérise, puisque ces religieuses prennent la direction non pas de pensionnats, mais d'écoles publiques. Durant cette même période, trois écoles de garçons sont confiées à des frères, vraisemblablement selon ce modèle. Les localités ne font que défrayer les salaires des enseignants religieux, sans plus. Le succès de cette expansion tient probablement à cette nouvelle formule plus souple et moins lourde financièrement et pour les localités et les parents. Mais ici encore, l'éducation des filles reçoit plus d'attention que celle des garçons.

Quelques pensionnats seront fondés ultérieurement mais en nombre beaucoup plus restreint. Les communautés enseignantes préféreront offrir leurs services au même titre que les laïcs, comme par exemple les sœurs de l'Assomption de Nicolet ou encore les frères de l'Instruction chrétienne, en nombre limité cependant. Leurs traitements seront payés par les corporations et il ne sera plus question de coûts supplémentaires liés à leur installation permanente.

En somme, les corporations scolaires de la Mauricie accueillant des communautés religieuses enseignantes répondent à des critères assez semblables : une capacité financière propre aux localités prospères jointe à un intérêt pour un enseignement plus diversifié et mieux encadré. Par contre, une communauté de religieuses pourra aussi implanter un couvent indépendant, comme ce fut le cas à Saint-Barnabé dans le comté de Saint-Maurice, en ne comptant que sur la volonté des contribuables financièrement à l'aise pour y faire instruire leurs filles. Notons cependant que des commissaires de certaines localités assez bien nanties préféreront engager des instituteurs laïcs pour les écoles modèles du village, alors que d'autres ne verront jamais la nécessité de telles écoles.

Les avis de non-réengagement

La loi contraint les commissaires à expédier un avis de non-réengagement aux instituteurs qu'ils ne veulent pas garder à leur service. Incapacité, négligence des maîtres à remplir fidèlement leurs devoirs, insubordination, inconduite ou immoralité ou encore sévérité excessive sont autant de raisons pour congédier un enseignant. Afin d'éviter de faire une sélection précoce de son personnel ou par crainte que l'enseignement des instituteurs dont on ne renouvelle pas le contrat en souffre davantage, une pratique assez courante amène les commissaires à expédier annuellement cet avis à tout le personnel.

L'analyse de la correspondance laisse entrevoir une certaine hésitation de la part de quelques corporations à se prononcer hâtivement – en mars – sur la compétence de tel instituteur. Pour d'autres, l'envoi massif d'avis de non-renouvellement apparaît comme une manifestation d'autorité ou encore une façon de camoufler un mauvais choix. Les commissaires n'effectuent que rarement des destitutions en cours d'année. Elles se produisent surtout lorsque l'inspecteur en tournée exige le renvoi immédiat d'un enseignant incompetent. Les commissaires obtempèrent parfois, mais certains vont préférer laisser un instituteur en place plutôt que d'avoir à fermer une école.

Les avis expédiés sans discernement à tous les enseignants créent une certaine insécurité tant chez le personnel que chez les contribuables qui apprécient leur titulaire. Ainsi, à Saint-Stanislas, en 1868, le président, minoritaire, expose au surintendant combien une telle décision suscite le mécontentement dans la paroisse : « Aujourd'hui la paroisse leur fait des menaces et les institutrices sont toutes en

recherche de places. » Il craint de perdre l'institutrice de son arrondissement, instruite et aimée de tous, précise-t-il⁵¹.

Les avis de non-renouvellement de contrat n'étaient pas toujours que de simples formalités administratives. Les commissaires devaient parfois sanctionner ou congédier un maître dont le rendement était jugé insuffisant. La tâche n'était pas facile. Les relations humaines dans une petite localité amènent probablement les gens à agir avec beaucoup de précautions en pareilles circonstances. Les commissaires de Saint-Barnabé ont-ils hésité longtemps avant de remercier Hermine Lamy pour excès de sévérité? La correspondance ne le précise pas, mais leur attitude très conciliante dénote une certaine prudence puisqu'ils lui suggèrent, dans leur avis de non-réengagement du 29 mars 1864, de ne pas mentionner ses états de service dans leur corporation : « si vous trouvez quelque'avantage ailleurs vous pourrez agir comme si vous n'eussiez jamais occupé la place d'Institutrice au dit n° 2 de cette dite municipalité. » Pourtant, selon les commissaires, cette institutrice s'est montrée d'une sévérité excessive au point que la paix n'a pu régner dans l'arrondissement, de préciser le président. D'ailleurs, souligne-t-il encore, Mme Lamy a dû payer 10 \$ à des parents pour avoir battu un de ses élèves. Le curé de la paroisse ne la croit pas non plus « convenable » pour l'arrondissement⁵².

Après les années 1870, nous n'avons retrouvé dans la correspondance que peu de lettres dénonçant ces avis. Les commissaires ont-ils acquis plus d'assurance dans la gestion du personnel? Les registres des corporations consultés font parfois référence

⁵¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Stanislas, document n° 615, 1868 : lettre de Calixte Tousignant en date du 13 mars.

⁵² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, document n° 1258, 1864 : lettre de Léandre Lessard en date du 26 juillet. Un autre cas de sévérité excessive a été retrouvé pour la corporation de Saint-Alexis, document n° 630, 1890 : lettre de Marie Pépin en date du 30 avril.

d'une manière laconique à l'envoi massif des avis de non-renouvellement mais cette inscription n'est toutefois pas régulière. Pouvons-nous croire que les instituteurs se sont faits à cette tradition?

Les enseignants nouvellement embauchés ou ceux dont le contrat est renouvelé doivent normalement signer un contrat d'engagement dès le début de l'année scolaire. Ce document écrit comporte diverses clauses quant aux conditions d'emploi. Il établit formellement les attentes de la corporation envers son personnel et précise pour les enseignants leurs droits et leurs obligations.

La teneur des contrats

Nous avons retracé dans la correspondance 188 contrats, tous postérieurs à 1878, sauf un. Ces documents non notariés, à l'exception d'un acte passé entre la corporation de Saint-Stanislas et une communauté de frères enseignants (1894), permettent de connaître la provenance des instituteurs, le montant de la rémunération, les modalités de versement des salaires et d'autres conditions d'emploi comme le chauffage et l'entretien de la maison d'école. Les corporations utilisent le formulaire émis par le département de l'Instruction publique intitulé *Formule d'engagement d'instituteurs* ou encore le recopient intégralement. Elles y ajoutent, à l'occasion, d'autres conditions⁵³. Quelques localités rédigent leur propre version habituellement moins détaillée.

Si la plupart des contrats sont signés individuellement, sept d'entre eux sont collectifs⁵⁴. Cette pratique est utilisée par trois corporations du comté de Saint-

⁵³ Voir la loi de 1888, p. 667 ou les *Règlements du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique*, Québec, 1906, p. 173-174, cette dernière version étant légèrement modifiée.

⁵⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, documents n° 3054, 1878; n° 3378, 1880 et n° 1640, 1884; de Shawinigan, documents n° 1322, 1878 et n° 1558, 1880 et de Yamachiche, documents n° 1200, 1878 et n° 1147, 1880.

Maurice entre 1878 et 1884. Nous pouvons dès lors imaginer le déroulement d'un tel événement réunissant entre cinq et dix institutrices autour du président et du secrétaire-trésorier, voire d'autres commissaires. Le secrétaire fait vraisemblablement la lecture qui, d'entrée en matière, comporte la nomination de chacune, le degré de leur diplôme suivi de l'assignation à leur l'école. Toutes « s'engagent et louent leurs services comme institutrices » en conformité aux directives établies sur leur tâche, la discipline, l'usage des locaux, sans oublier les registres à tenir. Les commissaires de Saint-Barnabé ajoutent, pour leur part, que les institutrices devront toujours recevoir parents, visiteurs et élèves avec respect et politesse⁵⁵. Viennent ensuite les précisions quant à la rémunération et au versement des salaires. Finalement, les institutrices apposent leur signature, puis c'est au tour du président, suivi du secrétaire-trésorier. Ainsi, à la fin de cette réunion du personnel, la corporation est assurée que toutes les institutrices connaissent bien les conditions d'embauche, les mêmes pour toutes à l'exception du traitement.

Grâce à ces contrats d'engagement, nous sommes en mesure de connaître le lieu d'origine des instituteurs. Nous avons ainsi pu constater qu'au plus 57 % des titulaires d'écoles sont originaires de la localité où ils enseignent. À part les neuf enseignants provenant d'un comté voisin, les autres sont issus des paroisses avoisinantes. Ainsi, Zéphirine Houde de Saint-Prosper enseigne successivement, à partir de 1880, à Saint-Narcisse, Saint-Tite, Saint-Stanislas et Sainte-Geneviève, ou encore Élisabeth Lamy qui commence sa carrière à Sainte-Flore, la poursuit l'année suivante à Saint-Boniface puis travaille sept ans à Saint-Sévère, sa paroisse natale⁵⁶. Une institutrice, « étrangère » la première année, est inscrite l'année suivante comme

⁵⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, document n° 3054, 1878.

⁵⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Prosper, document n° 2154, 1892 et de Saint-Sévère, document n° 1263, 1890.

étant de la paroisse si elle poursuit son engagement. La maison d'école devient par conséquent son domicile.

Cette coutume de loger le maître dans son école est antérieure à l'entrée en vigueur de la loi de 1841. Elle semble déjà acquise lors d'une enquête parlementaire menée par le *Comité permanent pour l'éducation et les écoles* auprès des députés (1836) où l'un d'entre eux souligne l'insécurité de ce métier où dans bien des cas « perdre sa place, c'est perdre son toit »⁵⁷. Quelque temps après (1841), dans son projet de système d'éducation élémentaire, l'avocat Charles Mondelet imagine aussi un instituteur vivant dans son école, rapporte André Labarrère-Paulé⁵⁸. Par ailleurs, les premiers numéros du *Journal de l'Instruction publique* font une large place à l'architecture scolaire et traitent de la question du logement pour le maître. Le rédacteur expose, en 1858, l'importance d'une telle résidence :

Il est inutile que nous insistions sur les conditions d'assiduité, de permanence et de progrès que cet arrangement comporte.[...] Or, l'instituteur qui n'a pas de chez lui, qui vit tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, [...] sera plutôt porté à regarder ses fonctions comme une espèce de devoir officiel dont on se décharge à la hâte pour vaquer à d'autres affaires [...]⁵⁹

Le chroniqueur poursuit, explicitant tous les avantages que chacun peut en retirer. Pour l'instituteur, le fait d'habiter l'école favorise chez lui une meilleure identification à ce métier. Il y travaille, il y vit. Pour la collectivité, il symbolise alors vraiment l'instruction. Il en retire aussi « une espèce de rémunération » puisqu'on le loge gratuitement. Quant aux élèves et aux parents, ils profitent à leur tour de l'accessibilité du maître. Et surtout, ce dernier sera « sous l'œil et la surveillance du public. »

⁵⁷ Tiré de André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 104.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 108.

⁵⁹ *Journal de l'Instruction publique*, vol. 2, 1858, p. 59-60.

Douze ans plus tard, la réalité n'est pas aussi idyllique. La maison d'école n'est pas toujours un logement convenable et agréable, ni pour les enfants ni pour le maître et sa famille. La maison est froide, mal construite et il se voit « souvent obligé d'accepter pour sa famille un logement qui est loin de répondre aux convenances. » Cette description provient d'une conférence donnée à l'école normale Jacques-Cartier par J.-E. Paradis dont un extrait est reproduit dans le *Journal de l'Instruction publique* en 1870. Pour sa part, le surintendant réitère, dans une circulaire de 1877, la nécessité d'aménager un logement de quatre à cinq pièces pour l'instituteur et sa famille.

Le logement fourni aux enseignants de la Mauricie, habituellement situé dans l'école, est séparé de la classe par une cloison. Un poêle commun sert aux usages domestiques et au chauffage de la classe. Ainsi dans une école de Champlain (1861) recevant une soixantaine d'élèves, le logement, plus petit que la salle de classe, occupe un espace de 12 pi sur 24 pi [3,90 m sur 7,80 m] et la classe, 18 pi sur 24 pi [5,85 m sur 7,80 m]⁶⁰. Si le nombre d'élèves augmente, les commissaires aménageront un petit logis à l'étage, dans les combles, le rez-de-chaussée étant alors utilisé entièrement pour la classe. Cependant, il arrive qu'aucune cloison ne partage les deux pièces, comme à Saint-Élie en 1880⁶¹. Cette situation soulève quelques difficultés lorsque les commissaires engagent en cours d'année une institutrice mariée, mère de cinq enfants, et que toute la famille vient habiter dans l'école. Ailleurs, comme à Saint-Prospère, des contribuables se plaignent que « le bruit d'un ménage d'habitant – l'institutrice étant mère de famille – dérange beaucoup l'école. Le rouet et le métier empêchent les enfants d'étudier et d'entendre les explications⁶² ». Si une

⁶⁰ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 1302, 1861 : lettre en date du 16 juillet de l'inspecteur Petrus Hubert.

⁶¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 1132, 1880.

⁶² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Prospère, document n° 615, 1870 : requête en date du 9 mai.

mince cloison vaut mieux qu'aucune, pour certains contribuables, l'école doit être isolée de la vie domestique afin de créer un climat propice et particulier à l'apprentissage scolaire.

Cette tradition de loger le titulaire dans son école n'est pas suivie partout. Ainsi à Batiscau, en 1894, dans les plans et devis pour l'école de l'arrondissement n° 4, il est précisé que « le haut de la maison » ne sera pas terminé puisqu'il n'est pas nécessaire « et ne le sera probablement jamais » d'y aménager un logement. Cette clause s'explique par le fait que le rang de La Picardie est situé à proximité du village, facilitant le recrutement d'enseignants capables de parcourir une faible distance tous les jours.

Lorsque l'école est constituée d'une pièce louée dans une maison, l'instituteur doit alors résider « chez l'habitant » durant l'année. Le surintendant Meilleur ne trouve, en 1852, que des avantages à un type de cohabitation dit « de famille en famille chez les habitants de l'arrondissement », courant aux États-Unis et dans les Cantons de l'Est. Il décrit les mérites du maître faisant, le soir venu, la lecture à sa famille d'accueil ou donnant quelques leçons particulières aux enfants de la maison. Près de trente ans plus tard, un de ses successeurs recommande vivement la disparition de cette pratique⁶³. G. Ouimet y voit alors, entre autres, une situation préjudiciable à la santé des instituteurs et une nuisance pour la discipline à cause d'une trop grande familiarité entre le maître et ses élèves.

Cette pratique a semblé être davantage utilisée dans les corporations protestantes. En Mauricie, même si plusieurs classes sont des locaux loués dans des maisons de

⁶³ Circulaire n° 3, en date du 14 août 1852, paru dans Appendice du Onzième volume des *Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, session 1852-1853 et *RSIP* 1882-1883, p. xiii.

cultivateurs, la correspondance dépouillée n'a pas permis de mieux connaître le lieu de résidence des enseignants. Un seul cas de dispute nous est parvenu entre un couple de logeurs et une locataire. Il s'agit d'une institutrice dont les commentaires désobligeants finirent par causer de la zizanie au sein du ménage. Le curé a eu tôt fait de régler ce différend⁶⁴. La cohabitation chez un parent, un oncle en l'occurrence, sera la solution choisie par sa remplaçante⁶⁵. Le fait d'avoir un local de classe loué amenait peut-être les commissaires à engager surtout « les filles de la paroisse », ce qui leur évitait une dépense additionnelle parce qu'elles demeuraient chez leurs parents. Par contre, quelques instituteurs célibataires logeaient dans des maisons de pension. Comme ces derniers enseignaient dans les villages, les possibilités sur ce plan étaient pour eux un peu plus grandes.

À Trois-Rivières, l'école, à la fois institution et logement, n'est pas le privilège exclusif des communautés religieuses. Pendant une brève période, Henriette Caisse, titulaire d'une école de garçons, habite avec son mari dans l'immeuble de la rue Saint-Olivier. Sa collègue, Élise Larivière, titulaire de l'école n° 4 précise, en 1884, résider depuis sept ans dans son école. Par suite du regroupement de deux écoles en une, É. Larivière dut probablement perdre son logement quoiqu'elle reste discrète sur ce point dans sa correspondance avec le surintendant. Il est fort probable que l'institutrice enseignant sur l'île de la Potherie réside elle aussi dans son école. Les procès-verbaux de la corporation trifluvienne ne mentionnent rien à ce sujet, si ce n'est pour H. Caisse.

⁶⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 2359, 1861 : lettre du curé L.-O. Désilets en date du 8 septembre.

⁶⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, dossier n° 2592, 1862 : lettre du curé L.-O. Désilets en date du 24 septembre.

L'obligation d'habiter l'école devient même une condition d'engagement à Saint-Jacques-des-Piles (1898) ou à Saint-Maurice (1900) dans le comté de Champlain, où le contrat stipule que l'institutrice devra « tenir feu et lieu ». Cette directive s'appuie sur la nécessité d'avoir « une école chaude » à l'arrivée des enfants. La présence du titulaire exempte alors les commissaires de trouver un régisseur pour ce faire.

Les commissaires du milieu rural ajoutent en marge du contrat, les spécifications touchant le logement, le chauffage et l'entretien qui présentent, il va sans dire, quelques variations. La plupart des corporations s'engagent « à loger et à chauffer convenablement les institutrices ». Certains contrats n'en font même pas mention. Plus rarement, les commissaires exigent que les institutrices fournissent le poêle alors qu'ils les approvisionnent en combustible, ou l'inverse. Certaines institutrices préfèrent prendre à leur charge le chauffage, moyennant une augmentation de leur salaire, mais cette dernière option est plus rare. L'instituteur de l'école du village de Champlain peut cultiver le terrain attenant à l'école mais, en contrepartie, il doit chauffer, balayer et laver la classe ainsi que pelleter et entretenir le chemin public.

Pour le personnel enseignant, le fait d'être logé dans l'école est un avantage qui pourra être comptabilisé au moment de la prise de la retraite. La réforme de la loi touchant la pension (1886) prévoit qu'en plus du salaire, le « fonctionnaire » peut ajouter dans son calcul le coût du logement, de l'éclairage et du chauffage comme faisant partie de sa rémunération. Ces coûts sont évalués à 30 \$ pour un enseignant d'une école élémentaire rurale et à 50 \$ pour celui d'une école modèle ou académique à la campagne⁶⁶. Ainsi, au moment de prendre sa retraite, une institutrice de Trois-Rivières, Marie-Henriette Geffard établit le loyer de ses logements successifs à 12 \$

⁶⁶ Selon la réforme de la loi (1886), on ajuste désormais le montant de la pension aux revenus gagnés par l'instituteur durant sa carrière. Le code scolaire de 1906 maintient la même évaluation des coûts pour les deux niveaux d'enseignement. Ceux du monde urbain étant supérieurs à ceux du monde rural.

(1856), 30 \$ (1859-1862) mais à 70 \$ pour celui de Yamachiche entre 1864-1869, sans compter les 20 \$ ou 25 \$ pour le chauffage les cinq dernières années. Il est vrai qu'à cette époque sa rémunération passe de 68 \$ (1864-66) à 50 \$ (1866-1869), et qu'elle cherche probablement à maintenir un revenu annuel se situant entre 163 \$ et 140 \$⁶⁷. Pour sa part, en 1878, le secrétaire-trésorier de Sainte-Geneviève de Batiscan évalue les dépenses pour le bois de chauffage, le loyer du poêle et le lavage de l'école modèle à 31,47 \$⁶⁸.

L'entretien de la maison d'école fait également l'objet d'un partage ou d'une entente. En général, les corporations achètent les produits de nettoyage : balai, brosses, chaux (pour désinfecter les latrines), mine (pour polir le poêle), vitres et exigent en retour que le nettoyage soit pris en charge par le personnel enseignant. À Saint-Séverin, les institutrices s'engagent à nettoyer leur classe, à l'exception du plafond (1892). Seule la corporation de Saint-Jacques-des-Piles stipule que les institutrices doivent tenir la maison propre, tandis que de leur côté, les commissaires s'engageant à faire laver la classe à quatre reprises durant l'année. Jamais, pouvons-nous lire dans les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, les commissaires ne peuvent obliger les institutrices à accomplir ces tâches, à moins d'une entente à ce sujet. Il nous a semblé qu'en pratique elles en acceptaient la responsabilité, du moins en partie.

Pour terminer cette incursion parmi les diverses clauses stipulées en général dans les contrats, nous pouvons relever des conditions particulières qui s'ajoutent au gré des corporations scolaires. Ainsi, parmi les 188 contrats dépouillés, 14 (7 %)

⁶⁷ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 612, 1886. Formulaire intitulé : État de service comme fonctionnaire de l'enseignement primaire.

⁶⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 1276, 1878 : lettre de Robert Trudel en date du 21 août.

mentionnent que telle institutrice « devra fournir une assistante ». Cette clause touche sept localités : Sainte-Geneviève, Saint-Maurice, Saint-Théophile (C^{té} C), Hunterstown, Saint-Justin, Saint-Paulin (C^{té} M) et Saint-Étienne (C^{té} S^t-M). Deux contrats indiquent le nom de l'assistante, tandis que dans celui de Étienne Dostaler de Saint-Maurice, il est précisé que sa femme enseignera deux heures par jour. À Saint-Justin, l'institutrice verra à engager une assistante à la demande du président. À Saint-Théophile, l'assistante signe son propre contrat. Par ailleurs, cinq autres (3 %) comportent une clause à l'effet que l'institutrice non encore diplômée devra obtenir le tôt possible son brevet. Advenant un échec, elle devra solliciter la permission du surintendant pour poursuivre son enseignement et recevoir son traitement⁶⁹. Dans les corporations de Saint-Paulin et Hunterstown, on demande à cinq reprises à certaines maîtresses d'entretenir et de réparer les livres et les effets de l'école. Seule, la corporation de Saint-Jacques-des-Piles stipule, en 1898, à ses cinq enseignantes, l'interdiction d'organiser des « veillées » dans l'école. Enfin, dans le contrat de Camille Dostaler de Champlain, une clause spécifie « de ne faire usage de punitions corporelles qu'avec la plus grande discrétion et dans les cas extrêmes. » Cette directive n'ayant jamais été donnée antérieurement, nous supposons qu'elle provient de l'expérience acquise par les commissaires avec son prédécesseur.

La rémunération et son mode de versement viennent clore les conditions d'emploi. De 1850 à 1894, le traitement est payé en deux versements, c'est-à-dire lors la réception de la subvention gouvernementale, en janvier et en juillet de chaque année. Lorsqu'il y a retenue de la subvention par le surintendant comme mesure coercitive auprès de corporations délinquantes, les instituteurs souffrent souvent de cette situation, les commissaires ne semblant pas avoir acquis l'habitude d'avoir à leur disposition une somme d'argent pour pallier ces retards ou un manque à gagner. La

⁶⁹ ANQ, Correspondance reçue de Shawinigan, document n° 2256, 1890 : contrat d'engagement.

loi de 1894 prescrit le paiement mensuel des traitements, plus précisément à la fin de chaque mois d'enseignement. Cette mesure était en vigueur depuis un certain temps à Trois-Rivières, Maskinongé et Yamachiche⁷⁰. Pour sa part, la corporation de la Banlieue de Trois-Rivières stipule, en 1880, que le salaire de l'institutrice de l'école modèle sera payé en quatre versements : en septembre, en décembre, en mars et en juin. Par contre, deux ans après l'instauration de la nouvelle prescription, les commissaires de Saint-Théophile n'ont pas encore modifié leur façon de faire.

La rémunération constitue sans aucun doute une partie essentielle pour chacune des parties. Les corporations scolaires déterminent le niveau des salaires offerts à leur personnel sur la base de leur revenus en provenance principalement des taxes scolaires. Cette particularité amène non seulement les localités à se distinguer les unes des autres, mais permet aussi aux différents comtés d'afficher un caractère propre en matière salariale.

La rémunération du personnel enseignant

L'analyse de la rémunération des instituteurs et des institutrices comporte deux volets. Dans un premier temps, nous illustrons, à l'aide des tableaux statistiques des rapports annuels du surintendant, l'éventail des salaires versés aux maîtres puis aux maîtresses pour trois périodes, lesquelles sont déterminées selon les caractéristiques variées des données gouvernementales. Ainsi, entre 1861 et 1873, à tous les trois ans, celles-ci fournissent les traitements par comté. La période subséquente, de 1877 à 1884, la transmission annuelle des salaires est produite selon les districts d'inspection, : Champlain-Portneuf et Maskinongé-Saint-Maurice. Enfin, pour la dernière décennie,

⁷⁰ RSIP 1892-1893, Rapport de l'inspecteur A. Tétreault, p. 96-98. Il ne précise pas cependant depuis quand cette mesure était en usage. En 1881-1882, il suggérait déjà le paiement bimestriel ou mensuel « comme cela se pratique pour les employés publics », p. 146.

les données sont réparties à nouveau par comté, et nous avons choisi de comparer deux années scolaires, 1893-1894 et 1900-1901. En deuxième lieu, nous explorerons comment, dans les localités, les commissaires traitent la question salariale.

Le traitement des instituteurs

Entre 1861 et 1873, en règle générale, la rémunération versée aux instituteurs laïcs se situe autour de 200 \$ dans les comtés de Champlain et de Maskinongé, tel qu'illustré au tableau 4.4. Les plus hauts salaires atteignent 500 \$ (Sainte-Anne-de-la-Pérade, C^{te} C) et 360 \$ (Rivière-du-Loup, C^{te} M). Dans le comté de Saint-Maurice, les nombreux traitements octroyés dans la catégorie « 100-200 \$ » sont versés à des enseignants religieux et varient, en 1872-1873, entre 120 \$ (Yamachiche) et 140 \$ (Trois-Rivières).

TABLEAU 4.4					
Distribution des traitements annuels des instituteurs de la Mauricie pour les années 1861, 1864, 1867, 1870 et 1873					
	Moins de 100 \$	\$100-200 \$	200-400 \$	400 \$ et plus	Total des traitements dénombrés
Comté de Champlain	2	7	12	5	26
Comté de Maskinongé	0	21	21	0	42
Comté de Saint-Maurice¹	<u>1</u>	<u>48</u>	<u>14</u>	<u>2</u>	<u>65</u>
Total	3	76	47	7	133
%	2,3%	57,1%	35,3%	5,3%	100%
Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Données tirées du <i>Grand tableau statistique préparé d'après les Rapports des Inspecteurs, des Commissaires et Syndics d'écoles</i> [...] où l'on dénombre par localité le nombre des instituteurs et des institutrices et les salaires répertoriés selon quatre catégories. Pour constituer ce tableau, les informations transmises pour chacune des localités du district d'inspection de Petrus Hubert ont été triées selon le comté d'appartenance. Les données des cinq années ont été fusionnées selon le sexe des enseignants et la catégorie des salaires.					
¹ En 1867, les données pour Trois-Rivières indiquent 22 instituteurs. On en dénombre 5 en 1864 et 7 en 1870 et 1873. Ce nombre comprend peut-être les prêtres du collège de Trois-Rivières. Le plus haut salaire recensé à Trois-Rivières, 586 \$ est probablement versé à un instituteur protestant.					

Entre 1877 et 1884, l'analyse des salaires versés aux instituteurs selon les mêmes catégories démontre que les traitements offerts dans le district rural de Champlain-Portneuf, (voir dans le tableau 4.5) se partagent presque également entre les catégories médianes (100-200 \$ et 200-400 \$) tant pour les laïcs que pour les enseignants religieux. La grande majorité des instituteurs laïcs du district de Maskinongé-Saint-Maurice reçoivent entre 100 et 200 \$. La rémunération des religieux ne dépasse pas les 200 \$ et pour un certain nombre d'entre eux de Trois-Rivières, elle est inférieure à 100 \$. En regard des traitements payés dans la province, il ressort que les salaires versés aux instituteurs du district de Champlain-Portneuf supportent assez bien la comparaison compte tenu du caractère rural de ce district.

Dans la dernière décennie, la comparaison entre deux années témoins (1893-1894 et 1900-1901), montre une diminution des salaires versés aux instituteurs laïcs de l'élémentaire. (Voir le tableau 4.6). Il peut s'agir de l'arrivée de nouveaux instituteurs moins expérimentés et, par conséquent, moins bien payés. Les laïcs enseignant aux cours modèle et académique bénéficient, par contre, d'une augmentation de 8 % (C^{té} C) et de 10 % (C^{té} M). En 1900, il n'y a plus d'instituteurs laïcs dans le comté de Saint-Maurice à l'élémentaire.

Entre 1893 et 1901, la rémunération des enseignants laïcs aux cours modèle et académique s'est légèrement améliorée, mais le traitement moyen demeure plus élevé de 100 \$ (33 %) dans le comté de Champlain comparativement à celui de Maskinongé. Par ailleurs, c'est dans ce dernier comté que les enseignants religieux reçoivent les meilleurs salaires. En 1900, en comparaison avec les traitements versés dans la province, le comté de Champlain offre des montants équivalents tandis que les salaires octroyés aux instituteurs laïcs dans le comté de Maskinongé sont nettement

TABLEAU 4.5

Distribution des traitements annuels des instituteurs
de la Mauricie entre 1877 et 1884District de Champlain-Portneuf

	Moins de 100 \$	100-200 \$	200-400 \$	400 \$ et plus	Total des traitements dénombrés
Laïcs de la ville	0	0	0	0	0
Laïcs de la campagne	2	20	28	0	50
Religieux de la ville	0	0	0	0	0
Religieux de la campagne	0	8	9	0	17
Total	2	28	37	0	67
%	3%	42%	55%	0%	100%

District de Maskinongé-Saint-Maurice

Laïcs de la ville ¹	2	1	6	5	14
Laïcs de la campagne	0	27	25	0	52
Religieux de la ville ²	24	85	0	0	109
Religieux de la campagne	0	39	0	0	39
Total	26	152	31	5	214
%	12%	71%	15%	2%	100%

Province de Québec

Laïcs de la ville	8	44	127	923	1 102
Laïcs de la campagne	65	914	1 329	339	2 647
Religieux de la ville	294	1 111	725	86	2 216
Religieux de la campagne	451	748	365	34	1 598
Total	818	2 817	2 546	1 382	7 563
%	11%	37%	34%	18%	100%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, 1877 à 1884 : Données tirées du *Grand tableau statistique préparé par MM. les inspecteurs d'écoles (...)*. Les données pour ces sept années ont été fusionnées selon chaque type d'enseignants et la catégorie des salaires.

¹ Salaires versés aux instituteurs protestants.

² Pour les années 1882-1884, les traitements des ecclésiastiques enseignant au Collège de Trois-Rivières sont recensés, non seulement pour la ville de Trois-Rivières mais pour les autres villes de la province car ces établissements bénéficient de subventions gouvernementales.

inférieurs. Étant donné le faible nombre d'instituteurs en Mauricie, il est difficile de dégager une ligne de conduite particulière à chacun des comtés.

TABLEAU 4.6

**Traitement annuel moyen versé aux instituteurs catholiques
de la Mauricie en 1893-1894 et en 1900-1901**

	<u>1893-1894</u>		<u>1900-1901</u>	
	Nombre d'instituteurs	Traitement moyen	Nombre d'instituteurs	Traitement moyen
<u>Comté de Champlain</u>				
Laïcs brevetés à l'élémentaire	1	400 \$	1	250 \$
Laïcs brevetés aux cours modèle et académique	2	300 \$	4	325 \$
Religieux aux cours modèle et académique	3	n.d. ¹	11	170 \$
Total	6		16	
<u>Comté de Maskinongé</u>				
Laïcs brevetés à l'élémentaire	4	186 \$	4	150 \$
Laïcs non brevetés à l'élémentaire	1	100 \$	0	-
Laïcs brevetés aux cours modèle et académique	1	200 \$	1	220 \$
Religieux aux cours modèle et académique	6	n.d.	4	236 \$
Total	12		9	
<u>Comté de Saint-Maurice²</u>				
Laïcs brevetés à l'élémentaire	1	500 \$	0	-
Laïcs non brevetés aux cours modèle et académique	0	0	0	-
Religieux aux cours modèle et académique	23	n.d.	6	121 \$
Religieux aux cours modèle et académique (ville)	n.d.	n.d.	17	189 \$
Total	24		23	
<u>Province de Québec³</u>				
Laïcs brevetés à l'élémentaire	58	232 \$	46	221 \$
Laïcs non brevetés à l'élémentaire	13	222 \$	6	102 \$
Laïcs brevetés (modèle et académique)	173	477 \$	191	336 \$
Laïcs non brevetés (modèle et académique)	40	266 \$	32	155 \$
Religieux	608	n.d.	889	n.d.
Total	892		1 164	

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Pour 1893-1894 les données sont tirées du tableau *Statistique générale concernant les instituteurs pour l'année 1893-1894* (p. 188-191). Pour l'année 1900-1901, les données proviennent du tableau *Instituteurs et institutrices laïques des écoles élémentaires catholiques* (p. 194-197) et pour les écoles modèles et académiques (p. 214-215). Le salaire moyen des religieux a été calculé à partir des informations tirées du *Résumé des rapports des collèges classiques, des académies et des écoles modèles catholiques subventionnées* (p. 258-290). Pour l'année 1900-1901, la rémunération des enseignants religieux apparaît dans les tableaux. *Résumé des rapports des collèges classiques, des académies et des écoles modèles catholiques subventionnées* : nous avons fait le total des salaires versés puis divisé cette somme par le nombre de frères enseignants.

¹ Information non disponible.

² Les données pour 1893-1894 incluent le comté de Saint-Maurice et la ville de Trois-Rivières. En 1900-1901, les données sont transmises séparément.

³ Étant donné que les instituteurs laïcs travaillent en milieu rural, nous ne donnons que les salaires moyens versés « à la campagne ».

Le traitement des institutrices

Entre 1861 et 1873, les salaires touchés par les institutrices se situent généralement en-dessous de 100 \$, comme l'illustre le tableau 4.7. Dans cette catégorie, l'éventail des traitements recensés va de 32 \$ (Saint-Sévère, 1864) à 96 \$ (quelques localités, selon les années). Des trois comtés, celui de Maskinongé se démarque particulièrement puisque le salaire du tiers des enseignantes se situe dans la catégorie « 100-200 \$ ». Le plus élevé des six traitements dénombrés dans la catégorie supérieure est 238 \$.

TABLEAU 4.7

**Distribution des traitements annuels des institutrices de la Mauricie
pour les années 1861, 1864, 1867, 1870 et 1873**

	Moins de 100 \$	100-200 \$	200-400 \$	Total de traitements dénombrés
Comté de Champlain	204	50	0	254
%	80%	20%	0%	100%
Comté de Maskinongé	111	60	3	174
%	64%	34%	2%	100%
Comté de Saint-Maurice	147	31	3	181
%	<u>83%</u>	<u>16%</u>	<u>1%</u>	<u>100%</u>
Total	462	141	6	609
%	76%	23%	1%	100%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, données tirées du *Grand tableau statistique préparé d'après les Rapports des Inspecteurs, des Commissaires et Syndics d'écoles* (...) où l'on dénombre par localité le nombre des instituteurs et des institutrices et les salaires répertoriés selon quatre catégories. Pour constituer ce tableau, les informations transmises pour chacune des localités du district d'inspection de Petrus Hubert ont été triées selon le comté d'appartenance. Les données des cinq années ont été fusionnées selon le sexe des enseignants et la catégorie des salaires.

Durant la période suivante, entre 1877 et 1884, les salaires versés aux maîtresses d'école se répartissent d'une manière assez semblable aux années précédentes. (Voir le tableau 4.8). Pour les deux districts, à l'exception de quelques salaires répertoriés

TABLEAU 4.8

**Distribution des traitements annuels des institutrices
de la Mauricie entre 1877 et 1884**

District de Champlain-Portneuf

	Moins de 100 \$	100-200 \$	200-400 \$	400 \$ et plus	Total des traitements dénombrés
Laïques de la ville	0	0	0	0	0
Laïques de la campagne	664	133	15	0	812
Religieuses de la ville	0	0	0	0	0
Religieuses de la campagne	<u>83</u>	<u>14</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>97</u>
Total	747	147	15	0	909
%	82%	16%	2%	0%	100%

District de Maskinongé-Saint-Maurice

Laïques de la ville	4	24	2	0	30
Laïques de la campagne	473	154	5	0	632
Religieuses de la ville ¹	27	68	0	0	95
Religieuses de la campagne	<u>27</u>	<u>90</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>117</u>
Total	531	336	7	0	874
%	61%	38%	1%	0%	100%

Province de Québec

Laïques de la ville	280	889	791	165	2 125
Laïques de la campagne	12 243	14 119	756	37	27 155
Religieuses de la ville	1 354	2 064	15	0	3 433
Religieuses de la campagne	<u>2 348</u>	<u>1 667</u>	<u>274</u>	<u>4</u>	<u>4 293</u>
Total	16 225	18 739	1 836	206	37 006
%	43,8%	50,6%	5%	,6%	100%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, données tirées du *Grand tableau statistique préparé par MM. les inspecteurs d'écoles (...)*. Nous avons fusionné tous les salaires versés par catégorie pour ces sept années.

¹ Les Ursulines de Trois-Rivières dirigent un pensionnat privé mais comme elles bénéficient d'une subvention gouvernementale, elles sont recensées.

dans la catégorie « 200-400 \$ », la rémunération demeure, en général, sous le seuil des 100 \$.

Durant l'année 1883-1884, le traitement moyen est de 82 \$ dans le district de Champlain-Portneuf et de 74 \$ dans le district Maskinongé-Saint-Maurice. À Trois-Rivières, il est de 136 \$. Ces traitements, comparativement avec ceux versés dans le

reste de la province – 102 \$ à la campagne et 241 \$ à la ville – sont nettement plus bas. La rémunération des religieuses tant à la ville qu'à la campagne dans le district de Maskinongé-Saint-Maurice est de 100 \$ comparativement à 64 \$ pour leurs consœurs de Champlain-Portneuf. Ailleurs au Québec, les religieuses reçoivent 104 \$ à la ville et 98 \$ en milieu rural.

Durant la dernière décennie, la rémunération des institutrices du comté de Champlain va en diminuant, comme on peut le constater dans le tableau 4.9. En 1900, les institutrices de l'élémentaire – dont le nombre a augmenté de 45 – reçoivent des traitements inférieurs de 30 % à ceux octroyés sept ans plus tôt. Une diminution de 19 % affecte également les enseignantes des cours modèle et académique. Ces diminutions salariales signifient soit que le personnel s'est en grande partie renouvelé, ou soit que les corporations n'ont pas augmenté les taxes en proportion du nombre croissant des institutrices et n'ont pu maintenir la rémunération antérieure. La seconde option semble la plus plausible. C'est une pratique ancienne dénoncée, en 1870, par un inspecteur d'écoles⁷¹. Si les fonctionnaires, à la fin du siècle, ne font plus cette remarque, ils commentent d'une autre manière la gestion des commissaires. Lors de leur évaluation annuelle, les inspecteurs complètent un formulaire – une sorte de bulletin comprenant six rubriques – dont une concerne les « Traitements et mode de paiement ». Le classement des corporations du comté de Champlain effectué par l'inspecteur J.-O. Goulet révèle que quinze des vingt-cinq corporations, soit 60 %, se voient attribuer une note inférieure à six sur dix. On peut penser que la faiblesse des salaires est ici en cause davantage que le mode de paiement. Il n'y a que quatre corporations qui obtiennent une note supérieure à 7 : Grand-Mère (10/10), le village de Champlain (8), le village de Sainte-Anne-de-la-Pérade (8) et Batiscan (7½). Selon

⁷¹ *RSIP* 1870 et en partie pour l'année 1871, p. vi.

TABLEAU 4.9

**Traitement annuel moyen versé aux institutrices catholiques
de la Mauricie en 1893-1894 et 1900-1901**

	1893-1894		1900-1901	
	Nombre d'institutrices	Traitement moyen	Nombre d'institutrices	Traitement moyen
Comté de Champlain				
Laïques brevetées à l'élémentaire	82	112 \$	127	86 \$
Laïques non brevetées à l'élémentaire	25	86 \$	12	71 \$
Laïques brevetées aux cours modèle et académique	10	141 \$	9	114 \$
Laïques non brevetés (modèle et académique)	3	97 \$	0	0
Religieux aux cours modèle et académique	<u>18</u>	n.d. ¹	<u>26</u>	n.d.
Total	138		174	
Comté de Maskinongé				
Laïques brevetées à l'élémentaire	42	99 \$	51	108 \$
Laïques non brevetées à l'élémentaire	14	63 \$	7	63 \$
Laïques brevetées aux cours modèle et académique	1	180 \$	6	130 \$
Laïques non brevetées (modèle et académique)	1	55 \$	2	100 \$
Religieuses aux cours modèle et académique	<u>17</u>	n.d.	<u>18</u>	n.d.
Total	75		84	
Comté de Saint-Maurice²				
Laïques brevetées à l'élémentaire	34	82 \$	41	85 \$
Laïques non brevetées à l'élémentaire	24	65 \$	22	69 \$
Laïques brevetées aux cours modèle et académique	2	100 \$	3	119 \$
Laïques non brevetées (modèle et académique)	1	45 \$	2	100 \$
Religieuses aux cours modèle et académique	<u>40</u>	n.d.	<u>44</u>	n.d. ³
Total	101		112	
Province de Québec⁴				
Laïques brevetées à l'élémentaire	3 024	106 \$	3 860	112 \$
Laïques non brevetées à l'élémentaire	871	90 \$	574	86 \$
Laïques brevetées (modèle et académique)	254	140 \$	385	130 \$
Laïques non brevetées (modèle et académique)	75	80 \$	122	112 \$
Religieuses	<u>2 282</u>	n.d.	<u>2 656</u>	n.d.
Total	6506		7597	

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Pour l'année 1893-1894, les données sont tirées du tableau *Statistique générale concernant les institutrices pour l'année 1893-1894* (p. 192-195) et pour l'année 1900-1901, du tableau *Instituteurs et institutrices laïques des écoles élémentaires catholiques* (p. 194-197) et pour les écoles modèles et académiques (p. 214-215). En 1900-1901, les traitements des religieuses ne sont donnés qu'occasionnellement dans le *Résumé des rapports des collèges classiques, des académies et des écoles modèles catholiques subventionnées* (p. 258 et s.).

¹ Information non disponible.

² Les données pour 1893-1894 incluent le comté de Saint-Maurice et la ville de Trois-Rivières. En 1900-1901, les données sont transmises séparément. Cependant si nous combinons le nombre d'institutrices, les salaires sont ceux octroyés à la campagne. On dénombre à l'élémentaire à Trois-Rivières, 6 institutrices laïques brevetées (traitement moyen de 135 \$), 1 non-brevetée (100 \$). Aux cours modèle et académique, il y a 27 religieuses dont 10 reçoivent un traitement moyen de 105 \$, celui des 17 autres étant non disponible.

³ Les tableaux ne fournissent que le traitement des 6 religieuses de Saint-Barnabé au montant de 150 \$.

⁴ Pour 1900-1901, la totalité des institutrices sont recensées (p. xvii et xviii) mais les traitements présentés ici sont ceux octroyés aux institutrices de la campagne uniquement étant donné le faible nombre des institutrices trifluviennes (voir note 2). Au Québec, les institutrices urbaines reçoivent : à l'élémentaire 148 \$ (brevetées), et 96 \$ (non-brevetées) et aux cours modèle et académique : 137 \$ (brevetées) et 121 \$ (non-brevetées), (p. xxi). Nous ne pouvons expliquer cette différence de traitement entre l'élémentaire et le cours modèle.

cette évaluation, on peut conclure qu'une forte majorité des corporations du comté de Champlain ne verse pas au personnel enseignant des traitements adéquats.

Dans les comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice, la situation est différente d'abord parce que l'augmentation du personnel n'a pas la même envergure que dans le comté Champlain et, de plus, l'on constate quelques légères hausses salariales. Dans le comté de Maskinongé où le nombre des institutrices aux cours modèle et académique s'accroît de 5, on note cependant une baisse substantielle des traitements. Il y a peut-être là une différence d'ancienneté ou les résultats d'une gestion qui cherche plutôt à niveler les traitements, y compris ceux des non-brevetées. Les résultats de l'évaluation de l'inspecteur à la rubrique des « Traitements et mode de paiement » démontrent que dans les deux comtés comptant chacun douze localités, il se trouve quatre corporations, soit 33 %, qui se voient attribuer une note inférieure à six. Pourtant, l'on observe que dans le comté de Saint-Maurice les salaires sont pratiquement identiques à ceux du comté de Champlain mais, l'évaluation présente de meilleurs résultats. Il est possible que l'inspecteur du comté de Saint-Maurice considère que la plupart des corporations de ce comté ne peuvent faire beaucoup mieux tandis que son collègue croit que plusieurs corporations du comté de Champlain pourraient faire davantage.

Une comparaison basée sur la note moyenne obtenue dans chacun des comtés à la rubrique « Traitements et de mode de paiement » démontre que le comté de Maskinongé présente la moyenne la plus élevée et celui de Saint-Maurice occupe la deuxième position. Le comté de Champlain obtient la note moyenne la plus faible, comme on peut le voir au tableau 4.10.

TABLEAU 4.10

**Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique
« Traitements et mode de paiement » pour l'année 1900-1901**

Comté	N ^{bre} de corporations	N ^{bre} d'écoles	Note moyenne sur 10 ¹
Champlain	25	131	5,89
Maskinongé	12	61	6,47
Saint-Maurice²	11	59	6,34
Ville de Trois-Rivières	1	7	10

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901*, Rapport des inspecteurs Évariste Béland, p. 8-10 et J.-O. Goulet, p.48-51.

¹ La note moyenne est obtenue en additionnant toutes les notes attribuées aux corporations d'un comté donné et en divisant par le nombre de corporations comprises dans ce comté.

² La corporation de Trois-Rivières est exclue afin de comparer uniquement les corporations de milieu rural.

Comment expliquer autant de différence entre le comté de Champlain et les deux autres comtés ? Est-ce dû au grand nombre d'écoles disséminées sur son territoire ou aux six nouvelles corporations instaurées dans ce comté depuis 1885? Il n'y a qu'une nouvelle localité dans le comté de Saint-Maurice et aucune dans celui de Maskinongé. Parmi les six nouvelles corporations du comté de Champlain, quatre sont cotées 6 et plus sur 10. Par contre, le classement des corporations révèle que d'anciennes paroisses, comme Mont-Carmel, se voient décerner une note de 5½. Doit-on comprendre que les contribuables des nouvelles localités – probablement de jeunes familles – manifestent plus d'intérêt envers l'instruction que plusieurs contribuables des localités établies depuis longtemps? Il apparaît donc que certaines corporations – en plus grand nombre dans le comté de Champlain que dans les deux autres comtés – font des choix concernant la qualité des traitements versés aux enseignants. Dans le comté de Champlain, plus qu'ailleurs, les commissaires optent pour ne pas augmenter les taxes en proportion de la croissance des dépenses, ce qui se répercute sur les traitements du personnel enseignant.

Les corporations rurales ont visiblement du mal à se plier au règlement du conseil de l'Instruction publique (1896) qui souhaitait établir à 100 \$ le salaire minimal des institutrices. D'ailleurs, à la suite des protestations de certaines corporations, ce règlement fut retiré deux ans plus tard. En 1900-1901, seul le comté de Maskinongé verse des traitements correspondant d'assez près à la moyenne provinciale, si l'on tient compte de son caractère rural. Les comtés de Champlain et de Saint-Maurice offrent à leurs institutrices des salaires nettement inférieurs à ceux versés ailleurs au Québec.

La question salariale au sein des corporations

Les salaires des enseignants représentent le poste le plus important du budget des corporations scolaires, exception faite des investissements extraordinaires telles les immobilisations et les réparations majeures aux écoles. Ainsi, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, entre 1863 et 1870, les traitements totalisent 3 443 \$ et les autres dépenses de la corporation, 1 884 \$⁷². Pour sa part, la corporation de Maskinongé dispose, en 1881-1882, d'un budget total de 1 502 \$ dont 1 070 \$ au poste des salaires⁷³.

En 1850, une certaine tradition est déjà implantée quant à la rétribution des maîtres d'école. Elle prend sa source, entre autres, dans les précédentes lois scolaires ou propositions faites à l'occasion d'enquêtes gouvernementales ou encore d'articles parus dans les journaux. Ainsi, Jean-Baptiste Meilleur propose, en 1838, un salaire minimal de 25 £ (100 \$) pour les instituteurs d'école élémentaire et de 50 £ (200 \$)

⁷² ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2651, 1870 : lettre de Petrus Hubert en date du 14 mai.

⁷³ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 395, 1882, Requête présentée par Damase Lacroix *et al.*, en date du 26 avril.

pour ceux des écoles modèles⁷⁴. Cependant, la loi de 1841 ne prescrit aucun montant. Devenu surintendant, Meilleur ne suggère plus d'échelle des salaires⁷⁵. Son successeur, P.-J.-O. Chauveau, peu de temps après son arrivée (1855), propose en vain à la législation d'établir à 25 £ le salaire minimal des institutrices et à 50 £ celui des instituteurs⁷⁶. Cette suggestion peut tout de même servir d'indicateur pour les commissaires et restera longtemps encore un idéal à atteindre dans plusieurs corporations scolaires.

En pratique, les corporations éprouvent quelques difficultés à garantir les traitements suggérés par Chauveau. Le secrétaire de Yamachiche, en 1857, demande même la permission d'engager du personnel à un salaire moindre que 25 £! « Étant donné la configuration topographique de la paroisse, il est impossible d'avoir moins d'écoles et même si la cotisation était doublée, il serait impossible de donner partout 25 £ », d'expliquer le D^r Desaulniers. Les institutrices elles-mêmes offrent leurs services à 15, 16, 17 et 18 £, ajoute-t-il comme pour atténuer l'écart entre les montants⁷⁷. La justification de ce secrétaire illustre la volonté des corporations à s'ajuster aux désirs du surintendant mais expose tout autant les problèmes financiers des localités.

Les commissaires ne semblent pas toujours fixer les salaires en s'appuyant sur la qualification des institutrices. S'ils en tiennent compte cela n'apparaît pas comme une règle absolue. Ainsi, Philomène Fournier de Yamachiche, détentrice d'un brevet élémentaire, reçoit 50 \$ en 1878. Deux ans plus tard, malgré l'obtention d'un diplôme

⁷⁴ André Labarrère-Paulé, *Les institutrices laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 39.

⁷⁵ Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, p. 29-31.

⁷⁶ Circulaire n° 19 aux Commissaires d'écoles, *RSIP* 1856, p. 132-138.

⁷⁷ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 1518, 1857 : lettre de L.-L.-L. Desaulniers en date du 6 juillet.

modèle entre-temps, on lui paye le même salaire alors qu'une nouvelle consœur, brevetée pour le cours modèle et titulaire d'une école élémentaire de rang, reçoit 60 \$. Par contre, la décision des commissaires de Saint-Paulin, en 1890, d'embaucher trois institutrices non brevetées à des salaires supérieurs ou équivalents à ceux versés aux deux diplômées de la corporation est plutôt inusitée. Ailleurs, dans la nouvelle municipalité de Saint-Théophile (1896), dans le comté de Champlain, une assistante dans une école modèle voit son salaire passer de 45 \$ à 60 \$ lors de l'obtention d'un brevet pour le cours modèle. On constate dans les trois comtés, surtout dans la dernière décennie, que plusieurs institutrices détentrices d'un premier diplôme ne reçoivent aucune augmentation de salaire même si elles réussissent à obtenir le brevet pour l'école modèle par la suite.

D'autres facteurs peuvent modifier le traitement des instituteurs, soit le nombre d'élèves inscrits dans une école, soit le degré « d'avancement » de ces derniers. Par ailleurs, il existe une certaine hiérarchie entre les écoles d'une même corporation qui se reflète dans l'éventail des salaires. L'école du village, même élémentaire, offre toujours la meilleure rémunération. Ainsi, les cinq traitements alloués aux écoles élémentaires de Saint-Didace, en 1868, vont de 68 \$ à 94 \$ pour les écoles de rang contre 148 \$ réservés pour l'école du village. À Sainte-Geneviève, dix ans plus tard, les six institutrices des écoles de rang reçoivent des salaires variant entre 56 \$ et 68 \$ alors que l'instituteur de l'école modèle obtient 190 \$, ayant à sa charge le salaire de son assistante.

La rétribution des enseignants est très sensible aux moindres difficultés financières des corporations, dues à une accumulation d'arrérages ou de déficits ou encore à une augmentation du nombre d'écoles. Avant d'envisager une hausse des impôts, décision ardue s'il en est, les commissaires cherchent d'autres solutions, entre autres la

réduction des salaires. Ces baisses de rémunération font parfois partie des enjeux électoraux et sont aussi utilisées comme un moyen détourné pour amener le départ d'un instituteur non avisé à temps de son non-réengagement. Quelques-uns manifestent leur résistance envers l'école modèle par le biais d'une diminution de salaire de son titulaire. La perspective d'une économie basée sur le jeu de la concurrence durant la période des engagements peut aussi entraîner la diminution des salaires⁷⁸.

La correspondance ne permet pas de dégager la politique salariale appliquée par les commissaires. Cependant, le dépouillement des registres des corporations scolaires de Champlain, de Saint-Narcisse et de Trois-Rivières fournit l'occasion d'observer une certaine démarche suivie par les conseils de commissaires quant à l'attribution des salaires. Les différentes résolutions nous permettent d'approfondir quelque peu leurs attitudes comme employeurs.

Trois exemples de politique salariale

a) La corporation scolaire du village de Champlain entre 1868 et 1900

La corporation du village de Champlain n'engage pas un grand nombre d'enseignants. Créée en 1868, elle administre une école mixte, puis deux écoles à compter de 1872. L'école modèle de filles est confiée à des religieuses (1870) et l'école modèle de garçons connaîtra plusieurs titulaires. L'étude des décisions affectant Camille

⁷⁸ Les surintendants d'avant 1871 reviennent quelquefois sur cette question. Par la suite, la correspondance démontre le recours à cette pratique dans quelques corporations scolaires. Pour sa part, l'inspecteur David Lefebvre en dénonce l'usage dans le *RSIP* pour l'année 1878-1879, p. 65.

Dostaler, au service de la corporation entre 1879 et 1904, est révélatrice de pratiques salariales qui varient au fil des ans.

À compter de son premier engagement et à plusieurs occasions, par la suite, le traitement de C. Dostaler fait l'objet d'un certain marchandage. Les commissaires ne lui donnent pas toujours le salaire demandé ou proposent des réajustements selon les années. On lui accorde, en 1888, une hausse substantielle (60 %) qui porte son traitement à 400 \$. Cette augmentation sera financée par l'admission à son école d'un certain nombre d'élèves de la corporation voisine. Six ans plus tard, on diminue sa rémunération mais Dostaler pourra bénéficier d'autres privilèges qui pourraient être aussi avantageux pour lui, peut-on lire laconiquement dans le registre des procès-verbaux. En 1900-1901, son traitement est de 410 \$. Si sa rémunération a souvent été renégociée, il n'en va pas de même pour celle de ses assistants, en général non diplômés mais « capables d'enseigner l'anglais », qui reçoivent invariablement 60 \$.

Quant aux religieuses du Bon-Pasteur, engagées en 1871, les registres de la corporation ne font mention que de deux salaires. Elles reçoivent, en 1871, un montant de 273 \$. Vingt ans plus tard, à la suite d'une requête précisant qu'elles ont un déficit de quelques centaines de dollars, le montant est porté à 375 \$. Nous en déduisons que pendant tout ce temps, le même montant leur était accordé. En 1894, le couvent devient indépendant et les religieuses cessent tout lien d'emploi avec la corporation.

b) Corporation scolaire de Saint-Narcisse entre 1863 et 1898

Les registres de la corporation scolaire de Saint-Narcisse que nous avons consultés commencent en 1863. Depuis sa fondation en 1855, seule l'école du village

fonctionne. Quinze ans plus tard, trois écoles s'y ajoutent mais les procès-verbaux ne font pas mention de l'engagement des institutrices. À la fin de la période, les commissaires administrent huit écoles et pourtant, jusqu'en 1890, seule la rémunération de l'instituteur de l'école modèle fait l'objet de résolutions.

En 1863, A.-Norbert Dostaler, père de Camille, l'instituteur du village de Champlain, reçoit un traitement de 260 \$. Deux années plus tard, la question de son salaire suscite une certaine controverse au sein de la corporation. L'instituteur expédie aux commissaires une lettre dans laquelle il affirme ne pas vouloir être un sujet de difficultés pour eux. Il ne s'objecte apparemment pas à une réduction de 20 \$ de son traitement en 1867.

À sa retraite en 1874, il devient officiellement le secrétaire-trésorier de la corporation, poste qu'il occupait depuis quatre ans par ses fils interposés. Deux années auparavant, à la suite d'une requête des contribuables demandant une diminution de son traitement – demande rejetée par les commissaires – il avait plutôt proposé que l'on réduise de 20 \$ sa rémunération comme secrétaire. Cette « compréhension » de l'instituteur face à la capacité de payer des contribuables peut sembler étonnante. Elle met surtout en évidence la proximité des gens et le poids des relations sociales qui obligent à certaines concessions. La succession de A.-Norbert Dostaler à l'école modèle est assurée par son fils Étienne au salaire de 193 \$. En 1877, il réclame, avec succès, une augmentation de 7 \$. Dix ans plus tard, un montant de 20 \$ s'ajoute à son traitement. Les procès-verbaux ne font toujours pas mention des autres salaires versés au personnel enseignant.

Durant la dernière décennie, quelques informations éparses démontrent que les traitements sont négociés d'une manière individuelle et sont assez variables. Des

institutrices changent d'école sans modification de leur traitement alors que d'autres bénéficient d'une hausse salariale variant entre 2 et 30 \$. Le plus faible salaire rencontré est de 45 \$. En juillet 1892, la nouvelle institutrice de l'école modèle reçoit 240 \$ prenant à sa charge le traitement de son assistante. Son successeur quatre ans plus tard demande 350 \$, mais après négociations, il doit accepter de rémunérer lui-même son assistante. Les registres permettent aussi de constater qu'après huit ans d'enseignement, Mme Léa Lacroix gagne 10 \$ de plus qu'à ses débuts.

La politique salariale des commissaires de Saint-Narcisse semble d'abord reposer principalement sur les capacités financières des arrondissements tout comme, dans une moindre mesure, sur le jeu de l'offre et de la demande. N'est-il pas résolu le 21 mai 1896 que « Théophile Brouillet accorde un salaire de 65 \$ à Rose-Anna Brouillette pour l'école n° 7 si elle ne veut pas accepter 60 \$ » ? Durant la dernière décennie, nous remarquons une légère amélioration du niveau des salaires. Parmi les six traitements recensés en 1890, aucun ne dépassait 70 \$. En 1896, cinq des salaires inscrits sont de 80 \$ et plus. Le plus bas étant de 65 \$ dans un « petit » arrondissement.

c) Corporation scolaire de Trois-Rivières entre 1852-1901

La rémunération du personnel enseignant dans les procès-verbaux de la corporation trifluvienne ne fait pas toujours l'objet de consignations régulières et précises. Lors d'un premier engagement, on note parfois le salaire accordé ou, dans le cas d'un remplacement, on ajoute une inscription à l'effet que le traitement est identique à celui versé antérieurement. Par la suite, les reconductions sont enregistrées sans référence salariale ou avec la mention « salaire et conditions de cette année ». Le traitement offert à l'institutrice de l'Île de la Potherie est plus fréquemment inscrit,

étant donné la mobilité du personnel de cette école. Il va de 60 \$ (1884) à 100 \$ (1899). En 1886, les registres précisent la manière de répartir la somme de 270 \$ offerte à Alphonsine Giroux et à son assistante. Elles reçoivent 174 \$ et 96 \$ respectivement.

Les registres font parfois état de demandes d'augmentation de la part des enseignants. Henriette Caisse sollicite à deux occasions une hausse de traitement, qui lui est accordée au moins une fois (1872). Elle bénéficie alors du plus haut traitement jamais versé à une institutrice, soit 264 \$. Son mari l'assiste dans sa tâche cependant. L'inspecteur d'écoles réclame, en 1874, au nom des sœurs de la Providence en charge d'une école modèle, une augmentation de 100 \$ mais rien n'indique qu'elles l'aient obtenue. Pour sa part, le frère directeur fait deux requêtes (1874 et 1881) dont la dernière est confiée à un comité formé de cinq commissaires. Après l'étude de cette demande, le comité ne recommande pas l'augmentation souhaitée étant donné « les dépenses très considérables » faites depuis plusieurs années en faveur des écoles tenues par les frères qui ont nécessité une forte hausse des taxes. Il suggère plutôt qu'un traitement uniforme de 160 \$ soit versé à chacun d'eux. En 1891, chacun des treize frères reçoit 170 \$. En 1891, alors que la corporation confie la direction des écoles de filles aux Ursulines, on attribue à chacune des religieuses une même rémunération de 150 \$.

La question des traitements revient sporadiquement dans les procès-verbaux, laissant voir qu'il n'y a pas d'échelle de salaires ni d'augmentation annuelle. En 1891, au terme d'une carrière de quatorze ans, Élise Larivière gagne 144 \$. Cette rémunération correspond à celle que recevaient, en 1867, deux autres institutrices. Si Alphonsine Giroux reçoit 30 \$ de plus (1886), c'est que sa classe compte près de 170 élèves et elle supervise une assistante. Les salaires des enseignantes trifluviennes sont donc

d'une grande stabilité. Ils ont même régressé comparativement au traitement reçu par H. Caisse en 1872-1873. En général, les institutrices laïques ne semblent pas négocier leur salaire formellement avec la corporation. De leur côté, les frères ne sollicitent pas une hausse de traitement à chaque année. Malgré l'absence de registres entre 1893 et 1898, on peut penser que rien ne change entre-temps, puisque le traitement accordé à une troisième religieuse engagée à l'école n° 3 est de 150 \$.

Conclusion

L'engagement du personnel par les commissaires d'écoles donne lieu à une série de décisions déterminantes pour les conditions d'emploi des enseignants. Peu préparés à accomplir cette tâche, du moins à l'origine des corporations scolaires, ils développent, au fil des ans, une manière de faire soumise aux impératifs financiers et sociaux de leurs localités. Sur cet aspect des affaires scolaires, leur autonomie face au gouvernement est remarquable. Leur pratique administrative contraint le département de l'Instruction publique à faire modifier les dispositions de la loi sur l'âge que doivent atteindre les jeunes filles pour obtenir le brevet ou encore à retirer son règlement concernant l'imposition du salaire minimal.

Comment expliquer cependant qu'en 1900-1901, la plupart des institutrices laïques ne gagnent pas 100 \$ tandis qu'une couturière dans une industrie rurale du comté de Maskinongé reçoit un salaire annuel moyen de près de 120 \$⁷⁹? La question ne doit pas se poser dans ces termes-là. Les instituteurs sont à l'emploi des corporations qui sont des organismes publics et, de ce fait, leur rémunération dépend de l'impôt payé

⁷⁹ Une couturière de Trois-Rivières reçoit 104,38 \$ en moyenne alors qu'une ouvrière dans une manufacture de sacs est payée 125 \$ par année en moyenne. Dans Saint-Maurice-Sud, une couturière est rémunérée en moyenne entre 117,50 \$ et 150 \$ alors que dans Maskinongé, ce salaire est de 120,59 \$. Je remercie Jocelyn Morneau de m'avoir transmis ces informations tirées du Recensement canadien de 1891.

par la population. Dans une société où le numéraire reste une denrée rare, il peut paraître à de nombreux contribuables que le salaire versé aux institutrices est appréciable même s'il est en dessous des 100 \$. D'un autre côté, malgré leur bonne volonté, les commissaires éprouvent probablement de la difficulté à évaluer à sa juste valeur le travail intellectuel des enseignants. Quant à ces derniers, ils ne possèdent aucune formation spécialisée, si ce n'est qu'ils sont détenteurs d'un brevet émis par le bureau des examinateurs. Rares sont les instituteurs ayant fréquenté une école normale. Tous ces éléments font en sorte que les corporations restent sourdes à la campagne menée par les promoteurs de l'éducation en faveur d'une hausse des traitements. Par ailleurs, soulignons que le gouvernement, refuse d'injecter des montants substantiels dans l'enseignement élémentaire. Il se contente, à partir de 1896, de récompenser quelques enseignants laïcs parmi les plus méritants, grâce à un fonds spécial de 14 000 \$⁸⁰. C'est ainsi que la rétribution du personnel enseignant repose essentiellement sur les contributions des collectivités locales. De ce fait, les traitements octroyés aux instituteurs peuvent être perçus comme des révélateurs de l'intérêt porté à l'éducation par la population.

Il existe, au sein des localités, une hiérarchie des écoles qui est perceptible, entre autres, par les salaires versés au personnel enseignant. Les écoles de village comparativement aux écoles de rang offrent toujours le traitement le plus élevé. On y engage des maîtres plus compétents et ils reçoivent en conséquence une meilleure rémunération que les instituteurs dispersés dans la campagne. Cette disparité apparaît clairement dans le classement des corporations effectué par les inspecteurs par le biais des localités où l'on retrouve deux corporations scolaires : une de village et une de paroisse. En effet, à la rubrique « Traitements et mode de paiement », les corporations de village viennent en tête de liste en se méritant les meilleures notes

⁸⁰ *RSIP* 1896-1897, Rapport du surintendant, p. vii.

tandis que les corporations de paroisse obtiennent des notes inférieures, comme on peut le voir au tableau 4.11.

TABLEAU 4.11		
Comparaison des corporations de village et de paroisse à partir de la rubrique « Traitements et mode de paiement » pour l'année 1900-1901		
Localités	Corporation de village	Corporation de paroisse
COMTÉ DE CHAMPLAIN	Note sur 10	Note sur 10
Champlain	8	5
Saint-Tite	6½	6 S'-Tite par. 4 S'-Tite-Nord
Sainte-Anne-de-la-Pérade	8	5¼
COMTÉ DE MASKINONGÉ		
Rivière du Loup	8	6½
COMTÉ DE SAINT-MAURICE		
Banlieue de Trois-Rivières	8	7
Pointe-du-Lac	7	5
Ville de Trois-Rivières	10	
Source : <i>Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901</i> , Rapport des inspecteurs Évariste Béland, p. 8-10 et J.-O. Goulet, p. 48-51.		

Cette division au sein des corporations illustre que les villageois acceptent de verser de plus hauts salaires sachant qu'ils auront des enseignants plus compétents. Dans les écoles de la paroisse, les contribuables se contentent de maîtres capables d'enseigner les rudiments de l'instruction et les traitements sont en proportion de ce qu'on exige d'eux. Les cultivateurs savent qu'ils pourront toujours recourir à l'école du village s'ils décident de faire poursuivre leurs études à certains de leurs enfants. L'intérêt envers l'école est donc différent selon qu'on habite le village ou la paroisse et les traitements versés aux instituteurs témoignent de cette diversité.

Des trois comtés, c'est celui de Champlain qui présente les plus grands et les plus petits écarts. La corporation du village de Saint-Tite obtient la moins bonne note

parmi toutes les corporations de village. Dans les comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice, on observe plus d'uniformité à l'exception du village de Pointe-du-Lac. Les traitements versés par la corporation de Trois-Rivières satisfont pleinement l'inspecteur. Il se dégage néanmoins de ce tableau que les corporations de village rémunèrent le mieux leurs enseignants. Il est vrai que les corporations de paroisse sont plus populeuses et doivent entretenir un plus grand nombre d'écoles mais, leurs revenus étant en proportion des dépenses, nous supposons que la pondération de l'inspecteur tient compte de la « capacité de payer » des localités. Il apparaît donc que dans les corporations de paroisse, on ne cherche pas à atteindre l'excellence de l'école du village et la rétribution des enseignants traduit cette attitude.

Les conditions de vie du personnel enseignant s'avèrent variables et surtout modestes, tributaires de la bonne volonté des commissaires d'école. On peut, tout de même, se demander comment parvenaient à vivre les maîtresses d'écoles avec un salaire de moins de 100 \$? La réponse nous est fournie par un commentaire de l'inspecteur David Lefebvre qui se disait: « convaincu que les institutrices qui résolvent ce problème ne peuvent le faire que par le jeûne et le dénuement et non par la connaissance des mathématiques⁸¹ ».

⁸¹ *RSIP* 1881-1882, Rapport de David Lefebvre, p. 70.

CHAPITRE 5

LE MAÎTRE D'ÉCOLE AU CŒUR DE SON ARRONDISSEMENT

« Rien de ce qui regarde des Instituteurs n'est indifférent, ni leur conduite publique [...], ni leur conduite privée même. Partout et toujours le monde a les yeux fixés sur eux, prêt à censurer le moindre écart; ce qu'on tolère volontiers dans tout autre jeune homme, dans toute autre jeune fille, on le critique dans eux, on le condamne. Qu'ils ne se plaignent cependant pas trop de cette sévérité du public envers eux; rien n'est plus propre à les maintenir dans les bornes du devoir, dans les convenances de leur état, que cette exigence même. »

Jean Langevin, *Cours de pédagogie*, 1865¹.

Introduction

Aussitôt que l'instituteur prend possession de la maison d'école, les contribuables de l'arrondissement l'intègrent à leur milieu non seulement comme habitant de la collectivité mais comme individu ayant un rôle spécifique à jouer. Pour jouir d'une bonne réputation dans son milieu ou dans son arrondissement, un maître ou une maîtresse d'école doit satisfaire à deux critères indissociables : avoir acquis un savoir-faire comme pédagogue et respecter scrupuleusement l'obligation d'avoir une conduite exemplaire afin de donner le bon exemple aux élèves. Le jugement des parents sur l'instituteur de leurs enfants va se fonder sur ces deux valeurs d'égale importance. Dans ce cinquième chapitre, nous verrons comment ce personnage isolé et sous le regard de tous, va réussir à occuper une position particulière et à rallier, dans l'exercice de son métier et dans sa vie sociale, l'ensemble de sa communauté.

Le maître et la maîtresse d'école, en particulier, sont en quelque sorte le point de mire de l'instruction publique dans leur arrondissement. La moindre plainte formulée à leur sujet provoque, de la part du surintendant, une réaction immédiate. Il s'informe

¹ Jean Langevin, *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, Québec, C. Darveau, Imprimeur, 1865, p. 343.

aussitôt du bien-fondé du grief et exige des explications. Sur ce point, il est intransigeant. Le maître d'école ne laisse personne indifférent, surtout le moment venu des réengagements. C'est le verdict populaire qui décide souvent de la reconduction d'un contrat. Pour obtenir l'appui de la population, le maître a dû faire preuve de compétence et n'avoir eu aucun écart de conduite durant l'année. Les contribuables se reconnaissent le droit de sanctionner le maître fautif et d'appuyer celui qui est méritant.

Le second volet s'intéresse aux instituteurs, à leurs réactions envers un milieu exigeant où les conditions d'emploi ne sont pas toujours idéales. Face au conseil des commissaires, ils recherchent, à l'occasion, l'appui du surintendant ou d'autres personnes influentes pour améliorer leur sort. Ils expriment parfois leur conception du métier ou décrivent leur intégration dans un milieu social, familial pour les uns ou nouveau pour d'autres. Ils tiennent plus que tout à maintenir leur bonne réputation, gage de leur réengagement. Cette profession qui doit se renouveler régulièrement attire de nombreux candidats. Certains d'entre eux, par leur renommée ou leurs propos, se sont distingués à un moment ou à un autre; nous présenterons brièvement quelques-unes de ces personnalités.

PREMIÈRE PARTIE : LES CONTRIBUABLES ET LES ENSEIGNANTS

Le choix du titulaire de l'école

Les commissaires se sentent vulnérables lorsque vient le moment de faire les engagements. À l'évidence, ils préfèrent partager cette responsabilité avec les contribuables, surtout s'il s'agit d'un renouvellement de contrat. Le conseil s'appuie sur l'avis des parents parfois davantage en mesure de juger des progrès de leurs

enfants parce qu'ils sont informés au quotidien de la vie scolaire. En général, les commissaires profitent de l'examen public de fin d'année pour prendre avis puisque tous les citoyens sont conviés à cet événement. La décision peut être prise sur-le-champ ou à la suite d'une assemblée extraordinaire convoquée quelques jours plus tard.

La tradition de solliciter l'opinion des contribuables de chacun des arrondissements dans le choix des instituteurs, déjà ancrée dans la pratique des localités au début des années 1850, continue d'être encouragée par le conseil de l'Instruction publique tout au long du XIX^e siècle si l'on en juge par l'article 126 des règlements de 1894 qui se lit comme suit :

En engageant leurs instituteurs ou institutrices, les commissaires et syndics devront prendre en considération les besoins spéciaux et les circonstances de chacune des écoles sous leur contrôle, et ils placeront, dans chaque arrondissement, les maîtres les plus capables de donner satisfaction aux contribuables de la municipalité en général².

Dans l'exercice de leurs responsabilités, les commissaires ne sont pas tenus de toujours accepter le choix des contribuables³ même si la rétribution mensuelle est perçue par certains comme une obligation leur conférant un statut prioritaire lors des discussions entourant les réengagements dans leur arrondissement. Lorsque deux contribuables de Sainte-Anne-de-la-Pérade réclament le licenciement de l'institutrice de l'arrondissement n° 3 parce qu'elle a accueilli un enfant d'un autre arrondissement et un autre de sa parenté, trop jeune et dissipé, une majorité de parents s'empressent de soutenir la titulaire de leur école. Selon eux, les actes reprochés ne justifient aucunement son renvoi. Ils mettent de l'avant non seulement la compétence reconnue

² *Statuts refondus de la Province de Québec*, 1894, p. 250

³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 3365, 1898 : telle est la recommandation faite par le surintendant aux commissaires devenus indécis à la suite d'une contre-requête en faveur d'une institutrice en poste.

de l'institutrice cumulant treize années d'expérience, mais le fait qu'ils soient « payeurs de la rétribution mensuelle », c'est-à-dire ayant des enfants d'âge scolaire⁴.

Dès son entrée en fonction (1852), l'inspecteur Petrus Hubert dénonce cette habitude car elle amène les contribuables à considérer « le bon marché plutôt que le degré suffisant de capacité ». Loin d'apprécier cette participation des contribuables à la vie scolaire, il se montre irrité de l'influence d'un notable dans les affaires d'une corporation. Ainsi, il espère que l'engagement d'une normalienne, en 1860, par la corporation de la Banlieue de Trois-Rivières aille bien « malgré la coterie officieuse et tracassière de M. Augustin Cloutier de la concession Sainte-Marguerite ». L'inspecteur doit souvent se résigner à tolérer les pratiques des corporations touchant aussi bien les instituteurs brevetés que les non-diplômés.

Face à l'insistance des citoyens, les commissaires, à court de candidats, optent à certains moments pour l'embauche d'une institutrice non brevetée. Ainsi, dans la corporation de Saint-Didace, en 1882, le secrétaire relate les circonstances entourant l'engagement d'une jeune couventine de Saint-Gabriel-de-Brandon, non encore diplômée en raison de son âge et précise, dans sa demande d'autorisation, vouloir « faire taire les canons », exposant par là le mécontentement des parents qui n'acceptent pas que l'école ne soit pas encore ouverte en septembre⁵.

Tenir compte ou non de l'opinion publique peut créer de l'insatisfaction. Ainsi, un instituteur déplore le fait que les commissaires de Sainte-Ursule écoutent trop les

⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 689, 1898 : lettre de J.-T. Paradis en date du 31 mars.

⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1321, 1882 : lettre de J. A. Malo en date du 17 septembre.

contribuables favorables à une diminution de son salaire⁶, tandis qu'en 1900, un résidant de Batiscan regrette le congédiement de l'institutrice et l'engagement d'une autre effectué par les commissaires « sans en parler à personne » et « sans faire d'assemblée publique⁷ ».

La consultation des contribuables met également en scène les écoliers, témoins privilégiés du travail des enseignants. Leurs commentaires, au retour de l'école, incitent parfois les parents à remettre en question telle méthode pédagogique ou telle attitude du titulaire ou même à exiger son licenciement. Les propos tenus par Marie Pépin, institutrice de Saint-Alexis, illustrent une dynamique dont les acteurs sont les écoliers, les parents et les commissaires. Elle récusé les reproches qui lui sont adressés par la corporation en ces termes : « Ce sont des choses prises que sur les élèves de l'école qui sont tous trop jeunes pour s'y fier car je ne vois pas les commissaires qu'une fois par année. [...] Comment peuvent-ils connaître l'état de mon école, pas plus que je connais l'état de leurs champs⁸. » Congédiée, elle espérait prendre la corporation en défaut sur le plan légal, mais l'avis de non-réengagement de deux mois était conforme.

La satisfaction des contribuables demeure un élément déterminant lors de la reconduction d'un contrat. Ils manifestent leur opinion de diverses manières. Leur participation aux réunions publiques se double de requêtes et de contre-requêtes aux commissaires ou au surintendant. Les commentaires sur les enseignants au hasard des

⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1423, 1860 : lettre de Louis Dorsay, en date du 11 juin.

⁷ ANQ, Correspondance reçue de Batiscan, document n° 2553, 1900 : lettre de Éphrem Delabissonnière en date du 28 août ou encore de Dumontier, document n° 1225, 1876 : lettre des contribuables en date du 5 juillet.

⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis, document n° 630, 1890 : lettre de Marie Pépin, épouse de Charles Augé, en date du 30 avril.

rencontres entre les contribuables et les commissaires, voire le secrétaire, vont bon train. L'instituteur devient alors l'objet de divers témoignages manifestant la reconnaissance des contribuables ou leur mécontentement envers son travail.

Des événements complètement extérieurs à leur vie professionnelle viennent à l'occasion perturber les relations des enseignants avec les commissaires ou avec leur communauté. Une situation litigieuse s'est développée à Saint-Didace, en 1868. Les commissaires sont étonnés de recevoir une plainte émise contre l'institutrice de l'école de leur village, persuadés qu'elle ne peut « originer que des sentiments de dépit, de haine et de vengeance qui inspirent un très petit nombre d'individus qui se sont secrètement ligués pour parvenir plus sûrement à l'exécution de leurs projets et de leurs plans⁹. » Elle est victime d'une rivalité entre deux chantres – son mari et l'ex-secrétaire-trésorier de la corporation – et le projet de quelques amis de rendre disponible le poste d'enseignant. Une querelle presque identique en tous points se produit dans la corporation scolaire de Batiscan, en 1882. L'institutrice devient, bien malgré elle, le centre d'une controverse¹⁰.

Ernestine Dechesne, diplômée de l'école normale Laval, jouit d'une excellente réputation, nous assure l'inspecteur David Lefebvre. Elle a formé bon nombre d'institutrices dont plusieurs ont obtenu le brevet modèle. Ses fonctions d'organiste à l'église paroissiale la placent cependant au cœur d'une dispute entre deux chantres. L'un d'entre eux, dépité de la tournure d'une querelle au sujet d'un chant, laisse entendre que Mlle Dechesne entretient « une amitié illégitime avec l'autre chantré ». Des contribuables réclament aussitôt le départ de l'institutrice, parmi lesquels se

⁹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1997, 1868 : lettre des commissaires en date du 2 août.

¹⁰ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 249, 1884 : lettre « confidentielle » de l'inspecteur d'écoles David Lefebvre en date du 24 mars.

trouve le secrétaire-trésorier de la corporation, dont la fille convoite l'école du village. Celle-ci, détentrice d'un brevet modèle, accepterait un traitement inférieur à celui versé à la titulaire en poste. Les commissaires en profitent pour négocier à la baisse le salaire de cette dernière. Pour éviter son départ, des contribuables mettent sur pied une école indépendante. Dès lors, une certaine rivalité se développe entre les deux écoles du village. En tournée semestrielle, l'inspecteur effectue une visite à l'école de Mlle Dechesne, son établissement recevant une subvention gouvernementale. Il distribue à ses élèves huit livres en récompense alors qu'il n'en donne que quatre à ceux de Mlle Lanouette. Ce geste est perçu par quelques-uns comme une manifestation de la préférence de l'inspecteur envers la première. Les commissaires, au terme de la première année de fonctionnement, décident d'exiger la rétribution mensuelle des élèves fréquentant l'école indépendante. Ils ordonnent même une saisie chez un contribuable réfractaire à cet impôt. Cette position extrémiste, source de discordes dans la paroisse, amène l'évêque de Trois-Rivières à refuser d'appuyer la demande de subvention pour l'école indépendante. L'intérêt pécuniaire des uns allié à l'intérêt personnel des autres provoque le départ d'une institutrice compétente. L'appui du curé, de l'inspecteur et de quelques parents d'élèves ne peuvent rien contre la décision de l'évêque et Dechesne se voit forcée de quitter cette localité. Tout un pan de la société québécoise se dessine dans ces querelles alimentées par des rivalités entre des chantres et l'ambition de quelques contribuables de voir une parente remplacer la titulaire de l'école.

La compétence

La compétence du personnel enseignant est abordée de multiples façons. Elle sert d'argument pour appuyer telle institutrice lors d'une controverse ou, dans le cas contraire, l'incompétence est invoquée pour forcer les commissaires à effectuer un

congédiement. L'intervention des contribuables met souvent en évidence à la fois la diversité des attentes face au personnel enseignant et le jeu des alliances lors des réengagements. À Saint-Paulin, les commissaires refusent de rémunérer adéquatement une institutrice qui se résout à quitter son poste. Huit contribuables décident de créer une école indépendante pour permettre à cette institutrice qu'ils apprécient d'enseigner dans leur arrondissement. Mais ils ne peuvent maintenir l'école à cause d'un manque de ressources. Ils continueront de s'opposer aux commissaires par leurs critiques de l'institutrice en poste, tout juste capable d'enseigner le catéchisme, l'écriture et la lecture d'une manière machinale. N'a-t-elle pas dû, à la demande de l'inspecteur, repasser les épreuves du brevet? Les protestataires déplorent, en outre, la cabale et les intrigues menées par cette dernière et sa famille afin de conserver son poste¹¹.

L'intervention de l'inspecteur d'écoles dans l'évaluation du personnel n'est pas toujours perçue favorablement par les contribuables. Les divergences de vue entre le fonctionnaire et les localités deviennent plus visibles après l'instauration du règlement du conseil de l'Instruction publique (1880), permettant aux inspecteurs d'exiger des institutrices brevetées mais jugées incompetentes, de subir un autre examen auprès du Bureau des examinateurs. Dans un tel contexte, les contribuables de l'arrondissement n° 5 de Maskinongé s'objectent majoritairement au congédiement de leur institutrice, puisqu'elle vient d'obtenir un nouveau brevet¹². Une vingtaine de contribuables exposent, en effet, que les élèves sont de jeunes enfants commençant à apprendre les rudiments du français et qu'en conséquence les qualifications de Rose de Lima Lefebvre leur paraissent suffisantes. Ils protestent surtout contre le comportement

¹¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Paulin, documents n° 173, 1886 et n° 210, 1886.

¹² ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 1724, 1882 : requête contresignée par 25 contribuables, Joseph Laurendeau *et al.*, sans date.

malveillant du commissaire de l'arrondissement à l'égard de cette dernière. Mlle Lefebvre est très bien vue des contribuables, si l'on en croit le certificat du curé Louis-Édouard Bois émis à son endroit : « conduite grave, réservée, en tout point exemplaire qui lui a concilié le respect et la sympathie des parents et des élèves ». La solidarité des contribuables de cet arrondissement face à leur institutrice est manifeste. Elle ne repose pas sur des liens parentaux puisqu'elle est originaire d'une paroisse voisine, Saint-Justin. Proviendrait-elle du fait que les contribuables de l'arrondissement aient réclamé son réengagement mais n'osent admettre avoir fait un mauvais choix? Une fois l'année terminée cependant et, sous les pressions de l'inspecteur, elle ne sera plus réengagée.

L'incompétence et l'irresponsabilité représentent les motifs habituels des demandes de congédiement ou de renvoi. Les démarches en ce sens, justifiées ou non fondées, illustrent les manières choisies par les commissaires et les citoyens pour juger de la capacité des maîtres. On peut s'étonner d'une lettre de huit contribuables analphabètes de Sainte-Ursule qui se plaignent de l'enseignement donné par un instituteur¹³! Un élément de réponse pourrait venir de la corporation de Saint-Narcisse puisque les commissaires exposent les raisons d'un congédiement en ces termes : « n'ayant pas l'avantage d'avoir l'instruction pour pouvoir en juger par nous-mêmes, il y a eû que le résultat amené par le temps qui nous à fait connaître les choses¹⁴. » Ainsi, après deux ans d'enseignement et quelques notes écrites de la main de l'institutrice fournies par des personnes instruites de l'arrondissement comme preuve de son incompétence, le conseil sera en mesure de la remercier. Tant à Sainte-Ursule qu'à Saint-Narcisse, la

¹³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1559, 1851 : lettre de Ambroise Branchau *et al.* en date du 23 août.

¹⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 2092, 1860 : lettre de Frs. Trudel, secrétaire-trésorier en date du 27 août.

menace des contribuables de retenir les enfants à la maison devient l'arme ultime des parents et oblige les commissaires à réagir.

Quels sont les motifs poussant Alphonse Lanouette de Saint-Séverin (1898) à porter plainte contre l'institutrice non diplômée de l'école élémentaire du village¹⁵? Pour lui, cette maîtresse n'est qu'une fillette incapable de tenir un bon règlement dans sa maison. Pourtant, le témoignage du curé contredit cette opinion. L'abbé P. Proulx ne s'explique pas comment cette élève du couvent de Saint-Tite a pu échouer en algèbre lors de son examen au Bureau des examinateurs. Indiana Cossette lui semblait supérieure à d'autres qui ont eu leur diplôme. En réalité, A. Lanouette, fort de l'appui de quinze contribuables, désire placer à l'école modèle une candidate diplômée prête à prendre la relève. Est-ce par intérêt ou favoritisme qu'il insiste tant pour obtenir le renvoi de l'institutrice, défiant les commissaires alors partis pour les chantiers et contredisant l'opinion du curé et de l'inspecteur d'écoles?

Un poste obtenu par faveur n'est jamais à l'abri de la critique, surtout si l'incompétence de la fille du président sortant de charge devient trop manifeste. La protestation émanant de seize contribuables de Rivière-du-Loup, en 1856, souligne que

cette jeune personne n'est douée d'aucune qualité extraordinaire qui puisse lui mériter qu'on lui confie, dans un âge aussi tendre [seize ans], une mission aussi délicate que celle d'instruire les enfants, et que cet engagement suggéré par le père de cette fille, alors lui-même commissaire d'école, a été accompli à l'insu des intéressés, et au moyen, croyons-nous, de l'ascendant exercé par lui sur les autres commissaires¹⁶

Selon l'inspecteur Hubert, la jeune institutrice, véhémence et emportée, provoque chez les enfants du découragement et un retrait presque général de l'école. Ce dernier,

¹⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Séverin, document n° 2565, 1898.

¹⁶ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 7, 1856 : lettres de Joseph Fortin *et al.* en date du 13 août et de l'inspecteur Petrus Hubert en date du 2 septembre.

cependant, attribue ses difficultés à son manque de maturité et non à son incompétence. Finalement, les commissaires exigent sa démission « pour l'accord des habitants » de l'arrondissement.

Si les commissaires et les contribuables sont toujours prêts à débattre de la compétence des instituteurs, paradoxalement ils sont beaucoup moins empressés à rémunérer adéquatement les maîtres qui s'acquittent très bien de leur travail. Ils n'élaborent jamais de politique salariale. Au mieux, ils traitent la question cas par cas. Pour se justifier, ils invoquent le peu d'engagement de l'État ou les faibles revenus de la corporation. Ils entreprennent à l'occasion des démarches pour hausser les salaires des enseignants ou contribuent d'une façon toute personnelle.

Dans une requête, les contribuables du village de Sainte-Geneviève, ayant à leur tête le curé R.-A. Noiseux, sollicitent une augmentation de la subvention gouvernementale afin de hausser le traitement de l'institutrice de leur école modèle et de son assistante. Ils rendent hommage au travail de ces deux femmes, principalement de la titulaire, laquelle doit rémunérer sa compagne à même son traitement de 190 \$. Ce montant représente « une rémunération trop faible pour leurs services, mais que les Commissaires d'école ne peuvent augmenter, vû le peu de moyens et même l'indigence d'un certain nombre de pères de famille de la [...] paroisse¹⁷. » Arguant « la crise financière qui sévit avec tant de sévérité depuis quelques années », les requérants cherchent à démontrer l'incapacité réelle des citoyens à hausser davantage les impôts scolaires et par conséquent ces deux salaires.

¹⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 1267, 1878 : requête en date du 6 juillet et réponse du secrétaire-trésorier Robert Trudel en date du 21 août à une lettre du surintendant.

Les contribuables savent reconnaître les mérites d'une institutrice compétente et, si son emploi est menacé, ils essaient par divers moyens de la maintenir à son poste. À l'occasion, ils décident de se cotiser personnellement pour lui garantir le salaire exigé. Cette contribution additionnelle peut aller de quelques dollars à la totalité d'un salaire dans le cas d'une école indépendante comme à Champlain (1858) ou à Batiscan (1882). Toutefois, faute de moyens financiers, une telle entreprise se limite à une seule année comme à Saint-Paulin (1885), par exemple.

Lorsqu'il s'agit d'enseignants peu habiles ou peu qualifiés, les contribuables mécontents signalent être « fatigués de payer pour rien ». Par contre, pour justifier l'engagement de non-diplômées, d'autres trouveront la « maîtresse assez capable pour le prix qu'elle reçoit ». À la demande de leurs commettants, des commissaires se laissent ainsi convaincre d'engager une institutrice non brevetée. Les contribuables ont fait valoir que son salaire serait moins élevé¹⁸.

Cette diversité face à l'évaluation du travail des enseignants se retrouve également lorsqu'il est question de leur comportement moral. Le niveau de tolérance des citoyens quant à la conduite des instituteurs n'est pas plus uniforme et là encore quelques divergences d'opinion placent à nouveau l'instituteur au centre des discussions de la collectivité.

La moralité

Le comportement du personnel enseignant doit être exemplaire en tout point et en tout temps. Surintendant, curés, commissaires et contribuables, certains plus pointilleux

¹⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 1038, 1880 ; de Saint-Justin, document n° 1762, 1882 et de Saint-Sévère, document n° 128, 1896.

que d'autres, ne permettent à l'instituteur aucun écart de conduite. Il est sous constante observation. Au même titre que l'incompétence, une attitude déviante entraîne une destitution. Même les retraités de l'enseignement, du moins ceux du premier fonds de retraite des instituteurs (1856-1880), devaient afficher une conduite impeccable, attestée par le curé ou l'inspecteur et soumise tout autant à la surveillance des contribuables.

Cette exigence face au personnel enseignant transparaît d'ailleurs dans les premiers textes du surintendant Meilleur où il rappelle aux localités l'importance d'engager des maîtres « qualifiés et recommandables¹⁹. » Jean Langevin, dans son ouvrage *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, donne une orientation morale aux préceptes qu'il élabore. La description des fonctions de l'instituteur, les qualités requises à l'exercice du métier ainsi que les réflexions portant sur l'éducation véhiculent l'idée selon laquelle l'influence du maître est considérable sur l'avenir de ses élèves, « pour le bien ou pour le mal ». Cette responsabilité rejaillit aussi sur les parents, les maîtres les remplaçant la durée de la classe; sur la paroisse puisque « l'avenir du peuple dépend de la bonne ou mauvaise éducation des enfants » et, finalement, sur la société tout entière car « les instituteurs lui préparent une génération d'hommes honnêtes, polis, vertueux et possédant une instruction solide et convenable à la place que chacun occupera dans l'échelle sociale. » L'enseignement est plus qu'un métier, c'est une vocation. À ce titre, l'auteur rappelle à l'instituteur combien « les succès qu'il obtient, la paix et le contentement dont il jouit, font plus que compenser la faible augmentation de prix à laquelle il pourrait aspirer²⁰. »

¹⁹ Première circulaire de Jean-Baptiste Meilleur en date du 26 mai 1842 dans Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, Québec, Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, p. 414-417.

²⁰ Jean Langevin, *op. cit.*, p. 9 et 318.

Le Guide de la bonne institutrice : ses devoirs envers elle-même et envers ses élèves, brochure publiée à Trois-Rivières, en 1868, précise, d'entrée en matière, que « toute bonne institutrice [...] doit nécessairement se distinguer par sa conduite, sa piété et sa modestie [car] les enfants apprennent plus par les yeux que par les oreilles²¹. » Parmi la série de quarante préceptes, quelques-uns traitent de pédagogie mais un seul, l'avant-dernier, concerne ses connaissances professionnelles. L'institutrice est alors invitée à « repasser souvent les matières [...] apprises dans l'institution qui l'a formée ». On lui suggère également de s'inscrire à la bibliothèque de la paroisse, de s'abonner au *Journal de l'Instruction publique* et de se procurer le traité de pédagogie de Jean Langevin.

Dès la mise en vigueur de la loi de l'Instruction publique, l'exercice du métier d'enseignant comporte deux conditions fondamentales. Vient en premier la nécessité d'attester une conduite irréprochable et, en corollaire, la possession d'un diplôme. En effet, la loi exige des candidats à l'examen du Bureau des examinateurs ou plus tard de l'aspirant normalien un « certificat de moralité » émis par le curé de sa paroisse²². Un tel certificat doit accompagner obligatoirement toute demande d'engagement d'un instituteur non diplômé.

En général, les instituteurs semblent agir en conformité avec les exigences de la société car peu d'entre eux, à notre connaissance, ont été révoqués dans les trois comtés de la Mauricie pour cause d'immoralité²³. Le dépouillement de la

²¹ *Guide de la bonne institutrice : ses devoirs, envers elle-même et envers ses élèves*, Imprimerie de Dufresne et Frères, Trois-Rivières, 1868, 13 p.

²² Voir l'article 352 du *Code de l'Instruction publique dans la Province de Québec* compilé par Mathias Chouinard, Québec, Typographie de C. Darveau, 1882, p. 180.

²³ À notre connaissance, un seul diplôme a été révoqué mais les raisons n'apparaissent pas dans la notice qui paraît dans le *Journal de l'Instruction publique* en novembre 1860, en page 183. On y retrouve le nom de l'instituteur Pierre Caisse sans qu'il soit fait mention du motif de la révocation ni de sa localité. En 1868 on lui reproche d'assister sa femme Henriette Caisse alors institutrice à Saint-

correspondance et des registres de trois corporations n'apporte en fait que quelques exemples de reproches, fondés ou non, sur cet aspect de la vie du personnel enseignant. Un seul contrat sur 180 interdit les veillées dans l'école, mais quelques institutrices seront congédiées pour avoir invité des garçons dans l'école sans être accompagnées d'un chaperon. Certains écarts de conduite donnent ainsi lieu à des congédiements rarement contestés, faut-il souligner. Éléonore Duplessis de Sainte-Flore est une exception puisqu'elle proteste en vain contre son licenciement pour une telle raison²⁴. Le bon exemple à donner aux écoliers demeure le motif principal de la vigilance manifestée à cet égard par la population.

Jean-Pierre Charland, qui a recensé une trentaine d'accusations d'atteinte à la moralité portées contre les enseignants entre 1842 et 1897 et qui ont donné lieu à une enquête du surintendant, n'a à peu près pas rencontré de bannissements de la profession²⁵. Le surintendant semble adopter une attitude magnanime et se montre, en général, sympathique aux institutrices. S'il les sermonne pour leur imprudence, il évite de les condamner formellement étant donné la diversité des valeurs prônées par les protagonistes. Pour les commissaires et la collectivité, l'évaluation du personnel enseignant ne peut exclure la conduite individuelle puisque la maîtresse devient un modèle de vie pour ses élèves. Pris en défaut, l'instituteur devra plutôt chercher un poste dans une autre localité.

Ce souci d'être à l'abri de toutes critiques apparaît dans la correspondance du secrétaire-trésorier de Sainte-Anne-de-la-Pérade à la recherche d'enseignants pour

Didace non sans lui rappeler la révocation de son diplôme. Il est toujours son assistant lorsque cette dernière est engagée à Trois-Rivières entre 1871 et 1877.

²⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Flore, document n° 619, 1870 : lettre de Éléonore Duplessis en date du 9 mai.

²⁵ Jean-Pierre Charland, « L'éducation par l'exemple : le contrôle des comportements des instituteurs et des institutrices des écoles publiques québécoises, 1842-1897 », dans Yves Roby et Nive Voisine, dir., *Érudition, humanisme et savoir*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 195-215.

l'école modèle. Il aimerait embaucher un instituteur qualifié et une « institutrice alliée ou parente » pour tenir l'école des filles, étant donné que le personnel enseignant va résider dans la même maison d'école²⁶. Ailleurs pourtant, le curé se plaindra du fait qu'un jeune couple occupe le logement de l'école²⁷. Il est vrai qu'aucune cloison ne sépare le logement de la classe, faisant en sorte que les élèves arrivant tôt ou dînant à l'école sont en contact avec les jeunes mariés. « Ils se permettent des familiarités, permises sans doute entre l'homme et la femme, mais non en présence des enfants », de relater le curé F. Verville. La plupart des contribuables acceptent le jeune couple, puisque le mari est issu du rang, précise encore le pasteur, mais en tant que « gardien de la morale de [sa] paroisse », il va en appeler à son évêque. Dans la localité de Maskinongé, des citoyens d'un arrondissement invoquant les enseignements de l'Église, obligeront leur instituteur célibataire à se marier au risque d'être destitué. A.-E.-B. Bellefeuille d'abord réticent à une telle entreprise se disant « très infirme », cède finalement aux pressions du milieu²⁸.

Les contribuables d'un arrondissement scolaire de Yamachiche prennent en compte, par ailleurs, la sécurité de leur institutrice. Ainsi, en 1866, ils s'objectent au choix de l'emplacement de l'école fait par les commissaires, car la maison serait isolée dans le bois et représenterait un danger pour la maîtresse, sans secours en cas de besoin²⁹. La proximité des contribuables représente, dans un tel cas, une source de réconfort pour une jeune fille. Est-ce également pour cette raison ou pour contrer une trop grande

²⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 807, 1850 : lettre de M. Perreault, en date du 24 juin.

²⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 2954, 1878 : lettre en date du 30 novembre.

²⁸ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n°1867, 1862.

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 2243, 1866.

solitude que les institutrices partagent parfois leur logement avec une écolière, une parente ou un vieux couple³⁰?

La perception de la moralité d'une situation dépend, en maintes occasions, du degré de tolérance plus ou moins grand des individus. Les règles de bienséance traduisant les valeurs et les principes véhiculés par chacun peuvent alors varier selon les milieux. Le fait pour une institutrice d'être enceinte peut paraître inconvenant pour le curé de Saint-Étienne qui voudrait que les commissaires congédient toutes les maîtresses mariées, tandis que son confrère de Saint-Prosper se dit étonné que certains de ses paroissiens se soient plaints qu'une institutrice affiche sa maternité. Ces derniers, dans une lettre au surintendant, exposent que « plusieurs mères de famille ont retiré leurs jeunes filles de ces écoles, parce qu'elles trouvent que c'est presque un scandale de voir des femmes dans un état de grossesse aussi avancé ». L'inspecteur P. Hubert ne croit pas, quant à lui, que les enfants habitués à voir leur mère « dans l'état alternatif » puissent se formaliser de voir leur institutrice dans ce même état³¹.

En certaines occasions, les corporations vont sanctionner sévèrement un membre du personnel enseignant qui a posé un geste jugé répréhensible. Les commissaires de Saint-Narcisse, en 1892, font ainsi face à l'inéluctable et « doivent décider si d'après le récent acte malhonnête et immoral reconnu avoir été fait par l'instituteur Étienne Dostaler, [ils] doivent résilier [son] engagement ou le continuer comme par le passé. » Le conseil opte « après mûres réflexions » pour le congédiement puisqu'il s'est « par sa faute, placé dans une position malheureuse ». Cependant, pour ce maître au service

³⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1047, 1862 et de Saint-Étienne, document n° 1259, 1884.

³¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 1398, 1868 : lettre en date du 19 juin et de Saint-Prosper, document n° 615, 1870 : lettres de « plusieurs citoyens » en date du 9 mai et du président Michel Cossette en date du 10 juin.

de la corporation depuis dix-huit ans et issu d'une famille d'instituteurs de cette localité, la corporation préfère « par bonté pour les services rendus dans la paroisse et afin de lui laisser tous les bénéfices qu'il pourra retirer de sa position », lui conseiller de donner plutôt sa démission. M. Dostaler ne peut refuser cette porte de sortie honorable et résigne ses fonctions. Deux ans plus tard, quelque trente contribuables voudraient bien le faire réembaucher, mais les commissaires, jugeant qu'il est préjudiciable de changer trop souvent de titulaire, rejettent leur requête.

Lorsque vient le moment pour les commissaires et les contribuables d'apprécier la conduite du personnel enseignant, il arrive fréquemment qu'on associe enseignement et comportement. Un reproche dans l'un ou l'autre aspect de la profession amène une remise en cause globale. Dans cet exercice, les élèves deviennent les témoins privilégiés du savoir-faire et du savoir-vivre de leur instituteur. La fonction d'enseignant impose une vigilance de tous les instants car ce devoir d'exemplarité ne se limite pas aux gestes posés mais aussi à leurs paroles.

Ainsi, durant l'été 1866, certains paroissiens de Saint-Étienne, indignés des commentaires désobligeants proférés par l'institutrice du village contre leur curé, en profitent pour remettre en cause sa sévérité en classe et sa conduite en dehors de l'école³². De vieilles rancunes refont surface tant du côté des écoliers que de quelques contribuables. Le pasteur se plaint d'elle, en chaire, pendant que cinquante-deux contribuables, de leur côté, demandent son réengagement. Une collègue de Rivière-du-Loup doit, pour sa part, répondre d'une plainte portée par des contribuables qui désapprouvent ses méthodes pédagogiques, car « la morale est exposée à être blessée³³ ». Elle permet aux écolières les plus avancées d'étudier soit au grenier ou

³² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 911, 1866.

³³ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 966, 1870.

derrière un châle afin d'éviter les distractions. Lors d'une enquête dirigée par l'inspecteur, rien n'échappe à l'œil scrutateur des contestataires : comportement, enseignement, horaire de la classe, etc. Pour leur part, les partisans de Julie Moreau ne manquent pas de souligner que l'institutrice respecte fidèlement le nouveau règlement instauré à la suite des plaintes de certains contribuables.

Les commentaires des écoliers représentent une information précieuse pour les parents. Certains propos rapportés peuvent avoir de graves conséquences, comme ceux des élèves du village de Saint-Didace, en 1880, décrivant le comportement étrange de leur institutrice et de son assistante. Les élèves, témoins « d'une familiarité démesurée dans l'école comme dans les chemins », provoquent le départ de ces femmes trop peu discrètes³⁴.

Nous voyons par ces incidents que les parents suivent de près les activités d'apprentissage de leurs enfants, la durée des classes et la manière d'être de leur instituteur. Les voisins surveillent à leur tour les allées et venues des écoliers tout au long de la journée et du même coup placent l'institutrice sous une constante surveillance. Ses moindres gestes sont épiés, discutés, ce qui entraîne parfois des polémiques.

Ces événements illustrent, en somme, l'interaction sociale qui s'exerce dans ces milieux clos. Les contribuables bien ou mal intentionnés, décident, d'une certaine manière, du sort du personnel enseignant. Lorsqu'on étudie les relations professionnelles, il devient parfois difficile de savoir si c'est la compétence ou la moralité qui importe le plus. Faire l'école, c'est en quelque sorte non seulement

³⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 636, 1880 : lettre du curé C. A. Gingras en date du 27 avril.

transmettre un apprentissage, mais pratiquer un métier où il faut satisfaire une collectivité qui souscrit à des valeurs morales qu'on ne peut mettre en cause impunément.

DEUXIÈME PARTIE : UN MÉTIER, UNE VOCATION

« La place est difficile à plaire »,
Éléonore Bourassa, en 1866³⁵.

Les relations professionnelles entre les corporations scolaires et les enseignants ne sont pas toujours harmonieuses, comme en témoignent de nombreux documents. Les instituteurs de la Mauricie connaissent des conditions de travail fort différentes tant sur le plan matériel que sur le plan social. Les inévitables frictions avec leur corporation et la collectivité amènent des maîtres d'école à dénoncer une attitude qualifiée d'injuste à leur égard ou en obligent d'autres à justifier un comportement réprouvé par les commissaires ou les contribuables. Au fil de la correspondance adressée au surintendant, un volet de leur vie professionnelle s'entrouvre, un tant soit peu. Le personnel décrit par ses propos indignés, lucides ou parfois désespérés les mille facettes de ses relations avec la corporation d'abord puis avec le milieu rarement indifférent à son sujet.

Les lettres mettent l'accent sur tout ce qui ne fonctionne pas au gré des enseignants laïcs. Ceux-ci écrivent généralement eux-mêmes ou plus rarement, recourent à un tiers : parent, curé, député ou secrétaire-trésorier. Les plaintes formelles contre les commissaires d'écoles touchent la rémunération ou le non-respect des conditions d'embauche, un congédiement illégal ou le mauvais état d'une maison d'école, par exemple. La retraite venue, la pauvreté en incite quelques-uns, prestataires ou non du

³⁵ ANQ, Correspondance reçue de Hunterstown, document n° 1351, 1866.

fonds de pension, à solliciter une aide supplémentaire auprès du département de l'Instruction publique. Ces propos témoignent des difficultés financières qui en attendent plusieurs au terme d'une carrière plutôt mal rémunérée.

Porter plainte : un fait occasionnel

En général, le personnel enseignant nous a semblé peu empressé à solliciter de sa propre initiative l'intervention du chef du département de l'Instruction publique à propos de ses différends. Est-ce à dire que peu d'instituteurs ont eu des motifs de mécontentement ou n'ont pas osé porter plainte à un moment donné de leur carrière ? La réalité nous est apparue beaucoup plus nuancée. La nécessité de recourir au surintendant peut dépendre, en premier lieu, de l'importance accordée par les protagonistes à tel événement et à ses conséquences. En outre, une personnalité plus ou moins combative tout comme un niveau de tolérance plus élevé peuvent aussi modifier la perception d'une situation qui pour les uns est normale et pour d'autres, fâcheuse.

Par ailleurs, étant donné que le personnel est largement féminin, cette caractéristique a-t-elle une influence sur le nombre de lettres adressées au surintendant ? La majorité des institutrices démontrent probablement une certaine soumission envers les commissaires tout en se satisfaisant de leur situation matérielle. Leur statut légal qui les place dans une situation de minorité perpétuelle³⁶, comme le fait remarquer Jean-Pierre Charland, les incite davantage à la tolérance qu'à la protestation. En privilégiant l'accommodement, elles évitent ainsi d'entreprendre des démarches en haut lieu. Quelques-unes soumettent néanmoins leurs doléances au surintendant. Les

³⁶ Jean-Pierre Charland, « L'éducation par l'exemple : le contrôle des comportements des instituteurs et des institutrices des écoles publiques québécoises, 1842-1897 », p. 213-214.

personnalités de ces correspondantes nous sont apparues très différentes, certaines sachant défendre énergiquement leur point de vue, d'autres plus timides et plus réservées ont tout de même exposé leurs difficultés. Il est vrai que les conditions de vie des enseignantes à cette époque sont probablement assez semblables à celles de leur milieu familial et, de ce fait, ne leur paraissent pas insoutenables. Finalement, celles prévoyant faire carrière dans l'enseignement sont peut-être plus portées à réclamer de meilleures conditions d'emploi que leurs consœurs, plus nombreuses, à envisager un autre avenir.

Dans leurs relations professionnelles avec les commissaires, les élèves et les contribuables, les instituteurs s'inspirent vraisemblablement des recommandations contenues dans les manuels de pédagogie, en particulier celui publié, en 1865, par l'abbé Jean Langevin, alors principal de l'école normale Laval, intitulé *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*. Cet ouvrage transmet non seulement les principes essentiels à la pratique de leur métier mais s'attarde également à leur inculquer un modèle de comportement face à ce triumvirat³⁷.

Lors d'une conférence portant sur la « Conduite de l'instituteur envers les commissaires, les parents et les enfants », reproduite dans le *Journal de l'Instruction publique*, en 1868, son auteur, J. Létourneau, rappelle quelques principes pour vivre en harmonie au sein d'une corporation³⁸. Il faut se comporter « envers les autorités locales avec déférence sans bassesse, respect sans timidité, soumission sans faiblesse. [...] À l'égard des parents comme envers les commissaires, politesse et bienveillance. Dans toutes nos conversations, dans toutes nos relations avec eux, prudence et

³⁷ Voir l'analyse qu'en fait André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, p. 271-287.

³⁸ J. Létourneau est un instituteur membre de l'association des instituteurs de la Circonscription de l'école normale Laval. Son essai paraît dans le *Journal de l'Instruction publique*, vol. 12, 1868, p. 108-112.

circonspection. » Il est vrai que les commissaires semblent plutôt jaloux de leur autorité et ils attendent de leur personnel un grand respect de leurs directives, comme nous pouvons le constater dans le fait suivant.

La relation d'autorité est perceptible dans le registre des procès-verbaux de la corporation scolaire de Trois-Rivières, en général si peu explicite. En 1884, à la suggestion de l'inspecteur, les commissaires réunissent deux écoles de filles en une, sans prévenir les institutrices. Élise Larivière signifie alors son mécontentement car ce bouleversement survient une fois l'année commencée³⁹. Deux semaines plus tard, l'enseignante expédie une lettre au conseil précisant qu'elle n'entendait pas par son intervention manquer de convenance et de respect envers ses supérieurs. Ses excuses jugées insatisfaisantes l'obligent à rédiger une autre missive où elle affirme cette fois être « prête à se conformer aux désirs de ces messieurs et à ceux de l'Inspecteur quant à la réunion des deux écoles n° 3 et n° 4 et à leur division en trois classes distinctes. »

Au cours de leur carrière, les instituteurs ont probablement tous eu à faire face à certaines difficultés avec leurs employeurs ou avec les contribuables. À l'instar d'Élise Larivière, quelques-uns ont émis des protestations, mais combien d'autres se sont pliés aux directives en gardant à l'esprit les recommandations des pédagogues?

Des conditions d'emploi insatisfaisantes

L'enseignant doit faire face individuellement au conseil des commissaires. Rarement verrons-nous un regroupement d'instituteurs d'une même localité revendiquer certains

³⁹ Registre des procès-verbaux de la Corporation scolaire de Trois-Rivières, Commission scolaire du Chemin-du-Roy et ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1110, 1884 : lettre de Élise Larivière en date du 20 septembre.

droits ou une augmentation de salaire. À peine voyons-nous un curé inquiet face à la menace de fermeture des écoles annoncée par les titulaires, s'ils ne reçoivent pas le paiement semestriel de leur salaire⁴⁰. Inévitablement, quelques-uns d'entre eux se retrouvent seuls face à l'arbitraire de certains commissaires d'écoles. Le surintendant ou les contribuables apparaissent alors comme des appuis précieux pour défendre sa cause, mais seuls les plus hardis portent plainte. Ambroise Tétreault est de ceux-là. Deux événements illustrent la nature de ses relations avec les commissaires de Rivière-du-Loup. En 1857, ces derniers diminuent son salaire de 40 \$ alors que les contribuables avaient plutôt souhaité qu'on lui accorde une augmentation de traitement et avaient exprimé leur accord à son projet de redonner à l'école du village le statut d'école modèle. Après une rencontre avec les commissaires inébranlables, A. Tétreault décide néanmoins de demeurer à son poste à cause de la date trop tardive pour chercher un emploi mieux rémunéré⁴¹. L'année suivante, une rumeur veut que les commissaires préfèrent engager un instituteur non diplômé et célibataire. Fondée ou non, cette rumeur suscite aussitôt la mobilisation d'une quarantaine de contribuables qui expédient une requête au surintendant en appui au maître d'école et à son entreprise. La corporation cède sous la pression. La réussite de son projet, qui lui assure du même coup une meilleure rémunération, tient à sa ténacité et à sa patience, mais aussi aux citoyens favorables à son initiative. Un conflit de personnalité entre un commissaire et l'instituteur aurait été, selon ce dernier, à l'origine de toutes ses difficultés. Quelques années plus tard, Ambroise Tétreault obtient son titre d'avocat. La corporation, dans la crainte de voir son école transformée en bureau de consultations, a l'intention de le remercier. Cependant, il pourra conserver encore huit ans la direction de l'école modèle. Bon plaideur, il a

⁴⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 139, 1862 : lettre du curé A. Noiseux en date du 10 janvier.

⁴¹ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 329, 1857 : lettre en date du 29 janvier et document n° 379, 1857 : lettre en date du 1^{er} février.

bien défendu sa cause, mais ces faits démontrent combien la permanence d'un poste tient autant aux relations entre les individus qu'à la compétence d'un enseignant. Bref, au gré des événements, le métier apporte surprises et désagréments aux maîtres d'école et à leurs consœurs.

Parmi les points de friction les plus fréquents, la rémunération suscite un certain nombre de plaintes. Les différends portent principalement sur les diminutions ou les refus d'augmentation de traitement, tout comme sur le retard dans le paiement des salaires ou sur l'attribution de la subvention pour l'école modèle soit à l'instituteur ou au secrétaire-trésorier. Si la plupart des conflits se règlent sans l'intervention du surintendant et n'ont laissé que peu de traces, certains exigent néanmoins son recours.

Les instituteurs se laissent souvent convaincre que « la pauvreté des temps » oblige les commissaires à diminuer leur rémunération. Cependant, lorsqu'une institutrice de Trois-Rivières se fait plutôt répondre que « c'était déjà un honneur qu'on [lui] faisait en [la] chargeant de la première classe⁴² », elle ne peut se satisfaire de cette raison d'autant plus que ses responsabilités ont augmenté. Élise Larivière soupçonne plutôt que « MM. les commissaires ne veulent exploiter [son] diplôme pour école-modèle ». Afin de contrer ce refus, elle souhaite dès lors faire inscrire sa classe parmi les écoles modèles et bénéficier de la subvention gouvernementale rattachée à ces établissements. De cette façon, précise-t-elle, « je ne serai pas frustrée de l'octroi, puisque je m'attendrai à le recevoir directement moi-même. » Voilà un cas exceptionnel démontrant qu'une institutrice de carrière, au fait de sa valeur et de ses droits, peut réclamer sa juste part non seulement de reconnaissance mais de rémunération.

⁴² ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1110, 1884 : lettre de Élise Larivière en date du 29 mars 1885.

La vulnérabilité des enseignants face à la corporation n'est jamais aussi grande qu'au moment du paiement des salaires. Le moindre retard dans le versement de la subvention gouvernementale les prive toujours d'une partie de leur rémunération. Plutôt que de s'en plaindre aux commissaires, Georges Boucher de Sainte-Ursule se tourne alors vers le surintendant pour lui réclamer la part du gouvernement, car il ne veut pas se mettre en difficulté avec la corporation. « J'ai besoin de tout le monde, comme instituteur », confie-t-il à Gédéon Ouimet⁴³. Il n'envisage aucunement l'idée d'intenter un procès aux commissaires, au contraire, il préférerait plutôt changer de localité, option moins onéreuse qu'un recours aux services d'un avocat. Cette attitude pourrait expliquer, en partie du moins, une certaine mobilité du personnel toujours en quête de meilleures conditions d'emploi⁴⁴.

Le paiement semestriel des salaires force inévitablement les instituteurs à acheter à crédit et à payer plus cher leurs produits. Il peut arriver qu'un secrétaire ne leur verse pas la somme due dans sa totalité leur causant ainsi d'autres difficultés. Certains se disent prêts à intenter une poursuite contre les commissaires comme Maxime Saint-Louis de Rivière-du-Loup (1876), insatisfait de la manière dont son traitement lui est versé depuis trois ans, soit quelques dollars à la fois à quelques semaines d'intervalle⁴⁵. Marie Loranger impuissante à se faire payer des arrérages par le

⁴³ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 2794, 1878 : lettre de Georges Boucher en date du 13 novembre. Il est significatif que l'instituteur préfère expédier sa lettre non pas de Sainte-Ursule où il enseigne mais d'une localité voisine.

⁴⁴ Ce sujet est maintes fois abordé par le surintendant et les inspecteurs. Voir par exemple : *R.S.I.P.*, pour l'année 1870-1871, p. vi et 1872-1873, p. xix. En 1886-1887 : le rapport de l'inspecteur David Lefebvre indique que parmi les 149 écoles de son territoire, 50 ont changé de titulaire, p. 46. Son confrère Ambroise Tétreault observe également la mobilité du personnel, surtout à l'élémentaire, en 1889-1890, p. 92 et en 1891-1892, p. 72. La question est également traitée par Marta Danylewycz, « Sexes et classes sociales dans l'enseignement : le cas de Montréal à la fin du 19^e siècle » dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, dir., *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 95.

⁴⁵ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup n° 2, document n° 1429, 1876 : lettre de Maxime Saint-Louis en date du 11 septembre.

secrétaire de Saint-Étienne (1878) songe elle aussi à poursuivre la corporation⁴⁶. Ces deux enseignants envisagent toutefois les conséquences de leur geste. Saint-Louis craint la haine et la vengeance qu'il pourrait faire naître. Malgré l'incertitude face à son réengagement l'année suivante, Marie Loranger se montre déterminée à avoir gain de cause : « [...] Advienne que pourra, je préfère me faire payer ce qui m'est dû, que d'enseigner encore à l'avenir pour un maigre salaire, payé chiquet-à-chiquet et longtemps après échéance », souligne-t-elle à Gédéon Ouimet.

La crainte de se mettre les commissaires à dos n'est pas sans fondement. Pour recouvrer son salaire, Émilie Blais de Sainte-Anne-de-la-Pérade doit non seulement intenter un procès, mais subir également un délai de trois ans avant de toucher son dû⁴⁷. Les commissaires avaient voulu la sanctionner parce qu'elle avait refusé d'accueillir dans sa classe un enfant porteur d'une maladie contagieuse. Telle autre doléance contre une corporation peut cependant avoir des effets inattendus. Ainsi, Éveline Houle se plaint de n'avoir pas reçu en entier son salaire des commissaires de Maskinongé. En guise d'explication, ces derniers n'hésitent pas à énumérer alors un certain nombre de griefs à son égard : la fin prématurée de son enseignement quinze jours avant la fin de l'année scolaire, sa négligence à tenir le registre d'inscriptions et d'appel et surtout son retard à commencer l'année malgré le renouvellement de son contrat. Le montant retenu paiera, expliquent-ils, pour les dommages et dépenses occasionnés pour trouver une remplaçante⁴⁸.

⁴⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 2802, 1878 : lettre de Marie Loranger en date du 14 novembre.

⁴⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2785, 1868.

⁴⁸ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 256, 1886.

Les enseignants ont rarement écrit soit aux commissaires soit au surintendant pour protester contre le niveau trop bas de leur rémunération. La campagne infructueuse de ce dernier et de ses inspecteurs en faveur d'une augmentation du niveau des traitements peut leur donner une impression d'impuissance. Comme ils travaillent dans leur milieu, les instituteurs issus de familles rurales nous ont paru davantage conciliants que revendicateurs.

La qualité du logement attenant à la salle de classe ou dans les combles de la bâtisse suscite probablement davantage de remarques et de demandes d'amélioration de la part de l'occupant. À différentes périodes entre 1850 et 1900, quelques lettres d'instituteurs ou de contribuables sensibles à leurs problèmes exposent le piètre état des écoles. Il s'agit souvent de constructions anciennes fort détériorées, dont on a négligé l'entretien, ou plus rarement de nouvelles bâtisses difficiles à chauffer, car construites avec du bois vert ou dont l'intérieur n'est pas complètement fini. Dans une même localité, on peut retrouver des écoles neuves et des bâtisses vétustes de sorte que des titulaires vivent dans des conditions parfois très différentes.

Habituellement, l'instituteur fait part de ses besoins au régisseur ou au secrétaire-trésorier de sa corporation. Il en discute sûrement avec l'inspecteur d'école, son plus fidèle allié sur ce plan puisque le fonctionnaire vérifie les lieux à chacune de ses visites. Comme son formulaire ne comprend pas de question spécifique au logement comme tel, il noircit alors l'espace réservé aux remarques et y précise les travaux à effectuer afin de rendre, entre autres, cette partie du bâtiment confortable et bien chauffée. Parfois, les commissaires vont attendre cinq ans avant d'obtempérer à ses directives. Durant ce temps, le personnel doit s'accommoder de bien piètres conditions : vivre dans des locaux étroits, pris souvent sur la longueur comme ce logement à Saint-Sévère mesurant 8 pi sur 22 pi [2,60 m sur 7,15 m] ou dans une

« misérable chambre dans le haut » de l'école ou encore dans une maison vieille et basse⁴⁹. Assurées qu'il n'y a pas meilleur défenseur que l'inspecteur, les institutrices espèrent patiemment l'amélioration souhaitée à leur logis grâce aux interventions de celui-ci auprès des commissaires et du surintendant.

Les congédiements

Un licenciement représente pour le personnel une situation éprouvante. L'évaluation du nombre de congédiements ou leur fréquence demeure impossible à déterminer car la correspondance et les registres des corporations ne contiennent que peu d'information sur cette mesure radicale. Les quelques rares cas de contestation dont on peut prendre connaissance par la correspondance échangée laissent croire qu'en général les instituteurs se pliaient à la décision, quittaient l'école, voire la localité et peut-être le métier. Les motifs de renvoi portent principalement sur l'incompétence pédagogique ou sur la discipline en classe absente ou trop rigide. Les quelques instituteurs qui ne se soumettaient pas au jugement sans d'abord plaider leur cause et apporter leur version contestaient en particulier leur congédiement lorsque des questions de discipline en classe étaient soulevées.

Malgré la récusation du fait que sa surdité l'empêche de « maintenir l'ordre dans son école⁵⁰ », l'instituteur A. C. Wolff de Saint-Justin est forcé de mettre fin à une carrière de 35 ans. Une institutrice d'expérience, trop exigeante sur la discipline, doit aussi affronter la réprobation des contribuables. Pour Marie Pépin de Saint-Alexis-des-Monts, les punitions ne sont jamais trop sévères. Elle précise même que les écoliers « sont encore traités avec trop de douceur car ce sont des enfants élevés à

⁴⁹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 605, 1892 ; Shawinigan, Saint-Boniface, document n° 378, 1894 ou encore Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 1838, 1880.

⁵⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Justin, document n° 1386, 1861.

leurs fantaisies et les parents voudraient qu'ils seraient libres, ce qui ne peut pas être dans ma classe il faut une certaine règle⁵¹. » Si les enfants sont dissipés, l'état de sa classe ne crée certes pas une ambiance propice à l'étude. En guise d'excuse, elle décrit son environnement : « nous avons une maison mal construite, un mauvais mobilier, pas de bureau qu'une mauvaise table pour l'Institutrice si méchante que nous ne pouvons écrire dessus. Je me suis jamais plaint de leur mobilier parce que je connais l'état de la paroisse. » Néanmoins, les méthodes pédagogiques de Mme Pépin ne conviennent pas aux contribuables, elle doit partir.

C'est en raison de son statut de femme mariée qu'une autre enseignante de Saint-Narcisse perd son emploi. Après sept ans d'enseignement, Mary Précourt a beau invoquer l'assistance d'une servante pour s'occuper de ses trois enfants, les commissaires maintiennent leur décision. Ils estiment qu'elle ne peut être la titulaire d'une classe d'une soixantaine d'écoliers, tenir ménage et prendre part au « train habituel des habitants⁵² ». Une jeune fille, au terme de sa première année d'enseignement, incapable de maintenir le calme dans une classe d'enfants turbulents, doit accepter de partir à la recherche d'une école plus adaptée à sa nature⁵³.

Tous les reproches faits aux enseignants par les commissaires pour le non-respect des règlements d'école ou l'interruption hâtive de l'année scolaire ne mènent pas obligatoirement à un congédiement. Par contre, une perte de salaire est parfois infligée en guise de sanction pour une absence de quelques jours en raison de maladie

⁵¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis-des-Monts, document n° 630, 1890 : lettre de Marie Pépin en date du 30 avril.

⁵² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 2092, 1860 : lettre du secrétaire-trésorier Fr. Trudel, en date du 27 août et lettre de Mary Précourt en date du 24 octobre. Selon elle, sa classe compte entre 90 et 100 élèves.

⁵³ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 2279, 1857 : cas de Apolline Desaulniers enseignante de Pointe-du-Lac.

ou d'affaires personnelles, ou pour ne pas avoir fait passer d'examen de fin d'année. Nous pouvons dire cependant que le personnel demeure assez respectueux de l'ordre et de l'autorité. En effet, la correspondance révèle peu de délits formels de la part des enseignants de la Mauricie. Un seul cas de falsification de diplôme survient en 1890. Il s'agit d'une institutrice ayant plus de vingt-six ans de métier. Elle avait, jeune maîtresse, modifié le degré de son brevet. L'inspecteur découvre la supercherie à la suite d'une plainte de contribuables mécontents de son travail. Obligée de justifier son geste, elle quitte l'enseignement se disant malade et incapable de terminer l'année scolaire⁵⁴.

La correspondance montre également que les relations entre le surintendant et les enseignants ne suscitent pas de conflit majeur. Celui-ci jouit d'une grande autorité qui n'est presque jamais contestée et exerce beaucoup d'ascendant sur les maîtres qui font preuve de soumission lorsqu'il émet des directives.

Une réputation à maintenir

Si la compétence demeure pour la corporation scolaire et les contribuables un élément fondamental d'évaluation des enseignants, elle devient aussi pour les instituteurs eux-mêmes un facteur essentiel dans la défense d'une cause. Deux fois par année, les commissaires ou d'autres visiteurs inscrivent dans les registres de l'école des commentaires sur le travail du titulaire. La capacité du maître sera utilisée maintes fois comme argument en appui à une réclamation ou comme plaidoyer en réplique à une plainte. C'est en raison de leur compétence que certains instituteurs sollicitent

⁵⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 192, 1892 : lettre de Alanise Tousignant en provenance de Saint-Pierre-les-Becquets en date du 30 mars 1892.

une augmentation de salaire ou s'opposent à une réduction de leur salaire préférant prendre la direction d'une école privée dont l'avenir est toujours incertain.

Des deux évaluations annuelles, celle à la fin de l'année, apparaît comme la plus décisive pour les enseignants. Cet exercice public peut même avoir des répercussions inattendues pour le personnel car le titulaire jugé incompetent doit être remercié sur-le-champ. Dans ce cas, l'avis réglementaire de non-réengagement n'est pas requis. Éléonore Bourassa de Hunterstown s'en trouve mortifiée, soutenant alors combien il est difficile d'évaluer les progrès chez de jeunes élèves et que, somme toute, « la place est difficile à plaire⁵⁵. » Cependant, Délima Hamelin proteste avec raison contre son renvoi illégal, en juin 1876, par la corporation scolaire de Champlain. Elle a gain de cause contre les commissaires impatients de confier leur école modèle de garçons à un instituteur, mais incapables de démontrer son incompetence⁵⁶.

La visite de l'inspecteur est une autre évaluation à laquelle doit se soumettre le personnel. Dans le métier depuis trois ans, Sophie Laperrière de Sainte-Flore porte plainte contre la sévérité de l'inspecteur, qui a fait subir à ses élèves débutants une analyse grammaticale et une dictée trop avancées. Craignant les effets néfastes d'un mauvais rapport sur ses capacités à enseigner, elle s'empresse d'exposer le mauvais état de la salle de classe qui désavantage ses élèves⁵⁷.

La compétence des enseignants se reflète sur la réputation de leur école. La moindre menace à ce renom incite aussitôt son titulaire à réagir comme D. Carpentier de

⁵⁵ ANQ, Correspondance reçue de Hunterstown, document n° 1351, 1866.

⁵⁶ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1116, 1876 : lettre de Petrus Hubert exposant au surintendant les difficultés de Délima Hamelin avec les commissaires de Champlain.

⁵⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Flore, document n° 633, 1880 : lettre en date du 20 mars.

Peterborough qui s'objecte au transport de son école sur la rive ouest de la rivière Mastigouche. L'école serait aménagée dans une maison privée où habite une famille de sept enfants. Une cloison mobile servirait à isoler sa classe. Elle craint surtout que les enfants apprennent non seulement à lire et à écrire mais à jurer et à blasphémer⁵⁸. « Je ne voudrais point qu'il serait dit que mon école n'est rien où presque rien » affirme-t-elle au surintendant. Cette lettre écrite par une institutrice d'une toute petite localité du comté de Saint-Maurice témoigne éloquemment de l'importance pour le personnel de la bonne renommée de leur école.

Les enseignants de la Mauricie, occupés à leurs tâches et s'accommodant tant bien que mal de leurs conditions d'emploi, restent généralement silencieux quant à leurs impressions sur l'importance de ce métier ou sur les motifs les amenant à poursuivre une carrière malgré de nombreuses vicissitudes. David Lefebvre de Sainte-Ursule fait exception à la règle. Au service de cette corporation depuis 1847, Lefebvre obtient son brevet pour école modèle en 1860. Il projette aussitôt la transformation de l'école élémentaire du village en école modèle. La nécessité d'une telle institution semble acquise au sein du conseil des commissaires mais, faute de moyens pécuniaires, ils en retardent la création. L'instituteur se tourne alors vers le surintendant. Il sollicite la permission d'établir cette école – sans l'aide de la corporation – mais en le laissant bénéficier de la subvention gouvernementale, sachant bien que cela représente une entorse à la loi⁵⁹. Pour lui, le plus important demeure « (...) de procurer à plusieurs élèves de talent et déjà âgés, une instruction plus solide et plus étendue que celle qu'ils ne peuvent recevoir dans leurs écoles respectives. » Dans un second et vain plaidoyer, il compare les sommes versées par sa localité à celles beaucoup plus petites

⁵⁸ ANQ, Correspondance reçue de Peterborough, document n° 2732, 1860 : lettre de D. Carpentier en date du 18 octobre.

⁵⁹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1119, 1861 : lettres de David Lefebvre en date du 8 mai, du 20 mai et du 30 juin.

de l'État, la différence justifiant à elle seule l'exemption de la mise de fonds obligatoire par la corporation, la première année. En plus d'offrir une meilleure école à son milieu, cet enseignant élèverait du même coup son revenu. Son traitement est de 170 \$, salaire modique, selon lui, pour une famille de sept personnes, mais qui, une fois augmenté des 80 \$ octroyés par le gouvernement, lui permettrait de souscrire à la caisse d'économie des instituteurs. Bien au fait de la situation financière de sa localité, aux prises avec l'imposition récente de la rétribution mensuelle, il ne veut surtout pas que la création de son école oblige les commissaires à réduire le salaire des institutrices « qui n'est déjà que trop minime, n'étant de que dix-neuf à trente-six Louis (74 \$ à 144 \$) ». Il songe néanmoins à quitter cette paroisse si son entreprise ne réussit pas.

Quelques semaines plus tard, lors d'une assemblée publique en vue de la création de l'école modèle, et malgré la forte représentation des citoyens du village, sa première tentative échoue en raison de l'objection de quelques contribuables de la paroisse. Influencée par cette résistance, une majorité de commissaires se rangent derrière les opposants. Toutefois, l'intérêt manifesté par les villageois amène Lefebvre à revenir à la charge : « celui qui a du courage pour son bien-être et celui de la jeunesse qu'il est appelé à former ne se déconcerte pas aux premiers obstacles. Sollicité par quelques amis de l'éducation, je me décide de solliciter à nouveau [votre] aide. », insiste-t-il auprès de Chauveau. Le maître d'école admet volontiers la nécessité de lutter contre les préjugés des contribuables envers la loi, mais il demeure convaincu que les localités ne peuvent agir seules : « Il faudrait que le département ferait quelques sacrifices pour au moins un an afin de donner le temps aux préjugés de disparaître et de faire connaître le mérite d'une bonne école modèle. »

David Lefebvre est réengagé pour l'année 1861-1862 au même salaire tout en ayant la permission d'accueillir des enfants d'autres arrondissements. Ainsi, les commissaires encouragent l'enseignement modèle tout en refusant de rémunérer le maître à sa juste valeur. En post-scriptum à sa lettre du 30 mai, l'instituteur transcrit les commentaires inscrits au registre de son école à la suite du dernier examen public, qui témoignent de son habileté à enseigner. Il démontre ainsi sa compétence tout en exposant l'ambiguïté de la corporation qui l'oblige à faire, à ses propres frais, la démonstration de la nécessité d'une école modèle. La ténacité et la générosité de l'instituteur seront récompensées car la corporation adhère l'année suivante à son projet d'école modèle, admissible un an plus tard à la subvention gouvernementale. David Lefebvre a donc joué un rôle essentiel dans la promotion de l'école modèle de sa localité. Nous pouvons cependant nous demander pourquoi il a attendu aussi longtemps avant d'acquérir un brevet modèle qui lui était nécessaire pour promouvoir l'importance d'une instruction plus poussée. Attentif à la situation financière de la corporation et patient en regard de l'évolution des mentalités, il prend peut-être le temps de se bâtir une réputation et de se faire apprécier. Ce diplôme modèle ne représente-t-il pas, en définitive, son unique moyen d'avancement dans la carrière? Ses ambitions seront comblées. Il devient inspecteur d'écoles en 1877.

En général, les instituteurs se font un point d'honneur de signaler leur contribution à la fois au métier et à « l'éducation de la jeunesse ». Quelques-uns soulignent avec fierté le nombre de brevets d'enseignement obtenus par leurs anciens élèves comme preuve de leur réussite dans la profession.

La retraite

Le moment venu de prendre sa retraite ou d'y être obligé est le prélude pour plusieurs enseignants d'une vie plus difficile encore. Un certain nombre d'entre eux, hommes et femmes, adhèrent à la première caisse de retraite créée en 1856. Cependant, plusieurs instituteurs ne disposent pas des 4 \$ requis pour acquitter le montant de la prime annuelle de sorte que les allocations restent très basses, si l'on en juge par les commentaires glanés dans la correspondance des curés et du personnel enseignant. Par ailleurs, nombre d'institutrices la croiront, à tort, réservée aux hommes seulement. Est-ce dû à un défaut d'information ou à une méconnaissance de la loi? Quoi qu'il en soit, une fois l'existence de cette caisse mieux connue, c'est la pauvreté des enseignants qui expliquera en grande partie leur non-participation à celle-ci.

Le gouvernement tient, en 1868, une campagne d'adhésion rétroactive afin de sensibiliser les enseignants aux avantages du régime de retraite. David Lefebvre et Adolphe Lamy s'empresent alors de profiter de cette occasion, le premier empruntant la somme nécessaire de 48 \$ à son frère. Son collègue Lamy le considère d'ailleurs comme « très pauvre, pauvre dans la force du mot⁶⁰. » Les contributions seront facultatives jusqu'à l'instauration, en 1880, d'un nouveau régime prenant à la source une retenue de 2 % sur tous les salaires afin d'assurer à la fois un financement régulier de la caisse et de meilleurs versements aux retraités⁶¹. Pour bénéficier des prestations du fonds de retraite, l'instituteur doit avoir travaillé pendant dix années ou plus et durant les cinq dernières années qui précèdent la demande⁶². En cas de maladie ou

⁶⁰ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Sévère, document n° 3369, 1868 : lettre de David Lefebvre et Adolphe Lamy en date du 10 décembre et autres lettres.

⁶¹ La loi du fonds de pension sera révisée à nouveau en 1886 et un autre 2 % sera pris sur le montant même de la pension. Voir André Labarrère-Paulé, *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, p. 380-384.

d'accident grave, la pension peut être versée après dix années de service quel que soit l'âge de l'enseignant.

Le gouvernement a été sûrement convaincu par les lettres des enseignants aux prises avec des difficultés financières qu'il fallait améliorer le sort des instituteurs une fois leur carrière terminée. Le courrier du surintendant contient, en effet, plusieurs cas assez pathétiques dont celui de Lucie Rolette, veuve Grant, ayant à sa charge deux enfants sourds-muets et vivant en forêt à Saint-Narcisse. Congédiée en 1858, elle ne dispose plus que de sa pension. Ayant expédié en retard le montant de la prime, on refuse son paiement et la voilà sans ressources. En désespoir de cause, face à l'inflexibilité des fonctionnaires, elle communique avec le surintendant. Après avoir relaté sa carrière commencée à la Prairie du Chien (Wisconsin), elle précise être la sœur du capitaine Rolette qui avec ses deux autres frères ont combattu les Américains en 1812 et souligne être la petite cousine de James McGill et Bouchette⁶³. Maintenant, elle est seule et sans amis. Elle décrit ainsi sa situation : « étrangère dans la place, dans la campagne, les amis sont bien rares. L'adversité les éloigne », exposant à P.-J.-O. Chauveau sa grande solitude et son peu de revenus.

Avant l'imposition de la retenue obligatoire sur le salaire (1880), les membres du personnel qui adhèrent à la caisse de retraite projettent, en général, de mener une longue carrière ou cumuler un nombre suffisant d'années pour avoir droit aux prestations en cas de maladie. Certaines institutrices enseignent quelques années avant de s'y inscrire tandis que d'autres, ayant des personnes à charge, n'arrivent pas

⁶² Mathias Chouinard, *Code de l'instruction publique dans la Province de Québec*, p. 164-173. L'âge officiel de la retraite est de cinquante-huit ans.

⁶³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 563, 1858 : lettre de Lucie Rolette, veuve Grant en date de janvier 1858. Il s'agit serait probablement de l'arpenteur Joseph Bouchette (1774-1841) fils de Jean-Baptiste (1736-1804) qui a occupé différentes fonctions dans la région des Grands Lacs. Cette information est tirée du *Dictionnaire biographique du Canada*, volume 5, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983.

acquitter les frais annuels régulièrement, ce qui diminue les prestations, la retraite venue. Après avoir connu « des revers de fortune », une institutrice de Trois-Rivières, dans l'enseignement depuis 23 ans, demande enfin son adhésion rétroactive à la caisse. Judith Dussault doit cependant acquitter des arrérages au montant de 210 \$⁶⁴. Par ailleurs, nombreuses sont les institutrices malades ou épuisées par l'enseignement qui, encore jeunes et sans les dix années d'expérience obligatoires, sollicitent en vain des prestations.

D'autres révèlent au surintendant leur grande misère. Céline Lamy de Saint-Élie en quittant le métier, en 1880, se voit contrainte de vivre de la charité publique. Elle vit une journée dans une maison et le lendemain dans une autre. Orpheline, elle n'a aucun revenu, toutes ses économies ont été épuisées pour l'achat de médicaments⁶⁵. Une autre, au terme d'une carrière de près de vingt ans et n'ayant aucun chez-soi, habitera au presbytère en attendant sa pension⁶⁶.

Le faible montant des prestations oblige parfois les instituteurs à reprendre du service. Après une brève interruption, soit que la santé soit revenue ou que l'argent vienne à manquer, les revoilà au travail. Ainsi, après 24 ans de métier et versant depuis 16 ans ses contributions, Zoé Bourgeois, malade, doit interrompre soudainement son travail. Remise, elle enseigne de nouveau deux ans plus tard. En 1878, elle quitte l'enseignement ayant contribué pendant dix-neuf ans à la caisse de retraite malgré une

⁶⁴ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1392, 1882.

⁶⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 670, 1880 : lettre en date du 25 mars.

⁶⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 2449, 1890 : lettre de Rose Descormiers, en date du 17 décembre 1890 et celle de l'inspecteur D. Lefebvre en date du 12 janvier 1892.

carrière échelonnée sur 28 ans⁶⁷. Ces quelques exemples démontrent combien il est parfois difficile d'échapper à la pauvreté au terme d'une carrière dans l'enseignement.

Quelques institutrices et instituteurs de renom

Cette étude du personnel enseignant de la Mauricie ne saurait être complète sans que l'on s'attarde sur quelques personnalités marquantes du monde scolaire. L'isolement propre à la pratique du métier dans le monde rural ne favorise pas la notoriété, si ce n'est dans son arrondissement, le temps de quelques années. Les instituteurs eux-mêmes n'ont pas été légion à relater leurs expériences dans l'enseignement. En général, la mémoire collective n'a conservé que quelques traces de leur passage : quelques souvenirs anecdotiques, simple nomenclature d'enseignants dans un registre de commission scolaire ou dans une monographie de paroisse, etc. Quelques rares personnalités y figurent parfois mais habituellement on rappellera plutôt la pérennité des écoles, laissant dans l'ombre la lignée de titulaires qui s'y sont succédé.

Les enseignants, nous l'avons déjà mentionné, ne correspondent pas inutilement avec le surintendant. La plupart n'ont recours à ce dernier que dans des situations extraordinaires. Quelques-uns ne s'adressent jamais directement à lui, mais surgissent de l'anonymat grâce aux contribuables ou à l'inspecteur qui, à l'occasion de la défense d'un projet scolaire, décrivent non seulement le travail de tel instituteur mais exposent les raisons de sa renommée au sein d'une corporation. Au fil des échanges, certaines personnalités prennent davantage de relief.

⁶⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 2879, 1878 : lettre en date du 26 novembre.

Les institutrices de la Mauricie se sont exprimées un peu moins que les instituteurs. Cela représente un obstacle lorsque nous voulons les connaître davantage. On les découvre un peu lors de certains conflits avec les commissaires et leur milieu ou par leur état de service au moment de la retraite. Victoire Beaulieu de Yamachine ou Émilie Robitaille de Saint-Maurice, par exemple, cumulent chacune plus de trente ans d'enseignement. Elles ont accompli une tâche imposante, souvent dans des conditions très éprouvantes et avec des moyens limités. C'est généralement par personne interposée que nous découvrons l'apport de ces femmes au monde de l'éducation.

Pour les contribuables du village de Champlain, le souvenir d'Agnès Hamel, institutrice durant quatorze ans, demeure vivace plusieurs années après sa mort. Prosper Cloutier dans son *Histoire de la paroisse de Champlain* relate les commentaires d'une vieille paroissienne dont les trois personnages importants de son enfance furent le curé, le notaire et mademoiselle Agnès. Pourtant, cette femme âgée n'a pas connu la célèbre institutrice, mais elle se rappelle ce que l'on disait dans son entourage lors de cérémonies spéciales à l'église ou lors de distributions de prix : « Ah! ce n'est pas comme du temps de mademoiselle Agnès. » Selon elle, des travaux d'aiguille conservés par ses élèves ornaient toujours les salons, témoins vivaces de l'enseignement de cette maîtresse extraordinaire⁶⁸.

Petrus Hubert, pour sa part, souligne les mérites de cette institutrice. Déjà dans le métier depuis un certain temps, elle obtient son diplôme modèle, en 1856, après un examen brillant, selon les termes de l'inspecteur qui poursuit ainsi sa description : « elle a fait preuve de talents, de zèle et de succès pour enseigner ; elle est d'une

⁶⁸ Prosper-V.-L. Cloutier, *Histoire de la paroisse de Champlain*, tome 1. Trois-Rivières, Imprimerie Le Bien public, 1915, p. 328.

conduite irréprochable, généralement populaire, et ses adversaires n'ont pu rien formuler contre elle. » Hommage peu fréquent de la part du fonctionnaire, cette appréciation est partagée par les villageois qui lui ouvrent une école indépendante pour ne pas la voir quitter leur milieu par suite d'une divergence de vue entre elle et les commissaires quant à son traitement⁶⁹. Ernestine Dechesne bénéficie de la même reconnaissance des contribuables de Sainte-Geneviève, comme nous l'avons déjà mentionné.

Certaines plus aventureuses, délaissant les anciennes paroisses, vont préférer enseigner dans une région de colonisation. Adèle Rivard, nous relate encore l'inspecteur Hubert, rêvait depuis des années d'aller ouvrir une école au milieu de la forêt. Son « inclination assez en rapport avec la poétique mélancolie de sa nature » la conduit donc à Saint-Étienne-des-Grès où elle fait construire une modeste maison pour y accueillir une trentaine d'élèves⁷⁰. En sera-t-il de même pour celles qui iront vers la fin du siècle à Saint-Théodore-de-la-Grande-Anse ou à Saint-Jacques-des-Piles? Dans cette dernière localité, l'institutrice de l'arrondissement n° 3 ne peut qu'utiliser le canot d'écorce ou la petite barge pour demeurer en contact avec le reste de la paroisse sise le long de la rivière Saint-Maurice⁷¹.

Alors que la plupart des institutrices rurales travaillent en moyenne entre trois et six ans⁷², certaines vont poursuivre leur carrière au-delà de vingt ans pour gagner leur vie

⁶⁹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1058, 1858 : lettre de Petrus Hubert en date du 21 août.

⁷⁰ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 2334, 1855 : lettre de Petrus Hubert en date du 13 décembre.

⁷¹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1939, 1894 : lettre du chancelier de l'évêché en date du 24 mai 1897 et de Saint-Jacques-des-Piles, n° 2331, 1898.

⁷² Marta Danylewycz, Beth Light et Alison Prentice, « The Evolution of the Sexual Division of Labour in Teaching : A Nineteenth-Century Ontario and Quebec Case Study », *Histoire sociale-Social history*, vol. 16, n° 31, mai-Mai 1983, p. 97 et Marïse Thivierge, « La syndicalisation des

et celle de leurs parents. Judith Dussault de Trois-Rivières et Rose de Lima Bellefeuille de Saint-Stanislas sont de celles-là, comptant trente-deux et trente-six années de service respectivement. Titulaire de l'école modèle du village, cette dernière dut un jour céder sa place à un collègue, comme l'avait déjà fait Délima Hamelin de Champlain. Par la suite, R. de L. Bellefeuille dirigea pendant plusieurs années une école privée établie par les frères Price, propriétaires d'une scierie à Saint-Stanislas⁷³.

Du côté des instituteurs, certains laisseront leur marque d'une manière toute particulière. Dominique Saint-Cyr, dirige d'abord une académie pour garçons à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Jeune instituteur, il a tôt fait de mettre sur pied une bibliothèque, prise en charge par les commissaires quelques années plus tard. En témoignage de leur appréciation, les villageois de Sainte-Anne-de-la-Pérade avaient fourni, en 1862, une somme additionnelle pour compenser la diminution de son salaire votée par les commissaires. Parallèlement à son métier d'enseignant, il s'intéresse au droit et devient notaire (1867). Après plus de trente ans dans l'enseignement, dont vingt-cinq à Sainte-Anne, il est élu député provincial du comté de Champlain en 1875. Après deux mandats, il quitte la politique. Son intérêt de toujours pour la géologie et les sciences biologiques, qui l'amène même jusqu'au Labrador, lui permet de faire une carrière scientifique. Ce collaborateur de Léon Provancher, botaniste et directeur de la publication du *Naturaliste canadien*, devient conservateur du musée du département de l'Instruction publique⁷⁴.

institutrices catholiques, 1900-1959 », dans Nadia Fahmy-Eid et Micheline Dumont, dir., *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 175.

⁷³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Stanislas, document n° 870-1894, lettre en date du 11 août. Cette scierie des Price Brothers comptait, en 1871, plus de 200 employés comme on peut le constater dans l'ouvrage de René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 172.

⁷⁴ Les informations sur Dominique Saint-Cyr sont tirées du *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de la Législature, Service de la documentation politique, 1980 et de Raymond Douville, *Hommes politiques de Sainte-Anne-de-la-Pérade*, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Les

Saint-Cyr n'écrit cependant que très peu. Tout au plus, le voit-on prendre la défense des commissaires lors de l'engagement de deux institutrices non diplômées, mais s'opposer à eux quelques années plus tard pour assurer la survie de son école modèle. À cette occasion, voulant transmettre des informations sur ces événements problématiques, il recourt aux bons offices de l'inspecteur⁷⁵. Une fois député, il reste discret et nous ne le voyons intervenir officiellement que deux fois sur des problèmes scolaires. D'abord en faveur des corporations pauvres du comté de Champlain, puis pour l'école des frères de son ancienne localité, affectée par une diminution de la subvention gouvernementale⁷⁶. On le décrit comme un personnage austère, bon et généreux. Son entrée sur la scène politique nous amène à croire qu'il a su, tout au long de sa carrière d'instituteur, maintenir sa crédibilité⁷⁷.

Le métier d'enseignant se transmet parfois de père en fils. Est-ce par tradition ou par amour du métier que les trois fils de Norbert Dostaler adoptent la profession de leur père? Ils réussissent tous dans leur travail, puisque Étienne et Camille reçoivent chacun, en 1896, une prime d'excellence destinée aux meilleurs enseignants. Par la suite, leur nom figure annuellement au tableau d'honneur. L'autre fils, Albert, voit son école citée par l'inspecteur Lefebvre dans son rapport de 1884-1885 comme étant la première des quatre écoles modèles dirigées par des instituteurs dans le comté de

amis de l'Histoire de la Pérade, 1973 : p. 38-39. On peut aussi consulter de Raymond Duchesne et Paul Carle, « L'ordre des choses : cabinet et musées d'histoire naturelle au Québec (1824-1900) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n° 1, été 1990, p. 3-30.

⁷⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 2537, 1861 : lettre à Petrus Hubert en date du 19 avril 1862.

⁷⁶ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 455, 1876 : lettre à Gédéon Ouimet en date du 6 mars et document n° 1838, 1880 : lettre sans date reçue le 7 avril 1881 et placée avec le bulletin d'inspection en date du 10 novembre 1880.

⁷⁷ Albert Tessier, *Sainte-Anne-de-la-Pérade : bref historique de trois siècles de vie paroissiale*, Trois-Rivières, coll. « Notre passé », n° 1, Éditions du Bien public, 1972, p. 34-35.

Champlain. D'autres institutrices portant le nom de Dostaler travaillent également en Mauricie, dont Yvonne, assistante de son père Camille à Champlain en 1896. Il y a aussi un fils de David Lefebvre qui choisit cette carrière et épouse une institutrice. Dans les registres de la corporation de Trois-Rivières, quelques institutrices portent le même patronyme dont les trois sœurs Giroux. Combien d'autres encore optent pour cette profession pour l'avoir vu pratiquer avec succès par un proche parent : sœur, cousine ou tante⁷⁸? Ce choix relève aussi de stratégies familiales, comme le suggèrent Denise Lemieux et Lucie Mercier. Dans les deux régions du Québec étudiées par Danylewycz, Ligth et Prentice, il ressort qu'en 1861, 27 % de enseignants travaillent en équipe avec un frère ou une sœur. Le pourcentage est de 14 % vingt ans plus tard⁷⁹.

Le sommet de la carrière pour un instituteur demeure l'obtention d'un poste d'inspecteur d'écoles. David Lefebvre de Sainte-Ursule, dont nous avons déjà évoqué la carrière, et Ambroise Tétreault de Rivière-du-Loup, accèdent à l'inspection après une carrière dans l'enseignement de plus de vingt-cinq ans. Tétreault apparaît comme un personnage plein d'envergure, qui a cherché à acquérir une formation dans plusieurs domaines. Détenteur d'un brevet modèle obtenu deux ans après ses débuts dans l'enseignement (1848), il décroche le brevet académique en 1857. Il enseignera jusqu'en 1875. En 1867, il est reçu avocat. Son intérêt pour les questions légales lui est peut-être venu à la suite de consultations sollicitées par des concitoyens connaissant son bon jugement. La carrière politique cependant ne l'attire pas. Très tôt, il s'est intéressé au travail de la terre. Après s'être retiré de l'enseignement, il ne

⁷⁸ Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, p. 97-107.

⁷⁹ Marta Danylewycz, Beth Light et Alison Prentice, « The Evolution of the Sexual Division of Labour in Teaching : A Nineteenth-Century Ontario and Quebec Case Study », *Histoire sociale-Social history*, vol. 16, n° 31, mai-May 1983, p. 107-108. La diminution du pourcentage pourrait provenir du fait que les institutrices ont tendance à prolonger leur carrière.

se contente pas de cultiver un potager, il devient agriculteur. Lorsqu'il postule, en juillet 1877, un poste d'inspecteur, il s'identifie comme agriculteur et avocat⁸⁰. Dans une lettre d'appui, les notables de Rivière-du-Loup et des paroisses avoisinantes, reconnaissent ses talents : « M. Tétreault a aussi beaucoup d'aptitudes pour l'agriculture et est très expert dans cette science, aux progrès de laquelle il a toujours travaillé pendant sa carrière d'Instituteur. »

Devenu inspecteur, il partage les valeurs prônées par le département de l'Instruction publique et cherche visiblement à promouvoir la carrière d'instituteur. Ses interventions sur la rémunération, véritables plaidoyers en faveur de meilleures conditions d'emploi, et ses exigences rigoureuses quant à la compétence des enseignants, montrent à quel point il tenait cette profession en haute estime.

À la lecture de la correspondance reçue au département de l'Instruction publique, on découvre d'autres instituteurs préoccupés par l'amélioration des méthodes pédagogiques et qui manifestent un grand intérêt pour la profession. De ce groupe se dégage en particulier Adolphe Lamy, de Saint-Sévère qui a entretenu une longue correspondance avec le surintendant. Moins flamboyant que son collègue Tétreault, plus modeste sûrement, il est en quête de promotion sociale, grâce à ce métier d'instituteur. Tout au long de sa carrière, A. Lamy cherche à se faire valoir. Il suscite d'ailleurs l'impatience de l'inspecteur Hubert, le trouvant « trop remuant et ambitieux » lorsque celui-ci veut entraver le travail du secrétaire-trésorier à propos de documents touchant l'école modèle⁸¹. Le fonctionnaire préférerait une attitude plus discrète à cette « officiocité déplacée » affichée par l'enseignant dont la nature

⁸⁰ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 1159, 1877 : lettre de Ambroise Tétreault en date du 30 juillet.

⁸¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 1478, 1859 : lettre de Petrus Hubert de Trois-Rivières en date du 14 mai.

inquiète l'amènera à rechercher constamment appui auprès du surintendant, tant pour ses projets personnels que professionnels.

Venu à l'enseignement dès l'âge de 16 ans (1849), il obtient un diplôme élémentaire en 1852 et cinq ans plus tard le brevet modèle. La seule étude de ses lettres, au fil des ans, révèle ses progrès dans l'art de rédiger et son évolution personnelle. Il a de l'ambition et cherche à venir en aide à plusieurs collègues des deux sexes dont il se fait le porte-parole et, quelques fois, l'avocat. Il sollicite, par exemple, des bourses pour des candidats normaliens, transmet une demande de pension pour une institutrice au moment de sa retraite ou encore appuie un projet scolaire d'une corporation voisine, etc.

Au moindre retard dans le versement de la subvention pour son école modèle, Lamy s'empresse de demander des explications au département de l'Instruction publique. Chaque année, il craint de ne pas être réengagé et à cause de cela fait paraître plusieurs demandes d'emploi dans le *Journal de l'Instruction publique*. On y publie régulièrement ses solutions à des problèmes d'arithmétique ou des extraits de ses communications à l'école normale Jacques-Cartier⁸². Il communique même au surintendant quelques erreurs relevées dans une nouvelle édition du *Guide de l'instituteur*. En somme, il est intéressé par sa profession... et le fait savoir.

À l'évidence, l'isolement dans son petit patelin lui pèse. Il voudrait mettre sur pied une association d'instituteurs, puis rêve d'obtenir un poste dans un milieu où il pourrait profiter des conférences d'instituteurs ou encore sollicite un travail dans la

⁸² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 2107, 1876 : requête signée à Yamachiche en faveur de la candidature de Adolphe Lamy au poste d'inspecteur en date 15 juillet. *Journal de l'Instruction publique*, par exemple pour les solutions de problèmes : années 1861 et 1863 et un extrait d'une communication, 1864.

fonction publique. Finalement, durant les soirées de l'hiver 1867, il entreprend la rédaction d'un manuel d'histoire du Canada, sorte de traité destiné aux candidats instituteurs sous la forme du Petit catéchisme. N'ayant que peu de volumes, il demande au département de l'Instruction publique des exemplaires des ouvrages de l'abbé Ferland et de François-Xavier Garneau sur l'histoire du Canada. En cours de rédaction, il trouve même un imprimeur⁸³. Malgré tous ses efforts, cet ouvrage ne reçoit pas l'approbation de Chauveau. Lamy refuse de se soumettre à ce verdict et se dit prêt à retravailler son livre car précise-t-il « je tiens beaucoup à réussir⁸⁴. » Devant le peu d'enthousiasme manifesté pour son manuel, il abandonne finalement son projet.

Comme instituteur, Lamy connaît également des déboires. En 1876, la perte du statut d'école modèle et conséquemment de la subvention de 56 \$ l'amène à se porter à la défense de son école dont le recrutement est difficile, mais il en profite surtout pour rappeler ses états de service. Très affecté, voire mortifié par cette rétrogradation décrétée par l'inspecteur Hubert, il présente un plaidoyer efficace puisque la subvention sera maintenue. Une dernière occasion de rehausser son statut social se présente au moment de la succession de Petrus Hubert comme inspecteur d'écoles. Lors de l'examen de sélection, il ne parvient pas à obtenir la note « avec distinction », comme ses collègues Lefebvre et Tétreault. Déçu, désespéré de ne pas avoir accédé à l'inspection, il meurt deux années plus tard, en 1879, à la veille de son quarante-sixième anniversaire. En somme, Adolphe Lamy a cherché par le biais de son métier et par d'autres moyens à atteindre à une certaine renommée. Ses efforts ne furent pas

⁸³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 1204, 1868 : lettre en date du 23 mai.

⁸⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 1960, 1870 : lettre en date du 20 septembre.

tous couronnés de succès, mais il partagea le rêve de ceux qui voulaient obtenir un statut professionnel pour les enseignants.

Conclusion

Le droit de regard de la population sur le maître d'école a un double impact : personnage de notoriété publique, l'instituteur doit avoir une conduite exemplaire dans son travail et dans sa vie sociale. Compétence et moralité deviennent pour tout « fonctionnaire de l'enseignement » des critères d'évaluation et d'estime de la part des citoyens. Ces attentes correspondent au message véhiculé par l'élite au sujet de l'instruction. Jean-Baptiste Meilleur, le premier surintendant, donne le ton en affirmant que « les instituteurs ne borneront pas leurs soins à cultiver les talents de leurs élèves, mais ils regarderont comme leur premier devoir de former leurs mœurs, surtout en leur inspirant les sentiments de morale et de religion⁸⁵. » Les contribuables attachent beaucoup d'importance à ces deux aspects, la morale cédant le pas à l'instruction en quelques occasions. Le personnel enseignant adhère d'emblée à ces exigences. Soumis à la critique populaire qui peut parfois devenir un fardeau, il se conforme le plus souvent, nous semble-t-il, aux aspirations professionnelles prônées par les promoteurs de l'éducation et les pédagogues.

La pratique du métier amène plusieurs enseignants à se perfectionner en cours de carrière. Plusieurs d'entre eux, hommes et femmes, obtiennent un brevet modèle après quelques années d'enseignement. Ces efforts visent à parfaire leurs connaissances et, surtout, à améliorer leur situation matérielle peu enviable. Tous ne parviennent pas cependant à faire hausser leur traitement par suite d'une formation plus poussée. Sur le plan de la rémunération, les institutrices sont, en général,

⁸⁵ Jean-Baptiste Meilleur, *Circulaire n° 9*, Montréal, le 15 juin 1846, dans Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, Québec, Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, p. 435.

désavantagées mais ne s'en plaignent pas trop. Comme l'ont constaté Denise Lemieux et Lucie Mercier « le statut d'institutrice non seulement procure des revenus, si minces soient-ils, mais il semble auréolé de prestige⁸⁶ ». Le métier, quoique difficile, ne manque pas d'adeptes. Certains sont même prêts à user de stratagèmes pour obtenir un poste pour eux-mêmes ou pour l'un des leurs, signe révélateur de l'estime sociale rattachée à cette fonction peu lucrative.

Les enseignants, dans leur milieu, occupent une position sociale enviable même si leur rémunération demeure faible. Les requêtes que les contribuables adressent en appui à un instituteur ou une institutrice, les jugements favorables qu'ils portent sur la compétence et l'importance du travail des enseignants témoignent de l'appréciation qu'on leur accorde. Les éloges grandiloquents sont rares, mais on retrouve assez fréquemment des marques de reconnaissance qui démontrent leur importance au sein des arrondissements surtout lorsqu'il est question d'obtenir une aide financière pour leur garantir un meilleur traitement. La longue carrière de quelques-uns permet de croire que ce métier pouvait apporter une certaine satisfaction. En terme de carrière, l'inspection apparaît pour les instituteurs comme le sommet de la profession, inaccessible aux institutrices cependant. L'excellente renommée de leur école demeure pour elles l'ultime fleuron.

Les exigences de la population face aux instituteurs apparaissent pratiquement les mêmes d'un comté à un autre. Le dépouillement de la correspondance nous a permis toutefois de constater que les contribuables du comté de Maskinongé s'expriment davantage sur les questions d'engagement et sur la compétence des enseignants que ceux de deux autres comtés. La population de la Mauricie conserve le même œil vigilant en ce qui touche la moralité. Les points de vue des instituteurs quant à leurs

⁸⁶ Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, p. 97.

conditions d'emploi se répartissent d'une manière assez équitable entre les trois comtés. Les instituteurs du comté de Champlain, plus nombreux, ne correspondent pas davantage avec le surintendant que ceux des comtés de Maskinongé ou de Saint-Maurice. À première vue, il n'apparaît pas plus difficile d'enseigner ici ou là. Par contre, à en juger par les nombre de référence aux maîtres qui se distinguent d'une manière ou d'une autre, c'est dans le comté de Champlain que les personnalités marquantes sont les plus nombreuses. Peut-être est-ce le fruit du hasard ou simplement parce que ce comté compte un plus grand nombre d'instituteurs.

CHAPITRE 6

L'ÉCOLE, LE « PALAIS DU PEUPLE »

Introduction

En 1850, l'idée que l'école soit un lieu spécifique consacré uniquement à l'instruction est déjà bien implantée¹. Vingt-cinq ans plus tard, un architecte parisien va jusqu'à la proclamer « palais du peuple ». Nous avons peine à imaginer la modeste école de rang, avec son toit à pente raide, quelques fois garni de lucarnes et son enfilade de dépendances, si peu différente des autres habitations, mériter une telle consécration. L'expression qualifie plutôt les « magnifiques » édifices de brique de la ville et de certains villages qui veulent refléter la qualité de l'instruction dispensée en leurs murs. Les commissaires des localités rurales doivent, en général, ajuster leurs ambitions aux dures réalités économiques de leur milieu, même s'ils rêvent de constructions imposantes.

D'allure rustique ou raffinée, la « maison d'école », pour reprendre un terme ancien, est généralement l'œuvre et la propriété des corporations scolaires. Dans ce chapitre, nous exposerons comment les commissaires s'acquittent de cette tâche, à savoir, construire, meubler, entretenir les écoles sur leur territoire et fournir le matériel pédagogique nécessaire. Mais avant d'aborder les questions liées à l'architecture scolaire et à l'aménagement des immeubles, nous analyserons un élément déterminant pour la fréquentation des écoles, la nature de la route pour y accéder.

¹ En fait, la gestion de l'espace scolaire comme endroit clos et à l'abri du bruit provient du XVII^e siècle, entre autres, grâce aux frères des Écoles chrétiennes. Voir Clermont Gauthier et Maurice Tardif, dir., *La pédagogie, Théories et pratiques de l'Antiquité à nos jours*, Boucherville, Gaëtan Morin, 1996, chapitre IV : « Le XVII^e siècle et le problème de la méthode dans l'enseignement ou la naissance de la pédagogie », p. 87-108.

Il existe une grande diversité de trajets pour se rendre en classe. Pour le petit citadin ou le villageois, rien de plus simple, l'école est habituellement à proximité. Il en va autrement pour les enfants résidant dans les rangs. Pour plusieurs d'entre eux, le chemin de l'école est long et périlleux. La route n'est que rarement linéaire et sans danger, elle est même parfois impraticable selon les saisons. Pour de nombreux élèves, la marche vers l'école et le retour à la maison exigent beaucoup d'énergie.

Le chemin des écoliers

L'étendue des arrondissements scolaires

Le découpage des localités en arrondissements scolaires a une incidence sur la longueur des trajets à parcourir par les élèves pour se rendre à l'école. Son éloignement représente pour de nombreux écoliers des difficultés de taille et peut devenir un empêchement à la fréquentation scolaire.

À la campagne, le territoire des arrondissements s'étire souvent sur de grandes distances à cause de la configuration longiligne des rangs, entre autres. Même si on situe l'école au centre de l'arrondissement, les contribuables qui habitent aux extrémités s'en trouvent fort distants. Les commissaires ne peuvent pas toujours suivre la suggestion du surintendant Jean-Baptiste Meilleur d'établir « moins d'écoles [...] pourvu qu'elles fussent bonnes² », ils optent plutôt pour une « inévitable multiplicité » de celles-ci³. Une fois déterminée, l'étendue des arrondissements est

² Jean-Baptiste Meilleur, *Première circulaire*, en date du 26 mars 1842 et *Circulaire n° 9*, du 15 juin 1846. Le surintendant réitère cette même idée une troisième fois dans la *Circulaire n° 12* du 4 juin 1849. Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, Québec, Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, p. 414-444.

appelée cependant à être modifiée à la suite du démembrement des anciennes paroisses en vue de la création de nouvelles ou de l'ouverture de nouveaux territoires.

Dans certains arrondissements, il faut aussi tenir compte du relief du territoire avant d'arrêter une décision quant au choix d'un terrain. Les commissaires, dans un esprit d'équité, tâchent souvent de pondérer les difficultés : on allonge ici un parcours, on le raccourcit là, on calcule le nombre de côtes et celui des cours d'eau afin de faciliter l'accès à l'école du plus grand nombre d'enfants possible. Il arrive que des contribuables soient insatisfaits de la décision rendue par la corporation. Ils doivent parfois recourir au surintendant de l'Instruction publique qui tranchera le différend.

Afin de l'amener à approuver leur choix, les inspecteurs, les commissaires et les contribuables produisent des plans approximatifs où on trouve le tracé des rangs, l'emplacement des habitations, celui des écoles actuelles ou projetées, les côtes, les rivières, parfois le nombre d'enfants ou l'évaluation des propriétés⁴. Ces schémas esquissent les difficultés de la route et complètent les descriptions détaillées des requêtes. En confirmation d'un plan produit par la corporation de Sainte-Geneviève, l'inspecteur Hubert souligne « les épreuves, le courage et la bonne volonté dignes de sympathie » des contribuables de l'arrondissement n° 3 dont les enfants ont treize « affreuses côtes à passer⁵ ». Dans une lettre qui relate leurs difficultés pour trouver un nouvel emplacement adéquat pour l'école, le secrétaire de la corporation de Saint-Élie interpelle le surintendant en ces termes : « Honorable Monsieur, s'il se pouvait

³ *Rapport du surintendant de l'instruction publique pour l'année 1857*. Par souci de simplification, nous emploierons désormais le sigle *RSIP* suivi de l'année.

⁴ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 1404, 1858; de Saint-Narcisse, document n° 1062, 1861; de Saint-Barnabé, document n° 1474, 1881 ou encore Yamachiche, document n° 1271, 1894.

⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 1404, 1858 : lettre de Petrus Hubert, en date du 26 août.

que vous seriez a nos places seulement trois mois dans les saisons rigoureuse pour connaître mieux notre position [...]»⁶. Ces éléments incontournables soutiennent le plaidoyer de multiples requêtes touchant les emplacements d'écoles.

Des commissaires ne sont pas insensibles aux demandes des contribuables de prendre en compte la longueur du trajet pour se rendre à l'école et en viennent à déterminer la distance que peuvent parcourir normalement des enfants. Les commissaires de Sainte-Ursule (1878) la fixent à 2 milles (3,2 km), estimant qu'au-delà les enfants de cinq à huit ans ne peuvent fréquenter l'école⁷. Leurs collègues de Sainte-Thècle (1893) partagent également cette opinion. Si le trajet ne comporte pas trop d'accidents de terrain, cette distance peut aller jusqu'à 2,5 milles (4 km). Toutefois, pour maintes corporations, le respect d'une telle limite reste un idéal à atteindre. En 1888, le législateur fixe la distance maximale d'un arrondissement à 5 milles (8 km) en ses points extrêmes. Il sera toutefois possible aux commissaires d'allonger cette distance à compter de 1899 à la seule condition qu'ils organisent le transport des enfants à l'école. Le propre d'une législation étant de codifier les pratiques sociales, nous pouvons supposer, dans le cas du transport scolaire, que certaines corporations avaient déjà mis sur pied un tel service bien avant la fin du siècle. Une recherche plus poussée dans les procès-verbaux de corporations scolaires permettrait, sans doute, de vérifier cette hypothèse.

La loi de l'instruction publique de 1899 prescrit donc aux corporations scolaires de mettre sur pied un service de transport dans les arrondissements excédant la norme

⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 2107, 1894.

⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 727, 1878 : résolution des commissaires en date du 16 avril 1877. Comme l'école est habituellement située au centre de l'arrondissement, l'étendue totale de celui-ci est donc de 6,4 km (quatre milles). Au 19^e siècle, le système de mesures anglais était en usage mais nous effectuons la conversion au système métrique. Rappelons que dans ce dernière système, 1 mille équivaut à 1,609 km, 1 arpent à 58,47 m et 1 lieue à 4 km.

(plus de 8 km)⁸. La gratuité du service offert est facultative si l'on en juge par le texte suivant : « La commission scolaire [...] peut assumer, à sa discrétion, toute dépense nécessaire, y compris l'achat de véhicules convenables à l'usage des personnes qui prennent l'entreprise de ces transports⁹. » Cependant, lorsque dans le cours d'une année scolaire la corporation décide de fermer une école fréquentée, en moyenne, par moins de dix élèves, elle doit assumer les coûts du transport des élèves vers d'autres écoles de la municipalité.

Avant l'instauration d'un tel service, seuls les enfants des contribuables aisés profitent d'un moyen de transport. Tout au long de l'année, leurs parents peuvent les conduire à l'école, tandis que les autres, moins fortunés, comme les habitants de Saint-Élie, obligés de partir aux chantiers pendant plusieurs mois avec le seul cheval en leur possession, ne peuvent faire de même¹⁰.

Des contribuables suggèrent parfois de déplacer une école pour modifier le trajet ou même demandent de créer un nouvel arrondissement. Raccourcir un parcours déjà établi afin de permettre à des enfants, jusque-là absents de l'école, de la fréquenter implique, en contrepartie, la nécessité d'allonger d'autant la distance pour d'autres élèves. Le déplacement de la maison de 27 arpents (1,6 km) semble trop grand pour des contribuables de l'arrondissement n° 5 de Saint-Barnabé, opposés fortement à ce projet même si seulement le tiers des enfants fréquentent à l'école. Une division

⁸ *Code scolaire de la Province de Québec*, Québec, « Le Soleil », 1919, p. 42-45.

⁹ Cette interprétation des statuts est suggérée par Guy Stringer, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la province de Québec de 1846 à 1967*. Thèse de Ph.D. (Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 1969.

¹⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 987, 1886 : lettre de Ambroise Tétreault, en date du 15 septembre.

s'ensuivra mais cette solution ne réglera en rien la situation, car le manque d'argent empêchera l'ouverture de la nouvelle école cette année-là¹¹.

Pour leur part, les contribuables de l'arrondissement n° 10 de Saint-Stanislas, long de 4 milles et demi (7,3 km), s'entendent mieux le moment venu de déterminer l'emplacement de l'école à construire. S'il est vrai que le choix de l'emplacement désavantage d'un strict point de vue de la distance les élèves du haut de l'arrondissement, leur parcours s'avère plus facile comparativement à ceux « du bas [qui] ont des montagnes à traverser avec beaucoup de difficultés surtout en hiver ». On convient même de répartir la cotisation extraordinaire entre les contribuables résidant dans un rayon de 2,7 milles (4,3 km) (étant donné l'absence d'enfants d'âge scolaire sur les propriétés en voie de défrichement situées au-delà de cette limite¹².

La configuration du terrain devient un élément important des discussions au sein des corporations. Un principe d'équité sous-tend les arguments, surtout en regard des élèves habitant aux extrémités des arrondissements. Les accidents géographiques rendent non seulement plus difficile le parcours des enfants, mais les empêchent de fréquenter l'école.

Des parcours variés

Se rendre à l'école ne pose pas de problème particulier à l'élève qui habite la ville ou un village. À la faveur d'un habitat plus concentré, les écoles sont généralement situées à proximité des résidences. Les voitures, les chevaux ou les voies ferrées

¹¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Barnabé, documents n° 1474, 1881 et n° 233, 1884.

¹² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Stanislas, document n° 583, 1882.

constituent les principaux dangers que peuvent rencontrer les enfants dans ces milieux.

À la campagne, dans les rangs en particulier, pour beaucoup d'écoliers, les distances à parcourir à pied entre le domicile et l'école sont souvent très longues et parfois très difficiles. La route est rarement linéaire et est plus ou moins carrossable. Selon le cas, les enfants doivent monter des côtes abruptes, longer ou franchir des cours d'eau, traverser une forêt. Les parents s'inquiètent constamment, surtout à l'égard des plus jeunes, de l'état d'un pont flottant, d'une rivière qui déborde, des ravines le long de la route, du mauvais état, voire de l'absence de chemin public. Les conditions climatiques tels les pluies de l'automne, les grands froids de l'hiver et la fonte des neiges au printemps compliquent les déplacements. Lorsque les enfants doivent marcher dans la neige amoncelée, l'école leur paraît encore plus éloignée. L'entretien des chemins d'hiver n'était pas fait avec efficacité dans des délais courts. Une portion de rang inhabité préoccupe les commissaires de Saint-Élie, car elle prive les enfants d'endroits pour solliciter de l'aide ou pour se réchauffer chemin faisant¹³. Fréquenter l'école dans de telles conditions constituait une expérience épuisante pour des écoliers, surtout pour de très jeunes élèves. Au terme de ces parcours variés, l'école, d'allure diversifiée, accueille enfin les enfants.

¹³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Élie, document n° 2107, 1894.

L'école, le « palais du peuple¹⁴ »

Dans le sillage de l'exposition de Philadelphie (1876) et celle de Paris (1878), auxquelles participe le surintendant de l'Instruction publique, Gédéon Ouimet, tous s'entendent sur la nécessité de fournir aux élèves un cadre physique adéquat et stimulant pour l'apprentissage. Hygiène, éclairage et confort sont autant d'impératifs qui orientent les normes architecturales scolaires. Une série d'articles parus en 1857 dans le *Journal de l'Instruction publique* cherchait déjà à promouvoir une nouvelle conception pour faire de l'école un lieu unique et entièrement adapté à sa mission.

La maison d'école mérite, comme édifice, une attention qu'elle n'a pas toujours obtenue. [...] [I]l est, d'ailleurs, facile de donner, à peu de frais, à une maison d'école une apparence qui la distingue des autres maisons. Le moindre ornement extérieur frappera au milieu de la simplicité générale, et souvent des proportions gracieuses ou du moins correctes suffiront peut-être à la faire remarquer. Un petit parterre, quelques arbres, le modeste jardin de l'instituteur, une pelouse, où les enfants puissent jouer sans danger, tout cela coûterait peu dans nos campagnes où le terrain a généralement peu de valeur, à part celle qu'on lui donne en le cultivant; cela coûterait peu et rapporterait beaucoup¹⁵.

Au cœur de nombreuses localités, ce n'est pas tant l'apparence qui importe. La pertinence ou non de bâtir, la somme à investir et les dimensions de l'immeuble, compte tenu du nombre d'élèves qui fréquentent l'école, orientent surtout les discussions au sein des localités. L'architecture du bâtiment traduira, en dernier lieu, les obligations des corporations soumises à une réglementation qu'on modifie sans cesse.

¹⁴ Cette expression, attribuée à Félix Narjoux, architecte de la ville de Paris, est reprise en 1878 par le *Journal de l'Instruction publique* dans une chronique sur l'exposition internationale de Paris (janvier 1878). On y reproduit un long article tiré du *Journal des instituteurs*, (publication française) portant sur l'exposition de Paris dans lequel on peut lire : « L'école est le palais du peuple et aucun souverain ne mérite plus que celui-ci d'avoir un palais. » Est-ce par souci de ne pas trop exagérer qu'on a retranché les deux qualificatifs finals, *palais riche et somptueux*, [nous soulignons] tel qu'on peut le lire dans l'extrait cité par Bernard Toulhier, « Les modèles de l'architecture scolaire », *Histoire de l'éducation*, n°17, 1982 : 1-29.

¹⁵ *Journal de l'Instruction publique*, 1857, p. 83-84.

Le coût des maisons d'écoles

Le financement des constructions d'écoles est assuré par la levée d'une cotisation extraordinaire établie sur la valeur des propriétés et selon un taux de taxation jugé acceptable par les commissaires. Cette mesure touche l'ensemble des contribuables ou vise le seul arrondissement concerné, sauf dans le cas des écoles modèles¹⁶. La deuxième option nous a semblé de loin la plus courante. Comme chacun des arrondissements assume les coûts de « son école », les revenus générés par cet impôt déterminent le genre d'immeuble qu'on va bâtir mais créent, du même coup, une certaine disparité entre les différentes maisons d'école d'une corporation.

Ainsi, les contribuables de l'arrondissement n° 7 de Sainte-Geneviève dont l'évaluation foncière est établie à 24 000 \$ ne disposent que de 275 \$ pour construire leur école tandis que dans d'autres arrondissements où les propriétés sont évaluées entre 60 000 \$ et 68 000 \$ le coût de construction s'élève à 450 \$¹⁷. La comparaison de deux devis semblables élaborés à Yamachiche permet de dégager quelques caractéristiques distinctives du point de vue architectural. La construction de l'école n° 11, moins grande que l'école n° 4, apparaît également plus modeste à l'intérieur, et le clocheton, entre autres, a disparu¹⁸. Ailleurs, comme à Saint-Alexis ou à Saint-Tite, on cherchera à contourner la norme gouvernementale en construisant une école « aux dimensions restreintes » mais adaptée à leur budget¹⁹. La capacité financière

¹⁶ Dans ce cas, l'arrondissement paie l'équivalent de ce qu'aurait coûté une école élémentaire et toute la corporation absorbe le surplus.

¹⁷ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 358, 1890.

¹⁸ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 1271, 1894 et document n° 2283, 1894.

¹⁹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis, document n° 1068, 1886 et Saint-Tite, document n° 2314, 1896. Dans cette dernière localité, la construction donne lieu à un véritable marchandage avec le DIP. Les commissaires proposent une maison de 28 pi sur 26 pi, le DIP exige plutôt 31 pi sur

des arrondissements engendre d'inévitables contrastes puisque le gouvernement n'accordera que peu de subventions à l'érection des immeubles scolaires.

Le coût des écoles se répartit sur un large éventail : quelques milliers de dollars sont nécessaires pour ériger un couvent ou une école de frères, mais quelques centaines suffisent pour la petite bâtisse dans une campagne. À Yamachiche, par exemple, au début des années 1850, l'école des frères, sans son clocheton, est évaluée à 548 £ (2 192 \$) et le couvent, à 1 400 £ (5 600 \$), alors qu'une école de rang dans cette même localité est construite pour 50 £ (200 \$). À la même période, les écoles modèles des villages de Pointe-du-Lac et de Sainte-Geneviève confiées à un personnel laïc valent chacune 500 \$. Dans les années 1870, la modeste école de rang de Saint-Sévère qui coûte au plus 185 \$ ne peut se comparer avec les couvents de Sainte-Ursule (1 200 \$) et Champlain (2 000 \$). La ville de Trois-Rivières évalue les deux bâtisses des frères des Écoles chrétiennes respectivement à 6 920 \$ et 7 307 \$ en 1876²⁰. L'école pièces sur pièces de Saint-Jacques-des-Piles (1888) est érigée pour 60 \$. Durant la dernière décennie, une école élémentaire coûte entre 160 \$ (Saint-Élie) et 565 \$ (Saint-Boniface) tandis que la petite ville de Louiseville, autrefois Rivière-du-Loup, érige une bâtisse en pierre de trois étages au coût de 20 000 \$. Finalement en 1900, Trois-Rivières reconstruit une école de garçons de trois étages évaluée à 8 000 \$. Le coût de construction, qui varie beaucoup, se reflète dans le type de construction, les dimensions de l'immeuble, du terrain, la qualité des matériaux employés et enfin dans les ornements architecturaux, etc.

26 pi et acceptera finalement une construction de 30 pi sur 26 pi. Le coût estimé pour le modèle du DIP (700 \$) paraissait trop élevé pour les revenus de la localité.

²⁰ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 2594, 1876.

Ainsi, les écoles se distinguent par leur apparence. À la campagne, « les petites écoles » du langage populaire, n'ont qu'un seul étage et sont généralement construites en bois, le logement de l'institutrice occupant parfois l'espace sous les combles de la bâtisse. Plus de cinq mille maisons de bois, soit 89 % des constructions, accueillent la grande majorité des élèves au Québec en 1896-1897²¹. Une autre catégorie d'immeubles, de brique ou de pierre comptant plusieurs étages, s'élève au cœur des villages et dans les villes. De forme rectangulaire, ils occupent un espace clos et bien délimité, bourdonnant et animé grâce à leur nombreuse population scolaire. Ainsi, l'externat mis en chantier par les Ursulines de Trois-Rivières, en 1857, mesure soixante pieds de front sur trente pieds de profondeur²². Les couvents et les écoles de frères de la Mauricie comprennent toujours une partie abritant le personnel enseignant.

Par ailleurs, la qualité de la construction est révélatrice du degré de richesse du milieu et du type d'enseignement qui y est dispensé. De l'architecture des bâtiments scolaires émane une caractérisation de l'enseignement. Ainsi, dans la « petite école » de rang à l'apparence modeste et aux dimensions réduites, on donne l'enseignement élémentaire (voir la figure 1). Dans les villages et les villes, les immeubles scolaires se démarquent de l'ensemble des constructions environnantes et témoignent de la volonté des contribuables d'offrir une instruction plus relevée. Les couvents et les écoles des frères manifestent souvent ce choix de façon plus marquée, tel qu'illustré à la figure 2.

²¹ *RSIP* 1896-1897, p. xvi.

²² ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 2966, 1857.

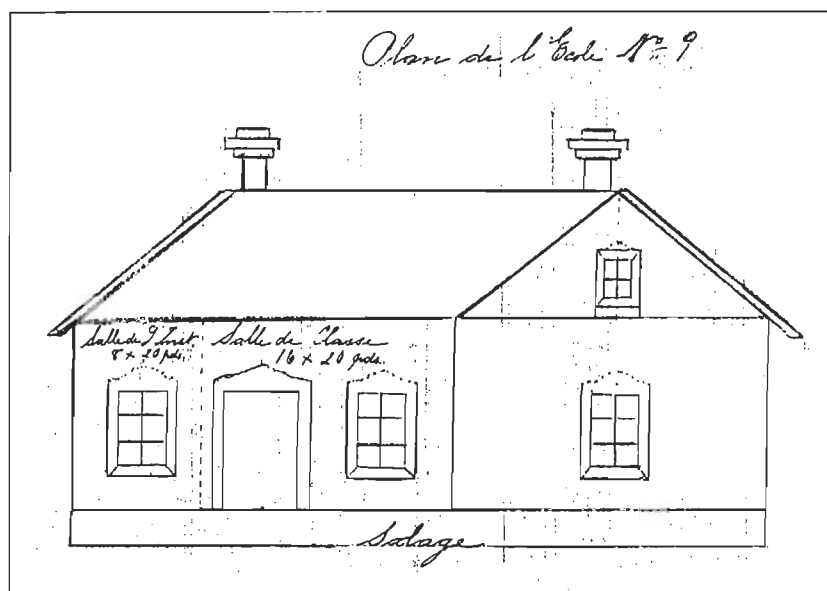


Fig. 1. Plan de la maison d'école n° 9, Saint-Didace
A.N.Q. Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 914, 1892.

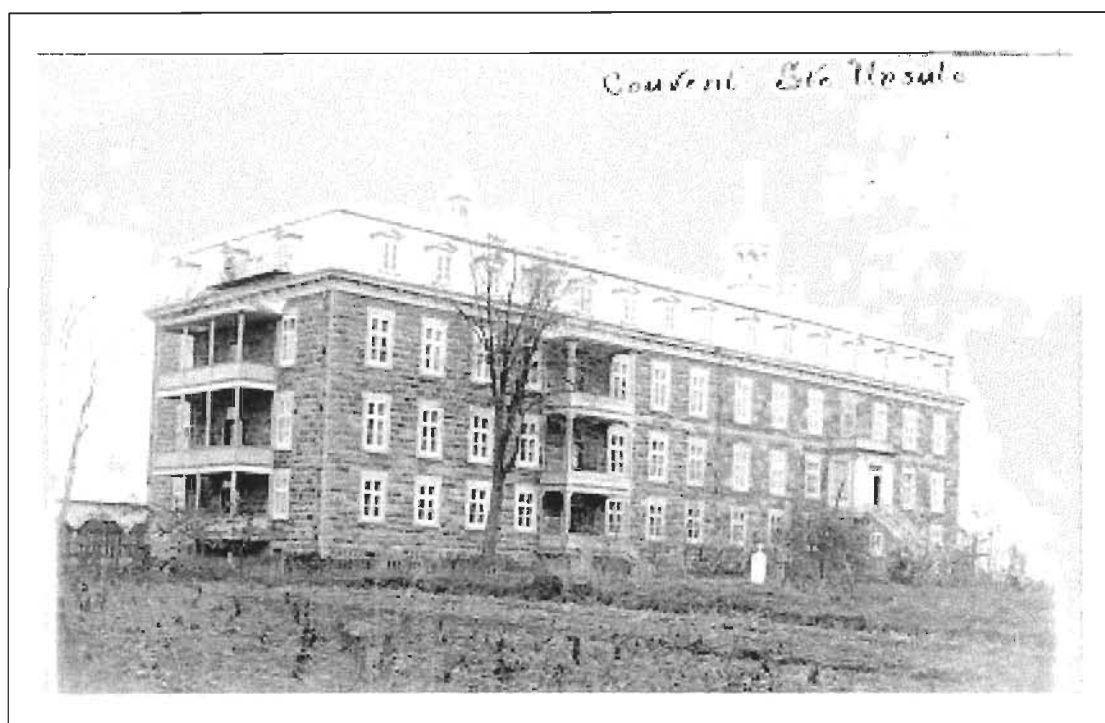


Fig. 2. Couvent de Sainte-Ursule (novembre 1891)
Archives des Sœurs de la Providence

Le choix de l'emplacement de chacun de ces établissements répond à certaines exigences : le centre de l'arrondissement pour la petite école ou la proximité de l'église, pour l'école modèle, le couvent ou l'école des frères. À Trois-Rivières, la première école de garçons (1831) avoisine l'église paroissiale tandis que les Ursulines dispensent, dès 1697, l'enseignement dans leur couvent. Les autres écoles se disperseront à travers les différents quartiers de la ville et au fur à mesure de son expansion.

Entre 1841 et 1856, le département de l'Instruction publique dispose de fonds spécifiques pour la construction des immeubles²³. Les corporations s'empressent de solliciter une aide financière afin de développer leur réseau d'écoles. La corporation de Saint-Maurice peut ainsi faire construire quatre écoles, celle de Saint-Didace, deux. Yamachiche, pour sa part, en profite pour faire financer une partie des coûts de construction d'un couvent et de réparation d'une maison en vue d'y installer une école de frères. À Trois-Rivières, les Ursulines reçoivent également une subvention tout comme les commissaires pour l'école confiée aux frères des Écoles chrétiennes. En outre, la générosité de quelques curés permet, on l'a vu, la construction d'écoles modèles ou de couvents dans différentes localités rurales.

Après 1856, les corporations doivent supporter entièrement les coûts de construction. Les municipalités pauvres sont les seules à faire exception à la règle et à pouvoir obtenir une aide financière à cet effet. Des commissaires entreprennent de nouvelles constructions malgré tout, quoique certaines corporations préfèrent acheter une

²³ Dès la mise en place de la loi de l'instruction publique de 1841, le département de l'Instruction publique dispose d'un fonds spécial pour bâtisse d'écoles. Ce fonds sera renouvelé jusqu'en 1855 puisque dans son rapport annuel P.-J.-O. Chauveau rappelle qu'une somme de 30 000 £ a été votée à cet effet. En 1856, cette subvention disparaît. Seules les localités pauvres pourront recevoir une aide financière pour la construction à même le fonds pour municipalités pauvres.

maison déjà construite qui, une fois réaménagée, conviendra pour son nouvel usage. En 1853, l'inspecteur Petrus Hubert dénombre, dans les trois comtés de la Mauricie, 81 écoles publiques. Cinquante-sept d'entre elles, dont une en construction, appartiennent aux corporations scolaires. En 1872-1873, des 160 écoles en opération, 124 sont la propriété des commissaires. À la fin du siècle, 254 maisons d'école appartiennent aux corporations scolaires et on ne note plus que trois locations²⁴.

Les normes architecturales

Pour la période allant de 1853 à 1876, les maisons d'école sont construites d'après les spécifications établies par chacune des corporations scolaires. Ainsi, Édouard Hamelin, marchand de Saint-Barthélemy, s'engage, en 1858, par acte notarié à « faire ou faire faire, à dire d'experts et gens à ce connaissant, tous les ouvrages de charpenterie, menuiserie, serrurerie, vitrerie et autres décrits et mentionnés au devis ci-annexé²⁵ ». Les corporations ne subissent pas tellement de contraintes, si ce n'est que les écoles doivent être dans « un état de propreté parfait, convenablement aérées et chauffées selon les circonstances » ni trop chaudes, ni trop froides²⁶.

La parution dans le *Journal de l'Instruction publique* (1857) d'une série d'articles sur l'architecture des écoles – sorte de condensé en matière de construction – fournit alors aux corporations plusieurs plans d'immeubles et précise surtout de manière détaillée comment les ériger et comment concevoir leur aménagement. Ces plans de bâtiments ouvragés et magnifiques, d'inspiration américaine, ne semblent pas avoir influencé

²⁴ RSIP 1900-1901, p. 238-241.

²⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Didace, document n° 1819, 1858. Le devis n'apparaît pas dans les archives ayant été vraisemblablement retourné à la corporation.

²⁶ Circulaire n° 9 de Jean-Baptiste Meilleur en date du 15 juin 1846.

l'aspect extérieur des maisons d'école du monde rural. Cependant, les commissaires ou les secrétaires-trésoriers, chargés bien souvent d'élaborer les devis de construction, ont pu s'inspirer des informations contenues dans ces articles et être plus précis dans leurs spécifications concernant, par exemple, la ventilation des maisons ou l'aménagement intérieur²⁷.

Rarement recourt-on, au sein des corporations, officiellement du moins, à un architecte pour concevoir un immeuble scolaire rural. Un seul à notre connaissance, Ludger Jobin, architecte et maire de Sainte-Anne-de-la-Pérade, produit des plans pour une maison de deux étages en brique rouge qui accueillera les frères du Sacré-Coeur (1886)²⁸. Théophile Magnan, secrétaire-trésorier de Sainte-Thècle, dresse le plan d'une école dont le coût s'élève à 800 \$, s'inspirant sans doute des règlements du conseil de l'Instruction publique²⁹. Quelques curés préparent aussi des plans et devis comme Didier Paradis de Pointe-du-Lac (1858) ou Jean-Baptiste Grenier de Saint-Tite (1897). D. Paradis décrit sa maison d'école comme une « batisse solide et qui sera durable, j'espère, c'est à quoi je me suis appliqué dans cette construction, les enfants y sont à l'aise³⁰. » Le curé est très fier de cette maison de « 38 pi sur 30 », au toit surmonté d'un petit clocheton recouvert en fer blanc, avec une cloche de « 40 livres³¹ ». Fait maintenant plus rare, il a obtenu une aide financière du gouvernement

²⁷ Le savoir-faire des entrepreneurs du XIX^e siècle a d'ailleurs été étudié par Jacques Dorion dans son ouvrage intitulé *Les écoles de rang au Québec*, Montréal, Éditions de l'homme, 1979.

²⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Anne-de-la-Pérade, document n° 470, 1886. Lettre du 28 avril. Monsieur Ludger Jobin est identifié comme architecte et maire de Sainte-Anne-de-la-Pérade dans un répertoire des adresses de 1884.

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 290, 1893.

³⁰ ANQ, Correspondance reçue de Pointe-du-Lac, document n° 2416, 1858 : lettre en date du 9 octobre.

³¹ Ces mesures en système métrique équivalent à une maison de 11,58 m sur 9,14 m et la cloche est de 18,12 kilogrammes. Rappelons qu'un pied équivaut à 0,3048 m. et une livre à 0,450 kg. Nous utiliserons, de préférence, le système de mesures anglais en usage au 19^e siècle.

pour ce projet. Le curé Grenier, quant à lui, travaille à l'élaboration des devis de l'école des frères de sa paroisse et fournit à l'architecte Elzéar Charest, du ministère des Travaux publics, quelques dessins en vue de la préparation de plans plus formels.

Les contrats de construction sont ordinairement adjugés au plus bas soumissionnaire ou attribués tout simplement à un entrepreneur choisi par la corporation. Un amendement à la loi, en 1887-1888, interdit aux commissaires d'entreprendre des travaux pour le compte de la corporation scolaire à laquelle ils appartiennent. Cette prescription met donc fin à l'habitude de certains commissaires de s'octroyer des contrats de construction ou de réparation d'école. D'autres organisent des corvées pour charroyer les matériaux ou lever le carré de la maison afin de réduire les coûts. Une somme de 25 \$ est ainsi épargnée selon le président de la corporation de Saint-Sévère, en 1876³². La corporation a prélevé par cotisation extraordinaire la somme de 80 \$ et espère recevoir autant du fonds des municipalités pauvres comme aide à la construction.

Soucieux d'implanter des normes architecturales, le surintendant Gédéon Ouimet propose avec succès, en 1876, d'amender la loi afin d'obliger les municipalités à construire des maisons d'école qui répondront aux trois règles les plus élémentaires de l'hygiène, c'est-à-dire des maisons bien ventilées laissant à chaque élève un volume de cent pieds cubes d'air, un aménagement intérieur mieux conçu et un mobilier comprenant des sièges à dossier.

Les règlements du conseil de l'Instruction publique établissent, pour leur part, les normes dans le calcul de la superficie des salles de classe. Il faut prévoir « trois pieds

³² ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 2370, 1876.

carrés ou neuf pieds de superficie par élève, y compris l'espace à laisser pour l'estrade, les armoires, les bibliothèques, etc., etc. La hauteur d'un plancher à l'autre devra être de dix pieds au moins³³. » Ventilation, chauffage, vestiaires ainsi que les lieux d'aisances font tour à tour l'objet de directives. Mais la mesure la plus importante demeure l'obligation pour les corporations scolaires de faire approuver leurs plans lors de la construction des écoles. Cette standardisation affecte les corporations à deux niveaux, car elles subissent une perte d'autonomie et doivent absorber un surplus de dépenses occasionnées par ces nouvelles normes.

Dans une circulaire aux commissaires de mars 1877, le surintendant décrit la maison d'école idéale, jolie et hygiénique qui ne grèvera pas trop le budget scolaire. Selon lui, une école élémentaire ne devrait pas coûter plus de 1 600 \$ et une école modèle ou académique au maximum 3 000 \$. En pratique, Ouimet encouragera surtout les corporations à produire des plans qui, une fois soumis pour approbation, seront souvent modifiés afin de répondre aux normes du département de l'Instruction publique.

Le surintendant ne laisse passer aucune occasion pour diffuser sa réforme de l'architecture scolaire, elle-même arrimée à un mouvement international, aime-t-il à le souligner dans ses rapports annuels. Quelques années plus tard, de nouvelles normes du conseil de l'Instruction publique (1894) imposent dorénavant quinze pieds de superficie par élève et, pour chaque enfant, on doit compter cent cinquante pieds cubes d'air.

³³ RSIP 1876-1877, *Règlements du conseil de l'Instruction publique*, p. 371. Dans une circulaire adressée aux commissaires d'écoles en date du 10 mars 1877, le surintendant précise que « L'hygiène veut que chaque enfant ait neuf pieds carrés de plancher et cent pieds cubes d'air respirable », voir le *Journal de l'Instruction publique*, vol. 21, n° 3, p. 37.

Dans la foulée de cette nouvelle réglementation, le département de l'Instruction publique décide d'offrir gratuitement, à compter de 1896, des plans préparés par des architectes du ministère des Travaux publics. On y propose des maisons d'école élémentaire à des coûts variant entre 250 \$ et 3 000 \$, pour un nombre de 20 à 80 élèves³⁴. Ces plans conviennent surtout pour le milieu rural. Sans obligation de la part des corporations à les adopter, ils permettent toutefois d'obtenir rapidement des modèles d'école tout en favorisant, sans aucun doute, la normalisation tant souhaitée par le département. Par le biais de ces immeubles bien construits et confortables, le surintendant Boucher de La Bruère (1894-1985) rêve même d'amorcer une réforme des habitations rurales.

Les corporations éprouvent certaines difficultés à s'ajuster à ces exigences. Afin de respecter la norme des dix pieds entre les deux planchers, ou celle concernant les dimensions de la maison, elles doivent effectuer des réparations d'envergure aux maisons déjà construites dans leur localité. Lors de l'instauration de la première réglementation (1876), il existe un parc de maisons d'école dont certaines sont encore bonnes pour plusieurs années³⁵. Ce n'est qu'au fur et à mesure du vieillissement des immeubles et à la faveur d'importantes réparations devenues inévitables que les commissaires apporteront les modifications nécessaires, entre autres l'exhaussement du carré et l'agrandissement de la salle de classe et du logement attenant.

Cependant, les commissaires ont tendance à ne pas construire suffisamment grand. Il arrive fréquemment que le surintendant corrige les devis présentés par les corporations en rectifiant les dimensions proposées : la hauteur des murs s'allonge

³⁴ Le *RSIP* 1895-1896 contient cette série de plans de maisons d'école. Le Département ajoutera d'autres plans afin de répondre plus adéquatement aux besoins des corporations.

³⁵ L'inspecteur Ambroise Tétreault estime à quarante ans la durée de vie d'une maison d'école. Voir *RSIP* 1882-1883, p. 146.

d'un pied ou deux et le logement de l'institutrice doit souvent être agrandi, surtout s'il est adjacent à la classe. L'exiguïté des maisons apparaît comme le défaut le plus répandu, selon les inspecteurs des écoles. En 1877-1878, l'inspecteur Tétreault note que la plupart des écoles n'ont pas le tiers de l'espace nécessaire aux enfants. Seize ans plus tard, il constate que depuis son entrée en fonction les habitudes n'ont guère changé :

Sur une trentaine de maisons neuves [...] la moitié ne répond plus aux besoins des arrondissements, par suite d'une augmentation de la population, que les intéressés n'ont pu manquer de prévoir, pourtant à moins d'être aveugles. On a bâti ces écoles pour le besoin du jour, sans s'occuper du lendemain, et ces maisons sont à recommencer³⁶.

Pour sa part, Évariste Béland souligne aussi, en 1898-1899, qu'un « bon nombre » d'écoles n'ont pas les dimensions voulues ; son collègue J.-O. Thibault pour le comté de Champlain et en partie pour celui de Portneuf en dénombre 87 trop petites sur 152, soit 57 %. L'année suivante, le pourcentage grimpe à 67 %.

Ce problème d'exiguïté des écoles n'est pas le propre du monde rural. À maintes reprises, les écoles de Trois-Rivières souffrent d'un manque de places. Des pressions de la part de l'évêque ou de l'inspecteur forcent la corporation à entreprendre des projets de construction et d'ajouts aux immeubles surpeuplés. À l'instar de leurs collègues de la campagne, les commissaires-conseillers évaluent incorrectement les besoins en matière d'espace. L'école des frères dans le quartier Saint-Philippe est érigée en 1874. L'année suivante, il faut y ajouter un étage³⁷.

En 1900-1901, la proportion des salles de classe respectant la norme de 150 pieds cubes d'air par enfant est de 30 % pour le comté de Champlain, de 20 % pour celui de

³⁶ *RSIP* 1893-1894, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 96.

³⁷ *Le Patrimoine trifluvien*, bulletin historique, n°5, avril 1995, p. 12.

Maskinongé et de 11 % pour le comté de Saint-Maurice. Par contre, les écoles de Trois-Rivières respectent la prescription dans une proportion de 52 %. Dans le comté de Saint-Maurice qui affiche les moins bonnes performances, 62 % des classes offrent moins de 100 pi cubes d'air et 50 salles sur un total de 63 n'ont pas une bonne ventilation. La situation n'est guère meilleure pour le comté de Maskinongé car 56 des 74 salles de classe souffrent de cet état de chose.

Cette situation s'explique, en partie, par les calculs parcimonieux que font les commissaires lorsqu'il s'agit de déterminer les dimensions de l'école. Ils considèrent le nombre moyen d'élèves assidus plutôt que la totalité des élèves inscrits et ceux qui, dans un avenir rapproché, fréquenteront l'école. Il en résulte des écoles trop petites où, les jours d'affluence, les enfants sont entassés les uns sur les autres. Tant à la ville qu'à la campagne, l'évaluation des besoins s'appuie sur la clientèle du moment et non sur une projection démographique de la population écolière.

Un tel souci d'économie perceptible lors de la mise en place des projets de construction, persiste aussi dans l'entretien général des écoles. Sur ce point encore, les commissaires ne semblent pas partager entièrement les idéaux des promoteurs de l'éducation. Les conditions de vie dans les écoles apparaissent parfois très éloignées des normes gouvernementales.

L'état des écoles

Petite ou grande, de construction récente ou ancienne, la « maison d'école » nécessite un entretien régulier afin d'assurer au personnel et aux élèves un minimum de confort propice à l'étude. Prévoyante à cet égard, la législation invite les commissaires à nommer des régisseurs pour les aider à « tenir en bon ordre les biens meubles et

immeubles [...] ». Voisins de l'école, ceux-ci sont chargés de surveiller la bâtisse, d'informer la corporation des réparations à effectuer et de s'assurer que les écoles sont bien chauffées et propres. Que les commissaires aient recours ou non à de tels « collaborateurs », l'état des maisons d'école n'est pas jugé toujours satisfaisant et l'intervention de l'inspecteur des écoles s'avère l'ultime recours pour exiger de la corporation certaines réparations ou améliorations.

La lecture des procès-verbaux des corporations scolaires rurales des villages de Champlain et de Saint-Narcisse laisse entrevoir que l'entretien des écoles ne fait pas l'objet de résolutions formelles. Par contre, les commissaires-conseillers de Trois-Rivières inscrivent fréquemment dans leur registre les demandes de réparations faites par le personnel enseignant. La création d'un comité de cinq personnes chargé de la visite des écoles, en mai 1878, n'empêche pas le frère directeur de déposer, en juillet de chaque année, sa propre liste de travaux à faire pour les écoles de garçons. Si l'intérêt des commissaires trifluviens vient à fléchir, l'inspecteur des écoles demande la convocation d'une séance extraordinaire sur ce sujet, comme en janvier 1883. Finalement, en juillet 1898, la responsabilité de la visite des écoles semble revenir à l'inspecteur municipal. À partir de l'expérience qu'ils ont acquise sur le plan municipal, les conseillers accordent beaucoup d'attention à l'entretien des édifices scolaires qui sont fréquentés par un grand nombre d'élèves.

Dans les villages, les immeubles des communautés religieuses affichent des traits qui les apparentent aux constructions dans les villes à cause de leurs dimensions et de leurs nombreux résidants. Par ailleurs, les communautés imposent aux corporations leurs propres exigences en matière d'espace, voire d'aménagement. L'inspecteur Hubert recommande d'ailleurs aux commissaires de Trois-Rivières de recourir au frère directeur pour « les dispositions intérieures » de la nouvelle école (1871) car il

pourra « habilement et économiquement » les aider³⁸. Cependant, lorsque les commissaires tardent trop à réparer un édifice selon ses spécifications, il arrive qu'une communauté préfère partir. Ainsi, les frères du Sacré-Cœur quittent le village de Sainte-Anne-de-la-Pérade pour n'y revenir que trois ans plus tard (1887) lorsque la corporation aura construit une maison convenable dotée de classes spacieuses³⁹. Pour sa part, la corporation du village de Champlain cède le couvent aux religieuses du Bon Pasteur afin qu'elles gèrent elles-mêmes l'immeuble.

Tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'état des maisons d'école présente beaucoup de disparités. Il s'en trouve d'excellentes qui sont l'objet de félicitations du surintendant ou de l'inspecteur comme il en existe dans un « état lamentable ». Pour ces dernières, les qualificatifs ne manquent pas : « maisons trop vieilles », « presque en ruine », « médiocres », « bien pauvres » ou « tenue générale des pires ». Certaines maisons nécessitent une nouvelle toiture ou un nouveau plancher mais d'autres présentent un état complet d'abandon : bâtisse, mobilier et lieux d'aisance apparaissent défectueux simultanément. Les corporations négligentes ou surtout pauvres reportent sans cesse les dépenses à une prochaine année.

Antérieurement aux règlements de 1876 touchant l'architecture, la correspondance comporte quelques commentaires sur l'état des maisons d'école. Ces remarques émanant de contribuables ou de membres du personnel enseignant, de l'inspecteur ou de quelques régisseurs, servent d'arguments en faveur soit d'une reconstruction indispensable ou démontrent l'urgence d'effectuer quelques réparations essentielles. L'instituteur Olivier Aubry de Maskinongé affirme, en 1853, que son école est en

³⁸ Registre des procès-verbaux de la Corporation de Trois-Rivières, 28 novembre 1871, Archives de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy.

³⁹ *RSIP* 1887-1888, Rapport de David Lefebvre, p. 34.

mauvais état et tellement froide que les élèves devaient, les années précédentes, garder leur manteau⁴⁰. Exaspéré par l'inaction des commissaires de Dumontier, l'inspecteur Petrus Hubert qualifie l'école du village de « grange » où l'institutrice et les élèves exposent leur santé⁴¹. Règlements ou pas, les vieilles habitudes persistent puisque Vénérande Douville-Veillet, dans son témoignage sur ses premières années d'enseignement au début du XX^e siècle, relate, elle aussi, qu'en hiver « il nous fallait souvent garder nos manteaux, nos capuchons et nos grands bas, pour nous protéger de l'air glacial⁴² ».

En réponse aux doléances, le surintendant n'exige pas sur-le-champ toutes les améliorations souhaitées. Il se montre tolérant, faisant preuve de cette même patience dont doivent s'armer les contribuables, attendant parfois cinq ans la mise en marche d'un projet de construction ou de réparations. Les corporations prétextent souvent un manque d'argent pour retarder les travaux. Et le chef du département de leur rappeler invariablement de percevoir les arrérages. Selon le secrétaire-trésorier Max Saint-Louis de Sainte-Ursule, les commissaires n'entreprennent les ouvrages que lorsqu'ils sont convaincus qu'ils sont inévitables⁴³.

La réglementation du dernier quart du siècle obligera davantage les localités à réparer et à entretenir les immeubles. En effet, dans sa première circulaire aux inspecteurs (1852), le surintendant restait plutôt vague quant à l'inspection de l'école et de ses dépendances : ordre et propreté étaient les seules exigences vaguement énoncées. Un

⁴⁰ ANQ, Correspondance reçue de Maskinongé, document n° 282, 1853.

⁴¹ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 2202, 1859 : lettre de Petrus Hubert, en date du 19 décembre.

⁴² Vénérande Douville-Veillet, *Souvenirs d'une institutrice de petite école de rang*, Trois-Rivières. Éditions du Bien Public, 1973, p. 10.

⁴³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 466, 1886.

vent de réforme donne lieu, en 1880, à une nouvelle version du bulletin d'inspection des écoles qui oriente le travail des fonctionnaires et instaure un véritable contrôle. L'état des lieux fera l'objet de commentaires à chacune des visites de l'inspecteur. Ambroise Tétreault, lors de sa première tournée d'inspection, en 1878, se montre insatisfait de la plupart des écoles de son district. Fort des nouveaux règlements et de son expérience personnelle, il expédie systématiquement des avertissements aux corporations scolaires contrevenant aux règlements. La retenue de la subvention qui est la mesure coercitive entre les mains du surintendant semble avoir raison des commissaires récalcitrants, puisque le surintendant se félicite de l'efficacité de ce nouveau mode de fonctionnement dans son rapport de 1884-1885. Une dernière disposition adoptée à la toute fin du XIX^e siècle rend obligatoire l'approbation par le fonctionnaire des nouvelles écoles aussitôt livrées par l'entrepreneur.

Le curé de Saint-Sévère trouve, toutefois, que l'inspecteur traite durement sa corporation. « Quand on est pauvre on fait comme on peut et non comme on veut », écrit-il en s'objectant à la retenue de la subvention⁴⁴. L'obligation d'effectuer des réparations ne touche habituellement que certaines écoles, avons-nous constaté à l'analyse des bulletins d'inspection. Rarement verra-t-on toutes les maisons d'une corporation faire l'objet de remarques négatives de la part des inspecteurs. Les commissaires semblent effectuer des travaux aux immeubles à tour de rôle ou vont au plus pressant et selon leurs moyens.

Cette attitude « raisonnable » de la part des commissaires s'explique en partie par la pauvreté qui affecte plusieurs localités du monde rural. Lors de l'instauration des normes, en 1876, sévit une crise financière qui frappe, durant une quinzaine d'années, de nombreuses paroisses vivant du commerce du bois et qui verront leur vie

⁴⁴ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 101, 1884.

économique régresser⁴⁵. L'argument maintes fois répété, « dès que les moyens pécuniaires le permettront », témoigne de l'attitude positive des commissaires face aux améliorations à apporter, prédisposition assujettie toutefois aux difficultés financières qui assaillent certaines corporations. Dans son rapport de 1877-1878, l'inspecteur Lefebvre note une forte quantité d'arrérages en raison de la crise mais souligne aussi « beaucoup de négligence ». Pour sa part, son collègue Tétreault note, en 1878-1879, qu'il a « trouvé chez les commissaires beaucoup de bonne volonté, en général, à accorder aux écoles tout ce que j'ai demandé. Il est bien vrai aussi que, prenant en considération la crise monétaire que nous traversons, j'ai cru devoir être conciliant et modéré dans mes exigences⁴⁶. »

Dès le début des années 1880, la situation s'améliore quelque peu en Mauricie. L'état des maisons d'école donne lieu à des rapports favorables de la part des deux inspecteurs. Saint-Didace, une des paroisses les plus pauvres du district d'Ambroise Tétreault, se démarque grâce à ses six maisons « toutes conformes aux règlements qui régissent la construction⁴⁷. » Chaque année, remarque-t-il encore, « on voit disparaître un certain nombre de ces maisons basses et malsaines⁴⁸. » Ce « courant progressif sûr, bien qu'un peu lent », de commenter David Lefebvre en 1891-1892, concerne surtout les maisons d'école du monde rural appartenant aux corporations. Cependant, par manque d'entretien régulier, les écoles de Saint-Didace, jadis citées en exemple, ne se méritent plus, en 1900-1901, qu'une note de $5\frac{2}{3}$ sur 10 lors de l'évaluation annuelle de l'inspecteur.

⁴⁵ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Boréal Express, Montréal, 1984, p. 138.

⁴⁶ RSIP 1878-1879, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 116-117.

⁴⁷ RSIP 1882-1883, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 146.

⁴⁸ RSIP 1885-1886, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 96.

Une analyse de la rubrique « État des maisons d'école, des dépendances, etc. » du tableau classification des corporations, pour l'année 1900-1901, démontre que l'état des maisons d'écoles présente encore beaucoup de diversité. La corporation de Trois-Rivières affiche les meilleures performances des municipalités scolaires du district Maskinongé-Saint-Maurice. Sans nul doute que la surveillance attentive des immeubles et du mobilier amène Ambroise Tétreault à donner la meilleure « note » aux écoles trifluviennes. Dans le district Champlain-Portneuf, les corporations « séparées » des villages de Sainte-Anne-de-la-Pérade, de Saint-Tite et de Champlain qui obtiennent toutes trois un 9 sur 10. Celles-ci, favorisées par le peu d'écoles à entretenir et de surcroît prises en charge par des congrégations enseignantes, détiennent, à leur tour, les premières places lors de l'évaluation de David Lefebvre. Dans les trois comtés, la majorité des corporations se voient attribuer des notes inférieures à six, soit 76 % d'entre elles dans le comté de Champlain et 75 % des corporations dans celui de Maskinongé. Toutes les corporations du comté de Saint-Maurice sont cotées 5 et moins.

Si nous poursuivons la comparaison entre les comtés, pour l'année 1900-1901, sur la base d'une note moyenne obtenue à la rubrique « État des maisons d'écoles » pour chacun d'eux, (voir le tableau 6.1), on constate, qu'en général, la condition des bâtisses paraît tout juste convenable aux inspecteurs dans les comtés de Champlain et de Maskinongé et plutôt médiocre dans celui de Saint-Maurice.

Inconfort et surpeuplement ne sont pas l'apanage unique de certaines écoles mauriciennes. Dans le comté ontarien de Prescott, 72 % des écoles, en 1878, sont construites en bois ou en rondins et sont ordinairement mal ventilées et trop petites. Les normes gouvernementales de l'Ontario recommandent pourtant des

TABLEAU 6.1

**Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique
« État des maisons d'écoles, des dépendances, etc. »
pour l'année 1900-1901**

Comté	N ^{bre} de corporations	N ^{bre} d'écoles	Note moyenne sur 10 ¹
Champlain	25	131	5,28
Maskinongé	12	61	5,22
Saint-Maurice ²	11	59	3,99
Ville de Trois-Rivières	1	7	8

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901*, Rapport des inspecteurs Évariste Béland, p. 8-10 et J.-O. Goulet, p. 48-51.

¹ La note moyenne est obtenue en additionnant toutes les notes attribuées aux corporations d'un comté donné et en divisant par le nombre de corporations comprises dans ce comté.

² La corporation de Trois-Rivières est exclue afin de comparer uniquement les corporations de milieu rural.

constructions de brique ou de pierre⁴⁹. Dans l'Ouest de la France, on observe également une grande diversité dans l'état des bâtisses. Au début des années 1880, « si le réseau d'écoles est satisfaisant dans son ensemble, il reste beaucoup à faire dans le domaine de l'environnement scolaire [...] certaines écoles des Deux-Sèvres devraient être interdites pour cause d'insalubrité. Dans le Morbihan, 110 écoles sur les 559 existantes devraient être reconstruites⁵⁰. » En Suisse, une volonté énergique se manifeste dans le dernier tiers du XIX^e siècle pour faire de l'école un véritable *palais du peuple* où l'élève s'y trouvera mieux qu'à la maison⁵¹. Dans le canton de Vaud, un courant moderniste veut enrayer l'insalubrité des écoles et répandre dans les localités une culture esthétique⁵². La législation la plus efficace entrera en vigueur en 1890 visant à améliorer le chauffage et les latrines dorénavant pourvues d'eau⁵³.

⁴⁹ Chad Gaffield, *Language Schooling, and Conflict. The Origin of the French-Language Controversy in Ontario*. McGill-Queen's University Press. Kingston and Montreal, 1987, p. 110-112.

⁵⁰ Gabriel Désert, « Alphabétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au 19^e siècle », dans *The Making of Frenchmen : Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*, Donald N. Baker et Patrick J. Harrigan, dir., Historical Reflections Press, Waterloo, Ont., 1980, p. 166-167.

⁵¹ Geneviève Heller, « Tiens-toi droit! ». *L'enfant à l'école primaire au 19^e siècle : espace, morale, santé. L'exemple vaudois*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, p. 18.

⁵² *Ibid.*, p. 68.

Néanmoins, le succès de la mission étatique reste tributaire des moyens financiers des communes, ce qui donne à penser que dans certaines localités les conditions rêvées sont encore un objectif à atteindre⁵⁴.

Étant donné la pauvreté de certains arrondissements, les commissaires sont parfois contraints de louer une maison ou une pièce dans une habitation. Les critères habituels d'espace, d'éclairage ou de bien-être deviennent alors plus difficilement applicables.

La location d'une pièce ou d'une maison

La location d'une pièce dans une résidence ou plus rarement d'une maison entière demeure une solution provisoire pour les commissaires et les contribuables. Si la loi de 1860 mentionne la possibilité « de louer temporairement ou d'accepter gratuitement des maisons ou autres bâtiments pour tenir l'école », cette mesure disparaît par la suite. En 1883, la corporation de Saint-Didace doit même demander au surintendant la permission de louer un local pour y installer l'école n° 2.

Un des avantages de la location est de mettre une école sur pied même si l'arrondissement ne dispose pas des moyens pécuniaires pour ériger une maison d'école. Ce choix n'est pas l'apanage exclusif des nouvelles corporations scolaires. Les contribuables-défricheurs des nouveaux territoires dans des paroisses anciennes du monde rural recourent souvent à cette solution. Les commissaires essaient, dans la mesure du possible, de trouver un local aux dimensions convenables pour le nombre

⁵³ *Ibid.*, p. 60.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 282.

d'enfants susceptibles de fréquenter l'école, idéalement situé au centre de la population ou de l'arrondissement.

À Saint-Sévère, en 1878, l'école n° 2 se tient dans l'unique local disponible dans l'arrondissement, soit une chambre à coucher encombrée d'un lit et d'un coffre. L'institutrice et près d'une dizaine d'élèves se partagent l'espace du mieux qu'ils le peuvent⁵⁵. Dans cette localité qui bénéficie depuis quelques années déjà d'une subvention provenant du fonds des municipalités pauvres, trois écoles sur quatre sont localisées dans des locaux loués.

La location est loin d'être une solution permanente. L'école se déplace parfois au gré des circonstances. Les commissaires peuvent vouloir changer de local dans l'espoir d'en trouver un plus convenable ou sont obligés de reloger l'école lorsqu'un propriétaire met fin au contrat. À la suite de plusieurs déménagements, la corporation de Sainte-Geneviève, de concert avec les contribuables de l'arrondissement n° 7, décide enfin de construire. Ailleurs, comme à Saint-Tite (1866), les citoyens ne veulent plus avoir à payer un loyer annuel fixé à 13 \$ et réclament la construction d'une école⁵⁶.

En 1900-1901, on ne recense qu'une location pour la ville de Trois-Rivières et deux dans le district de Champlain-Portneuf. L'inspecteur décrit une de ces deux classes de la manière suivante :

⁵⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Sévère, document n° 1056, 1876 et document n° 466, 1878 : Bulletin de l'inspecteur en date du 14 mars.

⁵⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 1963, 1866 : lettre en date du 26 octobre du président Pierre Mercure.

[...] chaque enfant n'a que de trente à quarante pieds cubes d'air; pas un banc, pas une seule table dans la salle de classe; tous les écoliers assis sur des chaises, semblables à des spectateurs qui assistent au théâtre, avec cette différence que ces derniers viennent pour entendre jouer la tragédie ou la comédie, et que les premiers, les élèves, viennent pour entendre crier et pleurnicher quatre ou cinq marmots du ménage qui a loué la chambre ci-dessus indiquée⁵⁷.

Ces conditions extrêmes mettent en évidence la pauvreté de certains arrondissements incapables de construire leur école et de fournir aux élèves un environnement sain et agréable.

Les immeubles scolaires répondent donc à des degrés divers aux normes de construction fixées par le département de l'Instruction publique. Dans un grand nombre d'écoles, le mobilier scolaire manque ou n'est pas adapté aux besoins des écoliers ou est désuet et inconfortable. .

Le mobilier scolaire

Dans la majorité des écoles élémentaires de la Mauricie, le mobilier en usage est constitué de longues tables de dix à douze pieds occupées par une dizaine d'élèves regroupés sur des bancs collectifs, avec ou sans dossiers. Héritage de l'enseignement mutuel⁵⁸, cet ameublement de confection facile et peu coûteux semble satisfaire parfaitement les corporations scolaires. Elles mettront beaucoup de temps à opter pour la table individuelle, adaptée à la taille des élèves, préconisée à l'origine par les enseignants religieux en vertu de principes d'hygiène et de règles simples de moralité⁵⁹. Ce meuble symbolise le progrès et est recommandé par le département de

⁵⁷ RSIP 1900-1901, Rapport de J.-O. Goulet, p. 49.

⁵⁸ Geneviève Heller, « *Tiens-toi droit!* », p. 82. Les explications concernant l'enseignement mutuel est donné au chapitre 8.

⁵⁹ Bernard Toulrier, « Les modèles de l'architecture scolaire », p. 3-5.

l'Instruction publique qui entreprend une campagne en faveur du renouvellement de l'ancien mobilier. Elle n'aura que peu d'écho dans les localités.

La campagne en faveur d'un ameublement mieux adapté est mise en marche par le surintendant Chauveau, dès 1856. Dans son deuxième rapport annuel, il annonce alors son intention d'imposer, à compter de 1859, l'utilisation de tables semblables à celles que l'on utilise dans les écoles normales, c'est-à-dire, des pupitres individuels. Il accorde un délai de trois ans aux corporations « afin que l'on ait le temps de s'y préparer » tout en soulignant l'urgence de remplacer ces « bancs sans dossiers et les tables sur lesquelles les élèves sont obligés de se tenir trop penchés [car ils] sont funestes à la santé et causent chez les enfants faibles la consommation ou des difformités physiques ». Le *Journal de l'Instruction publique* diffuse l'année suivante quelques modèles de pupitres dont celui dessiné par l'architecte américain Henry Barnard. Le pupitre idéal permet à l'élève de toucher le plancher avec ses pieds, d'avoir les genoux à angle droit et de s'appuyer à un dossier incliné.

Dans le sillage de la nouvelle loi de 1876, le successeur de Chauveau poursuit la campagne en faveur des nouveaux meubles scolaires. Gédéon Ouimet rappelle, dans sa circulaire de mars 1877, les conditions exigées par l'hygiène pour la fabrication d'un mobilier proportionné à la taille des élèves, soulignant que les sièges individuels, plus confortables, assurent aussi « la sauvegarde des bonnes mœurs ».

L'amélioration de l'ameublement au sein des corporations se fait lentement puisqu'elles ne sont pas tenues de faire approuver leur choix de mobilier. Une mesure prescrite par les règlements du conseil de l'Instruction publique (1894, article 108), stipulant que les « longues tables devraient être remplacées par des pupitres, d'une, de deux ou de trois places » est assouplie, par la suite. Les règlements de 1906, voire

ceux de 1919 n'exigent le mobilier normalisé qu'au moment du renouvellement de l'ancien. Ces mesures s'ajustent aux possibilités financières de certaines corporations incapables de changer tout le mobilier scolaire d'un seul coup et s'adaptent également au refus d'autres corporations de changer ce qui peut encore servir.

Avant les années 1870, la correspondance fait peu de cas du mobilier scolaire. Dans une de ses lettres, le curé Didier Paradis décrit avec fierté la nouvelle école du village de Pointe-du-Lac parce qu'il a doté la classe « de tables avec pupitres pour chaque enfant ». Le secrétaire-trésorier de Rivière-du-Loup informe également le département, en 1860, de l'installation à l'école modèle « de nouveaux bancs et tables sur un plan amélioré et très confortables pour les élèves⁶⁰. »

L'ameublement est habituellement fabriqué par un menuisier des environs selon les directives du secrétaire-trésorier ou par « les amis de l'éducation » comme à Saint-Narcisse⁶¹. La corporation de Trois-Rivières confie, pour sa part, à Adolphe Duval, charpentier et Antoine Marineau, menuisier, la fabrication du mobilier d'une valeur de 210 \$ pour la nouvelle école de garçons (1874)⁶². En 1894, le secrétaire de Saint-Alexis conçoit un intérieur de classe constitué de quatorze tables placées face à face, la tribune étant située soit à la gauche ou à la droite des enfants⁶³. C'était une conception dépassée compte tenu des normes suggérées dès 1857.

⁶⁰ ANQ, Correspondance reçue de Rivière-du-Loup, document n° 324, 1860 : lettre de L.-G. Bourret, secrétaire-trésorier.

⁶¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 2974, 1857 : lettre de Augustin Cossette, président *et al.*

⁶² *Guide de la cité et du district de Trois-Rivières*, pour les années 1867-68 et pour 1880.

⁶³ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Alexis, document n° 805, 1894 : plan de la maison d'école n° 1 en date du 2 mai.

Le coût du mobilier manufacturé paraissait-il trop élevé aux commissaires? On peut constater dans le *Journal de l'Instruction publique*, en 1878, que le département est dépositaire de trois types de sièges à des prix variant entre 3,75 \$ pour le pupitre simple et 6,00 \$ pour celui pouvant accommoder trois élèves⁶⁴. Au tournant du siècle, un mobilier pour une école de rang de trente élèves coûte, selon le surintendant, entre 45 \$ et 50 \$. Il doit comprendre trois grandeurs différentes, la moitié pour les petits élèves, un quart pour les élèves de taille moyenne et un quart pour ceux de grande taille⁶⁵. Les règlements du conseil de l'Instruction publique (1876) recommandent l'usage du cerisier pour la confection des dessus de tables. Azarie Lavigne emploie du frêne pour les bancs ou les tables, ce qui réduit le coût du mobilier (voir les figures 3 et 4). À l'occasion, le surintendant recommande certains manufacturiers dont il a les circulaires, soit W. F. Vilas de Cowansville ou la Canadian Office and School Furniture, une compagnie ontarienne⁶⁶.

Lors de ses visites, l'inspecteur porte attention à l'ameublement des écoles, il en viendra à en faire une évaluation systématique, comme nous le verrons un peu plus loin. Le fonctionnaire, soucieux du confort des élèves, indique parfois la manière de réparer un mobilier jugé inadéquat. P. Hubert recommande, en effet, aux commissaires de Yamachiche de « poser au-dessous du milieu de la table à écrire formée de trois planches non embouvetées, une barre de bois pour l'affermir, plus une planche au-dessous pour y mettre les livres, ardoises, cahiers et autres effets des

⁶⁴ *Journal de l'Instruction publique*, vol. XXII, n^{os} 4 et 5, avril et mai 1878, p. 51.

⁶⁵ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite-Nord, document n^o 1881, 1900.

⁶⁶ Jacques Dorion a retracé près d'une dizaine de fabricants de mobilier scolaire. Dans son ouvrage, on peut voir une illustration des pupitres Peerless de W. F. Vilas de Cowansville (1896) et un pupitre de facture artisanale. Vilas propose six grandeurs pouvant accommoder des élèves âgés entre 5 ans et 21 ans. *Op. cit.*, p. 221-223.



Fig. 3. Table à deux places avec banc à dossier. La table est en cerisier et le banc réversible en frêne. Le manufacturier précise que les pupitres de plus de 6 pi ont trois supports et ceux de 5 à 6 pi en ont deux. En 1878, ils se vendent respectivement 8,50 \$ et 7 \$. Ils sont fabriqués par Azarie Lavigne, 91 rue Saint-Laurent, Montréal. Photographie de Ludger Côté, du 184 rue Wolf, Montréal. Source : ANQ, Fonds E 13/565, Correspondance reçue de Montréal, document n° 861, 1878.

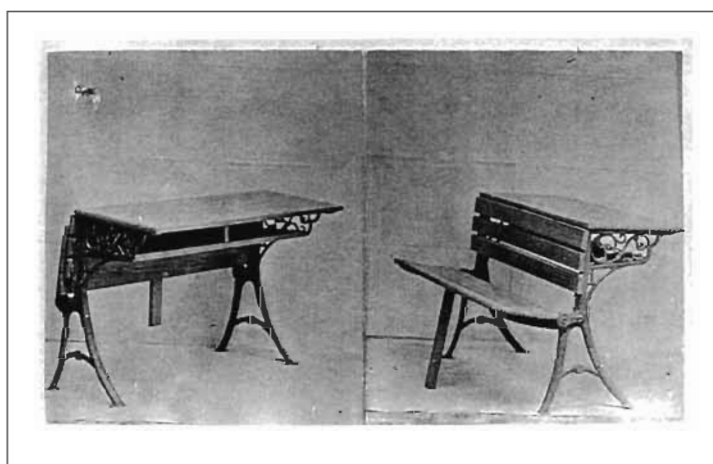


Fig. 4. Petite table et banc pour deux élèves. Azarie Lavigne fabrique aussi un pupitre en frêne uniquement au prix de 3,75 \$. Source : ANQ, Fonds E 13/565.

enfants⁶⁷. » En 1900, Évariste Béland, lors d'une tournée d'inspection à Trois-Rivières, recommande à la corporation de scier les pattes des bancs et des tables dans trois classes d'une école des frères, car les pieds des élèves ne touchent pas à terre.

La corporation de Trois-Rivières n'est pas plus encline à adopter le mobilier individuel que celles du monde rural. Le régisseur des écoles de Trois-Rivières, O.-Z. Hamel, recommande, lorsqu'il est question de la nouvelle école de filles dans le quartier Saint-Philippe (1883), la fabrication de nouveaux bancs pour une classe et l'installation de dossiers aux bancs d'une autre. Il termine son rapport en soulignant que les « bancs des autres classes pourront se renouveler au fur et à mesure que les besoins se feront sentir⁶⁸. » On ne prévoit donc pas, pour la nouvelle école, l'installation d'un mobilier neuf de type manufacturé. En 1900, l'inspecteur Béland en fait la promotion, espérant peut-être que la corporation le choisira pour sa prochaine école. La corporation semble hésitante à changer ses habitudes en matière de mobilier. Tant à la ville qu'à la campagne, règne le même esprit d'économie, c'est-à-dire, ne rien jeter qui soit encore bon.

Une brève recherche iconographique nous a permis de constater que les Ursulines possèdent encore, en 1914, un mobilier traditionnel. On peut voir, à la figure 5, les longues tables, un peu hautes, et les bancs dont les dossiers sont constitués de deux planches, une à la hauteur des reins et une à la hauteur des épaules, en usage dans leur couvent de Grand-Mère. Ce mobilier contraste avec les pupitres triples de l'externat de Trois-Rivières illustrés à la figure 7. Cet ameublement paraît luxueux comparé à

⁶⁷ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 2052, 1870 : lettre de Petrus Hubert en date du 7 décembre.

⁶⁸ Registre des procès-verbaux de la Corporation de Trois-Rivières, 20 mars 1883. Archives de la Commission scolaire du Chemin-du-Roy.



Fig. 5. Salle de classe, Couvent de Grand-Mère, 1914
Archives des Ursulines de Trois-Rivières

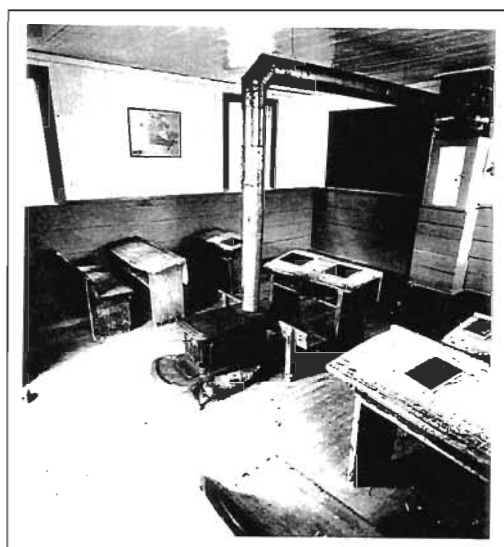


Fig. 6. Illustration tirée de *Éducation Québec*,
vol. 11, n° 1, (sept. 1980), Ellefsen-Photographe



Fig. 7. Salle de classe, Externat des Ursulines de Trois-Rivières, 1914
Archives des Ursulines de Trois-Rivières

celui d'une autre école fabriqué vraisemblablement d'une manière artisanale (figure 6)⁶⁹.

À compter de la fin des années 1870, les inspecteurs évaluent néanmoins l'état du mobilier à chacune de leur visite des écoles en signalant celles où il fait le plus défaut. Des bancs sans dossiers apparaissent comme la plus grande lacune, suivie par la mauvaise qualité des tables. Les bulletins d'inspection consignent l'état du mobilier en des termes généraux : « défectueux », « médiocre », « pauvre », « insuffisant », « pas convenable », ou « qui a besoin d'amélioration ». Généralement, une école ou deux retiennent l'attention de l'inspecteur. Cependant, sept écoles sur neuf de la corporation de Saint-Maurice (C^{té} C) reçoivent, en 1878, une note « médiocre » ou « très médiocre », entre autres, quant au mobilier. Les commissaires rétorquent aussitôt qu'il n'est pas « médiocre » mais « suffisant », selon eux⁷⁰. D'aucuns pourraient s'étonner que les écoles des frères de Trois-Rivières et de Yamachiche (C^{té} St-M) comptent encore, dans les années 1880, des bancs trop étroits dépourvus de dossiers. Les commissaires trifluviens votent une somme de 100 \$ pour réparer les sièges « dans une classe de chacune des deux écoles » dirigées par les frères, tandis que ceux de Yamachiche précisent que le mobilier sera renouvelé « aussitôt que les finances de MM. les commissaires le permettront », assure le secrétaire-trésorier⁷¹. Il y a certes une amélioration, souligne Ambroise Tétreault, en 1893-1894, mais elle n'est pas en proportion des dépenses, précise-t-il, signifiant par là une faible différence de prix entre le mobilier artisanal et l'ameublement manufacturé.

⁶⁹ Nous n'avons pu identifier cette école photographiée par Ellefsen et parue dans *Éducation Québec*, vol. 11, n° 1, septembre 1980, p. 34.

⁷⁰ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Maurice, document n° 308, 1878 : lettre de Joseph Grenier en date du 12 mars.

⁷¹ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 709, 1886 : lettre de J. Milot en date du 15 décembre.

À la fin du siècle, grâce à l'évaluation des inspecteurs, on constate que les corporations possèdent, pour la plupart, un mobilier qui est loin de satisfaire à leurs exigences. À la rubrique « État du mobilier en général » du tableau de classification des municipalités scolaires inclus dans le rapport annuel des inspecteurs, vingt des vingt-cinq corporations du comté de Champlain, soit 80 %, se voient attribuer une note inférieure à 6 sur 10. Celles qui possèdent un mobilier adéquat sont les corporations de village de Champlain, de Saint-Tite et de Sainte-Anne-de-la-Pérade, cotées 7, 9 et 8 respectivement ainsi que Batiscan ($6\frac{1}{4}$) et Grand-Mère (6). Dans le comté de Maskinongé, toutes les corporations obtiennent une note inférieure à six à l'exception de Louiseville (Rivière-du-Loup n° 1) qui mérite $6\frac{1}{2}$. Les corporations du comté de Saint-Maurice reçoivent des notes entre 5 et $2\frac{3}{8}$, cette dernière étant attribuée à la corporation de Shawinigan. La ville de Trois-Rivières obtient une note de 7 sur 10.

Un résumé de la situation – par le biais de la note moyenne obtenue pour chacun des comtés – apparaît au tableau 6.2. Dans les trois comtés de la Mauricie, le mobilier ne correspond pas aux normes du département de l'Instruction publique. Sans connaître les critères d'évaluation des inspecteurs, on peut penser que la persistance des longues tables et des bancs avec ou sans dossier, dans la grande majorité des écoles de rang, demeure la cause première de ces piètres résultats car, on l'a vu, plupart des écoles de village et de ville se distinguent par un mobilier jugé adéquat par les fonctionnaires.

TABLEAU 6.2

**Comparaison par comté de la note moyenne attribuée à la rubrique
« État du mobilier en général » pour l'année 1900-1901**

Comté	N ^{bre} de corporations	N ^{bre} d'écoles	Note moyenne sur 10 ¹
Champlain	25	131	4,35
Maskinongé	12	61	4,53
Saint-Maurice²	11	59	4,06
Ville de Trois-Rivières	1	7	7

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901*, Rapport des inspecteurs Évariste Béland, p. 8-10 et J.-O. Goulet, p. 48-51.

¹ La note moyenne est obtenue en additionnant toutes les notes attribuées aux corporations d'un comté donné et en divisant par le nombre de corporations comprises dans ce comté.

² La corporation de Trois-Rivières est exclue afin de comparer uniquement les corporations de milieu rural.

En somme, malgré toutes les incitations à moderniser l'ameublement scolaire, l'adoption des pupitres individuels, doubles ou triples ne s'est pas généralisée. Les corporations préfèrent les longues tables à hauteur variable aux pupitres car on peut y placer un grand nombre d'élèves, qualité qui n'échappe pas aux commissaires surtout dans le contexte des écoles surpeuplées.

C'est également par mesure d'économie que le département de l'Instruction publique pour le canton de Vaud (Suisse) adopte le pupitre double, plus précisément le modèle conçu par un directeur d'école, Louis Roux. Ce pupitre deviendra « le traditionnel banc-vaudois » disponible en neuf dimensions⁷². La plupart des pays adoptent de préférence le modèle à deux places, mais les États-Unis et la Suède préfèrent les modèles à une place⁷³.

⁷² Geneviève Heller, « *Tiens-toi droit!* », p. 81-100.

⁷³ *Ibid.*, p. 91.

Le mobilier d'une classe ne saurait être complet sans le pupitre de l'institutrice. En 1857, les architectes placent celui-ci sur une estrade. Les règlements de 1877 en précisent les dimensions : douze pouces de hauteur sur cinq pieds de profondeur au milieu de laquelle se place une table-bureau garnie de tiroirs⁷⁴. La classe idéale contient encore dans « les écoles catholiques, un crucifix ou, au moins une croix, et une image encadrée ou une statue de la sainte Vierge ». Enfin, les commissaires doivent aussi équiper leurs écoles de tableaux noirs et d'un matériel pédagogique diversifié : boulier-compteur, cartes géographiques, planches d'histoire sainte, pendule et cloche d'appel, sans oublier les deux tableaux indiquant l'emploi du temps et le règlement de l'école. Ils peuvent aussi distribuer aux écoliers certaines fournitures scolaires tels le matériel de base pour écrire et des manuels. De telles dépenses partagées par les parents et les corporations suscitent, il va sans dire, maintes tergiversations.

Les fournitures scolaires

Avant l'instauration du Dépôt de livres par le département de l'Instruction publique, en 1876, mis sur pied afin de fournir aux élèves « au meilleur prix possible » les articles scolaires indispensables, l'achat des fournitures revient le plus souvent aux contribuables. Ceux-ci les achètent ou les troquent chez le marchand général de leur localité. Quelques corporations, comme Dumontier ou Saint-Sévère, au gré de la composition des conseils, préfèrent se les procurer elles-mêmes⁷⁵. Cette initiative, encouragée par l'inspecteur Petrus Hubert, l'amène à souligner qu'on « est désappointé si l'on se fie aux parents pour faire ces achats ». Par ailleurs, certains contribuables

⁷⁴ *Circulaire aux Inspecteurs*, en date du 15 juin 1877, *Journal de l'Instruction publique*, vol. 21, 1877, p. 74.

⁷⁵ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 2202, 1859 ; Saint-Sévère, documents n° 1510, 1864 et n° 997, 1890.

s'objectent à cette dépense sous prétexte du retrait de l'école de leurs enfants aussitôt après leur première communion⁷⁶.

En 1876, les corporations prennent l'habitude d'acheter, parmi les quatre-vingts articles offerts par le Dépôt, non seulement les livres approuvés par le Conseil de l'instruction publique, mais les ardoises, crayons, cartes, globes, etc.⁷⁷. Le fait de confier au secrétaire-trésorier l'achat massif des fournitures crée un précédent au sein des localités et plusieurs continueront cette pratique même après l'abolition du Dépôt trois ans après sa création. En effet, la loi de 1894, confirme cette habitude répandue au sein des localités puisque ces achats sont inclus désormais dans les dépenses courantes des corporations. En 1899, la loi permettra à nouveau au gouvernement d'acquérir des livres scolaires et d'en assurer la distribution gratuite⁷⁸.

En 1900, les inspecteurs déplorent une pénurie de livres approuvés non seulement dans les localités moins bien nanties comme Sainte-Flore mais dans Maskinongé, paroisse riche, où quatre écoles n'ont pas suffisamment de manuels. Les commentaires laconiques des fonctionnaires ne permettent pas d'expliquer cette situation due probablement à une augmentation du nombre d'élèves ou à la fréquentation plus assidue de ces derniers. Le personnel enseignant n'a pas toujours, non plus, à sa disposition un matériel pédagogique récent ou en parfait ordre.

⁷⁶ RSIP 1889-1890, Rapport de l'inspecteur David Lefebvre.

⁷⁷ RSIP 1876-1877 et *Journal de l'Instruction publique*, année 1877.

⁷⁸ Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1840-1971*, tome 2, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971, p. 216.

Le matériel pédagogique

La décision de doter adéquatement chacune des écoles d'un matériel pédagogique convenable relève de chacune des corporations. Constitué essentiellement d'au moins un tableau noir, une mappemonde et une carte murale du Canada, nous indique le surintendant Chauveau en 1855, cet équipement fait pourtant défaut dans plusieurs écoles. Par exemple, dans les années 1850, de nombreuses classes n'ont pas de tableau noir. En 1856, Petrus Hubert mentionne son usage dans « quelques localités ». À son avis, les commissaires se montrent « d'une regrettable parcimonie » à l'égard du tableau noir et des cartes géographiques.

Le tableau noir peut être fabriqué localement d'une manière artisanale. Dans son ouvrage de pédagogie, Jean Langevin indique même la façon de procéder. Il suffit de « préparer certaines parties de la muraille à recevoir un enduit particulier et quelques couches de peinture noire ». Ambroise Tétreault, lors de sa première tournée de 1877-1878, constate que dans la moitié des écoles de son district, on ne se sert plus de cet accessoire pour diverses raisons : ici on l'a relégué au grenier, là il est hors d'usage ou encore, par manque de craie, le titulaire ne l'utilise plus. À la faveur de l'incitation des inspecteurs de s'en servir fréquemment, les tableaux noirs retrouvent leur fonction. Aussitôt les fonctionnaires les trouvent trop petits! Les règlements du conseil de l'Instruction publique, adoptés en 1888, en précisent les dimensions. Il sera : « d'au moins trois pieds et demi de hauteur [il] s'étendra sur toute la largeur de la classe, en arrière de la tribune du maître. [...] S'il est possible, il y aura un autre tableau noir sur chacun des murs latéraux. » Dans le rapport du surintendant de 1900-1901, la plupart des salles de classe de la Mauricie en paraissent munies d'au moins un puisqu'on dénombre 372 tableaux noirs pour les 319 classes des trois comtés.

Les cartes géographiques, autre outil pédagogique jugé essentiel, sont souvent périmées, voire inexistantes. Cette lacune se répercute sur l'enseignement de la géographie, de commenter les inspecteurs. Dès sa première tournée, A.Tétreault s'empresse de faire renouveler un lot de vieilles cartes indéchiffrables, mais dix-sept ans plus tard, il constate à nouveau le vieillissement du matériel. Cependant, à la toute fin du siècle, toutes les classes sont munies d'au moins deux ou trois cartes géographiques chacune. Il en résulte qu'un grand nombre d'élèves étudient cette matière, surclassant même les écoliers apprenant l'histoire du Canada. Par contre, les globes terrestres ne semblent pas jouir d'une grande popularité puisque les inspecteurs n'en dénombrent que très peu à la fin du siècle.

Dès leur entrée en fonction, les inspecteurs D. Lefebvre et A. Tétreault, deux instituteurs de carrière, insistent chacun sur un outil pédagogique en particulier. Le premier exige que chaque élève de son district possède une ardoise afin d'apprendre à lire et à écrire simultanément. Il remarque, en effet, que les écoliers privés de cet article n'apprennent pas à écrire. Pour sa part, Tétreault insiste pour uniformiser l'enseignement de la calligraphie grâce à des modèles imprimés. Une fois ces modèles répandus dans toutes les écoles, il se dit fort satisfait de l'enseignement de cette matière. Sa campagne en faveur du matériel pour l'enseignement du dessin ne connaît toutefois pas autant de succès.

Conclusion

Le chemin des écoliers dont l'état laisse souvent à désirer, qui est même parfois périlleux, conduit donc à une multitude d'écoles. Les immeubles scolaires, modestes au cœur des arrondissements de la campagne ou imposants dans le paysage villageois ou urbain, partagent la même fonction, celle de fournir un lieu spécifique pour

l'instruction des enfants. Les corporations scolaires doivent veiller à rendre ces écoles le plus accessible possible mais également confortables et bien aménagées. Appelés à améliorer les bâtisses et le mobilier pour les adapter à des normes de plus en plus exigeantes quant à l'espace et au confort, les commissaires s'exécutent au moment qu'ils jugent opportun. Si les écoles de village et de ville et leur ameublement présentent un état jugé satisfaisant par les inspecteurs, il en va autrement des écoles de rang disséminées en Mauricie.

L'analyse de la gestion des corporations scolaires en regard des écoles ramène inévitablement à la question du financement. Après une courte période où l'État a fourni une aide pour la construction des écoles, par la suite, les localités ont dû supporter seules leurs projets. Les commissaires construisent de nouvelles écoles tout en cherchant cependant à restreindre les coûts et à ménager les contribuables. En cela, ils imitent le gouvernement qui n'ajuste pas ses subventions à l'augmentation constante du nombre des élèves et des écoles au niveau élémentaire. L'inspecteur Ambroise Tétreault, en 1877-1878, atteste du désir des citoyens d'avoir des écoles, « mais malheureusement les moyens pécuniaires ne sont pas toujours en rapport avec le zèle » qu'ils manifestent⁷⁹. Crise économique ou période de colonisation, il y aura toujours des temps difficiles pour certaines localités. Plutôt que de restreindre le nombre des écoles, les commissaires préservent du mieux qu'ils le peuvent et le plus longtemps possible immeubles et mobiliers en leur possession, même vétustes et démodés.

La persistance du mobilier ancestral traduit une préférence des localités pour l'ameublement fabriqué sur place par des menuisiers ou des contribuables eux-

⁷⁹ *RSIP* 1877-1878, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 59.

mêmes⁸⁰. Cette résistance aux articles manufacturés correspond probablement à l'habitude des milieux ruraux de confectionner d'une manière artisanale leur mobilier domestique. Le choix des Trifluviens pour ce modèle, rappelle leur proximité avec le monde rural environnant et met en évidence le sens pratique des commissaires recherchant, à l'instar des autres corporations, la commodité des longues tables où s'entassent beaucoup d'écoliers.

Les piètres conditions de vie dans les bâtisses plutôt basses, souvent surpeuplées et où sévit parfois une température ou trop basse ou trop haute subsistent longtemps. Plus qu'une divergence d'opinions entre les corporations et le département de l'Instruction publique cette situation illustre le clivage entre les idéaux des promoteurs urbains et la population de la campagne encore peu sensibilisée aux principes d'hygiène publique. Pénétrant dans des écoles à l'air vicié, un inspecteur note que malgré un système de ventilation adéquat, le personnel enseignant hésite à y recourir pour améliorer l'atmosphère des salles de classe. « [C]omme on n'en comprend que peu l'utilité, on n'en tire pas tout le parti possible », de commenter A. Tétreault⁸¹. De plus, l'habitude de n'avoir dans les écoles qu'un seul poêle servant à la fois au chauffage de la classe et aux usages domestiques surchauffe le local par temps doux. Mais, n'en est-il pas de même dans les habitations?

Ces conditions reflètent-elles le désintérêt des contribuables envers l'école ? Nous croyons plutôt que l'école intègre leur façon habituelle de vivre. La petite école de

⁸⁰ Jean Palardy, *Les meubles anciens du Canada Français*, Montréal, Pierre Tisseyre, 1971, 411 p. Léon Gérin, dans son étude de l'habitant de Saint-Justin, ne parle pas de l'origine des quelques meubles de la résidence des Casaubon. Il indique cependant qu'au grenier se trouve une malle de voyage « qui n'est pas de fabrication domestique » laissant l'impression que la plupart des objets décrits comme les tables, lits etc. ont été fabriqués de manière artisanale à l'exemple de tous les outils trouvés sur les lieux. Voir Léon Gérin, *L'habitant de Saint-Justin*. Réédité sous la direction de Jean-Charles Falardeau et Philippe Garigue, dans *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968.

⁸¹ *RSIP* 1878-1879, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 114.

rang, malgré ses fonctions spécifiques, serait perçue comme le prolongement du domicile familial et conserverait ses allures quotidiennes, tout simplement. D'ailleurs, le surintendant Boucher de la Bruère ne rêve-t-il pas d'une amélioration des résidences par le biais de la réforme de l'architecture scolaire? Les couvents et les grandes écoles urbaines offrent de meilleures conditions de vie. Les commissaires des villes, contraints de respecter les règles de l'hygiène publique ou les exigences des communautés religieuses préconisent pour leurs écoles des normes plus élevées. Seule une évolution des conditions de vie en général suscitera les modifications souhaitées dans les écoles du monde rural. En définitive, la volonté d'imposer des normes aux bâtiments scolaires qui préoccupe l'Europe et l'Amérique n'a eu que peu d'emprise en Mauricie.

Lorsque les moyens financiers l'ont permis, les contribuables ont cherché à exprimer par la qualité de l'architecture et par la richesse des matériaux qui leur paraissaient plus nobles, la brique et la pierre, leur intérêt pour l'éducation et l'importance qu'ils accordaient à la formation des enfants. Dans bien des villages encore aujourd'hui des couvents et des collèges témoignent de cette volonté. Cependant, l'image de l'instruction élémentaire qui s'est imposée et qui demeure dans la mémoire collective, c'est l'école de rang aux dimensions caractéristiques, avec un petit perron à l'entrée, un clocheton sur le toit et une enfilade de dépendances. Ces bâtiments ont presque tous disparu aujourd'hui. Il faut cependant nuancer l'association qualité architecturale et qualité de l'enseignement. Car il faut reconnaître, comme l'ont noté les inspecteurs, que dans telle école de rang, une institutrice faisait des merveilles avec les enfants ou amenait les élèves à faire beaucoup de progrès. Derrière les façades des écoles, le maître assurait la qualité des apprentissages.

CHAPITRE 7

ESQUISSE DE LA POPULATION SCOLAIRE

Introduction

Les corporations ont tout mis en œuvre pour organiser l'instruction publique sur leur territoire. Peu à peu, le réseau d'écoles s'étend non seulement dans les paroisses anciennes et dans les nouvelles mais également dans quelques embryons de localités en Haute-Mauricie¹. Pourtant, la scolarisation de la totalité des enfants âgés de sept à quatorze ans, un des objectifs de la loi scolaire, ne s'accomplit pas instantanément. L'école non obligatoire accueille un certain nombre d'élèves dont la durée des études repose sur la volonté des parents de les maintenir ou non en classe.

L'analyse de la population scolaire comporte plusieurs aspects. En premier lieu, nous nous intéresserons à la composition des classes et des écoles selon le sexe ainsi qu'à l'âge des élèves inscrits dans les écoles élémentaires, modèles et académiques. Nous exposerons comment garçons et filles des mondes rural et urbain ont un cheminement différent surtout en ce qui a trait à la poursuite des études après l'âge de 14 ans.

Cette étude aborde, en deuxième partie, les questions de la fréquentation et de l'assiduité, deux paramètres qui illustrent, chacun à leur façon, comment l'assistance à l'école dépend des fluctuations socio-économiques propres aux différents milieux. Les inscriptions en évolution constante connaissent, dans les années 1870 et 1880, une diminution provoquée par la conjoncture économique. De manière générale,

¹ Il s'agit de petites localités non encore structurées, identifiées dans la correspondance comme des missions, telles Saint-Théodore-de-la-Grande-Anse, Rivière-aux-Rats, Saint-Joseph-de-Mékinac, Saint-Rock-de-Mékinac.

l'assiduité des élèves se trouve entravée par de multiples facteurs telles la pauvreté ou les corvées familiales. Cependant, l'assistance moyenne dans les écoles modèles ou académiques de village et de la ville est nettement meilleure que dans les écoles élémentaires disséminées sur tout le territoire.

Cette esquisse de la population scolaire laisse entrevoir quelques similitudes tout comme elle met en perspective une certaine diversité entre les localités rurales et urbaines. Les élèves, par leur nombre, leur âge, leur sexe et la durée de leur séjour à l'école, ponctué d'absences sporadiques, traduisent la complexité du monde scolaire au XIX^e siècle.

L'étude de la population scolaire repose, pour une large part, sur l'analyse des données statistiques contenues dans les rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Des tableaux sont compilés à partir des renseignements transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations scolaires et par les inspecteurs d'écoles. Les secrétaires doivent chaque année, en octobre, faire le recensement des élèves. Les inspecteurs, pour leur part, lors de leurs tournées, recueillent des données sur les inscriptions, la fréquentation scolaire, etc. Secrétaires et fonctionnaires recourent aux enseignants pour compléter leurs informations. Ces renseignements ne reflètent pas la stricte réalité. Les objectifs d'une telle cueillette sont parfois mal compris de la part des localités et les renseignements transmis peuvent être erronés. De plus, le département de l'Instruction publique peut chercher à l'occasion à transmettre une image des plus encourageantes et choisit de présenter telle facette du système public plutôt que telle autre. Le cadre des informations statistiques subit en outre quelques modifications qui obligent le chercheur à faire preuve de souplesse et de patience.

Ainsi, certaines rubriques naissent et disparaissent alors que d'autres demeurent constantes. Parallèlement à ces données, le recours aux rapports détaillés des inspecteurs peut s'avérer fort utile. Leurs commentaires sur les affaires scolaires ne répondent pas toujours à nos attentes cependant. Ainsi, sur une période de cinquante ans, les difficultés s'accumulent et certains problèmes entrevus demeurent soudainement sans réponse. Les erreurs typographiques ou la transmission des données par district plutôt que par comté viennent aussi brouiller les pistes. Quelques énigmes resteront insolubles. Compte tenu de ces imperfections, il nous a été tout de même possible de dresser un portrait cohérent du monde scolaire mauricien.

École de garçons, de filles ou écoles mixtes

À la campagne, les écoles élémentaires publiques sont, pour la plupart, des établissements qui accueillent ensemble garçons et filles. Ainsi, en 1900-1901, parmi les 227 établissements « primaires élémentaires » du monde rural, il existe seulement trois écoles séparées de garçons et quatre écoles séparées de filles, les autres étant « mixtes² ». La ville de Trois-Rivières se distingue des localités rurales puisque parmi les huit écoles élémentaires catholiques publiques sur son territoire, une seule école située sur l'Île de la Potherie est mixte³. Il en va ainsi pour Montréal. Les données statistiques pour cette ville font état d'écoles mixtes, mais elles sont minoritaires parmi les écoles séparées de garçons et de filles dirigées surtout par les communautés enseignantes de frères et de sœurs⁴.

² Ce terme « mixte » est utilisé dans les rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique dans le dénombrement de la population catholique. Il y a les « écoles de garçons », « les écoles de filles » et les « écoles mixtes », où garçons et filles sont réunis. Les écoles protestantes sont, quant à elles, uniquement des « écoles mixtes ».

³ Archives municipales de Trois-Rivières, *Rapports semestriels de la Commission scolaire de Trois-Rivières pour l'année 1898*. Ce document corrige le RSIP 1900-1901 qui dénombre 5 écoles mixtes à Trois-Rivières.

⁴ Robert Gagnon, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p. et RSIP.

La Mauricie compte, au tournant du siècle, trente écoles modèles ou académiques⁵. La plupart de ces établissements sont des écoles séparées selon le sexe, à l'exclusion de six établissements mixtes. On les retrouve dans les villages de Batiscan, de Sainte-Geneviève et de Saint-Narcisse (comté de Champlain), dans Maskinongé et Dumontier (comté de Maskinongé) et à Pointe-du-Lac (comté de Saint-Maurice). Dans cette dernière localité, une école modèle mixte « sous contrôle », c'est-à-dire sous la responsabilité des commissaires, coexiste avec un couvent indépendant. La plupart des écoles modèles et académiques (dix-neuf) sont confiées à des enseignants religieux. Dans trois localités, l'enseignement supérieur ne s'adresse qu'à un seul groupe d'élèves. Seules les filles ont accès à l'enseignement modèle à Saint-Paulin et à Saint-Barnabé, tandis que les garçons du Cap-de-la-Madeleine peuvent fréquenter une école modèle indépendante dirigée par un laïc, seule institution du genre en Mauricie pour les catholiques.

Le phénomène des écoles séparées selon le sexe prôné par le clergé catholique n'est pourtant pas unique au Québec. Il serait même d'inspiration européenne⁶. Les écoles publiques et privées dans l'Ouest de la France, entre 1880 et 1950, optent pour la division des écoliers selon le sexe. Elle est prescrite dans la loi pour les communes dépassant cinq cents habitants. À Saint-Nicolas-du-Tertre, en 1890, « tous les garçons [vont] chez l'instituteur laïque, toutes les filles chez les Sœurs⁷. » Les petites

⁵ Ce nombre inclut l'école modèle de Sainte-Geneviève (comté de Champlain) qui n'apparaît pas en 1900-1901 dans le *Résumé des rapports des collèges classiques, des académies et des écoles modèles*. Il s'agit sûrement d'une omission car l'inspecteur ne mentionne pas son abolition. Précisons également que les écoles modèles sont des écoles « primaires intermédiaires » et que les écoles académiques sont des écoles « primaires supérieures », mais ces deux expressions ne sont que rarement utilisées.

⁶ David Tyack and Elisabeth Hansot, *Learning Together. A History of Coeducation in American Public School*, New York, Russell Sage Foundation, 1992, p. 4.

⁷ Jean Peneff, *Écoles publiques, écoles privées dans l'Ouest 1880-1950*, Paris, É. L'Harmattan, 1987, p. 38-39.

communes préfèrent cependant les écoles mixtes car « [la] création d'une école communale de filles se heurte à de multiples difficultés dont la principale est qu'elle entraîne une charge financière supplémentaire, [...] supportée, en grande partie, par les contribuables⁸. » On observe cette situation au Québec puisque, en général, les couvents demeurent principalement des institutions privées. C'est également une pratique courante durant les décennies 1850 et 1860 dans les écoles urbaines ontariennes (protestantes et catholiques) lorsque l'espace et un personnel enseignant suffisant le permettent⁹.

Le sexe des élèves

La grande majorité des établissements scolaires sont accessibles autant aux garçons qu'aux filles. Comment se répartissent-ils tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle dans les écoles élémentaires et dans les établissements dits « supérieurs »? À partir des relevés de l'époque, il est possible d'établir des ratios.

La distinction des élèves selon leur sexe apparaît dans le *Rapport du surintendant pour l'Instruction publique* de 1856 et réapparaît chaque année par la suite à compter de 1873-1874. Le tableau 7.1 illustre l'évolution de la population selon le sexe entre 1856 et 1900. La période allant de 1877 à 1891 n'a pu être retenue étant donné que les tableaux statistiques pour le district de l'inspecteur David Lefebvre intègrent, en

⁸ Gabriel Désert, « Alphabétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au 19^e siècle » dans Donald N. Baker et Patrick J. Harrigan, dir., *The Making of Frenchmen : Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*, Waterloo (Ontario), Historical Reflections Press, 1980, p. 151.

⁹ Susan E. Houston et Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, p. 250.

TABLEAU 7.1

**La répartition des élèves selon le sexe
dans les trois comtés de la Mauricie entre 1856 et 1900**

Année	Garçons	%	Filles	%	Total des élèves
1856 ¹	2 901	52%	2 726	48%	5 627
1873-1874 ²	4 737	49%	4 911	51%	9 648
1891-1892 ³	5 731	49%	5 931	51%	11 662
1900-1901 ⁴	7 442	48%	8 001	52%	15 443

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique.

¹ RSIP 1856, *Rapport du recensement*, p. 41.

² RSIP 1873-1874, *Grand Tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs [...]*, p. 26-33. Nous obtenons le même total d'élèves, 9 784, mais une répartition différente entre garçons et filles. De plus, nous omettons les 136 élèves du collège de Trois-Rivières.

³ RSIP 1891-1892, *Statistique générale des écoles sous contrôle [...]* p. 160-163.

⁴ RSIP 1900-1901, *Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237.

plus des localités du comté de Champlain, huit autres du comté de Portneuf¹⁰. Le choix de l'année 1891-1892 s'impose par le fait qu'il n'y a de pas rapport complet pour l'année 1890-1891.

Les écoliers, en 1856, constituent 52 % de la population scolaire. En 1873-1874, la proportion des filles est légèrement supérieure à celle des garçons. Dans la dernière décennie (1891-1892), les ratios demeurent les mêmes. Entre-temps, on s'aperçoit que pour l'année 1878-1879 par exemple (période ignorée dans ce tableau en raison des localités de Portneuf) les statistiques indiquent qu'à l'élémentaire le nombre de garçons dépasse de 1 % celui des filles. Cette légère différence entre garçons et filles pourrait s'expliquer par le fait que les parents, lors de récessions ou de mauvaises

¹⁰ Ces huit localités sont : Deschambault, Portneuf, Grondines, Cap-Santé, Saint-Alban, Saint-Casimir, Saint-Ubalde et Notre-Dame-des-Anges. La population scolaire de ces huit localités de Portneuf s'élève, par exemple en 1882-1883, à 1 882 élèves, ce qui représente près de 28 % de la population écolière (6 808 élèves) du district de D. Lefebvre.

récoltes, donnent la préférence à l'instruction des garçons plutôt qu'à celle des filles, comme on a coutume de le faire en Ontario¹¹. Dans les écoles modèles ou académiques où elles sont plus nombreuses, leur nombre diminue durant les périodes de ralentissement économique.

Depuis les premières études portant sur l'éducation au Québec, le sentiment général allait dans le sens que les filles étaient plus scolarisées que les garçons, contrairement à la situation qui avait cours ailleurs. Comme le démontre Michel Verrette dans sa thèse de doctorat portant sur l'alphabétisation au Québec entre 1660 et 1900, la croyance populaire voulant que les femmes soient plus instruites que les hommes repose sur des preuves quelque peu fragiles¹². Il y a autant de filles que de garçons dans les écoles.

Une comparaison avec le Québec montre que la répartition globale des élèves mauriciens selon le sexe est sensiblement la même que celle touchant la population scolaire de la province de Québec comme l'illustre le tableau 7.2.

Ce qui peut surprendre dans ces proportions, c'est de voir le faible écart partageant les garçons et les filles. Le profil qui se dégage des données tirées des rapports annuels du surintendant à compter de 1850, ne révèle pas de très grandes inégalités entre les sexes du moins durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les caractéristiques de la population scolaire sont-elles particulières à la province de Québec, tout au moins pour cette période?

¹¹ Ian E. Davey, « Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteenth-Century Ontario », dans Ruby Heap et Alison Prentice, dir., *Gender and Education in Ontario: An Historical Reader*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1991, p. 1-23. D'abord paru dans *Histoire Sociale/Social History* vol. 8, n° 16, novembre 1976, p. 238-245.

¹² Michel Verrette, *L'alphabétisation au Québec 1660-1990*, thèse de doctorat (lettres), Québec, Université Laval, 1989, 397 p.

TABLEAU 7.2

**Comparaison de la population scolaire mauricienne selon le sexe
avec la population scolaire totale du Québec en 1900-1901¹**

	<u>Mauricie</u>			<u>Province de Québec</u>		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Population totale	7442	8001	15443	153 801	161 080	314 881
Pourcentage des garçons et des filles	48%	52%	100%	49%	51%	100%

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901, Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237.

¹Tous les élèves sont recensés : de 5 ans jusqu'à ceux ayant au-dessus de 16 ans.

La comparaison de la situation québécoise avec, entre autres, celle de l'Ontario, de la Nouvelle-Angleterre ou de la France permet de faire ressortir certains traits distinctifs et de relever quelques similarités concernant le profil des élèves.

Comparativement à l'Ontario, nous notons une légère différence quant à la population scolaire mauricienne (voir le tableau 7.1). En effet, en 1856, les petites Ontariennes fréquentent les écoles dans une proportion de 45,3 %¹³. Si les rapports du surintendant de l'Ontario prenaient en compte les écolières fréquentant les « higher class of girls schools », écoles indépendantes de filles de niveau supérieur non subventionnées par l'État, l'écart séparant les filles des garçons serait moins prononcé, selon Ian E. Davey. Dans une étude sur la fréquentation scolaire des filles dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, il démontre une progression constante des inscriptions des écolières entre 1847 et 1871 en raison surtout de l'accroissement des écoles publiques. Avec la réforme scolaire de 1871, l'école devenant gratuite et obligatoire pour tous les enfants âgés de 7 à 12 ans pour une période de 4 mois par

¹³ Ian E. Davey, « Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteen-Century Ontario », dans Ruby Heap and Alison Prentice, ed., p. 1-23.

année, la parité des sexes dans les écoles rurales est en voie de réalisation tandis que l'égalité est atteinte dans les écoles urbaines¹⁴.

D'un autre côté, on retrouve, au Québec, un plus grand nombre de filles qui suivent les programmes d'études dits « supérieurs »¹⁵ tel qu'illustré au tableau 7.3.

<p>TABLEAU 7.3</p> <p>Répartition des élèves « au cours supérieur » selon le sexe dans les trois comtés de la Mauricie entre 1856 et 1901</p>					
Année	Garçons	Filles	Total des élèves au cours supérieur¹	Population scolaire totale	% des élèves au cours supérieur
1856²	161 (46%)	187 (54%)	348 (100%)	5 627	6 %
1873-1874³	333 (44 %)	416 (56%)	749 (100%)	9 648	6 %
1900-1901⁴	290 (32%)	608 (68%)	898 (100%)	15 443	6 %

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique.

¹ Les élèves du cours supérieur sont recensés avec précision en 1873-1874. Pour les années 1856 et 1900-1901, nous supposons que les élèves âgés de plus de 14 ans sont inscrits au cours supérieur.

² RSIP 1856, *Rapport du recensement*, p. 40-41.

³ RSIP 1873-1874, *Grand Tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs [...]*, p. 26-33. Nous additionnons tous les élèves recensés au cours supérieur selon le sexe tout en excluant les élèves du collège de Trois-Rivières.

⁴ RSIP 1900-1901, *Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237.

Nous étudierons plus en détail cette catégorie d'élèves ultérieurement dans le cadre de ce chapitre.

Comparativement à la province de Québec, le ratio des écolières de la Mauricie âgées de 14 ans et plus est nettement supérieur, comme le démontre le tableau 7.4.

¹⁴ Susan E. Houston et Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, p. 202.

¹⁵ Le terme « cours supérieur » est employé dans le *Grand tableau statistique* des RSIP entre 1873-1874 et 1883-1884. Par la suite, on dénombre les garçons et les filles inscrits dans les écoles modèles et académiques sans préciser leur niveau d'étude. Rappelons qu'une des caractéristiques de ces écoles est d'offrir les trois niveaux d'enseignement : élémentaire, modèle et académique.

TABLEAU 7.4
Comparaison de la population scolaire selon le sexe
et âgée de plus de 14 ans en 1900-1901

	<u>Mauricie</u>			<u>Province de Québec</u>		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Élèves de 14-16 ans	272	444	716	8 788	11 008	19 796
Élèves de 16 ans et plus	18	164	182	2 184	3 827	6 011
Total des élèves 14 et plus	290	608	898	10 972	14 835	25 807
Pourcentage des garçons et des filles de 14 ans et plus	32%	68%	100%	43%	57%	100%

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901, Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237.

Nonobstant la difficulté que peut représenter cette comparaison puisque les données tiennent compte des écoles urbaines de Montréal et de Québec où les possibilités d'emploi, dans le commerce notamment, incitent les garçons à poursuivre leurs études, nous analysons le phénomène tel qu'il se présente ici. Ainsi, dans l'ensemble de la province, l'écart entre les filles et les garçons s'amenuise un peu, mais on constate qu'en général elles restent plus longtemps à l'école que ceux-ci.

En Ontario, l'écart entre les garçons et les filles s'estompe puisque au niveau de l'enseignement « élémentaire supérieur », les écolières représentent, en 1890, 50 % de la population des « grammar schools »¹⁶. À l'autre extrémité du Canada, l'historienne Jean Barnam a dénombré dans la petite ville minière de Nanaimo, en

¹⁶ R. D. Gidney et W. P. J. Millar, *Inventing Secondary Education. The Rise of the High School in Nineteenth-Century Ontario*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, p. 329.

1892-1894, qu'un plus grand nombre de filles que de garçons fréquentait le High School. Ceux-ci étaient attirés par le travail à la mine¹⁷.

Le profil de la population scolaire québécois se rapproche sensiblement de celui des écoles américaines tant au cours élémentaire qu'aux cours modèle et académique. L'école en Nouvelle-Angleterre était au XVII^e siècle destinée en priorité aux garçons. Les choses changent dès l'instauration de l'instruction publique¹⁸. Au milieu du XIX^e siècle presque autant de filles que de garçons fréquentent l'école publique et, en 1870, le nombre de filles âgées entre 10 et 14 ans surpasse celui des garçons. En 1900, le groupe des filles est supérieur d'un tiers par rapport à celui des garçons dans les « high school » publics¹⁹. Le développement de l'emploi dans l'industrie favorise surtout les garçons, car ils quittent l'école pour travailler tandis que les filles, souvent de la classe moyenne, poursuivent leur formation afin de bien se préparer à leur rôle de mère et d'épouse, en conformité avec la morale victorienne. Cependant, plusieurs d'entre elles s'intéressent à l'enseignement, faisant en sorte que dans les deux premières décennies du XX^e siècle, 85 % des enseignants de toutes les écoles publiques américaines sont des femmes²⁰.

¹⁷ En 1892-1893, il y a 9 garçons et 16 filles tandis que l'année suivante elle dénombre 19 écoliers et 29 filles. Déjà en 1876, le surintendant Jessop avait noté une plus grande fréquentation des filles dans l'unique école de cette ville. Voir Jean Barnam, « Reflections on the Role of the School in the Transition to Work in British Columbia Resource Towns », dans Jean Barnam, Neil Sutherland et J. Donald Wilson, ed., *Children, Teachers and Schools in the History of British Columbia*, Detseling Enterprises Ltd., Calgary, 1995, 426 p.

¹⁸ David Tyack et Elisabeth Hansot, *Learning Together. A History of Coeducation in American Public School*, p. 14.

¹⁹ John H. Rury, *Education and Women's Work. Female Schooling and the Division of Labor in Urban American, 1870-1930*, New York, State University of New York, 1991, 277 p.

²⁰ David Tyack et Elisabeth Hansot, , *Learning Together. A History of Coeducation in American Public School*, p. 163. Cette féminisation de la carrière d'enseignant n'est pas récente. En 1834, dans le Massachusetts, les institutrices constituaient 56 % du personnel enseignant, pour atteindre 70 % en 1860. En 1870, elles sont majoritaires dans trois régions des États-Unis (North Atlantic, 74 %; North Central, 56 %; Western, 55 %), p. 49.

Le portrait scolaire de la France ressemble à celui du Québec. Selon les séries statistiques rassemblées pour l'ensemble de ce pays, les écolières représentent 46 % des effectifs des écoles publiques et privées en 1850²¹. Quelque trente années plus tard, deux ans avant la loi de l'obligation scolaire, les filles composent 49 % de la population des écoles. Ce tableau, cache comme partout ailleurs, des particularités régionales. Cette « vérité nationale » devrait, selon l'expression de François Furet et Jacques Ozouf, « être nuancée au gré des régions²² ». Ainsi, pour le Grand-Ouest français, la « population active féminine, en 1901, reste la moins instruite dans 16 départements sur 20²³. » En ce qui concerne la poursuite des études après 14 ans, la trajectoire des jeunes Françaises suit celle des Québécoises si l'on en juge par les données de 1924-1925 puisque cette année-là, les écoles comptent 54 % d'écolières de plus de treize ans comparativement aux garçons du même âge²⁴. La prolongation de la scolarisation des filles se manifeste là aussi.

La fréquentation

Dès l'instauration d'un système d'instruction publique, la fréquentation scolaire apparaît comme un phénomène en constante évolution. La popularité de l'école peut se mesurer de deux façons : par le nombre d'élèves inscrits chaque année ou par la

²¹ J.-P. Briand, J.-M. Chapoulie, F. Huguet, J.-N. Luc, A. Prost, *L'enseignement primaire et ses extensions. Annuaire statistique, 19^e-20^e siècles*, Paris, Economica et Service d'histoire de l'éducation, 1987, 277 p. En 1850, on dénombre 1 793 667 garçons et 1 528 756 filles pour un total de 3 322 423 élèves dans les écoles élémentaires, primaires et supérieures (sans l'Algérie), p. 119. Le recensement des élèves se fait globalement sans distinction des trois cours successifs : élémentaire, moyen et supérieur.

²² François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et écrire, l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, É. de Minuit, 1977, p. 276.

²³ Gabriel Désert, « Alphabétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au 19^e siècle », p. 149.

²⁴ J.-P. Briand, J.-M. Chapoulie, *et al. op. cit.*, p. 138. Les données concernant le sexe des élèves de plus de 14 ans ne sont pas disponibles avant cette date.

présence moyenne des écoliers en classe durant cette même période. Le nombre d'inscrits recense les élèves d'après les chiffres transmis par le personnel enseignant aux secrétaires-trésoriers des corporations ou aux inspecteurs d'écoles. Ces renseignements sont reproduits dans les rapports annuels du surintendant. Les effectifs peuvent paraître quelquefois surévalués, voire trompeurs car ils ne prennent pas en compte l'assiduité de ces mêmes élèves. Ils reflètent néanmoins que de plus en plus d'enfants font l'expérience de l'école et qu'elle devient une sorte de passage obligé, quel que soit le temps consacré à la scolarisation.

L'assiduité fournit une estimation de la présence réelle des élèves en classe. Cette mesure cherche à évaluer non seulement l'impact véritable de l'école mais l'intérêt envers elle, les absences pouvant être perçues comme un désaveu ou une indifférence de la population face à l'instruction. Pourtant le concept d'assiduité évacue tout le contexte social en faisant abstraction des circonstances favorisant ou non l'assistance à l'école et, par conséquent, transmet une image tout aussi imparfaite de la réalité.

Nous présenterons donc les deux facettes de la question en commençant par le nombre d'élèves inscrits dans les écoles entre 1850 et 1901 d'après les rapports annuels du surintendant. Dans un deuxième temps, nous aborderons la question de l'assiduité. L'information sur la « moyenne de la présence des élèves en classe » apparaît régulièrement à compter de 1873-1874, sauf pour une brève interruption de 1891 à 1893. Afin de bien partager ces deux éléments, nous essayerons, dans la limite du possible, de restreindre le terme « fréquentation » au nombre d'élèves inscrits dans les écoles et celui « d'assiduité » à la présence effective de ceux-ci en classe. De même, le terme « élève » distingue celui qui fréquente l'école de l'« enfant », personne âgée entre 5 et 16 ans et identifiée comme telle dans les recensements de population.

Durant l'année 1850-1851, 3 476 élèves fréquentent les écoles de la Mauricie²⁵. Il est fort possible que ces chiffres sous-estiment la réalité puisque le surintendant Jean-Baptiste Meilleur explique que les données fournies par les corporations scolaires lui semblent incomplètes²⁶. Cette difficulté s'estompe avec l'instauration de l'inspectorat, puisque les fonctionnaires recenseront eux-mêmes annuellement les élèves. De plus, ils apporteront des précisions additionnelles dans le rapport accompagnant ces statistiques. Le tableau 7.5 illustre, à compter de 1852-1853 et pour chacune des décennies suivantes, l'évolution de la population scolaire.

TABLEAU 7.5

**Évolution de la population scolaire en Mauricie
entre 1852 et 1900**

Année	Nombre des élèves	% par rapport à la population des enfants âgés de 5 à 16 ans
1852-1853¹	4 689	36%
1863²	7 220	non disponible
1872-1873³	9 706	non disponible
1892-1893⁴	11 976	80%
1900-1901⁵	15 443	86%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique

¹ RSIP 1852-1853. Voir appendice du onzième volume des journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada Session 1852-53 : *Résumé statistique des divers rapports des inspecteurs d'écoles*. Le nombre des élèves comprend les écoliers protestants. Il en va ainsi pour toutes les années de ce tableau.

² RSIP 1863. Pendant quelques années, les rapports annuels correspondent à l'année civile et non à l'année scolaire qui va du 1^{er} juillet au 30 juin. Les données sont tirées du *Gand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires*, etc. p. 58-61. Des 7 337 élèves nous soustrayons les 117 élèves du collège de Trois-Rivières.

³ RSIP 1872-1873, *Récapitulation des grands tableaux statistiques préparés d'après les rapports des inspecteurs d'école*, etc. p. 194-195. Nous soustrayons les 160 élèves du collège de Trois-Rivières.

⁴ RSIP 1892-1893, *Statistique générale concernant les élèves [...]*, p.184-185.

⁵ RSIP 1900-1901, *Récapitulation des statistiques scolaires de la Province*, p. 246-249. Des 15 702 élèves inscrits à ce tableau, nous soustrayons les 259 élèves du collège de Trois-Rivières.

²⁵ RSIP 1850-1851. La Mauricie est alors composée de deux comtés : Champlain et Saint-Maurice. La population scolaire est évaluée pour la deuxième partie de l'année 1850, à 3 494 élèves et pour la première partie de 1851, à 3 458 élèves. Nous avons fait une moyenne de ces deux totaux, ce qui donne 3 476 élèves.

²⁶ RSIP pour 1850 publié le 8 septembre 1852.

Au terme de sa première année d'inspection (1852-1853), Petrus Hubert recense 4 689 élèves âgés entre 5 et 16 ans, soit 36 % des enfants en âge de fréquenter l'école. Deux décennies plus tard, la population scolaire a doublé. Comme il est impossible de suivre la progression réelle des élèves de la Mauricie entre 1877 et 1891, ainsi que nous l'avons expliqué antérieurement, nous pouvons tout de même constater qu'entre 1872-1873 et 1892-1893, la progression n'est pas aussi forte. En vingt ans, on enregistre une augmentation de 2 270 élèves, ce qui est moins qu'à chacune des décennies précédentes. En cinquante ans, le nombre des élèves s'est multiplié par 3.4 tandis que la population ne double pas tout à fait²⁷.

Le ralentissement de l'expansion de la population scolaire dans les années 1870 est une conséquence directe des difficultés économiques doublées d'un exode sans précédent qui provoque le départ de milliers d'habitants²⁸. Ainsi, dans le seul comté de Champlain, 1 955 personnes, souvent par familles entières, ont quitté onze paroisses, au moins, entre 1880 et 1892 pour s'installer dans les centres manufacturiers américains, d'après une enquête menée en 1892 par Edmond-Zotique Massicotte et analysée par Yolande Lavoie. Selon cette dernière, le mouvement s'est concentré surtout entre 1876 et 1879²⁹. Les rapports des inspecteurs d'écoles des trois comtés de la Mauricie confirment cette hypothèse puisqu'ils soulignent, dès

²⁷ La population totale des trois comtés passe entre 1853 et 1901 de 41 458 à 77 139 personnes.

²⁸ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Maurice*, Montréal, Boréal Express, 1984, 222 p.

²⁹ Yolande Lavoie, *L'émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972, p. 58-64 et *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel, 1979.

Le comté de Berthier, comté limitrophe à celui de Maskinongé a aussi été affecté par ce flot d'émigration. Voir Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914*, Montréal, Boréal, 1991, 204 p.; cet auteur expose comment les enfants de 10 à 14 ans trouvaient facilement de l'emploi dans les usines de la Nouvelle-Angleterre, surtout avant 1900. Une loi scolaire limitera ensuite l'accès au marché du travail des enfants de cet âge.

1873-1874 et à maintes reprises par la suite, des baisses de population scolaire reliées à ce phénomène. Ce mouvement de population touche non seulement le comté de Champlain mais également ceux de Maskinongé et de Saint-Maurice. De brefs moments de relâchement ou d'intensification imperceptibles dans notre tableau décennal sont remarquées lors des visites annuelles des fonctionnaires.

En 1873-1874, Petrus Hubert constate une baisse d'élèves qu'il attribue à l'émigration. Son successeur Ambroise Tétreault note, quatre ans plus tard, une diminution de plus de deux cents élèves due, « à n'en pas douter, à la crise monétaire que nous traversons aujourd'hui³⁰. » Depuis trois ans, le comté de Maskinongé, en particulier, se ressent de la fermeture de trois grands établissements manufacturiers de bois de sciage ayant eu pour effet de disperser plus de deux cents familles, de préciser l'inspecteur. Par ailleurs, trois écoles de plus de cent enfants ont été fermées dans la paroisse de Saint-Élie (comté de Saint-Maurice) par mesure d'économie.

La situation semble s'améliorer quelque peu l'année suivante (1878-1879), car Tétreault, inspecteur du district de Maskinongé-Saint-Maurice, souligne que « malgré une émigration à l'étranger comme on n'en avait pas encore vu de pareille, le nombre des enfants fréquentant l'école a augmenté, cette année, de trois cent treize ». Mais, un an plus tard, il est à nouveau question de diminution. On enregistre une baisse de deux cents élèves. Les années subséquentes, son district affiche plutôt des diminutions, à l'exception de 1884-1885. La ville de Trois-Rivières connaît elle aussi des pertes démographiques puisque sa population décroît d'environ 340 habitants entre 1881 et 1891. Pour sa part, David Lefebvre, inspecteur du comté de Champlain et de quelques localités du comté de Portneuf, après avoir observé une réduction de la population scolaire, souligne entre 1880-1881 et 1884-1885 des hausses du nombre

³⁰ *RSIP* 1877-1878, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 97.

d'écoliers. Puis, après une nouvelle contraction deux années consécutives, l'essor reprend lentement. Il n'y a pas cependant que l'émigration qui provoque un fléchissement de l'affluence dans les écoles. La pauvreté engendrée par le manque de travail peut empêcher un certain nombre d'enfants de se rendre en classe³¹. Dans la dernière décennie, la situation économique s'améliorant, on note une augmentation sensible du nombre d'élèves de près de 3 500 écoliers.

Une analyse de la fréquentation doit prendre en compte les ressources des collectivités locales qui financent les écoles à la hauteur de 90 %, comme le souligne Serge Gagnon³². Par conséquent, de nombreuses corporations sont obligées de limiter le nombre d'écoles sur leur territoire faute de revenus suffisants, d'en fermer certaines pour un laps de temps ou encore de réduire les dimensions des nouvelles constructions. Ainsi à Saint-Narcisse (1858) ou à Saint-Élie (1876), le peu de revenus ne permet le fonctionnement que d'une seule école sur quatre, privant d'instruction une majorité d'enfants trop éloignés de l'école du village. La pauvreté des contribuables, en particulier ceux des arrondissements en voie de développement – généralement mal fournis d'équipement scolaire –, amène ces derniers à retenir leurs enfants à la maison. De telles situations se répercutent sur les inscriptions scolaires.

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, même si on observe des fluctuations à la baisse attribuables à la conjoncture économique qui entraînent le départ d'une partie de la population et qui empêchent des enfants de fréquenter l'école, le taux

³¹ Ian E. Davey, « Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteen-Century Ontario », p. 5-6.

³² Serge Gagnon, « L'école élémentaire québécoise au XIX^e siècle » dans *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, IQRC, 1992, p. 147. Voir également le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, tome I, Les structures supérieures du système scolaire, avril 1963, p. 11.

d'inscription tend de façon générale à augmenter de décennie en décennie. Pour faire place à ces élèves, les corporations doivent construire de nouvelles écoles. Leur nombre, en particulier dans le secteur élémentaire, croît régulièrement jusque dans les années 1890. Durant la dernière décennie, le nombre d'écoles demeure pratiquement stable même si la population continue de croître. Le tableau 7.6 présente le nombre d'écoles à différentes étapes.

TABLEAU 7.6
Évolution du nombre d'écoles publiques et indépendantes
en Mauricie de 1852 à 1900

Année ¹	ÉCOLES			ÉLÈVES	
	Élémentaires	Modèles ²	Académiques	Total des écoles	N ^{brc} des élèves ³
1852-53 ⁴	81	6	1	88	4 689
1863 ⁵	118	16	3	137	7 220
1872-73 ⁶	147	21	1	169	9 660
1892-93 ⁷	220	23	5	248	11 976
1900-01 ⁸	235	21	9	265	15 443

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique

¹ Nous omettons la décennie 1880 en raison des huit localités de Portneuf comprises dans le district de David Lefebvre.

² Ces écoles sont d'abord recensées comme étant des écoles primaires supérieures de garçons ou de filles. À compter de 1873-1874, elles sont dénombrées comme écoles modèles de garçons, de filles ou mixtes.

³ Voir le tableau 7.5 pour la provenance de ces données.

⁴ RSIP 1852-1853. Voir appendice du onzième volume des journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada, Session 1852-53. Chiffres provenant du *Résumé statistique des divers rapports des inspecteurs d'écoles* et du rapport de Petrus Hubert du 5 mars 1853.

⁵ RSIP 1863, *Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires [...]*, p. 58-61. Le *Grand tableau* donne plutôt 127 établissements de tout genre. Il y aurait erreur typographique.

⁶ RSIP 1872-1873, *Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs d'école*, etc. p. 194-195 et rapport de Petrus Hubert, p. 194-195. Le total des établissements exclut le collège de Trois-Rivières

⁷ RSIP 1892-1893, *Statistique générale des écoles sous contrôle et des écoles indépendantes [...]*, p. 180-183.

⁸ RSIP 1900-1901, Tableaux intitulés *Écoles élémentaires catholiques*, p. 186-189, et *Résumé des rapports des collèges classiques, des académies et des écoles modèles catholiques subventionnées*, p. 258-291.

Les établissements dit « supérieurs » se développent également mais de façon plus limitée. Les écoles modèles connaissent une progression marquée entre 1852 et 1863. Par la suite, quelques-unes viennent s'ajouter. À la fin du siècle, on en

dénombrer trente dont neuf académies. Deux facteurs expliquent l'augmentation du nombre de celles-ci. Quelques écoles modèles ont changé de statut. De plus, la venue des frères Saint-Gabriel dans le village de Saint-Stanislas a permis l'ouverture d'une autre académie.

Dans la ville de Trois-Rivières, on compte quatre écoles modèles ou académiques. Dans le monde rural, l'expansion des écoles dites « supérieures » est restreinte à quelques localités. En effet, en 1900-1901, parmi les trente-sept paroisses de la Mauricie, seize offrent le cours modèle ou académique, soit 43,2%, comme l'ont observé René Hardy et Jean Roy³³.

L'analyse du parc d'écoles montre que les corporations ont de la difficulté à faire face à l'augmentation de la population scolaire durant la dernière décennie. La moyenne des élèves par école qui était passée de 57 à 48 entre 1872 et 1892 remonte à 58 en 1900-1901. Ce nombre d'élèves par école en Mauricie est comparativement plus élevé que dans le reste de la province. Dans les écoles élémentaires, modèles et académiques de l'ensemble du Québec, l'on retrouve en moyenne 52 élèves par école en 1900-1901³⁴. Cette statistique provinciale est, à un élève près, la même que celle de la France³⁵. En 1880, les élèves du Massachusetts sont en moyenne 55 par école³⁶.

³³ René Hardy et Jean Roy, « Encadrement social et mutation de la culture religieuse en Mauricie, 1850-1900 » dans *Les régions culturelles*, sous la direction de Yvan Lamonde, Québec, IQRC, 1983, p. 71.

³⁴ RSIP 1900-1901. Nos calculs ont été établis d'après les données du *Sommaire des statistiques des écoles de la province*, p. xvii-xviii.

³⁵ J.-P. Briand, *et al.*, *L'enseignement primaire et ses extensions. Annuaire statistique, 19^e et 20^e siècles*, p. 156. En 1901-1902, la France compte 83 966 écoles fréquentées par 4 306 905 élèves de 6 à 13 ans. La moyenne des élèves par école est de 51.

³⁶ Carl F. Kaestle et Maris A. Vinovskis, *Education and Social Change in Nineteenth-Century Massachusetts*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, p. 240-241.

Les élèves de 7-14 ans

La population scolaire est composée principalement d'un segment de la population des enfants en âge de fréquenter l'école. La prédominance des élèves âgés entre 7 et 14 ans est illustrée dans le tableau 7.7. Un tableau plus détaillé donnant la population des enfants, d'où nous tirons les pourcentages, est placé en annexe. (Voir le tableau 7A). Les enfants dits « d'âge légal » (entre 7 et 14 ans) forment à peu près les trois quarts des effectifs, ce qui est normal étant donné l'obligation pour les contribuables de payer la rétribution mensuelle pour ceux-ci qu'ils aillent ou non à l'école³⁷. Par ailleurs, le dénombrement de la population scolaire par le département de l'Instruction publique est centré principalement sur cette grande catégorie, les trois autres regroupant les élèves de 5 et 7 ans, de 14 à 16 ans et finalement ceux au-dessus de 16 ans.

En 1856, le groupe d'âge légal représente 77 % de la population scolaire de la Mauricie. Ce pourcentage diminue à 68 % en 1893-1894 et remonte à 71 % à la fin du siècle. En conséquence, nous remarquons une fluctuation du nombre des enfants des autres catégories selon les années. À partir de 1893, nous pouvons établir la présence des plus jeunes élèves (5 à 7 ans) à environ 20 % et estimer celle des plus âgés (14 ans et plus) autour de 7 %³⁸.

³⁷ Ce groupe des 7-14 ans forme une catégorie spécifique. Les statistiques telles que fournies par le DIP ne permettent pas d'établir la distribution exacte des âges, c'est-à-dire le nombre d'enfants âgés de 7 ans, de 8 ans, etc.

³⁸ Voir les tableaux des RSIP intitulés : *Statistique générale indiquant le nombre d'enfants à fréquenter les écoles et le nombre d'élèves de 5 à 16 ans et au-dessus*.

TABLEAU 7.7

**Effectifs scolaires par comté
et pour la ville de Trois-Rivières**

Année	ENFANTS		ÉLÈVES	
	% des enfants 7-14 ans à l'école	% des enfants 5-16 ans à l'école	% d'élèves 16 ans+	% des 7-14 ans parmi la population scolaire
1856¹				
Champlain	59%	48%	n.d.	77%
Maskinongé	66%	51%	n.d.	79%
Saint-Maurice	82%	69%	n.d.	79%
Ville de Trois-Rivières	62%	50%	n.d.	72%
Total	66%	53%		77%
1884-1885²				
Champlain	81%	n.d.	n.d.	73%
Maskinongé	83%	n.d.	n.d.	76%
Saint-Maurice	79%	n.d.	n.d.	75%
Ville de Trois-Rivières	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Total	81%			74%
1893-1894³				
Champlain	91%	83%	1%	71%
Maskinongé	83%	82%	0	67%
Saint-Maurice et ville de Trois-Rivières	81%	83%	2%	64%
Total	86%	83%	1%	68%
1900-1901⁴				
Champlain	93%	86%	1%	70%
Maskinongé	100%	89%	1%	74%
Saint-Maurice	97%	93%	1%	74%
Ville de Trois-Rivières	82%	71%	2%	73%
Total	94%	86%	1%	71%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique

¹ Le choix des années est basé sur les informations disponibles dans les *RSIP*. Nous n'avons pu éviter l'écart entre 1856 et 1884. Par contre, nous aurions aimé utiliser les chiffres de l'année 1892-1893, année mitoyenne entre 1884 et 1900, mais les renseignements étaient incomplets. Pour l'année 1856, nous utilisons le tableau intitulé *Rapport du recensement*, p. 40-41.

² *RSIP* 1884-1885. Le tableau, *Écoles communes – Sommaire des statistiques fournies par les secrétaires-trésoriers, Récapitulation générale*, (p. 282-285) ne comprend pas Trois-Rivières, le recensement des enfants n'ayant pas été fourni.

³ *RSIP* 1893-1894, d'après les trois tableaux suivants : *Récapitulation. Statistique générale du coût de l'enseignement et du nombre d'enfants de 5 à 16 ans dans la province*, p. 170-173; *Statistique générale des écoles élémentaires*, p. 176-179; *Statistique générale des écoles modèles et des académies*, p.184-185. Les élèves de Trois-Rivières sont inclus dans les données.

⁴ *RSIP* 1900-1901, *Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237. Nous excluons les 259 élèves du collège de Trois-Rivières (voir p. 248).

Malgré le fait que l'on impose la rétribution mensuelle pour les enfants âgés de 7 à 14 ans, la présence en classe ne se généralise pas rapidement. En 1856, les statistiques permettent d'effectuer une comparaison entre la population des enfants âgés entre 7 et 14 ans et le nombre d'élèves de cet âge. Il faut attendre l'année 1884-1885 pour pouvoir comparer à nouveau. À ce moment-là, les pourcentages sont éloquentes : quelque 80 % des enfants de 7-14 ans – dans chacun des trois comtés – fréquentent l'école (voir le tableau 7.7). En 1900-1901, la très grande majorité des enfants dits d'âge légal des trois comtés sont inscrits à l'école, mais c'est à Trois-Rivières que l'on retrouve le plus bas pourcentage.

Il peut sembler étonnant que parmi les 1 532 enfants de 7 à 14 ans recensés à Trois-Rivières en 1900-1901, seulement 82 % fréquentent l'école. Quatre ans auparavant, ce ratio était même de seulement 75 %. Quelques éléments peuvent expliquer cette situation. Il y a d'abord un manque d'espace dans les écoles trifluviennes. Les procès-verbaux de la corporation scolaire indiquent, en effet, que les commissaires prévoient, en avril 1898, réaménager une résidence à proximité de l'école des frères du quartier Sainte-Ursule afin d'y installer trois ou quatre classes. Il est aussi question, en juillet 1900, de reconstruire l'école de garçons du quartier Notre-Dame, une centaine d'enfants ne peuvent la fréquenter, faute de places³⁹. L'année suivante, les commissaires font agrandir une école de filles dans le quartier Saint-Louis.

Ce manque d'espace dans les établissements trifluviens se reflète sur la fréquentation scolaire non seulement des enfants âgés entre 7 et 14 ans mais aussi des plus jeunes.

³⁹ Procès-verbaux de la corporation de Trois-Rivières, délibérations en date du 5 juillet 1900. Le secrétaire note que seuls 92 des 200 enfants du quartier Notre-Dame ont été admis à l'école. Les commissaires décident de faire un emprunt de 6 000\$ afin de reconstruire l'école des frères, projet qui sera reporté d'une année. Une autre résolution, en date du 20 mai 1901 prévoit l'agrandissement de l'école de filles du quartier Saint-Louis.

Ainsi, en 1900-1901, il n'y a que 51 % des 5-7 ans dans les écoles de Trois-Rivières alors que dans les comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice, les enfants de cet âge vont en classe dans des proportions de 82 % et de 97 % respectivement; dans le comté de Champlain tous les enfants de cette catégorie sont inscrits à l'école. Par ailleurs, après l'âge de quatorze ans, les effectifs baissent sensiblement.

Le seuil de quatorze ans signifie pour de nombreux élèves la fin de leur séjour à l'école. L'inspecteur Lefebvre ne peut que déplorer, en 1878-1879, le retrait précoce des enfants quittant l'école pour participer aux travaux domestiques « justement à l'âge d'entrer au cours supérieur, à l'âge d'étudier avec avantage des matières abstraites, d'un genre plus élevé ». Dès que cesse l'obligation de payer la rétribution mensuelle, la plupart des enfants d'âge légal sont retirés de l'école. Toutefois, la durée moyenne du séjour à l'école, nous indique Gérard Filteau, serait de plus en plus longue au fil des ans. Ainsi, il établit à un peu moins de trois ans la scolarisation des élèves en 1851. À chaque décennie, la durée gagne environ une année faisant en sorte qu'en 1901, elle se situe entre six ans et demi et sept ans⁴⁰.

Les élèves de 14 ans et plus

Paradoxalement, en dépit de la plus faible fréquentation des enfants âgés entre 7 et 14 ans, Trois-Rivières compte, en proportion, le plus fort pourcentage d'élèves de plus de 14 ans. Le tableau 7.8 ci-dessous illustre cette particularité de la population scolaire urbaine et expose en même temps la diversité des parcours des garçons et des filles.

⁴⁰ Gérard Filteau, « L'éducation en Mauricie (1852-1952) » dans La Société canadienne de l'Histoire de l'Église catholique, *Rapport de 1951-1952*, p. 75-84. L'auteur ne précise pas sur quelles informations sont fondées ces calculs.

TABLEAU 7.8
Population scolaire âgée de plus
de 14 ans en 1900-1901

Comté ou ville	Écoliers de 14-16 ans	Écoliers de 16 ans et +	Écolières de 14-16 ans	Écolières de 16 ans et +	Total des 14-16 ans et +	Population scolaire totale	% des 14 ans et +
Comté de Champlain	106	12	164	72	354	7505	5%
Comté de Maskinongé	54	4	83	20	161	3224	5%
Comté de Saint-Maurice	20	2	97	36	155	3008	5%
Ville de Trois-Rivières	92	0	100	36	228	1706	13%
Total	272	18	444	164	898	15 443	6%
GRAND TOTAL							
Écoliers de 14 ans et plus				290			
Écolières de 14 ans et plus				608			
Total des 14 ans et plus				898			

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901, Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237.

En 1900-1901, à Trois-Rivières, parmi les élèves de 14-16 ans, il y a presque autant de garçons que de filles. Par contre, au-delà de 16 ans, aucun garçon de cette ville ne fréquente une école publique, tandis que trente-six jeunes filles de cet âge y sont inscrites. Dans le monde rural, seuls quelques garçons de plus de 16 ans poursuivent leurs études dans le système d'instruction publique tandis que les filles sont comparativement très nombreuses à le faire.

L'affluence au « cours supérieur » dans les écoles trifluviennes peut s'expliquer par la plus grande diversité des emplois disponibles à la ville incitant plus de garçons âgés de 14-16 ans à poursuivre leurs études, auxquels se joignent probablement quelques élèves issus du monde rural peu attirés par le travail de la terre. La prolongation des études pour les filles peut être motivée soit par une carrière dans l'enseignement ou par un séjour au pensionnat des Ursulines afin d'acquérir une formation jugée indispensable par certains parents. Les élèves trifluviens de cet âge se distinguent

donc des écoliers des localités du monde rural environnant où ce groupe ne forme que 5 % de la population scolaire.

Les recensements pour les comtés de la Mauricie dénombrent quelques travailleurs ou ouvrières de moins de 16 ans⁴¹ mais n'incluent pas la main-d'œuvre de cet âge qui travaille sur la ferme familiale. Les scieries rurales et urbaines sont, de loin, les firmes employant le plus de jeunes travailleurs. Boutiques et fabriques de toutes sortes peuvent aussi offrir des emplois aux jeunes de moins de 16 ans.

À l'instar des élèves du monde urbain, les garçons et les filles de plus de 14 ans de la campagne poursuivent leurs études afin d'obtenir un emploi sur le marché du travail. Pour celles qui ne se dirigent pas vers la carrière d'enseignante, cette prolongation est vue comme une préparation au rôle d'épouse et de mère qui les attend. À cette fin, l'enseignement donné dans les couvents ne semble pas assez pratique aux yeux du ministre de l'Instruction, Gédéon Ouimet, au début des années 1870. Il suggère alors qu'on y enseigne la tenue des livres, l'économie domestique et la coupe de vêtements, car « [il] ne suffit pas de savoir tenir un salon, il faut encore, et de toute nécessité, savoir conduire toute la maison⁴². »

Durant le dernier quart du XIX^e siècle, la proportion des élèves inscrits aux cours modèle et académique dans les trois comtés de la Mauricie reste pratiquement inchangée. Derrière cette apparente stabilité se cache une grande précarité. Les écoles modèles du monde rural éprouvent souvent de la difficulté à recruter le minimum d'élèves requis et, surtout, à conserver le statut « supérieur » de l'école

⁴¹ Nous remercions Jocelyn Morneau du Centre interuniversitaire en études québécoises de nous avoir fourni la documentation nécessaire.

⁴² *RSIP* 1872-1873 et partie de l'année 1874, p. vii-viii.

garantissant la subvention gouvernementale à la corporation. Plusieurs écoles modèles sont menacées à un moment ou à un autre de perdre leur statut si le minimum de six élèves étudiant toutes les matières du cours modèle ou académique n'est pas atteint. Une certaine concurrence s'exerce dès lors entre les établissements d'une même paroisse où il y a des écoles séparées de filles et de garçons.

La promotion du clergé en faveur d'écoles séparées de filles et de garçons n'est pas étrangère aux problèmes liés à une faible fréquentation de certaines écoles modèles de garçons. La venue d'un couvent réduit la population de l'école modèle autrefois mixte et précarise son statut. Ainsi l'école modèle de garçons du village de Saint-Maurice perd son allocation en 1893-1894, n'ayant pas six écoliers à ce niveau. L'année suivante, grâce à l'engagement de Étienne Dostaler, huit élèves suivront le programme, ce nombre restant stable jusqu'en 1901. Par ailleurs, le couvent de ce village dispense le cours modèle à six filles (1896-1897), ce nombre grim pant à quinze à la fin du siècle. Les pensionnats ne sont pas à l'abri cependant d'un manque d'effectifs et perdent, à l'occasion, leur subvention comme c'est le cas, en 1888, du couvent de Saint-Paulin où seules quatre écolières suivent, en partie, le programme du cours modèle.

Les degrés d'enseignement modèle et académique demeurent néanmoins réservés à un groupe d'élèves restreint qui plafonne autour de 6 % des inscriptions totales durant toute la deuxième moitié du siècle, avec un fléchissement à 5 % en 1874-1875, en pleine crise économique. Le cours classique n'attire pas beaucoup plus que la centaine d'élèves recensée annuellement dans les rapports du surintendant.

Les établissements dit « supérieurs » avaient d'abord été conçus pour assurer une meilleure formation aux « garçons seulement » comme le précise Jean-Baptiste

Meilleur dans sa lettre circulaire du 15 juin 1846⁴³. Dans la réalité, ce sont surtout les filles qui en profiteront grâce à la possibilité de faire carrière dans l'enseignement. Les parents retirent plus tôt les garçons de l'école dès qu'ils sont en âge de travailler aux gros travaux de la ferme ou de la coupe du bois tandis que ceux des villes préfèrent le travail rémunéré à l'instruction⁴⁴. La formation professionnelle des jeunes et, par conséquent, l'affluence aux études dites secondaires, ne viendra qu'avec le développement industriel durant les premières années du XX^e siècle⁴⁵. Dans son rapport de 1900-1901, le surintendant Boucher de la Bruère fait un plaidoyer pour ce genre d'écoles destinées aux fils des ouvriers pour lesquels il réclame « des écoles industrielles à Montréal et à Québec ou dans quelque autre centre manufacturier important ». Mais, Trois-Rivières n'aura la sienne qu'en 1918⁴⁶. Les quelques écoles du soir mises sur pied pour les jeunes travailleurs dans le dernier quart du XIX^e siècle, par exemple celle dirigée par les frères des Écoles chrétiennes de Trois-Rivières, dispensaient plutôt un enseignement élémentaire que technique⁴⁷. Une école du soir est également recensée dans le comté de Champlain dans la localité de Saint-Prosper⁴⁸.

⁴³ Jean-Baptiste Meilleur, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada*, Québec, Des Presses à vapeur de Léger Rousseau, 1876, Circulaire n° 9, en date du 15 juin 1846, p. 428.

⁴⁴ Marta Danylewycz, Beth Light et Alison Prentice, « The Evolution of the Sexual Division of Labour in Teaching: A Nineteenth-Century Ontario and Quebec Case Study », *Histoire sociale, Social History*, vol. XVI, n° 31, mai-Mai 1983, p. 91; Chad Gaffield, « Schooling, the Economy, and Rural Society in Nineteenth-Century Ontario », Joy Parr, ed., *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1982, p. 83 et John H. Rury, *Education and Women's Work. Female Schooling and the Division of Labour in Urban American, 1870-1930*, New York, State University of New York Press, 1991, p. 18-22.

⁴⁵ Jean-Pierre Charland, *L'enseignement spécialisé au Québec, 1867 à 1982*, Québec, IQRC, 1982, 482 p.

⁴⁶ *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement*, op. cit., p. 17.

⁴⁷ Ruby Heap, « Une chapitre dans l'histoire de l'éducation des adultes au Québec : les écoles du soir, 1889-1892 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4, mars, 1981, p. 597-625.

⁴⁸ RSIP 1900-1901, Tableau F, *Écoles spéciales* et Tableau G, *État des écoles du soir*, p. 318-320.

La population du réseau d'écoles publiques est donc constituée d'une forte majorité d'enfants âgés entre 5 et 13 ans. La fréquentation scolaire devient, peu à peu, un passage obligé pour tous les enfants d'âge légal auxquels se joignent leurs cadets et quelques aînés. Cependant, vu sous l'angle de l'assiduité des élèves, la situation s'assombrit quelque peu.

L'assiduité

L'assiduité en classe, c'est-à-dire, la présence régulière des élèves à l'école, apparaît comme un objectif bien difficile à atteindre. Les corporations scolaires essaient de trouver des solutions afin de contrer les absences ou pour en tirer profit, nous le verrons, tandis que des curés du haut de la chaire, exhortent les parents à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école. Pour leur part, au terme de leurs visites, les inspecteurs ne cessent de s'étonner de la faible assistance dans les classes. Ils commentent et analysent cet aspect de la vie scolaire en cherchant des responsables et en énumérant les obstacles entraînant l'absentéisme des écoliers⁴⁹. Ce sujet revient constamment dans leurs rapports à compter de 1873-1874.

Le résultat de la présence moyenne des élèves en classe est présenté, à l'exemple des statistiques gouvernementales, selon deux catégories⁵⁰. La première concerne les écoles élémentaires et la seconde, les écoles modèles et académiques. Dans ce dernier cas, le dénombrement ne tient pas compte du niveau d'études des élèves de sorte qu'il est impossible de préciser le nombres des élèves inscrits à l'élémentaire, au

⁴⁹ Voir Andrée Dufour, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMH, 1996, chapitre 9, p. 229-250.

⁵⁰ Malgré la difficulté que représente la comparaison entre 1877 et 1893, étant donné les huit localités du comté de Portneuf comprises dans le district de D. Lefebvre, nous utilisons tout de même ces chiffres pour tracer un profil de l'assiduité.

cours modèle ou au cours académique. Rappelons que les écoles dites « supérieures » sont composées en grande partie d'élèves du cours élémentaire⁵¹.

Le tableau 7.9 expose les taux d'assistance moyenne en Mauricie entre 1873 et 1901. Au milieu des années 1870, selon les données transmises par Petrus Hubert, nous pouvons évaluer à 70 % l'assiduité moyenne des élèves de la Mauricie du niveau élémentaire et à 78 % celle des écoliers inscrits dans les écoles modèles ou académiques et dans les institutions indépendantes⁵². En 1877, le taux de l'assistance moyenne baisse dans les écoles élémentaires tandis qu'il s'élève dans les écoles dites supérieures. Deux facteurs peuvent expliquer la baisse de ce taux sous le seuil de 70 % au cours des années 1873-1900. On peut prendre en compte la manière plus précise de calculer cette moyenne mais, il y a surtout les conditions socio-économiques des familles et l'état général des écoles et de l'enseignement qui influencent l'assiduité des élèves. Quant à la hausse de l'assiduité dans les écoles de village ou de la ville, la proximité de la population et la facilité du parcours pourraient se répercuter sur la présence régulière en classe. La moins grande sollicitation des petits villageois à accomplir des corvées domestiques, à l'instar des citadins, pourrait aussi favoriser une meilleure assiduité.

⁵¹ Ainsi, en 1877-1878, parmi les 212 élèves inscrits dans deux académies du district de David Lefebvre, 52 élèves sont inscrits au « cours supérieur » et dans le district voisin, parmi la population d'une académie de garçons comptant 162 élèves, 20 suivent le « cours supérieur ». Il en va ainsi pour toutes les écoles modèles et académiques.

⁵² *RSIP 1873-1874, Récapitulation. Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires et syndics d'écoles, et d'après ceux des institutions d'éducation supérieure subventionnées pour l'année 1873-1874*, p. 26-33. Pour établir ces pourcentages, nous avons divisé la colonne totalisant l'Assistance moyenne des élèves par le Total des élèves inscrits aux écoles élémentaires et multiplié le résultat par 100; puis nous avons répété l'exercice pour ceux inscrits dans les écoles modèles et académique.

La méthode utilisée par Petrus Hubert pour évaluer l'assiduité des élèves reste inconnue. Son successeur David Lefebvre constatant que la plupart des institutrices n'en donnent qu'un nombre approximatif, leur apprend « à calculer, mois par mois, l'assistance moyenne d'une manière exacte », mais l'inspecteur n'élabore pas davantage sur la formule employée. *RSIP 1882-1883, Rapport de David Lefebvre*, p. 59.

TABLEAU 7.9

Assistance moyenne dans les écoles élémentaires, modèles et académiques de la Mauricie entre 1873 et 1901

Année	District ou comté	Écoles élémentaires	Écoles modèles et académiques
1873-1874¹	Mauricie	70%	78%
1877-1878²	Champlain et partie de Portneuf	64%	82%
	Maskinongé et Saint-Maurice	65%	88%
	Taux moyen pour la Mauricie	65%	85%
1887-1888³	Champlain et partie de Portneuf	64%	75%
	Maskinongé et Saint-Maurice	70%	81%
	Taux moyen pour la Mauricie	67%	78%
1893-1894⁴	Champlain	66%	84%
	Maskinongé	69%	86%
	Saint-Maurice	72%	81%
	Taux moyen pour la Mauricie	69%	84%
1900-1901⁵	Champlain	64%	81%
	Maskinongé	68%	82%
	Saint-Maurice	67%	86%
	Taux moyen pour la Mauricie	66%	83%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Le choix des années s'explique ainsi : 1873-1874, première mention de la présence moyenne en classe; 1877-1878, la nouvelle répartition des données correspondant à la création de deux districts d'inspection en Mauricie; 1887-1888, la situation dix ans plus tard; 1893-1894 données pour chacun des trois comtés et constituant une période mitoyenne avant la fin de la période, 1900-1901.

¹ RSIP 1873-1874. Les pourcentages ont été calculés d'après le tableau *Récapitulation. Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires (...)*, p. 26-27. Pour établir les taux de ce tableau, nous avons divisé la colonne totalisant l'*Assistance moyenne des élèves* par le *Total des élèves inscrits* aux écoles élémentaires d'abord et répété l'exercice pour ceux inscrits dans les écoles modèles et académique.

² RSIP 1877-1878. D'après le tableau *Récapitulation. Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires (...)*, p. 108-115.

³ RSIP l'année 1887-1888. D'après le tableau *Statistique générale des écoles sous contrôle des corporations scolaires*, p. 194-199.

⁴ RSIP 1893-1894. D'après les tableaux *Statistique générale des écoles élémentaires, (...)*, p. 176-179; *Statistique générale des écoles modèles et académiques (...)*, p. 180-183.

⁵ RSIP pour 1900-1901. D'après les tableaux *Écoles élémentaires catholiques*, p. 186-187; *Écoles modèles*, p. 198-201; *Académies catholiques*, p. 206-209.

En 1900-1901, l'assiduité dans les écoles élémentaires du comté de Champlain affiche le plus faible taux (64 %). Une année auparavant ce ratio était pourtant de 68 %, ce qui permet de supposer soit une erreur dans la transmission des données⁵³ soit que des circonstances particulières aient provoqué une diminution de l'assistance

⁵³ RSIP 1899-1901, *General Statistics of Roman Catholic Elementary Schools*, p. 186.

moyenne à l'école, comme une maladie épidémique, par exemple. Par ailleurs, en comparant les données transmises par l'inspecteur pour le district de Champlain-Portneuf avec les chiffres obtenus pour le comté de Champlain uniquement, on note que les pourcentages d'assiduité, dans ce dernier comté, sont inférieurs dans les écoles élémentaires et dans les écoles académiques de 5 et de 2 % respectivement. J.-O. Goulet note que « le manque de qualifications pédagogiques de la part d'un trop grand nombre de titulaires » représente « un obstacle au progrès » dans les écoles. Ce phénomène toucherait-il davantage les corporations du comté de Champlain que les autres localités du comté de Portneuf?

L'impact des difficultés économiques sur l'assiduité des élèves semble universelle. Les contractions de l'économie ontarienne entraînent le chômage et la mobilité des travailleurs dans les villes, ce qui affecte la présence des écoliers en classe; lorsque les récoltes sont mauvaises, l'assiduité des élèves de la campagne s'en ressent aussitôt⁵⁴. Par ailleurs, entre 1860 et 1870, à peine 10 % des élèves du comté de Prescott vont à l'école durant 200 jours, durée de l'année scolaire, les autres n'y assistant que l'équivalent d'une demi-année⁵⁵. Les éléments naturels et les activités saisonnières ou quotidiennes entrent en conflit avec l'école dans une société rurale dont l'économie est de type agro-forestier. À compter des années 1870, des changements dans la structure économique, entre autres, favoriseront un intérêt grandissant pour la scolarisation des enfants. Des mesures législatives viseront également à encourager ce phénomène.

⁵⁴ Ian E. Davey, « Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteen-Century Ontario », p. 4.

⁵⁵ Chad Gaffield, *Language, Schooling and Cultural Conflict. The Origins of the French-Language controversy in Ontario*, McGill-Queen's University Press, Kingston and Montreal, 1988, p. 109-110.

En 1871, l'Ontario adopte une loi sur l'instruction obligatoire des enfants entre 7 et 12 ans sur une période minimale de quatre mois par année. Cette loi s'avère plutôt inefficace. Pour quelques décennies encore, l'école vivra au rythme des soubresauts de l'économie ou des nécessités familiales retenant les enfants à la maison⁵⁶. Au tournant du siècle, l'amélioration de la vie économique plus que la loi favorisera l'assiduité des enfants ontariens.

En France, une loi sur l'établissement de la gratuité (1881) et l'obligation scolaire (1882) favoriseront une fréquentation plus régulière jusqu'à 13 ans. Au début du 20^e siècle, l'absentéisme n'est pas totalement disparu, mais il est fortement atténué⁵⁷. Avant les mesures législatives, il apparaît comme le reflet des inégalités sociales. Il peut être saisonnier ou socio-économique ou perçu, comme dans le Poitou, telle une « nécessité psychologique », c'est-à-dire que les parents craignent qu'une fréquentation scolaire régulière puisse faire perdre le goût à leurs enfants des « journées entières passées en plein air par le froid, le chaud, la pluie⁵⁸. »

Au Québec, la fréquentation n'est pas obligatoire, et l'école n'est pas gratuite puisqu'on impose une rétribution mensuelle. Compte tenu d'un contexte socio-économique difficile, particulièrement pour la Mauricie, l'assiduité des élèves du niveau élémentaire ne peut que souffrir de cet état de chose. Les taux d'assiduité présentent donc une constance assez remarquable durant le dernier quart du XIX^e siècle se situant grosse modo à 67 % pour le niveau élémentaire et à 82 % pour les cours modèle et académique. Comparativement à la situation globale au Québec, la

⁵⁶ Susan E. Houston and Alison Prentice, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, p. 337 et 215.

⁵⁷ Gabriel Désert, « Alphabétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au 19^e siècle », p. 163.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 162.

Mauricie affiche, jusque dans les années 1890, une moins bonne performance, comme nous l'illustrons dans le tableau 7.10. Cependant, on remarque, dans la dernière décennie du siècle, un rétrécissement des écarts pour les écoles élémentaires. L'assistance moyenne dans les écoles modèles de la Mauricie s'ajuste à celle des autres institutions québécoises de ce genre. Les fonctionnaires du département de l'Instruction publique, lors de leurs tournées, ne manquent pas d'observer et d'analyser ce phénomène.

TABLEAU 7.10

**Comparaison entre l'assistance moyenne dans les écoles
de la Mauricie et de la Province de Québec entre 1873 et 1901**

Année	District ou comté	Écoles élémentaires	Écoles modèles et académiques
1873-1874	Mauricie	70%	78%
	Province de Québec	73%	84%
1877-1878	Mauricie	65%	85%
	Province de Québec	73%	84%
1887-1888	Mauricie	67%	78%
	Province de Québec	72%	81%
1893-1894	Mauricie	69%	84%
	Province de Québec	71%	84%
1900-1901	Mauricie	66%	83%
	Province de Québec	68%	82%

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique. Pour le choix des années et pour la provenance des données, se référer au tableau 7.9.

Les inspecteurs de la Mauricie rendent d'abord le personnel enseignant responsable du manque d'assiduité de leurs élèves. Ambroise Tétreault souligne que « dans toutes les bonnes écoles, l'assistance est généralement satisfaisante et atteint même quelquefois jusqu'à quatre-vingt-dix par cent; tandis qu'à dix pas plus loin, dans la même concession, l'école est déserte⁵⁹. » Son confrère David Lefebvre en fait

⁵⁹ RSIP 1878-1879, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 114.

presque un leitmotiv tant il revient fréquemment sur le lien entre une école bien dirigée et une assistance régulière. Tous deux modulent cependant la sévérité de leur jugement prenant en compte d'autres obstacles tout aussi importants. S'ils déplorent parfois une certaine apathie face à l'instruction tant chez des parents que chez leurs enfants, ils ne peuvent ignorer la situation propre aux élèves de la campagne disséminés sur un vaste territoire.

La trop grande distance à franchir sur une route accidentée ou encore les intempéries surtout pour les jeunes élèves sont maintes fois soulignées. De son côté, le surintendant P.-J.-O. Chauveau compare, en 1855, la fréquentation des élèves d'ici avec ceux du « Haut-Canada » et de la Nouvelle-Écosse. Il explique l'assistance plus faible des enfants du Bas-Canada à l'inclémence du climat « plus grande ici que partout ailleurs en Amérique » et aux longues distances qu'ils ont à parcourir, surtout dans les nouvelles corporations « où la misère est d'ailleurs une excuse sans réplique », ajoute-t-il encore. Pour sa part, Pierre Boucher de La Bruère, dans son rapport de 1900-1901, prend toujours en compte ces empêchements. Il se dit même satisfait de la fréquentation scolaire compte tenu des difficultés rencontrées par les enfants du monde rural. « Dans la rude saison de l'hiver, comme aux temps de l'automne ou à la fonte des neiges, on ne peut exiger une assistance aussi régulière à la classe et, en cela, la position de l'enfant du cultivateur est bien différente de celle de l'enfant des villes⁶⁰. »

La liste des éléments entravant la présence assidue des élèves n'est pourtant pas terminée. Les emplois saisonniers ou les corvées domestiques entrecoupent l'année scolaire et retiennent hors de l'école les garçons et les filles à différentes époques de l'année au détriment des études. En 1885, le curé de Cap-de-la-Madeleine remarque

⁶⁰ *RSIP* 1900-1901.

que la manufacture d'allumettes compromet l'assiduité des élèves à l'école⁶¹. Les « maladies épidémiques » retiennent parfois des écoliers à la maison⁶². L'inspecteur Tétreault attribue la diminution d'élèves en partie à ce facteur et nous pouvons penser qu'une fois guéris, les parents jugent préférable de ne pas retourner leurs enfants à l'école. Le délabrement de certaines écoles et l'exiguïté des locaux n'encouragent pas toujours les écoliers à l'assiduité, comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent. Un mobilier inadapté à la taille des enfants ou des bancs sans dossiers et une température ambiante insupportable créent des conditions où « il n'y a pas d'assistance, (...) les enfants fuient l'école comme l'oiseau fuit la cage⁶³ ».

Ainsi, trois écoles de Yamachiche, décrites comme ayant chacune « un mobilier défectueux et une maison malpropre » accueillent moins de la moitié des élèves inscrits⁶⁴. À l'école du village de Sainte-Thècle, l'assistance moyenne en 1893, n'est que de 54 élèves sur 92⁶⁵. La surpopulation des écoles va en s'accroissant à compter des années 1880 et les bulletins d'inspection en font grandement état. L'exiguïté affecte même les nouvelles écoles, les corporations ayant tendance à construire trop petit. En fait, l'obligation d'engager des sous-maîtres (1883) pour les classes populeuses peut être perçue comme un moyen d'améliorer l'enseignement et d'assurer, par voie de conséquence, une meilleure assiduité. Mais encore faut-il pouvoir offrir des conditions propices à l'étude.

⁶¹ Carmen Rousseau, « Les Oblats et l'encadrement paroissial au Cap-de-la-Madeleine, 1902-1918 », dans Serge Gagnon et René Hardy, *L'église et le village au Québec, 1850-1930. L'enseignement des Cahiers de prônes*, Montréal, Leméac, 1979, p. 135.

⁶² *RSIP* 1885-1886, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 95 et *RSIP* 1886-1887, Rapport de A. Tétreault, p. 123.

⁶³ *RSIP* 1877-1878, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 93.

⁶⁴ ANQ, Correspondance reçue de Yamachiche, document n° 483, 1878 : l'école n° 2 reçoit 25 élèves sur 52, la n° 3, 6 sur 19 et la n° 12, 10 sur 27.

⁶⁵ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 290, 1893 : attestation du secrétaire-trésorier Théophile Magnan, en date du 10 avril 1893.

Le problème de l'assiduité préoccupe certainement les commissaires d'école. Ils s'attardent surtout à trouver des solutions. Ainsi, pour contrer les difficultés rencontrées durant l'hiver, en raison de la rigueur du climat ou l'absence de chemins publics, des commissaires souhaitent allonger la période de vacances « du jour de l'An » quitte à raccourcir d'autant celle de l'été ou même à fixer les vacances annuelles du 1^{er} février au 15 mars⁶⁶. D'autres, pour profiter du travail des enfants durant la saison des foins et des récoltes, suggèrent que les vacances soient fixées du 1^{er} août au 15 septembre⁶⁷.

La période et la durée des vacances annuelles demeurent longtemps la responsabilité des corporations scolaires. Dans sa circulaire du 4 juin 1849, Jean-Baptiste Meilleur recommande aux commissaires d'offrir plus que les huit mois d'école exigés par la loi, l'année scolaire pouvant aller jusqu'à onze mois. Pour le surintendant, huit mois représentent un minimum car les enfants risquent d'oublier, pendant l'autre tiers de l'année où ils seront absents de l'école, ce qu'ils viennent tout juste d'apprendre. L'uniformisation de la période de vacances sera imposée en 1894. Les règlements du conseil de l'Instruction publique prescrivent alors deux périodes. Pour les écoles du monde rural, elle est fixée du 15 juillet au premier lundi de septembre et pour le monde urbain, du 1^{er} juillet au lundi le plus rapproché du 1^{er} septembre.

En 1898, la corporation de Sainte-Thècle demande, pour sa part, de commencer les vacances le 1^{er} juillet afin de ne pas obliger les institutrices à s'installer pour une

⁶⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Luc, document n° 1246, 1900; de Saint-Jean-des-Piles, document n° 1966, 1898; de Saint-Jacques-des-Piles, document n° 1495, 1900 et de Saint-Narcisse, document n° 1817, 1900.

⁶⁷ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Narcisse, document n° 1090, 1892.

quinzaine de jours et à repartir ensuite dans leur famille respective. En outre, le président Théophile Magnan croit que la période des grandes chaleurs n'est pas un temps propice à l'étude⁶⁸. Il ne fut certainement pas le seul à demander une exemption car quelques années plus tard, en 1906, les règlements ne prescrivent qu'une seule période allant du 1^{er} juillet au premier lundi de septembre. La possibilité pour les corporations de choisir un autre moment avec l'approbation du surintendant subsiste cependant.

Le calendrier scolaire entre certainement en conflit avec les travaux saisonniers qui nécessitent la participation de toute la famille. Les grands enfants accompagnent les parents aux champs, tandis que d'autres, assez vieux pour surveiller les tout-petits, restent à la maison⁶⁹. Plusieurs élèves manquent ainsi le début de l'année scolaire et quelques-uns semblent incapables de rattraper ce retard. Les propos tenus par le curé du Cap-de-la-Madeleine et celui de la paroisse Sainte-Eulalie, située au sud de Trois-Rivières, incitent les parents à envoyer les enfants à l'école « dès le premier jour et toute l'année. » En 1887, le curé Arthur-Basile Prince (Sainte-Eulalie) exhorte les parents à « se priver des petits services des enfants [...]. C'est un vol que de les priver de l'instruction qui leur sera si nécessaire pendant toute leur vie⁷⁰. »

Certaines corporations cherchent, par contre, à tirer profit d'une faible assiduité. En effet, des commissaires, aux prises avec un manque de ressources, sollicitent la permission d'engager une institutrice non brevetée pour les écoles où l'assistance moyenne des élèves n'est pas élevée. Ainsi, le secrétaire-trésorier de la paroisse de

⁶⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 1313, 1898 : lettre de Théophile Magnan en date du 20 juin.

⁶⁹ Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 2510, 1878 : lettre du secrétaire-trésorier Robert Trudel en date du 24 septembre.

⁷⁰ Serge Gagnon et René Hardy, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, p. 134, 156 et 157.

Saint-Tite demande l'autorisation d'embaucher une maîtresse non diplômée pour l'école n° 3 « peu fréquentée », c'est-à-dire, où il n'y a que neuf enfants assidus sur trente-quatre. D'après lui, une « institutrice qui pourrait enseigner les premiers éléments des sciences et le catéchisme pourrait répondre au zèle sinon aux exigences des parents⁷¹. »

Tel est également le raisonnement tenu par le secrétaire de Sainte-Ursule, en 1896 et celui de Saint-Maurice, en septembre 1898⁷². Cette dernière corporation doit combler un poste pour une école située à dix kilomètres de l'église (6,25 milles). Des quinze enfants inscrits, l'assistance moyenne est de six mais, d'ajouter le correspondant, « il est important de tenir une école dans cet arrondissement éloigné pour que les enfants apprennent au moins à lire et à écrire et le catéchisme. » En 1900, une permission similaire est demandée par la corporation de Saint-Narcisse surchargée par la construction d'une école modèle et incapable d'aider davantage la petite école n° 7 où l'assiduité n'est que de neuf élèves sur les dix-sept inscrits. Par effet d'entraînement, la fréquentation irrégulière d'un petit groupe d'élèves justifie l'engagement d'un personnel moins qualifié et l'apprentissage du catéchisme terminé, les parents les retirent de l'école. La première communion coïncide vraisemblablement, vers l'âge de douze ou treize ans, avec la fin de l'obligation pour les parents de payer la rétribution mensuelle.

L'assistance moyenne demeure somme toute assez constante dans le dernier quart du XIX^e siècle à cause de la persistance de différentes contraintes socio-économiques. Le manque de ressources ralentit, voire empêche la fréquentation de plusieurs enfants

⁷¹ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Tite, document n° 945, 1890 : lettre en date du 22 juillet.

⁷² ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 56, 1896 : lettre en date du 21 septembre et de Saint-Maurice, document n° 2236, 1898 : lettre du 14 septembre.

et entrave la présence régulière en classe de nombreux élèves. Dans cette société en grande partie rurale, le recours au travail des enfants à différentes périodes de l'année influence à la baisse la présence moyenne des élèves en classe. L'école cherche à s'imposer avec son calendrier, son matériel pédagogique et ses règlements et confronte en quelque sorte l'autorité familiale. Dans les prônes, le curé de Sainte-Eulalie ne cherche-t-il pas à convaincre ses paroissiens de respecter le travail des institutrices et de ne pas prendre le parti des enfants contre elles? Enfin, comme la loi n'oblige pas les parents à envoyer leurs enfants à l'école, certains en profitent pour affirmer la prépondérance du foyer familial sur l'école, même s'ils doivent verser la rétribution mensuelle pour tous les enfants d'âge légal qu'ils aillent ou non à l'école.

Conclusion

Peu à peu, l'école attire la presque totalité des enfants d'âge légal. De même, les enfants de 5 à 7 ans sont fort nombreux à fréquenter les écoles en 1900. Leurs aînés, âgés de plus de 14 ans persistent à abandonner tôt l'école. Le monde rural accapare rapidement les enfants capables d'aider aux travaux de la ferme, spécialement les garçons tandis que plusieurs filles peuvent prolonger leurs études au-delà de 16 ans. Le plus difficile pour les écoliers semble de se rendre en classe tous les jours de l'année scolaire, en particulier, dans les écoles de rang dispersées ici et là.

Pour un bon nombre des élèves, le séjour à l'école sera maintes fois interrompu. L'absentéisme affiche une stabilité déconcertante, surtout dans les écoles de la campagne. La volonté des parents d'envoyer chaque matin les enfants à l'école n'est pas seule en cause. Il y a les impératifs économiques qui en obligent plusieurs à recourir aux services de leurs enfants et de nombreux autres facteurs entravent l'assiduité : la distance, le mauvais temps, voire la pauvreté ou la maladie.

Entre 1850 et 1900, malgré une augmentation du nombre des élèves et des écoles, les études modèles et académiques n'attirent que peu d'élèves, soit environ 6 % de la population. On retrouve des « écoles supérieures » à Trois-Rivières et dans les villages les plus prospères de la Mauricie. Les garçons peuvent y suivre un cours commercial tandis qu'un faible nombre obtiendra le brevet d'enseignement. Les filles inscrites dans ces écoles, dont certaines sont indépendantes et obligent les parents à une plus grande dépense, se destinent pour la plupart à l'enseignement. La stabilité de la population de ces écoles pourrait signifier que les élèves terminant leur « cours supérieur » assurent pleinement la relève dans l'enseignement ou dans les commerces et petites entreprises de la Mauricie ou, autrement dit, comblent les emplois disponibles pour les jeunes qui ne se destinent pas à l'agriculture. Que les filles soient plus nombreuses que les garçons à ces degrés n'est pas unique au Québec, puisque ailleurs, comme en Ontario ou aux États-Unis, on retrouve la même caractéristique.

La comparaison régionale démontre, qu'en 1900-1901, la population rurale des comtés de la Mauricie adopte sensiblement la même attitude face à l'éducation des garçons et des filles et surtout quant à la prolongation des études réservée à une élite qui reste stable tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Certains contribuables de la ville de Trois-Rivières, par contre, encouragent davantage quelques-uns de leurs enfants à fréquenter l'école jusqu'à 16 ans.

D'où vient l'impression que dans la province de Québec, les femmes sont plus instruites que les hommes? Elles forment la majorité des élèves de plus 14 ans, mais ce groupe ne représente que 6 % de la population scolaire totale. La prolongation des études pour cette proportion de filles les place dans la catégorie des gens plus instruits

que la moyenne et donne une certaine crédibilité à l'adage populaire. On pourrait également considérer que ce n'est pas tant le temps passé à l'école qui distingue les filles des garçons mais le fait que ces dernières utilisent davantage les apprentissages scolaires. Au sein des familles, elles lisent et écrivent peut-être davantage que leurs frères ce qui alimente l'impression qu'elles sont plus instruites.

Il existe des préjugés face à l'école dans ce monde à majorité rurale. Certains disent qu'il « ne faut pas tant d'instruction pour cultiver la terre⁷³ » tandis que d'autres contribuables donnent la priorité aux corvées domestiques au détriment d'une présence régulière en classe. Cependant, la question économique demeure la véritable pierre d'achoppement de tout le système d'instruction publique puisqu'elle détermine souvent qui ira à l'école, à quel moment et pour combien de temps. L'assiduité en classe aura des répercussions indéniables sur la qualité des apprentissages scolaires.

⁷³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Geneviève, document n° 2510, 1878 : lettre du secrétaire-trésorier Robert Trudel, en date du 24 septembre.

CHAPITRE 8

UNE SCOLARISATION SUR MESURE

Introduction

Aussitôt franchi le seuil de la classe, les élèves expérimentent un mode de vie particulier : celui de l'apprentissage scolaire. Ils ont à se conformer à une routine, à un règlement et surtout à s'astreindre à un travail intellectuel sous la direction d'un maître. Avant que les élèves puissent tous être capables de lire, écrire et compter, il faudra bien des années d'effort. Entre-temps, la diversité de la population scolaire, l'absentéisme, la pauvreté des moyens pédagogiques et la surpopulation des classes entravent l'acquisition de ces savoirs essentiels et n'assureront pas à tous la maîtrise de ces habiletés une fois leurs études terminées.

Nous désirons, dans ce dernier chapitre, explorer le fonctionnement de cette école publique. Nous verrons, dans un premier temps, les différentes facettes d'une organisation pédagogique variée adaptée à une clientèle diversifiée. Le personnel enseignant expérimente différents modes d'enseignement et s'adapte aux programmes d'études mis en place par le département de l'Instruction publique.

En second lieu, nous aborderons la valeur de l'instruction dispensée dans toutes ces écoles. Entre 1850 et 1891, les progrès se mesurent au nombre d'écoliers apprenant à lire, à écrire et à compter ou ceux étudiant la grammaire ou la géographie, par exemple. Cette évaluation, par matière, permet également de vérifier l'efficacité du personnel parfois démunie de techniques d'enseignement puisque la plupart d'entre eux n'ont pas fréquenté l'école normale. Le classement des élèves selon les degrés des

programmes d'études n'apparaît que dans la dernière décennie. Les tableaux statistiques révèlent alors que si la formation des élèves s'est améliorée, elle demeure néanmoins incomplète.

Cette incursion dans le monde scolaire se termine par une esquisse de la sociabilité écolière. Un rythme propre, une réglementation prescrivant à l'élève comme à l'instituteur le comportement souhaité, des corvées incontournables, voilà quelques éléments typiques de la vie à l'école. Une fête ou une cérémonie ou encore la visite de l'inspecteur viennent tour à tour briser la routine. À travers le déroulement habituel de la classe, entrecoupé de ces imprévus, les élèves expérimentent une manière de vivre particulière.

L'organisation pédagogique des écoles

Après avoir mis en place leur réseau d'écoles et engagé le personnel enseignant, les corporations scolaires doivent mettre sur pied un programme d'études. L'organisation pédagogique des écoles reposera, du moins jusqu'en 1873, en grande partie sur les instituteurs, selon le désir même des commissaires. Puis, le département de l'Instruction publique imposera un premier programme d'études et graduellement, par l'entremise du conseil de l'Instruction publique, encadrera de plus en plus l'apprentissage, uniformisant pratiques et enseignements.

Modes d'enseignement

Le type d'école détermine bien souvent le mode d'enseignement. La petite école de rang ne disposant que d'une seule salle de classe où sont regroupés les élèves de plusieurs niveaux nécessite un enseignement adapté à cette clientèle hétérogène. Par

contre, une école de la ville ou d'un village peuplé peut comprendre plusieurs classes si le nombre d'enfants ou l'espace disponible permettent une répartition plus homogène des élèves selon leur degré d'avancement. Diverses méthodes d'enseignement sont utilisées selon la composition de la classe.

Parmi ces méthodes, on distingue : les modes individuel, simultané, mutuel ou mixte, ce dernier intégrant deux modes différents. Jean Langevin, dans son manuel de pédagogie, expose les particularités de chacun d'eux dont l'utilisation est laissée à la discrétion des titulaires. Lorsque le maître recourt au mode individuel, il s'adresse à chacun des enfants et il dispense des leçons particulières; le mode simultané développé par les frères des Écoles chrétiennes permet au maître d'instruire en même temps les élèves d'un même niveau, « ce qui suppose qu'ils soient répartis suivant leurs connaissances, en classes de niveau relativement homogène¹ ». Quant au mode mutuel, il s'agit pour le maître de recourir à des moniteurs, élèves servant de répétiteurs auprès de camarades moins avancés, ce qui lui évite des pertes de temps. À l'origine, la méthode mutuelle, mise au point par Joseph Lancaster, pédagogue anglais, ne requérait qu'un seul enseignant pour des centaines d'élèves répartis par groupes disciplinaires uniformes recevant leur instruction de moniteurs, élèves plus doués ou plus avancés que les autres². Disparue des écoles françaises dans les années 1830³, cette méthode persistera plus longtemps au Québec, notamment à Montréal⁴.

¹ Alain Choppin, *Les manuels scolaires*. Histoire et actualité, Paris, Hachette, 1992, p. 8.

² Fabienne Reboul-Sherrer, *La vie quotidienne des premiers instituteurs, 1833-1882*, Paris, Hachette, 1989, p. 13.

³ Pour la France, Alain Choppin, *op. cit.* p. 8. Pour le Québec, voir Jean-Jacques Jolois, *Joseph-François Perrault (1753-1844) et les origines de l'enseignement laïque au Bas-Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1969, 266 p.

⁴ Andrée Dufour, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMH, 1996, p. 194.

Aucune classe à la façon lancastrienne n'a semblé exister en Mauricie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. On lui préfère le modèle « enseignement mutuel amendé », pour reprendre l'expression de Serge Gagnon⁵. Ainsi, tel que prôné par Langevin, on préconise l'emploi du mode mixte alliant les modes simultané et mutuel, « convenable à toute école tant soit peu nombreuse⁶ ». Les moniteurs-répétiteurs seront d'un grand secours aux maîtresses des écoles de rang à plusieurs divisions.

En 1853, Jean-Baptiste Meilleur, dans sa circulaire du 3 juin, recommande « l'enseignement mutuel, au moins autant que les enfants seront en état d'en profiter, sans cependant prohiber absolument l'enseignement individuel⁷ ». Cette directive correspond à son idéal d'avoir peu d'écoles, mais d'excellentes dirigées par des maîtres compétents. Dans ses premières instructions aux inspecteurs d'écoles (1852), le surintendant leur demande toutefois de préciser si l'enseignement est « mutuel, individuel ou spontané ». Lors de la révision des programmes en 1879, le recours à un sous-maître ou à un moniteur est recommandé lorsqu'il est question de la distribution du temps d'enseignement. Une telle assistance permet aux instituteurs de couvrir entièrement le programme, surtout dans les classes nombreuses, et d'occuper ainsi continuellement les élèves⁸. En 1885, le surintendant veut toujours connaître le mode privilégié selon trois choix : « individuel, simultané ou mutuel ». Ce point disparaît du formulaire conçu dix ans plus tard, nous laissant présumer qu'on a

⁵ Serge Gagnon, *De l'oralité à l'écriture. Le manuel de français à l'école primaire (1830-1900)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 58-60.

⁶ Jean Langevin, *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, Québec, C. Darveau, 1865, p. 271.

⁷ RSIP 1854, Circulaire n° 8 aux inspecteurs d'écoles.

⁸ Michel Allard et Bernard Lefebvre, dir., *Les programmes d'études catholiques francophones du Québec. Des origines à aujourd'hui*, Montréal, Les Éditions Logiques, 1998, 707 p.

généralisé l'utilisation de la méthode simultanée, telle que recommandée par les règlements du conseil de l'Instruction publique de 1894. Le recours aux moniteurs ne continue pas moins d'être suggéré, en 1906, mais on limite leur tâche « à faire lire les enfants, à entendre la récitation des leçons, à donner la dictée [...]. Les élèves-moniteurs ne peuvent jamais être chargés de montrer du nouveau », est-il clairement énoncé.

Quelques instituteurs de la Mauricie utilisent, en effet, la méthode mutuelle. En 1857, Mlle Desaulniers de Pointe-du-Lac écrit qu'elle a une classe variant entre 60 et 92 élèves. Elle a recours à une monitrice âgée de 15 ans dont elle achève, par ailleurs, la formation pour l'enseignement⁹. David Lefebvre, instituteur de Sainte-Ursule, en 1861, se déclare prêt à employer la méthode simultanée-mutuelle si son projet d'école modèle réussit, son fils devant agir comme moniteur auprès des commençants¹⁰. Quelques années plus tard, le secrétaire-trésorier J.-G. Lamothe de Champlain proteste contre l'obligation imposée par le département de l'Instruction publique, en 1883, d'engager des sous-mâtres pour les classes nombreuses. L'engagement d'un assistant lui paraît trop onéreux d'autant plus que la méthode actuelle utilisée par le maître fonctionne très bien. « L'instituteur ne s'est jamais plaint du grand nombre d'élèves. Le système de moniteurs qu'il emploie avec une grande efficacité lui permet de faire faire aux élèves autant de progrès que s'il était aidé d'un assistant salarié, les rapports de M. l'inspecteur Lefebvre sont là pour le prouver », plaide-t-il efficacement, ce qui lui vaut au moins une année de sursis¹¹.

⁹ ANQ, Correspondance reçue de Pointe-du-Lac, document n° 1645, 1857 : lettre de Petrus Hubert en date du 27 février 1858.

¹⁰ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1119, 1861 : lettre en date du 20 mai.

¹¹ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 1086, 1884, lettre en date du 22 septembre.

Selon le *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1883-1884*, 71 élèves fréquentent cette école.

Dans les écoles de rang, les institutrices optent vraisemblablement pour un mode triple : individuel-simultané-mutuel afin de s'adapter à la clientèle plus ou moins nombreuse et diversifiée et faire profiter aux débutants de l'aide des élèves plus avancés ou se préparant au brevet d'enseignement. L'enseignement de certaines matières, comme l'écriture ou le dessin linéaire, peut être donné simultanément à toute la classe, tandis que celui de la grammaire ou de l'arithmétique nécessite des connaissances particulières ou s'adresse à un nombre très restreint d'élèves. La plupart des élèves du monde rural suivent individuellement ou par petits groupes le programme du cours élémentaire, sans jamais être intégrés à un groupe homogène comme dans l'école urbaine. Ce mode de fonctionnement caractérise surtout les écoles de rang.

Les programmes d'études

L'enseignement des matières de base (lecture, écriture, arithmétique) et la formation religieuse et morale demeurent longtemps des objectifs généraux sans lien avec un programme d'études très précis. Entre 1841 et 1873, les commissaires ont la responsabilité d'établir le programme d'études dans leur localité. Chaque corporation détermine ses propres objectifs et compte sur les instituteurs pour les réaliser. Par contre, à partir de 1860, le conseil de l'Instruction publique dresse une liste de livres approuvés, imposant une certaine limite dans le choix des manuels.

En 1872-1873, le conseil de l'Instruction publique établit enfin un programme d'études primaires de quatre années : école élémentaire premier degré (un an),

deuxième degré (un an), école modèle (un an) et école académique (un an). Ces quatre années sont qualifiées de « théoriques » par Louis-Philippe Audet, car pour compléter ce programme, il faut, selon lui, un temps beaucoup plus long tant à l'élémentaire qu'aux cours modèle et académique, mais il ne précise pas davantage¹². Les deux remaniements de programme subséquents produits en 1888 et en 1905 font porter la durée du cours élémentaire sur quatre ans et celle des cours modèle et académique sur deux ans chacun¹³. La première année d'études du programme de 1905 exigeait deux ou trois années scolaires et les six premières années ne pouvaient être complétées en moins de neuf ans¹⁴. Donc, au terme d'un séjour de six ans à l'école, entrecoupé maintes fois d'absences comme on l'a vu précédemment, la masse des élèves ne pouvait vraisemblablement que compléter les deux premières années du cours élémentaire.

Le premier programme d'études (1872-1873) se présente davantage comme une nomenclature des matières obligatoires, sans plus. Six ans plus tard, un tableau de distribution du temps encadre un peu mieux l'enseignement. Il faut attendre le programme de 1888 pour que le personnel enseignant puisse y trouver quelques directives pédagogiques, mais la répartition du temps d'enseignement est dorénavant laissée à chacun des titulaires. Cependant, les inspecteurs exigeront qu'ils affichent un tableau de l'emploi du temps dans leur classe, horaire qu'ils auront eux-mêmes

¹² Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1840-1971*, tome 2, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971, p. 106.

¹³ Le cours élémentaire est de quatre ans, de la 1^{ère} à la 4^e année mais il comporte deux degrés : le premier degré (de la 1^{ère} année à la 3^e année inclusivement) et le second degré (4^e année). Les cours modèle et académique sont composés tous deux de deux années, 1^{ère} et 2^e mais ne sont pas divisés par degré comme à l'élémentaire. *RSIP 1900-1901. Tableaux intitulés Écoles élémentaires catholiques, Écoles modèles catholiques, Académies catholiques*, p.190-213.

¹⁴ Louis-Philippe Audet, *L'histoire de l'enseignement au Québec, 1840-1971*, tome 2, *op. cit.*, p. 273.

déterminé¹⁵. Le classement des élèves et leur passage d'un degré à un autre continuent de relever uniquement des enseignants.

Classement des élèves

De 1855 jusqu'aux années 1890, le classement des élèves s'effectue sur une base individuelle établie selon l'avancement de chacun dans l'étude des diverses matières inscrites au programme en vigueur. Ainsi, il est possible de connaître combien apprennent, par exemple, à lire, à écrire et à compter à l'échelle d'un comté ou de la province¹⁶. Ce procédé n'est pas propre au Québec puisqu'il est également employé dans l'évaluation de la clientèle des écoles ontariennes¹⁷. Dans ses premières instructions aux inspecteurs (1851) ainsi que dans sa circulaire du 22 juin 1854, le surintendant Jean-Baptiste Meilleur privilégie cette façon de faire. Son successeur Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1856) l'adopte à son tour, car il considère que « le progrès réel [...] doit être jugé beaucoup plus d'après le nombre d'enfants qui profitent de ce qu'on leur enseigne que d'après le nombre de ceux qui fréquentent les écoles¹⁸ ». Par la suite, en dépit de l'existence de programmes d'études qui

¹⁵ Étant donné « les conditions parfois considérablement différentes où se trouvent les écoles, il n'est pas imposé de tableau unique de l'emploi du temps » précisent les règlements du conseil de l'Instruction publique en 1906. Toutefois, l'instituteur devra prendre en compte une série de directives (article n° 73) qui n'imposent aucune limite de temps dans l'enseignement des matières au programme.

¹⁶ Ce procédé peut aussi être perçu comme un indicateur de la capacité des maîtres à enseigner telle ou telle matière.

¹⁷ R. D. Gidney and W. P. J. Millar, *Inventing Secondary Education, The Rise of the High School in Nineteenth-Century*, McGill-Queen's University Press, Montreal & Kingston, 1990, 411 p. Ces historiens utilisent des données semblables pour illustrer les effectifs des écoles ontariennes transmises annuellement dans l'Annual Report of the Normal, Model, Grammar, and Common Schools in Upper Canada [to 1875] and Report of the Minister of Education (Ontario) [after 1875].

¹⁸ RSIP 1856, p. 21.

définissent la progression des élèves par année, on continue à les dénombrer par matières.

Le classement par degrés d'études n'apparaîtra dans les rapports annuels du surintendant qu'en 1891-1892, soit après l'adoption d'un nouveau programme (1888) restructurant le cours élémentaire en quatre années et les cours modèle et académique en deux années chacun. L'ancienne méthode utilisée pour la transmission des informations sur les élèves ne disparaît pas immédiatement. Les inspecteurs recensent les élèves par degré tout en maintenant la répartition des élèves par matières, finalement abandonnée après l'année scolaire 1899-1900. Ainsi, on retrouve dans les rapports statistiques le dénombrement des « élèves dans les différents cours élémentaire 1^{ère} année, élémentaire 2^e année, [...], modèle 1^{ère} année, etc. » et le recensement des « élèves étudiant les différentes branches de l'enseignement : lecture, écriture, grammaire, etc. »¹⁹. Il arrive aussi que les inspecteurs dans leurs rapports détaillés dénombrent les écoliers selon huit échelons, de la première à la huitième année²⁰.

Le classement des élèves par groupe homogène est utilisé dans le rapport annuel de 1855 par l'inspecteur Hubert. Il y précise que l'école des frères de Trois-Rivières est divisée « en quatre classes ». Cette indication laisse supposer que les écoliers sont répartis en quatre divisions. Ce regroupement selon un niveau semblable d'avancement permet un enseignement simultané propre aux principes de la pédagogie lasallienne. Toutefois, cette méthode n'est pas généralisée à toutes les

¹⁹ *RSIP 1891-1892, Statistique générale concernant les élèves d'après les rapport des inspecteurs d'écoles* [...], p. 164-165.

²⁰ *RSIP 1891-1892*, p. 29, 1894-1895, p. 45, 1898-1899, p. 101.

écoles de la ville. En 1884, la corporation répartit les élèves des écoles de filles n° 2 et n° 4 dirigées par les laïques selon trois niveaux : la classe des petites, des moyennes et des grandes alors regroupées dans un même établissement²¹.

En général, le classement individuel des élèves demeure la responsabilité exclusive du personnel enseignant. Aucun examen officiel émanant du département de l'Instruction publique ne sanctionne les études du cours élémentaire et aucune instance locale n'émet de diplôme de fin d'études. À ce propos, Louis-Philippe Audet relate que, malgré plusieurs demandes formulées dans ce sens par les inspecteurs (1853, 1910, 1925), il faut attendre 1928 pour que le comité catholique autorise enfin une certification pour les élèves de 6^e et de 7^e année. Elle ne deviendra effective que dix ans plus tard (1938) sanctionnant les études de 7^e et de 9^e année²². Certains établissements décernent tout de même un certificat sans caractère officiel et, toujours selon Audet, l'on invitait parfois les adolescents à se présenter aux examens du Bureau central des examinateurs, question d'obtenir un certificat d'études officiel même si ces jeunes ne se destinaient pas à l'enseignement.

L'organisation pédagogique des écoles s'est adaptée à la diversité de la clientèle et les programmes ont tenté de planifier et d'orienter l'enseignement des matières. La mesure de l'apprentissage des élèves et du travail du personnel enseignant permettra de vérifier si l'école a réalisé sa finalité qui est de transmettre les rudiments du savoir.

²¹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1110, 1884 : lettre de Élise Larivière en date du 29 mars 1895.

²² Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1840-1971*, op. cit., p. 353-354.

Évaluation de l'école élémentaire

Évaluation des élèves

Au terme des études élémentaires, généralement entreprises vers l'âge de sept ans, d'une durée plus ou moins longue et presque toujours entrecoupée d'absences, quel bagage intellectuel pouvaient retirer les élèves de leur séjour à l'école? L'apprentissage des écoliers étant tributaire, dans une large mesure, de la compétence du personnel dans l'exercice de son métier, nous évaluerons à la fois le cheminement des uns grâce aux différentes matières étudiées et les habiletés des maîtres à transmettre ces savoirs.

En juillet de chaque année, les commissaires sont tenus de faire passer un examen public afin d'apprécier les progrès des élèves et le travail du maître. En décembre, un examen semestriel, moins élaboré, a également lieu en présence de quelques commissaires, parfois du secrétaire-trésorier et habituellement du curé. Les résultats sont consignés dans les registres conservés dans l'armoire de la classe. Le processus d'évaluation au sein des corporations, son déroulement et ses conclusions n'ont laissé que de faibles traces dans la correspondance. Une recherche minutieuse dans les archives des localités apporterait peut-être un éclairage sur ce plan mais l'ampleur de la tâche dépasse les objectifs de ce travail. Par contre, les rapports annuels du surintendant et ceux des inspecteurs d'écoles contiennent maints commentaires sur le progrès des élèves et le travail du personnel enseignant.

Véritables chroniques du monde de l'éducation, ces rapports nous permettent de saisir les particularités du développement de l'instruction publique et d'évaluer ses progrès grâce aux statistiques recueillies lors des tournées d'inspection. Avec la parution du

premier programme d'études primaires du conseil de l'Instruction publique, en 1872-1873, les rapports annuels mettent davantage l'accent sur les aspects pédagogiques. Il devient désormais possible de mesurer l'instruction des élèves sur la base d'un programme d'études uniforme. L'élève acquiert du même coup une importance qu'il n'avait pas antérieurement. Ses progrès et les conditions de son apprentissage supplantent la gestion scolaire. L'inspecteur poursuit son travail d'évaluation des différentes composantes du système scolaire public, mais s'attarde plus longuement à l'enseignement et au volet pédagogique de l'école.

Petrus Hubert a laissé un témoignage sur sa manière de procéder lors d'une tournée d'inspection. L'objectif « est de constater le degré réel de progrès de chaque école et la manière dont elle est tenue », souligne-t-il avant d'exposer le déroulement typique de sa visite. Il relate ainsi sa façon de faire :

Je vois le Journal, le Régistre d'école, les cahiers d'écriture; dans une dictée donnée en français, ou en anglais, ou concours à tous les enfants sachant écrire, dont je note les fautes sur chaque ardoise, que je fais reprendre aux enfants, je fais épeler chacun son mot, je fais analyser chacun son mot, j'interroge sur les règles de la grammaire et de l'orthographe chacun suivant son savoir; puis je donne à résoudre un problème d'arithmétique, dont je note aussi les fautes sur chaque ardoise; j'interroge sur l'histoire, sur la géographie, avec usage des cartes; puis résumant les meilleurs succès, je distribue des livres en récompenses, dont je prends note, que je transcrits, à la suite de mes observations, dans le Régistre de l'école²³.

Cet examen plus ou moins approfondi, basé sur le niveau d'avancement des élèves, permet au fonctionnaire d'évaluer à quel degré d'instruction chacun est rendu. Cet examen devrait durer une heure ou deux en moyenne mais, précise Hubert, « dans une école où [il] trouve à peine douze à quinze enfants, quelques fois moins, qui n'ont que la lecture à offrir pour examen, [...] une demi-heure consacrée à la visite est de

²³ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier, document n° 2202, 1859 : lettre de Petrus Hubert expédiée de Trois-Rivières, en date du 28 janvier 1860. Voir également sa lettre en provenance de Trois-Rivières, document n° 3282, 1862 : en date du 31 décembre 1862 où il expose de nouveau sa manière de faire.

reste. » Il dénombre ensuite les élèves selon les différentes matières enseignées. Ce recensement s'avère très utile pour connaître la nature de l'apprentissage tout comme celle de l'enseignement dispensé dans les écoles. Nous reprenons, à notre tour, ces statistiques afin de broser un tableau de la formation acquise par les écoliers entre 1850 et 1900.

Évaluation par matières

L'analyse de l'évolution des apprentissages porte sur une sélection de cinq matières. Aux enseignements de base, lecture, écriture et arithmétique, nous ajoutons la géographie et la tenue des livres. La fameuse trilogie, lire-écrire-compter, apparaît comme l'apprentissage obligé de toute école élémentaire. La géographie, matière dont l'enseignement repose sur l'utilisation d'un matériel pédagogique autre que le manuel, l'ardoise ou le papier, sert en même temps d'indice révélateur de la diversité de l'enseignement élémentaire. Elle peut aussi être considérée comme un incitatif à l'école car, d'après l'inspecteur Tétreault, c'est une matière appréciée des enfants. Finalement, la tenue des livres témoigne de l'enseignement dispensé aux niveaux modèle et académique. Contrairement à la grammaire, cette matière est plus facilement identifiable au « cours supérieur », et comme elle apparaît dans les premiers tableaux statistiques, il est possible de suivre sa progression depuis le début.

Dans le programme de 1873, la tenue des livres est inscrite à deux niveaux. On enseigne la « partie simple » au deuxième degré de l'élémentaire et la partie double aux cours modèle et académique. Ainsi, dans un bulletin d'inspection de 1880, D. Lefebvre recense deux élèves de l'élémentaire et dix du cours modèle apprenant la tenue des livres à l'école modèle de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade. De son côté, l'inspecteur Tétreault précise qu'il se fait peu de chose sur la tenue des livres à

l'école élémentaire. En revanche, il a remarqué que les enseignants y apportaient plus d'attention dans les écoles modèles²⁴. Dans le programme révisé de 1888, la tenue des livres est exclusive aux cours modèle et académique, motivant ainsi notre choix d'en faire la matière représentative de ces niveaux²⁵. Par ailleurs, d'aucuns s'étonneront de ne pas voir le catéchisme dans cette liste²⁶. En pratique, le catéchisme est enseigné dans toutes les écoles catholiques et occupe même une place très importante sans faire l'objet toutefois d'une évaluation officielle par l'inspecteur d'écoles. On peut supposer que l'appréciation de cette matière était laissée en exclusivité aux curés. À compter de 1895-1896, le *Grand tableau statistique*, où l'on dénombre les élèves par matières, incorpore l'enseignement de l'histoire sainte²⁷. Les candidats au brevet d'enseignement doivent dès lors subir une épreuve sur cette matière, tandis que le catéchisme ne sera matière à examen du Bureau central des examinateurs qu'en 1906²⁸.

²⁴ RSIP 1880-1881, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 136.

²⁵ La tenue des livres « en partie simple » prend le nom de comptabilité domestique et agricole. Voir les règlements du conseil de l'Instruction publique (1906). La tenue des livres faisant partie de la comptabilité commerciale, tous les candidats au brevet modèle doivent maîtriser cette matière.

²⁶ Brigitte Caulier a étudié récemment la place occupée par cette matière dans les programmes d'enseignement. « Enseigner la religion dans le système scolaire confessionnel au Québec (XIX^e-XX^e siècle), dans Raymond Brodeur et Brigitte Caulier, dir., *Enseigner le catéchisme : autorités et institutions, XVI^e-XX^e siècles*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Paris, Les Éditions du Cerf, 1997, p. 265-284.

²⁷ Le catéchisme fait une timide apparition en 1879 alors qu'il est incorporé à la rubrique *Religion* du Plan d'études. Il ne fait partie du programme officiel du département de l'Instruction publique qu'en 1888. On en tient compte dans la distribution des matières par semaine. Le programme comporte dorénavant des directives pédagogiques. Voir *Anciens programmes d'études des écoles catholiques de langue française de la Province de Québec*, 1^{ère} partie, 1861-1923.

²⁸ Règlement pour l'examen des candidats au brevet ou diplôme d'instituteur dans le Bas-Canada paru dans *Le Journal de l'Instruction publique* en 1862 ainsi que les tableaux synoptiques des matières à examen des candidats pour les années 1888 et 1906, dans Thérèse Hamel, *Un siècle de formation des maîtres au Québec, 1836-1939*, Ville La Salle, HMMH, 1995, p.180-181.

Les parents semblent très soucieux d'un bon enseignement du catéchisme, comme nous avons pu le constater dans la correspondance. Ainsi, en 1861, quelques contribuables de la localité de Champlain jugent que le temps consacré par l'institutrice – deux fois par semaine – à l'enseignement de cette matière est insuffisant. Ils préféreraient qu'elle « fasse dire le catéchisme aux enfants tous les jours²⁹ ». Vingt ans plus tard, l'inspecteur Lefebvre rencontre toujours des parents qui n'envoient leurs enfants à l'école que pour « apprendre à faire leur première communion³⁰ ». Dans un cas extrême, observé lors d'une tournée précédente (1880-1881), ce dernier constata que le catéchisme était l'unique matière qu'une institutrice sans connaissances pédagogiques parvenait à enseigner à ses élèves!

À part cette matière extraordinaire, les élèves vont à l'école pour apprendre d'abord à lire, puis à écrire et à compter. Le tableau 8.1 illustre comment les élèves se répartissent selon les matières de notre sélection. En 1854, nous constatons la prééminence d'une seule matière, la lecture. Quatre-vingt-onze pour cent des écoliers apprennent à lire, 36 % des élèves environ apprennent à écrire et un nombre plus faible encore abordent l'arithmétique (30 %). Les inspecteurs n'expliquent pas comment il se fait qu'un certain nombre d'écoliers ne maîtrisent pas encore l'alphabet, tant en 1854 et 1863. Quant à la géographie, elle reste peu enseignée et la tenue des livres, ne l'est pas encore. La situation, dix ans plus tard, comporte de légers reculs et quelques faibles gains. La proportion des élèves apprenant à lire (82 %) et à écrire (31 %) est moins grande qu'auparavant. Rien n'explique la diminution, puisque le nombre d'écoles suit la progression des élèves et il n'y a pas de surpopulation dans les classes. L'apprentissage de l'arithmétique se fait dans les

²⁹ ANQ, Correspondance reçue de Champlain, document n° 1302, 1861 : lettre en date du 3 juin.

³⁰ *RSIP* 1882-1883, p. 60

TABLEAU 8.1

Nombre d'élèves par matières d'enseignement

Année	N ^{bre} total d'élèves	Lecture ¹	Écriture ²	Arithmétique ³	Géographie	Tenue des livres
1854 ⁴	4716	4309 (91%)	1721 (36%)	1394 (30%)	405 (9%)	0 (0%)
1863 ⁵	7337	6037 (82%)	2299 (31%)	2192 (30%)	940 (13%)	197 (3%)
1872-1873 ⁶	9866	9866(100%)	3644 (37%)	3430 (35%)	1219 (12%)	510 (5%)
1882-1883 ⁷	13372	13372(100%)	11565 (86%)	7251 (54%)	2974 (22%)	1567 (12%)
1892-1893 ⁸	11976	11750 (98%)	10308 (86%)	9244 (77%)	3927 (33%)	n.d.
1898-1899 ⁹	14361	14361(100%)	14361 (100%)	14361 (100%)	9913 (69%)	954 (7%)

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique

¹ Pour les années situées entre 1854 et 1882, nous additionnons trois colonnes : « Nombre d'élèves lisant depuis A-b-c jusqu'à la lecture courante », « Nombre des élèves sachant la lecture courante et Nombre d'élèves lisant bien ». En 1882-1883, il y a deux colonnes : « L'A-b-c et la lecture courante » et « Lisant bien ». En 1891-1892, il n'y a plus qu'une seule rubrique, « Lecture ».

² Entre 1854 et 1890, cette rubrique s'intitule « nombre d'élèves écrivant » puis, en 1891-1892, « écriture ».

³ Pour les années situées en 1854 et 1872-1873, nous combinons les élèves apprenant l'arithmétique simple et composée. En 1882, il n'y a plus qu'une seule rubrique intitulée « arithmétique ».

⁴ RSIP 1854, *Extrait des tableaux statistiques fournis par les inspecteurs d'école* [...] p. 18-19.

⁵ RSIP 1863, *Grand tableau statistique préparé d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires et syndics d'école, etc.*, p. 60. Les données incluent les élèves du collège de Trois-Rivières.

⁶ RSIP 1872-1873, *Récapitulation des grands tableaux statistiques préparés d'après les rapports des inspecteurs, des commissaires d'école, etc.*, p. 195-196. Les données incluent les élèves du collège de Trois-Rivières.

⁷ RSIP 1882-1883, *Récapitulation. Grand tableau statistique préparé par MM. les inspecteurs d'école, [...]*, p. 198-199. Cumul des données pour les districts de David Lefebvre comprenant 8 localités du comté de Portneuf et de Ambroise Tétreault. Les données incluent les élèves du collège de Trois-Rivières.

⁸ RSIP 1892-1893, *Statistique générale concernant les élèves, d'après les bulletins des inspecteurs d'écoles [...]* p. 184-185. Cumul des données des comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice, incluant la ville de Trois-Rivières. Le total des élèves provient de la *Statistique générale des écoles*, p. 180-183. Les données excluent les élèves du collège de Trois-Rivières.

⁹ RSIP 1898-1899, *Statistique générale concernant les élèves*[...] p. 209 et s. Cumul des données sur les trois comtés et la ville de Trois-Rivières. Les données excluent les élèves du collège de Trois-Rivières.

mêmes proportions. La géographie gagne un peu de terrain et la tenue des livres est désormais enseignée.

En 1872-1873, tous les élèves de la Mauricie apprennent à lire. Cependant, les autres matières ne connaissent pas une popularité aussi grande et présentent à peu près les mêmes taux d'apprentissage. L'inspecteur Hubert ne déborde pas d'enthousiasme devant ces résultats qu'il attribue à la mauvaise assiduité des écoliers de la campagne et au manque de fournitures scolaires, « deux obstacles » ayant pour effet de « ralentir l'avancement de l'instruction populaire dans presque toutes les localités rurales de mon district d'inspection³¹ ».

Dès son entrée en fonction (1877-1878), un de ses successeurs, Ambroise Tétreault, s'étonne de voir si peu d'élèves apprendre l'arithmétique. « Le calcul, cette autre branche d'instruction si indispensable, est bien négligé, et est mal enseigné même dans un bon nombre d'écoles que je compte comme bonnes et passables³² ». Au terme de sa première tournée, il énumère les facteurs responsables des faibles performances des écoles primaires : insuffisance du traitement des instituteurs, manque d'aptitude et incompétence chez un grand nombre de ces derniers, manque de matériel, mauvais état des écoles et faible assiduité.

Des progrès plus apparents se manifestent durant la décennie suivante, surtout à l'égard de l'alphabétisation. En 1882-1883, comme dans la décennie précédente, tous les élèves maîtrisent la lecture et un nombre beaucoup plus grand que dans le passé savent écrire : 86 % des écoliers comparativement à 37 % dix ans plus tôt. David

³¹ *RSIP* 1872-1873, Rapport de Petrus Hubert, p. 99.

³² *RSIP* 1877-1878, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 94.

Lefebvre explique les progrès dans l'apprentissage de l'écriture par le fait qu'il exige « que chaque élève ait son ardoise, quelque jeune qu'il soit, afin de lui montrer à écrire en même temps qu'on lui apprend à lire³³ ». D'après ses observations, ceux qui n'écrivent pas encore font partie soit d'une classe surpeuplée ou d'un groupe dont les parents n'achètent pas le matériel nécessaire. Lorsque la corporation fournit elle-même les ardoises, tous les élèves apprennent à écrire. Par ailleurs, dans un tableau placé au début de son rapport détaillé, on y constate que les élèves étudiant l'arithmétique écrite ne sont que 2 606 sur un total de 6 808, alors que tous, selon Lefebvre, font du calcul mental, surpassant même le nombre d'élèves capables d'écrire (6 652). Est-ce à dire que sous la rubrique arithmétique, seuls les élèves apprenant les quatre opérations de base sont recensés? Quoi qu'il en soit, cette matière est moins enseignée probablement à cause d'une formation déficiente des titulaires, du moins, telle est l'observation de A. Tétreault signalant « que presque toutes les jeunes institutrices sont d'une faiblesse impardonnable [en calcul]³⁴ ».

Les inspecteurs, à compter des années 1880, se disent de plus en plus satisfaits des progrès en écriture et en lecture. Pour cette dernière matière, on ne dénombre plus séparément les élèves qui apprennent l'a b c de ceux qui font de la lecture courante. On les distingue cependant de ceux qui lisent bien. Comme le souligne D. Lefebvre, en 1883-1884, le nombre d'élèves augmente pour les matières les plus importantes et les plus utiles. Son collègue Tétreault s'intéresse particulièrement à l'arithmétique qui semble s'améliorer « un peu ». La sévérité de son jugement s'atténue car un plus grand nombre d'enfants maîtrisent le calcul « d'une manière pratique » ou suffisamment « pour leur permettre de faire leurs petites affaires » et ce, dans le plus

³³ *RSIP* 1882-1883, Rapport de David Lefebvre, p. 58 et suivantes.

³⁴ *RSIP* 1882-1883, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 147-148.

grand nombre des écoles³⁵. Rien n'explique ce revirement. Est-il dû à un intérêt accru pour la matière, manifesté par le personnel enseignant ou à l'effet des conseils pédagogiques dispensés par les inspecteurs ou encore à une meilleure distribution du temps d'enseignement? Il est possible que la combinaison de ces trois éléments favorise le progrès perceptible dans la décennie suivante.

En 1892-1893, l'enseignement de l'arithmétique affiche une amélioration notable puisque 77 % des élèves étudient cette matière. La proportion des élèves qui apprennent la géographie augmente également. Un meilleur approvisionnement en cartes géographiques explique probablement ce succès. À la fin du siècle, les trois matières essentielles, lecture, écriture et arithmétique font partie de l'apprentissage de base dispensé à tous les élèves du niveau élémentaire. Pour sa part, l'enseignement de la géographie se généralise puisque 69 % des écoliers étudient cette matière. Sept pour cent des élèves s'initient à la tenue des livres, ce qui correspond assez bien à la population des écoles modèles et académiques.

Lorsque les élèves quittent l'école vers l'âge de 13 ans, après avoir fréquenté l'école pendant six ou sept ans, une forte proportion d'entre eux n'ont achevé que les deux premières années d'un cours qui en compte quatre. En 1892-1893, dans le comté de Champlain, 78 % des élèves inscrits dans les écoles dites élémentaires étudient les matières de la 1^{ère} ou de la 2^e année; dans les comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice incluant Trois-Rivières, ces taux sont de 73 % et 75 % respectivement. Les élèves de la Mauricie en troisième année représentent environ 19 % tandis qu'en quatrième, ils sont moins de 8 %. La comparaison ne tient pas compte des élèves des écoles dites supérieures, car les statistiques gouvernementales les dénombrent selon

³⁵ *RSIP* 1889-1890, Rapport de Ambroise Tétreault, p. 93.

les trois niveaux d'enseignement : élémentaire, modèle et académique, sans les répartir selon les degrés d'études.

En 1900-1901, dans les écoles élémentaires, la concentration des élèves dans les deux premières années s'affirme davantage dans les comtés de Champlain (86 %) et de Saint-Maurice (89 %) à l'exclusion de Trois-Rivières cependant. Dans le comté de Maskinongé, ce pourcentage baisse à 81 % car plus d'écoliers sont en 3^e année (14 %) et en 4^e (5 %). À Trois-Rivières, on retrouve 75 % des écoliers en 1^{ère} et 2^e année, 15 % et 9 % dans les deux autres années respectivement. Les élèves trifluviens complètent en plus grand nombre leurs études élémentaires que ceux du monde rural.

De ce fait, la population scolaire de Trois-Rivières se compare avec le reste de la province de Québec, puisque l'on recense, cette année-là, dans toutes les écoles dites élémentaires, 75 % des élèves dans les deux premières années, 18 % en 3^e année et 7 % en 4^e année³⁶. Il ressort de cette comparaison que les enfants disséminés dans la campagne mauricienne sont un peu moins instruits que la moyenne québécoise au terme de leur séjour à l'école. En 1913, l'inachèvement de la formation persiste comme le constate l'inspecteur général des écoles, Charles-Joseph Magnan, qui indique que peu d'élèves terminent le cours élémentaire quittant plutôt vers « l'âge de 13 ou 14 ans, avant d'avoir atteint au moins la quatrième année, couronnement du cours élémentaire³⁷ ».

³⁶ *RSIP* pour 1900-1901. Tableaux intitulés : *Écoles élémentaires catholiques*, p. 192; *Écoles modèles catholiques*, p. 204 et *Académies catholiques*, p. 212.

³⁷ Charles-Joseph. Magnan, « À propos de fréquentation scolaire » dans *Au service de mon pays, Discours et conférences*, Québec, Dussault et Proulx, 1917, p. 495.

Après avoir complété les deux premières années du cours élémentaire, les élèves maîtrisent, entre autres, la lecture courante avec la signification des mots tirés du livre de lecture et l'écriture sur papier; ils possèdent quelques rudiments de grammaire (voyelles, consonnes, accents, nom et adjectif). Les apprentissages en mathématique couvrent la numérotation jusqu'à dix mille, les quatre règles simples, le calcul mental, les monnaies du pays et les tables de multiplication et de division. La géographie les a familiarisés avec leur environnement immédiat y compris le comté, et ce qu'ils ont pu retenir des leçons données aux élèves de troisième qui concernent la province de Québec et les autres provinces du Canada. En troisième année de l'élémentaire, l'élève lit avec l'intonation convenable, connaît les verbes réguliers, fait de l'analyse grammaticale; il possède un cahier de devoirs journaliers, étudie les fractions et peut résoudre des problèmes pratiques comme faire des comptes et des factures.

Plusieurs raisons pourraient expliquer le fait que la plupart des élèves ne complètent que partiellement le cours élémentaire même s'ils ont fréquenté l'école pendant six ou sept ans. En premier lieu, l'école n'apparaît vraiment utile qu'à un certain nombre. À cela s'ajoute la nature des programmes eux-mêmes, souvent jugés inadéquats, tant celui de 1888 que celui de 1905, ou à la situation difficile vécue dans les écoles surpeuplées nuisant à l'apprentissage ou encore, comme avaient tendance à le faire les promoteurs de l'éducation, tel Charles-Joseph Magnan, au choix du personnel enseignant³⁸. Mais l'explication la plus plausible est probablement le manque d'assiduité des élèves qui impose une limite à l'acquisition des connaissances. En 1900-1901, la presque totalité des enfants entre 7 et 14 ans sont inscrits à l'école, mais étant donné l'irrégularité de la présence en classe, ils ne peuvent, pour la

³⁸ C.-J. Magnan dans son *Rapport de l'inspecteur général des écoles catholiques de la Province de Québec*, souligne les difficultés reliées à ce programme. Voir, C.-J. Magnan, *Au service de mon pays, Discours et conférences*, p. 492-515.

plupart, parcourir en entier le programme scolaire. En raison de ces absences fréquentes, les élèves doivent sans cesse reprendre les apprentissages là où ils les avaient laissés. Un diplôme officiel de fin d'études primaires pour chacun des trois niveaux, élémentaire, modèle et académique, aurait pu inciter non seulement les élèves à fréquenter l'école avec assiduité, mais amener les parents à faire passer l'école avant toute chose. Les études ainsi sanctionnées auraient bénéficié d'une plus grande valorisation aux yeux de la société.

Malgré tout, la scolarité des enfants s'améliore au fil des ans. Qu'en est-il du travail ou des qualifications du personnel enseignant? De bons maîtres côtoient des enseignants moins habiles, mais tous poursuivent leur tâche dans les conditions difficiles que l'on connaît. Année après année, les inspecteurs évaluent leur travail et jaugent leur mérite. En dépit de tous les obstacles entravant les progrès de l'école publique, les succès ou les échecs de celle-ci reposent, pour une large part, sur l'efficacité des instituteurs et des institutrices.

Évaluation du personnel enseignant

« Tant vaut le maître, tant vaut l'école », pouvons-nous lire dans le rapport du ministre de l'Instruction publique en date du 15 octobre 1873. Cette maxime n'est pas nouvelle, loin de là, elle serait même universelle. « It is an old adage, that as the teacher is, so is the school », soutient un pédagogue suédois en visite aux États-Unis en 1855³⁹. Avant lui, Jean-Baptiste Meilleur, retranscrit ce principe ancien dans sa circulaire du 4 juin 1849 lorsqu'il exige que « l'instituteur soit instruit, méthodique,

³⁹ Cité dans Barbara Finkelstein, *Governing the Young. Teacher Behavior in Popular Primary Schools in Nineteenth-century United States*, New York, The Falmer Press, 1989, p. 271.

diligent, exemplaire, [...] même sympathique » mettant en parallèle sa contrepartie, « on ne peut enseigner ce qu'on ne sait pas, et [...] l'instituteur ignorant, paresseux, immoral, formera des sujets semblables à lui. »

Les inspecteurs, dans leur évaluation de l'école, s'intéressent autant aux instituteurs qu'aux élèves. Parfois, ils insistent sur les capacités du titulaire à remplir ses fonctions, tantôt ils mettent l'accent sur les progrès réalisés par l'ensemble des écoliers, grâce souvent à l'habileté manifestée par tel ou tel titulaire. La réputation de l'école semble inextricablement liée à la compétence de son personnel enseignant.

Avec l'inspectorat (1851), la pratique s'instaure de reconnaître officiellement la qualité de l'enseignement donné par les maîtres. Dans leurs rapports annuels, les inspecteurs, dont Petrus Hubert pour la Mauricie, établissent une sorte de tableau d'honneur où apparaissent les noms des membres les plus méritants de la profession. Dans le district de David Lefebvre, en 1882-1883, ils sont une quarantaine, soit 30 % du corps enseignant, à recevoir cet hommage. Toutefois, sept ans plus tard, seuls vingt-deux d'entre eux méritent la note *très bien*. Au fur et à mesure de l'implantation des congrégations enseignantes au sein des villages, les fonctionnaires soulignent également leur savoir-faire en précisant le nom de la communauté plutôt que le nom des religieux enseignants.

Cette promotion de l'excellence atteint son point culminant, en 1896-1897, lorsque les enseignants les plus méritants sont gratifiés d'une récompense de 20 \$ ou 30 \$. Le gouvernement attribue une somme de 14 000 \$ dans l'espoir que ce geste contribuera à garder dans l'enseignement les personnes laïques compétentes. La liste des lauréats, environ une quinzaine par district d'inspection, est publiée durant quelques années dans le rapport personnel du surintendant, conférant un certain prestige à cette

reconnaissance officielle. Les noms des instituteurs par la suite figureront dans les « petits tableaux » statistiques des rapports⁴⁰. Comme les instituteurs émérites ne se limitent pas à ce faible nombre, les inspecteurs, à l'intérieur de leur rapport, rendent aussi hommage nommément à d'autres membres dignes d'estime mais qui ne peuvent bénéficier d'une récompense en argent, faute de fonds suffisants. Évariste Béland présente ainsi, en 1899-1900, trente autres enseignants. Le tiers du personnel laïc des comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice est ainsi jugé très compétent.

Récompenses et désignations servent d'encouragement à plusieurs, mais il n'empêche que la formation pédagogique du plus grand nombre sera, de tout temps, jugée inadéquate. Un corps d'instituteurs suffisamment instruits et qualifiés en pédagogie demeure le vœu le plus cher de tous les surintendants qui se sont succédé à la tête du département de l'Instruction publique. Mais ce souhait ne sera jamais pleinement exaucé⁴¹. Entre 1858 et 1899, on n'a fondé aucune autre école normale. Durant cette période, il n'existe que deux institutions catholiques francophones qui dispensent une formation pédagogique. Les filles n'ont accès qu'à l'école normale Laval de Québec, où elles reçoivent leur enseignement des religieuses ursulines⁴². La plupart des instituteurs et des institutrices, diplômés par l'entremise de l'un des trente-quatre bureaux d'examineurs, n'ont jamais reçu de véritable formation pédagogique⁴³. En

⁴⁰ *RSIP* 1900-1901, Tableau O - *Liste des instituteurs et des institutrices qui ont obtenu des gratifications pour leurs succès dans l'enseignement pendant l'année scolaire 1900-1901*, p. 342 et suivantes.

⁴¹ Voir Thérèse Hamel dans son ouvrage intitulé *Un siècle de formation des maîtres au Québec, 1836-1939*.

⁴² En 1899, une deuxième école normale de filles sera créée dans la région de Montréal sous la direction des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame. Voir le *RSIP* 1899-1900, p. xxviii.

⁴³ En 1896-1897, le gouvernement annonce la création du Bureau central d'examineurs qui rédigera un examen unique en vue de l'obtention d'un brevet d'enseignement, effectif à compter de 1898. Les bureaux d'examineurs répartis à travers le territoire deviennent donc de simples succursales. Parmi les 34 bureaux locaux, 21 pourront décerner les trois brevets : élémentaire, modèle et académique. Ce

1900-1901, parmi les 5 772 membres brevetés, 4 809 (83 %) détiennent un brevet du bureau et 963 (17 %) d'une école normale.

Cette carence chez le personnel sert d'argument à Mgr Laflèche pour réclamer, en vain, la création d'une école normale à Trois-Rivières à la fin des années 1870⁴⁴. Son projet vise essentiellement la formation pédagogique des futures institutrices, mais n'augmenterait pas vraiment leurs connaissances dans certaines disciplines car il juge « trop élevée » l'éducation quasi classique donnée dans les écoles normales existantes. Selon Thérèse Hamel, l'analyse des programmes d'études pour les normaliens démontre qu'à la fin de ses études, l'élève-maître n'en savait pourtant pas beaucoup plus que ses futurs élèves, du moins jusqu'à la réforme des programmes en 1923⁴⁵.

Nous pouvons donc supposer que la majorité des enseignants exercent leur métier par mimétisme, d'après le modèle qu'ils ont eux-mêmes reçu lors de leur passage à l'école, tout en l'adaptant aux diverses circonstances. Ils peuvent, par ailleurs, recourir au *Guide de l'instituteur*⁴⁶ de François-Xavier Valade. Le surintendant Jean-Baptiste Meilleur, dans son rapport de 1850-1851, en recommande fortement l'adoption par tout le personnel enseignant et en préconise l'utilisation par les inspecteurs d'écoles

sont en général les districts judiciaires ou des villes chefs-lieux. Les 13 autres localités font passer les épreuves uniquement pour les brevets d'écoles élémentaire et modèle.

⁴⁴ Mgr François Laflèche, Évêque des Trois-Rivières, *Mémoire appuyant la demande d'une école normale dans la ville des Trois-Rivières*, s.d., correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1677, 1880. Voir aussi Thérèse Hamel, *op. cit.*, p. 92-101.

⁴⁵ Thérèse Hamel, *op. cit.*, p. 240-241.

⁴⁶ François-Xavier Valade, *Guide de l'instituteur contenant une série de réponses aux questions insérées dans la circulaire n° 12 du surintendant de l'éducation sur les diverses branches d'instruction prescrites par la loi des écoles en opération dans le Bas-Canada*, Montréal, J. B. Rolland, Imprimeur-Libraire, 1853, 3^e édition, 288 pages. Selon A. Labarrère-Paulé, *Les Instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, la première édition paraît en 1850. Voir p. 131. Cet ouvrage sera réimprimé plusieurs fois.

afin de « mettre de la méthode, de l'uniformité et de l'économie dans l'enseignement des branches d'instruction que prescrit la loi. » Ce volume constitua même durant de longues années le seul programme écrit⁴⁷. Le *Cours de pédagogie ou principes d'éducation* de Jean Langevin, principal de l'école normale Laval, publié en 1865, contient une partie importante consacrée à l'enseignement. Visiblement, cette dernière publication cherche à combler le manque de formation pédagogique des instituteurs. Les enseignants peuvent donc s'y référer à la fois pour les matières à enseigner et la manière de le faire.

En fait, les instituteurs disposent de beaucoup de latitude pour diriger leur classe. Il en sera toujours ainsi puisque la section *Notes pédagogiques* des règlements du conseil de l'Instruction publique parus en 1894 se termine par cette remarque générale : « Ce programme laisse une large part à l'initiative personnelle de l'instituteur quant à la manière dont chaque branche du cours doit être enseignée; il peut même, avec le consentement de l'autorité, y apporter certaines modifications exigées par les circonstances⁴⁸ ».

Étant donné la formation inégale des enseignants, on peut se demander sur quelles assises les inspecteurs peuvent s'appuyer pour évaluer le travail de ceux-ci. Généralement, leur jugement repose sur leurs propres conceptions du métier, sur l'observation des instituteurs dans leur classe respective et sur les progrès des élèves. En 1881-1882, Ambroise Tétreault, lui-même ancien instituteur, considère qu'une école est médiocre lorsque le titulaire « n'enseigne que la lecture, le catéchisme,

⁴⁷ Gérard Filteau et Lionel Allard, *Un siècle au service de l'éducation, 1851-1951. L'inspection des écoles dans la Province de Québec*, s.l., s.d., p. 59.

⁴⁸ Les règlements du CIP de 1906 insistent encore davantage sur l'organisation pédagogique des écoles. On y trouve le programme d'études élaboré avec instructions pédagogiques.

l'écriture et un peu des quatre premières règles du calcul ». Quelques années plus tard, son successeur, Évariste Béland, précise davantage ses attentes envers le personnel. Pour lui, les institutrices incompetentes sont celles qui « passent leur temps à faire réciter des leçons par cœur. Elles font apprendre la grammaire aux élèves les plus âgés, sans jamais leur donner un mot d'explication; la géographie s'enseigne aussi sans carte, et gare à l'élève qui manquerait un mot !⁴⁹ »

Après l'adoption du programme de 1888 et des règlements du conseil de l'Instruction publique, les inspecteurs sont invités à coter le travail des maîtres. Ainsi, en 1889-1890, D. Lefebvre décerne la note *très bien* à deux instituteurs et à trois institutrices d'écoles modèles tandis que les neuf autres méritent la note *bien*. L'inspecteur s'empresse de remarquer que cela ne dénote en rien un manque de compétence ni de bonne volonté de leur part. Le petit nombre d'élèves à ce niveau ne leur permet probablement pas de donner toute la mesure de leur capacité. Vingt-deux institutrices de l'élémentaire sont cotées *très bien*. Les autres, sans être identifiées, reçoivent les notes suivantes : 90 *bien*, 22 *médiocre* et 2 *mal*. La grande majorité des enseignants semble donc compétente ou du moins satisfait aux exigences du fonctionnaire.

Les inspecteurs de la Mauricie ne donnant pas les critères servant à décerner ces notes, nous présentons ceux de l'inspecteur B. Lippens, qui établit, quant à lui, les bases de son évaluation en onze points. Pour mériter la note *très bien*, il exige, entre autres, qu'une institutrice soit ponctuelle, qu'elle suive le programme d'études et possède un tableau de la division du temps ; elle doit s'adresser à l'intelligence des élèves plutôt qu'à leur « mémoire verbale » et adopter un système de bonnes notes. Il analyse son comportement face à la discipline et voit si elle a une préparation de

⁴⁹ RSIP 1895-1896, Rapport de Évariste Béland, p. 7.

classe. Fait-elle usage du tableau noir? Tient-elle bien le registre de l'école et la classe est-elle propre? Ces exigences complètent son examen⁵⁰.

Peu à peu, l'enseignement s'améliore, tel est du moins le témoignage de l'inspecteur Joseph-Onésime Thibault (comtés de Champlain et de Portneuf) en 1898-1899. La contribution des communautés religieuses enseignantes y est cependant pour quelque chose comme il l'expose ci-après.

À part quelques exceptions, le corps enseignant de mon district est zélé et semble comprendre les responsabilités de sa tâche; il me paraît aussi travailler à se mettre à la hauteur de la position. Il ne manque pas de savoir non plus, puisque sur 141 écoles élémentaires dirigées par des institutrices, 59 titulaires ont leur diplôme d'école modèle.

La plus grande partie de ces institutrices ont puisé leur instruction dans les six couvents de mon district, qui rivalisent de zèle et de soin pour bien préparer les candidats à l'enseignement, quand les parents ont le bon esprit de les laisser suivre les classes assez longtemps et de ne pas les laisser se présenter trop tôt devant le bureau d'examineurs.

L'évaluation du travail pédagogique s'effectue durant de nombreuses années uniquement sur une base individuelle. Cette pratique évolue, vers la fin du siècle, vers une appréciation globale de tout le personnel enseignant, par corporation scolaire. Dans la foulée de la révision des règlements par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique en 1888, les inspecteurs sont tenus de classer les municipalités scolaires de leur district par ordre de mérite. Elles sont placées par rang ou simplement par ordre de préséance d'après les cinq critères suivants : état des maisons d'école; dépendances et emplacements; état du mobilier et des fournitures scolaires; mise en opération du cours d'études; emploi des livres approuvés et, finalement, traitements et mode de paiement⁵¹. Un nouvel élément intitulé « Succès remportés dans l'enseignement par le titulaire de l'école » complète, en 1898-1899,

⁵⁰ Gérard Filteau et Lionel Allard, *Un siècle au service de l'éducation, 1851-1951*, op. cit., p.134-135.

⁵¹ Une méthode utilisée, en 1888-1889, par l'inspecteur C. Brault, à savoir la transmission des renseignements sous forme d'un tableau dans lequel il attribue une note allant de dix à zéro, se généralise à compter de 1895-1896.

l'évaluation des corporations⁵². Dorénavant, chacune des corporations est jugée sur la qualité de tout son personnel. Plus que jamais, la compétence des instituteurs est établie sur les résultats obtenus dans leur école et se reflète sur l'ensemble de la corporation. L'adage, « c'est le maître qui fait l'école », prend ici toute sa dimension.

La qualité de l'enseignement dispensé ne repose pas uniquement sur les épaules des instituteurs. D'autres facteurs, variables selon les comtés, viennent influencer l'efficacité de l'école. Afin de broser un tableau d'ensemble de la valeur de la scolarisation en Mauricie, reprenons les tableaux de classification des municipalités scolaires complétés par les inspecteurs. Le tableau 8.2 résume la situation pour l'année 1900-1901 pour chacun des trois comtés et la ville de Trois-Rivières par le biais d'une note moyenne obtenue à chacune des six rubriques dont certaines ont été analysées précédemment. Cependant, la note moyenne par comté ne permet pas de distinguer la situation particulière des écoles de village qui, habituellement, possèdent des caractéristiques qui les rapprochent davantage des écoles urbaines que des écoles de rang. Les scores attribués à Trois-Rivières pourraient, dans des proportions assez semblables, correspondre à ceux donnés aux écoles de village non représentées dans ce tableau.

Les deux premières rubriques illustrent l'aspect physique des écoles. Les notes moyennes démontrent que, sauf à Trois-Rivières, les écoles et le mobilier ne correspondent pas, en général, aux normes des fonctionnaires. Les comtés de Champlain et de Maskinongé affichent des conditions assez semblables tandis que le comté de Saint-Maurice présente plus de lacunes encore.

⁵² Le singulier peut surprendre puisque la plupart des corporations comptent en général plus d'un titulaire.

<p align="center">TABLEAU 8.2</p> <p align="center">Comparaison par comté des notes moyennes de la classification des municipalités scolaires pour l'année 1900-1901¹</p>								
Comté	Nbre d'écoles publiques	État des maison d'école, des dépendances, etc	État du mobilier en général	Mise en opération du cours d'études	Emploi des livres approuvés	Succès remportés dans l'enseignement par le titulaire de l'école	Traitements et mode de paiement	Score total sur 60²
Champlain	131	5,28	4,35	5,69	6,48	5,56	5,89	33,42
Maskinongé	61	5,22	4,53	5,82	7,22	5,80	6,47	34,97
Saint-Maurice	59	3,99	4,06	5,25	7,58	5,21	6,34	32,45
Ville de Trois-Rivières	7	8	7	7	10	8	10	50
<p>Source: <i>Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1900-1901</i>, Rapports de Év. Béland, p. 9-10 et de J.-O. Goulet p. 50-51</p> <p>¹ La note moyenne sur 10 est obtenue en additionnant toutes les notes attribuées aux corporations d'un comté donné et en divisant par le nombre de corporations comprises dans ce comté.</p> <p>² Le score total est obtenu en additionnant le total des points accordés aux corporations d'un comté donné et en divisant par le nombre de corporations comprises dans ce comté. Les écarts pour le total d'une ligne sont dus aux erreurs d'arrondis.</p>								

Par ailleurs, trois rubriques concernent spécifiquement la qualité de l'enseignement : la mise en opération du cours d'études, l'emploi des livres approuvés et les succès remportés dans l'enseignement. La corporation urbaine de Trois-Rivières se place en tête de liste à chacune des rubriques devançant sans ambiguïté les corporations du monde rural. Parmi ces dernières, les résultats ne présentent pas de grands écarts si ce n'est à l'emploi des livres approuvés par le conseil de l'Instruction publique: le comté de Saint-Maurice obtient la meilleure note moyenne, supplantant le comté de Champlain, qui se distingue sur cet aspect de l'enseignement. Est-ce négligence de la

part des commissaires qui n'achètent pas ou n'exigent pas des élèves les manuels recommandés par le conseil de l'Instruction publique ou persistance à transmettre au sein des familles des livres scolaires encore utilisables? Les inspecteurs n'apportent aucun commentaire sur ce point. Selon ces derniers, les corporations rurales, malgré quelques différences, dispensent un enseignement de même valeur, ce qui fait ressortir celui offert à la ville où les écoles sont prises en charge par des communautés religieuses.

On a vu également qu'en ce qui touche les salaires, c'est dans le comté de Maskinongé que les instituteurs du monde rural sont les mieux payés. Quant à la rémunération offerte aux enseignants de Trois-Rivières, elle satisfait pleinement l'inspecteur. En somme, le score total obtenu par chacun des comtés et la corporation urbaine illustre les disparités entre les conditions générales des écoles de la ville et celles de la campagne. Selon les critères des inspecteurs, les écoles rurales tout en présentant des caractéristiques assez semblables, diffèrent quelque peu. Les corporations du comté de Maskinongé reçoivent, en général, une meilleure cote. Le comté de Champlain, avec ses nombreuses écoles, fait cependant mieux que celui de Saint-Maurice.

Une étude détaillée des tableaux de classification des municipalités scolaires laisse percevoir un lien entre les différents éléments sous examen. Ainsi, des maisons d'école en bon état, garnies d'un mobilier convenable où le programme d'études est bien suivi et où l'on fait usage des manuels approuvés constituent des facteurs allant de pair avec une bonne rémunération des enseignants et une bonne évaluation globale. La « note générale obtenue » traduit donc une certaine réalité dont le personnel détient une part de responsabilité, mais elle révèle tout autant les conditions générales d'exercice de ce métier, parfois plus que difficiles. Un tel effet

d'entraînement apparaît déjà dans un des premiers bulletins d'inspection (1878) d'Ambroise Tétreault. Ses commentaires sur l'école n° 8 de la corporation de Dumontier décrivent sans équivoque une piètre situation : « Tenue des plus médiocres, maison malpropre et délabrée, institutrice sans talents, élèves de 13 à 14 ans qui récitent comme des perroquets et sont incapables de faire le moindre calcul. »

Une journée d'école ne peut se résumer aux seuls apprentissages scolaires pour les élèves et à l'enseignement des matières pour le maître. Aux heures studieuses passées sous sa direction s'ajoutent d'autres moments moins contraignants, voire distrayants. Cependant, dans ce microcosme qu'est la classe, chacun se voit attribuer un rôle précis dont les exigences se préciseront graduellement.

Éléments de sociabilité écolière

En quittant le domicile familial, l'enfant entreprend une démarche qui l'établit comme individu. Au fil de son séjour en classe, il pourra même développer ses propres raisons de fréquenter l'école⁵³. Le « chemin des écoliers » le mène à un lieu entièrement organisé pour lui. Horaire précis, règlements, mobilier adapté et matériel pédagogique concourent à distinguer cet espace voué non seulement à l'acquisition de savoirs mais aussi destiné à sa formation morale et sociale. Cette expérience n'est pas que routine puisque certains événements en modifient le cours normal. Nous voulons brosser ici une esquisse de la sociabilité écolière où maîtres et élèves vivent une

⁵³ Chad Gaffield a, en effet, démontré dans ses études de la société rurale ontarienne comment l'enfant n'est pas qu'un élément passif du processus de scolarisation même si la poursuite ou la fin des études relève d'une stratégie familiale. Chad Gaffield, « Schooling, the Economy and Rural Society in Nineteenth-Century Ontario », in Joy Parr, ed. *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 69-92 et « Language and the Social Structure of Schooling », in Chad Gaffield, *Language, Schooling and Cultural Conflict. The Origins of the French-Language controversy in Ontario*, McGill-Queen's University Press, Kingston and Montreal, 1988, p. 99-129.

expérience unique, encadrée certes, mais parsemée de quelques activités spontanées ou ponctuelles.

Les règlements dans les écoles

Dès que sonnent neuf heures, les élèves prennent leur place et doivent garder le silence. Une journée d'école commence et chacun, maître et écoliers, adopte un certain comportement. D'une manière plus ou moins précise, avec ou sans réglementation officielle, tous se concentrent sur ces activités singulières que sont l'apprentissage scolaire et la vie de groupe. Le comportement « souhaité » des élèves relève très souvent du maître et celui de l'instituteur, des commissaires et des parents, voire de l'inspecteur et du curé et, vers la fin des années 1880, du conseil de l'Instruction publique qui adopte alors une série de règlements régissant les écoles.

Il est du devoir de chacune des corporations scolaires d'établir un règlement pour la régie interne de ses écoles. Certains curés en rédigeront. Ainsi, Sévère-N. Dumoulin de Yamachiche élabore, en 1845, des directives pour la tenue des écoles, des maîtres et des élèves⁵⁴. Denis Marcoux, curé et président de la corporation scolaire du village de Champlain est probablement aussi l'auteur du règlement pour l'école des garçons adopté en septembre 1876⁵⁵. Quelques inspecteurs en produiront également, comme

⁵⁴ J.-Alide Pellerin, *Yamachiche et son histoire, 1672-1978*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980 : Règlements des écoles de la paroisse Sainte-Anne d'Yamachiche écrits par le curé Sévère-N. Dumoulin en 1845, p. 370-373. Il est possible que ce pasteur se soit inspiré d'ouvrages tels *Conduite des écoles chrétiennes* de Jean-Baptiste LaSalle publié originellement en 1705 ou encore *L'école paroissiale* attribué à l'abbé Démiat dont parle Gérard Filteau, *Un siècle au service de l'éducation, 1851-1951*, p.118-119.

⁵⁵ Registres des procès-verbaux de la Corporation scolaire de Champlain, Commission scolaire du Chemin-du-Roy.

le rappelle Jean-Pierre Charland⁵⁶. Cependant, la plupart des corporations semblent se satisfaire du texte élaboré dans le contrat-type des engagements où plusieurs règles définissent la conduite des instituteurs face aux élèves, au respect des programmes d'études et à la tenue des registres, quitte parfois à y ajouter quelques directives. Ces dernières, sous la forme de conditions d'embauche, s'adressent spécifiquement aux instituteurs.

Un incident ou une mésentente entre les commissaires et le personnel obligera parfois la corporation à édicter certaines normes à la fois pour les élèves et les enseignants. Les premiers règlements rédigés à Saint-Paulin (1858) ou à Rivière-du-Loup (1876) procèdent de telles situations. Les commissaires de Saint-Paulin réprouvent le fait qu'une institutrice permette à des élèves d'apporter des livres à leur domicile, tandis que leurs collègues de Rivière-du-Loup désapprouvent le fait qu'une maîtresse s'absente pour aller prendre son repas chez un proche voisin, laissant les élèves qui mangeaient à l'école sous la surveillance d'une grande. C'est alors qu'ils émettent une série de directives à l'intention de leur personnel.

Faute d'un règlement officiel de la corporation, c'est au personnel enseignant qu'il revient d'établir, à l'aide des manuels de pédagogie ou selon son expérience passée, sa propre réglementation ou encore de suivre les indications données oralement par la corporation. Une institutrice de Hunterstown, à qui les commissaires reprochent d'avoir laissé des élèves apporter des manuels scolaires à la maison, réplique qu'elle n'avait fait que suivre leur ordre « de disposer des livres au besoin des enfants⁵⁷ ».

⁵⁶ Jean-Pierre Charland, « L'éducation par l'exemple : le contrôle des comportements des instituteurs et des institutrices des écoles publiques québécoises, 1842-1897 » dans Yves Roby et Nive Voisine (dir.), *Érudition, humanisme et savoir*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1996, p. 200.

⁵⁷ ANQ, Correspondance reçue de Hunterstown, document n° 1351, 1866 : lettre en date du 18 juillet.

Pour sa part, en 1886, Noémie Mercure, nouvelle institutrice de Saint-Jacques-des-Piles, probablement en quête d'un règlement, demande au surintendant copie de celui paru antérieurement dans le *Journal de l'Instruction publique*⁵⁸.

Devant la difficulté que peut représenter, pour certains commissaires, la constitution d'une telle réglementation, certaines corporations, comme celle de Maskinongé, en 1854, sollicitent, en vain, du surintendant un règlement qui régirait les maîtres et les enfants de chaque école. Vingt ans plus tard, comme le constate en 1873-1874 l'inspecteur Petrus Hubert, rares sont les corporations scolaires disposant de règlements écrits en bonne et due forme. En 1878, des « Règlements proposés pour les écoles de la Province de Québec » paraîtront dans le *Journal de l'Instruction publique*, probablement à la suite des travaux du comité catholique du conseil de l'Instruction publique cette année-là. Cette incursion dans le champ des responsabilités locales se concrétise par la parution d'un règlement officiel émanant du conseil, publié à la suite des statuts refondus de 1894. Quatre ans auparavant, l'inspecteur David Lefebvre réclamait déjà au surintendant « une demi-douzaine de règlements concernant les élèves pour en munir toutes les écoles⁵⁹. »

À partir des six règlements dont nous venons de parler, nous pouvons préciser les exigences des commissaires ou du département de l'Instruction publique en ce qui a trait à la conduite des maîtres et des écoliers. Pour les besoins de cette analyse nous avons divisé la réglementation concernant les élèves en quatre catégories : fournitures scolaires, comportement en classe, comportement dans la cour de récréation ou sur le

⁵⁸ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Jacques des Piles, document n° 835, 1886. Le surintendant précise alors que ces règlements de 1878 n'ont jamais été adoptés.

⁵⁹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 729, 1890 : lettre de David Lefebvre en date du 15 mai.

chemin de l'école et instruction religieuse. Nous identifions les règlements selon leur origine : nom de la corporation scolaire, *Journal de l'Instruction publique* (*JIP*) ou le conseil de l'Instruction publique (*CIP*).

Fournitures scolaires

Tous les règlements, sauf celui de Champlain, spécifient que l'élève doit être muni du matériel nécessaire. La corporation de Saint-Paulin fournit, quant à elle, tout ce dont l'écolier a besoin.

Comportement en classe

Obéissance et respect de l'autorité, sous peine d'exclusion, apparaissent dans tous les règlements, à l'exception de celui de Champlain où l'on fait plutôt référence au respect du règlement. Tous, sauf le texte de Saint-Paulin, mentionnent la ponctualité et l'assiduité quotidienne qui, à Yamachiche, comprend « toute la durée de la classe », soulignant l'importance d'une présence quotidienne et régulière. On précise quelquefois l'horaire (*Rivière-du-Loup* et *JIP*) ou on indique que la cloche du couvent marquera le début et la fin des classes (*Champlain*). La justification des absences vient tardivement (*JIP*, 1878 et *CIP*, 1894). L'interdiction de l'école aux enfants atteints d'une maladie contagieuse ne s'impose qu'à compter de 1876 (*Champlain*).

Tous les règlements précisent que les élèves doivent porter des vêtements propres et décents et qu'ils doivent s'exprimer dans un langage poli, « sans épithètes », c'est-à-dire, éviter de « se donner des noms » et bannir les jurons. Le règlement de Saint-Paulin cependant ne contient pas d'article qui traite des vêtements ou du langage. La directive « de ne pas paraître à l'école nu-pieds, le moins possible » est particulière à Champlain. Le règlement du *JIP* détermine encore davantage l'encadrement des élèves en classe. C'est le seul

qui fait mention de punitions et retenues en cas d'absence non motivée ou de leçons non apprises.

Le comportement dans la cour de récréation et sur le chemin de l'école

Éviter les querelles, les mauvais traitements aux plus jeunes ou les jeux où s'entremêlent petits et grands, telles sont les directives apparaissant dans les règlements à compter de 1870. La prescription du curé de Yamachiche (1845) interdisant aux garçons de jouer avec les filles à l'école ou lors des allées et retours est la seule du genre. Finalement, l'indication aux élèves de « prendre leurs précautions », à la récréation pour éviter d'aller aux toilettes durant la classe faite dans le *JIP* est conservée par le CIP.

Les déplacements des élèves vers l'école ou à leur retour font également l'objet de directives. Le règlement de Champlain est le seul à exiger que les élèves aillent deux par deux. À l'exception de Saint-Paulin, qui ne le précise pas, on recommande aux enfants de ne pas s'amuser en route et d'éviter les jeux « que toute bonne éducation réprouve » (Rivière-du-Loup). Le règlement du CIP précise enfin que « les élèves doivent rendre compte de leur conduite sur le terrain de l'école, et en venant à l'école ou en retournant à la maison, [...] ».

Instruction religieuse et moralité

Les règlements rédigés par les corporations de Saint-Paulin et de Rivière-du-Loup ne font aucune référence à ces points. Les directives sur l'assistance quotidienne à la messe (Champlain) ou sur la confession (Champlain, *JIP*) font place à la récitation de la prière avant et après la classe (CIP).

En somme, sur plusieurs aspects, les différentes règles ne changent pas beaucoup au fil des ans. Elles visent à normaliser le comportement des élèves : respect de l'autorité, assiduité, ponctualité, silence en classe. Les règlements écrits par les corporations de Saint-Paulin et de Rivière-du-Loup sont succincts et visent surtout à établir des règles simples et précises pour le maintien de l'harmonie. Celui de Saint-Paulin semble davantage lié au conflit soulevé par le prêt des manuels, quoiqu'il exige un comportement studieux des écoliers. La réglementation rédigée par les curés de Yamachiche et Champlain se préoccupe de l'instruction religieuse et de la moralité. Il en sera de même pour le règlement paru dans le *JIP*, où les moindres faits et gestes des écoliers sont encadrés et où l'on regrette même de ne pouvoir énumérer « tout ce que les élèves doivent faire ou éviter, à l'école ou sur la voie publique ». Celui émis par le CIP est une version remaniée de ce règlement mais épurée de sa rigidité et ne fait plus référence qu'à la récitation de la prière.

Cependant, de nouvelles préoccupations apparaissent dans le dernier quart de siècle, et c'est l'esprit de la réglementation qui en sera changée. On tend à responsabiliser davantage les enfants, à l'école ou lors de leurs allées et venues, et l'on exigera que les élèves paient pour les objets ou les meubles qu'ils auront cassés ou endommagés. De même, l'exclusion des enfants d'une école fait l'objet de règles très détaillées. Il y a aussi la nécessité, pour les parents, de justifier les absences de l'école. Par souci d'hygiène, on interdit l'école aux enfants atteints de maladie contagieuse. Ces règlements officiels, dûment affichés dans chacune des classes, tendent à uniformiser la pratique écolière dans toutes les corporations et surtout font de l'enfant, non pas seulement un élève soumis et obéissant, mais un individu responsable de son comportement.

Le personnel enseignant, à son tour, est soumis à une réglementation. Nous ne disposons pour l'analyse comparative que de quatre règlements. Ceux de Champlain et du *JIP* ne concernent que les élèves. Les prescriptions touchant les instituteurs se partagent en trois thèmes : les obligations, les responsabilités et la moralité.

Obligations

Le premier article des règlements établis par le curé J.-N. Dumoulin de Yamachiche stipule l'obligation d'être catholique, d'avoir de bonnes mœurs et d'avoir au moins dix-huit ans pour devenir maître d'école dans sa paroisse. Il est le seul à apporter cette précision qui deviendra obligatoire pour tout candidat au brevet d'enseignement.

Responsabilités

Les trois corporations de Yamachiche (1845), Saint-Paulin (1858) et Rivière-du-Loup (1876) ont en commun quelques directives touchant l'enseignement de toutes les matières prévues par la loi, sauf qu'à Saint-Paulin, on précise la fréquence de l'enseignement du catéchisme et l'obligation d'apprendre à compter à tous les élèves, même à ceux qui n'apprennent pas l'arithmétique⁶⁰. Le curé de Yamachiche et la corporation de Saint-Paulin s'attendent aussi à ce que le maître fasse preuve d'objectivité face à ses élèves, qu'il récompense la vertu et la diligence et qu'il punisse le vice et la négligence, pour reprendre les termes de J.-N. Dumoulin, reformulés autrement par le secrétaire de Saint-Paulin. D'une manière unanime, les commissaires exigent la surveillance des élèves avant la classe et pendant les récréations, même si les filles et les garçons ont des pauses

⁶⁰ Le règlement de la corporation de Saint-Paulin stipule que « le catéchisme se fera deux fois par semaine aux petits enfants et deux fois par jour aux enfants de la première communion, les prières s'enseigneront aussi deux fois par semaine. ».

séparées (Saint-Paulin). Dans cette dernière localité, les instituteurs doivent surveiller la conduite générale des élèves et voir à faire régner la paix. Le chauffage de l'école préoccupe le curé de Yamachiche et les commissaires de Rivière-du-Loup qui précisent l'heure à laquelle on doit allumer le poêle. Le pasteur de Yamachiche recommande que les différends avec les parents soient confiés à un commissaire d'écoles. Il prévoit cinq rencontres annuellement pour les instituteurs, sauf pour celui de l'école modèle. Quant à ce dernier, il devra enseigner le plain-chant aux enfants qui ont « une bonne voix, à condition qu'ils chantent gratis, dans cette paroisse. »

La réglementation conçue par le CIP (1894) élabore et encadre d'une manière détaillée toute la pratique enseignante, de la prière avant et après la classe à l'assistance aux conférences pédagogiques. Ces règles complètent ou reprennent les principaux points qui apparaissaient déjà dans les contrats d'enseignement. Ils définissent dans ses moindres détails le métier d'enseignant. Les instituteurs ne voient plus seulement au chauffage mais à la ventilation, à la propreté de la classe et doivent empêcher la détérioration des meubles et de l'immeuble. Du point de vue pédagogique, il est précisé qu'ils sont responsables du passage d'une année à l'autre de chacun de leurs élèves, qu'ils doivent avoir un enseignement attrayant et efficace. Rien n'est laissé au hasard : explications du travail à faire faire, notes mensuelles et classement, occupation constante des élèves et interdiction de faire un travail personnel. On rappelle l'obligation de bien tenir les registres, les journaux, les statistiques, tout comme celle de se conformer aux directives de l'inspecteur. Des règles s'adressent particulièrement aux instituteurs des grandes écoles urbaines puisqu'on suggère de s'en remettre au directeur de l'école lors des différends avec les parents et de lui réserver les punitions corporelles.

Moralité

Sur ce plan, le curé de Yamachiche est très exigeant. Dans ses directives, il précise que les maîtres « ne se permettront pas l'aller aux assemblées, danses et veillées »; un premier acte scandaleux leur méritera une sévère réprimande mais le deuxième mènera à leur congédiement. Les enseignants ne pourront recevoir dans l'école une personne du sexe opposé. À l'instar de ce règlement, les autres corporations prescrivent au personnel enseignant de donner le bon exemple, en tout temps. Aucune référence de ce type n'apparaît dans le règlement du CIP.

La réglementation des maîtres élaborée par le CIP met en évidence non seulement l'évolution de la profession depuis cinquante ans mais surtout l'uniformisation souhaitée de la pratique du métier. À défaut de pouvoir former rigoureusement le personnel grâce à des études obligatoires suivies dans des écoles normales, le CIP l'encadre donc systématiquement. Ces premiers règlements officiels ne se contentent pas de codifier et préciser les responsabilités des enseignants, comme dans l'ancienne formulation des contrats, ils comportent aussi des directives pédagogiques. D'ailleurs, ces préceptes remplacent temporairement le texte habituel des contrats d'engagement. Cependant, on reviendra bientôt au libellé du contrat-type détaillé, dûment signé par l'instituteur qui en garde aussi copie⁶¹. Les exigences du conseil envers le personnel sont nettement plus grandes que celles des corporations. Par ces nouvelles normes, espère-t-il avoir trouvé une solution pour favoriser l'assiduité des élèves dans des écoles de plus en plus populeuses? En ce qui touche le comportement de l'instituteur en dehors des heures d'école, la population locale prescrit ses propres normes, souvent implicites, mais tout aussi rigoureuses.

⁶¹ Les règlements du conseil de l'Instruction publique adoptés en 1906 reviennent à l'ancien texte où sont spécifiées les responsabilités les plus importantes incombant à l'instituteur.

Dans cet univers ordonné, à la routine prévisible, il y a place malgré tout pour l'imprévu. Un événement fortuit, une visite ou une cérémonie viennent soudain modifier le cours habituel d'une journée scolaire. Diverses expériences attendent l'écuyer.

Routine et corvées

Dès son arrivée à l'école, la première fois, l'élève doit s'acclimater à ce regroupement d'enfants. Il apprivoise l'environnement, il s'habitue à observer la discipline et à la manière de se comporter. À part le rituel de l'apprentissage, il y a celui des récréations et pour certains, habitant à une bonne distance de l'école, celui du repas du midi pris sur place en compagnie d'autres camarades de classe et, en général, sous la surveillance de la maîtresse. Les élèves profitent de ce temps d'arrêt pour jouer ensemble avant que ne reprenne la séance de l'après-midi. Pour ces enfants, voilà une occasion de pratiquer des activités de groupe. Ces activités favorisent sans nul doute une meilleure cohésion sociale des pairs, à l'exemple des pensionnaires d'un couvent ou d'un collège.

Cependant, la nécessité de dîner à l'école provoque, à l'occasion, des frictions comme par exemple, celle entre des contribuables de Yamachiche et les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame en 1852. En effet, les règlements de cette communauté ne permettent pas aux élèves externes de prendre leur repas au couvent⁶². Les parents

⁶² Cette coutume n'est pas limitée aux règles des CND puisque Léo-Paul Hébert dans *Le rôle socio-économique du collège de Joliette, 1846-1991*, Joliette, Cégep Joliette-De Lanaudière, 1992 rappelle que « les élèves pensionnaires ne font que coucher au collège; ils prennent tous leurs repas dans des maisons du village... », p. 72. Cette pratique est aussi mentionnée dans le troisième d'une série d'articles sur l'architecture des écoles dans le *Journal de l'Instruction publique* en mai 1858, p. 82 comme étant « en très grande faveur dans certaines parties du pays. »

réclament alors, avec succès, l'ouverture d'un externat, sous le contrôle des commissaires.

L'éloignement de l'école amène aussi quelques contribuables, comme Antoine Chrétien, un contribuable de Sainte-Ursule, ou Isaac Gélinas de Dumontier, à chercher pour leurs enfants une pension « à la semaine » au village, afin de leur permettre de fréquenter l'école modèle ou le couvent⁶³. Parmi ses souvenirs « d'institutrice de petite école de rang », Vénérande Douville-Veillet mentionne avoir hébergé durant quelques hivers deux ou trois fillettes, la semaine durant, à la demande de leurs parents⁶⁴.

Déjà bien ancré dans la vie familiale, le partage des corvées est aussi affaire d'école, où l'on réserve quelques tâches aux écoliers. À tour de rôle, des garçons charrient l'eau et transportent le bois, des filles balaient la classe ou nettoient les latrines à l'usage des élèves. Certains parents de Pointe-du-Lac s'élèvent contre ces corvées parce qu'ils paient déjà la rétribution mensuelle. Il est de tradition de faire ces menus travaux, de répliquer le président des commissaires, interprétant cette contestation comme « un germe de rébellion aux règles ordinaires usitées aux écoles⁶⁵ ». Pourtant, la corporation de Saint-Étienne doit s'incliner devant la protestation des contribuables qui s'objectent au renvoi des enfants ayant refusé de balayer la classe⁶⁶.

⁶³ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Ursule, document n° 1250, 1888 et de Dumontier, document n° 1867, 1890.

⁶⁴ Vénérande Douville-Veillet, *Souvenirs d'une institutrice de petite école de rang*, Trois-Rivières, Les Éditions du Bien public, 1973, p. 30. L'espace limité obligeait à déplacer tous les meubles mais cet inconvénient était compensé par des repas plus copieux grâce à l'apport de chacune. Cette cohabitation ne déplaisait pas à l'institutrice puisqu'elle dit que « cette petite vie de famille avait beaucoup de charme ».

⁶⁵ ANQ, Correspondance reçue de Pointe-du-Lac, document n° 132, 1853.

⁶⁶ ANQ, Correspondance reçue de Saint-Étienne, document n° 36, 1874.

Cette participation aux tâches quotidiennes est à ce point ancrée dans les habitudes que des contribuables de Mont-Carmel préfèrent un tel emplacement à un autre pour une nouvelle école en raison de la possibilité de creuser un puits de faible profondeur. Les parents veulent s'assurer que lorsqu'un seau y tombera, « comme [cela] arrive assez souvent avec des enfants⁶⁷ », il pourra être récupéré facilement et sans danger.

Les élèves des pensionnats n'échappent pas à ces corvées. Elles deviennent même un objectif de formation complémentaire. En effet, dans une enquête sur les programmes d'études effectuée par le surintendant auprès de différentes communautés de religieuses enseignantes (1896), il ressort que certains travaux manuels s'apparentent à des corvées, tel l'entretien domestique du couvent. Comment interpréter autrement cette information de la supérieure générale des sœurs de la communauté des Saints Noms de Jésus et de Marie voulant que « durant les heures de loisir [...] nous leur donnons des connaissances pratiques sur les soins du ménage »? Quant à la supérieure générale des sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, elle précise, pour sa part, que « le samedi, [les élèves] ont des leçons spéciales d'économie et de propreté pratique, dans les dortoirs, les chambres et autres pièces de la maison⁶⁸ ». La corvée du ménage semble bien enracinée dans les mœurs des pensionnats, au moins jusqu'aux années 1950⁶⁹.

⁶⁷ ANQ, Correspondance reçue de Mont-Carmel, document n° 1463, 1882 : requête de Joseph Martin *et al.* en date du 4 décembre.

⁶⁸ Correspondance adressée au surintendant concernant son enquête sur les programmes d'études, document n° 1897, 1896.

⁶⁹ Nadia Fahmy-Eid, « Vivre au pensionnat : le cadre de vie des couventines », dans Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Les couventines*, Montréal, Boréal, 1986, p. 47-54.

Parmi toutes ces corvées, celle de moniteur apparaît sans doute comme la plus prestigieuse. Aider la maîtresse en faisant répéter les leçons aux élèves débutants ou en leur donnant la dictée peut sûrement plaire aux élèves avancés et faire naître, qui sait, l'amour du métier.

Fêtes profanes et religieuses

Dans un cadre un peu moins formel, durant et après la classe, les écoliers sont appelés à participer à divers événements ponctuels. Ainsi, des élèves de Rivière-du-Loup participent à l'installation d'un autel pour le mois de Marie et le décorent avec des branches de sapin recueillies aux alentours ou ceux de Saint-Boniface préparent une saynète intitulée « La lampe du sanctuaire » organisée par le curé de la paroisse. À Sainte-Anne-de-la-Pérade, l'institutrice retrouve ses élèves et leurs parents pour « un pieux office du soir » au pied du Calvaire situé à proximité de l'école n° 8 pour célébrer, en mai, le mois de Marie et, en juin, le mois du Sacré-Cœur. Au couvent de Sainte-Ursule, les écolières prennent part à différentes fêtes, profanes et religieuses, qu'elles préparent en apprenant des chants et, pour certaines, en mémorisant des déclamations. Toutes les élèves participent à ce rituel orchestré par leurs enseignantes et s'imprègnent de l'atmosphère protocolaire qui s'en dégage. Pour sa part, le curé de la paroisse s'empresse de solliciter la participation de la chorale du pensionnat lors des messes solennelles en son église⁷⁰.

Ces activités simples ou avec quelque appareil entrecouperont agréablement la routine scolaire. D'autres occasions où sont conviés quelques dignitaires de la localité

⁷⁰ Une cueillette de souvenirs d'écoliers dans les autobiographies permettrait sans aucun doute d'enrichir cette énumération, mais nous nous en tenons ici aux activités mentionnées dans la correspondance expédiée au surintendant ou trouvées en parcourant la Chronique des sœurs de la Providence pour la paroisse de Sainte-Ursule.

nécessitent un plus grand déploiement. Ainsi, la Fête des arbres, inaugurée à compter de 1883, peut réunir dans la cour des écoles des représentants des corporations municipale, scolaire et paroissiale. Votée un an plus tôt par le gouvernement et célébrée dans toutes les localités de la province, cette fête officielle veut sensibiliser la population à la plantation d'arbres. Le surintendant en profite pour encourager les commissaires à embellir le terrain des écoles. « En rendre l'aspect attrayant contribuera à l'avancement de l'éducation, car l'enfant a besoin de se plaire et de s'amuser dans l'endroit où il doit étudier⁷¹ ». À compter de 1892, le congé est aboli mais le secrétaire de la province invite les enseignants à profiter de la journée pour sensibiliser leurs élèves à l'utilité des arbres et à l'importance de les cultiver et de les protéger. Malgré la disparition de ce congé, des corporations poursuivent la tradition et convient les élèves à une petite fête pour clôturer la cérémonie de plantation⁷².

D'autres fêtes solennelles viennent souligner l'arrivée d'une institution religieuse ou un anniversaire de fondation dans le cas, notamment, des écoles dirigées par des communautés enseignantes. La bénédiction de l'école des frères de Saint-Gabriel à Saint-Tite, le 8 décembre 1898, réunit pour l'occasion les autorités religieuses et civiles auxquelles se joint le surintendant de l'Instruction publique. Le lendemain, lors de sa visite au collège, les élèves lui présentent une adresse de bienvenue⁷³. Sans nul doute, la rencontre prévue au couvent des sœurs de la Providence donna lieu à une autre cérémonie mise au point par les religieuses et leurs écolières.

⁷¹ Circulaire du 1er mai 1883. Voir également René Hardy, « Exploitation forestière et environnement au Québec, 1850-1920 » in *Zeitschrift für Kanada-Studien*, (1995, 15. Jahrgang nr 1, band 27), p. 71.

⁷² ANQ, Correspondance reçu de Sainte-Geneviève, document n° 700, 1896 : lettre d'Évariste Chaurette en date du 15 mai.

⁷³ Comité historique, *Histoire de Saint-Tite, 1833-1984*, Saint-Tite, Éditions Souvenance Inc., 1984, p. 340-345.

Les frères des Écoles chrétiennes, pour leur part, commémorent avec magnificence le cinquantenaire de leur arrivée à Trois-Rivières⁷⁴. La célébration, répartie sur deux jours, les 18 et 19 juin 1895, débute par une salve de vingt et un coups de canon, suivie d'une « séance » dramatique et musicale préparée par les élèves. La fête se poursuit ensuite au Parc Saint-Louis. Pour l'occasion, on illumine parcs, immeubles publics et religieux. Le lendemain, une messe solennelle avec sermon de circonstance est célébrée à la cathédrale. Elle est suivie d'un défilé des élèves et des anciens par les rues de la ville où se déploient bannières et drapeaux. Tous sont conviés à un grand pique-nique, précédé par les discours habituels propres aux grands événements. Un feu d'artifices clôture la deuxième journée. Le programme de ces réjouissances ne saurait être complet sans une exposition de travaux d'élèves. Pour ces derniers et leurs maîtres, la préparation de ce jubilaire en rend le souvenir plus mémorable encore.

Congés et récompenses

Peu d'événements justifient un congé scolaire cependant. Il faut souligner toutefois celui décrété à l'occasion du soixantième anniversaire du règne de la Reine Victoria, en juin 1897, par le conseil de l'Instruction publique. En hommage à la souveraine, toutes les écoles primaires de la province sont fermées durant trois jours. Le surintendant justifie ainsi cet arrêt des classes : « afin d'accoutumer l'enfance à prendre part aux réjouissances publiques et à développer dans son esprit et dans son cœur le respect de l'autorité et les sentiments de loyauté envers ceux qui nous

⁷⁴ Archives de la ville de Trois-Rivières, document intitulé : *1844-1894, Comité de direction, Fêtes du cinquantenaire de la fondation de l'école des Frères de la Doctrine Chrétienne à Trois-Rivières, juin 1895*.

gouvernement⁷⁵ ». De plus, il joint à sa circulaire une prière à réciter en classe le vendredi précédant le congé, qui pourra être suivie d'un chant d'allégresse, précise-t-il encore.

Par tradition, un autre congé vient souligner, cette fois, le travail des écoliers. En effet, au terme de sa visite annuelle, l'inspecteur des écoles leur accorde habituellement un petit répit soit pour le reste de la journée ou pour le lendemain. Un temps menacée par l'instauration de la distribution de livres aux élèves les plus méritants, cette pratique fut maintenue par les inspecteurs, probablement pour compenser le peu de livres à distribuer ou pour souligner l'effort collectif⁷⁶.

L'idée d'offrir des livres en récompense est présentée par Pierre-Joseph-Olivier Chauveau en 1855 afin de faciliter les relations entre les inspecteurs et le milieu⁷⁷. Dans sa circulaire du 23 juillet 1856, il expose les mérites de ce système populaire en France et en Angleterre. Il en précise les modalités et y voit même un substitut aux trop nombreux congés octroyés par les inspecteurs, « seule faveur que les visiteurs étaient à même d'accorder⁷⁸ ». Ces prix visent essentiellement à récompenser les

⁷⁵ Circulaire du surintendant en date du 4 juin 1897 fixant le congé aux 21, 22 et 23 juin 1897. Le document a été retrouvé dans le document n° 816, 1897.

⁷⁶ ANQ, Correspondance reçue de Dumontier document n° 656, 1884, lettre de Marie-Aurise Côté-Lambert en date du 1er juillet 1884 ou encore la correspondance reçue de Saint-Paulin, document n° 173, 1886 : extraits du registre de l'école de Marie-Louise Loranger.

⁷⁷ La question des livres de récompense a été également traitée d'un point de vue de l'idéologie véhiculée par les promoteurs de l'éducation particulièrement dans l'optique du choix des thèmes abordés et des auteurs retenus pour écrire ces livres. Voir François Landry, « Le livre de récompense canadien-français, conformité et valorisation de la conformité : Beauchemin et sa «Bibliothèque canadienne», dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 45-59. Voir également Andrée Dufour, *Tous à l'école*, p. 239-240.

⁷⁸ RSIP 1855, p. 19-20 et 1856, p.139-141.

« élèves qui le mériteront par leur bonne conduite, leur assiduité, et leur succès dans quelque branche particulière. Ce sera un excellent moyen de stimuler le développement de celles des études qui sembleront être négligées. » En outre, l'émulation retrouverait son vrai sens, selon Chauveau, puisque les distributions solennelles des prix dans les corporations sont devenues insignifiantes parce que des maîtres et des commissaires veulent plaire à tous les parents.

Pour sa part, Petrus Hubert trouve excellente cette façon de récompenser les enfants, mais trouve insuffisant le nombre de livres dont il dispose. Il lui arrive même d'en distribuer de sa réserve personnelle⁷⁹. Il voudrait surtout en offrir cinq ou six dans chacune des écoles de rang sans toutefois préciser quel genre d'ouvrages il privilégierait⁸⁰. Les livres étant attribués au mérite, il souligne que certaines écoles en reçoivent davantage comme celles de Trois-Rivières, de Pointe-du-Lac, de Yamachiche et de Sainte-Anne-de-la-Pérade. Un de ses successeurs, David Lefebvre, en réclame près de trois cents, afin d'en remettre au moins deux à chacune des écoles élémentaires et six aux écoles modèles⁸¹.

Les localités semblent attacher beaucoup d'importance à cette remise de prix. Ainsi, les commissaires de Batiscan protestent lorsque A. Tétreault laisse huit volumes à l'école indépendante de Mlle Dechesne, privant d'autant de récompenses les autres écoles sous leur contrôle. Déjà, Petrus Hubert dut justifier à quelques reprises sa propre distribution de livres. Source de polémiques et de désagréments de toutes sortes pour les inspecteurs d'écoles, cette pratique est remise en question lors de leur

⁷⁹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 2046, 1866 : lettre en date du 14 novembre.

⁸⁰ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 983, 1876.

⁸¹ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1023, 1878.

congrès de 1895⁸². Devant les résultats peu satisfaisants de ces récompenses, ils suggèrent d'utiliser autrement ce budget en achetant et en distribuant dans les localités des dictionnaires ou des livres d'histoire et de sciences, toujours par leur entremise. Un ancien projet, amorcé par le surintendant Meilleur en 1853 visant à développer un intérêt pour la lecture et qui avait donné naissance à des bibliothèques publiques dans plusieurs localités, se trouve ainsi relancé.

Exceptionnellement, une médaille couronne, d'une manière plus ostentatoire, les efforts des élèves. Ainsi, lors d'une visite dans la localité de Dumontier, en août 1883, le surintendant Gédéon Ouimet en avait promis une aux élèves les plus assidus à l'école modèle de Mme Côté-Lambert. La fin de l'année approchant, elle lui rappelle sa promesse tout en indiquant qu'un seul élève, Majorique Peltier, « a su se distinguer par son assiduité ». Pour sa part, une ursuline adresse au chef du département, en 1900, une requête sollicitant une médaille qu'elle donnerait en prix à une de ses élèves. Elle s'adresse non pas uniquement à Pierre Boucher de La Bruère, surintendant mais surtout au descendant de Pierre Boucher « qui a jeté un si bel éclat sur la ville de Trois-Rivières ». Il s'empresse de répondre à sa demande tout en lui recommandant de la remettre comme prix d'histoire du Canada⁸³.

Au fil des jours, les titulaires d'école, en « bonnes institutrices » comme le suggère le titre d'un guide à leur intention, peuvent instaurer un système de bons points et classer les élèves, chaque semaine « afin d'exciter parmi eux une noble émulation⁸⁴ ». Le fait

⁸² *RSIP* 1900-1901, p. ix.

⁸³ ANQ, Correspondance reçue de Trois-Rivières, document n° 1157, 1900 : lettre de Sr Marguerite-Marie.

⁸⁴ *Guide de la bonne institutrice : ses devoirs, envers elle-même et envers ses élèves*, Imprimerie de Dufresne et Frères, Trois-Rivières, 1868, p. 9-10.

de présenter un travail de broderie à l'inspecteur ou de participer à une exposition nationale ou internationale peut aussi être un élément de fierté pour les écoliers, voire pour leurs parents.

Il serait difficile d'imaginer une exposition scolaire sans travaux d'élèves. Ainsi, en vue de la préparation d'une telle rencontre qui a lieu du 21 au 23 septembre 1880 à Montréal, les élèves de la Mauricie sont invités à présenter, entre autres, des cahiers de devoirs, d'écriture ou de dessin ou encore des travaux à l'aiguille ou de tricot⁸⁵. Ces spécimens ne doivent pas être faits précisément pour cette exposition, mais plutôt « choisis parmi les travaux journaliers de la classe », précise J.-O. Cassegrain, le secrétaire de la Commission chargée d'organiser cette exposition⁸⁶. Sur une dizaine d'institutions participantes, trois écoles sont dirigées par des laïcs et les autres par des communautés religieuses enseignantes. À elles seules, les pensionnaires des Ursulines de Trois-Rivières présentent dix-huit cahiers de devoirs, seize cahiers de tenue des livres, deux herbiers tandis que quatre cahiers de devoirs et autant de dessin proviennent des élèves de l'externat. Elles obtiennent alors un prix de 2^e classe. Par contre, seules quatre institutions représentent la région à l'exposition de Paris (1900) sans obtenir de distinction cette fois. Ce sont celles des frères de Saint-Gabriel (Saint-Stanislas et Saint-Tite), des religieuses du Bon Pasteur (Champlain) et des Ursulines (Trois-Rivières).

⁸⁵ Il en avait été de même pour l'Exposition universelle de Paris qui comprenait un volet scolaire. Voir l'annonce dans le *Journal de l'Instruction publique* de janvier 1878.

⁸⁶ ANQ, correspondance reçue : Dossier consacré à l'exposition scolaire de Montréal, document n° 168, 1880.

L'année scolaire s'achève obligatoirement par l'examen public de fin d'année tenu dans chacune des écoles. Il arrive que l'on cherche à donner plus d'éclat à l'événement, comme à Trois-Rivières, en 1854, où l'examen des élèves de l'école des frères se tient sous une tente « ornée et festonnée », sous l'égide de l'évêque⁸⁷. Cette rencontre annuelle se termine habituellement par une remise de prix. Si dans les années 1850, certains commissaires comme ceux de Champlain ou de Maskinongé, ne veulent pas acheter de récompenses aux élèves soulignant que c'est de l'argent gaspillé, il n'en est plus question par la suite. Les corporations prennent l'habitude de décerner des prix aux meilleurs élèves ou encore aux plus assidus, comme l'expose le curé J.-B. Grenier de Sainte-Thècle, dans sa requête au surintendant dans laquelle il sollicite des volumes pour les petits enfants de sa paroisse⁸⁸.

Pour les élèves, l'examen de fin d'année revêt une certaine symbolique, celle d'avoir franchi, sous l'œil attentif de la collectivité, une étape dans l'apprentissage de savoirs spécifiques. Pour certains d'entre eux, âgés de treize ans environ, cet événement marque sans nul doute un passage définitif vers le monde des adultes. Peu de temps auparavant, la première communion leur permettait de s'insérer dans la communauté paroissiale, maintenant qu'ils savent lire, écrire et compter, ils peuvent entrer dans la société civile. Pour ces « grands élèves », la petite cérémonie dans l'école du rang s'apparente à une rupture avec le monde de l'enfance.

⁸⁷ Tiré du journal *L'Ère Nouvelle*, des 15 juillet et 19 juillet 1854. Cet examen où « les élèves ont très bien répondu à toutes les questions » a été suivi d'une distribution de prix.

⁸⁸ ANQ, Correspondance reçue de Sainte-Thècle, document n° 555, 1884.

Conclusion

La formation intellectuelle des élèves apparaît fort diversifiée même après l'imposition d'un programme officiel d'études élémentaires en 1873. Les résultats de cette scolarisation sur mesure semblent donc quelque peu ambivalents. On constate tout d'abord qu'il a fallu cinquante ans pour atteindre une certaine efficacité. Ce n'est que durant la dernière décennie que la majorité des élèves du cours élémentaire maîtrisent, à la fin de leur séjour à l'école, les savoirs lire, écrire et compter. Cependant, pour la grande majorité des enfants, l'apprentissage scolaire se termine sans que soit complété le programme des études élémentaires. La comparaison avec le reste de la province place les élèves de la campagne mauricienne en moins bonne position tandis que les écoliers de Trois-Rivières s'ajustent au profil provincial.

À la suite de l'évaluation de la qualité de l'enseignement préparée par les inspecteurs, il apparaît qu'en général les écoles de campagne se ressemblent. La comparaison entre les comtés illustre que la situation est sensiblement la même partout. C'est en comparant la valeur de l'instruction dans les écoles de village et de ville et les écoles de rang qu'une différence apparaît. Les meilleures notes octroyées par les fonctionnaires à chacun des six critères reviennent aux corporations de village et à celle de la ville de Trois-Rivières. Ceci peut s'appliquer à toutes les écoles de village car elles jouissent habituellement d'une excellente réputation au sein de leur corporation respective.

Il va sans dire que le personnel enseignant porte une part de responsabilité dans cette situation. Sans véritable formation pédagogique, les instituteurs parviennent, au fil des ans, à faire faire des progrès aux élèves. Ces progrès sont attribuables surtout à une évolution de la pratique de l'enseignement. Cette amélioration résulte, en partie,

d'une meilleure maîtrise du métier chez plusieurs enseignants dont le savoir-faire s'affine peu à peu, de génération en génération. Mais il est difficile d'en attribuer le mérite à quelque facteur particulier. Est-ce dû à l'influence des manuels de pédagogie, à la formation dans les couvents, à une scolarisation de plus en plus longue des élèves, à l'inspection ou aux conférences pédagogiques instaurées tardivement? Tous ces éléments ont pu contribuer à enrichir la qualité du travail du personnel enseignant.

Dès les débuts, les promoteurs de l'instruction publique ont cherché à exercer un contrôle des comportements, à la fois des élèves et des maîtres⁸⁹. Écrites ou orales, des règles de conduite imposent donc un comportement à l'instituteur et à l'écolier, mais la grande latitude laissée aux corporations s'amenuise au début des années 1880. Le désir d'implanter un encadrement identique dans toutes les écoles coïncide avec une augmentation du nombre des élèves. On accorde une plus grande attention aux résultats de la scolarisation. Cet intérêt se rattache à une nouvelle philosophie de l'enseignement qui se répand dans le monde occidental à la faveur des expositions internationales. Cette volonté d'uniformiser les comportements tend à faire de l'école un monde organisé et policé selon un même modèle.

La durée des études, si courte soit-elle, permet néanmoins à des milliers d'écoliers d'acquérir non seulement les rudiments de l'instruction mais de vivre une sociabilité autrement inaccessible. Une multitude d'activités concourent à donner à l'école son caractère particulier. À la fin du XIX^e siècle, tous les enfants de la Mauricie auront expérimenté, à un moment donné de leur enfance, les différentes facettes de la vie en

⁸⁹ Voir à ce propos les articles de Jean-Pierre Charland, « Le réseau d'enseignement public bascanadien, 1841-1867 : une institution de l'État libéral », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, printemps 1987, p. 505-535 et « L'éducation par l'exemple : le contrôle des comportements des instituteurs et des institutrices des écoles publiques québécoises, 1842-1897 », dans Yves Roby et Nive Voisine, *Érudition, humanisme et savoir op. cit.*

classe. Pour quelques élèves, un livre reçu en récompense ou plus rarement une médaille témoigneront du succès remporté sur les bancs de l'école.

CONCLUSION GÉNÉRALE

« Mais il faut patienter, donner le temps au progrès de se faire,
ménager encore les quelques préjugés du peuple [...] »

Petrus Hubert, inspecteur d'écoles, 1853¹

Cette recherche sur l'implantation et le développement de l'instruction publique met en évidence, d'une part, la place occupée par l'école au sein des localités de la Mauricie et, d'autre part, permet de mesurer l'intérêt de la population envers la scolarisation durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Il s'ensuit que la demande sociale pour l'école apparaît diversifiée dans l'espace et dans le temps et que celle-ci est à l'image des contribuables dispersés dans une région à prédominance rurale constituée d'anciennes paroisses, de nouvelles et de portions de territoire en voie de colonisation. Ce travail démontre que les habitants de ces différentes localités font des choix en matière d'éducation qui reflètent leurs besoins tout en s'harmonisant à la réalité économique de leur milieu.

On a pu constater que chacun des comtés de la Mauricie présente des caractéristiques différentes quant à la gestion des affaires scolaires. L'analyse de l'évaluation des municipalités scolaires selon six critères, effectuée par les inspecteurs d'écoles pour l'année 1900-1901, démontre la diversité des situations. Les points forts et les points faibles des comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice illustrent leur manière propre d'administrer les écoles. Si les résultats d'ensemble les placent presque sur un même pied, cela ne signifie pas pour autant que toutes les écoles ont

¹ *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1852*. Rapport de Petrus Hubert en date du 5 mars 1853, p. 52.

une même valeur. En effet, l'étude plus approfondie de cette classification « par ordre de mérite » démontre que les écoles des corporations de village, à l'exemple de celles de la ville de Trois-Rivières, répondent davantage aux exigences des fonctionnaires que les écoles de rang, quel que soit le comté. De façon générale, une certaine hiérarchisation des écoles au sein des localités fait en sorte qu'au village l'enseignement offert est de meilleure qualité que dans les autres écoles dispersées dans la campagne.

Il ressort de cette étude que les corporations scolaires apparaissent comme les véritables maîtres d'œuvre de l'enseignement élémentaire dans leur localité respective. La « petite école », régie par une loi scolaire, bien encadrée par les fonctionnaires du département et sous la supervision lointaine du haut clergé siégeant au conseil de l'Instruction publique, apparaît cependant comme le produit des localités qui ont organisé son expansion et assuré son maintien tout au long du XIX^e siècle. Les commissaires deviennent, par conséquent, les boucs émissaires d'une élite toujours prête à leur faire porter le blâme pour les lacunes entravant le progrès de l'éducation.

Peu préparés à occuper de telles fonctions, les commissaires conseillés par les curés et soutenus par les secrétaires-trésoriers développent, au fil des ans, une certaine compétence. Parmi leurs différentes tâches, la plus délicate demeure l'établissement d'un taux d'imposition « acceptable » puisque les contribuables portent, en très grande partie, le fardeau financier de l'instruction publique. En règle générale, les commissaires, afin de répondre à la demande des parents et pour faire face à la croissance de la population scolaire, augmentent le nombre des écoles sans hausser proportionnellement les impôts. Ces décisions agréables aux contribuables se répercutent néanmoins sur la qualité des écoles et de l'enseignement.

Dès la mise en marche de loi scolaire de 1841 et jusqu'au seuil de la Révolution tranquille, la question du financement représentera la pierre d'achoppement du système d'instruction publique. Pendant plus de cent vingt ans, les revenus de la taxe foncière constituent la partie essentielle des budgets des corporations scolaires auxquels s'ajouteront, entre autres, quelques subventions discrétionnaires distribuées plus tard au 20^e siècle. Gérard Filion dans ses *Confidences d'un commissaires d'écoles*² paru en septembre 1960 se fait l'apôtre d'une modification en profondeur du financement scolaire. Les réflexions de ce commissaire d'écoles, alors directeur-gérant au journal *Le Devoir*, le propulseront vice-président de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec instituée en 1961³. Ce n'est qu'à la suite du rapport de cette commission que le Québec concevra l'instruction publique non plus comme une dépense mais comme un investissement. Un quart du budget de la province ira à ce poste, comparativement à 10 % en 1900. La politique rejoint ici l'école. Mais l'école n'a que peu d'emprise sur le monde des politiciens.

Au XIX^e siècle, l'éducation élémentaire ne semble pas tellement préoccuper les députés. Les grands défenseurs de l'instruction publique s'y font rares tout en étant isolés au sommet de la pyramide. Durant une période charnière, entre 1867 et 1876, les trois premiers ministres qui se succèdent à la tête du gouvernement détiennent

² Gérard Filion *Les confidences d'un commissaire d'écoles*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1960, 122 p.

³ Paul Gérin-Lajoie, *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*, Montréal, Centre éducatif et culturel, Inc., 1989, p. 234.

aussi le portefeuille du ministère de l'Instruction publique⁴. C'est à l'un d'entre eux, Gédéon Ouimet, que l'on confie le département de l'Instruction publique en décembre 1875. Deux ans auparavant, il avait été impuissant à faire augmenter les subsides de son ministère. Dans son rapport annuel, il observait que parmi les « provinces de la confédération, nous sommes celle qui fait le moins de sacrifices en faveur de ses écoles [...]. Chacun veut l'éducation, mais à condition qu'il n'en coûte rien⁵. » Les finances publiques sont plutôt accaparées par l'expansion du réseau ferroviaire⁶. En général, les députés ne manifestent que peu d'intérêt envers l'enseignement primaire public⁷. Les grands débats à l'Assemblée législative du Québec sur les questions reliées à l'instruction, du moins au XIX^e siècle, demeurent rarissimes⁸.

Au-delà des grandes questions politiques où s'affrontent l'Église et l'État pour le contrôle de l'éducation, peu de choses viennent secouer la torpeur des politiciens face à l'instruction publique. Un semblable désintéressement caractérise le conseil de

⁴ Pierre-Joseph-Olivier Chauveau est surintendant (1855-1867) puis premier ministre et ministre de l'Instruction publique (1867-1873); Gédéon Ouimet est premier ministre et ministre de l'Instruction publique (1873-1874); et Charles-Eugène Boucher de Boucherville est premier ministre et ministre de l'Instruction publique (1874-1876). C'est sous ce dernier que le ministère de l'Instruction publique est aboli et remplacé par le département de l'Instruction publique alors confié à Gédéon Ouimet en fonction de 1876 à 1895. Voir également Louis-Philippe Audet, « Le premier ministère de l'instruction publique au Québec, 1867-1876 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 2, septembre 1968, p. 171-203.

⁵ *RSIP* 1872-1873 et partie de l'année 1874 (20 août 1874), p. xxii.

⁶ Louis-Philippe Audet, « Le premier ministère de l'instruction publique au Québec, 1867-1876 », p. 204 et Ruby Heap, « Les relations Église-État dans le domaine de l'enseignement primaire public au Québec : 1867-1899 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'étude*, vol. 50, 1983, p. 183-199.

⁷ Ruby Heap, *L'Église, l'État et l'éducation au Québec, 1875-1898*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université McGill, 1979.

⁸ Réal Bélanger, Richard Jones et Marc Vallières, compil., *Les Grands débats parlementaires, 1792-1991*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 307.

l'Instruction publique créé en 1859. Ce n'est que treize ans plus tard (1872) qu'un sous-comité formé des évêques des diocèses de Québec et de Rimouski et du ministre de l'Instruction publique établit un premier programme d'études élémentaires présenté alors comme une « classification des écoles⁹ ». La réforme du conseil en deux comités distincts amenant tous les évêques catholiques à siéger d'office au comité catholique (1875) ne suscite pas un surcroît d'intérêt pour l'enseignement dispensé dans les « petites écoles ». Ce comité rejette l'idée de sanctionner par un diplôme officiel les études élémentaires et repousse le projet de créer des écoles normales régionales afin de favoriser une meilleure formation du personnel. La position défendue par Mgr Laflèche, à ce sujet, avait certes des visées politiques plus étendues que la simple formation des enseignants, mais en deçà du principal objectif, l'évêque de Trois-Rivières touchait un problème majeur du système d'enseignement. Mais avant tout, le conseil refuse d'exiger la fréquentation obligatoire et la gratuité scolaire. Sa crainte de voir s'implanter un système laïc d'instruction publique freine l'élan amorcé dans les différentes corporations scolaires. Face au peu d'enthousiasme démontré en haut lieu en faveur de l'école élémentaire – ni indispensable ni digne d'être reconnue officiellement par un diplôme – certains contribuables ne croient pas utile de considérer l'instruction comme une priorité mais y voient plutôt une charge toujours trop lourde¹⁰. Pour quelques-uns, le poids des impôts est effectivement écrasant surtout dans le contexte où les taxes scolaires s'ajoutent à celles prélevées par la municipalité et la paroisse.

⁹ Louis-Philippe Audet, *Histoire du conseil de l'Instruction publique de la province de Québec*, Montréal, Éditions Leméac, 1964, p. 72.

¹⁰ En France, on instaure un certificat d'études primaires en 1882 dans la foulée des réformes de Jules Ferry « pour favoriser la fréquentation scolaire, élever le niveau et améliorer la qualité des études. ». Déjà en 1866, le ministre de l'Instruction publique encourageait la « délivrance d'une attestation sur les résultats, très bons, bons ou mauvais, de chaque élève. » Voir Guy Vincent, *École primaire française. Étude sociologique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1980, p. 215.

Selon une étude américaine¹¹, une loi rendant l'école obligatoire ne favorise pas tellement les inscriptions dans les écoles puisque les États, en général, adoptent de telles mesures qu'au moment où la presque totalité des enfants vont déjà en classe. Nous croyons cependant que ce ne sont pas uniquement les effets concrets de la loi qu'il faut regarder, mais le prestige qu'une telle loi confère à l'école; lorsque la gratuité accompagne l'obligation, le fardeau des collectivités locales s'en trouve allégé. Gabriel Désert constate que pour le Grand-Ouest de la France, la gratuité qui accompagne la fréquentation obligatoire a eu des effets bénéfiques surtout pour les parents démunis.

Les familles nombreuses, prônées par l'Église catholique, et les familles pauvres ne peuvent assurément envoyer tous leurs enfants à l'école. Il n'y a pas que les tâches domestiques qui peuvent les retenir à la maison. La nécessité d'être assez bien vêtu et d'avoir des chaussures tout comme la possibilité de transporter les enfants éloignés de l'école sont aussi des éléments qui empêchent les familles défavorisées d'encourager l'instruction de leur progéniture. Dans ce contexte, la rétribution mensuelle qui se voulait un moyen d'imposer la fréquentation n'atteint pas son but. Les élus locaux ont voulu, par souci de justice, éliminer cette taxe lorsque cela s'est avéré possible. Ils démontrent par là une plus grande conscience sociale et politique que les instances centrales. Si dans les localités assez bien nanties, on réussit à en diminuer l'importance, par contre, dans les localités plus pauvres et lors des récessions économiques, la contribution des parents d'enfants d'âge légal s'alourdit par le biais

¹¹ W. M. Landes and L. C. Salomon, « Compulsory Schooling Legislation : An Economic Analysis of Law and Social Change in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, vol. 32, 1972, p. 54-91.

de la rétribution. Cette situation n'est pas sans créer des inégalités en regard de l'accès à l'école.

Les choix en matière d'instruction publique sont déterminés en grande partie par les conditions socio-économiques des localités. Ainsi, d'après les inspecteurs des écoles, certaines corporations qui en avaient les moyens ont refusé d'établir une école modèle, signifiant par là qu'une éducation de base leur suffisait. Ce qui ne veut pas dire que tous les contribuables s'opposaient à cette idée. Les villageois, minoritaires, favorisaient habituellement un tel établissement, mais la majorité des contribuables repoussaient sa création pour des raisons financières. La réticence à équiper les écoles d'un mobilier moderne, on l'a vu, peut être interprétée soit comme le report incessant d'une trop grande dépense soit comme le maintien d'une tradition. Le désir de transformer l'école en un « palais du peuple » appartient aux promoteurs de l'éducation et il faudra beaucoup de temps avant que l'idée fasse son chemin au sein des corporations. En 1928, Auguste La Palme dans sa réflexion sur le monde scolaire imagine, à son tour, « de beaux châteaux scolaires » remplaçant les petites écoles de rang¹².

Comme on a pu le constater, la société rurale est loin d'être homogène. Certains villageois afin de doter leur agglomération d'une école modèle demandent une partition de leur corporation scolaire, des ouvriers locataires ou des colons isolés en bordure de la Haute-Mauricie réclament des écoles tandis qu'ailleurs des cultivateurs restreignent l'instruction de leurs enfants. S'il est vrai que nécessité fait loi, l'école souhaitée par les uns, comptée pour peu importante par les autres place de nombreux

¹² Auguste La Palme, *Un pèlerinage à l'école de rang*, Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 1928, p. 97.

parents devant une alternative : accepter ou non que ses enfants soient plus instruits que soi. Dans un monde où la force physique est un élément symbolique dominant, les connaissances littéraires sont peu valorisées.

Aller à l'école représente tout de même pour les enfants une expérience somme toute unique. Elle constitue une étape particulière pour les élèves malgré la rusticité de l'édifice, l'inconfort de son mobilier, la courte durée des apprentissages et l'absentéisme inévitable. L'acceptation par les parents que l'école soit prioritaire aux autres tâches habituellement assignées aux enfants exigera un certain temps, variable selon les contribuables, voire les arrondissements au sein des municipalités scolaires. Au fil des ans, des améliorations transforment chacun de ces éléments et le séjour à l'école apporte de meilleurs résultats. Élèves et enseignants font, chacun à leur façon, des progrès notables. L'instruction dispensée s'améliore et les écoliers apprennent mieux et surtout davantage. Les maîtres, sans véritable formation pédagogique parviennent à transmettre plus efficacement les matières de base. Cette bonification a peut-être aussi convaincu les contribuables de la nécessité de l'école.

Le chemin des écoliers, parfois long et périlleux, a également empêché des enfants de se rendre en classe régulièrement. En effet, l'assiduité reste faible dans les écoles de rang tout en étant bonne dans les écoles de village et de ville de sorte que la plupart des élèves ne complètent pas le programme du cours élémentaire. En 1900, la presque totalité des enfants âgés entre 7 et 14 ans fréquentent l'école, certes d'une manière irrégulière, mais ils y sont, ainsi que les 5-6 ans, également très nombreux. Les écoliers de plus de 14 ans, en grande majorité des filles, constituent 6 % de la population scolaire. Plusieurs de ces élèves se destinent à l'enseignement, mais une infime minorité en fera une carrière.

Enseigner représente un métier qui permet une certaine promotion sociale, sans être assorti d'une rémunération très élevée toutefois. Pour les contribuables du monde rural, le prestige du maître ne se mesure pas uniquement au traitement qu'il reçoit. D'ailleurs l'enseignement était considéré – en dépit des salaires extrêmement bas – comme une occupation acceptable pour les filles respectables¹³. Que des localités décident d'augmenter le nombre des écoles souvent au détriment de la rémunération des instituteurs, peut paraître étonnant. Est-ce pour autant une marque de mépris envers le personnel enseignant ou une volonté d'offrir des services scolaires accessibles à tous dans l'habitat dispersé de la campagne?

Les instituteurs n'ont, en général, aucune formation spécialisée. La fréquentation assidue de l'école du rang ou du village et la réussite des épreuves du Bureau des examinateurs leur permettent d'obtenir un brevet d'enseignement. Ces fils et filles de la paroisse ou du comté, occupent dès lors une position sociale « mitoyenne ». Pas tout à fait des professionnels comme le notaire et le médecin, ils ne sont plus au même niveau que la majorité des gens étant plus instruits que la moyenne. C'est pourquoi certains enseignants cherchent à rehausser leur statut social soit par l'obtention d'un titre de notaire ou d'avocat soit par la poursuite des études en vue d'obtenir un brevet plus élevé. Cette quête d'un mieux-être caractérise de nombreux personnages rencontrés au cours de cette recherche. Le poste d'instituteur, aussi mal rétribué soit-il, est convoité et donne parfois lieu à des tractations visant à remplacer un titulaire par un candidat de son choix.

¹³ D. Suzanne Cross, « The Neglected Majority : The Changing Rôle of Women in 19th Century Montreal », dans Susan Mann Trofimenkoff et Alison Prentice, ed., *The Neglected Majority*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd, 1977, p. 81.

Il a été possible de vérifier combien certaines opinions sur les commissaires d'écoles tenaient davantage à des stéréotypes qu'à la réalité. La « pingrerie » des commissaires ou « l'apathie générale » des contribuables face à l'instruction sont des jugements d'une élite peu engagée dans le financement des services scolaires. En général, nous avons perçu une société plutôt favorable à l'instruction, mais selon ses besoins et ses moyens dans un contexte économique parfois difficile. La nécessité de l'instruction ou la poursuite des études demeure en priorité un choix personnel qui n'est pas forcément partagé par toute la collectivité mais qui dépend, dans une large mesure, de la capacité financière de chacune des familles.

Le destin de l'instruction publique en Mauricie est-il unique ou ressemble-t-il à celui d'autres régions du Québec? Des recherches ultérieures permettraient de saisir les particularités propres aux comtés de Champlain, de Maskinongé et de Saint-Maurice et d'exposer comment et pourquoi, dans d'autres comtés, l'expansion des écoles a présenté un autre profil. Qu'en est-il des corporations sous le contrôle des protestants? Leurs écoles sont-elles mieux tenues, les apprentissages des élèves suivent-ils la même évolution? Un survol de la situation matérielle prévalant dans les écoles de trois comtés où l'on retrouve des corporations catholiques et protestantes a permis de constater la diversité des situations¹⁴. Quelques traits généraux entrevus brièvement amènent à distinguer les unes des autres, mais une étude approfondie apporterait les nuances nécessaires à une compréhension des différences entre les deux communautés. De plus, une comparaison avec les écoles protestantes anglophones de l'Ontario qui faisaient l'admiration de Léon Gérin à la fin du 19^e

¹⁴ RSIP 1900-1901 : Tableau intitulé *Statistiques se rapportant à la tenue des écoles*, p. 239-245. Nous avons comparé les comtés de Compton, Shefford et Stanstead sur quatre points : l'état des maisons d'école, l'ameublement, et dans chacune des classes, le nombre de pieds cubes d'air par élève et la ventilation.

siècle¹⁵, démontrerait peut-être qu'au-delà des traits culturels et des méthodes d'éducation, les ressources financières sont déterminantes pour l'avenir et le succès de l'école élémentaire.

D'autres questions ne demandent qu'à être approfondies. Le rythme de l'implantation des communautés religieuses en terre mauricienne correspond-il à ce qui s'est produit ailleurs? Il serait sûrement intéressant de poursuivre des recherches sur le personnel enseignant qui nous est apparu particulièrement effacé afin de mieux saisir les parcours professionnels des instituteurs de la Mauricie ou leur participation à la vie sociale au sein de leur collectivité. Le perfectionnement en cours de carrière est-il un parcours unique aux maîtres de cette région? Ces interrogations démontrent que l'histoire de la scolarisation au niveau local est loin d'être épuisée par cette première contribution à l'histoire régionale de l'instruction publique vue sous la double perspective de l'organisation générale des écoles au sein des corporations scolaires et de ses aboutissements.

Après cinquante années d'instruction publique en Mauricie, nous constatons que les enfants sont presque tous à l'école et allongent leur scolarisation de quelques années. Malgré une faible assiduité, le séjour en classe conduit à de meilleurs résultats. Une tradition de savoir-faire s'implante doucement parmi le personnel enseignant. Les corporations scolaires poursuivent inlassablement leur travail, mais selon leurs propres besoins en matière d'éducation.

¹⁵ Guy Rocher, « La sociologie de l'éducation de Léon Gérin », dans Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, *École et société au Québec. Éléments d'une sociologie de l'éducation*, Montréal, HMH, 1970, p. 35-51. Paru antérieurement sous le titre de « La sociologie de l'éducation dans l'œuvre de Léon Gérin », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n° 3, sept.-déc. 1963, p. 291-312. Voir également Léon Gérin, « La loi naturelle du développement de l'instruction populaire. Les causes sociales de la répartition des illettrés au Canada », *La Science sociale*, vol. 23, juin 1897, p. 441-479; vol. 24, novembre 1897, p. 356-390 et vol. 25, juin 1898, p. 488-522.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

I – SOURCES MANUSCRITES

A. Archives privées

Archives des Ursulines de Trois-Rivières;

Archives des sœurs de la Providence, Fonds, M 42, « Chronique de la Providence Sainte-Ursule, 1870-1914 »;

Archives de la Commission du Chemin-du-Roy, ou anciennement Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières et Commission des écoles catholiques du Cap-de-la-Madeleine : *Procès-verbaux de la corporation scolaire de Trois-Rivières, 1850-1901, de la corporation scolaire du village de Champlain, 1868-1901 et de la corporation scolaire de Saint-Narcisse, 1863-1901.*

Archives de la ville de Trois-Rivières, *Rapports semestriels de la Commission scolaire de Trois-Rivières pour l'année 1898; 1844-1894, Comité de direction, Fêtes du cinquantenaire de la fondation de l'école des Frères de la Doctrine Chrétienne à Trois-Rivières, juin 1895.*

B. Archives publiques

Archives nationales du Québec (ANQ), fonds E 13, Fonds du ministère de l'Éducation. Lettres reçues, localisation 1A18-2103B à 1A24-2302A, articles numérotés 311 (1850) à 935 (1900). Correspondance expédiée, localisation 1A17-1305B à 1A17-3501B.

II – DOCUMENTS OFFICIELS

CHOUINARD, Mathias, *Code de l'Instruction publique dans la Province de Québec*, Québec, Typographie de C. Darveau, 1882, 259 p.

Code municipal de la province de Québec tel qu'en force en 1881, Montréal, Eusèbe Senécal, Imprimeur, 1881.

Lois de l'Instruction publique de la province de Québec, Montréal, Imprimerie de Eusèbe Senécal & Fils, 1894.

MILLER, J.-N. *Code scolaire de la province de Québec concernant la loi de l'Instruction publique*, Québec, Imprimé par la Cie de publication « Le Soleil », 1919.

Les Statuts refondus pour le Bas-Canada, Québec, Imprimés par Stewart Derbishire et George Desbarats, 1861.

Les Statuts refondus de la province de Québec, Québec, Imprimés par Charles-François Langlois, 1888.

Les Statuts refondus de la province de Québec, Québec, Imprimé par Charles Pageau, 1909.

III – PUBLICATIONS ET PÉRIODIQUES

Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada.

Journal de l'Instruction publique, de 1875 à 1879.

Rapport du surintendant de l'Instruction publique, 1850 à 1901.

IV – SOURCES IMPRIMÉES (LIVRES, BROCHURES, ARTICLES)

BOUCHER DE LaBRUÈRE, Pierre, *Le Conseil de l'Instruction publique et le Comité catholique*, Montréal, Le Devoir, 1918.

DE CAZES, Paul, *L'Instruction publique dans la Province de Québec*, Québec, Imprimerie Côté, 1884, 35 p.

DE CAZES, Paul, *Manuel des commissaires et syndics d'écoles de la Province de Québec*, Québec, A. Proulx, Imprimeur, 1908, 156 p.

GÉRIN, Léon, « La loi naturelle du développement de l'instruction populaire. Les causes sociales de la répartition des illettrés au Canada », *La Science sociale*, vol. 23, juin 1897, p. 441-479; vol. 24, novembre 1897, p. 356-390 et vol. 25, juin 1898, p. 488-522.

Guide de la bonne institutrice : ses devoirs, envers elle-même et envers ses élèves, Imprimerie de Dufresne et Frères, Trois-Rivières, 1868, 13 p.

Guide de la cité et du district de Trois-Rivières, pour les années 1867-68 et pour 1884.

LANGEVIN, Jean, Abbé, *Cours de pédagogie ou principes d'éducation*, Québec, C. Darveau, Imprimeur, 1865, 409 p.

MAGNAN, Charles-Joseph, *Au Service de mon pays. Discours et conférences*, Québec, Dussault & Proulx, Enr., 1917, 530 p.

MEILLEUR, Jean-Baptiste, *Mémorial de l'éducation du Bas-Canada étant un exposé des faits qui ont eu lieu relativement à l'éducation depuis 1615 jusqu'à 1865 inclusivement*, 2^e éd., Québec, Des Presses à vapeur de Léger Brousseau, 1876, 454 p.

PARADIS, J.-G., m.d., « Le rôle du commissaire d'école », *L'Enseignement primaire*, 38^e année, n^o 3, novembre 1916, p 136-137.

VALADE, François-Xavier, *Guide de l'instituteur contenant une série de réponses aux questions insérées dans la circulaire numéro douze du surintendant de l'éducation sur les diverses branches d'instruction prescrites par la loi des écoles en opération dans le Bas-Canada. Ces questions et ces réponses forment maintenant un seul et même ouvrage destiné à l'usage des écoles*. Montréal, J. B. Rolland, Imprimeur-libraire, 3^e édition, 1853, 288 pages.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

D'ALLAIRE, Jean-Baptiste-A., *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français*, tome I : *Les anciens*, Montréal, Imprimerie de l'École catholique des sourds-muets, 1910.

Dictionnaire biographique du Canada, vol. 5, 1801 à 1820, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983.

Recueil des lois de l'éducation. Codification administrative. Québec, 1961.

GOOD, Carter V., ed., *Dictionary of Education*, New-York, McGraw-Hill, 1959.

ÉTUDES

A. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

ALLARD, Michel et Bernard Lefebvre, dir., *Les programmes d'études catholiques francophones du Québec. Des origines à aujourd'hui*, Montréal, Les Éditions Logiques, 1998, 707 p.

- AUBIN, Paul et Louis-Marie CÔTÉ, *Bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada, 1976-1980*, Tomes I et II, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985, 1 316 p.
- BEAULIEU, André, Jean-Charles BONENFANT et Jean HAMELIN, *Répertoire des publications gouvernementales du Québec de 1867 à 1964*, Québec, Roch Lefebvre, 1968, 554 p.
- BEAULIEU, André, Jean HAMELIN, et al., *La Presse québécoise des origines à nos jours*, tome 3, 1880-1895, Québec, Presses de l'Université Laval, 1987.
- DESCHAMPS, Clément-E., *Municipalités et paroisses de la province de Québec*, Imprimerie Léger Brousseau, 1896, 1 296 p.
- DESCHÊNES, Gaston, *Dictionnaire des parlementaires québécois : 1792-1992*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, 859 p.
- DROUILLY, Pierre, *Statistiques électorales fédérales du Québec, 1867-1980*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 937 p.
- HARDY, René, Alain GAMELIN et Carmen ROUSSEAU, *La Mauricie et les Bois-Francs. Chronologie : 1850-1950*. Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, cahier n° 1, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1979, 151 p.
- HARDY, René et Guy TRÉPANIER, *Bibliographie de la Mauricie*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, 294 p.
- JOHNSON, J. K., ed., *The Canadian Directory of Parliament, 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, 731 p.
- LAVOIE, André, dir., *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de la législature, Service de documentation politique, 1980, 796 p.
- MAGNAN, Hormisdas, *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*, Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska, Inc., 1925, 738 p.
- MAGNAN, Hormisdas, *Monographies paroissiales : esquisses des paroisses de colonisation de la province de Québec*, 2^e éd., Québec, Département de la colonisation, mines et pêcheries, 1913, 282 p.
- PICHÉ, Odessa, *Municipalités, paroisses, cantons, etc. de la province de Québec de 1896 à 1924*, Québec, Ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, 1924, 498 p.

ROY, Jean, Louise VERREAU-ROY, et Daniel ROBERT, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie, 1850-1971*, Publication du Groupe de recherche sur la Mauricie, cahier n° 3, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1980, 236 p.

TURCOTTE, Gustave, *Le Conseil législatif de Québec, 1774-1933*, Beauceville, L'«Éclaireur», 1933, 324 p.

B. OUVRAGES GÉNÉRAUX

BÉLANGER, Réal, Richard JONES et Marc VALLIÈRES, compil., *Les Grands débats parlementaires, 1792-1991*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994.

CHALINE, Nadine-Josette, René HARDY et Jean ROY, *La Normandie et le Québec vus du presbytère*, Montréal et Rouen, Boréal et Publications de l'Université de Rouen, 1987, 211 p.

DANYLEWYCZ, Marta, *Profession : religieuse. Un choix pour les Québécoises (1840-1920)*, Montréal, Boréal, 1988, 246 p.

DENAULT, Bernard et Benoît LÉVESQUE, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*, Montréal et Sherbrooke, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975, 220 p.

FAHMY-EID, Nadia, *Le Clergé et le pouvoir politique au Québec : une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 320 p.

GAGNON, Serge et René HARDY, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979, 171 p.

GÉRIN, Léon, *L'Habitant de Saint-Justin*. Réédité sous la direction de Jean-Charles FALARDEAU et Philippe GARIGUE, dans *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, 179 p.

GÉRIN-LAJOIE, Paul, *Combats d'un révolutionnaire tranquille. Propos et confidences*, Montréal, Centre éducatif et culturel, Inc., 1989, 378 p.

HAMELIN Jean et Marcel HAMELIN, *Les mœurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1962, 124 p.

HAMELIN, Jean et Yves ROBY, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Éditions Fides, 1971, 436 p.

- HAMELIN, Louis-Edmond, *Le rang d'habitat. Le réel et l'imaginaire*, Montréal, HMH, 1993, 328 p.
- HAMELIN, Marcel, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1974, 386 p.
- HARDY, René, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930*, Montréal, Boréal, 1999, 284 p.
- HARDY, René Hardy et Normand SÉGUIN, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, 222 p.
- LAVOIE, Yolande, *L'Émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930. Mesure du phénomène*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1972, 90 p.
- LAVOIE, Yolande, *L'Émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel, 1979, 57 p.
- LEMIEUX, Denise et Lucie MERCIER, *Les Femmes au tournant du siècle, 1880-1940*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 398 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, 658 p.
- MOREUX, Colette, *Douceville en Québec. La modernisation d'une tradition*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1982, 454 p.
- PALARDY, Jean, *Les meubles anciens du Canada Français*, Montréal, Pierre Tisseyre, 1971, 411 p.
- RAMIREZ, Bruno, *Par Monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914*, Montréal, Boréal, 1991, 204 p.
- SÉGUIN, Normand, *La Conquête du sol au XIX^e siècle*, Sillery, Boréal Express, 1977, 295 p.
- VACHON, André, *Histoire du notariat canadien, 1621-1960*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1962.

C. ÉTUDES SPÉCIALISÉES SUR L'ÉDUCATION

I – Livres et brochures

A. Contexte québécois

AUDET, Louis-Philippe, *Histoire de l'enseignement au Québec*. t. I 1608-1840, t. II 1840-1970, Montréal/Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1971, 432 et 496 pages.

AUDET, Louis-Philippe, *Histoire du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec, 1856-1964*, Montréal, Éditions Leméac, 1964, 346 p.

AUDET, Louis-Philippe, *Le Système scolaire de la province de Québec*, tome 5, *Les écoles élémentaires dans le Bas-Canada, 1800-1836*, Québec, Les Éditions de l'Érable, 1955, 327 p.

Le Patrimoine trifluvien, bulletin historique, n°5, avril 1995, 24 p.

BRAULT, Lucien, *Un Siècle d'administration scolaire : la commission des écoles catholiques de Hull, 1866-1966*, Hull, Commission des Écoles catholiques, 1966, 146 p.

CHARLAND, Jean-Pierre, *L'Enseignement spécialisé au Québec, 1876 à 1982*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 482 p.

DAIGLE, Johanne, *L'Éducation des filles au couvent des Ursulines de Trois-Rivières, de 1840 à 1960*, manuscrit, Montréal, Université du Québec à Montréal, juin 1983, 293 p.

DAIGLE, Johanne, *L'Éducation des filles au couvent des Filles de Jésus : un chapitre d'histoire dans l'éducation des filles à Trois-Rivières entre 1903 et 1960*, manuscrit, Montréal, Université du Québec à Montréal, septembre 1983, 111 p.

DORION, Jacques, *Les Écoles de rang au Québec*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1979, 428 p.

DUFOUR, Andrée, *La Scolarisation au Bas-Canada, 1826-1859 : une interaction État-communautés locales*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1992, x-398 p.

DUFOUR, Andrée, *Tous à l'école. État, communautés rurales et scolarisation au Québec de 1826 à 1859*, Montréal, HMM, 1996, 271 p.

- FILION, Gérard, *Les Confidences d'un commissaire d'écoles*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 122 p.
- FILTEAU, Gérard, *Le Système scolaire de la Province de Québec. Historique, législation et règlements*, Montréal, Centre de psychologie et de pédagogie, 1954, 246 p.
- FILTEAU, Gérard Filteau et Lionel ALLARD, *Un Siècle au service de l'éducation, 1851-1951. L'inspection des écoles dans la Province de Québec*, s.l., s.d., 154 p.
- GAGNON, Robert, *Histoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Le développement d'un réseau d'écoles publiques en milieu urbain*, Montréal, Boréal, 1996, 400 p.
- GAGNON, Serge, *De l'Oralité à l'écriture. Le manuel de français à l'école primaire (1830-1900)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1999, 236 p.
- GAUTHIER, Clermont et Maurice TARDIF, dir., *La Pédagogie : Théories et pratiques de l'Antiquité à nos jours*, Boucherville, Gaëtan Morin, 1996, 345 p.
- HAMEL, Thérèse, *Un Siècle de formation des maîtres au Québec, 1836-1939*, Montréal, HMH, 1995, 374 p.
- HEAP, Ruby, *L'Église, l'État et l'éducation au Québec, 1875-1898*, mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université McGill, 1979, 531 p.
- HEAP, Ruby, *L'État, l'Église et l'enseignement public au Québec, 1897-1920*, thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 1987, 2 vol.
- HÉBERT, Léo-Paul, *Le Financement du Collège Joliette - Perspectives historiques (1846-1904)*, Cégep Joliette-De Lanaudière, Joliette, 1989, 268 p.
- HÉBERT, Léo-Paul, *Le Financement du Séminaire de Joliette - Perspectives historiques (1904-1968)*, Cégep Joliette-De Lanaudière, Joliette, 1990, 330 p.
- JOLOIS, Jean-Jacques, *Joseph-François Perrault (1753-1844) et les origines de l'enseignement laïque au Bas-Canada*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1969, 266 p.
- LABARRÈRE-PAULÉ, André, *Les Instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965, 471 p.
- LABARRÈRE-PAULÉ, André, *Les laïques et la presse pédagogique au Canada français au XIX^e siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1963, 185 p.

- LA PALME, Auguste, *Un pèlerinage à l'école de rang*, Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1928, 229 p.
- LAPERRIÈRE, Guy, *Les Congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914* tome I, *Les premières bourrasques, 1880-1914*, tome II, *Au plus fort de la tourmente, 1901-1904*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996 et 1999, 228 p. et 598 p.
- LESCOP-BAUDOIN, Renée, *Une étude du pouvoir officiel à la CÉCM, les présidents de la Commission des écoles catholiques de Montréal, 1846 à 1965*, mémoire de maîtrise (sciences politiques), Montréal, Université de Montréal, 1967.
- NELSON, Wendie, *The « Guerre des éteignoirs » : School Reform and Popular Resistance in Lower Canada, 1841-1850*, mémoire de maîtrise (histoire), Burnaby, B.C., Simon Fraser University, 1989, x-194 p.
- OUELLET, Jacques, *L'Instruction publique au Saguenay (1876-1966) à travers les rapports du surintendant de l'Instruction publique : une étude exploratoire*, mémoire de maîtrise (études régionales), Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1984, 284 p.
- PAUL, Victor, *Nos Institutions scolaires et l'impôt scolaire dans la province de Québec*, thèse de licence (sciences commerciales), École des Hautes Études Commerciales, Montréal, 1941, 21 p.
- PROULX, Adrien, *Une Commission scolaire dans la Cité*, Trois-Rivières, La Commission scolaire de Trois-Rivières, 1998, 75 p.
- Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, tome I *Les structures supérieures du système scolaire*, Québec, 1963, 2^e tirage – mars 1965, 121 p.
- ROBERT, Daniel, *Les préoccupations pastorales des évêques de Trois-Rivières, à travers les procès-verbaux de visites, 1852-1898*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1982, 307 p.
- ROBILLARD, Denise, *La Traversée du Saguenay. Cent ans d'éducation. Les sœurs de Notre-Dame du Bon-Conseil de Chicoutimi, 1894-1994*, Montréal, Bellarmin, 1994, 648 p.
- STRINGER, Guy, *Évolution de l'autonomie des commissaires d'écoles de la Province de Québec de 1846 à 1967*, thèse de doctorat (Faculté d'Éducation), Ottawa, Université d'Ottawa, 1969.

THIVIERGE, Nicole, *Histoire de l'enseignement ménager-familial au Québec, 1882-1970*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 475 p.

VERRETTE, Michel, *L'alphabétisation au Québec 1660-1990*, thèse de doctorat (lettres), Québec, Université Laval, 1989, 397 p.

B. Contexte canadien

CURTIS, Bruce, *Building the Education State: Canada-West, 1836-1871*, London, Ont. The Althouse Press, 1988, 450 p.

CURTIS, Bruce, *True Government by Choice Men? Inspection, Education and State Formation in Canada West*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 250 p.

GAFFIELD, Chad, *Language, schooling, and Cultural Conflict. The Origins of the French-Language Controversy in Ontario*, McGill-Queen's University Press, Kingston and Montreal, 1988, 249 p.

GIDNEY, R. D. and W. P. J. MILLAR, *Inventing Secondary Education, The Rise of the High School in Nineteenth-Century*, McGill-Queen's University Press, Montreal & Kingston, 1990, 411 p.

HOUSTON, Susan E. et Alison PRENTICE, *Schooling and Scholars in Nineteenth-Century Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, 418 p.

C. Contexte américain

FINKELSTEIN, Barbara, *Governing the Young. Teacher Behavior in Popular Primary Schools in Nineteenth-century United States*, New York, The Falmer Press, 1989, 366 p.

KAESTLE, Carl F. et Maris A. VINOVSIS, *Education and Social Change in Nineteenth-Century Massachusetts*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 349 p.

TYACK, David and Elisabeth HANSOT, *Learning Together. A History of Coeducation in American Public School*, New York, Russell Sage Foundation, 1992, 369 p.

RURY, John H., *Education and Women's Work. Female Schooling and the Division of Labor in Urban America, 1870-1930*, New York, State University of New York, 1991, 277 p.

D. Contextes français et suisse

BRIAND, J.-P., J.-M. CHAPOULIE, F. HUGUET, J.-N. Luc, A. PROST, *L'Enseignement primaire et ses extensions. Annuaire statistique, 19^e - 20^e siècles*, Paris, Economica et Service d'histoire de l'éducation, 1987, 277 p.

BROUILLÉ, Michel, *L'École, histoire d'une utopie?: XVII^e - début XX^e siècle*, Paris, Rivages, 1988, 248 p.

CHOPPIN, Alain, *Les Manuels scolaires. Histoire et actualité*, Paris, Hachette, 1992.

FURET, François et Jacques OZOUF, *Lire et écrire : l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1977, 390 p.

HELLER, Geneviève, « *Tiens-toi droit!* ». *L'Enfant à l'école primaire au 19^e siècle : espace, morale, santé. L'exemple vaudois*, Lausanne, Éditions d'en-bas, 1988, 291 p.

LAUNAY, Marcel, *L'Église et l'École en France, XIX-XX^e siècles*, Paris, Desclée, 1988, 172 p.

PENEFF, Jean, *Écoles publiques, écoles privées dans l'Ouest 1880-1950*, Paris, Éditions. L'Harmattan, 1987, 262 p.

REBOUL-SHERRER, Fabienne, *La Vie quotidienne des premiers instituteurs, 1833-1882*, Paris, Hachette, 1989, 312 p.

ROHAN-CHABOT, Alix de, *Les Écoles de campagne au XVIII^e siècle*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy et Éditions Serpenoise, 1985.

ROUET, Gilles, *L'Invention de l'école*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1993, 300 p.

VINCENT, Guy, *École primaire française. Étude sociologique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1980, 295 p.

II – Articles

A. Contexte québécois

AUDET, Louis-Philippe, « La querelle de l'instruction obligatoire », dans Marcel LAJEUNESSE, dir., *L'Éducation au Québec (19^e et 20^e siècles)*, Montréal, Boréal Express, 1971, p. 115-129.

- AUDET, Louis-Philippe, « Le premier ministère de l'Instruction publique au Québec, 1867-1876 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 22, n° 2, septembre 1968, p.171-223.
- BOUCHARD, Gérard, « Évolution de l'alphabétisation masculine au Saguenay : les variables géographiques (1842-1971) », *Historical Papers/Communications historiques*, 1989, p. 13-35.
- BOUCHARD, Gérard, et Jeannette LAROUCHE, « Nouvelle mesure de l'alphabétisation à l'aide de la reconstitution automatique des familles », *Histoire sociale/Social History*, vol. 22, n° 43, mai 1989, p. 91-119.
- BOUCHARD, Gérard et Raymond ROY, « Fécondité et alphabétisation au Saguenay et au Québec (XIX^e et XX^e siècles) », *Annales de démographie historique*, 1991, p. 173-201.
- BOURASSA, Guy, « La structure du pouvoir à Montréal : le domaine de l'éducation », *Recherches sociographiques*, 8, n° 2, mai-août 1967, p. 125-149.
- BRADBURY, Bettina, « L'économie familiale et le travail dans une ville en voie d'industrialisation: Montréal dans les années 1870 », dans Nadia FAHMY-EID et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, p. 287-318.
- BRUNELLE, Louis, « Le notaire de campagne », *La revue du notariat*, vol. XXII n°10, mai 1920, p. 289-303.
- CAULIER, Brigitte, « Enseigner la religion dans le système scolaire confessionnel au Québec (XIX^e-XX^e siècle), dans Raymond BRODEUR et Brigitte CAULIER, dir., *Enseigner le catéchisme : autorités et institutions, XVI^e-XX^e siècles*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval et Paris, Les Éditions du Cerf, 1997, p. 265-284.
- CHAMPAGNE, Lucie et Micheline DUMONT, « Le financement des pensionnats de jeunes filles au Québec : le modèle de la congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, 1850-1950 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'étude*, 53, 1986, p. 63-91.
- CHARLAND, Jean-Pierre, « L'éducation par l'exemple : le contrôle des comportements des instituteurs et des institutrices des écoles publiques québécoises, 1842-1897 », dans Yves ROBY et Nive VOISINE, dir., *Érudition, humanisme et savoir*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 195-215.

- CHARLAND, Jean-Pierre, « Le réseau d'enseignement public bas-canadien, 1841-1867 : une institution de l'État libéral », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, printemps 1987, p. 505-535.
- CROSS, D. Suzanne, « The Neglected Majority : The Changing Role of Women in 19th Century Montreal, dans Susan Mann Trofimenkoff et Alison Prentice, ed., *The Neglected Majority*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd, 1977, p. 81.
- DANYLEWYCZ, Marta Danylewycz, Beth LIGHT et Alison PRENTICE, « The Evolution of the Sexual Division of Labour in Teaching : A Nineteenth-Century Ontario and Quebec Case Study », *Histoire sociale- Social history*, vol. 16, n° 31, mai-May 1983, 81-109 p.
- DELORME, Marie-Josée, « Les rapports entre le pensionnat Sainte-Marie et la commission scolaire de Yamaskaville, 1930-1960 », *Revue d'histoire de l'éducation-Historical Studies in Education*, vol. 3, n° 1, printemps 1991, p. 49-74.
- DUCHESNE, Raymond et Paul CARLE, « L'ordre des choses : cabinet et musées d'histoire naturelle au Québec (1824-1900) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, n° 1, été 1990, p. 3-30.
- DUFOUR, Andrée « Les institutrices rurales du Bas-Canada : incompetentes et inexpérimentées? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 4, printemps 1998, p. 526-548.
- DUFOUR, Andrée, « Financement des écoles et scolarisation au Bas-Canada : une interaction État-communautés locales (1828-1859) », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 6, n° 2, automne 1994, p. 219-252.
- FAHMY-EID, Nadia et Nicole LAURIN-FRENETTE, « Théories de la famille et rapports famille/pouvoirs dans le secteur éducatif au Québec et en France, 1850-1960 », dans Nadia FAHMY-EID et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'écoles. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 339-361.
- FAHMY-EID, Nadia, « Vivre au pensionnat : le cadre de vie des couventines », dans Micheline DUMONT et Nadia FAHMY-EID, *Les couventines*, Montréal, Boréal, 1986, p. 47-54.
- FILTEAU, Gérard, « L'éducation en Mauricie (1852-1952) » dans La Société canadienne de l'Histoire de l'Église catholique, *Rapport de 1951-1952*, p. 75-84.

- GAGNON, Serge, « L'école élémentaire québécoise au XIX^e siècle », dans Pierre Lanthier et Guildo Rousseau, *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 135-153.
- HAMEL, Thérèse, « Obligation scolaire et travail des enfants au Québec : 1900-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, été 1984, p. 39-58.
- HARDY, René Hardy, « Exploitation forestière et environnement au Québec, 1850-1920 » in *Zeitschrift für Kanada-Studien*, (1995, 15. Jahrgang nr 1, band 27).
- HARDY, René, « Ce que sacrer veut dire : à l'origine du juron religieux au Québec », *Mentalités, Histoire des cultures et des sociétés*, tome II : *Injures et blasphèmes*, Paris, Imago, 1989, p. 99-215.
- HARDY, René, « Le greffier de la paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie », *Les dynamismes culturels en France et au Québec*, Colloque France-Québec, Rennes, 2 et 3 juin 1988, dans *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 95, 4, 1988, p. 447-463.
- HARDY, René Hardy et Jean ROY, « Encadrement social et mutation de la culture religieuse en Mauricie » dans *Questions de culture n° 5, Les régions culturelles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 61-78.
- HEAP, Ruby, « Les relations Église-État dans le domaine de l'enseignement primaire public au Québec: 1867-1899 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, Sessions d'étude*, 50, 1983, p. 183-199.
- HEAP, Ruby, « Une chapitre dans l'histoire de l'éducation des adultes au Québec : les écoles du soir, 1889-1892 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, n° 4, mars 1981, p. 597-625.
- LABARRÈRE-PAULÉ, André, « L'instituteur laïque canadien français au 19^{ème} siècle », dans Marcel LAJEUNESSE, dir., *L'Éducation au Québec (19^e et 20^e siècles)*, Montréal, Boréal Express, 1971, p. 59-76.
- LANDRY, François, « Le livre de récompense canadien-français, conformité et valorisation de la conformité : Beauchemin et sa «Bibliothèque canadienne», dans Pierre LANTHIER et Guildo ROUSSEAU, dir., *La culture inventée. Les stratégies culturelles aux 19^e et 20^e siècles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, p. 45-59.
- LAPERRIÈRE, Guy, « «Persécution et exil» : la venue au Québec des congrégations françaises, 1900-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n°3, décembre 1982, p. 389-411.

- LEMIEUX, Denise, « La socialisation des filles dans la famille », dans Nadia FAHMY-EID et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 237-260.
- PROULX, Jean-Pierre, « L'évolution de la législation relative au système électoral scolaire québécois (1829-1989) », *Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 10, n^{os} 1 et 2, printemps-automne 1998, p. 20-47.
- OUELLET, Jacques, « Le développement du système scolaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis 150 ans », dans *Saguenayensia*, 30, n^o 1, janv.-mars 1988, p. 6-36.
- ROCHER, Guy « La sociologie de l'éducation de Léon Gérin », dans Pierre W. BÉLANGER et Guy ROCHER, *École et société au Québec. Éléments d'une sociologie de l'éducation*, Montréal, HMH, 1970, p. 35-51. Paru antérieurement sous le titre de « La sociologie de l'éducation dans l'œuvre de Léon Gérin », *Recherches sociographiques*, vol. IV, n^o 3, sept.-déc. 1963, p. 291-312.
- ROUSSEAU, Carmen, « Les Oblats et l'encadrement paroissial au Cap-de-la-Madeleine, 1902-1918 », dans Serge GAGNON et René HARDY, *L'église et le village au Québec, 1850-1930. L'enseignement des Cahiers de prônes*, Montréal, Leméac, 1979, 111-139.
- SAINT-HILAIRE, Marc, « Mobilité et alphabétisation au Saguenay, 1840-1940 », dans Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, dir., *Espace et culture, Space and culture*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 227-236.
- SYLVAIN, Philippe, « Libéralisme et ultramontanisme au Canada français : affrontement idéologique et doctrinal (1840-1865) », dans W. L. MORTON, éd., *Le Bouclier d'Achille*, Toronto/Montréal, McClelland and Stewart Ltd, 1968, p. 111-137 et 220-255.
- THIVIERGE, Marïse, « La syndicalisation des institutrices catholiques, 1900-1959 », dans Nadia FAHMY-EID et Micheline DUMONT, dir., *Maîtresses de maison, maîtresses d'école*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 171-189.
- TRÉPANIÉ, Guy, « Contrôle social et vécu religieux dans la paroisse de Champlain, 1850 et 1900 », dans Serge GAGNON et René HARDY, *L'Église et le village au Québec, 1850-1930*, Montréal, Leméac, 1979, p. 71-109.
- VOISINE, Nive, *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, tome I, *La Conquête de l'Amérique* et tome II, *Une ère de prospérité, 1880-1946*, Québec, Les Éditions Anne Sigier, 1987 et 1991, 443 p. et 471 p.

B. Contexte canadien

BARNAM, Jean, « Reflections on the Role of the School in the Transition to Work in British Columbia Resource Towns », dans Jean BARNAM, Neil SUTHERLAND et J. Donald WILSON, ed., *Children, Teachers and Schools in the History of British Columbia*, Detseling Enterprises Ltd., Calgary, 1995, p. 323-333.

DAVEY, Ian E., « Trends in Female School Attendance in Mid-Nineteenth-Century Ontario », dans Ruby HEAP et Alison PRENTICE, dir., *Gender and Education in Ontario : An Historical Reader*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1991, p. 1-23. D'abord paru dans *Histoire Sociale/Social History* vol. 8, n° 16, novembre 1976, p. 238-245.

GAFFIELD, Chad, « Schooling, the Economy and Rural Society in Nineteenth-Century Ontario » in Joy PARR, ed., *Childhood and Family in Canadian History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1982, p. 69-92.

GAFFIELD, Chad, « Demography, Social, Structure and the History of Schooling », *Approaches to Educational History, Winnipeg: Monographs in Education*, V, Spring 1981, p. 85-111.

KATZ, Michael, « The Origins of Public Education: A Reassessment », *History of Education Quarterly*, Winter 1976, p. 381-407.

C. Contexte américain

LANDES, W. M., and L. C. SALOMON, « Compulsory Schooling Legislation : An Economic Analysis of the Law and Societal Change in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, vol. 32, 1972, p.54-91.

D. Contexte français

DÉSERT, Gabriel, « Alphonbétisation et scolarisation dans le Grand-Ouest au XIX^e siècle », dans Donald N. Baker et Patrick J. Harrigan, dir., *The making of Frenchmen : Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*, Waterloo, Ont., Historial Reflections Press, 1980, p. 143-205.

TOULIER, Bernard, « Les modèles de l'architecture scolaire », *Histoire de l'éducation*, n°17, 1982 : 1-29.

III – Monographies de paroisse et histoires des régions

- BACON, René, *Saint-Prosper de Champlain : les années de fondation, 1845-1855*. Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1981, 160 p.
- BIRON, Georges, *Deux Siècles de vie paroissiale à la Pointe-du-Lac : compte rendu des fêtes du deuxième centenaire de la Pointe-du-Lac le dimanche 31 juillet 1938*, Trois-Rivières, Imprimerie St-Joseph, 1939, 134 p.
- BRISSETTE, Emmanuel, *Pointe-du-Lac : au pays des Tonnancour*. Trois-Rivières, Imprimerie Saint-Joseph, 1977, 152 p.
- CARON, Napoléon, François Lesieur DESAULNIERS et Benjamin SULTE, *Histoire de la paroisse d'Yamachiche : précis historique*, Trois-Rivières, P.-V. Ayotte, 1892, 300 p.
- CASAU BON, Jacques, *L'Histoire de la paroisse Saint-Joseph de Maskinongé, 1700-1982*, Maskinongé, Comité du livre Histoire de Maskinongé, 1982, 547 p.
- CLOUTIER, Prosper-Victor-Léandre, *Histoire de la paroisse de Champlain*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1915, 1919, 2 vol., 517 et 672 p.
- COMITÉ HISTORIQUE, *Histoire de Saint-Tite, 1833-1984*, 2^e édition, Saint-Stanislas, Éditions Souvenance Inc., 1984, 470 p.
- DESCHÊNES, Hélène, *Souvenances de notre coin de pays : Ste-Ursule, 1836-1986*, Sainte-Ursule, Comité des fêtes du 150^e, 1987, 377 p.
- DOUVILLE, Raymond, *Hommes politiques de Sainte-Anne-de-la-Pérade*, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Les Amis de l'Histoire de la Pérade, 1973, 47 p.
- GAGNON, Jean, *Histoire de la paroisse de Saint-Narcisse de Champlain, 1804-1979*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1979, 320 p.
- GAMELIN, Alain, collectif sous la direction de, *Saint-Maurice (1837-1987), 150 ans d'histoire*, Saint-Maurice, Corporation des fêtes du 150^e de Saint-Maurice, 1986, 255 p.
- GIRARD, Camil et Normand PERRON, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1989, 672 p.
- LABERGE, Alain, dir., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 644 p.
- LAFONTAINE-COSSETTE, Thérèse, dir., *Vie municipale à Saint-Adelphe*, Saint-Adelphe, Corporation municipale de Saint-Adelphe, 1991, 327 p.

- LAGRAVE, François de, *Pointe-du-Lac, 1738-1988*, Pointe-du-Lac, Édition du 250^e anniversaire, 1988, 753 p.
- LANDRY, Léo-Paul, *Notre-Dame-du-Mont-Carmel, 1859-1984*, Sherbrooke, Albums souvenirs québécois, 1985, 480 p.
- LAPORTE, Pierre-Louis, *Buckingham, Au cœur de la Basse-Lièvre. La ville de Buckingham, de ses origines à nos jours, 1824-1990*, Buckingham, Ville de Buckingham, 1990, 375 p.
- LAURIN, Serge, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p.
- LESAGE, Germain, *Histoire de Louiseville, 1665-1960*, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961, 450 p.
- MAGNAN, Charles et Jean-René MARCHAND, *Une ville du Nord, Sainte-Thècle : cent ans d'histoire, 1874-1974*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1974, 229 p.
- MASSICOTTE, Édouard-Zotique, *Sainte-Geneviève-de-Batiscan*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1936, 131 p.
- PELLERIN, J.-Alide, *Yamachiche et son histoire : 1672-1978*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980, 785 p.
- RIVARD, Anne-Marie, *Histoire de la paroisse de Saint-François-de-Batiscan, 1684-1984*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1984, 498 p.
- Saint-Stanislas, 1833-1933*, Sherbrooke, Albums souvenirs québécois, 1983, 280 p.
- Saint-Séverin-de-Proulxville, 100 ans d'histoire, 1889-1989*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 220 p.
- TALUSIER, E., [Sr. Marguerite-Marie], *Autour du clocher natal : notes historiques sur la paroisse de Saint-Prosper, comté de Champlain*, Trois-Rivières, Vanasse et Lefrançois, 1909, 323 p.
- THABAULT, Roger, *Mon village*, Paris, Presses de la Fondation nationale, 1982, 248 p.
- TRÉPANIER-MASSICOTTE, Janine, *Saint-Stanislas, comté de Champlain : répertoire historique*, vol. 1. *Chronologie (1760-1937). Autorités (1757-1957)*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1977, 67 p.

TESSIER, Albert, *Sainte-Anne-de-la-Pérade : bref historique de trois siècles de vie paroissiale*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1972, 39 p.

TRUDEL, Colette et al., *Sainte-Geneviève-de-Bastican, 1833-1983*, Sherbrooke, Albums souvenirs québécois, 1983, 160 p.

VEILLETTE, Gaétan et Jacques THIFFAULT, *Histoire de Saint-Adelphe à travers sa vie scolaire : 1894-1969*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1978, 130 p.

VINCENT, Odette, dir., *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 765, p.

PREMIER CHAPITRE, ANNEXE 1

Érections canonique, civile et scolaire des localités de la Mauricie jusqu'en 1900¹

Comté de Champlain

Nom	Érection canonique	Érection civile	Érection scolaire
Batiscan	1684	1845	1845
Cap-de-la-Madeleine	1678	1845	1845
Champlain	1684	1845	1845
Forges Radnor ²		1858	1858
Grand'Mère	1900	1898	1899
Mont-Carmel	1859	1859	1861
Saint-Adelphe	1885	1891	1892
Saint-Jacques-des-Piles	1885	1885	1886
Saint-Jean-des-Piles,	1897	1898	1898
Saint-Joseph de Mékinac ³	1897		1898
Saint-Luc	1864	1865	1866
Saint-Maurice	1837	1845	1845
Saint-Narcisse	1851	1855	1855
Saint-Prosper	1850	1855	1850
Saint-Séverin	1889	1890	1890
Saint-Stanislas	1833	1845	1845
Saint-Théophile	1894	1895	1895
Saint-Tite	1863	1863	1864
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1714	1845	1845
Sainte-Flore	1862	1863	1864
Sainte-Geneviève	1833	1845	1845
Sainte-Thècle	1873	1875	1878

Comté de Maskinongé

Nom	Érection canonique	Érection civile	Érection scolaire
Hunterstown ⁴	1861	1862	
Maskinongé	1833	1845	1845
Peterborough ⁵		1859	1859
Rivière-du-Loup (Louiseville)	1714	1845	1845
Saint-Alexis	1871	1874	1877
Saint-Didace ⁶	1853	1855	1853
Saint-Edmond-de-Berthier			1894
Saint-Justin ⁷	1858	1859	1858
Saint-Léon de Dumontier	1833	1845	1845
Saint-Paulin	1847	1848	1850
Sainte-Ursule	1836	1845	1845

Comté de Saint-Maurice

Nom	Érection canonique	Érection civile	Érection scolaire
Banlieue de Trois-Rivières ⁸	1845	1845	
Forges Saint-Maurice ⁹			1856
Pointe-du-Lac	1832	1845	1845
Saint-Barnabé	1832	1845	1845
Saint-Boniface (Shawinigan)	1859	1855	1856
Saint-Élie	1865	1865	1872
Saint-Étienne	1859	1859	1856
Saint-Mathieu	1874	1886	1892
Saint-Sévère	1850	1861	1852
Trois-Rivières	1678	1845	1845
Yamachiche	1718	1845	1845

¹ Les informations sur les érections municipales et paroissiales sont tirées de Jean Roy, Louise Verreault-Roy et Daniel Robert, *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistiques : 1850-1971*. Coll. Cahier no 3, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1980. Les dates de fondation des corporations scolaires proviennent de la correspondance reçue au Département de l'instruction publique ou du *Rapport du surintendant de l'Instruction publique* publié annuellement.

² La municipalité de village porte le nom de Fermont, alors qu'à ses débuts la corporation scolaire prend l'appellation de Corporation scolaire des Forges Radnor.

³ Saint-Joseph-de-Mékinac est d'abord érigé en canton de Mékinac en 1874. Il devient une mission située en territoire non-organisé en 1897.

⁴ Hunterstown est seulement une municipalité de canton. Il n'y a pas d'érection canonique.

⁵ Peterborough est une municipalité de canton. Il n'y a pas d'érection canonique ni civile. Cette localité est constituée d'une partie de Saint-Gabriel-de-Brandon (1853) et de Saint-Didace (1863)

⁶ Saint-Didace, selon le *Canada ecclésiastique* de 1945 est une paroisse qui a été fondée en 1853. D'après la compilation de C.-E. Deschamps, *Municipalités et paroisses dans la province de Québec*, Québec, Imprimerie Léger Rousseau, 1896 et celle de Hormidas Magnan, *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités*. Arthabaska, L'Imprimerie d'Arthabaska Inc., 1925, l'érection canonique de Saint-Didace date de 1863. Nous adoptons 1853 qui correspond à l'érection de la commission scolaire ainsi qu'à l'ouverture des registres par le premier curé.

⁷ Saint-Justin est une paroisse fondée en 1848 mais les registres ne commencent qu'en 1858. H. Magnan, *op. cit.*, p. 514, indique que l'érection canonique est accordée en 1848 mais par suite d'une mésentente entre les partisans de la nouvelle paroisse et ses opposants, le premier curé en titre s'installe en 1858 et inaugure la tenue des registres.

⁸ Banlieue de Trois-Rivières est le nom de la corporation scolaire de la municipalité de la paroisse Notre-Dame-des-Trois-Rivières.

⁹ La corporation scolaire des Forges Saint-Maurice sera annexée à la corporation de Saint-Étienne en 1870.

CHAPITRE 2, ANNEXE 1

Revenus de dix corporations témoins entre 1850 et 1901

Explications préliminaires

Les données sont tirées des *rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique (RSIP)*. Nous avons dû, étant donné les modifications fréquentes apportées à la présentation des statistiques au fil des ans, condenser et uniformiser certaines données qui apparaissent dans le *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec pour l'année 18__*. Cet intitulé change en 1882-1883 pour devenir *Écoles communes - Recensement et contributions scolaires pour l'année 18__* et porte différents titres par la suite, le dernier étant *Statistique générale du coût de l'enseignement*. Dans le but de faciliter la compréhension des tableaux décrivant le financement des dix corporations témoins, voici quelques précisions sur chacune des rubriques présentées.

Année. L'étude financière couvre la période de 1850 à 1901. À l'instar du département de l'Instruction publique, les millésimes en usage ont été conservés. Ainsi, entre 1852 et 1866 inclusivement, les (RSIP) font référence à l'année civile; par la suite, les statistiques s'ajustent à l'année scolaire allant du 1^{er} juillet au 30 juin. Toutefois, il nous a fallu reconstituer les années civiles 1850 et 1851 à l'aide des rapports de 1849-1850, 1850-1851 et 1853. La production des statistiques présente quelques écarts. Ainsi, entre les années 1868-69 et 1875-76, il y a chevauchement ou décalage dans le temps des *tableaux des sommes prélevées*. Comme il y a deux rapports financiers pour l'année 1869, nous avons utilisé celui de l'année 1869-1870

que l'on retrouve dans le *RSIP* de 1870-1871. Aucun rapport n'ayant été produit pour l'année 1890-1891, nous avons répété les montants de l'année précédente¹.

Par ailleurs, il est possible qu'il existe une anomalie dans la présentation des statistiques, à savoir que les finances pour une année donnée peuvent très bien être celles d'une année antérieure. Cet écart est probablement imputable à un délai dans la préparation des rapports du surintendant.

Population. Le financement des écoles s'appuie, en premier lieu, sur le poids démographique des localités. Voici quelques facteurs ayant influencé l'évolution de la population de la Mauricie. Territoire de colonisation et d'exploitation forestière, cette région connaît à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle et jusqu'au début des années 1870 une augmentation de sa population. Quatorze nouvelles paroisses sont fondées avant 1875. Cependant, comme son économie dépend en grande partie du commerce du bois, la crise internationale des années 1873-1879 entraîne un exode sans précédent. « Jusqu'en 1890, le volume de la population régionale s'ajuste aux tendances de fond de l'économie forestière », comme l'ont démontré Normand Séguin et René Hardy².

Pour surmonter ces difficultés, certains habitants émigrent vers les États-Unis alors que d'autres fondent leurs espoirs sur l'ouverture de nouvelles paroisses, en particulier, dans le comté de Champlain. La colonisation du contrefort mauricien suscite alors un déplacement de la population provenant d'anciens territoires.

¹ On trouve cependant dans ce rapport annuel de 1891-1892 le tableau : *Statistique générale des écoles sous contrôle et des écoles indépendantes fournie par les inspecteurs d'écoles pour l'année 1890-91*.

² René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 138.

Annexions et démembrements modifient le caractère démographique des localités. La situation démographique de plusieurs paroisses de la Mauricie atteste les contrecoups d'une vie économique ponctuée de déclin et de reprises tout au long de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Pour établir les tableaux, nous avons utilisé la taille de la population telle que donnée dans les recensements décennaux du Canada de 1851 à 1901. Cependant, il a fallu reconstituer certaines populations des municipalités scolaires³. Les chiffres sont alors mis entre crochets. Lorsqu'il y a présence de dissidents, c'est-à-dire de contribuables qui ne sont pas de la même confessionnalité que la majorité et que nous pouvons faire la distinction entre les catholiques et les protestants, comme à Trois-Rivières par exemple, nous ajoutons un « c » pour « religion catholique » après le chiffre.

Subvention. Dans nos tableaux, la subvention gouvernementale apparaît sous le titre de *subvention*, selon l'usage dans les *RSIP*. On la retrouve aussi, au fil des ans, sous d'autres dénominations : subvention annuelle ou subvention gouvernementale ou encore contribution du gouvernement pour les écoles publiques. Les sommes apparaissent d'abord en monnaie anglaise constituée de la livre (£), du shilling (chelin) et du pence (denier) jusqu'en 1857⁴. Par la suite, le dollar et le cent constituent l'unité monétaire en vigueur⁵.

³ La reconstitution de la taille de la population est faite à partir de la différence entre deux recensements consécutifs ce qui nous permet d'estimer la population annuelle par interpolation linéaire. Le chiffre entre parenthèses est par conséquent une estimation. Lorsque nous devons établir la population de deux corporations dans une même paroisse, nous additionnons les deux subventions et calculons le pourcentage que chacune représente par rapport à cette somme. Nous partageons la population selon ce pourcentage.

⁴ Douze pence valent un chelin et 20 chelins valent une livre. Pour convertir en dollars les sommes en livres, on peut multiplier - grosso modo - les montants par quatre.

⁵ Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, É. Fides, p. 327-329. En 1852-1853, une loi consacre le monométallisme or et légalise les transactions en dollars et en cents. Cependant, cette mesure ne s'étendra à la comptabilité gouvernementale qu'à compter de l'année 1858.

Cotisation. De 1856 à 1882, ces montants apparaissent séparément sous le titre de *cotisation* ou *cotisation au-delà de la subvention et cotisations spéciales* (sic). Nous avons réuni ces sommes inscrites de 1882 à 1900 sous la rubrique *cotisation annuelle*. De plus, afin de donner une idée de la diversité des taux de la taxe scolaire (cotisation), nous avons pu les reconstituer, à compter de 1884-1885, à partir de l'évaluation foncière des corporations et du montant des cotisations prélevées. Voir les tableaux P, Q et R.

Rétribution mensuelle. Ce n'est qu'à partir de 1856 que les montants perçus à ce titre apparaissent dans les rapports statistiques.

Cotisations spéciales. Nous conservons cette appellation en usage dans les *RSIP*. À partir de 1884, le département de l'Instruction publique intégrera à cette rubrique les dépenses pour la construction des maisons d'école qui jusque-là apparaissaient comme telles dans les *RSIP*. À son exemple, nous avons choisi un intitulé unique et regroupé tous les montants inscrits sous les termes : *construction, cotisations spéciales imposées* ou, plus tard, *cotisations spéciales*. Cependant, nous avons observé qu'entre 1850 et 1875 peu de montants apparaissent à cette rubrique alors qu'il y a effectivement des constructions. Selon nous, cela dépend du mode de financement adopté par les localités ou la transmission des dépenses par les secrétaires-trésoriers avant l'uniformisation des rapports⁶.

⁶ Dans la circulaire en date du 10 mars 1877, Gédéon Ouimet rappelle que la loi a été modifiée afin d'uniformiser la comptabilité des corporations scolaires. À diverses périodes, le département de l'Instruction publique cherchera à améliorer les méthodes pour rendre plus efficace la gestion des revenus.

Subvention aux municipalités pauvres. Jusqu'en 1884, les données apparaissent dans les *RSIP* dans un tableau intitulé : *Distribution de la subvention supplémentaire aux municipalités pauvres pour l'année 18__*. Par la suite, cette subvention est incorporée au tableau des contributions de chacune des municipalités scolaires.

Budget total. Le budget total est obtenu par l'addition des sommes inscrites dans les colonnes intitulées : *subvention, cotisation, rétribution, cotisations spéciales et subvention aux municipalités pauvres*. Nous obtenons ainsi le montant total dont disposerait une corporation pour administrer ses écoles. Dans la réalité, cette somme peut être différente, s'il y a des arrérages par exemple. Il est préférable de voir ces chiffres comme des indicateurs et non comme un portrait fidèle de la comptabilité des corporations scolaires.

Écoles. Afin d'avoir une idée de l'importance relative des sommes recueillies, nous donnons le nombre d'écoles publiques sous la responsabilité des commissaires, dites « sous contrôle » dans chacune des corporations. Le nombre exact des écoles n'est pas toujours connu car le département ne fournit pas à chaque année des statistiques détaillées. Dans la mesure du possible, nous ne donnons que le nombre d'écoles élémentaires à la charge des commissaires. Comme les statistiques font état de tous les établissements d'enseignement dans une municipalité, ce qui comprend les écoles indépendantes ou dissidentes, il est parfois difficile de déterminer le nombre exact d'écoles « sous contrôle ». Lorsque nous devons en établir le nombre par déduction, nous plaçons ce chiffre entre crochets.

Corporation de Trois-Rivières. L'étude du profil financier de la corporation trifluvienne recèle quelques difficultés particulières. Les données recueillies lors du dépouillement des procès-verbaux ne concordent pas toujours avec les montants

« officiels » contenus dans les *RSIP* alors que pour d'autres corporations rurales, nous avons pu confirmer la justesse de nos informations. Malgré cela, nous conservons la même méthode d'analyse tout en l'utilisant avec plus de circonspection puisque l'objectif est d'illustrer l'effort consenti par les contribuables pour l'instruction élémentaire et ce, par l'entremise de la gestion des commissaires, et non de faire une vérification comptable des finances scolaires.

Le profil financier de la corporation de la ville de Trois-Rivières est incomplet parce que le secrétaire-trésorier n'a pas toujours transmis les rapports semestriels. En outre, la consultation des procès-verbaux nous a permis de constater l'engagement de montants en immobilisation en 1883 et 1900, mais ceux-ci n'apparaissent pas comme tels dans les *RSIP*. Quant au nombre d'écoles, les chiffres contenus dans les statistiques incluent parfois les établissements protestants, les écoles indépendantes ou le collège classique. Les procès-verbaux ne faisant pas toujours état du nombre d'écoles sous la gestion des commissaires, nous avons donc opté pour le chiffre qui nous semblait le plus vraisemblable d'après l'information à notre disposition.

Corporations témoins du comté de Champlain

Tableau A – Revenus de la corporation de Champlain, 1850-1869

Année	Population	Subvention			Cotisation			Rétribution mensuelle			Cot. spéc.			Sub. aux mun. pauvres			Budget total			Écoles
		£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	
1850	1923	66	14	8	66	14	8										133	8	8	4
1851		62	2	6	62	2	6										124	5	0	
1852		57	10	4	57	10	4										115	0	8	5
1853		66	17	2	66	17	2										133	14	4	3
1854		66	17	2	66	17	2										133	14	4	5
1855	1923	66	17	3	66	17	3										133	14	6	4
1856		66	17	3	162	0	5	89	2	0							317	19	8	
1857		66	17	3	245	4	0	102	18	0							414	19	3	
1858	[2050]	267,45\$			774,48\$			563,20\$									1605,13\$			5
1859		267,45			718,51			298,60									1284,56			
1860		267,45			781,16			246,67									1295,28			
1861	2177	267,45			778,00			247,90									1293,35			5
1862	[1987]	237,98			697,90			245,20									1181,08			
1863		237,98			645,06			175,00									1058,04			
1864		237,98			809,98			171,68									1219,64			5
1865		237,98			620,30			135,93									994,21			
1866		170,18			612,44			144,57									927,19			
67-68		170,18			400,00			86,40									656,58			3
68-69	1511	170,18			314,83			116,40									601,41			

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau B – Revenus de la corporation de la paroisse de Champlain, 1869-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
69-70	1006	113,30\$	322,69\$	122,80\$			558,79\$	3
70-71		113,30	336,46	65,50			515,26	
71-72	1050	127,78	285,03	56,40			469,21	
72-73		127,78	244,97	53,60			426,35	3
73-74		108,31	227,54	57,20			393,05	
74-75		136,36	368,22	72,83			577,41	
75-76	[1062]	136,36	308,64	67,70			512,70	
76-77		136,36	385,00	60,40			581,76	4
77-78		136,36	412,22	66,00			614,58	
78-79		136,36	338,04	74,40			548,80	
79-80		136,36	220,95	71,60	77,00\$		505,91	
80-81	1073	136,36	244,47	59,20			440,03	
81-82		129,37	255,68	58,00	49,80		492,85	
82-83		124,35	313,14	58,80			496,29	
83-84		126,32	307,36	59,20			492,88	
84-85		126,32	310,00	35,00	125,00		596,32	4
85-86		126,32	318,00	35,00	34,00		513,32	4
86-87		126,32	392,00	213,00			731,32	4
87-88		126,32	326,00	28,00	30,00		510,32	4
88-89		126,32	332,00	66,00			524,32	4
89-90		126,32	319,00	40,00	17,00		502,32	4
90-91		126,32	319,00	40,00	17,00		502,32	
91-92	[944]	113,02	338,00	41,00	144,00		636,02	4
92-93		99,72	365,00	29,00	128,00		621,72	4
93-94		99,71	364,00	29,00	127,00		619,71	4
94-95		99,71	495,00		325,00		919,71	5
95-96		99,71	484,00	42,00			625,71	5
96-97		99,71	483,00	44,00			626,71	5
97-98		99,71	486,00	52,00			637,71	5
98-99		99,71	489,00	41,00			629,71	5
99-00		99,71	487,00	36,00			622,71	3
1900-01	[923]	99,71	487,00	39,00			625,71	5

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau C – Revenus de la corporation du village de Champlain, 1869-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
69-70	505	56,88\$	152,58\$	64,80\$	888,15\$		1162,41\$	1
70-71		56,88	154,70	110,50			322,08	
71-72	551	67,05	392,27	76,00		30,00\$	565,32	
72-73		67,05	358,23	119,60	205,98	30,00	780,86	2
73-74		71,56	389,20	146,90	232,70	30,00	870,36	
74-75		71,56	367,00	72,32		30,00	540,88	
75-76	[567]	71,56	367,00	67,20			505,76	
76-77		71,56	325,00	55,04			451,60	2
77-78		71,56	455,06	65,28			591,90	
78-79		71,56	304,59	59,62			435,77	
79-80		71,56	259,60	50,56			381,72	
80-81		71,56	249,59	47,78			368,93	
81-82	595	69,71	252,88	52,48			375,07	
82-83		68,96	252,97	58,68			380,61	
83-84		70,06	256,04	62,18			388,28	
84-85		70,06	253,00	38,00	126,00		487,06	2
85-86		70,06	298,00	42,00			410,06	2
86-87		70,06	305,00	114,00			489,06	2
87-88		70,06	311,00	54,00	56,00		491,06	2
88-89		70,06	337,00	59,00	53,00 ¹		519,06	2
89-90		70,06	368,00	52,00	53,00		543,06	2
90-91		70,06	368,00	52,00	53,00		543,06	
91-92	[579]	68,07	438,00	50,00	52,00		608,07	2
92-93		66,08	537,00	70,00	53,00		726,08	2
93-94		66,08	537,00	69,00	52,00		724,08	2
94-95		66,08	476,00	38,00			580,08	2
95-96		66,08	490,00	46,00			602,08	2
96-97		66,08	400,00	40,00	100,00		606,08	2
97-98		66,08	500,00	39,00			605,08	[2]
98-99		66,08	454,00	38,00			558,08	2
99-00		66,08	496,00	28,00			590,08	2
1900-01	[616]	66,08	500,00	42,00			608,08	1

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

¹ La série de montants de 53\$ représente les intérêts de 5% pour un emprunt de 1 050\$ au curé Marcoux, dette dont il ne reste plus que 156,64\$ selon les registres de la corporation en 1901. Rien n'indique dans les procès-verbaux de la corporation de quelle façon le capital a été remboursé.

Tableau D - Revenus de la corporation de Saint-Maurice, 1850-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
		£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	
1850		aucun montant versé						
1851	1648	aucun montant versé						
1852		14 4 1	14 4 1				28 8 2	2
1853		57 6 4	57 6 4				114 12 8	5
1854		57 6 4	57 6 4				114 12 8	5
1855	1648	54 6 4	54 6 4				108 12 8	5
1856		57 6 4	64 0 7	60 5 8			181 12 7	
1857		57 6 4	130 0 0	63 19 6	47 16 9		298 22 7	
58	[2473]	229,27\$	583,40\$	228,58\$			1041,25\$	5
59		229,27	417,27	204,00	200,00		1050,54	
60		196,58	426,70		154,90	48,00	826,18*	
61	3300	196,58	583,10	119,40			899,08*	6
62		327,04	487,50	163,00			977,54	
63		327,04	643,50	123,00			1093,54*	
64		327,04	440,00	285,00			1052,04*	6
65		327,04	439,00	225,35	104,00		1095,39*	
66		327,04	537,00	186,29	95,00		1145,33*	
67-68		327,04	713,15	239,40	149,00		1428,59*	7
68-69		327,04	567,00	403,12			1297,16*	
69-70	2448	327,04	468,00	114,70	917,00		1826,74*	10
70-71	3004	327,04	520,00	213,00	653,00		1713,14	
71-72		365,57	500,00	418,05			1283,62	
72-73		365,57	650,00	371,40			1386,97	8
73-74		390,24	600,00	319,14	375,00		1684,38	
74-75		362,19	660,00	343,60	297,00		1662,79	
75-76	[3154]	362,19	649,00	409,64			1420,83	
76-77		362,19	750,00	385,18	54,00		1551,37	8
77-78		362,19	850,00	362,11			1574,30	
78-79		362,19	850,00	182,30			1394,99	
79-80		362,19	760,42	76,40			1199,01	
80-81	3299	362,19	760,43	75,60			1198,22	
81-82		354,68	784,47	79,20			1218,35	
82-83		352,77	835,90	108,80	332,30		1629,77	
83-84		358,38	835,90	125,50			1319,78	
84-85		358,38	1009,00	72,00			1439,38	10
85-86		358,38	1009,00	66,00	35,00		1468,38	9
86-87		358,38	1110,80	80,00			1549,38	11
87-88		358,88	1031,00	53,00			1442,88	11

* Ces montants comprennent les revenus de la corporation des dissidents, c'est-à-dire gérée par les protestants.

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau D - Revenus de la corporation de Saint-Maurice, 1850-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
88-89		358,38\$	1031,00\$	68,00\$	103,00\$		1560,38\$	11
89-90		358,38	1031,00	83,00	160,00		1632,38	11
90-91	3040	358,38	1031,00	83,00	160,00		1623,38	
91-92		335,10	1059,00	38,00	97,00		1529,10	13
92-93		311,82	1059,00	44,00	141,00		1555,82	12
93-94		311,81	1059,00	43,00	140,00		1553,81	
94-95		311,81	1058,00	152,00			1521,81	14
95-96		311,81	1058,00	169,00			1538,81	13
96-97		311,81	1122,00	165,00			1598,81	13
97-98		311,81	1122,00	182,00			1615,81	14
98-99		311,81	1283,00	187,00			1781,81	12
99-00		311,81	1372,00	185,00			1868,81	12
1900-01	2210	311,81	1372,00	170,00	3006,00		4859,81	12

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec* (...).

Tableau E – Revenus de la corporation de Saint-Tite, 1864-1888

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
64						26,00\$	26,00\$	1
65-66	[980]	53,86\$	146,50\$	51,80\$			252,16	
66-67		107,72	146,89	23,00			277,61	
67-68		107,72	168,00	30,00		26,00	331,72	3
68-69		107,72	147,47	68,15		22,00	345,34	3
69-70		107,72	147,47	40,00		20,00	315,19	4
70-71	1531	107,72	149,00	76,00		20,00	352,72	
71-72		186,31	225,00	13,00		30,00	454,31	
72-73		186,31	225,00	60,00	304,00\$	30,00	805,31	4
73-74		198,83	315,26	94,00		30,00	638,09	
74-75		198,83	550,00	132,40	219,00		1100,23	
75-76	[1886]	198,83	617,65	87,00	303,00	25,00	1231,48	
76-77		198,83	620,00	70,00		25,00	913,03	7
77-78		198,83	620,30	70,00			889,13	
78-79		198,83	650,93				849,76	
79-80		198,83	722,00				920,83	
80-81	2239	198,83	657,09				855,92	
81-82		227,09	692,98		615,26		1535,33	
82-83		259,48	712,67		790,00		1762,15	
83-84		263,60	869,00		785,41		1918,01	
84-85		263,60	920,00	2,00	46,00		1231,60	8
85-86		263,60	934,00		51,00		1248,60	8
86-87		263,60	1000,00				1263,60	10
87-88	[2449]	263,60	1011,00				1274,60	10

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau F – Revenus de la corporation de la paroisse de Saint-Tite, 1888-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
88-89	[1836]	196,96\$	759,00\$		400,00\$		1355,96\$	9
89-90		196,96	761,00		272,00		1229,96	9
90-91		196,96	761,00		272,00		1229,96	
91-92	[1774]	166,87	953,00	61,00\$	62,00		1242,87	8
92-93		193,52	1033,00	54,00	133,00		1413,52	8
93-94		193,51	1032,00	53,00	133,00		1411,51	
94-95		193,51	1044,00	65,00			1302,51	8
95-96		193,51	907,00	64,00	940,00		2104,51	8
96-97		189,00	982,00	75,00	122,00		1368,00	8
97-98		189,00	960,00	87,00			1236,00	8
98-99		189,00	962,00	71,00			1222,00	8
99-00		189,00	1007,00	95,00			1291,00	8
1900-01	[2054]	189,00	1011,00	103,00	1644,00		2947,00	8

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau G – Revenus de la corporation du village de Saint-Tite, 1888-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
88-89	[613]	66,64 \$	247,00 \$				313,64 \$	1
89-90		66,64	193,00	23,00 \$			282,64	
90-91		66,64	193,00	23,00			282,64	
91-92		72,75	191,00	30,00	718,00 \$		1011,75	2
92-93	[761]	78,86	191,00	30,00	718,00		1017,86	2
93-94		78,86	215,00	27,00	403,00		723,86	
94-95		78,86	354,00	33,00	4,00		469,86	2
95-96		78,86	452,00	33,00			563,86	3
96-97		83,38	467,00	47,00			606,38	3
97-98		83,38	470,00	31,00			584,38	3
98-99		83,38	555,00	81,00	555,00		1274,38	2
99-00		83,38	579,00	161,00	579,00		1402,38	2
1900-01	[895]	83,38	583,00	184,00	583,00		1433,38	2

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique, Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...).*

Tableau H - Revenus de la corporation de Saint-Tite-Nord, 1898-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
98-99	[355]	32,66\$	204,00\$	16,00\$			252,66\$	1
99-00		32,66	209,00	18,00			259,66	1
1900-01	[364]	32,66	211,00	22,00			265,66	2

Source : *Rapport du surintendant de l'Instruction publique, Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...).*

Corporations témoins du comté de Maskinongé

Tableau I – Revenu de la corporation de Maskinongé, 1850-1901																				
Année	Population	Subvention			Cotisation			Rétribution mensuelle			Cot. spéc.			Sub. aux mun. pauvres			Budget total			Écoles
		£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	
1850	3881	161	12	10	161	12	10										323	5	8	9
1851		150	9	10	150	9	10										300	19	8	9
1852		139	6	10	139	6	10										278	13	8	8
1853		135	14	0	135	14	0										271	8	0	8
1854		135	14	0	135	14	0										271	8	0	8
1855	3881	135	14	1	135	14	1										271	8	8	
1856		135	14	1	169	14	10	49	12	0							356	0	11	
1857		135	14	1	213	7	5	46	0	0							395	1	6	
1858		290,78\$			853,33\$			171,20\$			290,50\$						1605,81\$			8
1859		290,78			644,90			107,60									1043,28			
1860		290,78			968,78			130,40									1389,96			
1861	2325	290,78			994,13			128,00									1412,91			5
1862		262,84			648,84			227,66									1139,34			
1863		262,84			686,30			148,40									1097,54			
1864		262,84			580,25			74,40									917,49			5
1865		262,84			634,25			74,40									917,49			
1866		262,84			556,06			66,40									885,30			
67-68		262,84			602,64			72,80									938,28			5
68-69		262,84			602,64			444,80									1310,28			
69-70		262,84			572,87			556,80									1392,51			5
70-71	2080	262,84			575,40			201,00									1039,84			
71-72		253,13			582,23			98,40			178,53						1112,29			
72-73		253,13			628,58			98,80									980,51			5
73-74		270,14			640,75			100,40			169,50						1180,79			
74-75		270,14			640,75			90,00			738,51						1739,40			
75-76	[2135]	270,14			572,06			96,80									939,00			
76-77		270,14			307,39			121,00									698,53			6
77-78		270,14			[307,39] ¹			183,23									[760,76]			

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

¹ Le montant qui apparaît dans le *RSIP* est plutôt de 3 073,89 \$. Nous croyons que c'est une erreur typographique. À cette époque, la Mauricie connaît de grandes difficultés économiques en raison de la crise qui sévit dans le domaine de l'exploitation forestière. Il serait étonnant que la corporation réussisse à percevoir un montant aussi élevé étant donné que l'année précédente les commissaires n'ont récolté que 40 \$ de plus que le montant de la subvention gouvernementale et que l'année qui suit, on se limite à recueillir un montant équivalent à la subvention. Par contre, en 1879-1880, la corporation rétablit son prélèvement et dès lors les revenus de la corporation vont croissant, à l'exception des années 1882-1884.

Tableau I – Revenus de la corporation de Maskinongé, 1850-1900 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
78-79		270,14\$	270,14\$	119,20\$	165,00\$		824,48\$	
79-80		270,14	1014,71	119,20			1404,05	
80-81	2193	270,14	1015,68	116,40			1402,22	
81-82		260,13	1086,08	156,00			1502,21	
82-83		254,15	836,36	122,80			1213,31	
83-84		258,18	836,36	109,60	733,00		1937,14	
84-85		258,18	1137,00	115,00	617,00		2127,18	7
85-86		258,18	1137,00	99,00			1494,18	7
86-87		258,18	1137,00	93,00			1488,18	7
87-88		258,18	1131,00	94,00			1483,18	7
88-89		258,18	1127,00	98,00	803,00		2286,18	7
89-90		258,18	1127,00	75,00			1460,1	8
90-91	2021	258,18	1127,00	75,00			1460,1	8
91-92		237,67	1205,00	93,00	2089,00		3624,67	8
92-93		217,16	1204,00	86,00	143,00		1650,16	8
93-94		217,15	1203,00	86,00	142,00		1648,1	5
94-95		217,15	1226,00	89,00			1532,15	8
95-96		217,15	1227,00	76,00	158,00		1718,15	8
96-97		217,15	1245,00	74,00			1536,1	5
97-98		219,84	1259,00	84,00			1562,84	8
98-99		219,84	1259,00	83,00			1561,84	8
99-00		219,84	1344,00	82,00			1645,84	8
1900-01	2060	219,84	1353,00	101,00			1673,84	8

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau J – Revenus de la corporation de Saint-Didace, 1853-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
		£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	
1853	689	aucun montant versé						
1854		24 15 6	24 15 6				49 11 0	
1855	689	24 15 7	24 15 7				49 11 2	
1856		24 15 7	28 0 0	14 0 0			66 15 7	
1857		24 15 7	32 19 10	35 13 0		10 0 0	103 8 5	
1858		99,12\$	156,00\$	210,80\$			465,92\$	[3]
1859		99,12	170,12	107,00			376,24	
1860		99,11	194,80	97,50	68,00		459,41	
1861	1654	99,11	202,75	127,40	123,00	34,00	586,26	4
1862		159,62	226,00	99,20	168,00	25,00	677,82	5
1863		159,62	202,75	106,90		29,00	498,27	5
1864		159,62	226,00	45,60		26,00	457,22	5
1865		159,62	180,88	109,20			449,70	
1866		159,62	438,85	118,80	180,88		898,15	
67-68		159,62	400,00	119,60		26,00	705,22	5
68-69		159,62	228,85	191,36			579,83	
69-70		159,62	243,74	348,80	21,00	30,00	803,16	5
70-71	2055	159,62	243,74	69,60	21,00	30,00	502,96	4
71-72		227,56	243,74	69,60		25,00	565,90	
72-73		227,56	280,85	89,20		25,00	622,61	5
73-74		242,86	280,85	92,40			616,11	
74-75		242,86	380,85	99,20		30,00	752,91	
75-76	[2230]	242,86	280,85	95,60		25,00	644,31	
76-77		242,86	280,85	126,80		25,00	675,51	6
77-78		242,86	280,85	64,80		25,00	613,51	
78-79		242,86	310,00	84,40		20,00	657,26	
79-80		242,86	298,85	68,40	298,95		908,96	
80-81	2403	242,86	522,75	103,20	102,53		728,48	
81-82		258,46	619,88	102,00			980,34	
82-83		278,48	413,00	67,20			758,68	
83-84		282,90	535,00	73,00			890,90	
84-85		282,90	650,00	55,00			987,90	7
85-86		282,90	586,00	55,00	30,00		953,90	7
86-87		282,90	549,00	38,00	8,00		877,90	8
87-88		282,90	496,00	17,00			795,90	7
88-89		282,90	491,00	31,00	140,00		944,90	8
89-90		282,90	491,00	41,00	43,00		857,90	
90-91	1954	282,90	491,00	41,00	43,00		857,90	8
91-92		246,43	567,00	38,00			851,43	7

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau J – Revenus de la corporation de Saint-Didace, 1853-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
92-93		209,96\$	826,00\$	12,00\$	300,00\$		1347,96\$	8
93-94		209,95	826,00	11,00	359,00		1405,95	
94-95		186,31	617,00	64,00	164,00		1031,31	8
95-96		186,31	700,00	48,00			934,31	8
96-97		186,31	712,00	49,00			947,31	8
97-98		186,31	714,00	66,00			966,31	8
98-99		186,32	712,00	80,00			978,32	8
99-00		186,31	868,00	56,00			1110,31	6
1900-01	1499	186,31	869,00	97,00			1152,31	7

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau K – Revenus de la corporation de Hunterstown, 1862-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
62	711	80,38\$	80,38\$				160,76\$	
63		80,38	150,25	12,60\$			243,23	
64		80,38	150,25	24,40			255,03	1
65		80,38	150,25	24,40			255,03	
66		80,38	150,25	32,80			263,43	
67-68		80,38	164,80	56,00			301,18	2
68-69		80,38	94,95	54,60		22,00\$	251,48	2
69-70		80,38	183,64	81,90		25,00	370,92	2
70-71	1238	80,38	183,00	113,50		25,00	401,88	2
71-72		150,66	180,00	227,80		25,00	583,46	3
72-73		150,66	210,28	81,40		25,00	467,34	3
73-74		160,78	210,00	97,00		20,00	487,78	
74-75		160,78	205,00	120,70		30,00	516,48	
75-76	[994]	160,78	200,00	88,60		25,00	474,38	
76-77		160,78	200,00	49,50		25,00	435,28	3
77-78		116,76	200,00	71,80	30,00\$	25,00	443,56	
78-79		116,76	200,00	60,00		25,00	401,56	
80-81	798	116,76	158,00	56,80		10,00	341,56	
81-82		103,89	130,00	62,80			296,69	
82-83		92,48	130,00	79,70		15,00	317,18	
83-84		93,94	130,00	72,00		15,00	310,94	
84-85		93,94	162,00	51,00			306,94	2
85-86		93,94	160,00	60,00		15,00	328,94	2
86-87		93,94	160,00	54,00	190,00		497,40	2
87-88		93,94	175,00	41,00			309,94	2
88-89		93,94	175,00	51,00			319,94	2
89-90		93,94	175,00	53,00			321,94	2
90-91	727	93,94	175,00	53,00			321,94	
91-92		86,03	193,00	46,00			325,03	2
92-93		78,12	193,00	61,00			332,12	2
93-94		78,11	193,00	60,00			331,11	2
94-95		78,11	193,00	60,00			331,11	2
95-96		78,11	193,00	60,00			331,11	2
97-98		78,11	193,00	60,00			331,11	2
98-99		78,12	218,00	51,00			347,12	2
99-00		78,11	233,00	46,00			357,11	2
1900-01	553	78,11	256,00	48,00			382,11	2

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Corporations témoins du comté de Saint-Maurice

Tableau L – Revenus de la corporation de Yamachiche, 1850-1900										
Année	Population	Subvention			Cotisation			Rétribution mensuelle		
		£	s	d	£	s	d	£	s	d
1850	4123	158	10	2	158	10	2			
1851		147	11	7	147	11	7			
1852		136	13	0	136	13	0			
1853		110	6	6	110	6	6			
1854		110	6	6	110	6	6			
1855	3152	110	6	8	110	6	8			
1856		110	6	7	133	2	7	131	4	0
1857		110	6	7	176	0	0	34	13	4
1858	[3182] [11]	441,32\$			639,98\$			133,20\$		
1859		441,32			641,32			88,40		
1860		441,31			640,00			156,80		
1861	3213	441,31			668,00			156,80		
1862		363,24			664,00			208,80		
1863		363,28			694,84			197,40		
1864		363,24			664,00			200,40		
1865		363,24			640,00			210,60		
1866		363,24			640,00			204,00		
67-68		363,24			640,00			217,80		
68-69		363,24			640,00			194,00		
69-70		363,24			664,00			302,20		
70-71	2365	363,24			664,00			151,20		
71-72		287,81			664,00			70,08		
72-73		287,81			700,00			207,75		
73-74		307,16			700,00			138,00		
74-75		317,94			710,00			153,75		
75-76		317,94			700,00			177,75		
76-76		317,94			700,00			177,75		
77-78		317,94			1000,00			154,00		
78-79		317,94			920,60			154,80		
79-80		317,94			750,00			123,00		
80-81	2740	317,94			811,00			208,00		
81-82		315,22			824,00			223,20		
82-83		317,54			813,69			40,00		
								88,47		

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau L – Revenus de la corporation de Yamachiche, 1850-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
83-84		322,58\$	919,06\$	373,00\$	247,47\$		1862,11\$	
84-85		322,58	894,00		516,00		1732,58	11
85-86		322,58	992,00	12,00	8,00		1334,58	11
86-87		322,58	691,00		1276,00 ¹		2289,56	11
87-88		322,58	1653,00	6,00			1981,58	11
88-89		322,58\$	1408,00\$	5,00\$	600,00\$		2335,58\$	11
89-90		322,58	1408,00	1,00	37,00		1768,58	12
90-91	2933	322,58	1408,00	1,00	37,00		1768,58	
91-92		319,87	1382,00		86,00		1787,87	14
92-93		315,16	2305,00				2620,16	13
93-94		315,15	2304,00				2619,15	
94-95		315,15	2291,00				2606,15	12
95-96		315,15	2291,00		640,00		3246,15	13
96-97		315,15	1979,00				2294,15	14
97-98		315,15	1763,00				2078,15	13
98-99		315,16	1763,00		64,00		2142,16	13
99-00		315,15	1653,00				1968,15	13
1900-01	3295	315,15	1645,00				1960,15	13

Source Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

¹ Ce montant apparaît dans le *RSIP* sous la rubrique de la rétribution mensuelle. Il représente soit des arrérages ou une erreur de transcription. Nous penchons plutôt pour cette dernière hypothèse.

Tableau M – Revenus de la corporation de Saint-Barnabé, 1850-1901

Année	Population	Subvention			Cotisation			Rétribution mensuelle			Cot. spéc.			Sub. aux mun. pauvres			Budget total			Écoles
		£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	
1850	1490	75	6	0	75	6	0										150	12	0	6
1851		70	2	1	70	2	1										140	4	2	6
1852		64	18	2	64	18	2										129	16	4	5
1853		52	12	4	52	12	4										105	4	8	5
1854		52	12	4	52	12	4										105	4	8	5
1855	1490	52	12	5	52	12	5										105	4	10	
1856		52	12	5	60	0	0	19	12	0							132	4	5	
1857		52	12	5	60	0	0	19	8	0							132	0	5	
1858	1631	208,48\$			238,00\$			78,00\$									528,48\$			5
1859		210,48			240,38			76,00									526,96			
1860		210,48			240,00			110,40						32,00			592,88			6
1861		210,48			241,00			110,40									561,88			6
1862		184,38			371,00			105,20									660,58			
1863		184,38			371,00			131,50									686,88			
1864		184,38			370,00			105,20									659,58			6
1865		184,38			444,60			108,80									737,78			
1866		184,38			376,74			124,00									686,68			
67-68		184,38			458,30												642,68			6
68-69	1639	184,38			370,00			184,00									738,38			
69-70		184,38			375,56			218,80									778,74			6
70-71		184,38			388,00			180,00									829,18			
71-72		199,46			369,09			169,00									737,55			
72-73		199,46			369,00			225,00									793,46			6
73-74	[1809]	212,86			471,54			237,15									921,55			
74-75		202,08			471,00			190,65									863,73			
75-76		202,08			505,00			188,40			129,00						1024,48			
76-77		202,08			505,00			108,40									815,48			6
77-78		202,08			211,32			163,83			97,00						674,23			
78-79	1976	202,08			537,00			164,95									904,03			
79-80		202,08			371,37			121,40									694,85			
80-81		202,08			371,00			129,15									702,23			
81-82		213,72			400,00			134,70									748,42			
82-83		229,00			400,00			260,00			394,56						1283,56			
83-84		232,64			625,00			157,96			478,00						1493,60			
84-85		232,64			531,00			135,00									898,64			7
85-86		232,64			480,00			171,00									883,64			7
86-87		232,64			485,00			100,00			230,00						1047,64			7
87-88		232,64			516,00			90,00									838,64			7

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau M – Revenus de la corporation de Saint-Barnabé, 1850-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
88-89		232,64\$	516,00\$	90,00\$			838,64\$	7
89-90		232,64	515,00	85,00			832,64	7
90-91	2014	232,64	515,00	85,00			832,64	
91-92		224,20	541,00	104,00	705,00		1574,20	8
92-93		216,40	586,00	84,00			886,40	8
93-94		216,40	586,00	84,00			886,40	
94-95		216,40	679,00	87,00	122,00		1104,40	
95-96		216,40	670,00	27,00	35,00		948,40	9
96-97		216,40	695,00	94,00	40,00		1045,40	9
97-98		216,40	766,00	120,00	61,00		1163,40	8
98-99		216,40	766,00	121,00	22,00		1125,40	8
99-00		216,40	779,00	146,00			1141,40	8
1900-01	2291	216,40	850,00	150,00			1216,40	8

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau N – Revenus de la corporation de Saint-Sévère, 1852-1901

Année	Population	Subvention			Cotisation			Rétribution mensuelle			Cot. spéc.			Sub. aux mun. pauvres			Budget total			Écoles
		£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	£	s	d	
1852		aucun versement																		
1853		34	12	0	34	12	0										69	4	0	4
1854		34	12	0	34	12	0										69	4	0	
1855	971	34	12	2	34	12	2										69	4	4	4
1856		34	12	1	42	13		10	17	8				15	0	0	103	2	9	
1857		34	12	1	43	0	1	11	4	0				10	0	0	98	16	2	
1858	[956]	138,42	\$		174,00	\$		48,80	\$					40,00			401,22	\$		4
1859		138,42			171,82			47,60						40,00			397,84			
1860		138,41			176,00			60,40						32,00			406,81			
1861	936	138,41			176,03			60,40						34,00			408,84			4
1862		105,82			176,00			46,00						25,00			352,82			4
1863		105,82			176,00			60,50									342,32			
1864		105,82			176,00			41,60						26,00			349,42			4
1865		105,82			176,00			21,60									303,42			
1866		105,82			176,00			48,80									330,62			
67-68		105,82			173,69			46,00						26,00			351,51			4
68-69		105,82			176,00			86,00						26,00			399,82			4
69-70		105,82			168,77			102,80						30,00			407,39			3
70-71	822	105,82			168,77			67,80						30,00			372,39			4
71-72		100,03			198,76			46,80						30,00			375,59			4
72-73		100,03			171,08			56,60						30,00			357,71			4
73-74		106,75			171,07			50,80						30,00			358,62			
74-75		106,75			170,83			35,20						30,00			343,68			
75-76	[867]	106,75			175,00			54,00						25,00			360,75			
76-77		106,75			175,00			55,50			80,00			25,00			442,25			4
77-78		106,75			175,00			80,20						25,00			386,95			
78-79		106,75			180,00			83,80			157,00			25,00			552,55			
79-80		106,75			180,00			74,20			25,00						385,95			
80-81	888	106,75			185,00			62,00									353,75			
81-82		104,02			185,04			48,00									337,06			
82-83		102,91			184,57												287,68			
83-84		104,54			185,75			46,00									336,29			
84-85		104,54			244,00			45,00						20,00			413,54			4
85-86		104,54			338,00			60,00			14,00						516,54			4
86-87		104,54			244,00			40,00									388,54			4
87-88		104,54			244,00			40,00									388,54			4

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau N – Revenus de la corporation de Saint-Sévère, 1852-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
88-89		104,54	244,00	60,00			408,54	4
89-90		104,54	250,00	117,00			471,54	4
90-91	972	104,54	250,00	117,00			471,54	
91-92		104,49	254,00	83,00	10,00		451,49	4
92-93		104,44	255,00	105,00			464,44	4
93-94		104,44	255,00	105,00			464,44	
94-95		104,44	264,00	100,00			468,44	4
95-96		104,44	264,00	98,00			466,44	4
96-97		104,44	280,00	87,00			471,44	4
97-98		104,44	280,00	92,00			476,44	4
98-99		104,44	280,00	95,00	97,00		576,44	4
99-00		104,44	298,00	62,00			464,64	4
1900-01	864	104,44	298,00	95,00	226,00		723,44	4

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau O – Revenus de la corporation de Trois-Rivières, 1850-1901

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
		£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	£ s d	
1850		126 11 0	126 11 0				253 2 0	3
1851	4936	117 16 4	117 16 4				235 12 8	3
1852		109 1 10	109 1 10				218 3 8	3
1853		172 5 6	172 5 6				344 11 0	5
1854		175 5 6	175 5 6				350 11 0	5
1855	4936	172 5 6	172 5 6				344 11 0	
1856		172 5 6	185 6 7	37 12 0			395 4 1	3
1857		172 5 6	190 0 0	40 8 0			402 13 6	
1858	[5260]	689,10\$	767,19\$	72,00\$			1529,10\$	3
1859		689,10	1208,16	85,50			1982,76	
1860		689,10	849,40	82,78			1621,28	
1861	5583 c.	689,10	1116,00	92,80			1897,90	3
1862		684,86	818,00	249,20			1752,06*	
1863		684,86	702,20	512,00			1899,06*	
1864		684,86	684,86	576,00			1945,72*	3
1865		684,86	684,86	576,00			1945,72*	
1866		652,19	1199,95	520,00			2372,14*	
67-68		652,19	1234,10	558,60			2444,89*	4
68-69		652,19	1234,10	570,00			2456,29*	
69-70		652,19	1399,12	92,80	1120,19		3264,30*	5
70-71	7571	652,19	1399,12	131,12	1820,19		4002,62*	
71-72		921,22	1399,12	311,57	570,19		3202,10*	
72-73		921,22	2517,91	295,30	554,86		4289,29*	5
73-74		983,14	2517,91	790,21	554,86		4846,12*	
74-75		983,14	2867,49	369,20	294,00		4513,83*	
75-76	[8120]	983,14	4118,66	327,07			5428,81*	5
76-77		983,14	7567,94	392,11			8943,19*	4
77-78			aucun montant					
78-79			aucun montant					
79-80		983,14	4436,88	268,65			5688,67*	
80-81	8670	983,14	3745,16	237,31			4965,61*	
81-82			aucun montant					
82-83		984,28	4525,00	551,40			6060,68*	

*Ces montants comprennent les revenus de la corporation des dissidents, c'est-à-dire gérée par les protestants. Le nombre d'écoles ne tient compte que des établissements catholiques publics.

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

Tableau O – Revenus de la corporation de Trois-Rivières. 1850-1901 (suite)

Année	Population	Subvention	Cotisation	Rétribution mensuelle	Cot. spéc.	Sub. aux mun. pauvres	Budget total	Écoles
83-84		999,90\$	7045,00\$	497,55\$			8542,45\$*	
84-85				aucun montant				
85-86				aucun montant				
86-87		903,54	5813,00	1434,00			8150,54	
87-88		903,54	5157,00	269,00			6329,54	6
88-89		903,54	5157,00	269,00			6329,54	
89-90		903,54	5157,00	269,00			6329,54	
90-91	8334	903,54	5157,00	269,00			6329,54	
91-92		903,54	5157,00	269,00			6329,54	[7]
92-93		809,44	5157,00	269,00			6235,44	
93-94		809,44	4953,00	406,00			6168,44	
94-95		848,28	5043,00	1523,00			7414,28	
95-96		849,34	5043,00	1523,00			7415,34	7
96-97		849,34	5043,00	1523,00			7415,34	8
97-98		833,28	5043,00	1523,00			7399,28	7
98-99		840,98	5043,00	1523,00			7406,98	7
99-00		860,94	5958,00	1764,00			8582,94	7
1900-01	9672 c.	876,07	8315,00	1198,00			10389,07	7

*Ces montants comprennent les revenus de la corporation des dissidents, c'est-à-dire gérée par les protestants. Le nombre d'écoles ne tient compte que des établissements catholiques publics.

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Tableau des sommes prélevées pour l'Instruction publique dans la Province de Québec (...)*.

TABLEAU Q

**Taux de la taxe scolaire des corporation témoins
du comté de Maskinongé entre 1884 et 1901**

Année	Évaluation foncière	Cotisation	Taux par 100\$	Écoles	Taux/comté	Écoles/comté
Hunterstown						
1884-85	90 122\$	162\$	0,18\$	2	0,16\$	60
1888-89	93 319\$	175\$	0,19\$	2	0,14\$	59
1892-93	96 700\$	193\$	0,20\$	2	0,18\$	66
1896-97	96 700\$	193\$	0,20\$	2	0,19\$	66
1900-01	116 586\$	256\$	0,22\$	2	0,21\$	56
Maskinongé						
1884-85	1 023 478\$	1 137\$	0,11\$	7	0,16\$	60
1888-89	1 015 115\$	1 127\$	0,11\$	7	0,14\$	59
1892-93	963 162\$	1 204\$	0,13\$	8	0,18\$	66
1896-97	871 531\$	1 245\$	0,14\$	8	0,19\$	66
1900-01	811 940\$	1 353\$	0,17\$	8	0,21\$	56
Saint-Didace						
1884-85	260 000\$	650\$	0,25\$	7	0,16\$	60
1888-89	307 310\$	491\$	0,16\$	8	0,14\$	59
1892-93	317 773\$	826\$	0,26\$	8	0,18\$	66
1896-97	285 000\$	712\$	0,25\$	8	0,19\$	66
1900-01	289 935\$	869\$	0,30\$	7	0,21\$	56

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Écoles communes – Sommaire des statistiques fournies par les secrétaires-trésoriers*. Le taux de la taxe des corporations a été établie en divisant le montant de la cotisation par l'évaluation foncière. Le taux du comté a été établi en divisant le total des cotisations locales par le total de « l'estimation des propriétés foncières ».

TABLEAU R

**Taux de la taxe scolaire des corporation témoins
du comté de Saint-Maurice entre 1884 et 1901**

Saint-Barnabé

1884-85	424 350\$	531\$	0,13\$	7	0,13\$	51
1888-89	430 625\$	516\$	0,12\$	7	0,17\$	53
1892-93	450 323\$	586\$	0,13\$	8	0,19\$	71
1896-97	496 962\$	695\$	0,14\$	9	0,21\$	71
1900-01	515 535\$	850\$	0,17\$	8	0,26\$	59

Saint-Sévère

1884-85	187 934\$	244\$	0,13\$	4	0,13\$	51
1888-89	3 416\$	244\$	0,71\$	4	0,17\$	53
1892-93	286 180\$	255\$	0,09\$	4	0,19\$	71
1896-97	321 620\$	280\$	0,09\$	4	0,21\$	71
1900-01	322 730\$	298\$	0,09\$	4	0,26\$	59

Yamachiche

1884-85	993 840\$	894\$	0,09\$	10	0,13\$	51
1888-89	1 280 892\$	1 408\$	0,11\$	11	0,17\$	53
1892-93	1 152 247\$	2 305\$	0,20\$	13	0,19\$	71
1896-97	1 099 528\$	1 979\$	0,18\$	14	0,21\$	71
1900-01	1 028 420\$	1 645\$	0,16\$	13	0,26\$	59

Trois-Rivières

1884-85	aucun montant				0,13\$	51
1888-89	2 830 457\$	5 157\$	0,18\$	11	0,17\$	53
1892-93	2 830 457\$	5 157\$	0,18\$	11	0,19\$	71
1896-97	2 017 352\$	1 523\$	0,08\$	8	0,21\$	71
1900-01	2 440 817\$	8 315\$	0,34\$	7	0,26\$	59

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique, *Écoles communes – Sommaire des statistiques fournies par les secrétaires-trésoriers*. Le taux de la taxe des corporations a été établie en divisant le montant de la cotisation par l'évaluation foncière. Le taux du comté a été établi en divisant le total des cotisations locales par le total de « l'estimation des propriétés foncières ».

CHAPITRE 4, ANNEXE 1

Implantation par comté des communautés religieuses enseignantes en Maurice entre 1850 et 1900

Année	Localité	Communauté	Genre d'établissement
Comté de Champlain			
1855	Sainte-Anne-de-la-Pérade	Congrégation de Notre-Dame	Pensionnat pour filles, école privée
1870	Champlain (village)	Srs du Bon Pasteur	Pensionnat pour filles, école publique ¹
1878	Sainte-Anne-de-la-Pérade	Frères du Sacré-Coeur	Académie pour garçons, école publique
1880	Saint-Maurice	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles ²
1891	Saint-Tite	Srs de la Providence	Pensionnat-externat pour filles
1894	Saint-Stanislas	Frères de Saint-Gabriel	Pensionnat pour garçons, école publique
1898	Saint-Tite	Frères de Saint-Gabriel	École modèle de garçons
1900	Grand-Mère	Ursulines	Pensionnat-externat pour filles
Comté de Maskinongé			
1870	Sainte-Ursule	Srs de la Providence	Pensionnat pour filles, école publique
1873	Saint-Paulin	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles
1875	Rivière-du-Loup	Srs de l'Assomption	Pensionnat-externat pour filles
1892	Rivière-du-Loup	Frères de l'Instruction chrétienne	Académie pour garçons, école publique ³
Comté de Saint-Maurice			
1697	Trois-Rivières	Ursulines	Pensionnat pour filles, école privée ⁴
1844	Trois-Rivières	Frères des écoles chrétiennes	Académie de garçons, école publique
1852	Yamachiche	Congrégation de Notre-Dame	Pensionnat-externat pour filles
1853	Yamachiche	Frères des Écoles chrétiennes	Pensionnat pour garçons, école publique
1878	Pointe-du-Lac	Srs Grises d'Ottawa	Pensionnat pour filles, école privée
1881	Saint-Barnabé	Srs de l'Assomption	Pensionnat pour filles, école privée

Source : Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique

¹ L'établissement devient privée (indépendant) en 1894. Les filles pourront fréquenter l'école modèle de garçons qui devient mixte à la demande des parents.

² Le pensionnat est habituellement une école privée et l'externat est une classe publique prise en charge par la corporation scolaire. Les religieuses offrent alors les niveaux élémentaire et modèle à toutes les élèves sans distinction.

³ Cette institution est aussi un pensionnat pour garçons.

⁴ Les Ursulines prendront la direction de toutes les écoles publiques de filles en 1891. Si elles accueillent des élèves gratuitement à leur pensionnat, l'institution reste privée néanmoins.

CHAPITRE 7, ANNEXE 1

Effectifs scolaires									
Année	1 Recensement des 7-14 ans	2 # élèves 7-14 ans	3 % enfants 7-14 ans à l'école ¹	4 Recensement des 5-16 ans	5 # d'élèves 5-16 ans	6 % enfants 5-16 ans à l'école ²	7 élèves 16 ans+	8 Total des élèves	9 % des 7-14 ans de la population scolaire ³
1856⁴									
Champlain	2500	1487	59%	4036	1936	48%	n.d.	1936	77%
Maskinongé	1949	1293	66%	3217	1647	51%	n.d.	1647	79%
Saint-Maurice	1346	1105	82%	2027	1394	69%	n.d.	1394	79%
Trois-Rivières	756	471	62%	1291	650	50%	n.d.	650	72%
Total	6551	4356	66%	10571	5627	53%		5627	77%
1884-1885⁵									
Champlain	4423	3593	81%	n.d.	4940	n.d.	n.d.	4940	73%
Maskinongé	2407	1994	83%	n.d.	2637	n.d.	n.d.	2637	76%
Saint-Maurice	2081	1639	79%	n.d.	2195	n.d.	n.d.	2195	75%
Trois-Rivières	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	[2055]	n.d.	n.d.	[2055]	n.d.
Total	8911	7226	81%		9772			9772	74%
1893-1894⁶									
Champlain	4410	4031	91%	6718	5575	83%	84	5659	71%
Maskinongé	2317	1936	83%	3545	2899	82%	0	2899	67%
Saint-Maurice	3301	2688	81%	4951	4088	83%	97	4185	64%
Total	10028	8655	86%	15214	12562	83%	181	12743	68%
1900-1901⁷									
Champlain	5589	5168	93%	8609	7421	86%	84	7505	70%
Maskinongé	2343	2382 ⁹	100%	3582	3200	89%	24	3224	74%
Saint-Maurice	2304	2238	97%	3207	2970	93%	38	3008	74%
Trois-Rivières	1532	1251	82%	2349	1670	71%	36	1706	73%
Total	11768	11039	94%	17747	15261	86%	182	15443	71%

Notes du tableau 7 A

Source Rapports annuels du surintendant de l'Instruction publique (*RSIP*).

¹ Le pourcentage de la colonne 3 est obtenu en divisant le nombre d'élèves 7-14 ans (colonne 2) par le nombre d'enfants 7-14 ans (colonne 1).

² Le pourcentage de la colonne 6 est obtenu en divisant le nombre d'élèves 5-16 ans (colonne 5) par le nombre d'enfants 5-16 ans (colonne 4).

³ Le pourcentage de la colonne 9 est obtenu en divisant le nombre d'élèves 7-14 ans (colonne 2) par le nombre total des élèves (colonne 8).

⁴ Le choix des années est basé sur les informations disponibles dans les *RSIP*. Nous n'avons pu éviter l'écart entre 1856 et 1884. Par contre, nous aurions aimé utiliser les chiffres de l'année 1892-1893, année mitoyenne entre 1884 et 1900, mais les renseignements étaient incomplets. Pour l'année 1856, nous utilisons le tableau intitulé *Rapport du recensement*, p. 40-41.

⁵ Tiré du *RSIP* 1884-1885. D'après le tableau, *Écoles communes – Sommaire des statistiques fournies par les secrétaires-trésoriers, Récapitulation générale* (p. 282-285) ne comprend pas Trois-Rivières, le recensement des enfants n'ayant pas été fourni. L'inspecteur des écoles A. Tétreault recense 6887 élèves dans son district (comtés de Maskinongé et de Saint-Maurice ainsi que Trois-Rivières). Il y aurait donc 2055 élèves dans les écoles trifluviennes, excluant les élèves du collège.

⁷ *RSIP* 1893-1894, d'après les trois tableaux suivants : *Récapitulation, Statistique générale du coût de l'enseignement et du nombre d'enfants de 5 à 16 ans dans la province*, p. 170-173; *Statistique générale des écoles élémentaires*,...p. 176-179; *Statistique générale des écoles modèles et des académies*...p.184-185. Les élèves de Trois-Rivières sont inclus dans ces tableaux.

⁸ *R.S.I.P.* pour 1900-1901, d'après le tableau *Statistique se rapportant aux enfants d'âge à fréquenter les écoles et aux élèves inscrits aux registres des écoles*, p. 234-237. Nous excluons les 259 élèves du collège (voir p. 248).

⁹ Surplus d'élèves inexpliqué.